



REPUBLIQUE D'HAÏTI  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
**INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE  
ET D'INFORMATIQUE**

# ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS DE VIE EN HAÏTI

ECVH – 2001

Volume II



© Tous droits réservés

# Sommaire

Introduction générale	7
<b>ENVIRONNEMENT, LOGEMENT ET INFRASTRUCTURES</b>	<b>11</b>
Introduction	11
<b>Ecologie et Environnement</b>	<b>11</b>
Les principaux écosystèmes en Haïti	11
Modes d'utilisation des terres	12
Exposition aux risques naturels	16
Régime foncier	19
<b>Logement et Infrastructures</b>	<b>21</b>
Le mode d'occupation du logement: un ménage urbain sur deux est propriétaire, neuf sur dix dans les campagnes	21
Les caractéristiques des logements	27
Un logement sur quatre est surpeuplé.	28
Annexe	33
<b>LA MIGRATION</b>	<b>37</b>
Introduction	37
<b>Migration intérieure</b>	<b>38</b>
Le modèle haïtien de migration intérieure	40
Conséquences de la migration intérieure	48
<b>La Migration internationale</b>	<b>53</b>
Schémas de migration haïtienne sur le plan international	53
Causes à l'origine de la migration haïtienne	59
Conséquences de la migration haïtienne	65
Politiques migratoires	82
<b>ANNEXE DU CHAPITRE 2</b>	<b>85</b>
Annexe 1	87
Tableaux de la régression logistique	87
Annexe 2	88
Annexe 3	89
Annexe 4	40
<b>NUTRITION, SANTÉ, SERVICES DE SANTÉ</b>	<b>93</b>
Introduction	93
<b>L'État nutritionnel des enfants</b>	<b>93</b>
<b>État nutritionnel des adultes</b>	<b>94</b>
Augmentation de l'insuffisance pondérale avec l'âge	94
<b>État De Santé</b>	<b>98</b>
<b>Synthèse de l'état de Santé et de l'état nutritionnel.</b>	<b>106</b>
<b>Variété des produits alimentaires et diversité du régime</b>	<b>107</b>
<b>Sécurité alimentaire et stratégie de consommation alimentaire</b>	<b>111</b>
<b>Synthèse des comportements en matière de santé</b>	<b>113</b>
Service de santé	114
Conclusion	117
<b>ANNEXE DU CHAPITRE 3</b>	<b>121</b>
<b>EDUCATION</b>	<b>127</b>
Introduction	127
<b>Alphabétisme</b>	<b>128</b>
Plus d'un individu de 15 ans et plus sur deux sait lire et écrire	128
Des progrès en termes intergénérationnels	129
<b>Fréquentation scolaire</b>	<b>131</b>
Principales tendances de la fréquentation scolaire	131
La scolarisation au primaire	136
La scolarisation des filles proche de celle des garçons	137
La scolarisation tardive, entre l'ancien et le nouveau	141
Les déterminants de la scolarisation des enfants au primaire	148
<b>Niveaux d'étude atteints</b>	<b>153</b>
Des progrès indéniables en termes intergénérationnels	154
Une réduction significative des écarts entre les sexes	156
Mais ... des inégalités importantes	158
Des résultats modestes	161
Un important déficit en matière d'achèvement universel du cycle primaire chez les 15-24 ans	169
<b>Perceptions de l'école</b>	<b>173</b>
Une évaluation paradoxale de l'école par les parents	173
La distance à l'égard de l'école	174
Des légitimités de l'école hors du champ des savoirs	175
Conclusion : De multiples défis	177
<b>ANNEXE DU CHAPITRE 4</b>	<b>183</b>

# Enquête sur les conditions de vie en Haïti

<b>ORGANISATION SOCIALE</b>	<b>189</b>
Introduction	189
<b>Description des ménages</b>	<b>190</b>
L'objet ménage : une convention statistique	190
Le cycle de vie des ménages	191
Les femmes chefs de ménage	193
<b>Les structures familiales des ménages</b>	<b>199</b>
Famille et ménage : l'absence d'une relation d'identité	199
Relations d'alliance : le mariage et le plaçage	201
Alliances, filiations et autres relations de parenté dans les frontières des ménages	209
Dans la famille : la violence (conjugale) faite aux femmes	215
<b>Espaces et lieux de sociabilité</b>	<b>220</b>
Le troc chez les ménages agricoles	220
Echanges de travail entre ménages agricoles : entraide locale et groupes de travail	221
Les espaces de sociabilité dans l'accès des travailleurs indépendants au crédit	223
La vie dans les lieux de sociabilité : violence, insécurité et sentiment d'insécurité	224
<b>Espace(s) public(s), vie(s) publique(s)</b>	<b>229</b>
De la famille à l'espace public : les perceptions des rôles privés et publics des femmes	230
De la confiance interpersonnelle, au-delà du « capital social »	235
Entre le privé et le politique : un espace public intermédiaire	237
Les distances à l'égard du politique	242
Conclusion: Organisation sociale et conditions de vie	244
<b>ECONOMIE DES MÉNAGES EN MILIEU RURAL</b>	<b>253</b>
Introduction	253
<b>Les premières réformes agraires en Haïti</b>	<b>254</b>
La fin de la Grande Culture : les premières réformes agraires en Haïti	254
Le cadre légal et institutionnel qui en résulte : le problème de la faiblesse des droits de propriété	256
<b>Les ressources des systèmes de vie en milieu rural</b>	<b>257</b>
Les ressources parmi la population rurale	257
Un accès étendu à la terre parmi les ménages ruraux, mais avec des droits de propriété non clairement définis	258
Amélioration du capital humain : le niveau d'éducation de la population rurale augmente rapidement parmi les jeunes générations	271
Les indicateurs de capital social montrent une cohésion sociale forte dans les zones rurales	273
<b>Stratégies de vie en milieu rural</b>	<b>278</b>
L'intensification agricole	279
Diversification des moyens de subsistance en milieu rural – un adieu aux exploitations agricoles ?	286
La diversification non agricole : atténuation des risques ou renforcement des inégalités rurales ?	290
Migration	296
<b>Evaluer les résultats des systèmes de vie : pauvreté, bien-être et vulnérabilité</b>	<b>300</b>
Conclusion	306
<b>ÉCONOMIE DES MÉNAGES EN MILIEU URBAIN</b>	<b>313</b>
Introduction	313
<b>Le « système de vie » et ses composantes</b>	<b>314</b>
Les ressources	315
Les stratégies	315
<b>Les ressources disponibles en milieu urbain</b>	<b>316</b>
Actifs physiques et financiers	317
Dotations des ménages en éducation	318
La force de travail disponible : engagement dans l'activité économique et profil démographique	320
La main-d'œuvre dans l'emploi urbain	325
<b>Les stratégies des ménages</b>	<b>330</b>
Le rôle central des ressources en travail et le rôle secondaire des revenus de transfert	331
De l'analyse des stratégies de mobilisation de la main-d'œuvre et des parents/amis à l'aide de la principale source de revenu du ménage	334
Une mobilisation restreinte des ressources en travail dans l'emploi	336
Les diversifications dans l'allocation de la main-d'œuvre chez les ménages pluri-actifs	341
Les spécialisations de la main-d'œuvre des ménages mono-actifs	344
L'embauche d'une main-d'œuvre extérieure par les ménages ayant perçu des revenus du travail indépendant	345
Les diversifications des revenus des ménages	347
Les revenus de transfert dans les stratégies des ménages	351
<b>Résultats</b>	<b>360</b>
Niveaux de vie	361
Vulnérabilités	367
Bien-être des ménages	370
Conclusion	372
<b>ANNEXE</b>	<b>377</b>
Introduction	389
<b>Exigences quant à l'échantillon</b>	<b>389</b>
<b>La base de sondage et l'échantillon- maître</b>	<b>389</b>
<b>Conception de l'échantillon</b>	<b>391</b>
Procédures de sélection de l'échantillon	391
Non-réponse et corrections aux non-réponses	400
Utilisation de poids	404
Erreurs d'échantillonnage	405
Ecart-type et les départements comme domaines d'analyse	407
Annexe 2	410
Annexe 3:	410
Traitement sur Access	411
Exemple de traitement détaillé	411
Option Compare Database	412



## PREFACE

*La Direction Générale de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) prend plaisir à présenter aux utilisateurs de statistiques sociales le rapport d'analyse de l'Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (ECVH) réalisée dans le cadre du renforcement des capacités de l'IHSI à collecter et produire des statistiques sociales. Cette enquête a bénéficié du financement du Gouvernement Haïtien, du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) ainsi que de l'assistance technique de l'Institut d'Etudes Internationales Appliquées – FAFO – de la Norvège.*

*L'ECVH permet de cerner les conditions de vie des ménages, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les individus et les ménages produisent et façonnent leur vie. Le point de vue adopté est, d'entrée de jeu, multidimensionnel. De sorte que l'on s'intéresse tant à l'environnement, au logement, à l'accès aux services de base qu'à l'éducation, à l'organisation sociale – de la famille à la vie en société – et à l'économie des ménages.*

*Ce rapport d'analyse (volume II) fait suite au premier volume, publié en janvier 2004 qui présente les principaux résultats de l'enquête sous forme de tableaux accompagnés de brefs commentaires sur les faits saillants.*

*Ici, les principaux thèmes de l'enquête sont abordés suivant une démarche allant des lieux où vivent les ménages à leurs systèmes de vie, en passant par les dynamiques des populations, les caractéristiques des ressources humaines (éducation et santé) et l'organisation sociale. L'analyse en termes de systèmes de vie met l'accent sur les comportements (observés ex post) des ménages en matière de mobilisation des ressources physiques, humaines, sociales disponibles en vue d'obtenir les moyens monétaires de leur subsistance, d'accéder à une certaine qualité de vie.*

*Chaque chapitre s'organise autour d'une problématique et l'analyse de l'ECVH est toujours confrontée aux savoirs constitués sur Haïti. En fin de parcours, ce volume II insiste sur les changements repérés au fil des analyses thématiques.*

*La Direction Générale de l'IHSI remercie vivement, une fois de plus, la population et plus spécialement les ménages qui ont accueilli les enquêteurs et leur ont consacré un temps précieux pour la bonne réussite de la collecte des informations. Elle adresse également ses remerciements au Comité de Pilotage, à la Coordination du Projet au sein de l'IHSI, aux consultants nationaux et internationaux, à toute l'équipe technique, aux enquêteurs et aux superviseurs qui ont contribué à la réussite du projet.*

*La Direction Générale de l'IHSI souhaite que ce rapport puisse constituer un apport précieux pour l'analyse de la société haïtienne et la formulation des politiques publiques visant à l'amélioration des conditions de vie des ménages.*

Evans Joseph  
Directeur Général

## **LISTE DES PARTICIPANTS À L'ECVH**

### **COMITÉ DE PILOTAGE DE L'ECVH**

**M. Evens Joseph**, Directeur Général de l'IHSI  
**Mme Danilia M. Altidor**, Directeur Général Adjoint de l'IHSI  
**M. Philippe Rouzier**, Economiste Principal, PNUD  
**Mme. Hilde Skogedal**, JPO, Unité de lutte contre la pauvreté, PNUD  
**Mme Monique Pierre Antoine**, Responsable de l'Unité de lutte Contre la Pauvreté, PNUD

### **INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE ( IHSI )**

#### **Coordonnateur du projet ECVH**

**M. Roland Altidor**

#### **Coordonnateur-Adjoint du projet ECVH**

**M. Louinel Jean Louis**

#### **Consultants**

**M. Janin Jadotte**  
**Dr. Nathalie Lamaute-Brisson**, Economiste

#### **Equipe technique**

**M. Charles Henry Débrosse**,  
**Ulysse Guslet**  
**M. Movièle Mentor**  
**M. Pierre-Jacques Vil**

#### **Personnel d'appui**

**M. Louis Mary Jasmin**, Comptable  
**Mme Marie-Andrée Augustin**, Secrétaire  
**Mme Fabiola Samedi**, Secrétaire  
**M. Daniel Martin**, Assistant administratif  
**M. Hady Hérard**, Assistant administratif

### **PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT(PNUD)**

**M. Adama Guindo**, Représentant Résident  
**Mme Diene Keita**, Représentant Adjoint au Programme  
**M. Bjoern Rongevaer**, Représentant adjoint au programme  
**M. Edwine Carrié**, Interprète, Assistant au Programme, Unité de lutte contre la Pauvreté  
**M. Christian Do Rosario**, Représentant Résident Opérations  
**Mme Sara Bordas Eddy**, JPO, Unité de lutte contre la Pauvreté, PNUD

### **FAFO- INSTITUTE FOR APPLIED INTERNATIONAL STUDIES/ INSTITUT D'ETUDES INTERNATIONALES APPLIQUEES**

**M. Jon Hanssen-Bauer**, Directeur Exécutif  
**M. Jon Pedersen**, Directeur Exécutif Adjoint  
**Mme Anne Hatloy**, Chercheur  
**M. Willy Egset**, Chercheur, Directeur du projet ECVH  
**Mme Tone Sommerfelt**, Chercheur  
**Mme Laurie Blome Jacobsen**, Chercheur  
**M. Geir Ovensen**, Chercheur

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

*L'Enquête sur les Conditions de Vie est la première du genre en Haïti. Conçue et exécutée par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) avec l'assistance technique de l'Institut d'Etudes Internationales Appliquées de Norvège (FAFO), l'ECVH couvre un large spectre des conditions de vie des individus et des ménages dans les domaines du logement et des infrastructures, de la démographie, de la production des ressources humaines (éducation, santé), de l'organisation sociale, des relations entre la force de travail et le « marché du travail », de l'économie des ménages tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Alors que la plupart des enquêtes disponibles mises en œuvre abordent des thèmes bien précis : éducation, démographie et santé, revenus et consommation, etc.*

*L'ECVH s'inscrit dans la tradition des analyses des conditions de vie objectives observables. Celles-ci constituent l'environnement – au sens large – dans lequel évoluent individus et ménages. Elles sont aussi la résultante des stratégies des individus et des ménages, sous la contrainte de l'environnement au sens strict, des politiques publiques, et des acteurs privés comme les entreprises, les associations ou les organisations non-gouvernementales.*

*L'enquête prend également en compte la tradition des analyses en termes de qualité de vie qui mettent l'accent sur la « mesure » de la satisfaction qu'expriment les individus à l'égard de leur vie en fonction des objectifs qu'ils se sont assignés et l'interaction entre leur propre personnalité et les structures extérieures à l'individu en tant que tel. En effet, les perceptions des individus à l'égard de leur état de santé, de l'école et des parcours scolaires probables de leurs enfants, à l'égard des institutions, des services ou de leur mode de vie ont fait l'objet de plusieurs questions. Le point de vue « subjectif » des acteurs est ainsi restitué, permettant de mieux saisir les manières de penser, les attentes des uns et des autres.*

*En d'autres termes, on part de l'idée selon laquelle les individus et les ménages sont des sujets qui poursuivent des objectifs en mobilisant les ressources dont ils disposent. Ces ressources sont de différents ordres (physiques, financières, sociales, etc.) et sont en quelque sorte transformées en moyens monétaires et en qualité de vie.*

*Pour cerner les conditions de vie, sous le double angle de ce qui est donné pour mesurable et des perceptions, le présent rapport suit une démarche qui va de l'environnement physique des individus et des ménages à leurs systèmes de vie.*

*Où vivent-ils ? Le chapitre intitulé Environnement, Logement et Infrastructures tente de répondre à cette question en utilisant des techniques récentes. Les données de l'enquête sont articulées aux cartes géographiques établies par l'Unité de Télédétection et des Systèmes d'Information Géographiques (UTSIG) du Ministère du Plan et de la Coopération Externe. Les ménages, leurs implantations et leurs parcelles sont intégrés aux cartes pour en saisir la distribution spatiale sur l'ensemble du territoire. Il en est de même pour les infrastructures auxquelles ont accès les ménages selon les déclarations recueillies. Bien entendu, la population qui occupe ce territoire n'est pas statique. Le chapitre Migrations retrace ainsi les principales tendances des mouvements de population, qu'il s'agisse des migrations internes ou externes et en analyse les déterminants.*

*Quelles sont les ressources humaines disponibles ? Autrement dit, c'est la question de la qualité du stock de population qui est posée : est-on en présence d'une population en bonne santé, d'une population instruite ? Le Chapitre Nutrition, Santé, Service de santé s'intéresse ainsi à l'état nutritionnel des enfants et des adultes en mobilisant les indicateurs des diverses formes de malnutrition. L'état de santé physique de la population est appréhendé à l'aide des déclarations quant aux maladies et aux blessures subies avant l'enquête, à l'aide des stratégies de consommation alimentaire qui déterminent les régimes alimentaires en vigueur. Et l'on s'intéresse à la manière dont les individus perçoivent leur propre état de santé. La santé mentale est, pour sa part, évaluée à partir de questions relatives aux symptômes de détresse psychologique. L'accès aux services de santé est abordé sous l'angle des comportements des ménages selon qu'ils recherchent ou non les soins de santé.*

*La production de ressources humaines plus ou moins instruites fait l'objet du Chapitre Education. Les principales tendances de l'alphabétisme, de la fréquentation scolaire sont retracées et analysées, de même que les performances mesurées à l'aide des niveaux d'étude atteints. Là encore, les perceptions permettent d'apprécier les rôles assignés à l'école par les parents et les personnes responsables des enfants fréquentant le primaire ou le préscolaire.*

*Comment cette population fait-elle société ? Le chapitre Organisation sociale cherche à établir les liens entre individus et entre ménages qui structurent les diverses instances de socialisation, de la famille entendue comme le cœur de l'espace privé à l'espace public, en passant par les lieux ou les espaces de sociabilité intermédiaires. Divers thèmes sont ainsi explorés. Les ménages sont analysés sous l'angle de leurs structures familiales mais aussi dans leur fonctionnement interne (du couple). Les espaces ou les lieux de sociabilité intermédiaires, multiples et divers, tiennent à des relations de proximité ou de solidarité, sont mobilisés pour obtenir des ressources économiques. La vie dans les espaces publics met en jeu la distribution des rôles entre les genres, les relations de confiance interpersonnelle entre individus, le rapport aux institutions, entre perceptions et comportements d'intégration dans des groupes divers.*

*Et enfin, comment vivent-ils ? Ou encore, de quoi vivent-ils ? L'enjeu ici est de restituer les systèmes de vie des ménages entendus comme l'ensemble des articulations entre les ressources disponibles, les stratégies des ménages pour « produire » leur vie et les résultats de ces stratégies en termes monétaires mais aussi en termes de bien-être. Compte tenu des spécificités propres aux milieux de résidence, les ménages ruraux et les ménages urbains font l'objet de chapitres séparés : Economie des ménages en milieu rural et Economie des ménages en milieu urbain.*

*Tous les thèmes sont traités en confrontant les résultats de l'enquête aux hypothèses énoncées dans la littérature spécialisée et aux savoirs constitués, en procédant à des comparaisons internationales. En outre, divers outils statistiques ont été mobilisés, comme l'analyse factorielle ou les modèles de régression sur des variables quantitatives ou qualitatives selon le cas, soit pour dresser un portrait du thème traité, soit pour élucider les déterminants de certains phénomènes.*

# **CHAPITRE 1**

## **Environnement, Logement et Infrastructures**



# CHAPITRE 1

## Environnement, Logement et Infrastructures

### Introduction

*Dans ce chapitre, sont présentés l'environnement naturel, celui créé par l'homme en Haïti, et la distribution des différentes conditions environnementales selon les régions et les milieux de résidence. Il s'agit en premier lieu d'étudier les conditions écologiques dans le pays, y compris, les principales zones agricoles, les modalités d'utilisation de la terre et l'exposition aux risques naturels. Ensuite, on considère le régime foncier avec un bref résumé historique de la répartition actuelle de la propriété de la terre en Haïti. Puis, est analysé l'accès aux infrastructures, incluant les services publics (les écoles, les facilités médicales, l'accès à l'eau, l'électricité et autres). Finalement, le type des logements où vit la population haïtienne est décrit, particulièrement, la qualité des matériaux utilisés pour leur construction, la dimension de ceux-ci ainsi que leur degré d'encombrement.*

### Ecologie et Environnement

Dans cette section du chapitre, trois thèmes principaux seront analysés. D'abord, nous donnerons un aperçu des principaux écosystèmes d'Haïti, des modèles d'utilisations de la terre, et, finalement, les résultats concernant l'exposition aux risques naturels comme l'érosion du sol.

#### Les principaux écosystèmes en Haïti

Haïti est un des pays les plus montagneux de la région. Le Plateau Central couvre en grande partie l'Est et le Nord du territoire. La plaine de l'Artibonite, le "grenier à riz" du pays et la zone agricole la plus importante, est une zone plate et étendue. Étant donné la grande diversité topographique d'Haïti, la pluviométrie et la température varient considérablement. Ceci contribue à ce qu'Haïti ait le système écologique le plus varié de la région, malgré le déboisement. La zone forestière d'Haïti est demi verte, moite et feuillue (638 km<sup>2</sup> dont 13 km<sup>2</sup> sont protégés) (UNEP). Les zones écologiques naturelles couvrent actuellement 11 % d'Haïti, avec 2 % de forêts, 9 % de savanes et 1 % de mangroves. Les autres zones forestières naturelles sont localisées principalement dans une petite partie du Sud-Est et du Sud-Ouest d'Haïti comme l'indique la carte 1. Les zones agricoles et écologiques semi naturelles couvrent la majeure partie de la superficie totale d'Haïti (59 et 24 % respectivement).

La parcelle agricole est assez bien distribuée entre les zones cultivables denses, les zones agro forestières et les terres semi agricoles (soit 20 % pour chaque catégorie). Les zones écologiques semi naturelles comprennent principalement des savanes utilisées à d'autres fins que l'agriculture (18 %). Il y a très peu de zones de pâturage. La superficie de terre recouverte de zones non végétales de pierres et de sols nus est en fait supérieure à celle couverte par les forêts, (493 millions d'hectares comparés à 338 millions d'hectares). Ceci reflète non seulement la nature montagneuse du pays, mais aussi le fait que l'étendue extraordinairement grande et non naturelle de cette zone,

complètement dépourvue de végétation, représente le niveau de dommages environnementaux causé par le déboisement et l'érosion du sol (Tableau 1).

**Tableau 1**  
Principaux écosystèmes d'Haïti

Zones urbaines					Zones agricoles			
Zone urbaine dense	Zone urbaine discontinue	Zone industrielle	Ports et Aéroports	Total	Terre cultivable dense, continue	Terre agricole moyennement dense	Terre agricole moyennement dense	Total
125.8	40.6	2.6	4.2	173.2	3549.3	3421.8	4338.0	11309.1
0.7	0.2	0.0	0.0	0.9	18.6	17.9	22.7	59.2
Zones semi-naturelles				Zones naturelles				
Pâturages	Pâturages à utilisation spéciale	Savanes à utilisation spéciale	Total	Forêts	Savanes	Mangroves	Total	
48.8	1006.3	3497.0	4552.1	338.0	1674.8	173.4	2186.2	
0.3	5.3	18.3	23.8	1.8	8.8	0.9	11.4	
Zones non-végétatives						Surfaces mouillées/inondées		
Terrains rocheux à l'affleurement, sols dénudés	Carrières	Plages, dunes de sable	Zones salifères	Lits de rivières, alluvions récentes	Total	Surfaces mouillées/inondées	Zones humides	Total
492.6	14.9	22.6	10.0	60.7	600.8	174.3	118.2	292.5
2.6	0.1	0.1	0.1	0.3	3.1	0.9	0.6	0.0

## Modes d'utilisation des terres

### *Une forte dépendance vis-à-vis de l'agriculture.*

La prédominance de la parcelle agricole et la faible superficie des zones urbaines ou industrielles (moins de 1% du total) montre l'importance de la production agricole en Haïti (Tableau 1). La production agricole est la principale activité économique d'Haïti, utilisant 46% de la main-d'oeuvre selon les données de l'ECVH, et représente le tiers de l'exportation (BID 1998). Cependant, le secteur agricole a montré une capacité décroissante de production pendant les dernières décades. La contribution du secteur agricole au PNB a diminué de 47% dans les années 1970 à 24% en 1996 (Smucker 2000). La production per capita a également diminué de 33% depuis 1980 (Smucker 2000).

### *Huit ménages ruraux sur dix disent qu'ils ont accès à une terre agricole.*

Le niveau d'accès à une terre agricole varie largement suivant des facteurs géographiques, mais principalement suivant le découpage urbain/rural et la topographie du pays. Ainsi, dans les principaux départements ruraux comme le Sud-Est et le Nord-Ouest, respectivement 90 et 85% des ménages ont accès à une terre agricole. Dans la région montagneuse de la Grand-Anse l'accès est moindre avec 71%.

### *La plupart des ménages possèdent deux parcelles, et il y a peu de variation selon le département géographique ou selon le revenu total du ménage.*

En moyenne, les ménages possèdent 1.8 carreau de terre, et cette moyenne ne varie pas de manière



significative selon les zones. Les paysans se rendent sur leurs parcelles à pied dans 90% des cas en milieu rural, et dans 80% des cas en zone urbaine. Dans les zones urbaines, il est plus courant d'utiliser d'autres modes de transport (véhicule, tap-tap, bus, bicyclette, âne): 18% versus 2% dans les zones rurales. En milieu rural, les parcelles sont plus souvent situées sur les lieux mêmes de résidence alors qu'en milieu urbain c'est seulement le cas de 10% de ces dernières. Pour les parcelles éloignées du logement, les agriculteurs prennent environ 13 minutes pour y arriver à pied ou 14 minutes en utilisant un autre moyen de transport.

***La dimension des parcelles est à peu près de 77 centièmes de carreau, mais environ de 1 carreau pour celles de la Grand-Anse et de l'Artibonite et celles qui sont possédées par des ménages très riches***

En général, la superficie d'une parcelle est de 77 centièmes de carreau. Les parcelles sont plus vastes dans les départements de la Grand-Anse et de l'Artibonite avec respectivement 1,03 et 0,92 carreau. Les parcelles les moins vastes sont localisées dans les départements du Nord, du Sud-Est et du Sud avec environ 0,50 carreau. Les ménages les plus riches ont des parcelles plus vastes, mais la corrélation entre le revenu et la dimension des parcelles est moyenne: la superficie moyenne des parcelles possédées par les ménages ayant les revenus les plus élevés est 0,98 carreau alors qu'elle est de 0,59 carreau pour les ménages qui sont dans la tranche de revenus les plus faibles.

***Quatre parcelles sur dix sont situées dans les plaines, environ trois parcelles sur dix sur des pentes légères ou raides.***

En général, 43% des parcelles sont situées sur des terrains non montagneux, 26% sur des terrains légèrement montagneux et 31% sur des pentes raides. Les terres occupées par des ménages riches se trouvent le plus souvent sur des terrains plats (50%), alors que c'est le cas de seulement 40% des terres des ménages moins riches. L'exploitation de parcelles situées sur des pentes varie suivant le département et reflète partiellement la topographie du pays.

***Neuf parcelles sur dix sont cultivées. Le manque de ressources est la principale raison pour ne pas cultiver certaines parcelles.***

Presque toutes les parcelles ont été cultivées pendant les douze mois précédant l'enquête. Seulement 6% des parcelles ont été mises en fermage sur la totalité de leur superficie ; 3% ont été louées partiellement au cours de cette même période. Il n'y a aucune différence dans la mise en culture en termes de tenure ou selon la pente de la parcelle. Cependant, les parcelles qui ont été louées en totalité sont moins souvent cultivées que les autres (74%). Le taux de mise en culture est plus élevé dans l'Artibonite qu'ailleurs, soit 93%, bien que les différences entre les départements soient minimes. Le manque de moyens de production explique dans la majorité des cas l'absence de mise en culture. 78% des parcelles possédées par des ménages appartenant au quintile des revenus les plus faibles ont été cultivées, contre 91% des parcelles possédées par des ménages appartenant au quintile des revenus les plus élevés. Il n'est pas surprenant dans ce cas, que la raison principale donnée pour la faible occurrence de mise en culture des terres soit "le manque de moyens", incluant le manque de semences, de fertilisants, d'outils ou de capital. C'est le cas pour environ 20% des parcelles. 10% des parcelles ne sont pas cultivées faute de main-d'œuvre, en raison de la pauvre qualité du sol, du besoin de laisser la parcelle en friche ou du manque de pluie ou d'irrigation.

***Maïs, haricots et petit mil sont les cultures les plus courantes.***

L'ECVH a recueilli des données sur le type de culture pratiqué sur les parcelles. Les enquêtés en

ont cité plusieurs. Globalement, le maïs, les haricots ou le petit mil sont cultivés sur la moitié des parcelles ; la banane, le manioc, la pomme de terre ou l'igname, sur un quart des parcelles. D'autres produits sont cultivés comme le montre le Tableau 2.

**Tableau 2**  
Principales cultures. Pourcentage de parcelles. Réponse multiple

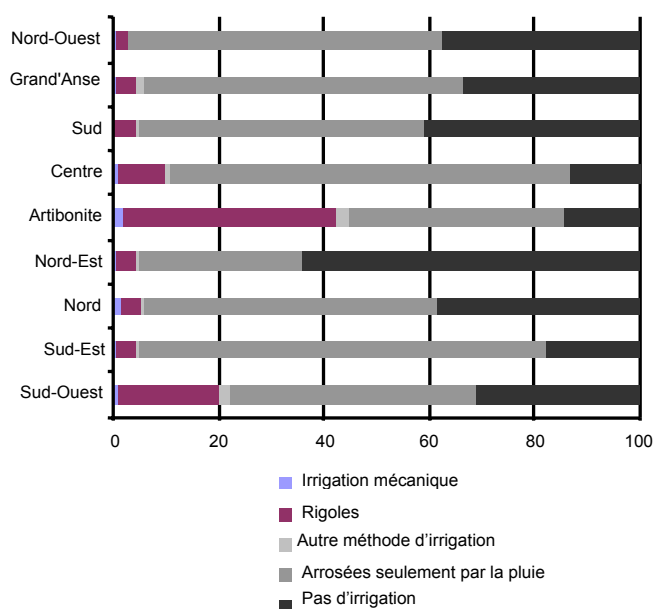
Principales cultures	Pourcentage de réponses	Pourcentage de cas
Maïs	22	64
Haricot	20	58
Petit mil	12	35
Banane/Figue banane	10	29
Manioc	6	19
Patate douce	6	19
Igname	6	18
Riz	4	11
Malanga	2	6
Canne à sucre	2	5
Arachide / pistache	2	5
Mangue	1	3
Arbre véritable	1	3
Potiron/Giraumont	1	3
Café	1	2
Gombo	1	2
Avocat	1	2
Autres	5	15
Total	100	296

***Six parcelles sur dix sont arrosées par la pluie, trois sur dix n'utilisent aucune technique d'irrigation.***

Il a été demandé aux enquêtés comment ils irriguaient leurs parcelles: système mécanique, pompes à mains, fossés, transport d'eau à la main, pluie ou aucune sorte d'irrigation? Environ 60% des terres sont arrosées par la pluie seulement, et 28% des enquêtés affirment ne pas irriguer. La principale technique moderne d'irrigation utilisée sur les terres est le fossé (13%). Les systèmes d'irrigation mécaniques se trouvent principalement dans l'Artibonite et le Nord. Les modalités d'irrigation varient selon le département (Figure 1). De plus, l'utilisation des techniques d'irrigation est deux fois plus fréquente pour les parcelles possédées par des ménages urbains et riches. A peu près 18% des ménages du dernier quintile de revenus utilisent les fossés contre 7% de ceux du premier quintile de revenu. Les techniques d'irrigations varient également, ceci n'est pas une surprise, selon que la parcelle se trouve ou pas en montagne. Les parcelles en terrain plat sont plus souvent arrosées par les fossés (26%) que celles localisées sur des pentes légères ou raides (environ 3%). Ces dernières comptent généralement sur la pluie comme seule source pour l'irrigation en eau. Finalement, les parcelles en pente raide utilisent rarement un système d'irrigation, la proportion qui n'en utilise pas est de 38%, contre environ 25% des parcelles en pente légère ou en terrain plat.

Graphique 1

Méthode d'irrigation utilisée sur les parcelles. Pourcentage de parcelles.



***Une parcelle sur dix utilise des insecticides chimiques et deux sur dix utilisent des fertilisants naturels ou chimiques – ces parcelles appartiennent principalement aux plus riches.***

Il est peu courant d'utiliser des insecticides, pesticides chimiques ou fertilisants sur les parcelles agricoles. En général, au cours des douze mois précédant cette enquête, 8% des parcelles, ont utilisé des insecticides et 20% un fertilisant quelconque. Les différences entre les départements et les catégories de ménages propriétaires de parcelle, sont très grandes. Les insecticides ou pesticides chimiques sont plus utilisés dans l'Artibonite qu'ailleurs (30% dans ce département). On a également constaté que les paysans investissaient moins dans ces technologies quand les parcelles étaient en pente. Par exemple, les insecticides ou pesticides ont été utilisés dans 15% des terrains plats comparés à 4% sur des parcelles en pente légère et 3% en pente raide. En conséquence, encore une fois, le revenu des ménages représente un facteur important à cet égard. Nous savons que les ménages à revenus élevés ont le plus souvent des parcelles en terrain plat, et ils utilisent également plus souvent des insecticides, des pesticides chimiques et des méthodes de fertilisation plus sophistiquées sur leur parcelle que ceux qui font partie des groupes à faibles revenus. Par exemple, 17% des parcelles possédées par des ménages à revenus élevés ont utilisé des fertilisants chimiques contre seulement 4% dans la catégorie des revenus les plus faibles. En général, 35% des parcelles possédées par des ménages à revenus élevés ont utilisé une forme quelconque de fertilisants, contre 8% de parcelles possédées par les ménages à faibles revenus.

## Exposition aux risques naturels

**60 % de la superficie (des terres) d'Haïti ont un risque d'érosion au-dessus de la moyenne.**

L'ECVH a collecté des informations auprès des ménages et des données provenant de systèmes d'information géographique mesurant le niveau de risque d'érosion en Haïti. Les données des cartes géographiques obtenues par image satellite montrent qu'environ 60% de la superficie des terres courent un risque d'érosion au-dessus de la moyenne. De ce pourcentage, la moitié environ court un risque "élevé" et le reste, un risque grand ou très grand d'érosion (Tableau 3). Les zones qui présentent le plus grand risque d'érosion sont éparpillées à travers le pays, mais on trouve des zones étendues à risque élevé à l'extrémité Sud-Ouest le long de la côte et dans les parties intérieures du Sud-Est.

**Tableau 3**  
Risque d'érosion suivant la surface

Surface	Risque très faible ou inexistant	Risque faible	Risque moyen	Risque imminent	Risque élevé	Risque très élevé
Surface (en millions d'ha)	3943.5	1813.5	5284.3	9479.2	4377.9	2073.2
% de la surface totale	14.6	6.7	19.6	35.1	16.2	7.7

**Plus de la moitié des ménages affirment que l'érosion du sol est un grave problème.**

En plus des risques d'érosion tels qu'évalués à partir de données d'images satellites, l'ECVH a également interviewé les ménages (en tant qu'unités) sur ce qu'ils pensaient des risques d'érosion et les résultats sont très proches des données recueillies. On a demandé aux ménages qui ont accès aux terres agricoles si l'érosion du sol était pour eux un problème grave, mineur ou s'il ne leur causait aucun problème. Les moyennes de ces valeurs ont été ensuite calculées par SDE et par section communale (Carte 3). Dans l'ensemble, à peu près 55% des ménages affirment que l'érosion du sol est un problème grave, incluant 71% dans les zones rurales, 8% dans l'aire métropolitaine et 47% dans les autres zones urbaines. Les départements du Sud-Est et du Centre semblent être des zones à risque d'érosion particulièrement grand avec respectivement 84 et 83% de ménages rapportant que l'érosion du sol est un grave problème.

Dans le département du Sud-Est, c'est sur la côte, près de Jacmel, qu'on trouve la plus forte proportion de ménages ayant répondu que l'érosion du sol est un problème grave. Dans le département du Sud également, près de la côte et de Jérémie, l'érosion du sol est un problème sérieux. Un pourcentage élevé de ménages affirme que le problème de

Boite 1: Trois Utilisations du terme "Jouissance Sécuritaire"

1. Légale (le plus limité): Aucun individu ou l'état ne peut enlever les droits à la parcelle ou au logement. Apporte une certaine confiance dans le système légal.
2. Economique: Habilité à récupérer le coût de l'investissement. Jouissance de courte durée ou incertaine entraîne un manque de motivation d'investir et par conséquent, n'est pas sécuritaire.
3. Droits privés complets: En plus de la définition économique et légale, le propriétaire doit avoir des droits complets sur toutes les ressources sur le terrain jusqu'à la mort, y compris, le droit d'acheter et de vendre, et de la laisser en héritage à ses enfants.

(Bruce 1998)

l'érosion du sol est très grave, dans l'ensemble du département du Nord-Ouest et dans une grande partie du département du Centre.

L'ECVH s'est également intéressé aux principales causes de l'érosion du sol, permettant aux enquêtés de choisir les principales causes à partir d'une liste (Tableau 4). La raison la plus commune est le déboisement excessif (34% de réponses), suivi du manque de moyens pour combattre l'érosion (24%). Les averses répétées ainsi que les collines en pentes sont aussi mentionnées (15 et 10% des réponses respectivement).

### **Reboisement et déboisement chez les agriculteurs**

L'ECVH a demandé aux ménages qui ont accès aux terres agricoles s'ils avaient planté ou abattu des arbres durant les douze mois précédant l'enquête (Figures 2 et 3). En général, 26% des ménages rapportent qu'ils ont planté des arbres, dont 34% dans les zones rurales, 8% dans l'Aire Métropolitaine et 17% dans les autres zones urbaines.

La gravité de l'érosion des sols est clairement un facteur qui encourage le reboisement particulièrement dans les zones rurales. Dans ces zones, à peu près 40% des ménages ayant répondu que l'érosion des sols est un grave problème affirment également qu'ils ont planté des arbres au cours des douze derniers mois. En comparaison, seulement 30% de ceux qui pensent que l'érosion est un problème mineur ont planté des arbres, tout comme 21% de ceux qui affirment que l'érosion n'est pas un problème.

**Tableau 4**

Opinion du ménage à propos des causes de l'érosion du sol. Réponse multiple.

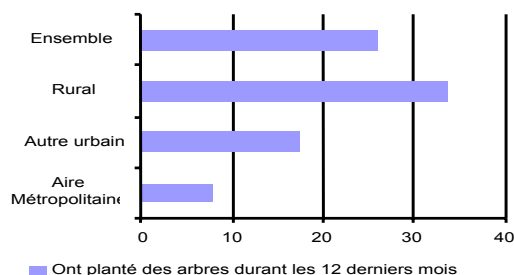
Causes de l'érosion	Fréquence absolue	Pourcentage de réponses	Pourcentage de cas
Culture	307	5	7
Fortes pluies	1008	15	23
Mauvais temps	371	6	9
Collines escarpées	638	10	15
Coupe d'arbres excessive	2263	34	52
Manque de moyens pour combattre l'érosion	1613	24	37
Types de cultures	135	2	3
Autre	364	5	8
Total	6699	100	153

### **La fabrication du charbon de bois est la raison la plus courante de la coupe d'arbres**

Le tableau 5 montre les raisons données par les ménages pour la coupe d'arbre au cours des douze derniers mois. Environ 20% affirment avoir coupé des arbres, dont 28% des ménages ruraux, 1% dans l'aire métropolitaine et 6% dans les autres zones urbaines. Les principales raisons de la coupe d'arbres sont: la fabrication du charbon (37% des réponses) et l'usage domestique comme source d'énergie (28% des réponses).

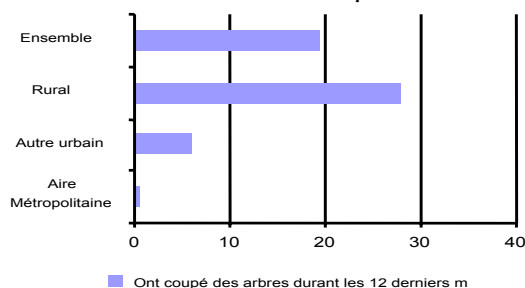
**Graphique 2**

Pourcentage de ménages déclarant avoir planté des arbres durant les 12 derniers mois



**Graphique 3**

Pourcentage de ménages déclarant avoir coupé des arbres durant les 12 derniers mois



**Tableau 5**

Raison évoquée pour la coupe d'arbres durant les douze derniers mois précédant l'enquête.  
Réponse multiple

Raison évoquée	Pourcentage de réponses	Pourcentage de cas
Usage domestique	28	40
Vente	9	12
Fabrication de charbon	37	53
Fabrication de planches	12	16
Construction	10	14
Autre	5	7

### **Combustible de cuisson**

Comme indiqué dans le Tableau 5, la coupe d'arbres est courante dans les ménages ruraux comme source d'énergie domestique – et ceci, particulièrement pour la cuisson. Dans l'ECVH, on a demandé

aux ménages quels genres de combustible ils utilisaient pour la cuisson: le ménage devait mentionner tous les combustibles utilisés. Le type de combustible couramment utilisé pour la cuisson est le bois (66% des ménages) et le charbon (55% des ménages). Le gaz propane ou le kérosène est utilisé par environ 10% des ménages. Dans les zones rurales, le bois est presque exclusivement utilisé comme combustible pour la cuisson (92%), tandis que dans les zones urbaines, particulièrement dans l'aire métropolitaine, le charbon est le plus utilisé. Le gaz propane et le kérosène sont utilisés presque exclusivement dans les zones urbaines.

### Régime foncier

Le régime foncier en Haïti comprend à la fois un système formel ou légal, et un autre basé sur les us et coutumes. Le régime formel est basé sur la "sécurité" du mode d'occupation du sol et/ou du logement. Cependant, il y a différentes perceptions de ce que représente le régime foncier sécuritaire (Boîte 1). Les deux systèmes parallèles fonctionnent davantage ensemble que séparément. Parmi les paysans, le second système, basé sur les liens communautaires et les coutumes, prédomine. Ceci pour éviter l'enregistrement de leur titre de propriété et les relevés cadastraux à cause du coût élevé qui découle de ces deux obligations, et la possibilité de titres de propriété non conformes aux documents originaux dans le cas du dernier. En outre, la plupart des paysans possédant des parcelles n'ont pas de titre de propriété ni de contrat (Smucker 2000). Beaucoup pensent que le régime foncier compliqué et informel en Haïti ainsi que la diminution des dimensions des parcelles est la principale raison pour les paysans de ne pas investir à long terme sur les parcelles, ceci expliquerait également la destruction des bassins hydrographiques, la mise en culture des parcelles pauvres et le déboisement (Banque Mondiale 2002). En résumé, certains experts pensent que le système de tenure mal défini est une contrainte majeure dans l'amélioration de la production agricole et le développement rural en général (Smucker 2000), bien que le système informel dans ce contexte ne soit pas nécessairement moins sécuritaire que le système formel, selon ce dernier. De plus, le système informel améliore l'accès à la terre pour la plupart, et garantit un marché plus abordable et flexible. Smucker fait remarquer que l'accès stable à une terre est "un facteur plus déterminant pour l'adoption de technologie que le mode d'accès" et que l'accent devrait être mis sur d'autres réformes plus fondamentales du secteur rural (Smucker 2000).

Récemment, il y a eu un certain effort pour éliminer les conflits constants concernant les disputes de propriétaires terriens qui ont lieu périodiquement après les changements de régimes politiques. Une réforme agraire, ciblant la région de la Vallée de l'Artibonite (la seule zone ayant des systèmes d'irrigation à grande échelle), a été initiée en 1987 avec la création de l'Institut National de Réforme Agraire (INARA) pour résoudre les conflits existants, redistribuer les parcelles, et établir jusqu'à un certain point un régime foncier formel dans un système qui était basé principalement sur l'absence de formalisme. L'histoire du système foncier en Haïti est très complexe en raison de l'effort des gens/individus pour éviter de payer les taxes, en raison partiellement de l'implication d'une réforme agraire. L'instabilité politique signifie également que les nombreux gouvernements haïtiens ont eu peu de contrôle réel sur la régulation du système foncier de "sécurité" en termes de contrats et de titres de propriété. Cependant, l'efficacité de ces efforts pour formaliser la tenure de terres agricoles est quelque peu contestable.

Les trois principaux types de régime foncier en Haïti sont: la possession de parcelles, le fermage et le métayage. Nous discuterons premièrement du statut foncier des parcelles agricoles et ensuite du statut d'occupation des logements et des parcelles sur lesquelles se trouvent ces logements. Comme



mentionné précédemment, l'ECVH a recueilli des données sur les parcelles individuelles possédées par le ménage, incluant le mode d'occupation, des questions spécifiques concernant la sécurité de la tenure pour les propriétaires et les modalités de fermage et de partage des récoltes.

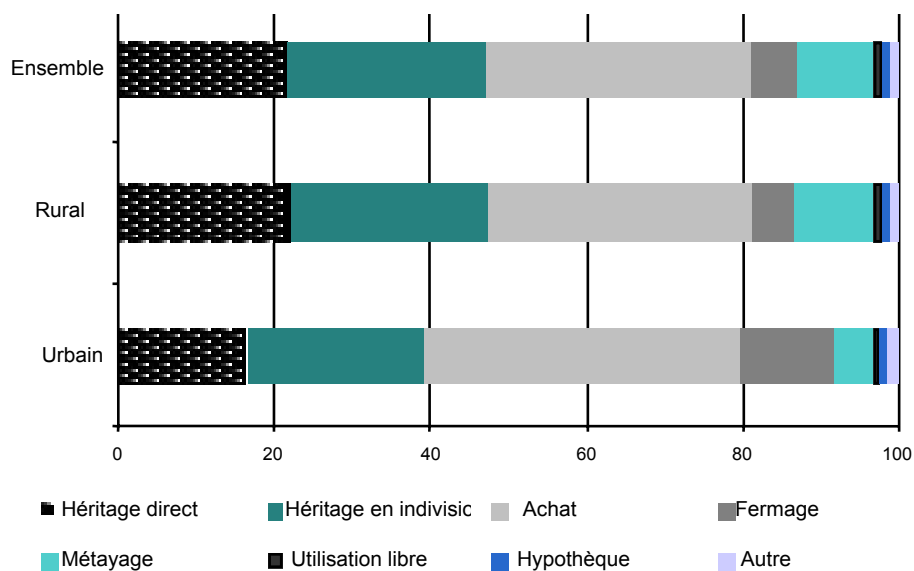
### **Trois quarts des parcelles ont été héritées ou achetées**

En général, environ la moitié des propriétés (47%) a été reçue en héritage, approximativement divisée de manière égale entre des parcelles héritées séparément ou ensemble. En second lieu, vient la possession des parcelles (25%), suivie des modalités les moins fréquentes, soit le métayage (10%) et le fermage (6%).

Comme indiqué dans la Figure 4, bien que la plupart des parcelles se trouvent dans les zones rurales, il en existe quelques-unes dans les zones urbaines. La principale différence dans le statut d'occupation dans les deux zones est que les parcelles héritées et celles en métayage sont plus courantes dans les zones rurales. Les parcelles achetées ou en fermage sont plus fréquentes dans les zones urbaines. On peut aussi remarquer qu'il existe une proportion relativement faible de parcelles dont le statut est incertain, catégorisées en ces termes "parcelle utilisée librement" et "autres". Il n'est pas étonnant que les ménages les plus riches aient des modes d'occupation de la terre différents de ceux des plus pauvres. Le partage des récoltes est considérablement plus répandu parmi le groupe des revenus les plus faibles et l'achat de propriété est plus courant, en particulier, dans le quintile des revenus les plus élevés (46%) comparé au quintile des revenus les plus faibles (30%).

### **Graphique 4**

Distribution en pourcentage de chaque forme de tenure, selon le milieu de résidence.  
Forme de tenure des parcelles.



### **Pour six (6) parcelles achetées sur dix (10), il existe un reçu ou un contrat de vente**

Il a été demandé aux ménages affirmant être propriétaires de leur terre s'ils étaient en possession d'un contrat ou d'un reçu de vente ou s'ils utilisaient la parcelle sur la base du droit coutumier ou sur



une autre base. Pour 40% des parcelles, il existait un contrat de vente et pour 19% de parcelles, il y avait un reçu de vente. Toutefois, nous ne savons pas si ces contrats et/ou ces reçus de vente ont été mis à jour et enregistrés. Malgré tout, ces résultats montrent que la majorité possède, jusqu'à un certain point, un statut d'occupation "sécuritaire" et davantage qu'on ne l'espérait. Cependant, il y a toujours une assez grande proportion de terres occupées sans document légal de propriété – environ un quart des parcelles n'en ont pas. Les ménages à revenus élevés ont plus souvent des contrats pour leur parcelle (49%) et un peu plus souvent, des reçus de vente (23%). Les ménages à revenus faibles, considérablement moins souvent que les autres, n'ont rien qui prouve qu'ils soient effectivement propriétaires de la parcelle qu'ils occupent (36%).

## Logement et Infrastructures

En abordant les conditions de logement et d'infrastructures, nous arrivons maintenant à des aspects de la situation du ménage qui ont un impact direct sur ses conditions de vie en tant qu'unité. Par exemple, un système sanitaire pauvre et le manque d'accès à l'eau potable ont une relation directe avec une mauvaise santé, particulièrement quand il s'agit d'enfants. Dans ce cas, la tenure sécuritaire du logement est importante car sans elle, les ménages pauvres courent un risque plus élevé d'être chassé de ce logement pendant les périodes économiques plus difficiles. La localisation du logement, selon qu'il soit proche ou très éloigné des écoles, peut avoir un effet direct sur le niveau d'études qu'un enfant sera en mesure d'atteindre.

Pour continuer notre discussion de la section précédente sur le mode d'occupation, cette section décrira tout d'abord, le mode d'occupation du logement et de la parcelle sur laquelle se trouve le logement. On examinera ensuite l'accès des ménages aux principaux services publics, aux infrastructures de base, aux services disponibles et la proximité de ces derniers par rapport au logement ; nous examinerons la densité d'habitation et finalement d'autres caractéristiques générales du logement, y compris les matériaux de construction utilisés et les dimensions.

### **Le mode d'occupation du logement: un ménage urbain sur deux est propriétaire, neuf sur dix dans les campagnes**

Dans les zones urbaines, environ la moitié des ménages affirment qu'ils sont propriétaires des logements et la plupart rapportent qu'ils possèdent leur logement ainsi que la parcelle sur laquelle celui-ci se trouve (Tableau 5). L'autre moitié est constituée essentiellement de locataires. Dans les zones rurales presque tous les ménages disent qu'ils sont propriétaires de leurs logements et des parcelles sur lesquelles ils habitent (92%). Le mode d'occupation varie considérablement par département, avec moins de propriétaires de logements dans l'Ouest (62%) contre à peu près 80% en général. Le pourcentage de propriétaires diminue avec le revenu du ménage, et le pourcentage des locataires augmente. Par exemple, parmi les ménages appartenant au quintile des revenus les plus faibles, 84% disent qu'ils sont propriétaires contre 64% dans le quintile des revenus les plus élevés.

**Tableau 6**  
Distribution en pourcentage (%) des ménages selon la tenure du logement  
par milieu de résidence

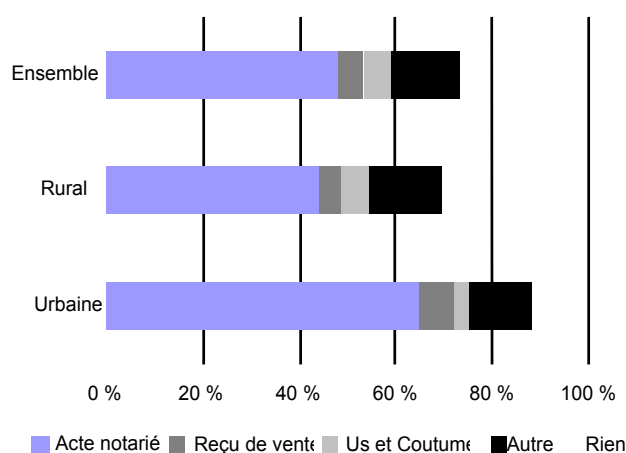
Tenure du logement	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	Ensemble
Propriété	42	61	92	78
Fermage	52	34	4	18
Autre	6	4	4	4
Echantillon	1006	1182	4998	7186

***Parmi les propriétaires, un sur deux a des contrats ou un reçu de vente, trois sur quatre dans les zones urbaines.***

En général, environ la moitié de ceux qui sont propriétaires de leur logement uniquement ou propriétaires de leur logement et de la parcelle sur laquelle se trouve le logement possède un titre de propriété et à peu près 25% n'ont aucun document attestant qu'ils sont propriétaires, par us ou coutume ou légalement. Cependant, comme l'indique la Figure 6, la sécurité de tenure en ces termes est beaucoup plus courante dans les zones urbaines – montrant la prédominance non seulement des systèmes informels dans les milieux ruraux mais prouvant également que la sécurité foncière est rare au sein de la paysannerie. Environ 75% des ménages urbains ont des titres de propriété sous forme de contrat ou reçu de vente et seulement environ 10% n'ont aucune forme de sécurité foncière. A l'opposé, dans les zones rurales 45% environ ont la preuve d'être propriétaires parce qu'ils sont en possession d'un contrat ou d'un reçu de vente, et 30% ne bénéficient pas de sécurité de jouissance coutumière ou légale.

**Graphique**

Statut legal des logements. Pourcentage de ménages propriétaires de leur logement ou du logement et de la parcelle



La sécurité foncière sous forme de titre de propriété varie considérablement selon le département, avec un pourcentage relativement élevé de ménages possédant un titre de propriété dans l'Artibonite (60%), le Nord (53 %), le Sud (56%), un pourcentage plutôt faible dans le Centre (23%) et dans le Nord-Ouest (35%).

***La plupart des ménages ont construit leur logement, mais les plus riches le reçoivent en héritage plus souvent que les autres.***

Environ 80% des ménages propriétaires disent qu'ils ont obtenu ce droit de propriété en construisant leur logement. La plupart des autres ont hérité de leur logement (10% ou l'ont acheté (5%). Par conséquent, l'achat d'un logement déjà construit est peu courant et est réalisable principalement par les riches citoyens. Par exemple, 11% dans le groupe des revenus élevés ont acheté leurs maisons. Cependant, même parmi ce groupe, l'acquisition d'un logement est peu courante. Construire les logements et le fait d'en hériter est un peu plus courant dans les zones rurales que les zones urbaines – bien que la différence ne soit pas trop grande. Le fait d'hériter des logements est plus marqué dans le Sud comparé aux autres départements (20%).

Généralement, la plupart des locataires n'ont pas de contrat de location à long terme, quoique ce genre de bail soit beaucoup plus courant dans les zones urbaines que rurales, avec environ un ménage sur trois locataires ayant un bail à long terme.

***Trois ménages sur quatre n'ont pas accès aux infrastructures et aux services de base***

L'accès aux infrastructures de base, comme l'adduction d'eau potable, le stockage d'eau et l'élimination des eaux usées, manque généralement à plus des trois quarts des ménages haïtiens. L'accès est particulièrement restreint dans les zones rurales, avec moins de 5% des ménages ayant une baignoire privée, une douche, ou une toilette dans leur logement, un service de collecte des déchets, l'adduction d'eau potable, des citernes ou des réservoirs. Dans les zones urbaines, la situation est légèrement meilleure, particulièrement dans l'aire métropolitaine, avec seulement environ un ménage sur cinq ayant accès à ces infrastructures.

***Electricité***

L'électricité est une source d'énergie rare dans les ménages haïtiens. En général, deux ménages sur trois n'ont pas l'électricité, bien que ceci varie considérablement selon la région (Tableau 7). Dans les villes, 90% y ont accès, et 45% dans les autres zones urbaines. Dans les zones rurales, 5% seulement des ménages ont l'électricité. Même les ménages ayant accès au réseau reçoivent le service seulement environ quatre heures par jour. De façon surprenante, les ménages ruraux en général ont plus d'heures d'électricité que les ménages urbains (sept heures comparé à trois dans l'aire métropolitaine et cinq heures pour les autres zones urbaines). Cependant, ceci est principalement dû à un pourcentage élevé de ménages ruraux (10%) qui disent avoir vingt quatre heures d'électricité – probablement parce qu'ils utilisent des génératrices au lieu de l'électricité du réseau. La majorité des ménages utilisent des lampes à kérosène pour s'éclairer au lieu de l'électricité (83%) ou des bougies (26%).

Tableau 7

Accès à l'électricité et durée en heures de l'approvisionnement quotidien

	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	Ensemble
Accès au courant électrique	92	45	7	30
Durée moyenne en heures de l'approvisionnement	3	5	7	4
Echantillon	1006	1182	4998	7186

**Moins de 10% ont accès à l'eau potable.**

L'accès à une source d'eau potable "sûre" est très limité, si nous définissons comme telle l'eau du robinet dans les logements ou dans les complexes (Tableau 8). En général, les sources principales d'eau potable sont les sources d'eau ou les rivières (39%, les fontaines publiques (20%) ou l'eau transportée dans des seaux (17%). A peu près 12% obtiennent l'eau qu'ils boivent d'un puits dans les environs et seulement 7% ont de l'eau de robinet.

Tableau 8

Répartition des ménages en % suivant le mode d'approvisionnement en eau à boire et à usage domestique

Mode d'approvisionnement en eau	Eau à boire			Eau à usage domestique		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Robinet dans le logement	5	0	2	6	0	2
Robinet dans la cour	10	2	5	13	2	5
Puits dans la cour	2	2	2	4	3	3
Puits dans le voisinage	7	11	10	10	13	12
Fontaine publique	14	24	20	12	20	17
Achat de camion d'eau	1	0	0	1	0	0
Achat de seaux d'eau	46	3	17	45	3	17
Achat d'eau traitée	7	0	3	1	0	0
Récupération de l'eau de pluie	0	2	1	0	3	2
Source, rivière	6	54	38	7	55	39
Autre	2	2	2	2	1	1
Total	100	100	100	100	100	100
Echantillon	2142	4969	7111	2140	4970	7110

En zone rurale, l'accès à une source d'eau ou une rivière comme eau potable est plus répandu qu'ailleurs (54%). L'accès à une eau potable est un peu plus courant dans les zones urbaines, bien que limité, soit 15% des ménages recevant l'eau de robinet comparé à 2% dans les zones rurales, où une grande majorité utilise l'eau transportée dans des seaux (46% comparé aux 17% au niveau national).

***L'accès à l'eau pour la consommation quotidienne est similaire au cas de l'eau potable, i.e. une source, une rivière ou l'eau transportée dans les seaux sont les modalités les plus courantes.***

La source principale d'eau à boire et pour l'utilisation journalière de l'eau varie également selon que les ménages obtiennent l'eau d'une compagnie publique ou privée, bien que très peu de ménages aient accès à l'eau grâce aux entreprises commerciales ou publiques, avec environ 13% en général, 25% dans les zones urbaines, et 7% dans les zones rurales. Parmi ceux qui ont accès à l'eau en utilisant les services d'une compagnie, il y a un pourcentage plus élevé ayant accès à l'eau de robinet qu'en moyenne (50% utilisent l'eau pour la consommation quotidienne et 31% ont l'eau à boire via le robinet). Plusieurs obtiennent également l'eau d'une fontaine publique, environ 25%. Les compagnies privées ou publiques qui fournissent l'eau sont plutôt régulières : 42% des ménages disent qu'ils rencontrent parfois des problèmes, 58% affirment ne jamais en avoir ou presque.

***Accès limité aux services publics, grandes différences entre les zones urbaines et rurales***

La plupart des ménages haïtiens n'ont pas un accès facile aux principaux services publics et plusieurs n'y ont pas du tout accès – quelle que soit la raison, service inexistant ou trop éloigné. L'ECVH a recueilli des données sur le temps qu'il fallait à une personne d'un ménage pour atteindre une institution publique comme une école, un bureau de poste, un commissariat de police ou une autre quelconque institution. De plus, l'estimation du temps, est basée sur le mode de déplacement, comme aller à pied ou prendre le transport public.

***Ceux qui ont accès aux services publics y vont couramment à pied.***

Il est courant que les membres d'un ménage arrivent à joindre des services publics, s'ils sont disponibles, en marchant. Les seuls services publics pour lesquels les ménages utilisent parfois d'autres moyens de transport (comme une voiture, le tap-tap ou le bus) pour y arriver sont les cliniques de santé et les hôpitaux, bien que ce pourcentage ne soit pas élevé.

**Tableau 9**  
Distribution des ménages en pourcentage par destination  
selon le mode d'accès aux services publics

Destination	Mode de transport (pourcentage)				Temps médian de déplacement selon le mode de transport			
	A pied	Voiture privée, tap-tap, bus	Autre	Pas applicable	A pied	Voiture privée, tap-tap, bus	Autre	Pas applicable
Ecole élém., préparatoire	55	4	0	40	20	30	15	20
Ecole secondaire	17	6	1	77	25	35	30	30
Centre de santé, clinique	66	15	2	18	30	40	90	30
Hôpital	49	34	3	14	60	60	120	60
Marché, boutique	86	10	2	3	25	35	100	30
Téléphone public	26	9	1	65	15	30	60	25
Caisse populaire, banque	13	8	0	79	20	35	20	30
Bureau de poste	11	9	0	80	20	40	60	30
Poste de police	34	7	1	59	30	30	65	30
Point d'eau	94	0	1	6	10	20	60	10

***La plupart des ménages peuvent atteindre dans un délai de dix minutes des sources d'eau ou marchés en y allant à pied.***

Parmi les différents types de services publics, comme le montre le Tableau 10, l'accès aux sources d'eau, aux marchés et aux magasins est plus aisé comparé aux autres points d'intérêt. En général, les ménages qui ont une source d'eau accessible (95%) peuvent y arriver en marchant moins de dix minutes.

***60 % ont accès à une école primaire en vingt minutes de marche, mais les écoles secondaires sont moins accessibles.***

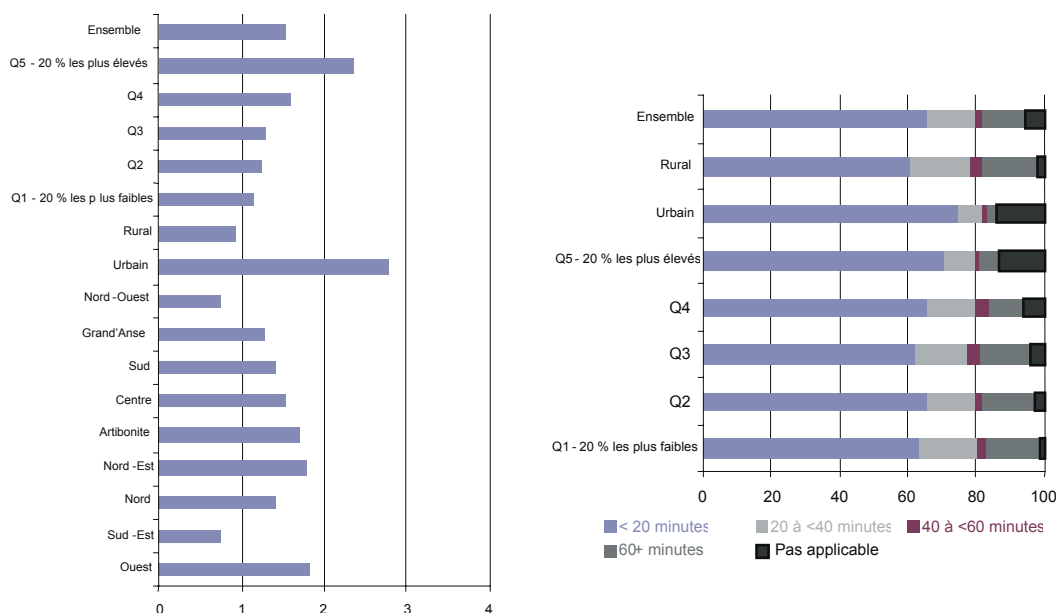
Les écoles manquent visiblement, particulièrement au niveau secondaire. 60% seulement des ménages disent avoir accès à une école élémentaire ou préparatoire, qu'ils peuvent atteindre le plus souvent en vingt minutes environ (ici encore, la plupart du temps à pied). Moins de 30% disent qu'ils ont accès à une école secondaire, et ceux-là prennent au moins une demi heure pour y arriver. Les centres médicaux sont plus accessibles que les écoles, avec environ 80% affirmant pouvoir y arriver. La plupart des gens marchent pour y aller, mais le transport en automobile, tap-tap ou bus est également courant et prend généralement en moyenne trente minutes pour atteindre une clinique et une heure pour atteindre un hôpital. Apparemment, les banques et les bureaux de postes sont des services publics très rares, car seulement 20% des ménages disent pouvoir y accéder en trente minutes à peu près.

***Des neuf genres de services publics, généralement, les ménages peuvent atteindre une moyenne de 1.6 services en vingt minutes.***

Dans le but d'obtenir une meilleure comparaison parmi les différentes caractéristiques des ménages et régions, un indicateur d'accès aux services publics a été créé pour tous ces services à l'exception des sources d'eau. Dans cet indicateur, si le ménage est à vingt minutes, temps de voyage pour accéder à ce service, la note "1" leur est octroyée sinon "0". L'indicateur est ensuite une somme de points pour chacun de ces services avec un total maximum de 9. La Figure 6 montre la note moyenne de l'indicateur selon le département, la zone urbaine ou rurale et le groupe de revenu des ménages. En général, très peu ont accès aux services publics, mais il y a des différences visibles par endroit et par revenu. Les ménages urbains ont un accès plus facile que ceux qui font partie du groupe des revenus plus élevés.

L'accès à une source d'eau est considéré séparément des autres services car il ne peut être comparé avec ces autres services du point de vue statistique : les ménages ont besoin d'avoir accès à une source d'eau, au moins, quotidiennement, alors que les autres services publics ne sont que rarement nécessaires ou utilisés seulement par quelques uns. La Figure 7 montre le temps nécessaire pour avoir accès à une source d'eau par minute en groupe et selon différentes caractéristiques des ménages.

**Graphique 6**  
Nombre de services pouvant être atteints en 20 minutes



## Les caractéristiques des logements

### Les matériaux utilisés pour la construction

L'ECVH a recueilli des informations sur les principaux matériaux utilisés pour le sol, les murs et le toit des logements. La plupart des sols des maisons sont construits en béton ou en pierre (environ 45% chacun), les murs sont en pierre (57%), en bois/planche (18%), et les toits sont en tôle (68%).

Il y a plutôt de grandes différences selon les milieux de résidence, les logements en milieu urbain, spécialement dans l'aire métropolitaine, étant plus souvent construits en pierre et en béton et les logements ruraux, plus souvent construits en bois/planche

**Tableau 10**  
Principaux matériaux utilisés pour construire les logements. Pourcentage de ménages

Principaux matériaux utilisés (mur, parquet, toit)	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	Ensemble
Principal matériau constitutif des murs				
Pierres, roches	91	73	43	57
Briques	1	4	18	12
Terre	3	10	13	10
Bois	3	9	24	18
Autre	2	3	3	3
Principal matériau constitutif du parquet				
Béton	79	71	33	47
Pierres, roches	3	17	59	42
Autre	17	12	8	10
Principal matériau constitutif du toit				
Béton	43	20	2	13
Pierres, roches		2	21	14
Briques	54	73	72	68
Autre	2	5	5	5
Ensemble	100	100	100	100
Echantillon	1006	1182	4998	7186

### Un logement sur quatre est surpeuplé.

En général, les logements en Haïti ont une moyenne de trois pièces, deux desquelles sont utilisées pour dormir. La variété des dimensions des logements est principalement due au type du logement (Tableau 16). Les types de logements tels que cabanes et chaumières sont très petits – avec seulement deux pièces en moyenne parmi lesquelles une utilisée pour dormir. Les ménages ont un nombre moyen de 4.7 personnes. Les ménages sont légèrement plus peuplés dans les milieux urbains que ruraux. Les ménages à revenus élevés ont en moyenne une personne en plus que les ménages à revenu moyen et bas.

Les ménages surpeuplés définis comme ayant trois ou plus de personnes par pièces, représentent le quart du total des ménages (Figure 8). Il y a en général, une moyenne de deux personnes par pièce. Les ménages de la zone métropolitaine sont les plus encombrés (35% des ménages), les autres ménages urbains le sont moins (23% des ménages), et en général, les ménages des zones rurales sont moins encombrés que ceux des zones urbaines.

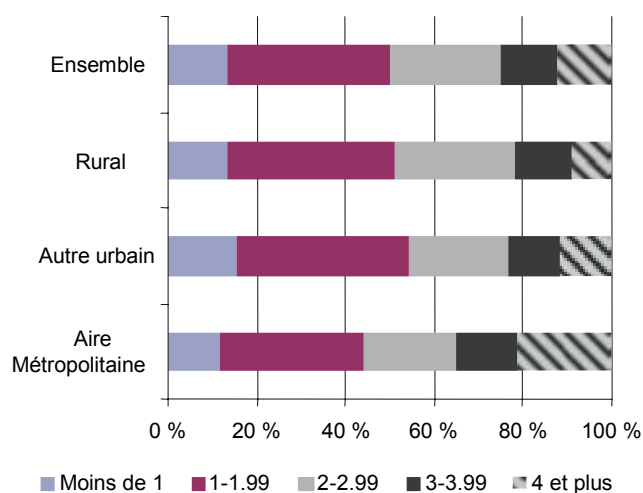


**Tableau 1**  
Taille moyenne des logements (en nombre de pièces)  
et nombre moyen de pièces utilisées pour dormir

Pièces utilisées	Kay Até	Taudis/ajoupas	Maison ordinaire à 1 niveau	Maison ordinaire à 2 niveaux ou +	Appartement	Logement de type colonial	Autre	Ensemble
Pièces dans le logement	1.9	2.0	2.7	3.9	2.6	2.9	2.6	2.6
Pièces utilisées pour dormir	1.0	0.6	1.9	3.2	1.8	1.7	1.9	1.8
échantillon	528	1047	4493	242	268	23	514	7115

**Graphique 8**

Nombre de personnes par pièce, par groupes. Pourcentage de ménages.



## Références bibliographiques

Bethell, A. 2002. *Land Tenure and Reform in Haiti*. Unpublished Paper.

Bruce, J. 1998. "Review of Tenure Terminology," *Tenure Brief*, 1. Madison: University of Wisconsin Land Tenure Center.

Bryant, E. *Earth Times News Service*, 8 July 1996

Environmental and Natural Resources Policy and Training Project (EPAT). 1995. *Project Description*. Midwest Universities Consortium for International Activities Inc.(MUCIA).

Hockstader, L. 1992. "Embargo Translates into Ecological Disaster for Haiti: Diseased Malnourished Peasants Find Quick Cash by Converting Trees to Charcoal," *The Washington Post Foreign Service*. May 31, 1992.

Jessen, A. and Rodriguez, E. 1999. *The Caribbean Community: Facing the Challenges of Regional and Global Integration*, Occasional Paper 2. Buenos Aires: INTAL-ITD.

Lynch, J. 1996. *Haiti Sanctions and Environment Case*.

Maxwell, D. and K. Wiebe. 1998. *Land Tenure and Food Security: A Review of Concepts, Evidence and Methods*. Research paper no. 129. Madison: University of Wisconsin Land Tenure Center.

*Reuters* 1998 , "As Trees Go, Haiti Becomes a Caribbean Desert", December 15.

Sergile, F. *Haiti's Ecosystems*

Smucker, G. et. al. 2000. *Land Tenure and the Adoption of Agricultural Technology in Haiti*. CAPRI Working Paper No. 6. Washington, D.C.:International Food Policy Research Institute.

The World Bank. 1996. Haiti Forest and Parks Protection Technical Assistance Project Report: Country and Sector Background. Washington, D.C.: The World Bank.

The World Bank. 2002. *Haiti Country Assistance Evaluation*. Washington, D.C.: The World Bank.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). 1998. "Coasts of Haiti: Resource Assessment and Management Needs," in *Coastal Region and Small Island Papers: Results of a Seminar and Related Field Activities*, France: UNESCO.

United Nations. 2002. "Haiti Country Profile," World Summit on Sustainable Development, Johannesburg, 2002 Country Profile Series.

USAID/Haiti. 2003. *Protecting the Environment*. Washington, D.C.: USAID.

UTSIG (Geographic Information System Processing Unit) 2001, Port au Prince. Data provided to Fafo on request.

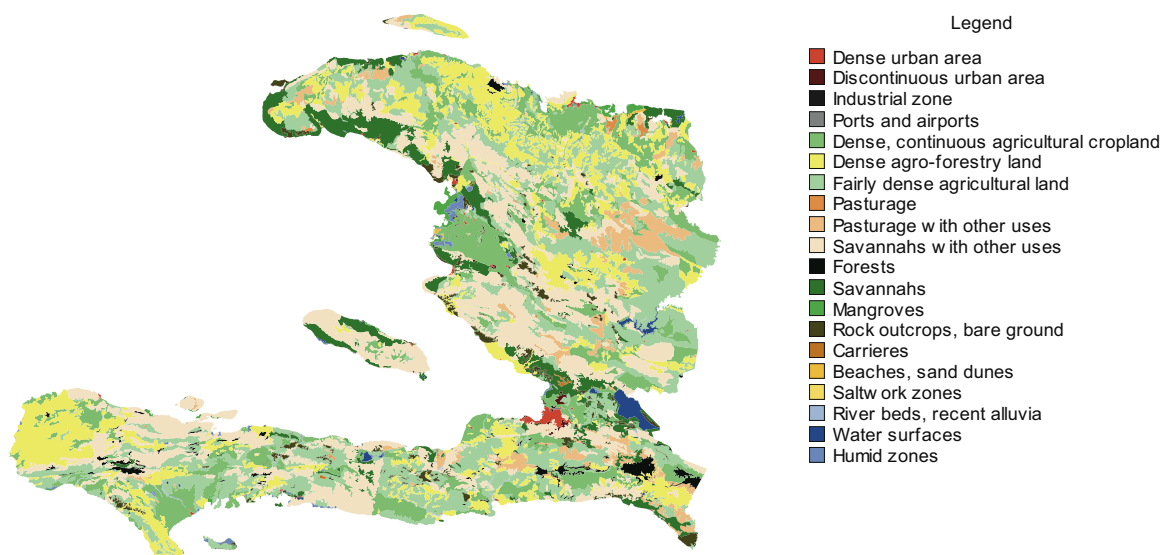
White, T. 1992. Peasant Cooperation for Watershed Management in Maissade, Haiti: Factors Associated with Participation. Working Paper No. 4. Madison: EPAT/MUCIA.

Wiener, J. 1998. The Coastal Regions of Haiti: Cultural and Natural Environment.

## **Annexe du chapitre 1**



**Carte 1: Zones agro-écologiques en Haïti**



**Carte 2 : Risques d'érosion**





## **CHAPITRE 2**

### **La migration**





## CHAPITRE 2

### La migration

**Geir Øvensen**

#### Introduction

*La migration, ainsi que le taux de mortalité et de fertilité sont des facteurs déterminants dans la composition démographique d'un pays. Mais, contrairement aux deux autres facteurs qui sont de manière non équivoque de nature biologique, la migration, elle, est plus difficile à conceptualiser et à mesurer. Elle est liée à la mobilité spatiale plutôt que sociale (même si certaines formes de mobilité spatiale ne sont pas liées à la migration). Par exemple, ne peuvent être considérés comme des migrants les individus qui, tout en gardant leur lieu de résidence, effectuent de longues distances pour se rendre à leur travail sur une base journalière ou hebdomadaire. De la même façon, les déplacements des travailleurs temporaires ou saisonniers ne sont pas des phénomènes de migration, parce qu'ils sont répétitifs ou cycliques et, par nature, de courte durée. Ces déplacements sont souvent désignés par le vocable de "circulation".*

*Nous entendons par migration un type de mobilité spatiale impliquant un changement de résidence permanent ou à long terme. De manière plus précise, la migration peut être définie comme " les changements de résidence qui débouchent sur un réajustement complet des affiliations communautaires de l'individu." Dans le processus de changement de communauté de résidence, les migrants tendent à changer simultanément d'employeurs, d'amis, de voisins, de membres de leur paroisse ainsi que plusieurs de leurs autres liens sociaux et économiques (Boque, 1959, p.489). Cette définition de la migration donnée, les principales questions à poser sont les suivantes:*

- *Quelles personnes se déplacent, combien sont-elles?*
- *De quel lieu d'origine, vers quelle destination?*
- *Pourquoi se déplacent-elles et quelles sont les conséquences pour les lieux de départ et les lieux d'implantation?*

*Notre approche adoptera une perspective micro-analytique, en grande partie à cause des données de l'ECVH au niveau des ménages auxquelles nous avons accès. Le comportement d'un migrant est pris comme le résultat d'un processus de décision, motivé par un ensemble de raisons, économiques ou autres. Cette approche diffère de la macro-analytique, qui, elle, interprète l'ensemble des comportements du migrant comme la résultante de lois macroscopiques impersonnelles<sup>1</sup>. En revanche, le modèle micro-analytique explique la migration par le comportement d'individus et de ménages plutôt que par des caractéristiques de lieux ou de populations. La migration est l'un des divers moyens permettant aux ménages et aux individus de partir à la recherche de services afin d'améliorer leur bien-être.*

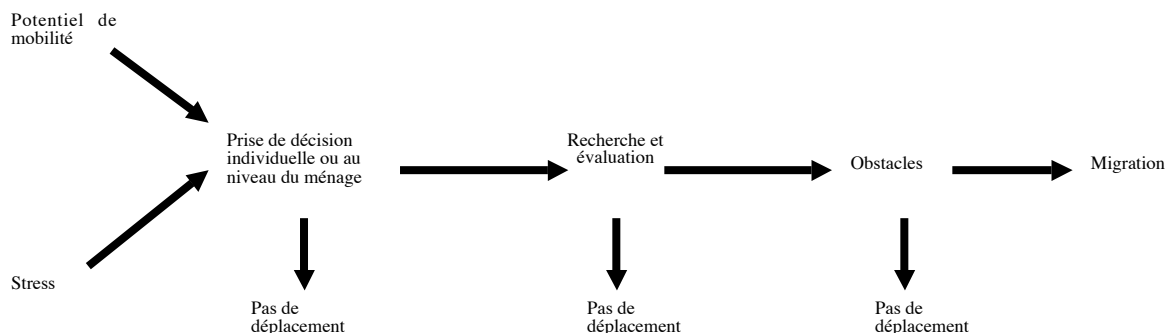
*Un exemple intéressant de la perspective micro-analytique est le modèle présenté par Brown et Moore*

<sup>1</sup> Consulter "Gravity model" (Ravenstein, 1885), ou "Intervening Opportunity Model", (Stouffer 1940)

(1970), d'un processus de migration en deux phases (Graphique 1). La première phase comprend le développement d'un état d'insatisfaction ou de stress dans le ménage. Cette frustration peut être atténuée grâce à la restructuration de l'environnement ou par la migration. Les gens ont différents potentiels de migration déterminés en grande partie par l'âge, le statut civil et socio-économique et des facteurs psychologiques individuels (le besoin de sécurité et d'appréhender l'avenir versus le besoin de sensations nouvelles et de changement). Les moteurs de la migration sont généralement: un logement inadéquat, un emploi et une rémunération non satisfaisants, la dégradation de l'environnement; tout cela lié aux potentiels individuels de mobilité. Ainsi, le choix de migrer est abordé diversement par les candidats en fonction de l'impact de cet ensemble de facteurs.

La seconde phase du processus de migration consiste à collecter des informations, évaluer les perspectives et, finalement, agir pour surmonter les obstacles de toute sorte. L'alternative entre continuer ou rester accompagne le migrant à chaque étape. La présence de parents proches ou d'amis habitant la destination visée influence favorablement en général le choix de migrer.

**Graphique 1**  
Le processus de migration



Le chapitre a été divisé en deux parties principales, la migration intérieure et la migration internationale, même si il n'y a pas de différence fondamentale entre les motivations qui sous-tendent les deux types de migration: dans les deux cas, les gens se déplacent pour améliorer leur condition de vie, et notre approche théorique reste la même. Il est vrai que les défis liés à la migration vers l'étranger sont plus importants, de même que les bénéfices potentiels.

Pour la migration intérieure, nous pouvons brosser un tableau des conditions aussi bien dans les lieux d'origine que dans les lieux de destination. Quant à la migration internationale, nous ne disposons pas d'informations directes sur les Haïtiens vivant à l'étranger. Nos informations sur les migrants qui ont quitté le pays sont indirectes-quoique substantielles - car elles nous viennent de leur proches restés en Haïti. La migration vers Haïti étant négligeable elle ne sera pas prise en compte dans cette étude.

## Migration intérieure

Nous allons traiter des mouvements de population en Haïti qui pourraient être considérés comme une migration intérieure. Celle-ci est généralement le principal mécanisme de redistribution de la population locale dans un pays, beaucoup plus que les taux de natalité et de mortalité.

Les différents types de migration intérieure découlent de la manière dont un pays effectue la transition démographique. Selon le modèle de transition de mobilité de Zelinsky (1971, dans une société pré-industrielle, la migration est inter-rurale, tandis que dans la société post-industrielle elle est inter-urbaine ou encore, elle s'effectue de l'urbain vers le rural. Entre ces deux extrêmes, il y a une phase intermédiaire, certainement plus applicable à la situation actuelle d'Haïti où le modèle de migration intérieure est dominé par la migration du rural vers l'urbain. En dépit des similitudes entre les modèles de développement de la migration des pays industrialisés et ceux du Tiers Monde, ceux-ci diffèrent généralement des premiers quant à la prédominance de la ville principale, la circulation et le sous-emploi urbain.

Les ressources pour l'investissement et pour la consommation étant allouées en priorité à la ville principale, cette dernière devient l'objectif premier de la migration intérieure. Historiquement, dans les pays développés, la migration rurale-urbaine a coïncidé avec une croissance appréciable dans les emplois dans le secteur manufacturier, alors que, dans la plupart des villes des pays du Tiers-Monde, les migrants venant du monde rural sont marginalisés, victimes du sous-emploi urbain. Ceux qui s'installent dans la ville principale participent en effet à un jeu de loto urbain. Ils laissent un revenu rural faible mais sûr, pour un revenu urbain hypothétiquement meilleur dans le secteur formel. Ils finissent dans l'emploi informel qui leur fournit un revenu inférieur à celui qu'ils avaient dans la zone rurale où ils vivaient (Harris and Todaro 1970).

L'analyse de la migration intérieure fait face aux mêmes défis que l'analyse de la migration internationale tant sur le choix de l'unité de base de l'échantillonnage (ménage ou individus), que sur la durée minimale requise pour qu'un mouvement soit classé comme "migration". Alors que la définition spatiale de la migration internationale est assez claire, -il suffit d'avoir traversé une frontière internationale-, celle de migration intérieure - courts déplacements sur de courtes distances au niveau local-, n'est pas facile à cerner. Aussi, avons-nous choisi de définir la migration intérieure à trois niveaux: local, départemental et régional.

L'autre difficulté est liée à la méthode d'enquête auprès des ménages, car celle-ci donne une image statique d'un phénomène essentiellement dynamique. Nos données sont basées sur une collecte rétrospective, qui peut parfois souffrir de l'effet de la mémoire et de la rationalisation après l'événement. Il a été dit que la taille brute d'un courant migratoire est plus fortement corrélée à la taille de son propre contre-courant qu'à toute autre variable, qu'elle soit démographique, spatiale ou économique (Olson 1965). Donc, le plus important, c'est que la dimension temporelle choisie - migration durant le cours de la vie - ne pourra saisir que le comportement net de la migration de l'individu. Cette mesure peut par conséquent sous-estimer l'étendue réelle des mouvements migratoires, spécialement parmi ce qu'il est convenu d'appeler les "oiseaux migrants chroniques", qui ont des seuils de déplacement très faibles.

L'analyse de la mobilité prend en compte trois éléments de base qu'il est important de définir au préalable: le cadre temporel, l'unité d'analyse et la distance parcourue.

Pour le premier élément d'analyse, nous avons choisi de nous centrer sur la migration permanente, i.e. de comparer la résidence actuelle des migrants avec celle qu'ils avaient à la naissance et vice versa. En général, cette approche permet de déceler plus facilement qu'une personne est un migrant, contrairement à d'autres approches, notamment, celle qui consiste à comparer la résidence de la personne cinq ans auparavant, avec sa résidence actuelle ou celle qu'elle avait à la naissance.<sup>2</sup>

En deuxième lieu, l'unité d'analyse sera la migration individuelle. Cela nous permet de voir l'impact de l'âge sur la migration. Une personne jeune va peut-être décider de migrer, une personne d'âge moyen est un migrant potentiel tandis que les gens âgés peuvent être considérées comme étant au terme de leur histoire de migrants. Utiliser l'individu comme unité d'analyse nous offre une double information: d'un côté, le lieu de résidence, de l'autre, le lieu de naissance de la population qui vit actuellement dans une région donnée. Le ménage, en tant que construction ponctuelle, n'a pas été retenu comme unité d'analyse. Cependant, il peut s'avérer utile, comme nous aurons l'occasion de le voir, de comparer la résidence actuelle d'un ménage vivant dans une région donnée avec le lieu de naissance des différents membres de la maisonnée.

Troisièmement, en ce qui concerne la distance parcourue, nous avons choisi de classer les migrants permanents selon qu'ils franchissent ou pas les frontières de n'importe laquelle des unités spatiales. La plus petite distance enregistrée est celle parcourue si la personne a franchi les frontières de sa section communale<sup>3</sup>. La distance moyenne concerne celle parcourue si la personne a franchi les frontières du département. Et finalement, la plus grande distance est celle parcourue par la personne ayant franchi les frontières d'une région. Etant donné qu'un examen détaillé a montré que les schémas des mouvements locaux semblent être très similaires pour les départements du Sud, du Nord et du Centre, nous avons regroupé ces départements en régions "Sud" et "Nord/Centre"<sup>4</sup>. Le Département de l'Ouest représente un cas différent, car il comprend la capitale, Port-au-Prince. Ici, nous avons choisi la stratégie opposée consistant à séparer l'Aire métropolitaine (AM) du reste du département de l'Ouest. Par conséquent, la plus grande unité spatiale comprend quatre régions: Le Nord/Centre, le Sud, l'AM et le reste du département de l'Ouest.

### **Le modèle haïtien de migration intérieure**

Dans cette section nous allons décrire le modèle haïtien de migration intérieure. L'objectif principal est de déterminer :

- Qui et combien de personnes se déplacent, de quel lieu et vers quelle destination?
- La migration intérieure d'Haïti suit-elle le même modèle métropole-périphérie, ou la capitale reste-elle la destination principale?
- La migration intérieure est-elle un processus graduel, par étapes, par exemple, d'abord vers les villes régionales, et ensuite vers l'Aire métropolitaine ou vers l'étranger?
- Quels sont les départements affectés par la migration en termes de perte ou de gain de population?
- Quelle est l'étendue de la migration sur des faibles distances à l'intérieur de chaque département?

<sup>2</sup> L'analyse du lieu de naissance des individus en relation avec à la fois la résidence actuelle et la résidence 5 ans auparavant ne sera pas prise en compte ici. Ceci réduit notre capacité d'identifier les groupes de population qui se déplacent plusieurs fois et qui sont souvent appelés les "migrants chroniques".

<sup>3</sup> Les déplacements vers une autre zone identifiée par un code à 5 chiffres.

<sup>4</sup> Les départements méridionaux sont: Sud, Sud-Est et Grande Anse. Les départements Nord-Centre sont: Nord-Ouest, Nord, Nord-Est, Artibonite et Centre.

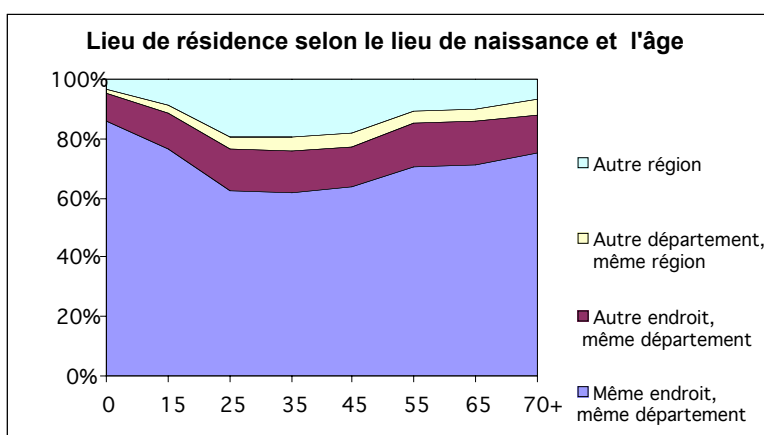
- Est-ce que les migrants sont des hommes jeunes et/ou des femmes qui vont débiter leur vie active?
- La migration affecte-t-elle plusieurs groupes d'âge selon le même modèle?
- Est-ce que les ménages semblent se déplacer ensemble ou bien est-ce que certains individus se déplacent seuls, et font chercher leur famille par la suite?

Commençons par le rapport entre la résidence actuelle des enquêtés et leur lieu de naissance. La première tendance principale observée est celle d'immobilité interne. Le graphique 2 montre la résidence actuelle de tous les enquêtés de l'ECVH en rapport avec leur lieu de naissance et répartis par groupe d'âge de 10 ans<sup>5</sup>. Les trois quarts de la population haïtienne vivraient dans le lieu même de leur naissance. 10% de plus ont changé de lieu de résidence, mais vivraient toujours dans leur département de naissance. Au total, 85% de la population haïtienne vivraient toujours dans leur même département de naissance. Cependant, on devrait noter que ces chiffres, ainsi que ceux de la migration intérieure présentés ici, n'incluent pas les migrants qui ont laissé le pays.

Alors que les déplacements intra-départementaux sont relativement similaires pour tous les groupes d'âge, la migration inter-régionale concerne principalement la population active. Les déplacements intra-régionaux (c'est-à-dire entre départements pour les régions Sud et Nord-Centre) sont assez faibles pour tous les groupes d'âge.

**Graphique 2**

Lieu de résidence selon le lieu de naissance et l'âge



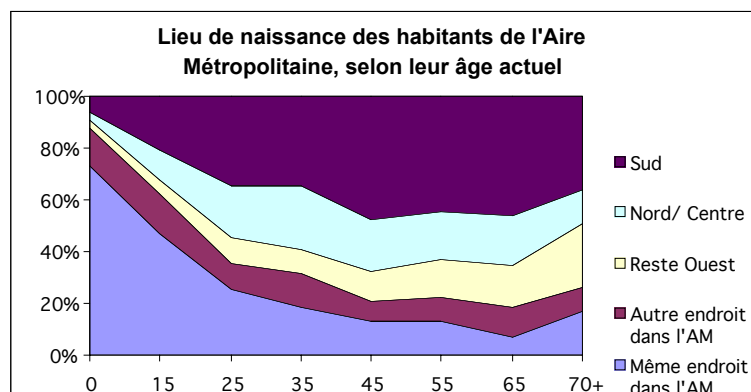
La deuxième tendance principale de migration intérieure observée est celle de mouvements des personnes en âge de travailler vers l'Aire Métropolitaine (AM), ce qui correspond pleinement au modèle métropole-périphérie évoqué précédemment. Cette tendance est particulièrement visible lorsque nous vérifions les lieux de naissance de la population actuelle de l'AM, comme nous l'avons fait au Graphique 3 ci-dessous. L'AM est décrite comme une société composée de migrants venant

<sup>5</sup> Il est à noter que les deux groupes des personnes les plus âgées contiennent moins de personnes que les autres.

d'autres départements. Seulement la moitié de la population y est née.<sup>6</sup> Les départements méridionaux sont les plus grands pourvoyeurs de migrants à l'AM. Presque la moitié des migrants de l'AM âgés de plus de 40 ans viennent de l'un des départements méridionaux.

### Graphique 3

Lieu de naissance des habitants de l'Aire métropolitaine, selon leur âge actuel



Alors que l'analyse des lieux de naissance de la population résidant actuellement dans la région aboutit à un schéma d'absorption, la perspective duale, c'est-à-dire, l'analyse de la résidence actuelle en rapport avec le lieu de naissance aboutit plutôt à un schéma de dispersion. Afin de faire la lumière sur le modèle de migration de la région méridionale vers l'AM, nous allons considérer la résidence actuelle des individus nés dans les régions méridionales. Le Graphique 4 illustre clairement l'apport des départements méridionaux en termes de travailleurs migrants à l'AM. Parmi ceux qui sont nés dans les départements méridionaux, une proportion de 40% ont migré vers l'AM quand ils ont atteint leur vingtaine. Un pourcentage inférieur de personnes provenant des départements méridionaux vivent dans l'AM quand ils atteignent leur cinquantaine.

Nous ne pouvons pas dire s'il s'agit là d'un effet de génération (dû aux changements historiques dans les flux migratoires des départements méridionaux vers l'AM) ou d'un effet d'âge (parce que les migrants originaires du Sud travaillent dans l'Aire métropolitaine et retournent ensuite dans leur lieu d'origine quand ils ont atteint l'âge de la retraite). Le schéma de migration vers l'AM correspond parfaitement à un scénario d'immigration massive forte de gens qui ont atteint l'âge de travailler (15-20 ans) et de migration de retour au terme de la période de vie active.

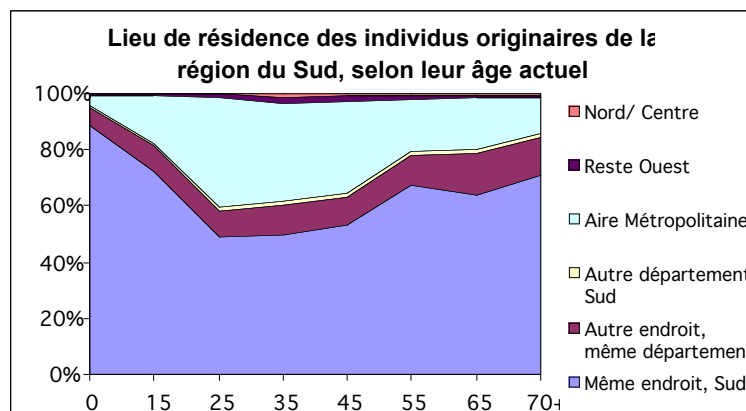
Outre le schéma de migration de la région méridionale, ce qui n'est pas visible dans le graphique, c'est l'existence d'un nombre substantiel de migrants en provenance des départements frontaliers vers la République Dominicaine. Nous en parlerons plus en détail quand nous aborderons la section sur la migration internationale. Plus haut, nous nous étions demandés si la migration intérieure a lieu de manière graduelle par étapes, e.g. d'abord vers les villes régionales et ensuite vers l'Aire métropolitaine; si tel était le cas, on s'attendrait à une migration intra-départementale plus grande

<sup>6</sup> Comme mentionné précédemment, la plupart des jeunes n'ont pas encore eu la chance de migrer. Etant donné que le graphique 3 ne prend pas en compte le fait que les cohortes des moins de 10 ans sont plus importantes que celles des plus âgées, le pourcentage de personnes nées dans l'Aire Métropolitaine semble être encore plus faible que les 50% qui apparaissent dans le graphique.

chez les groupes d'âge plus jeunes que ceux décrits au Graphique 4. Il semble plutôt que la migration d'une certaine durée va directement vers l'AM, même chez les très jeunes.

#### Graphique 4

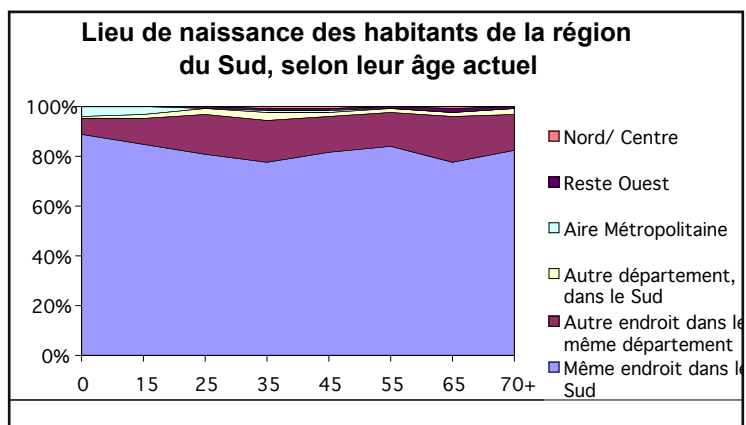
Lieu de résidence des individus originaires de la région du Sud, selon leur âge actuel



En restant dans la zone méridionale et en examinant le lieu de naissance de ceux qui y vivent actuellement, nous notons qu'il existe très peu de mouvements entre les départements de la région, voire d'immigration à partir d'autres régions. Le Graphique 5, montre que la grande majorité, soit entre 85 et 90%, vit dans leur département de naissance, sans compter ceux qui ont émigré à l'étranger.

#### Graphique 5

Lieu de naissance des habitants de la région du Sud, selon leur âge actuel

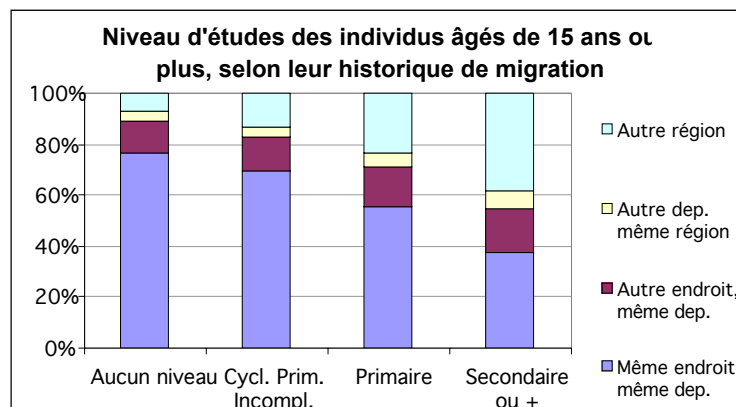


La région Nord/Centre montre en général un schéma de migration intérieure similaire à celui de la région méridionale, bien que la migration vers l'AM soit quelque peu inférieure en volume. Le flux migratoire vers l'AM part également d'autres zones du reste du département de l'Ouest. Les personnes nées dans l'AM ne quittent presque jamais cette région pour d'autres régions d'Haïti, même pas pour



les régions voisines du reste du département de l'Ouest. Cependant, il y a un niveau substantiel de migration intérieure vers l'AM, probablement à cause de la mobilité sociale de ceux qui sont parvenus à trouver un emploi bien rémunéré et stable, également à cause des changements de besoins du ménage au fur et à mesure qu'il traverse les différentes étapes de la vie.

Comme nous le verrons plus tard, il y a une migration internationale substantielle à partir de l'AM, particulièrement en direction des Etats-Unis. Il aurait été très intéressant de savoir si ces migrants sont originaires de l'AM ou s'ils sont nés dans d'autres départements et ont migré d'abord vers l'AM avant d'émigrer à l'étranger. Toutefois ces personnes sont en dehors de l'échantillon maître, et nous ne sommes pas capables de retracer leur lieu de naissance en Haïti. Nous pouvons donc conclure que les personnes nées dans l'AM y restent. Si elles se déplacent, c'est pour aller à l'étranger.



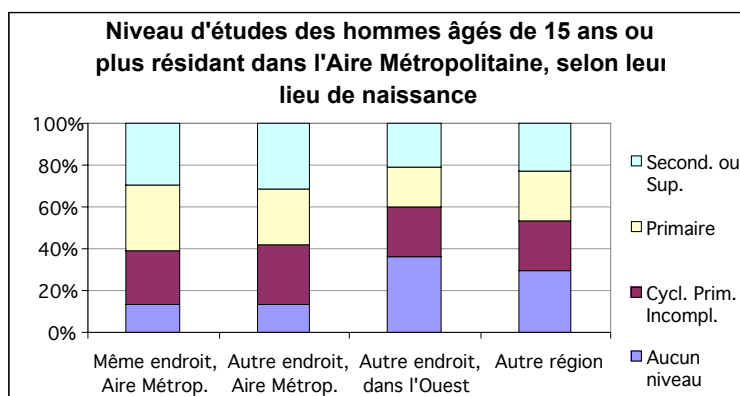
En principe, nous ne pouvons pas dire si les migrants régionaux ont obtenu leur formation avant ou après leur déplacement. Puisque la tendance du mouvement se fait presque exclusivement à partir des autres régions vers l'AM, et aussi parce que l'éducation supérieure et les emplois demandant des qualifications élevées sont, en pratique, disponibles uniquement dans l'AM, il est probable que les migrants hautement qualifiés qui ont franchi les frontières régionales, aient obtenu leur formation dans l'AM. Il semble donc raisonnable de supposer que plusieurs migrants vont à la capitale pour acquérir une éducation supérieure et que ces migrants représentent une sélection positive des jeunes les plus talentueux de leur région de naissance.

Comment les migrants dans l'AM se comparent-ils à ceux-là qui sont nés dans la capitale, en ce qui a trait à l'instruction? Une indication est donnée au Graphique 6 qui montre les niveaux d'étude de la population masculine dans l'AM, selon la région de naissance. Il y a relativement plus d'hommes provenant d'autres régions dans les groupes à niveau d'étude plus faible que dans les groupes à niveau d'instruction plus élevé. Ceci implique que les hommes qui migrent à partir des autres régions constituent un segment de la population de la capitale qui a un niveau d'étude moindre, en comparaison avec ceux qui sont nés dans l'AM.



**Graphique 6**

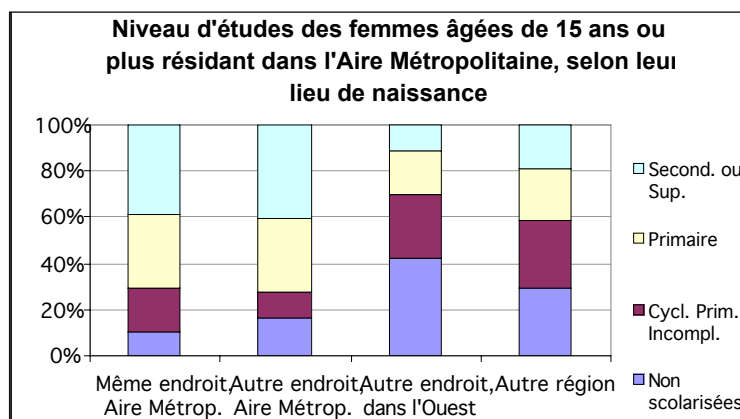
Niveau d'études des hommes âgés de 15 ans ou plus résidant dans l'Aire métropolitaine, selon leur lieu de naissance



Le profil éducationnel des migrants provenant d'autres régions ne correspond pas au niveau d'éducation des femmes qui sont nées dans l'AM. Les femmes en provenance des départements du Nord/Centre et du Sud sont sur-représentées dans les groupes à niveau éducationnel faible en comparaison avec la population locale, et constituent donc un flux de main-d'oeuvre relativement non qualifiée vers l'AM.

**Graphique 7**

Niveau d'études des femmes âgées de 15 ans ou plus résidant dans l'Aire métropolitaine, selon leur lieu de naissance

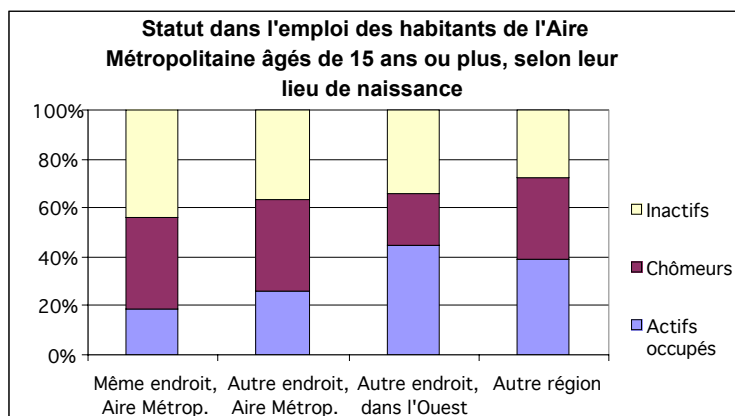


Précédemment, nous avons argumenté que beaucoup de migrants se rendent dans l'AM pour acquérir une éducation supérieure. La raison la plus probable pour migrer est d'obtenir un emploi, de préférence, mieux rémunéré que ceux disponibles dans leur lieu d'origine (principalement dans le secteur agricole). Concentrons-nous une fois de plus sur l'AM et comparons les données individuelles

concernant le statut dans l'emploi (au sens du Bureau international de travail BIT) selon le lieu d'origine de la population.

### Graphique 8

Statut dans l'emploi des habitants de l'Aire métropolitaine âgés de 15 ans ou plus, selon leur lieu de naissance



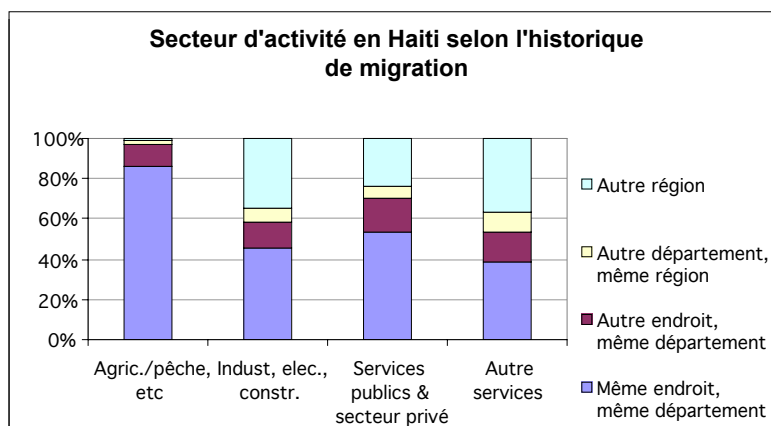
Le Graphique 8 indique clairement que les gens migrent vers l'AM pour obtenir un emploi. Parmi les personnes nées dans des régions autres que l'AM, un nombre relativement élevé est, soit employé, soit sous-employé, plutôt qu'inactif, en comparaison avec les personnes nées dans l'AM. Sur quatre personnes employées dans l'AM, trois proviennent d'autres régions et représentent plus de la moitié des travailleurs au chômage.

C'est seulement dans le groupe de personnes inactives que plus de la moitié est originaire de l'AM. Le taux de chômage est beaucoup plus élevé parmi ceux qui sont nés dans l'AM que parmi ceux qui sont nés dans d'autres régions, respectivement 59% et 39%. On aurait pu s'attendre à un résultat inverse. La raison peut en être que les personnes provenant d'autres régions et qui restent sans emploi pour une plus longue période, préfèrent retourner chez eux, dans leur lieu d'origine.

Dans les régions autres que l'AM, il n'y a pas beaucoup de variation en termes de mobilité, selon le statut d'activité des enquêtés au sens du BIT. Le résultat le plus net est une relation positive entre le chômage et la mobilité inter-départementale. Parce que les chômeurs sont par définition sans-emploi, il semble naturel qu'ils décident de changer de résidence localement ou d'entreprendre des déplacements inter-régionaux afin de chercher du travail.

La relation entre les secteurs d'activité au niveau national et le statut de migration au cours du cycle de vie est celle à laquelle on pourrait s'attendre (Graphique 9). Les agriculteurs ont tendance à vivre là où ils ont toujours vécu. Les travailleurs dans les secteurs de la construction ou de l'industrie sont plus mobiles, à la fois localement et à travers les régions. Les différences sont renforcées par le fait que la plupart des migrants régionaux vont à l'AM pour travailler, très peu dans l'agriculture, et davantage dans la construction, l'industrie, et les services, public et privé.

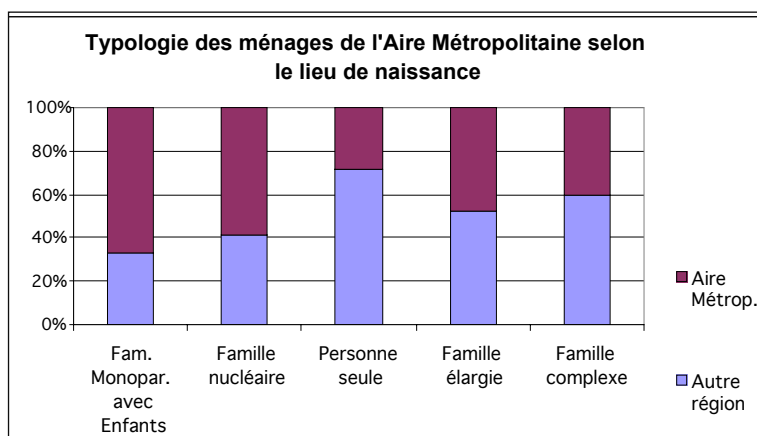
**Graphique 9**  
Secteur d'activité en Haïti selon l'historique de migration



Nous avons aussi analysé la relation entre le statut de la migration intérieure des individus et les variables démographiques des ménages comme la taille et le type de ménage.

Il est important de rappeler que ces variables se réfèrent à la structure actuelle des ménages des migrants, et non pas à la structure précédant la migration. La mobilité des individus au niveau intérieur ne varie pas beaucoup avec la taille du ménage, excepté pour les ménages constitués de célibataires, qui, comme l'on pouvait s'y attendre, sont beaucoup plus mobiles que les autres. En examinant la relation entre la mobilité individuelle sur le plan interne et le type de ménage, tel qu'il figure au Graphique 10, ce phénomène paraît plus clair.

**Graphique 10**  
Typologie des ménages de l'Aire métropolitaine selon le lieu de naissance



Les individus vivant dans des foyers monoparentaux ou dans des familles nucléaires sont moins

mobiles (depuis leur naissance) que ceux vivant, soit dans des ménages à individu unique (célibataire), soit dans des familles élargies ou des ménages à structure complexe. Une explication possible de ce schéma apparemment paradoxal est que, le plus souvent, ce sont les individus qui se déplacent et pas le ménage au complet. Dans leur lieu de destination, qui est celui auquel les chiffres se réfèrent ici, les migrants vivent, tantôt seuls, tantôt avec des amis ou avec des parents plus éloignés dans la structure de la famille élargie ou complexe.

Pour résumer, les résultats de cette sous-section indiquent que les gens se déplacent vers l'AM à partir d'autres régions afin d'obtenir de l'instruction et du travail. Les migrants sont des jeunes, hommes et femmes qui, bien qu'ayant un niveau d'étude moins élevé que celui des résidents originaires de l'AM, ont cependant en moyenne un niveau d'éducation plus élevé que ceux qui sont restés dans les provinces.

### Conséquences de la migration intérieure

Après avoir démontré dans les sections précédentes, que la population active d'autres régions migre vers l'AM à la recherche de formation et d'emploi, nous nous posons les questions suivantes :

- Comment se traduit la réussite des individus et des ménages qui ont migré vers l'AM par rapport à la population originaire de l'AM et à celle des provinces qui n'a pas émigré ?
- Quelles sont les conséquences pour les régions d'origine et de destination des migrants ?

Dans la section précédente, nous étions parvenus à la conclusion que, même si les migrants adultes sont, au bout du compte, moins éduqués que les habitants originaires de l'AM, ils arrivent, en moyenne, à bénéficier d'une éducation d'un niveau plus élevé que ceux qui restent en province. Malgré le taux élevé de chômage qui s'élève à 40%, on observe un nombre relativement plus élevé de migrants travaillant que de personnes originaires de l'AM. Parmi ces derniers, le taux de chômage atteint près de 60%. Dans cette section, nous mettrons l'accent sur les résultats enregistrés par les ménages de migrants en termes de revenus.

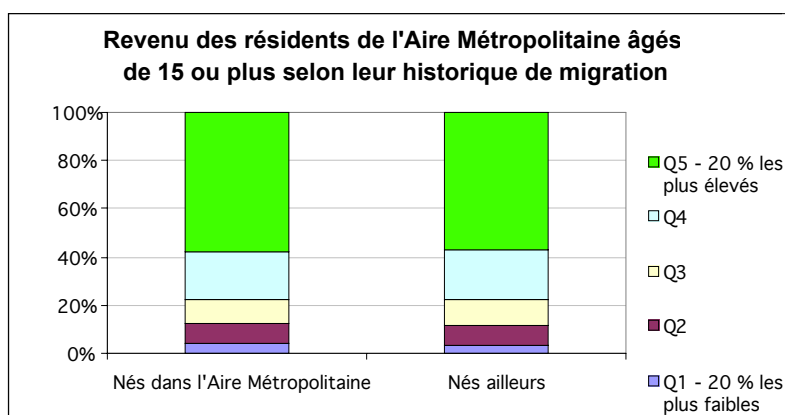
Si nous considérons la relation entre la migration et le revenu du ménage, nous ne pouvons pas savoir avec précision quel aurait été le revenu des migrants si ces derniers n'avaient pas migré, d'autant que nous ne connaissons pas leurs revenus avant la migration. Le moteur de la migration étant l'amélioration des revenus pour le migrant, il semble raisonnable de supposer que la différence entre les revenus des migrants et des non migrants est étroitement liée au changement de résidence des migrants.

En migrant de la campagne vers la ville, certains membres du ménage sont susceptibles de perdre leur emploi et leurs revenus. En revanche, d'autres membres du même ménage peuvent obtenir des revenus supérieurs à ce qu'ils gagnaient auparavant, ce qui peut conduire à une amélioration des revenus totaux du ménage. Pourtant ce n'est pas toujours le cas : la baisse des revenus chez certains membres du ménage n'est pas toujours compensée par le biais de transferts intra-ménages.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Les données de l'ECVH contiennent des informations sur les revenus individuels des ménages qui, par la suite devraient nous permettre de nous pencher davantage sur cette question.

Comme il a été évoqué dans le chapitre portant sur les revenus des ménages, l'Aire métropolitaine est en général plus riche que toutes les autres zones. 50% de la population de l'Aire métropolitaine appartient au quintile supérieur du revenu total (qui par définition, représente 20% de la population nationale). Parallèlement, seulement 10% de la population des autres régions appartiennent à ce quintile.

**Graphique 11**  
Revenu des résidents de l'Aire métropolitaine âgés de 15 ou plus  
selon leur historique de migration



Le graphique 11 montre les conséquences (statistiques) de la migration d'autres régions vers l'A M<sup>8</sup>. La migration semble en moyenne être avantageuse sur le plan économique. Alors que la population qui vit dans des régions autres que l'A M est fortement sous représentée dans le quintile supérieur du revenu, on observe dans ce quintile, un nombre aussi grand de personnes nées dans ces régions et vivant actuellement dans l'A M, que de personnes originaires de l'A M.

Il existe au moins deux raisons possibles, mais non réciproquement exclusives, à ce phénomène. La première est que, les migrants qui vont dans l'A M améliorent davantage leur situation économique que ceux qui restent dans leurs régions, car le marché du travail de l'A M, comparativement celui des autres zones, offre de meilleurs salaires. La seconde explication est que ceux qui migrent vers l'A M représentent une sélection positive de la population des provinces. Dans ce cas, la raison de la réussite économique apparente des migrants n'est pas seulement liée à leur migration vers l'A M, mais au fait qu'ils aient (à notre avis) des qualités comme le sens de l'initiative, le dynamisme et l'ambition. Il se peut également que ceux qui vont vers l'A M soient mieux dotés que les autres et peuvent donc se permettre de recommencer à zéro à cet endroit. Dans notre enquête non expérimentale, la question rétrospective, à savoir comment ces migrants se seraient débrouillés s'ils avaient continué à vivre dans leur lieu de naissance, demeure sans réponse.

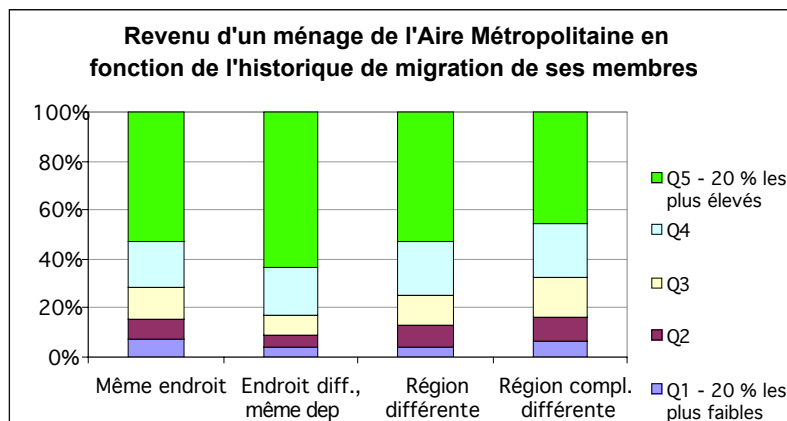
<sup>8</sup> Puisqu'un taux élevé de ceux qui sont nés dans l'AM sont des enfants, nous avons fait les calculs de revenus avec ces chiffres, sur la base de revenus des ménages pour des personnes âgées de 15 ans ou plus. Ceci en partie afin de couvrir ceux qui sont dans la tranche d'âge où la migration est une option réaliste et partiellement pour contrôler en quelque sorte la catégorie de ménage.

Dans tous les cas, le fait que les migrants semblent améliorer leur situation économique est surprenant parce qu'un grand nombre d'entre eux sont des adolescents ayant à peine vingt ans; au moment de l'enquête, ils étaient donc de nouveaux migrants. D'autre part, la migration vers l'A M est si importante que la plupart des migrants internes qui viennent d'autres régions peuvent probablement déjà compter sur l'appui d'un réseau assez étendu dans la ville de destination.

Si nous comparons les revenus économiques des ménages, sur la base de leur statut par rapport à la migration, nous constatons que les ménages dont tous les membres sont des migrants se trouvent dans une situation moins intéressante que les ménages qui en ont seulement quelques uns. Ceci est probablement dû à des effets « cycle de migration ». Le premier groupe, dont un grand nombre est constitué de ménages unipersonnels, compte plus de migrants ayant séjourné pendant une courte période dans l'Aire métropolitaine que le dernier. Le type de ménage le plus important dans le dernier groupe se compose d'un ou de plusieurs adultes qui ont migré d'autres régions mais qui sont restés assez longtemps pour que leurs enfants soient nés dans l'A M.

### Graphique 12

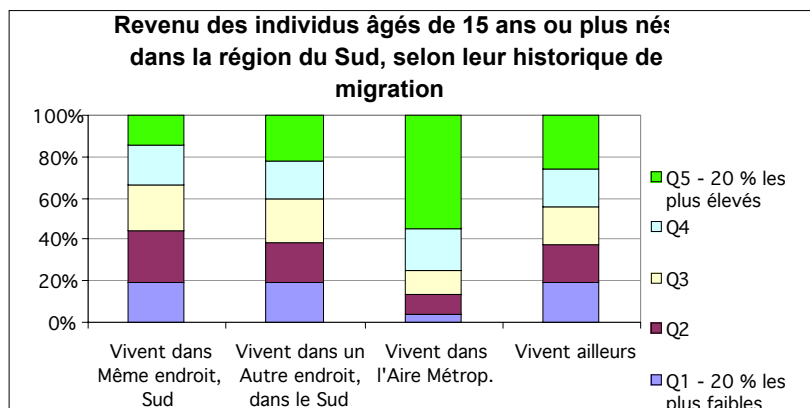
Revenu d'un ménage de l'aire métropolitaine  
en fonction de l'historique de migration de ses membres



Pour examiner « l'effet de sélection de la migration », nous présentons dans le Graphique 13 les quintiles de revenus des personnes âgées de 15 ans ou plus, nées dans un des départements de la région du Sud à partir duquel elles ont migré. Il est à noter que le groupe le plus statique, formé par les gens qui résident encore dans leur zone d'origine, a le quintile le plus faible des revenus. Ceux qui se sont établis dans d'autres endroits que l'Aire métropolitaine sont en meilleure situation, mais pas de beaucoup. Comme on pouvait le supposer à partir des précédents résultats, le changement le plus significatif se remarque parmi ceux qui ont migré vers l'Aire métropolitaine.

### Graphique 13

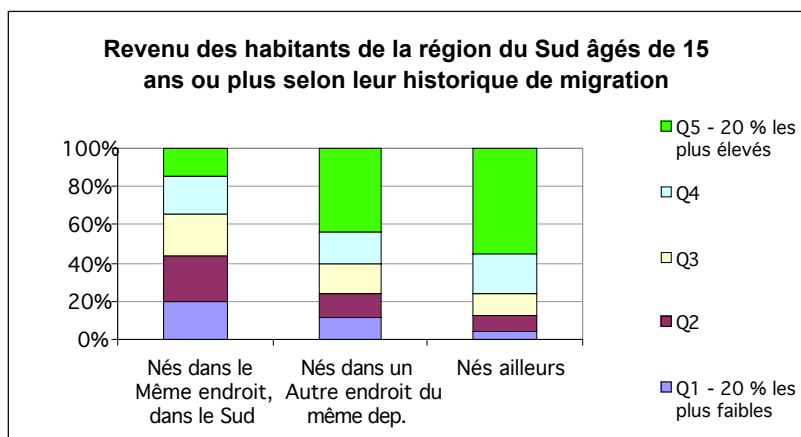
Revenu des individus âgés de 15 ans ou plus nés dans la région du Sud, selon leur historique de migration



Bien que le bénéfice moyen tiré de la migration vers l'Aire métropolitaine soit très substantiel, il existe aussi une corrélation positive entre les résultats sur le plan économique et d'autres types de migration intérieure en Haïti. Le Graphique 14 donne un exemple de ceux qui vivent actuellement dans les provinces de la région du sud.

### Graphique 14

Revenu des habitants de la région du Sud âgés de 15 ans ou plus selon leur historique de migration



Plus un individu a connu d'épisodes de migration, plus son revenu actuel est élevé, même dans la région du Sud pourvoyeuse de migrants. Il y a cependant une exception ; ceux qui sont nés dans l'Aire métropolitaine ne semblent pas gagner à migrer. Les rares individus à avoir quitté l'Aire métropolitaine pour s'établir dans d'autres régions, se sont retrouvés dans une situation bien pire que ceux qui y sont restés.

Nous avons aussi examiné les résultats concernant les migrants saisonniers et leurs ménages. 50% des ménages avec migrants saisonniers ont vécu dans l'Aire métropolitaine. 30% de ceux qui avaient des migrants saisonniers étaient au chômage au moment de l'enquête, c'est-à-dire plus de 13% de la population nationale de référence<sup>9</sup>. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les ménages avec migrants saisonniers n'étaient ni plus pauvres ni moins éduqués que la moyenne dans le pays. Un ménage avec migrant saisonnier sur deux appartient au groupe supérieur de revenu, alors que, dans ce groupe, se classe seulement un ménage sans migrant saisonnier sur cinq. Les revenus élevés de ceux qui ont été migrants saisonniers peuvent paraître paradoxaux si on considère le taux important de chômage dans ce groupe. Une explication plausible est que ces individus sont (et peut-être étaient) sans emploi dans la zone de leur lieu de résidence permanente, mais qu'ils avaient travaillé pendant leurs périodes de migration.<sup>10</sup>

En guise de conclusion, quelques remarques sur la migration intérieure et les politiques qu'Haïti pourrait mettre en œuvre pour accroître les bénéfices de celle-ci. Un schéma de vie statique a été observé au sein de la majorité de la population, ainsi qu'une tendance chez les migrants à laisser les autres régions pour venir s'établir dans l'Aire métropolitaine.

Les migrants sont tout autant des femmes que des hommes en âge de travailler, et ils semblent s'en sortir aussi bien, et même mieux, en terme d'éducation, d'emploi et de revenu, que ceux qui sont nés dans l'Aire métropolitaine. Notre hypothèse fondamentale a été que les migrants se déplacent pour améliorer leur existence. Les résultats de ce chapitre semblent confirmer cette hypothèse, au moins sur le plan économique.

Par ailleurs, la migration peut avoir un coût humain plus difficile à évaluer. Nous avons décrit la migration des habitants des autres régions vers l'Aire métropolitaine comme la participation à un jeu de loterie. Les migrants qui s'établissent dans l'Aire métropolitaine se débrouillent aussi bien que ceux qui y sont nés, mieux que ceux qui sont restés dans leurs départements d'origine, alors que ceux qui n'ont ni augmenté leurs connaissances ni trouvé du travail ont vu leur vie devenir plus difficile à la capitale. Malgré tout, beaucoup d'entre eux restent avec l'espoir d'une vie meilleure dans le futur. Un autre aspect négatif de la migration est la séparation des familles. Nous n'avons pas examiné la question plus en profondeur, mais un nombre assez élevé de migrants vivant seuls indiquent que beaucoup de familles sont morcelées quand les adultes doivent partir pour trouver du travail.

A l'échelle nationale, la migration est un moyen d'augmenter le revenu des ressources humaines. Partant de l'hypothèse que tout migrant possède un capital humain, perceptible ou non, le flux de population vers l'Aire métropolitaine accroît les retombées de ce capital, profitant à la fois au pays et aux migrants.

Les résultats pour les départements d'origine des migrants sont moins clairs. S'il y a une sélection positive des migrants qui viennent s'établir dans l'Aire métropolitaine, les autres départements perdent leurs jeunes éléments les plus doués qui pourraient y servir d'agents de développement. De plus, le taux relativement faible d'immigration dans ces régions, que ce soit de tout nouveau venu ou des

<sup>9</sup> Noter que ces chiffres ne sont pas des taux de chômage mais des pourcentages de la population totale.

<sup>10</sup> Les chiffres sur le chômage ont pour période de référence les événements des 12 mois précédant l'enquête, dans la plupart des cas après le retour des migrants saisonniers.



migrants de retour, implique un faible niveau d'impulsion de nouvelles cultures et de technologies qui pourraient, dans un autre cas de figure, stimuler le changement et le développement.

Ainsi, on constate dans l'Haïti d'aujourd'hui une distribution nationale des ressources concentrées dans l'Aire métropolitaine. La plupart des opportunités, à la fois sur le plan de l'éducation et de l'emploi, sont localisées dans la capitale. Le pays gagnerait probablement à adopter une distribution plus équitable de ces opportunités sur tout le territoire, c'est à dire vers d'autres centres régionaux. Ceci donnerait aux personnes, recherchant l'éducation et un emploi non agricole, une alternative réelle à l'option du départ vers l'Aire métropolitaine, et contribuerait probablement à réduire la pression démographique sur l'Aire métropolitaine et ses conséquences néfastes sur le plan social.

## La Migration internationale <sup>11</sup>

De plus en plus de personnes vivent en dehors de leur pays d'origine. Les mouvements volontaires de population à l'échelle internationale sont encouragés par un ensemble complexe de facteurs d'« attraction » et de « répulsion », liés en grande partie au marché du travail. Le facteur le plus important de « répulsion » est peut-être la surabondance de main-d'œuvre dans le pays d'origine alors que le principal facteur éventuel d'« attraction » vers le pays de destination est une demande élevée de main-d'œuvre. Les réseaux formels et informels, entre les pays d'origine et de destination, établissent le lien entre le marché de l'offre et de la demande. Ils fournissent des informations, de l'argent et des contacts aux éventuels migrants et facilitent donc leur migration.

Ce chapitre présente d'abord une idée générale des schémas de l'émigration haïtienne, les causes éventuelles de cette émigration et finalement les conséquences des flux migratoires en termes d'avantages et d'inconvénients tant pour la nation haïtienne que pour les ménages qui ont des parents à l'étranger. Il formule également quelques conseils sur les politiques qu'Haïti pourrait adopter pour augmenter les bénéfices économiques de cette migration vers l'étranger.

### Schémas de migration haïtienne sur le plan international

Depuis des décennies, Haïti a été un pays d'émigrants. Ce document donne un bref aperçu des récents modèles de la migration d'Haïti vers d'autres pays et présente des informations sur les schémas migratoires haïtiens. Ces informations proviennent des données de l'ECVH et des registres officiels, en ce qui concerne les Etats-Unis<sup>12</sup>, principale destination internationale.

#### Les schémas migratoires récents

Au total, on estime qu'un million d'Haïtiens ont laissé le pays entre 1957 et 1982. Les principaux pays destinataires sont les Etats-Unis d'Amérique, la République Dominicaine - pays voisin - et, dans une certaine mesure, le Canada et la France. Les Etats-Unis sont certainement le pays le plus attrayant sur le plan économique pour les migrants, mais la République Dominicaine offre l'avantage de la proximité. La France, les Antilles Françaises de la Caraïbe et le Canada (Québec) attirent particulièrement les migrants qui parlent déjà le français.

<sup>11</sup> L'expression « migrant international » signifie une personne qui a traversé une frontière internationale et qui a vécu dans le nouveau pays de résidence pendant au moins trois mois

<sup>12</sup> Nous avons utilisé principalement l'annuaire de l'Office of Immigration Statistics, Office of Management, Department of Homeland Security (DHS)

Les Haïtiens qui ont immigré aux Etats-Unis dans les années 50 et 60, étaient pour la plupart issus des classes moyennes et des couches urbaines aisées. Au cours des années 70, un nombre croissant d'Haïtiens provenant du milieu rural et des secteurs urbains défavorisés s'est ajouté au flux migratoire vers les Etats-Unis. Dans les années 80, 500.000 Haïtiens vivaient aux Etats-Unis<sup>13</sup>

Outre les Haïtiens arrivés légalement aux Etats-Unis, des milliers d'autres se sont installés illégalement, en utilisant des visas de touristes, ou ont débarqué sur les côtes américaines sans aucun document légal<sup>14</sup>. Un exemple classique de cette dernière pratique est l'arrivée de plus de 50.000 "boat people" haïtiens en Floride enregistrés entre 1972 et 1981<sup>15</sup>. Un très grand nombre de ces boat people n'a été ni détecté ni enregistré par l'Immigration Américaine. Le nombre total de boat people s'élève maintenant à plus de 100.000.<sup>16</sup> Un nombre inconnu de ces migrants illégaux se sont noyés pendant la traversée. Le recensement américain de l'année 2000 a évalué à environ 385.000 le nombre de personnes nées en Haïti vivant aux Etats-Unis<sup>17</sup>. De plus, on estime qu'un tiers des migrants haïtiens aux Etats-Unis n'a pas été dénombré dans ce recensement (Marcelin, 2001<sup>18</sup>).

La migration en République Dominicaine, autre destination préférée des Haïtiens, a toujours eu un caractère plus temporaire que la migration aux Etats-Unis. La proximité géographique rend les frais de déplacement moins coûteux et permet, même aux Haïtiens les plus pauvres, de chercher du travail à court terme, par exemple dans les plantations de canne à sucre<sup>19</sup>. L'Organisation Internationale du Travail a évalué entre 200.000 et 500.000 le nombre d'Haïtiens qui vivaient en République Dominicaine en 1983, dont 85.000 environ travaillent dans les plantations de canne.

### ***Les schémas de migration internationale, selon les données de l'ECVH***

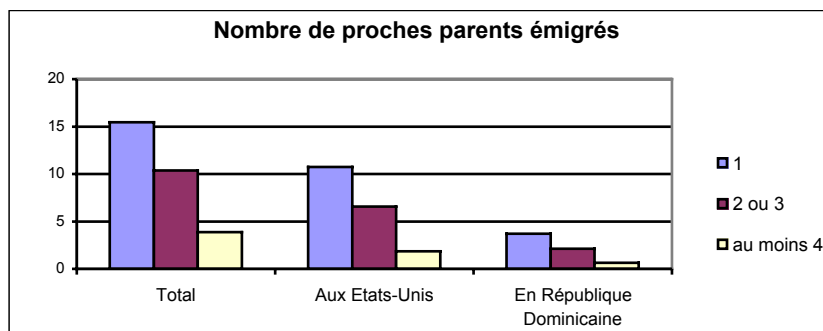
L'ECVH a uniquement enquêté sur les ménages et les individus vivant actuellement en Haïti. Nous n'avons donc pas d'information directe sur le mode de vie des migrants haïtiens à l'étranger. Cependant, on peut encore tirer beaucoup d'informations utiles sur la migration internationale en analysant la situation des parents proches des migrants qui sont restés en Haïti<sup>20</sup>. Nous avons également tiré des informations des sources officielles américaines sur les migrants haïtiens aux Etats-Unis.

L'échantillon de l'ECVH comprend évidemment des Haïtiens qui ont vécu à un moment à l'étranger et qui sont retournés en Haïti. Ce groupe est relativement petit bien qu'il représente un total de 100.000 personnes: environ 2% du nombre total de personnes vivant dans 5% des ménages. Etant donné que le retour au pays n'est qu'un aboutissement particulier de la décision initiale de migrer, on abordera ce sujet de manière plus détaillée dans une section ultérieure.

Une fois ces réserves formulées, on note que 30% des ménages haïtiens dans l'ECVH ont un ou plusieurs parents proches à l'étranger (Graphique 15). La moitié des Haïtiens ont un parent proche à l'étranger, le tiers en a deux ou trois et le reste quatre ou plus.

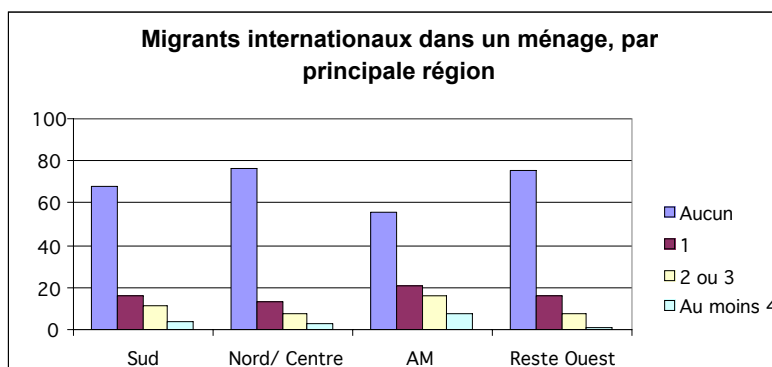
<sup>13</sup> New York, Miami, Boston, Chicago et Philadelphie étaient au nombre des principales destinations

**Graphique 15**  
Nombre de parents proches à l'étranger



Le Graphique 16 montre que ce schéma varie très peu à travers les principales régions bien que les ménages qui vivent dans l'Aire métropolitaine possèdent plus de parents à l'étranger que ceux d'autres régions. Cependant, on constate dans le Graphique 16 ci-dessous, que les principales régions ne sont pas si homogènes entre elles quant au nombre de migrants internationaux comme elles le sont concernant les migrants domestiques.

**Graphique 16**  
Migrants internationaux dans un ménage, par principale région

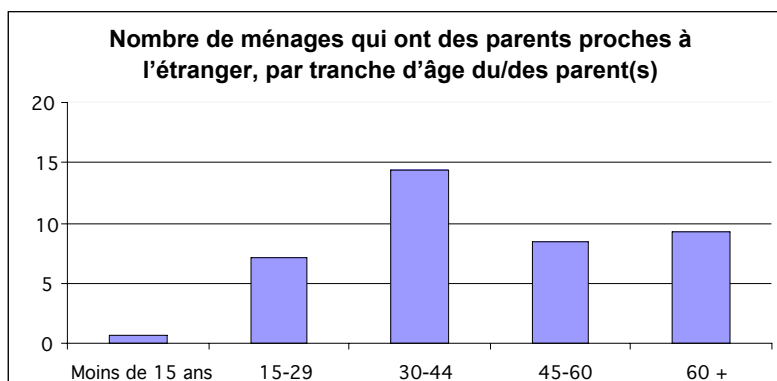


En général, davantage de ménages déclarent qu'ils ont des parents proches de sexe masculin à l'étranger: 22 % des ménages avaient des parents proches de sexe masculin contre seulement 15 % de sexe féminin. Le Graphique 17 indique que la grande majorité des parents proches sont âgés de plus de 30 ans; jusqu'à 15% des ménages ont des parents proches à l'étranger dans la tranche d'âge de 30 à 44 ans<sup>21</sup>. Les migrants internationaux semblent donc plus âgés que les migrants nationaux qui ont tendance généralement à se déplacer au début de la vingtaine.

<sup>21</sup> A cause de la structure d'âge de la population haïtienne, il est possible que les personnes plus âgées vivant à l'étranger soient des "parents proches" d'un plus grand nombre de ménages vivant en Haïti que ce n'est le cas de jeunes personnes. (Une personne âgée peut avoir plusieurs enfants majeurs qui vivent dans différents ménages, tandis qu'une jeune personne vit avec ses parents, ses frères et ses sœurs dans le même ménage). Cela pourrait expliquer, en partie, le grand nombre de ménages à avoir des parents proches à l'étranger âgés de plus de 60 ans.

**Graphique 17**

Nombre de ménages qui ont des parents proches à l'étranger,  
par tranche d'âge du/des parent (s)



Le pays d'accueil des migrants internationaux varie énormément selon les régions et les départements considérés. Le tableau 1 indique que les deux principales destinations sont les Etats-Unis et la République Dominicaine. Un ménage haïtien sur cinq a des parents proches aux Etats-Unis contre 5% en République Dominicaine<sup>22</sup>.

**Tableau 1**

Pourcentage de ménages ayant des parents proches à l'étranger  
dans des pays ou groupes de pays donnés

Pays	Pourcentage de ménages
Etats-Unis	21
Rép. Dominicaine	5
Canada	2
France	2
Autres pays de la Caraïbe	2
Autres pays	1

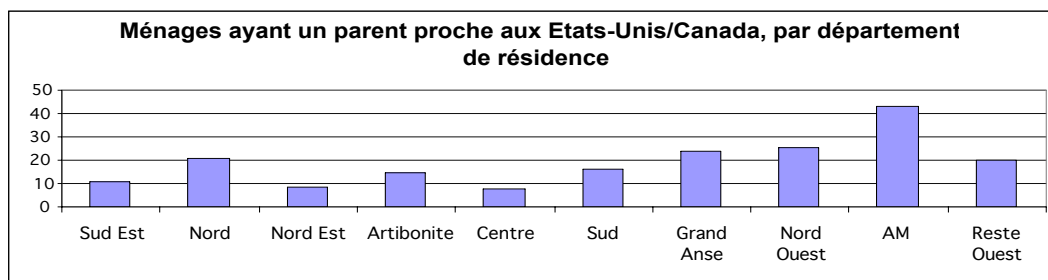
Le nombre de ménages ayant des parents aux Etats-Unis et en République Dominicaine varie beaucoup selon les départements (Graphiques 18 et 19). Les ménages de l'Aire métropolitaine ont plus fréquemment des parents proches en Amérique du Nord que ceux des autres départements. L'existence de parents proches en République Dominicaine semble étroitement liée à la proximité géographique de la frontière haïtiano-dominicaine<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> Dans le tableau, les chiffres s'élèvent à plus de 30% parce que certains ménages ont des parents proches dans différents pays.

<sup>23</sup> Excepté pour le département de l'Ouest qui est subdivisé en Aire métropolitaine et "Autre Ouest".

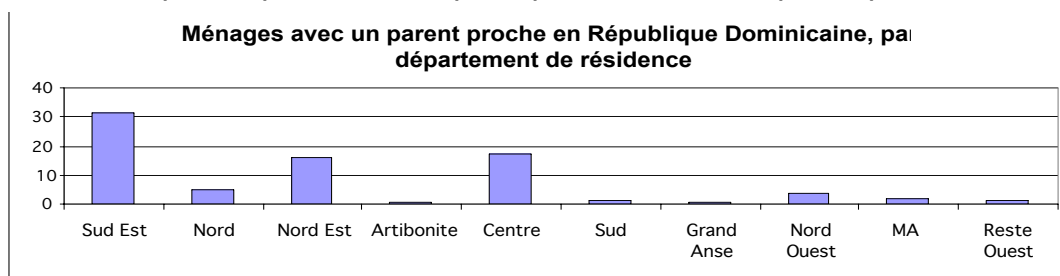
**Graphique 18**

Ménages ayant un parent proche aux Etats-Unis/Canada, par département de résidence



**Graphique 19**

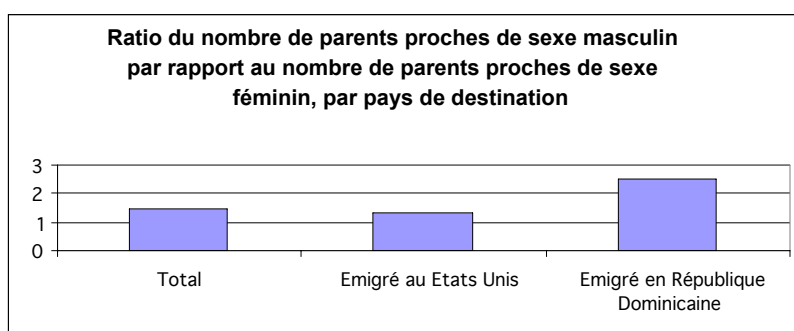
Ménages avec un parent proche en République Dominicaine, par département de résidence



Dans le Graphique 20, on constate que les ménages déclarent qu'ils ont, en général, plus de parents proches de sexe masculin que féminin en République Dominicaine, contrairement aux Etats-Unis. Une explication plus probable de la différence entre les genres pourrait être que le travail traditionnellement effectué par les Haïtiens en République Dominicaine, la coupe de la canne, est très exigeant physiquement donc plus approprié aux hommes. Cependant, nous n'avons pas trouvé de grandes différences dans les raisons qui ont poussé les parents proches à émigrer vers ces deux pays

**Graphique 20**

Ratio du nombre de parents proches de sexe masculin par rapport au nombre de parents proches de sexe féminin, par pays de destination

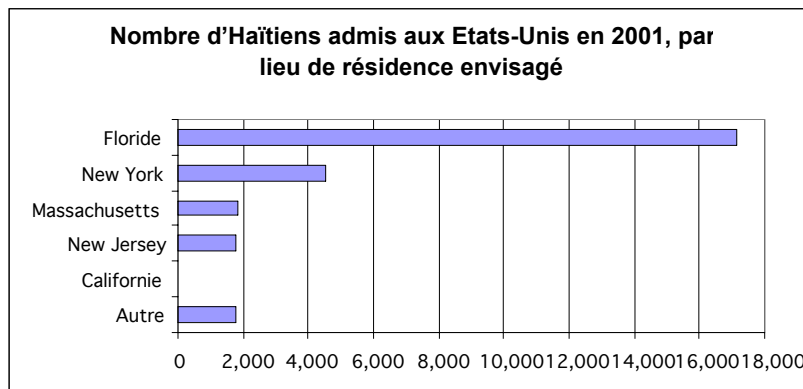


### Modes d'établissement des migrants haïtiens aux Etats-Unis

Nos informations sont tirées du Registre des données sur les migrants haïtiens aux Etats-Unis<sup>24</sup>. En 2001, le nombre d'Haïtiens légalement admis aux Etats-Unis totalisait 27.000. Le Graphique 21 montre qu'un nombre important (63%) a l'intention de s'installer en Floride où il existe déjà un grand nombre de personnes d'origine haïtienne.

**Graphique 21**

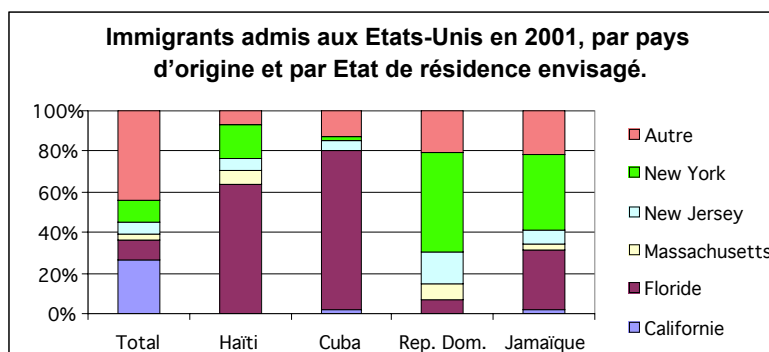
Nombre d'Haïtiens admis aux Etats-Unis en 2001, par lieu de résidence envisagé.



Le mode d'établissement des migrants haïtiens n'a rien de caractéristique ni d'atypique parce qu'en général, les immigrants aux Etats-Unis ont des schémas d'établissement multiformes, tel qu'illustré dans le Graphique 22.

**Graphique 22**

Immigrants admis aux Etats-Unis en 2001, par pays d'origine et par Etat de résidence envisagé.



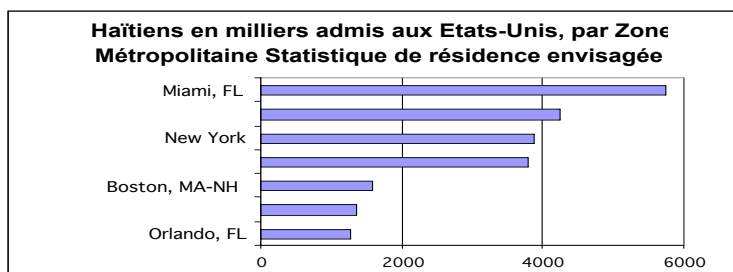
En 2001, les 27 000 migrants haïtiens aux Etats-Unis se sont établis selon un schéma assez différent

<sup>24</sup> Données compilées par l'Office of Immigration Statistics, Office of Management, Department of Homeland Security (DHS)

de celui du million et plus de personnes légalement admises dans ce pays, au cours de cette même année<sup>25</sup>. La différence principale réside dans l'absence de migrants haïtiens dans les grands états de l'Ouest comme la Californie et le Texas. Si on considère la répartition des immigrants selon l'état américain où ils s'installent, les schémas d'établissement des Haïtiens ressemblent beaucoup à ceux des Cubains mais sont différents de ceux des Jamaïcains ou des Dominicains, car ces derniers ont davantage tendance à s'installer à New York et à New Jersey, zones plus éloignées que l'état "caribéen" de la Floride.

Trois types de facteurs, liés à la langue, peuvent éventuellement expliquer cette concentration d'Haïtiens en Floride : la discrimination envers les Haïtiens, le manque d'éducation et celle d'expérience pertinente de travail. D'où, une forte dépendance des Haïtiens aux réseaux de leur propre communauté<sup>26</sup>. Un panorama encore plus détaillé des modes d'établissement des migrants haïtiens figure au Graphique 23. Contrairement aux Cubains, les migrants haïtiens sont répartis dans toutes les principales Zones Métropolitaines Statistiques (ZMS) de la Floride. En 2001, sur un total de 27.000 migrants cubains aux Etats-Unis, 67%, avaient planifié de s'installer dans les ZMS de Miami contre seulement 21% d'Haïtiens.

**Graphique 23**  
Haïtiens en milliers admis aux Etats-Unis, par Zone Métropolitaine  
Statistique de résidence envisagée



### Causes à l'origine de la migration haïtienne

Dans cette partie, nous essayons de répondre aux questions suivantes

- Pourquoi les Haïtiens laissent-ils le pays?
- Quels sont ceux qui sont plus susceptibles de partir ou de rester?
- Les raisons qui les poussent à partir sont-elles les mêmes, quel que soit le pays de destination?

<sup>25</sup> Etant donné que beaucoup de nouveaux migrants s'installent dans des endroits où vivent déjà des communautés établies de compatriotes, que ces endroits varient selon le pays d'origine, le mode de migration est beaucoup plus varié que dans d'autres pays.

<sup>26</sup> Le fait de parler la même langue, espagnole, n'explique pas les modes d'établissement différents des Cubains et des Dominicains aux Etats-Unis.

- La migration intérieure est-elle une première étape vers la migration internationale? :<sup>27</sup> .

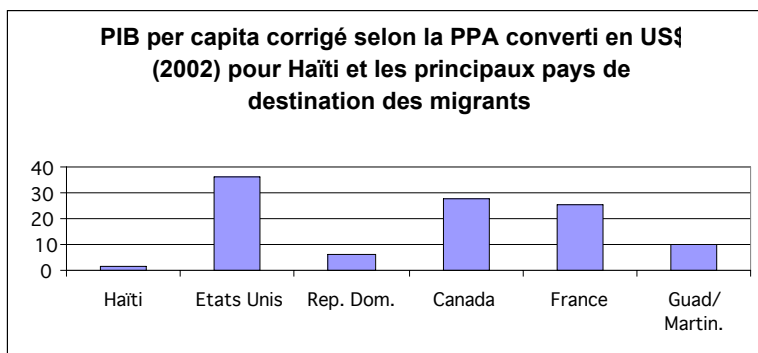
### **Migration liée au travail et migration en chaîne**

Le principal facteur d'attraction, indéniable, à l'origine de la migration des Haïtiens est la grande différence d'opportunités entre l'offre d'emploi en Haïti et celle des principaux pays de destination. A défaut d'informations précises sur la situation économique des migrants haïtiens à l'étranger, on a utilisé un PNB per capita corrigé selon la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) comme une mesure indicatrice des différences de salaires moyens.

Le Graphique 24 indique le PIB per capita corrigé selon la PPA converti en US\$ (2002) pour Haïti et les principaux pays de destination des migrants. Il est intéressant de noter que la République Dominicaine, pays considéré comme relativement pauvre, a un PIB per capita corrigé selon la PPA trois fois plus élevé que celui d'Haïti (US\$ 1700 par habitant/par an) <sup>28</sup> et, qu'aux Etats-Unis, il est 20 fois plus élevé.

### **Graphique 24**

PIB per capita corrigé selon la PPA converti en US\$ (2002) pour Haïti et les principaux pays de destination des migrants



Les différences salariales et les taux de chômage changent au fil du temps et selon les secteurs ; de plus, on rencontre des migrants haïtiens dans différents segments du marché du travail à l'étranger. Néanmoins, il est raisonnable d'assumer que les opportunités d'emploi et les salaires sont beaucoup plus intéressants dans les principaux pays de destination qu'en Haïti ; qu'il existe des avantages sociaux accessibles à tous ceux qui arrivent à obtenir une résidence légale dans un pays de l'OCDE.

<sup>27</sup>Ce document n'a pas l'intention de présenter un panorama complet de tous les facteurs impliqués dans la migration haïtienne sur le plan international. Nous n'avons pas recueilli d'information sur les conditions de vie des migrants avant leur départ. De plus, les raisons qui poussent les migrants haïtiens à s'établir définitivement dans un pays ne sont peut-être pas les mêmes que celles qui les ont motivé à partir. Finalement, nous n'avons pas enquêté sur les migrations éventuelles, c'est-à-dire, les Haïtiens qui désirent partir un jour et les problèmes auxquels ils font face.

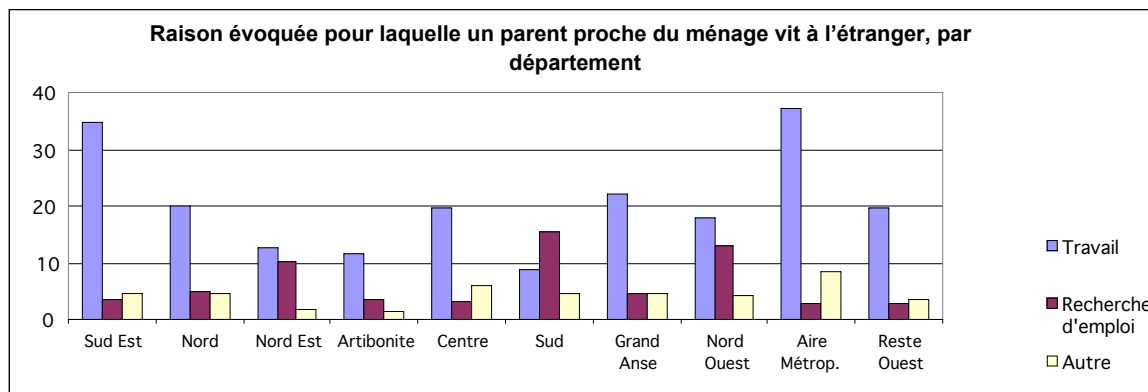
<sup>28</sup> Source: CIA international factbook: <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/index.html>



L'enquête a demandé directement aux ménages quelle était la raison pour laquelle leurs parents proches restaient à l'étranger<sup>29</sup>. Il n'est guère étonnant que, parmi les raisons évoquées, « le travail » soit, bien sûr, la principale (Graphique 25)<sup>30</sup>

**Graphique 25**

Raison pour laquelle un parent proche du ménage vit à l'étranger, par département



Le Graphique 25 peut également être interprété en terme de “migration en chaîne”<sup>31</sup>. Ce phénomène fait référence au fait que les seuils sont beaucoup moins pénibles à franchir pour les nouveaux migrants qui ont des parents proches et des contacts déjà établis dans leurs lieux de destination. Les premiers migrants peuvent fournir des informations sur les opportunités d'emploi, aider les nouveaux à trouver du travail, leur procurer de l'argent pour le voyage et les frais de première installation. Les parents proches légalement établis peuvent aussi donner un accès direct aux pays qui ont des politiques d'immigration très strictes, via les lois de réunification familiale.

Les départements qui accusent la plus grande proportion de ménages ayant des parents proches à l'étranger possèdent des réseaux de migration mieux structurés que les autres. Ces réseaux aident les nouveaux migrants à trouver du travail, parfois même avant leur arrivée dans le pays ; aussi passent-ils moins de temps à chercher un emploi qu'un nouveau venu sans réseau d'appui.

Le Graphique 25 semble corroborer cette hypothèse. Lorsqu'on compare le nombre de migrants qui « travaillent » à l'étranger à ceux qui « cherchent du travail », on constate que les départements qui ont un pourcentage très élevé de ménages avec des parents proches à l'étranger – le Sud-Est et l'Aire Métropolitaine – ont 10 fois plus de ménages dans la première catégorie que dans la deuxième. Dans les autres départements qui ont un pourcentage plus faible de ménages avec des parents proches à l'étranger tels que le Nord-Est et le Nord-Ouest, les deux catégories sont d'égale

<sup>29</sup> Source: Les “autres” raisons sont les études, le mariage, la famille qui habite à l'étranger ou un parent né à l'étranger.

<sup>30</sup> Nous ne savons pas avec certitude si cela signifie que ces personnes avaient déjà un travail qui les attendait dans le pays de destination en quittant Haïti.

<sup>31</sup> Bien que nous n'ayons pas d'informations sur les migrants lorsqu'ils ont laissé Haïti.

importance tandis que pour le département du Sud, le pourcentage de ménages avec des parents proches qui « cherchent du travail » est même plus élevé que celui des ménages qui ont des parents proches qui « travaillent ».

La migration en chaîne n'est pas seulement un concept adapté aux régions géographiques mais aussi aux ménages. Nous avons fait l'hypothèse que plus un département a un pourcentage élevé de ménages ayant des parents proches à l'étranger, plus grandes sont les chances pour un ménage d'avoir plusieurs membres à l'étranger. Nous avons donc calculé<sup>31</sup> le nombre moyen de parents proches à l'étranger parmi les ménages ayant au moins un parent proche à l'étranger, puis nous avons corrélié ce nombre avec celui total des ménages du département qui ont des parents proches à l'étranger. Le coefficient de corrélation pour la migration internationale totale est positif (0.3). Comme on pouvait s'y attendre, la migration en chaîne étant spécifique à un pays de destination, les coefficients sont de 0.8 et 0.75 pour les Etats-Unis et la République Dominicaine respectivement.

### **Modèles de régression logistique**

Trois modèles de régression logistique seront présentés dans cette section en vue d'identifier les facteurs associés à la migration haïtienne à l'étranger<sup>33</sup>. La régression logistique est une procédure statistique multivariée, qui permet d'isoler les effets de plusieurs variables indépendantes sur une variable dépendante. Les variables indépendantes et dépendantes considérées sont liées au concept de ménage<sup>34</sup>. Dans le premier modèle, la variable dépendante distinguait les ménages qui avaient au moins un parent proche à l'étranger des autres ménages. Dans les deuxième et troisième modèles, elle distinguait les ménages qui avaient au moins un parent proche aux Etats-Unis et en République Dominicaine respectivement. Dans ces dernières équations, les variables indépendantes étaient identiques à la première sauf que le fait pour un ménage d'avoir des parents proches dans tous les principaux pays de destination était inclus comme variable explicative, en omettant évidemment les Etats-Unis dans la régression concernant les Etats-Unis et de même pour la République Dominicaine.<sup>35</sup>. Les modèles sont décrits en détail en annexe à la fin du chapitre.

Les résultats sont présentés ci-dessous en termes de taux de probabilité. Le terme probabilité recouvre celle estimée pour un ménage spécifique d'avoir des parents proches à l'étranger par rapport à celle de ne pas en avoir pour un ménage appartenant à une catégorie donnée (vivant dans un département donné par exemple). Par taux de probabilité, nous nous référons au ratio de ces probabilités entre ces deux catégories - par exemple, un département donné et un département

<sup>32</sup> Moins un (le "premier" migrant)

<sup>33</sup> Dans tous les modèles, nous avons regroupé les ménages qui ont des parents proches à l'étranger quel qu'en soit le nombre

<sup>34</sup> Certaines variables indépendantes du ménage, par exemple le département de résidence, les qualifications du/des migrant(s) et le ménage sont presque toujours identiques et expliquent les raisons qui poussent les personnes à laisser Haïti. Dans le cas contraire, d'autres variables sont le sexe du principal apporteur de ressources: l'homme part et la femme (qui devient le principal apporteur de ressources) reste en Haïti, ce qui nous permet de savoir lequel des deux reste en Haïti. Les résultats des autres variables indépendantes, comme l'âge du principal apporteur de ressources resté dans le pays, sont parfois les mêmes (le mari part et la femme devient le principal apporteur de ressources), ou très différents (un fils part et son père ou sa mère devient le chef de famille).

<sup>35</sup> Ces pays sont: les Etats-Unis, la République Dominicaine, le Canada, la France, les autres pays de la Caraïbe et les "Autres" pays.

de référence sélectionné à l'avance. Un taux de probabilité de 1 indique une propension à migrer égale pour ces deux départements. Un taux de probabilité supérieur à 1 signifie une propension plus grande dans le département donné que dans le département de référence et l'inverse, pour un taux de probabilité inférieur à 1.

Comme mentionné précédemment, la géographie du pays semble être un facteur déterminant dans la migration internationale, en particulier vers la République Dominicaine. Utilisant l'Aire métropolitaine (A M) comme catégorie de référence, nous avons examiné ce taux de probabilité d'avoir des parents proches à l'étranger versus celle de ne pas en avoir par rapport aux autres départements et l'A M. Le taux de probabilité par rapport à l'A M pour les départements du Sud-Est et du Nord-Ouest, en ce qui concerne le fait d'avoir des parents proches à l'étranger était de 2 et 1.6 respectivement, ce qui signifie une propension plus élevée à migrer dans ce cas que dans le cas de l'A M. L'Artibonite présente un taux très différent qui est seulement de 0.5 (en utilisant toujours l'Aire métropolitaine comme catégorie de référence). Le fait de résider en milieu urbain en soi a un effet positif mais faible sur les chances d'avoir des parents proches à l'étranger.

Lorsqu'on considère l'équation relative aux Etats-Unis, le taux de probabilité pour un ménage du Nord-Ouest d'avoir des parents proches dans ce pays était approximativement égal à 2 par rapport à l'Aire métropolitaine. Cette situation vient probablement du fait que ce département est mieux situé géographiquement pour émigrer vers les Etats-Unis. L'extrême opposé est le département enclavé du Centre où le taux de probabilité pour la migration aux Etats-Unis était de 0.3. La résidence urbaine par rapport à la résidence rurale avait un taux de probabilité de 1.4.

En analysant l'équation relative à la République Dominicaine, les départements frontaliers (le Nord-Est, le Centre et le Sud-Est) enregistrent des taux de probabilité de 5, 8, 17 fois plus grand respectivement, par rapport à l'Aire métropolitaine en ce qui a trait au fait d'avoir ou non des parents proches en République Dominicaine. La proximité géographique est donc étroitement associée à la migration vers la République Dominicaine.

Les rapports entre les migrations intérieure et internationale ont fait l'objet de nombreuses discussions. D'une part, on a noté plus haut que le schéma de migration intérieure est dominé par le flux des autres régions du pays vers l'Aire métropolitaine. D'autre part, il y a un exode massif à partir de l'Aire métropolitaine principalement vers les Etats-Unis. A première vue, ces résultats sembleraient corroborer l'hypothèse que la migration internationale se déroule en deux étapes: des zones rurales vers l'Aire métropolitaine puis, de celle-ci vers d'autres pays. Mais, les équations découlant de notre modèle de régression logistique montrent que tel n'est pas le cas. Nous n'avons trouvé aucune différence significative dans le taux de probabilité d'avoir des parents proches à l'étranger même lorsque aucun membre du ménage n'a jamais émigré à l'intérieur du pays et le fait par exemple tous les membres du ménage vivent dans une localité différente de leur lieu de naissance. En d'autres termes, une expérience antérieure de migration intérieure ne semble pas être un facteur important pour expliquer la migration internationale.

Par ailleurs, il existe une relation statistique entre les différents types de migration internationale. Les facteurs qui déterminent la migration vers les Etats-Unis et vers la République Dominicaine sont assez différents, ce qui tend à rendre nos résultats moins lisibles en ce qui concerne la probabilité globale pour un ménage haïtien d'avoir des parents proches à l'étranger. Le taux de probabilité d'avoir un parent proche en République Dominicaine est de 0.5 quand on a un parent proche aux Etats-Unis par

rapport au fait de ne pas en avoir ; probablement parce que les transferts reçus des parents proches aux Etats-Unis diminuent en quelque sorte la motivation de partir chercher du travail en République Dominicaine. De même, le taux de probabilité inverse est de 0.3. Par ailleurs, le fait d'avoir des parents proches au Canada double les chances d'avoir des parents proches aux Etats-Unis par rapport au fait de ne pas en avoir. La raison pourrait être que les parents qui résident au Canada peuvent donner des informations, de l'argent et même parfois un accès légal aux Etats-Unis.

A part la position géographique, on s'attendrait à ce que les caractéristiques démographiques des ménages haïtiens jouent un rôle de premier plan dans le phénomène de migration internationale. Dans cette optique, il faut garder à l'esprit que ces caractéristiques concernent les ménages restés en Haïti et non ceux de nouveaux migrants à l'étranger. Pour les ménages constitués d'une seule personne et ceux dont les femmes sont les principaux apporteurs de ressources, le fait d'avoir plus de chances de posséder des parents proches à l'étranger -contrairement aux familles nucléaires et celles où les hommes sont les principaux apporteurs de ressources- n'implique pas forcément que ces personnes et ces ménages soient plus enclins à partir pour l'étranger. D'ailleurs, ce sont eux qui sont restés en Haïti alors que la personne qui subvenait principalement aux besoins de la famille dans le passé (habituellement l'homme) est parti. (Voir note # 34 de bas de page).

Le fait d'avoir un parent proche à l'étranger permet au principal apporteur de ressources d'être inactif. L'argent envoyé au pays grâce à la compétence et à la qualification des migrants permet aux autres membres du ménage d'être plus sélectifs face à l'offre d'emploi. Par conséquent, le statut de travail du migrant peut être une des causes de l'inactivité du principal apporteur de ressources dans le pays d'origine.

Parmi les variables démographiques liées au ménage, le type de ménage est le plus important. Dans le cas qui nous concerne, la catégorie de référence est la "famille nucléaire avec enfant(s)". Par rapport à ce type de ménage, le taux de probabilité d'avoir des parents proches à l'étranger est plus élevé pour tous les autres types de ménages, en particulier les ménages monoparentaux (avec ou sans enfants) et les ménages complexes. En ce qui concerne les ménages monoparentaux, l'explication la plus plausible est que la personne qui subvenait principalement aux besoins dans le passé (habituellement l'homme) est parti et que le ménage non nucléaire avec des parents à l'étranger, interviewé par les enquêteurs de l'ECVH, est composé de membres de la famille restés en Haïti. On peut aussi penser raisonnablement que le fait de vivre dans un ménage "complexe" conduit à la migration, lorsque trop de personnes vivent des actifs du ménage comme la terre et les ateliers.

Il est tout de même surprenant de constater que la taille d'un ménage n'a aucun impact significatif. On s'attendrait à ce que, plus une famille est nombreuse, plus grandes sont les possibilités qu'un de ses membres ait laissé le pays. Cependant, la valeur de la variable taille du ménage (seul) est en grande partie déterminée par le nombre d'enfants dans le ménage tandis que la variable du "type du ménage" traduit dans une plus large mesure le fait d'avoir plusieurs adultes vivant dans ce ménage.

Excepté dans le cas d'un migrant de retour dans le ménage, les variables démographiques liées au ménage n'ont curieusement aucun effet significatif. L'effet statistique d'avoir un (ou des migrants) de retour dans le ménage confirme l'hypothèse sur la migration en chaîne. Lorsqu'un migrant (le "premier") revient au pays, il est possible que ceux qui l'ont probablement suivi soient encore à l'étranger. Le revenu du ménage est relativement maigre si l'on en soustrait le montant des transferts, même si une grande partie du revenu "hors transferts", par exemple, les investissements dans les terres et les ateliers, provient en réalité d'anciens transferts reçus.

Les variables indépendantes démographiques relatives aux individus sont importantes. On a observé un résultat prévisible concernant le genre : les femmes chefs de famille sont plus susceptibles d'avoir des parents proches à l'étranger, sans doute parce que l'homme qui subvenait dans le passé aux besoins de la famille est parti et que la femme, restée au pays, est devenue le Nouveau Chef de famille.

En ce qui concerne l'éducation, il semble plus probable que le migrant et ceux qui sont restés dans le pays aient des niveaux de scolarisation similaires. En supposant que des personnes d'un même milieu social se marient, les chances d'avoir des parents proches à l'étranger augmentent avec le niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage. De là que la probabilité d'avoir des parents proches à l'étranger est 5 fois plus élevé pour ceux qui ont un niveau d'étude post-secondaire comparé à ceux qui n'ont aucune scolarité. Comme on s'y attendait, le niveau d'éducation du principal apporteur de ressources est plus élevé dans l'équation relative aux Etats-Unis que dans celle relative à tous les autres pays, particulièrement la République Dominicaine.

Pour résumer les résultats obtenus à partir des équations de régression, nos modèles spécifiques à un pays montrent que les facteurs qui déterminent la migration vers les Etats-Unis sont relativement différents de ceux qui déterminent la migration vers la République Dominicaine. En bref, la migration dans ce dernier pays est largement déterminée par la géographie tandis que la migration aux Etats-Unis est surtout déterminée par les caractéristiques du ménage et du principal apporteur de ressources.

### **Conséquences de la migration haïtienne**

La migration internationale entraîne des avantages et des inconvénients pour les pays et pour les ménages. Dans ce chapitre, nous présenterons d'abord un bref panorama des conséquences de la migration, puis nous discuterons en détail des principaux impacts de la migration au niveau micro, par exemple, les transferts d'argent de l'étranger, et le phénomène du retour au pays.

#### ***Bref panorama***

La migration internationale et la migration intérieure peuvent être interprétées comme découlant de décisions rationnelles d'investir prises par un ménage. Un ménage se décide à envoyer un membre à l'étranger à condition que les bénéfices attendus dépassent les coûts.

La migration internationale implique généralement des risques plus grands et des coûts plus élevés que la migration intérieure. Premièrement, les frais du voyage pour migrer à l'étranger sont généralement plus élevés que pour migrer à l'intérieur du pays. Deuxièmement, les citoyens se déplacent plus librement dans leur pays tandis que traverser des frontières, légalement ou illégalement, prend du temps, de l'argent ; de plus, il existe des risques de se voir refuser l'entrée dans le pays de destination. Troisièmement, la migration intérieure consiste à s'établir à nouveau dans un environnement relativement familier tandis que la migration internationale comporte très souvent des problèmes de langue et d'installation dans un milieu inconnu. Ainsi, alors que la migration intérieure se fait souvent dans le simple but d'épargner des dépenses au ménage, les coûts et les risques plus élevés, associés à la migration internationale, exigent un rendement économique attendu plus substantiel pour le ménage.

La migration internationale induit autant de dépenses que de revenus pour un pays. Les pays perdent des citoyens et par conséquent un capital humain, mais la création de nouvelles communautés

transnationales est une source de revenus. Il n'est pas très évident, pour un pays donné, que les profits compensent les pertes.

Nous avons dit préalablement que les Haïtiens qui migrent à l'intérieur du pays représentaient un échantillon de gens ayant un capital humain au-dessus de la moyenne. Plusieurs études indiquent qu'il en est de même pour les migrants internationaux. D'une part, la migration intérieure peut être bénéfique à une nation si les individus s'établissent dans des zones qui leur permettent de mieux exploiter leur potentiel humain. D'autre part, la migration internationale est profitable à l'économie mondiale. Dans le cas d'Haïti qui confronte un exode massif de personnes qualifiées, la "fuite de cerveaux" a des effets catastrophiques.

Le nombre de personnes compétentes pouvant occuper les postes clés dans l'économie nationale diminue. De plus, les savoir-faire de base ne sont pas transférés, faute de temps, lorsque l'exode se fait trop rapidement<sup>35</sup>. Les secteurs qui souffrent le plus de cette situation sont les administrations privée et publique et en particulier l'éducation et la recherche.

Les taxes éventuelles qu'auraient pu verser ces personnes qualifiées constituent une perte pour l'économie du pays. Une étude récente a révélé que le million d'Indiens qui avaient immigré aux Etats-Unis, bien qu'ils représentaient seulement 0.1% de la population de l'Inde, avaient généré 10% du revenu national de ce pays. Ces Indiens auraient réalisé beaucoup moins d'argent chez eux mais auraient fait partie malgré tout du nombre des grands contribuables dans leur pays<sup>36</sup>.

Enfin la perte du segment éduqué de la force de travail peut dissuader les institutions publiques d'investir dans l'éducation supérieure. Les maigres ressources humaines et économiques du pays sont pratiquement investies dans la formation d'individus qui, aussitôt qu'ils sont prêts à apporter leurs contributions, partent avec leur stock de capital humain.

Côté positif, la migration de personnes très qualifiées peut créer à long terme une demande accrue pour une éducation supérieure dans le pays d'émigration. La perspective de trouver un travail mieux rémunéré à l'étranger peut encourager un plus grand nombre de personnes à poursuivre des études supérieures. Le résultat pourrait être un plus grand groupe de personnes compétentes que ce ne serait le cas autrement (Rapoport et al. 2001). A court terme, il est raisonnable de croire que si l'offre baisse et que la demande de travailleurs qualifiés ne change pas, l'exode massif des personnes formées peut améliorer les salaires de ceux qui sont restés dans le pays.

La migration internationale offre aussi l'avantage de servir souvent de système de co-assurance entre le migrant et son ménage d'origine. Les migrants deviennent au fil des temps, de véritables apporteurs nets de transferts, qui sont rarement en corrélation avec les autres sources de revenu du ménage. Ces transferts réduisent la vulnérabilité des ménages par rapport aux fluctuations des revenus domestiques. En retour, les ménages peuvent aider le migrant lorsqu'il est au chômage. L'investissement dans la migration internationale est associé à des coûts et à des risques à court

<sup>35</sup>Le capital humain des institutions privées et publiques ne se réfère pas uniquement à l'éducation formelle des employés et à leur expérience générale de travail mais aussi à l'expérience spécifique liée à l'institution. Lorsqu'un trop grand nombre de personnes quittent dans une période trop courte, il y a une perte considérable de la mémoire institutionnelle à transmettre, i.e. un savoir-faire en termes de méthodes particulières de résolution de certaines tâches au sein de l'institution

<sup>36</sup> "The Economist", publication spéciale sur la migration le 2 novembre 2002.



terme. Cependant à long terme, le migrant et le ménage peuvent s'engager dans des activités plus risquées et plus rentables potentiellement, toutes choses étant égales par ailleurs<sup>37</sup>.

Les prochains sous-chapitres traiteront des effets des transferts d'argent et du retour des émigrés au niveau des ménages. D'autres études sont nécessaires pour analyser les effets globaux de la migration pour Haïti, tels que la perte de capital humain de la nation, les impacts sur le système éducatif et les marchés internes du travail.

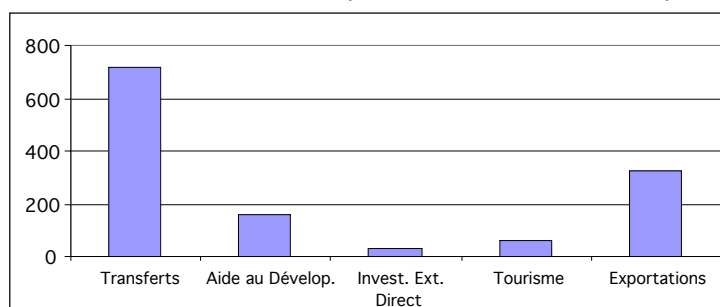
### **Transferts d'argent**

La migration crée de nouvelles communautés transnationales qui représentent un atout important tant pour le pays d'origine que pour les ménages des migrants. Les liens affectifs et sociaux qui rattachent le migrant aux membres de sa famille restés dans le pays - même lorsqu'il vit à des milliers de kilomètres d'eux - le portent très souvent à envoyer de l'argent et des cadeaux en nature, plusieurs années après son départ.

Au niveau macro, le flux de ces transferts reçus augmente le PNB national et son offre en devises fortes. Par ailleurs, les transferts peuvent rendre plus inégale la distribution des revenus des ménages. En 1999, les transferts d'argent vers Haïti étaient estimés à environ US\$720.000.000,00 et représentaient 17% du PNB (le pourcentage le plus élevé dans la région). Le Graphique 26 montre clairement l'importance de ces transferts dans l'apport de devises étrangères dans le pays. En 1999, le montant des transferts était deux fois plus élevé que celui des exportations, quatre fois plus élevé que celui de l'Aide Officielle au Développement (AOD) et 20 fois plus élevé que celui des Investissements Directs Etrangers (IDE)<sup>38</sup>.

### **Graphique 26**

Montants des transferts aux ménages par rapport aux autres transactions internationales effectuées en Haïti (en millions US\$, 1999)



Comme mentionné précédemment, cette section met l'accent sur l'impact des transferts sur les ménages.

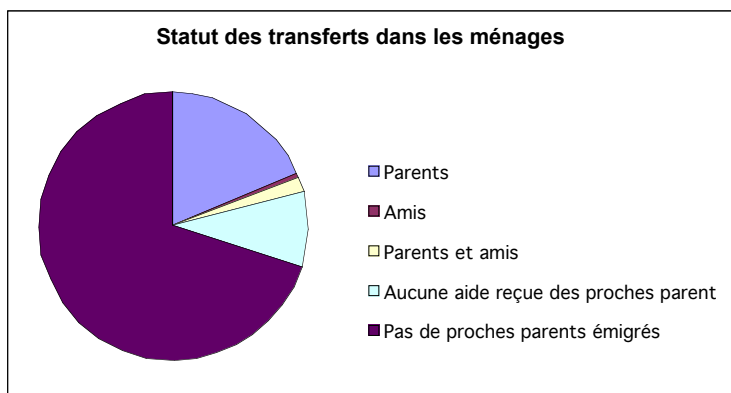
<sup>37</sup> L'enquête ne contient pas de données sur les transferts d'argent des ménages aux migrants, ce qui rend difficile une étude sur les modalités de co-assurance.

<sup>38</sup> Sources: Document de conférence: "Transferts en Amérique Latine et dans la Caraïbe: Statistiques Comparatives": 17 & 18 mai, 2001, Banque Interaméricaine de Développement (BID). Evaluations des transferts/Investissement Direct Étranger/Aide Étrangère: Banque Mondiale, Indicateurs de Développement Mondial 2000 et 2001. Tourisme: Rapport 2000 ECLAC/CEPAL. Exportations (f.o.b.): Fonds Monétaire International (FMI), Statistiques Financières Internationales, mars 2001.

- Combien de ménages reçoivent des transferts et qui les envoie?
- Pourquoi plusieurs ménages qui ont des parents proches à l'étranger ne reçoivent-ils aucun transfert?
- Les ménages qui reçoivent ces transferts sont-ils plus riches ou plus pauvres que la moyenne de la population?
- Les transferts sont-ils plus importants pour les pauvres que pour les riches? L'existence et le montant des transferts dépendent-ils du pays de résidence des parents proches?

Le Graphique 27 montre qu'environ 30% des ménages haïtiens ont des parents proches ou des amis à l'étranger. Les deux tiers de ces ménages reçoivent des transferts principalement de leurs parents. Très peu de ménages en reçoivent de personnes qui ne sont pas des parents<sup>39</sup>, un nombre légèrement plus élevé à la fois de parents et d'amis.

**Graphique 27**  
Statut des transferts dans les ménages



Pourquoi un tiers des ménages qui ont des parents proches à l'étranger déclarent-ils ne pas recevoir des transferts? Tout d'abord, il se pourrait que plusieurs ménages interrogés aient hésité à déclarer des transferts par crainte d'être taxés.

Une explication plus appropriée est celle de la courbe caractéristique en U inversé, des transferts au fil des ans. Deux effets qui semblent contradictoires en partie sont à l'œuvre. Tout d'abord, le montant des transferts, quasiment inexistant au début, augmente au fur et mesure que le migrant s'installe dans son nouveau pays d'accueil, qu'il a un meilleur salaire. Avec le temps il s'enracine, en termes d'emploi ou d'autres points de vue. Les célibataires partis font venir leurs familles ou se marient dans le pays d'adoption. Dans l'un et l'autre cas, les liens affectifs avec le pays natal tendent à s'affaiblir. Les migrants donnent la priorité aux besoins de leur propre famille. Ces deux effets peuvent donner lieu dans le temps à une courbe en U inversé concernant l'envoi de transferts. En d'autres termes, cette courbe commence en dessous de zéro, atteint un sommet, puis redescend graduellement à

<sup>39</sup> Les données utilisées ici sont tirées d'une section qui incluait des transferts effectués par des amis ou des parents éloignés en plus des transferts provenant des parents proches à l'étranger. Certains migrants qui n'ont plus de parents en Haïti ne sont pas inclus dans l'enquête qui a été réalisée avec un échantillonnage de ménages vivant actuellement en Haïti.



zéro. Plus le migrant garde un contact étroit avec son pays natal, que ce soit à travers des voyages, l'établissement d'un commerce ou un mariage avec quelqu'un dans le pays etc..., plus longtemps durera le flux de transferts.

Selon cette théorie, l'absence de transferts survient généralement lorsque les parents viennent tout juste de partir ou lorsqu'ils vivent à l'étranger depuis si longtemps qu'ils finissent par perdre le contact avec la famille restée au pays. Certains ménages du Graphique 28 ne reçoivent pas de transferts, bien qu'ils aient des parents proches à l'étranger, parce qu'en réalité ils sont ceux qui envoient de l'argent aux nouveaux migrants qui viennent de s'établir à l'étranger<sup>40</sup>.

D'autres ménages peuvent avoir des parents qui sont partis depuis longtemps ou dont les liens de famille se sont distendus pour d'autres raisons<sup>41</sup>. En général, les migrants les plus éduqués s'intègrent beaucoup plus vite à la culture de leur nouveau pays et ils ont davantage tendance à migrer avec toute leur famille. Malgré leurs revenus élevés, ils sont moins enclins à envoyer de l'argent en Haïti durant une longue période (Rapoport 2002).

Il se peut aussi que les migrants ne travaillent pas ou que leurs salaires soient si dérisoires qu'ils ne peuvent pas envoyer d'argent à leurs parents. On s'attendrait alors à ce qu'un grand pourcentage de ménages haïtiens qui ont des parents proches dans un pays à faibles revenus, comme la République Dominicaine, ne reçoivent pas d'argent de l'étranger contrairement aux ménages qui ont des parents dans des pays riches comme les Etats-Unis ou le Canada.

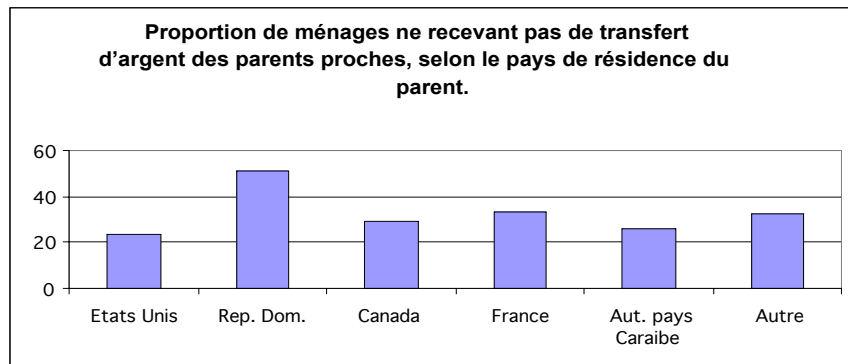
Le Graphique 28 indique la proportion de ménages qui déclare avoir au moins un parent proche à l'étranger mais ne reçoit pas de transferts selon le pays de résidence de ce parent. On suppose pour commencer que les déclarations aux enquêteurs de l'ECVH d'absence éventuelle de transferts ne dépendent pas du pays de résidence du parent. Dans ce cas, le Graphique 28 confirme l'hypothèse que la résidence dans un pays à faible PIB est une raison importante de ne pas envoyer de transferts. Parmi les ménages qui déclarent avoir des parents proches en République Dominicaine, jusqu'à 50% ne reçoivent aucun transfert<sup>42</sup>.

<sup>40</sup> L'ECVH n'a pas demandé aux ménages s'ils envoyaient de l'argent aux parents proches à l'étranger. Il semble raisonnable de penser que certains ménages qui ont des parents proches à l'étranger et qui n'ont pas déclaré recevoir de transferts sont en fait des apporteurs nets de transfert aux nouveaux migrants vers l'étranger.

<sup>41</sup> Etant donné que les données de l'ECVH ne donnent pas d'informations sur l'époque à laquelle le migrant a laissé Haïti ni à quel ménage il appartenait avant de partir, il n'est pas possible d'analyser de façon plus approfondie cet aspect du sujet, à partir de cette base de données.

<sup>42</sup> Le pays de résidence du migrant joue un rôle encore plus important étant donné que certains ménages ont des parents qui vivent en République Dominicaine et des parents dans d'autres pays.

**Graphique 28**  
Proportion de ménages ne recevant pas de transfert d'argent des parents proches, selon le pays de résidence du parent.



On avait constaté dans une section antérieure que les personnes qui émigrent en Amérique du Nord sont plus qualifiées que celles qui vont en République Dominicaine. Il se pourrait donc que l'absence de transferts soit associée à différents niveaux de qualifications et de revenus des migrants haïtiens dans différents pays. Cependant, comme mentionné auparavant, une éducation plus avancée peut causer le non envoi de transferts. Étant donné qu'on ne connaît pas l'époque de départ du migrant, ni son niveau d'éducation ou ses expériences antérieures de travail, il nous est impossible de tirer des conclusions à ce sujet.

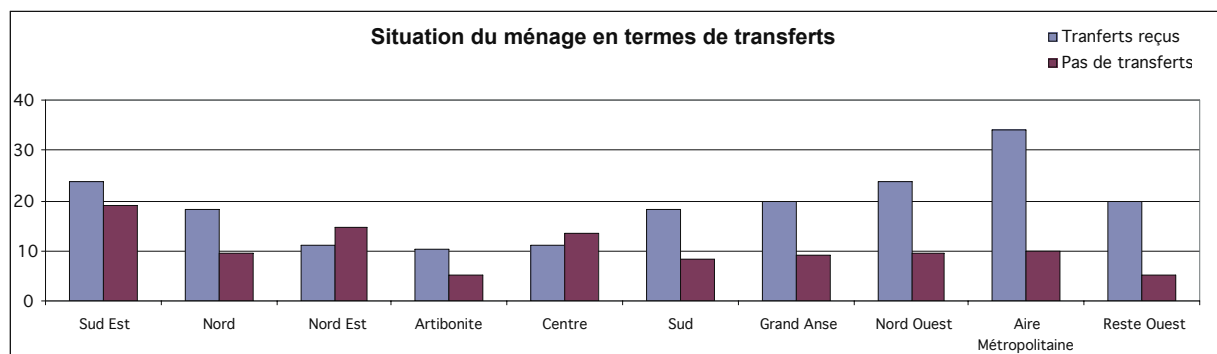
On sait que la migration en République Dominicaine a traditionnellement un caractère plus temporaire que celle aux Etats-Unis et au Canada<sup>43</sup>. Étant donné la discussion précédente concernant la relation entre le nombre d'années passées à l'étranger et le montant des transferts que le migrant peut envoyer dans son pays, on peut penser que le caractère temporaire de la migration haïtienne en République Dominicaine est sans doute la principale raison pour laquelle il n'y a pas de transferts à partir de ce pays.

Le Graphique 29 indique le nombre de ménages ayant des parents proches à l'étranger mais ayant déclaré ne pas recevoir de transferts et le nombre de ménages qui en reçoivent, en pourcentage de la population totale de chaque département. Conformément au schéma d'absence de transfert selon le pays de résidence du migrant, on observe cette absence en particulier dans les trois départements frontaliers qui envoient des migrants en République Dominicaine (Sud-Est, Nord-Est et Centre). Ailleurs, on constate très peu de rapport au niveau départemental, entre le pourcentage de ménages qui a des parents proches à l'étranger et ne reçoit pas de transferts d'argent versus le pourcentage de ménages qui en reçoit.

<sup>43</sup>Proportion des ménages qui ont des migrants qui sont retournés au pays comparé au nombre de ménages qui ont des parents proches en République Dominicaine.

**Graphique 29**

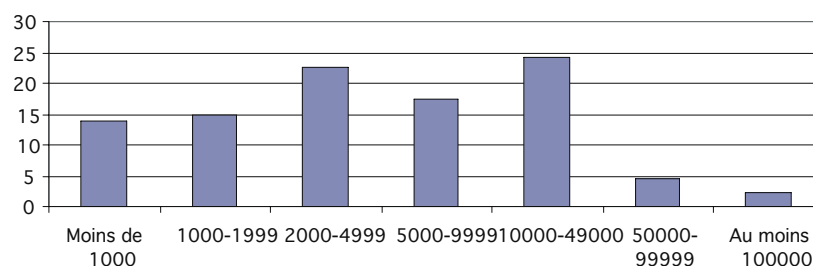
Montant des transferts d'argent reçu de l'étranger par les ménages par département



On considère maintenant uniquement les ménages qui reçoivent des transferts. Le montant des transferts varie énormément, parmi les 20% des ménages haïtiens qui en reçoivent. Comme le montre le Graphique 30, environ un tiers des ménages reçoit moins de 2.000 gourdes par an, tandis qu'un autre tiers reçoit plus de 10.000 gourdes par an.

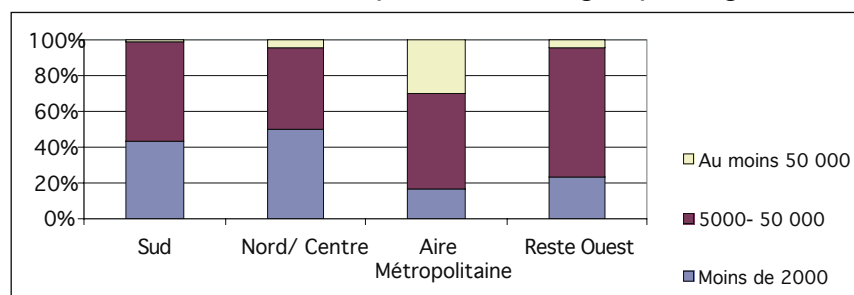
**Graphique 30**

Montant des transferts d'argent reçu de l'étranger par les ménages par département



Le montant des transferts varie selon les régions. Les montants les plus importants sont reçus par les ménages de l'Aire Métropolitaine où la grande majorité des parents proches de ces ménages vivent aux Etats-Unis et au Canada. Le Graphique 31 montre que, un sur quatre de ces ménages reçoit plus que 50.000 gourdes par an alors que pratiquement aucun ménage des départements du Sud n'en reçoit autant.

**Graphique 31**  
Transferts annuels pour les ménages par région



Les ménages qui reçoivent des transferts sont-ils plus riches ou plus pauvres que le ménage moyen? On s'attendrait à ce que ces ménages soient plus riches pour deux raisons. Premièrement, il ne faut pas oublier que la migration internationale est parfois un investissement coûteux et les ménages mieux nantis ont davantage de possibilités financières d'envoyer leurs membres à l'étranger, particulièrement vers des destinations attrayantes telles que les Etats-Unis et le Canada. Deuxièmement, les flux de transferts annuels sont convertis dans le temps en stock de capital du ménage. Souvent les revenus du ménage provenant d'autres sources ne sont, en fait, que des transferts reçus antérieurement, investis dans des entreprises locales rentables et dont on ne peut plus retracer l'origine.

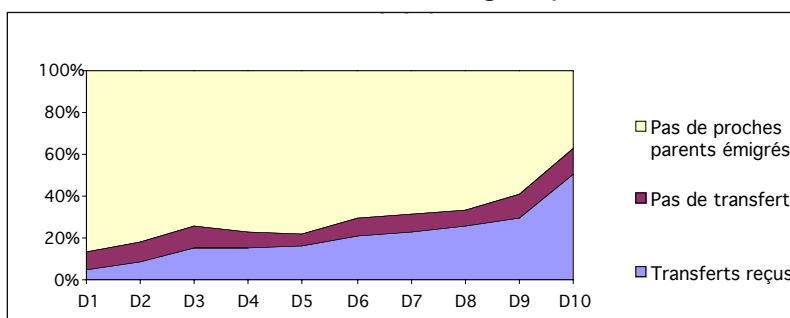
Les résultats de l'enquête semblent confirmer nos hypothèses. Premièrement, le nombre de personnes qui reçoivent des transferts augmente avec les déciles des revenus du ménage (Graphique 32). Moins d'un ménage sur dix, dans les déciles de faibles revenus, reçoit des transferts, comparé à la moitié des ménages, dans les déciles de revenus élevés, qui en reçoivent. Par ailleurs, les ménages qui ont des parents proches à l'étranger et qui ne reçoivent pas de transferts sont répartis également dans tous les déciles de revenus mais, comme mentionné auparavant, l'absence de transferts, à un certain moment, n'exclut pas la possibilité que ces personnes envoient des transferts importants par la suite.

Deuxièmement, parmi les ménages qui reçoivent des transferts, le montant moyen du transfert augmente très vite avec le revenu total moyen du ménage (Graphique 33). L'augmentation des montants transférés par le revenu total des ménages rend le pourcentage du revenu total constitué par des transferts étonnamment stables, correspondant environ à 40-50% du revenu total du ménage bénéficiaire (Graphique 34). En d'autres termes, ces transferts sont tout aussi importants pour les ménages pauvres que pour les nantis. Pourtant un plus grand pourcentage de ces derniers reçoit des transferts d'un montant plus important que les ménages pauvres<sup>44</sup>.

<sup>44</sup> Cependant, il est normal que les besoins de transferts diminuent à mesure qu'augmente le revenu total du ménage

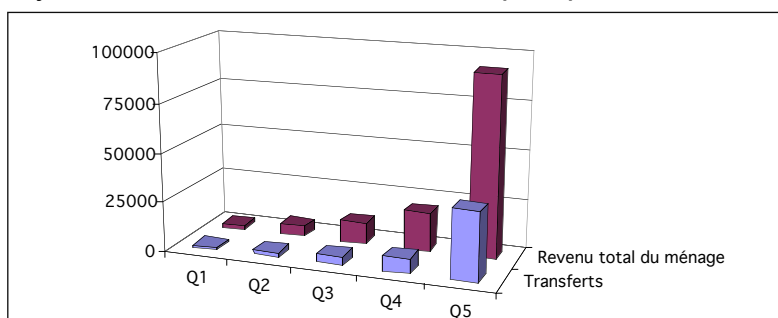
**Graphique 32**

Statut des transferts dans les ménages, par décile de revenu



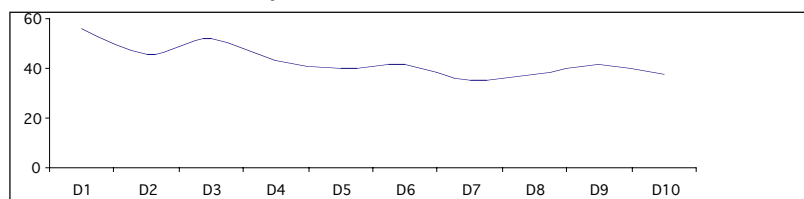
**Graphique 33**

Moyenne des revenus et transferts, par quintile de revenu



**Graphique 34**

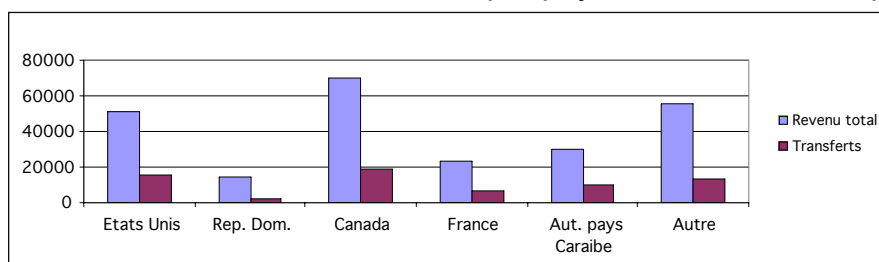
Poids des transferts dans le revenu total des ménages qui en reçoivent, par décile de revenu



On a montré précédemment que le fait de résider dans un pays à faible PIB est une cause importante d'absence de transferts. Lorsqu'on ventile le groupe des ménages qui reçoit des transferts selon le pays de résidence de leurs parents proches, on observe une relation étroite entre le montant des transferts et le revenu total du ménage. Le montant moyen des transferts effectué par les Haïtiens vivant en République Dominicaine est nettement inférieur à celui des Haïtiens qui vivent en Amérique du Nord (Graphique 35).

**Graphique 35**

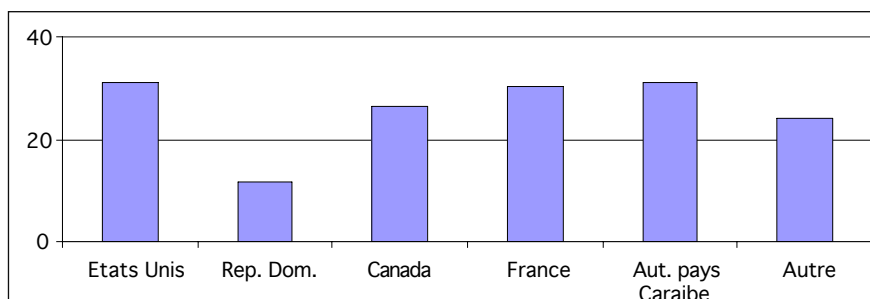
Montant moyen des transferts et du revenu total, par pays de résidence des parents proches



Il existe une différence énorme, en termes absolus, dans les montants transférés selon le pays de migration. Toutefois, cette importance est relative. Néanmoins les transferts de République Dominicaine constituent une part moindre du revenu total du ménage que dans le cas de l'Amérique du Nord (Graphique 36). La raison est que même les ménages très pauvres trouvent les moyens d'envoyer leurs membres en République Dominicaine et que le montant des transferts, même faible, constitue un apport significatif à leurs maigres ressources<sup>45</sup>.

**Graphique 36**

Part des transferts dans les revenus du ménage, selon le pays de résidence du parent proche



Comme nous l'avons indiqué précédemment, les ménages recevant des transferts gagnent en termes absolu et relatif<sup>46</sup>. Les transferts ont un impact également sur les ménages de non migrants parce qu'ils stimulent l'économie locale et que l'augmentation du pouvoir d'achat profite à tous les ménages. Les ménages de non migrants restent quand même plus vulnérables économiquement que ceux qui reçoivent directement les transferts de l'étranger.

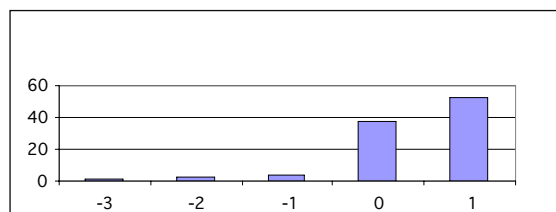
Le Graphique 37 montre que plus de 50% des ménages haïtiens - essentiellement composés de non bénéficiaires - monteraient d'un décile de revenu en excluant les transferts du revenu total des

<sup>45</sup> Il a même été rapporté que certaines des personnes interrogées ne considèrent peut-être pas la République Dominicaine comme un pays étranger, et en conséquence, elles n'ont pas déclaré le revenu de leurs proches expatriés en république voisine comme étant des transferts

ménages; 40% environ des ménages ne connaîtraient aucun changement (bénéficiaires et non bénéficiaires) et 7% (essentiellement des bénéficiaires) gagneraient de un à trois déciles<sup>47</sup>.

### Graphique 37

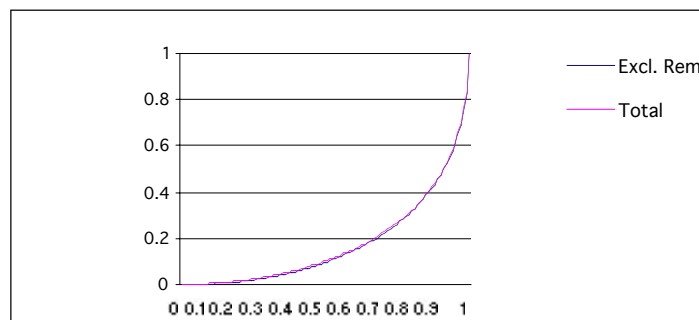
Changement de décile de revenu, en excluant les transferts



Bien qu'environ deux tiers des ménages changent de déciles de revenus lorsqu'on soustrait les transferts du calcul des déciles, l'impact des transferts sur l'inégalité globale des revenus en Haïti est limité. Les transferts ont un effet égalisateur faible sur l'inégalité des revenus. Le coefficient de Gini passe de 0.65 à 0.66 lorsque les transferts sont inclus dans les revenus du ménage<sup>48</sup>. La courbe de Lorenz donne une illustration du coefficient de Gini. Conformément à la faible différence entre les coefficients de Gini pour le revenu total du ménage avec et sans les transferts, on distingue difficilement les deux courbes de Lorenz correspondantes dans le Graphique 38.

### Graphique 38

Courbe de Lorenz pour le revenu total du ménage, sans les transferts



<sup>46</sup>Pour obtenir l'impact net de la migration, il faudrait soustraire le montant des transferts d'un migrant de sa participation au revenu du ménage s'il était resté en Haïti. Cependant, il faudrait une étude distincte étant donné la complexité des calculs. D'une part, il est difficile de calculer le salaire éventuel d'un migrant Haïtien s'il/elle était resté(e) en Haïti. De plus, les Haïtiens sont partis en si grand nombre que l'impact total, en supposant que tous ceux qui sont partis étaient restés, changerait sensiblement le marché de l'offre de travail dans le pays.

<sup>47</sup> A noter que ce calcul est très instable en ce qui concerne les ménages appartenant aux déciles moyens de revenu. Par définition, les ménages du 1er décile ne peuvent pas aller plus bas et ceux du 10ème décile ne peuvent pas aller plus haut.

<sup>48</sup>Le coefficient de Gini est calculé comme la surface entre la diagonale à 45 degrés du graphique et la courbe de répartition du revenu, divisé par l'aire totale en dessous de la diagonale de 45 degrés.

Nous nous permettons cependant une petite réserve sur les deux comparaisons établies précédemment parce que nous ne savons pas en réalité quelle serait la situation des parents proches s'ils étaient restés en Haïti. En supposant que tous ceux qui sont partis à l'étranger représentent un sous-groupe dynamique de la population, nous pouvons penser qu'ils auraient réussi tout aussi bien en restant en Haïti. Dans de nombreux cas, la personne qui part est aussi celle qui subvenait en priorité aux besoins de la famille dans son pays.

L'impact global des transferts d'argent pour le pays de migration ne dépend pas seulement de la durée et du montant des transferts, mais aussi de la manière dont ils sont utilisés. Les effets multiplicateurs des transferts devraient, en principe, être plus nombreux dans les zones rurales là où se trouve une offre excédentaire de travail dans le secteur agricole, souvent à court d'argent et de devises étrangères.

Cependant, dans beaucoup de cas, les transferts ne sont pas toujours investis dans des entreprises générant des revenus mais plutôt dans de petits commerces non rentables tels que boutiques, échoppes et parfois même dans des dépenses ostentatoires (logements extravagants et articles de consommation importés). Certaines études révèlent même certains effets négatifs des transferts, par exemple l'augmentation des dots qui font grimper le prix des terres et augmenter la pression sur les taux de change déjà très élevés<sup>49</sup>. Malgré tout, même lorsque les transferts financent l'achat de biens de consommation, ils peuvent stimuler l'économie, particulièrement si les dépenses se font au niveau local<sup>50</sup>.

### ***Migration de retour***

Outre les transferts d'argent, un pays peut tirer d'autres avantages importants de la migration internationale parmi lesquels: les compétences, le savoir-faire, les réseaux et le capital physique qu'apportent avec eux les migrants qui retournent au pays. Il y a également des signes du développement des échanges commerciaux entre les pays d'émigration et d'immigration<sup>51</sup>. Dans la partie suivante, on parlera des schémas de retour au pays, des caractéristiques de ceux qui retournent et des raisons évoquées par les migrants eux-mêmes.

Le schéma de retour au pays diffère selon le pays de résidence du migrant. Selon l'enquête, environ 100.000 personnes sont retournées en Haïti<sup>52</sup>, ce qui représente un total relativement faible lorsqu'on considère que 30% des ménages haïtiens ont un ou plusieurs parents proches à l'étranger. Les migrants qui sont revenus représentent moins de 2% de la population alors que 5% des ménages ont un ou plusieurs membres revenus de l'étranger. Comme l'indique le Graphique 39, un ménage sur cinq avec des migrants de retour au pays avait plus d'un migrant qui était revenu.

<sup>49</sup> Philip Martin de l'Université de Californie, à Davis, qui a entrepris une étude sur les transferts d'argent en Turquie durant les années 80.

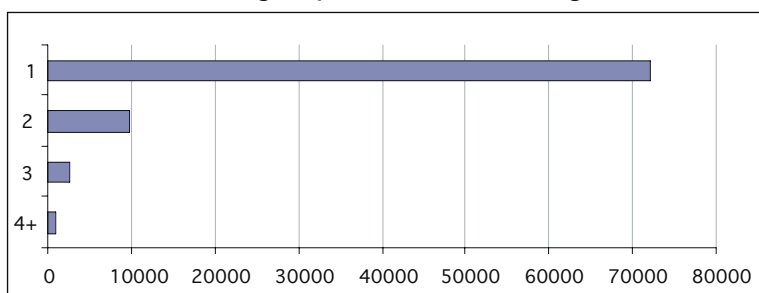
<sup>50</sup> Une étude réalisée à Mexico suggère que chaque dollar transféré génère trois dollars de pouvoir d'achat. Etant donné que les données de l'ECVH ne contiennent pas beaucoup d'informations sur les pratiques de consommation du ménage, il ne nous est pas possible d'étudier les éventuels changements opérés dans les pratiques de consommation du ménage grâce aux transferts reçus.

<sup>51</sup> Une étude canadienne a montré qu'une augmentation de 10% de migrants dans un pays donné, dans les années 80, a généré une augmentation de 1% des exportations vers ce pays et de 3% des importations de ce pays.



Graphique 39

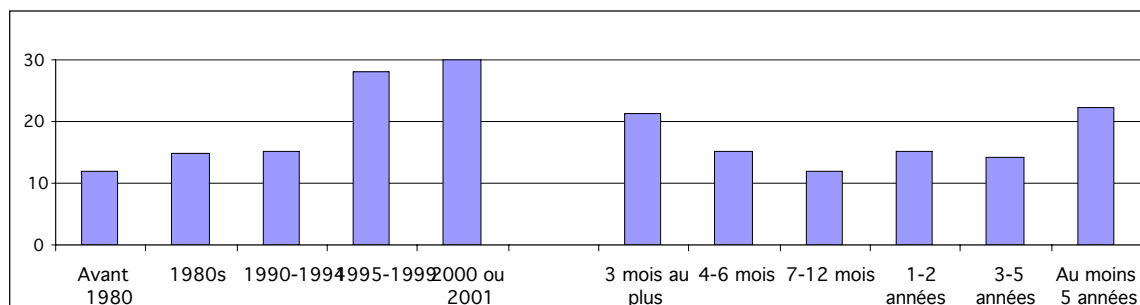
Nombre de ménages par nombre de migrants revenus



Les retours semblent être plus fréquents depuis ces dernières années<sup>52</sup>. Parmi les migrants qui sont retournés au pays, plus de la moitié l'ont fait depuis 1995 et environ un tiers pendant les années 2000 et 2001. La durée du séjour en terre étrangère varie énormément. Comme on peut s'y attendre, la probabilité de retour diminue après chaque année passée hors du pays. Le Graphique 40 montre que parmi ceux qui sont retournés, la moitié a vécu moins d'un an à l'étranger et plus d'un cinquième a vécu plus de cinq ans<sup>53</sup>.

Graphique 40

Année de retour et durée du séjour à l'étranger des migrants qui sont retournés au pays



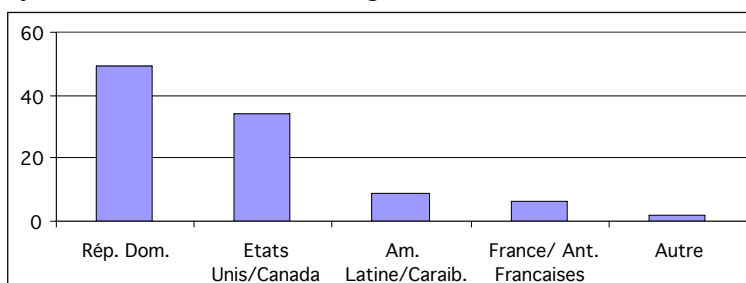
Nous avons soutenu précédemment que l'émigration vers la République Dominicaine semble être de nature plus temporaire que celle de l'Amérique du Nord. Le Graphique 41 montre la répartition des personnes qui sont revenues par pays de résidence : la moitié vivait en République Dominicaine et seulement un tiers habitait les Etats-Unis ou le Canada. La migration en République Dominicaine semble de nature plus temporaire étant donné que davantage de ménages haïtiens ont des parents proches en Amérique du Nord qu'en République Dominicaine.

<sup>53</sup>En supposant que la majorité de ceux qui sont retournés durant les années 80 et au début des années 90, vivaient encore au moment de l'enquête.

<sup>52</sup>Les "migrants qui sont retournés" ont été interviewés dans les ménages où ils résidaient au moment de l'enquête. Nous connaissons l'époque à laquelle ils sont retournés en Haïti mais nous ne savons pas dans quels ménages ils se s'étaient établis, bien qu'en général ce sont les ménages où ils se trouvent actuellement. Nous ignorons également à quels ménages ils appartenaient au moment de leur départ, ni la date à laquelle ils ont laissé Haïti.

**Graphique 41**

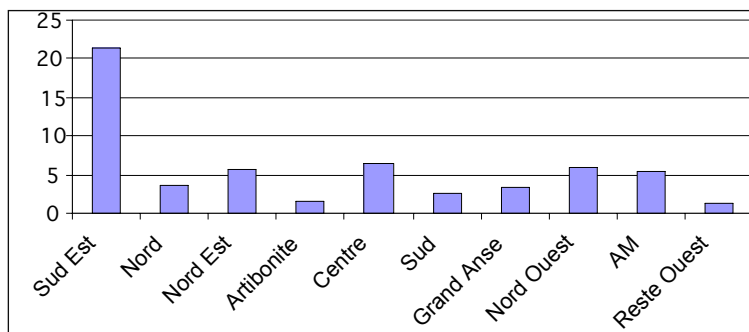
Pays de résidence des émigrés avant leur retour en Haïti



Le nombre élevé de migrants revenus de la République Dominicaine confirme l'observation du Graphique 41, à savoir que les trois départements frontaliers qui envoient le plus de migrants dans ce pays (Sud-Est, Nord-Est et Centre), ont le plus grand pourcentage de ménages avec des migrants revenus.

**Graphique 42**

Ménages ayant un membre revenu de l'étranger, par département



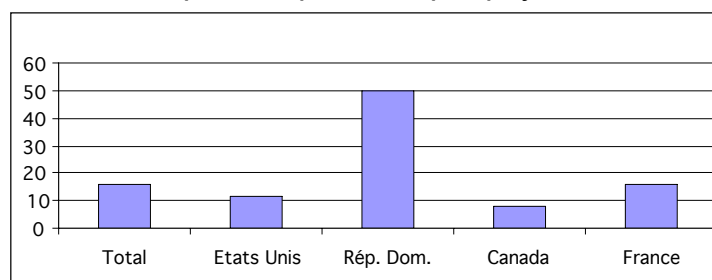
Comme on l'a vu dans le Tableau 1 et le Graphique 41, les migrants reviennent des mêmes pays où, selon la majorité des ménages interrogés, se trouvent actuellement des parents proches. Le retour au pays n'est pas un phénomène très surprenant, mais le ratio des ménages ayant des migrants revenus au foyer par rapport aux ménages ayant des parents proches à l'étranger n'est pas le même pour tous les pays.

Le Graphique 43 montre le nombre de ménages qui ont un ou plusieurs parents revenus de l'étranger en pourcentage du nombre de ménages qui ont un ou plusieurs "parents proches" qui vivent toujours dans ces pays. Le Graphique montre clairement que plus de migrants reviennent de la République Dominicaine que de l'Amérique du Nord. Sur deux ménages possédant un parent proche vivant en République Dominicaine<sup>54</sup>, un ménage possède un migrant de retour.

<sup>54</sup>Le concept de "migrant revenu" n'est pas aussi clair qu'il paraît. Le retour définitif au pays, tel que nous le considérons dans ce document, est une des nombreuses formes de contact étroits. Les vacances, les visites fréquentes et autres visites de moins de trois mois, ne sont pas enregistrées ici.

**Graphique 43**

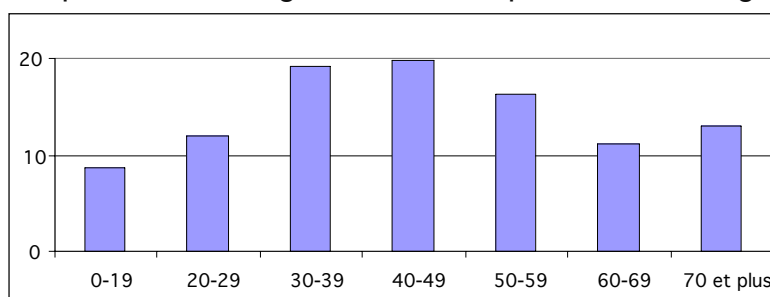
Ménages ayant des migrants qui sont retournés en pourcentage des ménages qui ont des parents proches, par pays



Les caractéristiques des migrants retournés sont généralement semblables à celles que nous avons observées indirectement en interrogeant les ménages au sujet de leurs parents proches résidant à l'étranger au moment de l'enquête<sup>55</sup>: les deux tiers des migrants revenus sont des hommes, pour la plupart mariés, et dans la tranche d'âge active bien que très peu aient moins de 30 ans, tel qu'illustré dans le Graphique 44.

**Graphique 44**

Répartition des migrants revenus, par tranches d'âge

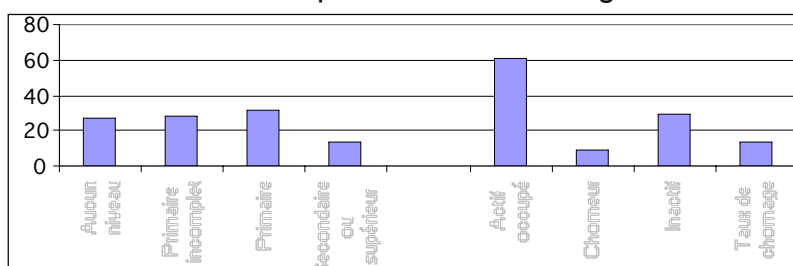


Comme le montre le Graphique 45, le capital humain de ceux qui sont retournés est relativement élevé: 50% ont fait des études primaires ou secondaires; 60% travaillent; et un peu plus de 25% sont inactifs. Le taux de chômage enregistré chez les migrants qui sont retournés au pays est relativement bas, 13%, par rapport au contexte du pays. Les migrants retournent généralement pour travailler et non pour se retrouver au chômage.

<sup>55</sup>Cela ne veut pas dire nécessairement qu'un migrant sur deux soit retourné. Les ménages avaient parfois plus d'un parent proche à l'étranger ou plus d'un membre de retour (le premier groupe étant plus nombreux).

**Graphique 45**

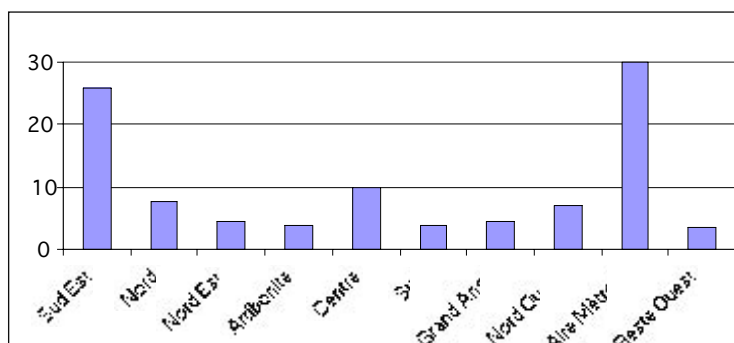
Niveau d'étude et statut d'emploi actuels des émigrés revenus au pays.



La majorité des migrants revenus au pays vivent dans l'Aire métropolitaine et dans le département du Sud-Est. Ce département contient le pourcentage le plus élevé de migrants revenus au pays (Graphique 46). L'Aire métropolitaine est si peuplée qu'elle contient un nombre extrêmement élevé de migrants revenus au pays en valeur absolue bien que le pourcentage de ménages ayant des migrants soit proche de la moyenne nationale.

**Graphique 46**

Résidence actuelle des migrants revenus au pays



Pourquoi les migrants retournent-ils? Il y a deux principaux groupes de migrants qui reviennent au pays: ceux qui sont revenus volontairement et ceux qui ont été rapatriés.

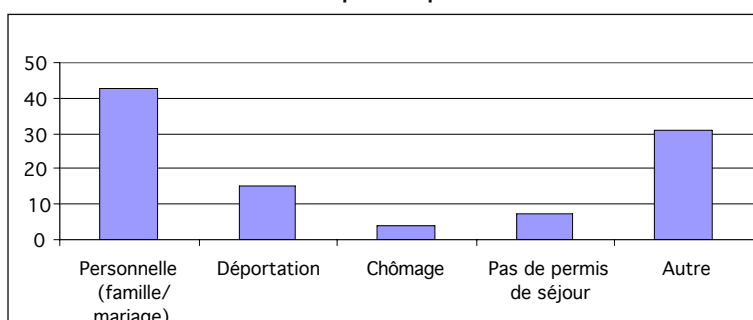
En ce qui concerne le premier groupe, on peut supposer, qu'étant des agents rationnels, ces migrants considèrent ce retour comme leur meilleur choix. Comme on l'avait mentionné auparavant, les migrants représentent un cas d'auto sélection systématique de ceux qui éprouvent des difficultés à s'installer à l'étranger. Dans ce contexte, il importe donc de bien connaître les raisons qui poussent certains migrants à revenir volontairement au pays. Les raisons évoquées ne sont pas nécessairement les vraies. Les personnes migrent généralement dans l'espoir de réussir. L'incapacité du migrant à s'établir à l'étranger (trouver un logement et un emploi), peut devenir gênante pour la famille et pour ceux qui avaient investi dans le voyage du migrant<sup>57</sup>.

<sup>57</sup>Il est donc possible que certaines des réponses représentent une rationalisation a posteriori et que la vraie raison du retour pour ceux qui évoquent des motifs personnels est l'échec financier, c'est-à-dire un facteur de répulsion plutôt que d'attraction".

En plus des retours volontaires, les migrants haïtiens sont très souvent victimes de campagnes de déportation de travailleurs illégaux, principalement de la République Dominicaine mais aussi des États-Unis et d'autres pays.

Le Graphique 47 indique les raisons évoquées par les migrants eux-mêmes, pour lesquelles ils sont retournés au pays. Ces raisons peuvent être globalement classées en trois catégories: 1) celles qui les ont "poussés" à revenir au pays (déportation, chômage, non obtention du permis de travail), 2) celles qui les ont "attirés" vers le pays (raisons personnelles: famille/mariage), 3) celles qui sont un mélange des deux.

**Graphique 47**  
Raisons évoquées pour le retour



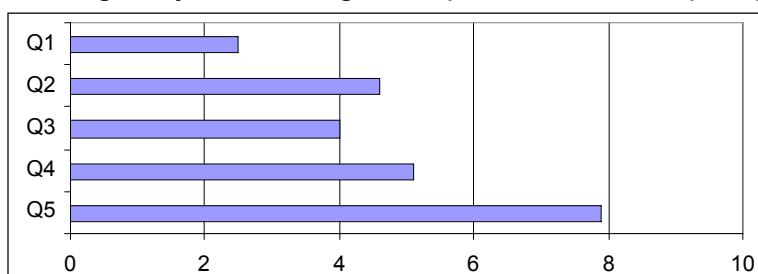
Outre les raisons évoquées pour le retour, il aurait été intéressant de comparer le profil des membres retournés au pays avec ceux qui sont restés à l'étranger pour vérifier si, comme nous le supposons, les migrants retournés au pays s'étaient moins bien adaptés à l'étranger que les autres. Malheureusement, l'ECVH ne contient pas d'informations directes sur les caractéristiques actuelles en terme de niveau d'études et d'emploi des migrants vivant à l'étranger. Toutefois, on est en mesure d'établir une pseudo comparaison entre les migrants qui sont retournés et ceux qui sont restés. Cette approche implique la comparaison de ménages haïtiens qui déclarent avoir des parents proches à l'étranger, avec ceux qui déclarent avoir des parents de retour au pays (chacun avec leurs caractéristiques).

On peut dire à partir du Graphique 47 (raison évoquée, par les parents proches des ménages, de résider à l'étranger, par département), que la majorité de ceux qui sont retournés en Haïti avaient initialement laissé le pays pour trouver du travail. Un nombre assez élevé est également parti pour "d'autres" raisons, probablement pour des "raisons familiales". Le plus étonnant est qu'une majorité, même parmi ceux qui ont décidé éventuellement de revenir en Haïti, semble avoir réussi à trouver du travail pendant leur résidence à l'étranger. Le taux de pseudo chômage n'est que de 15% si on compare le nombre des ménages déclarant que l'activité principale de leurs parents proches à l'étranger était de "travailler" à celui des ménages déclarant que l'activité principale de leurs parents proches était de "chercher du travail". En supposant que les migrants qui sont retournés ont eu, en moyenne, moins de succès pour s'établir à l'étranger, on pourrait s'attendre à ce que le taux de chômage soit plus faible

pour les migrants qui ont décidé de rester à l'étranger. Conformément au taux d'emploi relativement élevé des migrants qui sont revenus, la distribution des ménages avec des migrants de retour selon le quintile du revenu total du ménage (Graphique 48) montre que les ménages qui ont des migrants revenus sont surreprésentés dans le quintile de revenu le plus élevé<sup>58</sup>.

**Graphique 48**

Pourcentage de ménages ayant des migrants qui sont revenus, par quintile de revenu



On ne peut pas affirmer que les migrants revenus au pays se débrouillent bien à cause de leur expérience migratoire ou en dépit de celle-ci. On a essayé de voir s'il existait un lien quelconque entre le pourcentage de ménages ayant un migrant de retour au pays et les caractéristiques personnelles du principal apporteur de ressources de ces ménages. Cependant, nous n'avons rien trouvé de particulier.

### Politiques migratoires

De récentes théories sur la croissance se basent sur l'idée qu'une perte de capital humain est néfaste au développement économique présent et futur d'un pays. D'autres théories, toutes aussi récentes, suggèrent qu'il existe un rapport, en U inversé, entre la migration et la croissance: un exode massif est préjudiciable mais une émigration trop faible n'est pas non plus souhaitable pour un pays (CREDEPR 2002).

Si on suppose que les transferts reçus des migrants haïtiens à l'étranger n'arrivent pas à compenser pleinement la perte de capital humain, que peut faire le pays dans un tel cas? Il existe, en principe, deux stratégies parallèles privilégiées: 1) diminuer les raisons qui incitent les migrants à laisser le pays, 2) encourager autant que possible le retour des migrants.

La migration internationale a lieu parce que les ménages et les personnes trouvent des avantages à partir. Bien que plusieurs pays appliquent des politiques d'immigration très strictes, très peu essayent d'empêcher à leurs citoyens de partir<sup>59</sup>. En Haïti, la seule façon réaliste de dissuader les individus de partir est de leur montrer qu'il est plus intéressant de rester au pays. Cette politique devrait s'appliquer particulièrement à tous ceux qui ont un haut niveau de qualification et qui intéressent davantage les pays de destination<sup>60</sup>.

<sup>58</sup>Deux facteurs peuvent expliquer cette situation: d'abord, il peut s'agir de revenus provenant de transferts antérieurs, ou encore, beaucoup de migrants retournés ont peut-être des parents qui travaillent à l'étranger.

<sup>59</sup>Bien que le pays voisin, Cuba, soit un cas d'espèce.

<sup>60</sup>Référence par exemple à la Loi de 1990 sur l'Immigration Américaine.

Les motivations économiques représentent le principal facteur de migration des Haïtiens. Il ne serait pas réaliste d'essayer de combler l'énorme écart qui existe entre les salaires haïtiens et américains, mais il est possible d'augmenter le salaire d'un petit groupe clé de travailleurs de la société, en particulier dans le secteur public. Cependant, les efforts visant à empêcher le départ, pour des raisons économiques, des personnes hautement qualifiées, peuvent en même temps entraîner des inégalités salariales. Offrir une rémunération proche de celle payée à l'étranger, augmenterait l'écart avec les salaires locaux ; ce que les fonctionnaires, en particulier du secteur public, percevraient comme une injustice.

La seule réduction des écarts de salaires ne saurait freiner le désir de migrer. D'autres politiques visant à rendre Haïti plus attrayante sont nécessaires, en particulier à l'intention de ceux dont le départ causerait une grande perte pour le pays. Ces politiques sont pratiquement les mêmes que celles qui favorisent le développement économique, à savoir : la stabilité économique, un bon leadership et l'état de droit. L'essentiel serait d'encourager dans le secteur public le principe consistant à faire primer les qualifications d'un individu sur ses affiliations politiques.

Parmi les propositions les plus controversées, il faut citer celle qui consiste à diminuer les subventions de l'Etat dans le secteur de l'enseignement supérieur. Une étude réalisée sur l'émigration canadienne a suggéré qu'en éliminant ces subventions ou en les remplaçant par des prêts, on encouragerait davantage les gens à rester chez eux (Devoretz 1999). Une autre proposition controversée serait que les pays d'origine taxent leurs expatriés à l'étranger (Bhagwati, 1991)<sup>61</sup>.

Cependant, quelles que soient les politiques locales appliquées pour diminuer le flot de migration, on peut dire avec certitude que des personnes qualifiées continueront à quitter Haïti. L'Etat peut également mettre en place une autre stratégie qui consiste à permettre à la société de bénéficier des retombées économiques des transferts d'argent. Il est donc important d'encourager des liens étroits entre le pays d'origine et la diaspora en vue d'augmenter le montant et la durée des transferts, de promouvoir les relations commerciales et de faciliter les transferts de connaissances.

Le Gouvernement haïtien pourrait faciliter ces transferts légaux en diminuant les coûts de transaction, tels que les frais connexes et les pertes occasionnées par le taux de change. Comme mentionné précédemment, les bénéfices à tirer de ces transferts ne dépendent pas seulement de leurs montants mais aussi de la manière dont ils sont utilisés. Un moyen d'encourager l'utilisation des transferts, à bon escient pour un développement économique, est de fournir une assistance technique. Pour certains objectifs spécifiques de développement, l'Etat pourrait investir un montant égal au montant transféré et stimuler ainsi les contributions additionnelles venant de l'étranger.

L'objectif pour Haïti serait de passer d'une situation de fuite des cerveaux à celle de circulation des personnes très qualifiées. A cet effet, les pays de migration et d'immigration devraient essayer de rendre la migration simple, mais temporaire, en favorisant la double nationalité et en garantissant aux migrants le droit de posséder des propriétés et des commerces en Haïti. Une autre alternative serait d'encourager les réseaux commerciaux, physiques et via l'Internet, regroupant les nationaux et les expatriés.

<sup>61</sup> L'Erythrée a, depuis 1993, imposé un impôt de 2% sur le revenu annuel de ses expatriés.

Le plus grand potentiel pour le pays, en termes économiques, serait peut-être d'utiliser, pour le développement d'Haïti, les connaissances acquises à l'étranger par des migrants haïtiens. Ceux qui reviennent, même pour une courte durée, contribuent au développement économique grâce à leurs ressources financières, leurs compétences, leurs activités d'entrepreneurs et leur support pour la démocratisation et les droits humains<sup>62</sup>.

Les gouvernements d'Haïti et des pays comme les Etats-Unis et la République Dominicaine devraient également unir leurs efforts pour augmenter le rendement de la migration passée et future à travers des accords bilatéraux et internationaux. Une co-gestion des flux migratoires d'Haïti vers les principaux pays de destination<sup>63</sup> constituerait un champ intéressant de coopération. Il sera plus facile de diminuer l'entrée clandestine dans un autre pays en facilitant les voies légales d'immigration<sup>64</sup>. En particulier, les avantages de la « migration du retour » seraient plus grands si on simplifiait les règles de retour au pays d'accueil, par exemple aux Etats-Unis. Une meilleure intégration des Haïtiens désireux de rester à l'étranger serait avantageuse pour le pays même si les transferts d'argent diminuent à la longue.

Des efforts internationaux combinant les échanges commerciaux, les investissements et l'assistance sont également importants. En principe, le commerce et la migration sont complémentaires et les différences salariales diminuent, au fur et à mesure avec le libre échange commercial. Les investissements directs étrangers peuvent créer de nouvelles opportunités économiques bien qu'ils soient souvent motivés par la disponibilité de main-d'oeuvre à bon marché dans le pays.

L'Aide Officielle au Développement ne peut certainement pas, à elle seule, avoir un impact significatif sur la pression migratoire. Elle devrait aussi se concentrer sur les causes de la migration :

- en renforçant les opportunités de création de revenus des ménages restés en Haïti par le biais de leurs membres à l'étranger,
- en stimulant le développement d'une infrastructure permettant la création de nouvelles opportunités économiques dans les foyers d'immigration,
- en offrant des services en soins de santé et en éducation dans ces zones.

Etant donné que les ménages dans les zones de migration sont déjà bien mieux que les autres, les politiques de migration peuvent aggraver les inégalités et alimenter les tensions politiques.

<sup>62</sup> Le Programme des Nations Unies pour le Développement a mis sur pied un programme de ce type intitulé Transfert des Connaissances par des Expatriés Nationaux ou TOKTEN qui garantit à ceux qui reviennent de pouvoir retourner dans leur pays d'adoption dès qu'ils terminent leur travail.

<sup>63</sup> Les accords internationaux ne garantissent pas les droits des travailleurs. Un accord établi entre le gouvernement Haïtien et la République Dominicaine a autorisé l'entrée d'environ 19.000 travailleurs Haïtiens pour la coupe de la canne. Les preuves fournies au groupe de Travail des Nations Unies sur l'Esclavage [United Nations Working Group on Slavery] ont montré que la République Dominicaine payait des salaires de misère et que les conditions de vie et de travail des travailleurs étaient en-deçà des standards approuvés par les deux gouvernements. Selon certains rapports, les coupeurs de canne à sucre haïtiens ne pouvaient pas quitter leur lieu de travail et n'avaient pas le droit de connaître les termes des contrats sous lesquels ils étaient engagés.

<sup>64</sup> En septembre 1981, les Etats-Unis ont signé un accord avec Haïti pour interdire l'entrée des "boat people" haïtiens et les retourner en Haïti. Selon l'accord, 3.107 Haïtiens ont été déportés en Haïti en 1984. Néanmoins, les départs clandestins par bateau ont continué pendant les années 80.



## **Annexe du chapitre 2**



## Annexe 1

### Tableaux de la régression logistique

La variable dépendante “avoir des parents proches à l'étranger (aux Etats-Unis ou en République Dominicaine)” se situant au niveau du ménage, nous l'avons aussi utilisée comme variable indépendante de celles liées au ménage dans les modèles de régression<sup>65</sup>. Premièrement, les variables géographiques: départements de résidence selon le milieu urbain ou rural. Deuxièmement, les variables démo géographiques: nombre de personnes dans le ménage, “type” de ménage (individuel, nucléaire, agrandi ou complexe), degré de dépendance du ménage et croyance religieuse des membres du ménage. Troisièmement, les variables socio-économiques: les revenus sans les transferts des ménages ayant des migrants locaux et internationaux revenus au foyer natal. Nous avons aussi ajouté les caractéristiques individuelles des principaux apporteurs de ressources (Haïtiens): le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, le statut marital et le statut de travail.

### Calcul des probabilités

Les probabilités sont calculées d'après le nombre de cas existants. Par exemple, si sur 100 naissances une moyenne de 51 garçons est enregistrée, le taux de probabilité sera donc: 51 garçons pour 49 filles, soit approximativement 1.04.

Nous pouvons faire ce même calcul autrement et arriver au même résultat : probabilité de naissance d'un garçon (0.51) et d'une fille (0.49). Ce qui doit arriver arrivera (ces probabilités sont infinies). S'il n'y a aucune probabilité, les chances sont alors réduites à zéro.

Le calcul du taux de probabilité est obtenu en divisant la probabilité dans un groupe exposé par les probabilités dans le groupe de contrôle.

Les études épidémiologiques essaient généralement d'identifier les facteurs qui présentent des taux de probabilités plus élevés que 1. Par exemple, Bancoulier 20 a étudié le contrôle des risques encourus dans l'administration de fortes doses de “calcium channel blockers” pour les cas d'hypertension.

Les tests scientifiques recherchent des traitements pour réduire des cas ayant des taux de probabilité inférieurs à 1. Dans ces cas, on fait plutôt état du pourcentage de réduction dans les probabilités que du taux de probabilité proprement dit. Par exemple, le test ISIS-4 a mentionné une réduction de 7% dans les probabilités de décès avec le captoril plutôt que d'accuser un taux de probabilité de 0.93.

### Risques connexes

Très peu de personnes sont capables d'interpréter les taux de probabilités d'un cas (c'est peut-être la raison pour laquelle les bookmakers les utilisent toujours).

<sup>65</sup> En septembre 1981, les Etats-Unis ont signé un accord avec Haïti pour interdire l'entrée des “boat people” haïtiens et les retourner en Haïti. Selon l'accord, 3.107 Haïtiens ont été déportés en Haïti en 1984. Néanmoins, les départs clandestins par bateau ont continué pendant les années 80.

# Enquête sur les conditions de vie en Haïti

## Annexe 2

Migration

Régression logistique (parents vivant à l'étranger)						
	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)
<b>Département géographique</b>			102.55	9	0.00	
Sud-Est	0.62	0.14	20.43	1	0.00	1.86
Nord	-0.03	0.13	0.07	1	0.79	0.97
Nord-Est	-0.14	0.16	0.74	1	0.39	0.87
Artibonite	-0.57	0.14	17.89	1	0.00	0.56
Centre	-0.01	0.14	0.00	1	0.92	0.99
Sud	-0.01	0.14	0.51	1	0.47	0.91
Grande-Anse	0.01	0.13	0.50	1	0.48	1.10
Nord-Ouest	0.47	0.13	12.55	1	0.00	1.61
Reste Ouest	0.00	0.13	0.00	1	1.00	1.00
<b>Milieu de résidence</b>	0.23	0.08	7.33	1	0.01	1.25
<b>Structure familiale du ménage</b>			35.36	4	0.00	
Famille nucléaire	0.46	0.11	17.22	1	0.00	1.59
Couple marié ou placé	0.26	0.13	3.81	1	0.05	1.30
Membres non apparentés	0.33	0.08	18.67	1	0.00	1.40
Personne seule	0.56	0.11	27.09	1	0.00	1.76
<b>Religion</b>			29.21	4	0.00	
Tous catholiques	0.18	0.07	6.57	1	0.01	1.20
Tous protestants	-0.31	0.27	1.33	1	0.25	0.74
Tous vodouisants	-0.12	0.17	0.53	1	0.47	0.88
Tous de religions différentes	0.39	0.08	23.41	1	0.00	1.48
<b>Logarithme du revenu hors transferts</b>	0.08	0.03	10.08	1	0.00	1.08
<b>Age du principal apporteur de ressources du ménage</b>	0.01	0.00	27.74	1	0.00	1.01
<b>Principal apporteur de ressources du ménage de sexe féminin</b>	-0.31	0.07	19.16	1	0.00	0.74
<b>Niveau d'étude du principal apporteur de ressources du ménage</b>			128.42	3	0.00	
Primaire	0.51	0.07	46.63	1	0.00	1.66
Secondaire	0.99	0.09	109.98	1	0.00	2.68
Supérieur	1.65	0.24	47.16	1	0.00	5.23
<b>Statut matrimonial du principal apporteur de ressources du ménage</b>			24.55	3	0.00	
Marié	0.32	0.11	8.20	1	0.00	1.38
Placé(e)	0.05	0.11	0.19	1	0.67	1.05
Divorcé(e), Veuf(ve), Séparé(e)	-0.08	0.12	0.49	1	0.48	0.92
<b>Statut d'activité du principal apporteur de ressources du ménage</b>			22.77	3	0.00	
Chômeur	0.29	0.15	4.02	1	0.05	1.34
Inactif	0.52	0.12	19.07	1	0.00	1.68
En dessous de l'âge requis	1.17	0.54	4.65	1	0.03	3.23
<b>Branche d'activité du principal apporteur de ressources du ménage</b>			7.98	3	0.05	
Industries manufacturières, Electricité, Construction	0.01	0.13	0.56	1	0.46	1.10
Services à la collectivité, services domestiques	0.22	0.09	6.07	1	0.01	1.25
Autres services	0.33	0.16	4.41	1	0.04	1.39
<b>Nombre de membres du ménage de retour de l'étranger</b>	1.26	0.12	101.38	1	0.00	3.51
<b>Présence d'actif(s) occupé(s) dans le ménage</b>	0.36	0.11	10.13	1	0.00	1.43
Constante	-3.54	0.32	123.54	1	0.00	0.03

## Annexe 3

Régression logistique (parents vivant aux Etats-Unis)						
	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)
<b>Département géographique</b>			130.56	9	0.00	
Sud-Est	-0.64	0.19	11.98	1	0.00	0.52
Nord	-0.03	0.14	0.06	1	0.81	0.97
Nord-Est	-0.85	0.23	13.73	1	0.00	0.43
Artibonite	-0.33	0.15	5.08	1	0.02	0.72
Centre	-1.11	0.21	28.45	1	0.00	0.33
Sud	-0.35	0.16	4.71	1	0.03	0.71
Grande-Anse	0.29	0.15	3.82	1	0.05	1.34
Nord-Ouest	0.61	0.15	17.03	1	0.00	1.83
Reste Ouest	0.07	0.14	0.21	1	0.65	1.07
<b>Milieu rural</b>	0.33	0.01	11.53	1	0.00	1.39
<b>Structure familiale du ménage</b>			34.27	4	0.00	
Famille nucléaire	0.18	0.14	1.62	1	0.20	1.19
Couple marié ou placé	0.30	0.15	3.82	1	0.05	1.35
Membres non apparentés	0.22	0.01	5.38	1	0.02	1.25
Personne seule	0.69	0.12	32.86	1	0.00	2.00
<b>Ratio de dépendance</b>	-0.35	0.13	7.32	1	0.01	0.71
<b>Religion</b>			15.42	4	0.00	
Tous catholiques	0.08	0.08	0.79	1	0.37	1.08
Tous protestants	-0.37	0.32	1.33	1	0.25	0.69
Tous vodouisants	-0.17	0.21	0.62	1	0.43	0.85
Tous de religions différentes	0.33	0.09	12.15	1	0.00	1.38
<b>Logarithme du revenu hors transferts</b>	0.13	0.03	17.63	1	0.00	1.13
<b>Age du principal apporteur de ressources du ménage</b>	0.02	0.00	62.41	1	0.00	1.02
<b>Principal apporteur de ressources du ménage de sexe féminin</b>	-0.30	0.08	12.81	1	0.00	0.74
<b>Niveau d'étude du principal apporteur de ressources du ménage</b>			137.44	3	0.00	
Primaire	0.64	0.09	50.45	1	0.00	1.90
Secondaire	1.22	0.11	125.93	1	0.00	3.40
Supérieur	1.73	0.25	49.20	1	0.00	5.66
<b>Statut matrimonial du principal apporteur de ressources du ménage</b>			13.87	3	0.00	
Marié	0.16	0.13	1.60	1	0.21	1.18
Placé(e)	-0.16	0.13	1.43	1	0.23	0.86
Divorcé(e), Veuf(ve), Séparé(e)	-0.12	0.14	0.79	1	0.37	0.89
<b>Branche d'activité du principal apporteur de ressources du ménage</b>			15.06	4	0.01	
Agriculture, Pêche, Industries extractives	0.27	0.15	3.01	1	0.08	1.30
Industries manufacturières, Electricité, Construction	0.43	0.11	14.66	1	0.00	1.53
Services à la collectivité, services domestiques	0.38	0.18	4.62	1	0.03	1.47
Autres services	0.30	0.11	7.47	1	0.01	1.34
<b>Nombre de membres du ménage de retour de l'étranger</b>	0.71	0.15	23.92	1	0.00	2.04
<b>Possède des parents proches en Rép. Dom.</b>	-0.43	0.20	4.83	1	0.03	0.65
<b>Possède des parents proches au Canada</b>	0.82	0.20	16.88	1	0.00	2.28
<b>Possède des parents proches à l'étranger</b>	0.74	0.29	6.63	1	0.01	2.09
Constante	-4.40	0.36	149.11	1	0.00	0.01

## Annexe 4

Régression logistique (parents vivant en Rép. Dominicaine)						
	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Exp(B)
Sud-Est	2.82	0.27	109.30	1	0.00	16.76
Nord	0.71	0.31	5.20	1	0.02	2.04
Nord-Est	1.70	0.31	30.21	1	0.00	5.49
Artibonite	-1.01	0.46	4.93	1	0.03	0.36
Centre	2.13	0.27	59.89	1	0.00	8.38
Sud	-0.80	0.46	3.09	1	0.08	0.45
Grande-Anse	-1.21	0.52	5.53	1	0.02	0.30
Nord-Ouest	0.41	0.33	1.48	1	0.22	1.50
Reste Ouest	-0.23	0.37	0.40	1	0.53	0.79
<b>Structure familiale du ménage</b>			27.23	4	0.00	
Famille nucléaire	0.50	0.21	5.61	1	0.02	1.65
Couple marié ou placé	0.14	0.28	0.26	1	0.61	1.15
Membres non apparentés	0.67	0.14	22.88	1	0.00	1.96
Personne seule	0.07	0.25	0.07	1	0.79	1.07
<b>Ratio de dépendance</b>	0.51	0.22	5.30	1	0.02	1.66
<b>Religion</b>			15.62	4	0.00	
Tous catholiques	0.48	0.13	13.37	1	0.00	1.62
Tous protestants	0.29	0.62	0.22	1	0.64	1.34
Tous vodouisants	0.33	0.32	1.07	1	0.30	1.39
Tous de religions différentes	0.41	0.16	6.27	1	0.01	1.51
<b>Logarithme du revenu hors transferts</b>	-0.12	0.05	5.54	1	0.02	0.89
<b>Age du principal apporteur de ressources du ménage</b>	-0.01	0.00	4.55	1	0.03	0.99
<b>Principal apporteur de ressources du ménage de sexe féminin</b>	-0.31	0.12	6.59	1	0.01	0.73
<b>Statut matrimonial du principal apporteur de ressources du ménage</b>			17.94	3	0.00	
Marié	0.74	0.26	8.23	1	0.00	2.09
Placé(e)	0.80	0.25	10.20	1	0.00	2.23
Divorcé(e), Veuf(ve), Séparé(e)	0.26	0.28	0.85	1	0.36	1.29
<b>Nombre de membres du ménage de retour de l'étranger</b>	1.08	0.17	41.46	1	0.00	2.94
<b>Possède des parents proches aux Etats-Unis</b>	-0.53	0.20	7.18	1	0.01	0.59
<b>Possède des parents proches en France</b>	-2.04	1.01	4.07	1	0.04	0.13
<b>Présence d'actif(s) occupé(s) dans le ménage</b>	0.43	0.16	7.45	1	0.01	1.53
<b>Constante</b>	-3.86	0.61	40.51	1	0.00	0.02

## **CHAPITRE 3**

### **Nutrition, Santé, Services de Santé**





## CHAPITRE 3

# Nutrition, Santé, Services de Santé

**Anne Hatloy**

### Introduction

*Ce chapitre examine la situation nutritionnelle et l'état de santé de la population haïtienne à travers différents points :*

- *la situation actuelle de la population et une mesure subjective simple de la santé générale,*
- *la propagation des maladies chroniques et aiguës, des statistiques sur l'incapacité physique,*
- *le comportement par rapport à la santé,*
- *les données sur la diversité alimentaire,*
- *les techniques de compensation alimentaire dans les ménages.*

*En conclusion, ce chapitre donne une vue d'ensemble sur la disponibilité des services de santé, l'accès à ces services et le degré de satisfaction à l'égard de différents fournisseurs de soins de santé.*

### L'État nutritionnel des enfants

En Haïti, environ un enfant sur trois est de taille trop petite pour son âge (Tableau 1 ) ce qui indique une malnutrition chronique (valeur faible de l'indice taille-pour-âge). Les enfants qui n'évoluent pas dans de bonnes conditions ont une croissance retardée et sont, de ce fait, de taille plus petite que la normale. 13% des enfants haïtiens sont sous-développés, une indication de malnutrition aiguë (valeur faible de l'indice poids-pour-taille). Les enfants mal nourris ou malades perdent du poids, des muscles et de la matière grasse et leur poids est plus bas que la normale comparativement à leur taille. 31% des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, ce qui indique un état de malnutrition générale. Leur poids et/ou leur taille sont en-dessous de la normale pour leur âge. Le degré de malnutrition, la malnutrition chronique, le sous-développement et l'insuffisance pondérale sont beaucoup plus élevés en Haïti en comparaison avec les autres pays de la Caraïbe et sont au même point que dans les pays en voie de développement.

**Tableau 1**  
Etat nutritionnel de la population infantile (6-59 mois) par pays

Pays	Insuffisance Pondérale	Malnutrition aigüe	Malnutrition chronique
Haïti	24	13	31
République Dominicaine	5	2	6
Amérique Latine & Caraïbe	8	2	16
Pays en voie de développement	28	9	32
Les pays les moins développés	37	10	43

Insuffisance pondérale – moins de deux écarts-type en-dessous de la médiane de l'indice poids-pour-âge de la population de référence

Malnutrition aigüe- moins de deux écarts-type en-dessous de la médiane de l'indice poids-pour-taille de la population de référence.

Malnutrition chronique – moins de deux écarts-type en-dessous de la médiane de l'indice taille-pour-âge de la population de référence.

Haïti: Données ECVH

Toutes les autres données sur l'État des Enfants du Monde 2002, UNICEF

Les données de l'ECVH indiquent un niveau de malnutrition plus élevé que celles de l'EMMUS.(Enquête Maternité, Moralité et Utilisation des Services)

Selon les données de l'ECVH, les garçons étaient plus chétifs que les filles (Tableau 2 ). Soulignons que les données de EMMUS 1 (1994-1995) sont similaires à celles de l'ECVH tandis que les données de EMMUS 2 (2000) indiquent un plus bas degré dans les trois formes de malnutrition. L'enquête ne fournit pas d'information sur la malnutrition aigüe et chronique pour un tiers des enfants. De plus, ces données manquent dans le cas de certains enfants appartenant aux quintiles supérieurs de revenu. Il s'ensuit que la malnutrition est légèrement surestimée dans les résultats de l'ECVH.

**Tableau 2**  
Etat nutritionnel de la population infantile comparé aux données de EMMUS; pourcentage inférieur à - 2 écarts-type par rapport aux standards de référence.

Enquête société	Insuffisance Pondérale		Malnutrition Aigüe		Malnutrition Chronique	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
ECVH 2001	26	23	14	11	31	30
EMMUS 2	18	16	4	4	25	19
EMMUS 1	27	28	8	7	32	32

Insuffisance pondérale – moins de deux écarts-type en-dessous de la médiane de l'indice poids-pour-âge de la population de référence

Malnutrition aigüe - moins de deux écarts-type en-dessous de la médiane de l'indice poids-pour-taille de la population de référence.

Malnutrition chronique – moins de deux écarts-type en-dessous de la médiane de l'indice taille-pour-âge de la population de référence.

## Etat nutritionnel des adultes

### Augmentation de l'insuffisance pondérale avec l'âge

Les changements rapides dans le régime alimentaire et le mode de vie occasionnés par l'industrialisation,

l'urbanisation et le développement économique ont un impact significatif sur l'état nutritionnel de la population. De ce fait, les maladies liées à l'alimentation (l'obésité, le diabète mellitus, les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension, de nombreuses formes de cancer...) augmentent de façon significative les causes d'infirmité et de mort prématurée dans les pays en voie de développement et dans les pays récemment industrialisés. Les résultats de l'ECVH montrent que c'est le cas pour Haïti où un adulte sur sept est en situation d'insuffisance pondérale tandis que un sur huit est obèse.

**Tableau 3**

Indice de Masse Corporelle (IMC) moyen et distribution en pourcentage de la population selon l'IMC par âge et par sexe

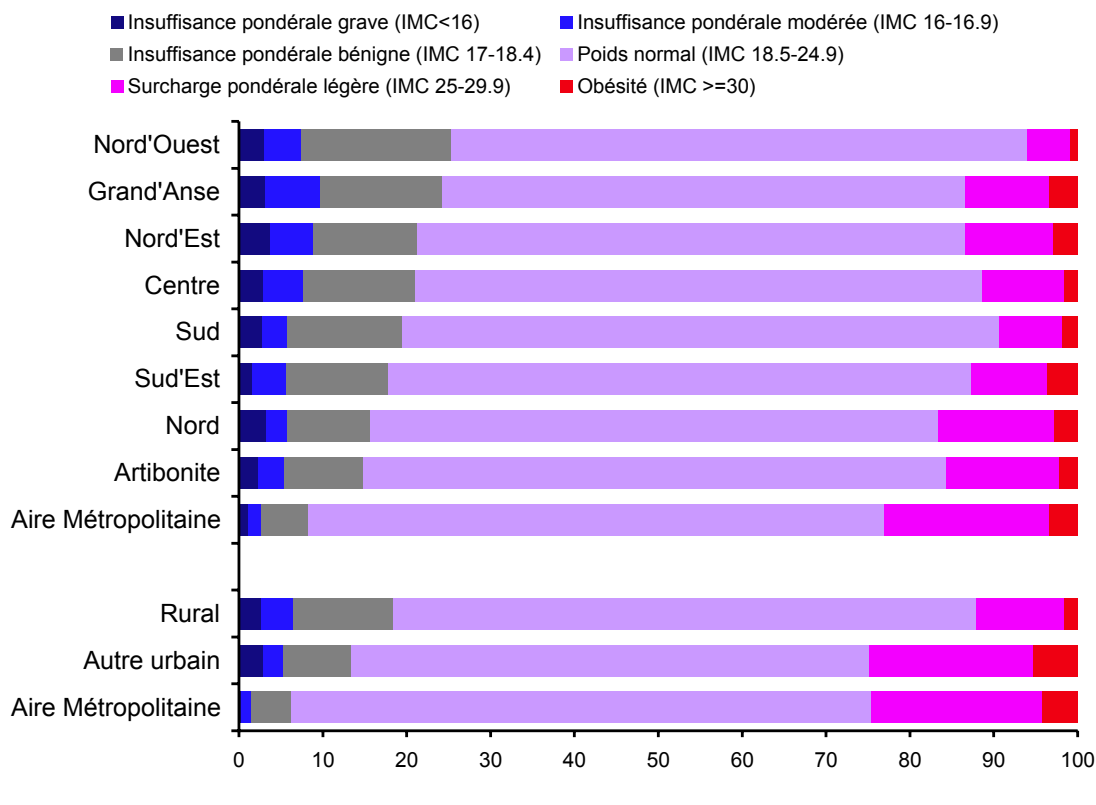
Groupe d'âge Hommes	IMC moyen	Insuffisance pondérale IMC<18.5	Poids normal	Obésité IMC>=25	Échantillon
14-19	20.3	31	64	6	735
20-29	21.9	8	82	10	890
30-39	22.2	8	78	14	523
40-49	22.5	6	77	17	407
50-59	21.8	14	70	15	222
60-69	21.3	18	69	13	207
70+	20.7	29	59	12	196
Groupe d'âge Femmes					
14-19	21.0	17	74	9	638
20-29	22.5	9	70	21	914
30-39	23.4	10	59	31	640
40-49	23.3	10	59	32	482
50-59	22.6	18	58	24	327
60-69	21.5	27	52	22	250
70+	20.6	31	54	14	231
Total	21.9	15	68	17	6662

L'indicateur le plus souvent utilisé pour mesurer l'état nutritionnel des adultes est l'Indice de Masse Corporelle (IMC). L'insuffisance pondérale est clairement liée à l'âge (Tableau 3). Pour la tranche d'âge plus jeune (14-19 ans), l'IMC n'est pas une mesure très exacte de l'état nutritionnel étant donné que l'âge de puberté varie. Il est donc impossible de conclure qu'il existe des problèmes spécifiques chez les jeunes. Ceci a été également observé dans l'Enquête Maternité, Moralité et Utilisation des Services (EMMUS 2000:168) menée auprès des femmes.

Parallèlement, 17 % de la population souffre d'obésité avec un risque de plus en plus croissant de contracter des maladies liées au mode de vie. L'enquête révèle que l'obésité est probablement l'un des principaux problèmes de santé dans les zones urbaines (Graphique 1). La Grande-Anse et le Nord-Est du pays semblent faire face, à la fois, à un problème d'insuffisance et d'excès de poids tandis que le Nord-Ouest confronte davantage des problèmes d'insuffisance pondérale. L'obésité est plus fréquente dans l'Aire métropolitaine.

Graphique 1

Répartition de la population adulte selon l'Indice de Masse Corporelle par département et par milieu de résidence



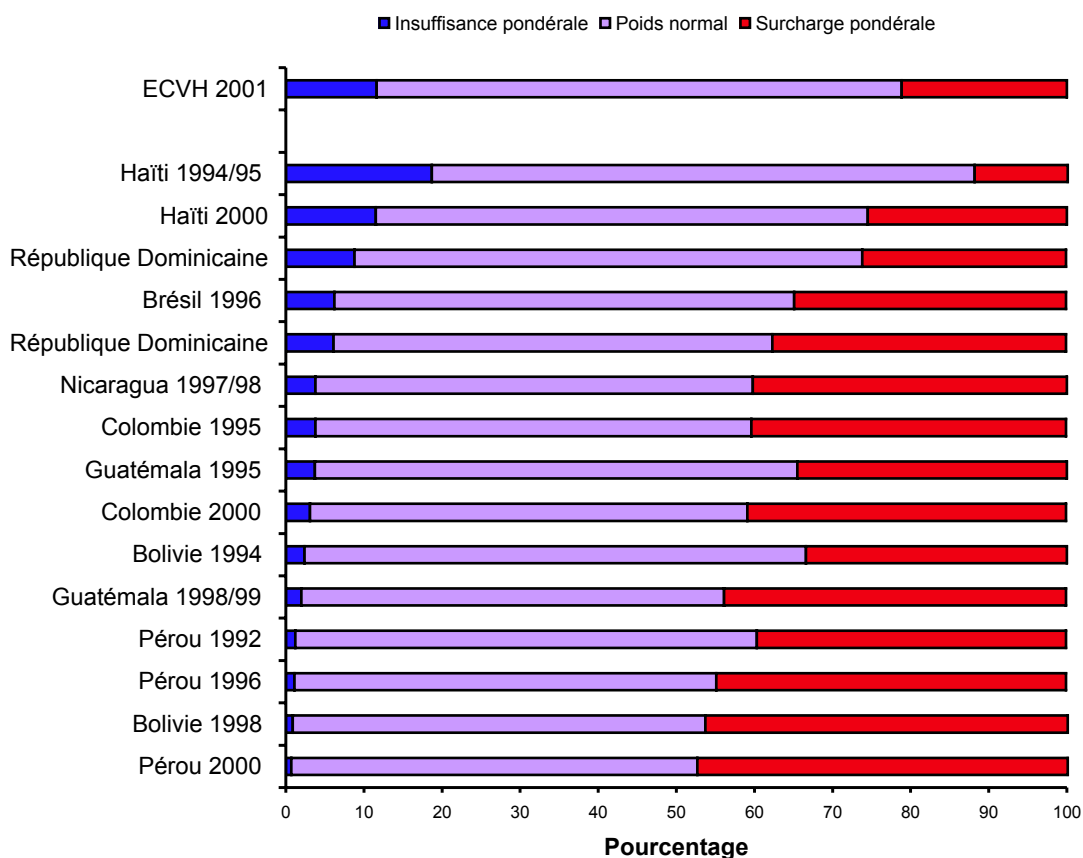
+

### ***Les femmes haïtiennes souffrent d'insuffisance pondérale plus souvent que celles de la Caraïbe et d'Amérique Latine***

L'insuffisance pondérale est nettement plus prédominante chez les Haïtiennes comparé aux femmes dans les autres régions de la Caraïbe et d'Amérique Latine (Tableau 2). Les données de l'ECVH indiquent que 12 % des femmes, dans le groupe d'âge de 15-49 ans, souffrent d'insuffisance pondérale. Ce pourcentage est égal à celui que l'on trouve dans l'EMMUS 2000 mais il est moins élevé que dans l'EMMUS 1994-1995. Il semblerait que la situation des femmes se soit légèrement améliorée depuis ces cinq dernières années, mais l'insuffisance pondérale reste toujours très élevée par rapport aux autres pays de la région. Cependant, le pourcentage des personnes obèses a également augmenté au cours de cette même période. Les résultats de l'ECVH montrent que 21 % des femmes souffraient d'obésité. Ce pourcentage est plus bas que celui de l'ECVH 2000, soit 26 % avec un IMC supérieur à 25. Dans l'EMMUS de 1994-1995, 12% de la population était obèse, ce qui montre que le taux d'obésité a pratiquement doublé. Bien que l'obésité soit beaucoup moins répandue que dans d'autres pays de la région, il ne faut pas l'encourager c'est-à-dire parer à cette insuffisance pondérale en créant des problèmes d'obésité.

## Graphique 2

Obésité et insuffisance pondérale chez les femmes de 15 à 49 ans. Les données de l'ECVH comparées à celles de l'EMMUS, de la Caraïbe et l'Amérique Latine (Insuffisance pondérale =  $IMC < 18.5$ , Obésité =  $IMC > 25$ )

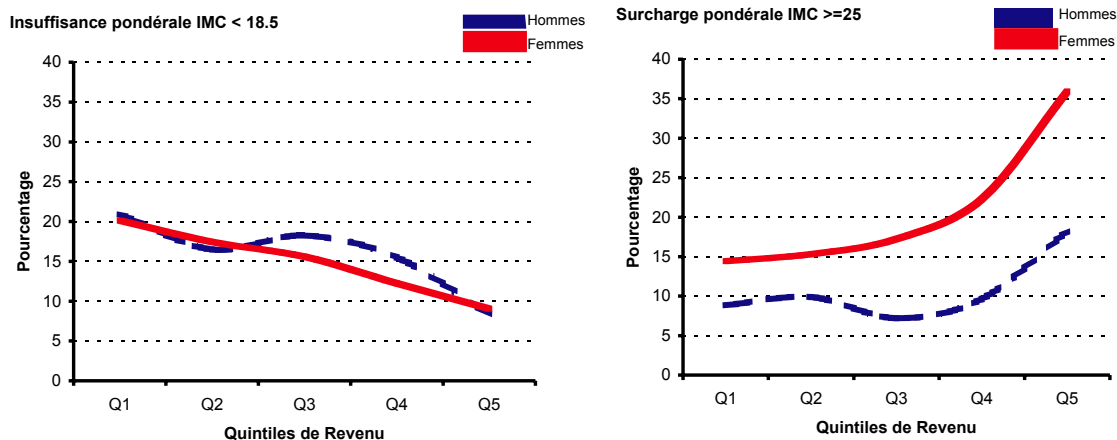


### ***Un adulte sur cinq est mal nourri dans les ménages pauvres***

Le poids des adultes est étroitement lié au revenu des ménages: moins de 10% du quintile des revenus les plus élevés et plus de 20% de celui des revenus les plus faibles souffrent d'insuffisance pondérale (Graphique 3). Il n'existe aucune différence particulière entre les hommes et les femmes en matière d'obésité. Beaucoup plus de femmes que d'hommes sont obèses: une femme sur trois dans les ménages à revenus élevés et un homme sur cinq dans cette même catégorie de revenus.

Graphique 3

Répartition de la population adulte (RSI 14 ans et plus) en situation d'insuffisance et d'excès de poids selon le revenu et le sexe



## ETAT DE SANTÉ

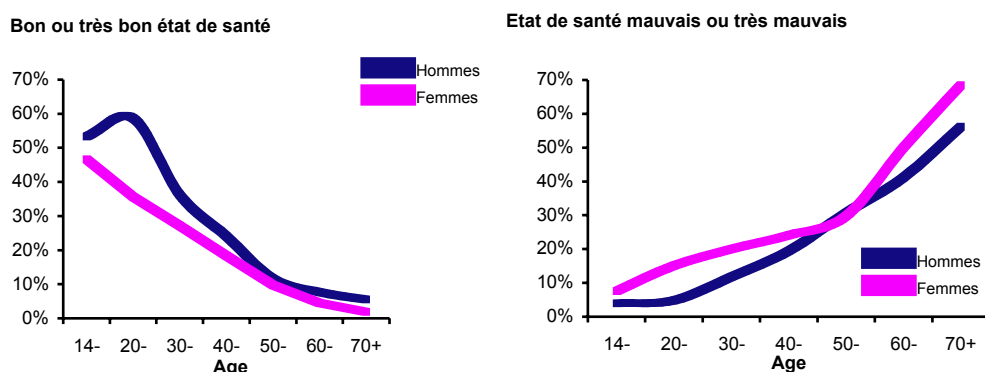
Lors de l'enquête, on a demandé à un adulte (homme ou femme) choisi au hasard dans le ménage, de décrire son état de santé selon une échelle de cinq allant de "très bon" à "très mauvais" en passant par "normal". Les recherches ont montré que la réponse à cette question indique avec précision l'état de santé générale des individus.

### *Les hommes riches estiment qu'ils jouissent d'une bonne santé.*

En général, les Haïtiens de sexe masculin estiment qu'ils sont en meilleure santé que leurs homologues de sexe féminin: 40% des hommes et 26% des femmes décrivent leur état de santé comme bon ou très bon (Graphique 4). Cette évaluation personnelle des femmes haïtiennes sur leur état de santé n'est pas propre à Haïti. Cette même attitude se retrouve dans les enquêtes sur les conditions de vie en Jordanie (Kharbabsheh et Tiltne 1998), en Allemagne (Zapf et al. 1987), en Estonie (Grogard (ed.) 1996) et en Lettonie (Asland (ed.) 1996). Il existe pour cela de nombreux facteurs. Premièrement, les femmes souffrent peut-être plus souvent de maladies graves; deuxièmement, elles sont peut-être plus réalistes sur leur état de santé; troisièmement, les hommes parlent peut-être moins souvent de leurs maladies. Cependant, il y a des raisons de croire que les femmes haïtiennes sont, comme dans plusieurs autres pays, en moins bonne santé que les hommes.

### Graphique 4

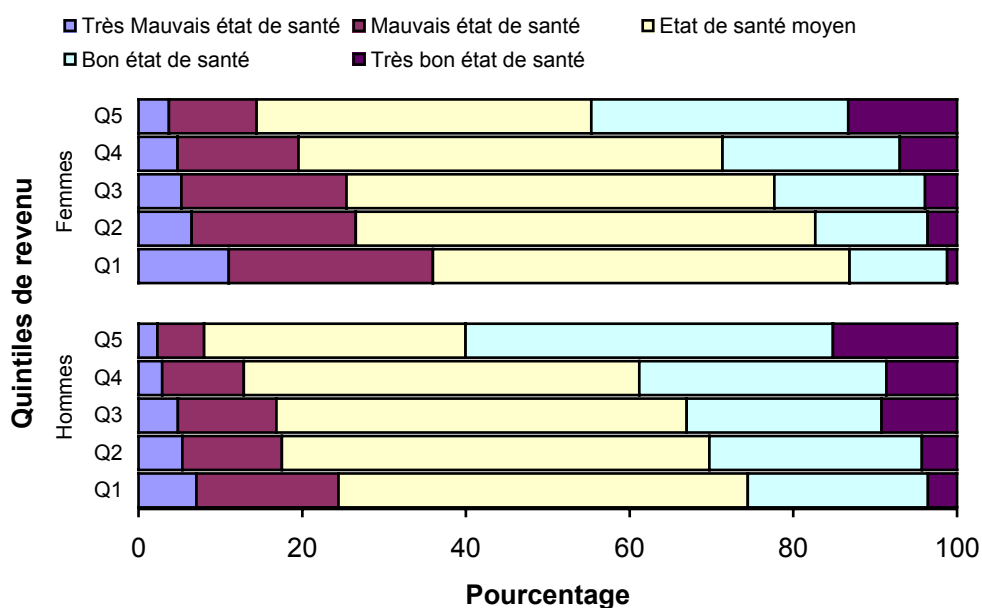
Distribution de la population selon l'évaluation personnelle de leur état de santé par tranche d'âge et par sexe



L'enquête révèle également que les hommes et les femmes des ménages à faibles revenus sont en moins bonne santé que ceux des ménages à revenus élevés (Graphique 5). 36% de femmes des ménages les plus pauvres se disent en mauvaise santé ou en très mauvaise santé tandis que seulement 8% des hommes des ménages plus aisés font une évaluation similaire.

### Graphique 5

Distribution en pourcentage de la population selon l'évaluation personnelle de leur état de santé par revenu et par sexe



**En Haïti, un enfant sur deux a été malade au cours des deux semaines précédant l'enquête.**

Un enfant de moins de 5 ans sur deux a été malade ou a montré des symptômes de maladie (Tableau 4). Les symptômes les plus fréquents sont la fièvre et la toux/grippe. Il est important de noter qu'il ne s'agit pas de maladies enregistrées mais des symptômes de maladie.

**Tableau 4**

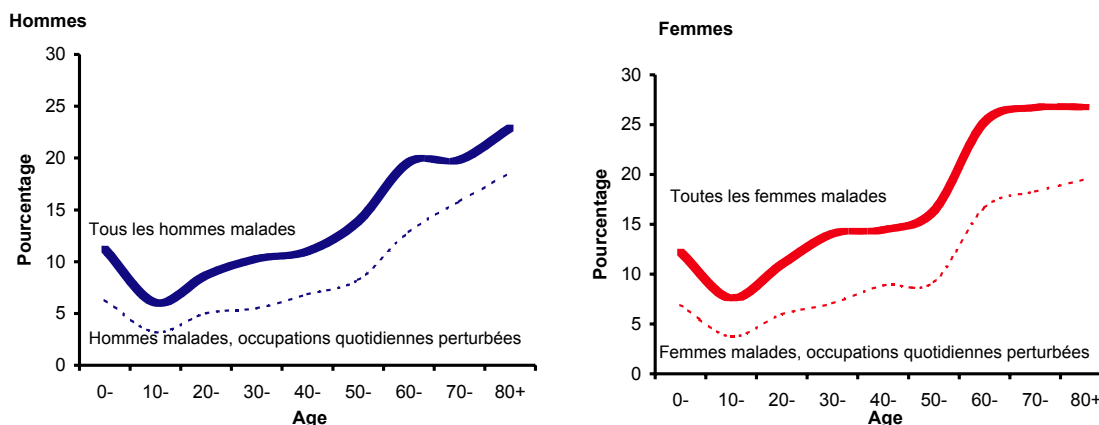
Maladies et symptômes déclarés durant les deux semaines précédant l'enquête chez les enfants de moins de 5 ans. Pourcentage d'enfants avec symptômes.

	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	Ensemble
Fièvre	36	28	34	34
Toux ou Grippe	45	32	34	36
Diarrhée	15	17	16	16
Accident	1	1	0	1
Autre maladie	2	7	5	5
Maladie aiguë au cours des deux semaines précédant l'enquête (au moins une parmi celles indiquées ci-dessus)	56	47	48	49
Échantillon	649	383	2 494	3 525

A la question de savoir si un des membres d'un ménage avait souffert d'une maladie aiguë ou d'une blessure durant les deux semaines précédant l'enquête, les réponses indiquent que 12% ont eu de graves ennuis de santé au cours de cette période, dont 4% de blessures. Comme l'indique le Graphique 6, la fréquence des problèmes graves de santé augmente avec l'âge pour les hommes et les femmes surtout pour les personnes de plus de 50 ans. Plus d'une femme sur quatre, de plus de 60 ans, a fait état de problèmes de santé au cours des dernières semaines précédant l'enquête. Plus de la moitié de ces problèmes, dans toutes les tranches d'âge, étaient si graves que la personne ne pouvait pas vaquer à ses occupations normales.

**Graphique 6.**

Maladies aiguës ou blessures durant les deux semaines précédant l'enquête, par sexe et par gravité de la maladie



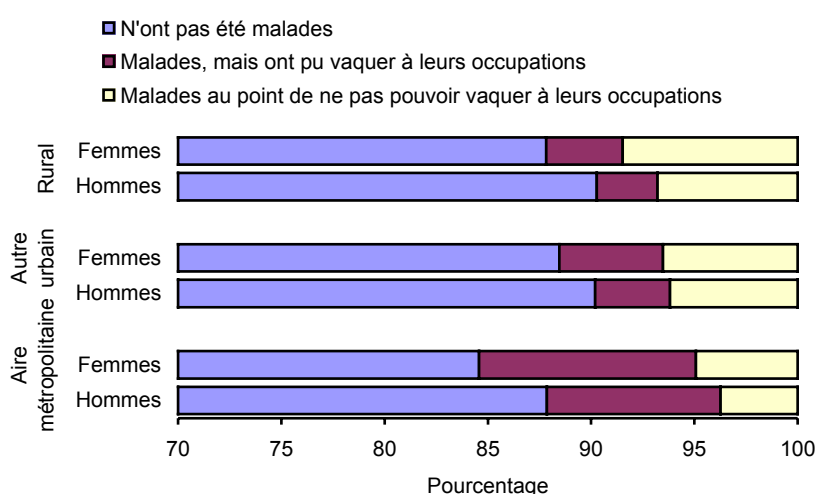


### **Les maladies qui perturbent les activités normales sont plus fréquentes dans les zones rurales**

Lorsqu'on considère le milieu de résidence, la population de Port-au-Prince est celle qui a accusé plus de problèmes de santé au cours des deux semaines précédant l'enquête (Graphique 7). Cependant, elle ne semble pas souffrir de maladies qui perturbent ses occupations. 15% des femmes à Port-au-Prince ont déclaré qu'elles avaient des problèmes de santé et, de ce pourcentage, seulement 5% souffraient de maladies graves. Ce pourcentage allait de 12 à 18% dans les zones rurales.

**Graphique 7**

Distribution de la population selon l'occurrence d'une maladie aiguë, par milieu de résidence et par sexe



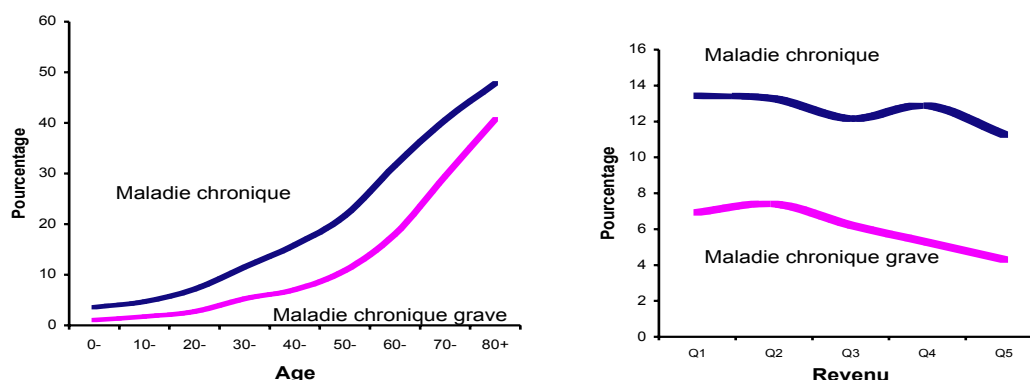
### **Un Haïtien sur quatre âgé de 50 ans, ou plus, souffre d'une maladie chronique**

En général, 10% de la population Haïtienne souffre d'une maladie chronique ou de nature durable<sup>1</sup>. De ce pourcentage, 5% souffre d'une pathologie grave (définie ici comme le fait de ne pas pouvoir sortir de la maison sans une aide quelconque à cause d'un problème de santé.)

La prédominance de maladies chroniques est évidemment fortement liée à l'âge (Graphique 8). 25% de la population de 50 ans, ou plus, ont des problèmes de santé de nature durable. Le plus étonnant est que, comme l'indique le graphique, la durée moyenne de la maladie chronique est plutôt longue (plus de 15 ans) pour la tranche d'âge de 40 ans ou plus.

Le segment le plus démunie de la population adulte (15-70 ans) souffre davantage de maladies chroniques et de maladies chroniques graves que le segment plus aisé (Graphique 8). La pauvreté peut entraîner un mauvais état de santé pour un nombre de raisons, par exemple une alimentation inadéquate. Elle est associée aussi à un bas niveau d'éducation qui implique une sensibilisation moindre aux facteurs de risque tels que la cigarette. Les plus démunis recherchent des soins de santé aussi fréquemment que les plus riches.

**Graphique 8**  
Maladie chronique ou très grave, par âge et par revenu (population de 40 ans ou plus)



### ***Un adulte sur dix a un handicap physique.***

Pour évaluer la force physique et le degré de mobilité des adultes, on a demandé dans le cadre de l'enquête à des personnes choisies au hasard dans les ménages si elles pouvaient :

- “monter et descendre les escaliers”;
- “parcourir un court trajet à vive allure (par exemple le tour de la maison) ”,
- “transporter un seau (un gallon) d'eau sur une courte distance (par exemple, autour de la maison)”.

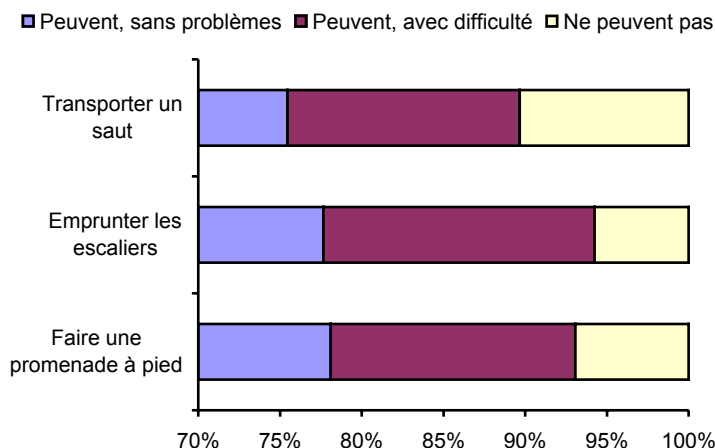
Les réponses données étaient : “Oui, sans difficulté”, “Oui, avec difficulté” et “Non”. Les résultats sont illustrés dans le Graphique 9. Environ trois adultes sur quatre peuvent mener toutes ces activités sans problème tandis que 6 à 10% n'y arrivent pas du tout.

D'après nos données, la majeure partie (71%) des adultes Haïtiens jouissent d'une bonne mobilité physique (ils sont capables d'exercer sans peine les trois activités mentionnées précédemment). 70% disent qu'ils peuvent aisément exercer deux de ces trois activités; 5% mentionnent une seule activité et 17% n'arrivent à exercer aucune de ces activités facilement: ce dernier groupe a de graves problèmes de mobilité.

<sup>1</sup> Question: “Est-ce que (nom de la personne) souffre de maladie physique ou psychologique de nature prolongée ou, a-t-il/elle des blessures ou des problèmes de santé liés au vieillissement?”

**Graphique 9**

Mobilité physique des adultes: habilité à soulever 5 kg; monter et descendre les escaliers; se promener à vive allure.

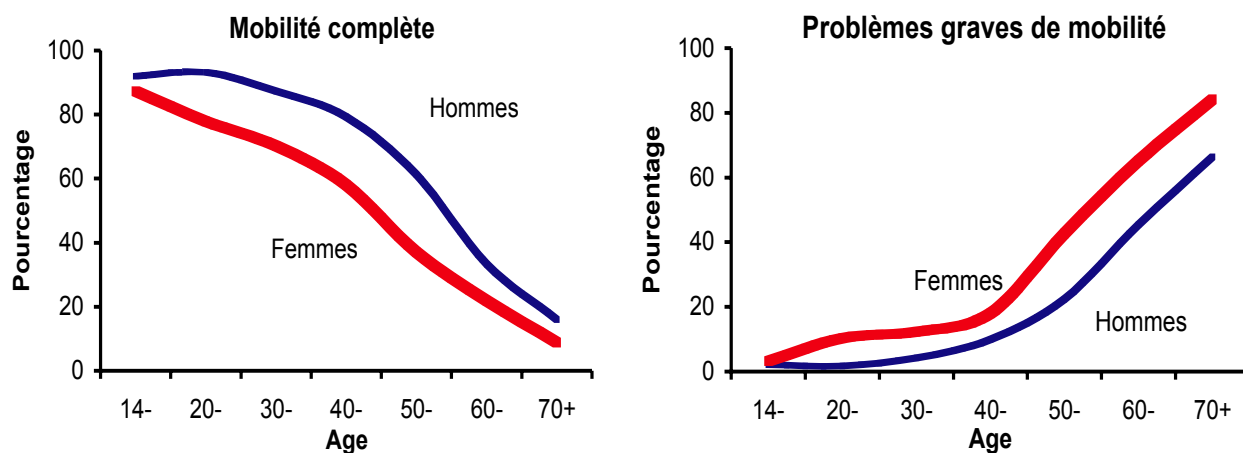


**Les femmes déclarent une mobilité plus faible que les hommes**

Plus de quatre femmes sur dix, dans la tranche d'âge de 50 à 59 ans, ont de grandes difficultés pour se déplacer. Ces difficultés semblent commencer environ dix ans plus tôt pour les femmes que pour les hommes. Comme l'illustre le graphique 10, les femmes souffrent plus souvent d'une mauvaise santé physique dans toutes les tranches d'âge.

**Graphique 10**

Mobilité physique par sexe et par âge: Pourcentage des hommes (n=3029) et des femmes (n=4029) ayant une grande mobilité et de grands problèmes de mobilité, par tranche d'âge.

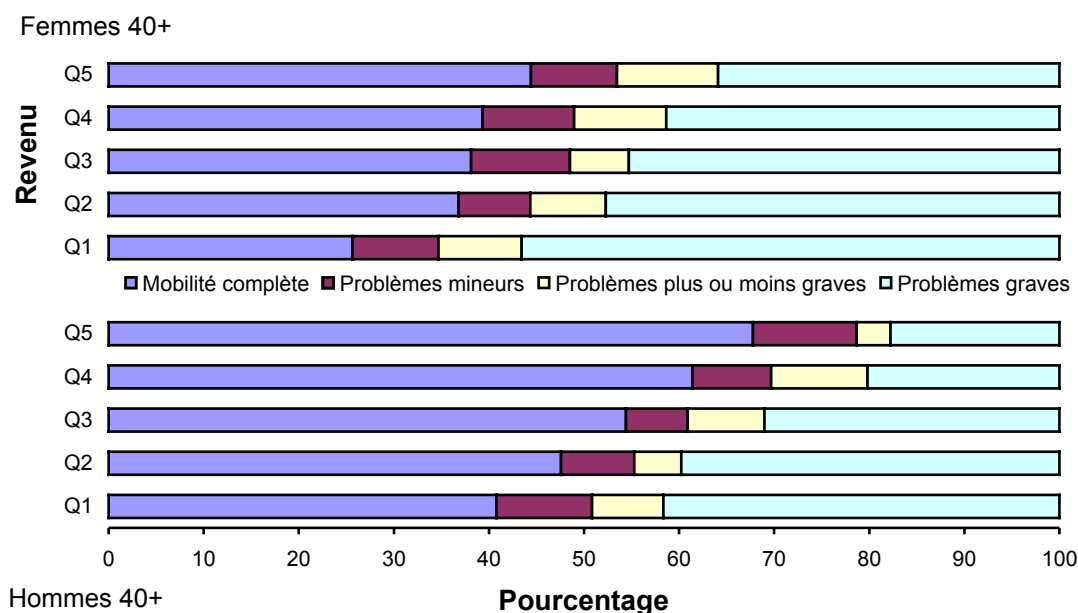


### **Les hommes et les femmes des ménages à bas revenus ont davantage de problèmes de mobilité**

Comme pour les autres problèmes de santé, la mobilité est également liée au revenu des ménages. Chez les personnes de 40 ans ou plus, il existe beaucoup plus de problèmes de mobilité dans les ménages pauvres que dans les ménages à revenus élevés (Graphique 11). Dans les ménages les plus démunis, 57% de femmes et 42% d'hommes souffrent de graves problèmes de mobilité contrairement aux ménages les plus nantis dont 36% de femmes et 18% d'hommes font état des mêmes problèmes.

**Graphique 11**

Distribution en pourcentage de la population de 40 ans ou plus selon la mobilité physique par quintile du revenu du ménage et par sexe (n = 7058)



### **Santé mentale générale - comment est-elle évaluée?**

En plus de la santé physique, la santé psychologique, mentale et émotionnelle est importante pour le bien-être général et les conditions de vie des populations. L'évaluation de la détresse psychologique a été réalisée à l'aide d'une forme abrégée du "HSCL-25" (Hopkins Symptoms Check-List) [Liste de Contrôle Hopkins des Symptômes] (Moum, 1992). On a demandé aux personnes interrogées si, au cours de la semaine précédant l'enquête, il/elle avait souffert de problèmes ou présenté les symptômes suivants: (1) Nervosité ou tremblements, (2) Maux de tête, (3) Etat dépressif et de tristesse, (4)

Inquiétude constante, (5) Sentiment d'être inutile, (6) Sentiment de peur et d'anxiété, et (7) Sentiment de désespoir face à l'avenir. Les réponses proposées étaient: "Énormément", "Beaucoup", "Un Peu" ou "Pas du tout". Les items 1, 3, 4 et 7 sont étroitement corrélés et évaluent le degré de déprime tandis que les items 2, 5 et 6 indiquent le niveau d'anxiété. Certains pensent que la liste peut servir de points de référence pour évaluer la santé mentale générale (Tambs et Moum 1993: 364).

Entre 13 et 25% des adultes ont admis avoir été très affectés respectivement par la nervosité et les migraines mais aussi par les sept symptômes d'une manière générale. Presque un adulte haïtien sur deux admet ne pas avoir "Énormément" ou "Beaucoup" d'espoir dans l'avenir.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS 2000), la dépression affecte beaucoup plus les femmes que les hommes. Les résultats de l'enquête sont identiques aux conclusions du rapport de l'OMS et révèlent un écart substantiel entre les sexes. Plus de 12% de femmes que d'hommes (44 contre 32%) ont déclaré au moins quatre des symptômes (Tableau 5).

**Tableau 5**

Distribution en pourcentage de la population adulte selon le nombre de symptômes de détresse psychologique par sexe

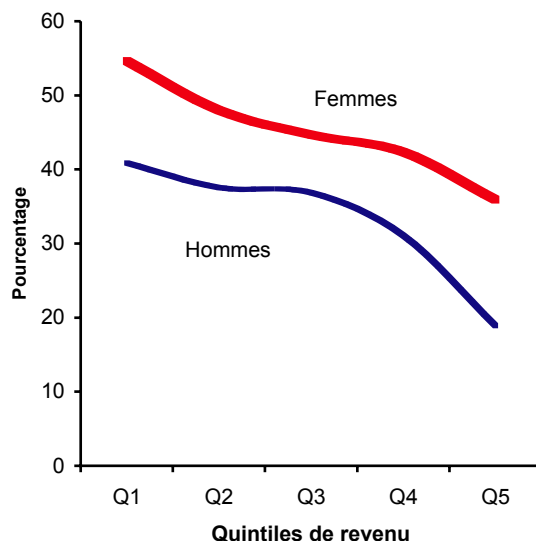
Nombre de symptômes	Hommes	Femmes	Total
0	25	18	22
1	18	13	16
2	13	13	13
3	11	11	11
4	9	11	10
5	7	10	9
6	5	9	7
7 ou +	15	15	12
Total	100	100	100
Echantillon	2 966	3 929	6 895

### ***Le revenu est un grand indicateur du bien-être mental***

Comme on l'a vu antérieurement, la santé physique est étroitement liée au revenu des ménages. La détresse psychologique est également plus fréquente chez les plus démunis. 55% des femmes et 41% des hommes, dans les ménages les plus démunis, déclarent quatre des symptômes contre 36 et 19% dans les plus aisés (Graphique 12).

**Graphique 12**

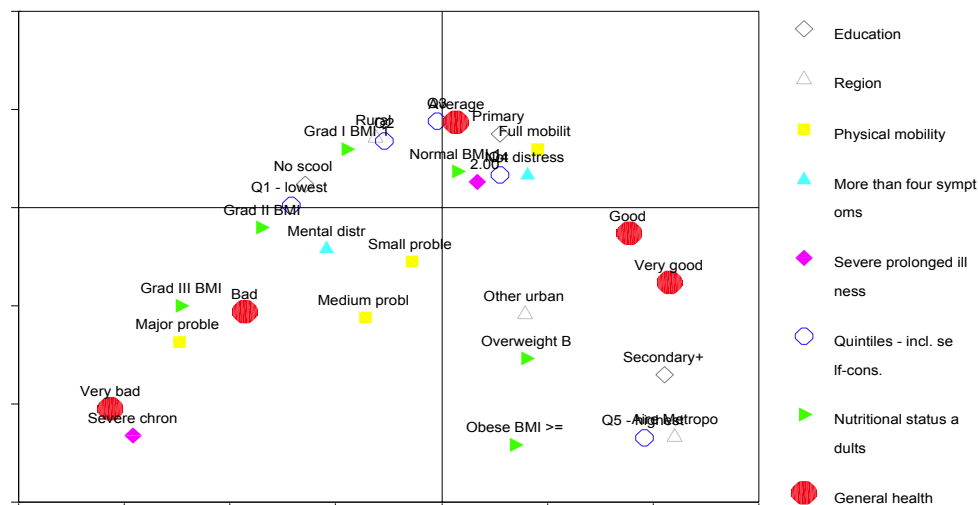
La santé mentale par revenu et par sexe; proportion accusant quatre ou plus de symptômes de maladies psychologiques ( n = 6895)



## Synthèse de l'état de Santé et de l'état nutritionnel.

**Graphique 13.**

Analyse des correspondances de la santé générale, (santé mentale, mobilité physique, maladie chronique), de l'état nutritionnel, du revenu, de l'éducation et du lieu de résidence des adultes.



La méthode de l'analyse des correspondances permet de décrire la relation entre les différents facteurs se rapportant à l'état de santé, l'état nutritionnel, le lieu de résidence, l'éducation et le revenu.

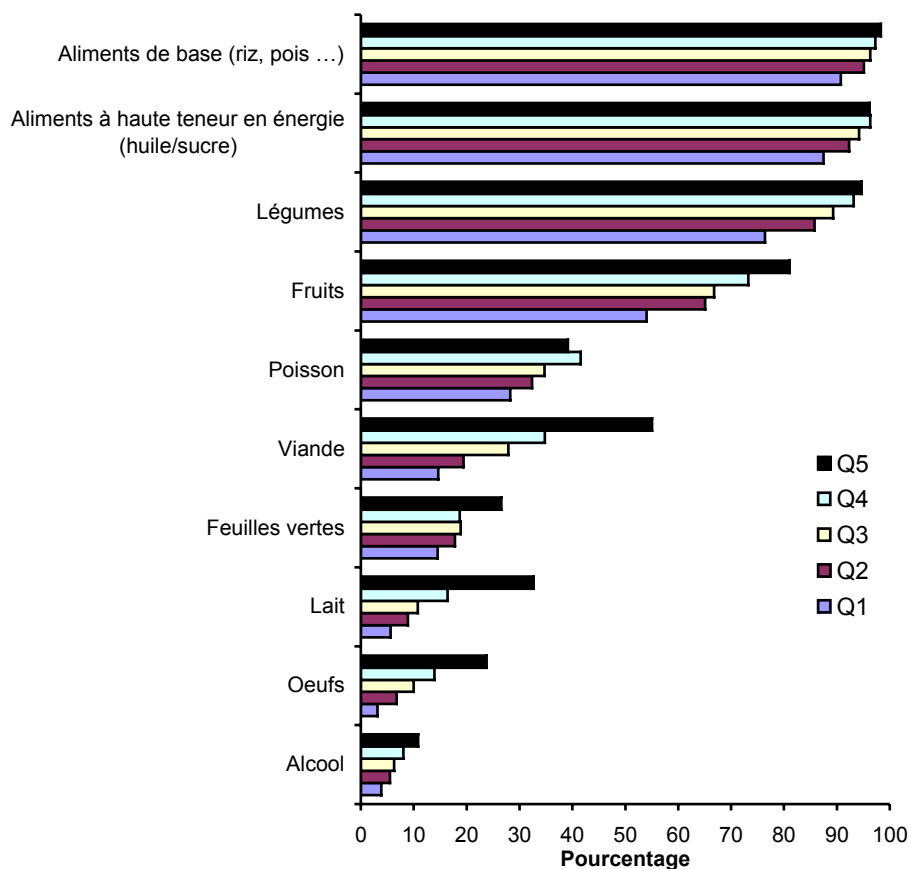
Cette technique statistique d'analyse multivariée vise à montrer le lien existant entre différentes caractéristiques sous forme de graphique dans le plan cartésien : la proximité de caractéristiques sur le graphe est interprétée comme une liaison entre elles. Le Graphique 13 montre clairement que les adultes qui se déclarent en bonne ou en très bonne santé sont obèses, ont le niveau d'éducation le plus élevé, les revenus les plus élevés et résident en zone urbaine (partie à droite et au bas du graphique). Par contre, une évaluation personnelle mauvaise ou très mauvaise de son état de santé va de pair avec une maladie chronique grave, des problèmes de mobilité, une détresse mentale, un bas niveau de revenu, aucune éducation et une résidence en zone rurale (côté gauche du graphique). En résumé, le graphique souligne le rapport étroit entre l'état général de santé et les symptômes déclarés. Il indique également que l'obésité commence à devenir un problème de santé publique.

### **Variété des produits alimentaires et diversité du régime**

Les recherches ont montré que le décompte des aliments et des groupes d'aliments consommés constitue une méthode utile pour évaluer la qualité du régime alimentaire, étroitement liée à l'état nutritionnel des enfants (Hatloy et al. 2000) et à une diète adéquate (Hatloy et al. 1998). Pour les besoins de l'ECVH, une liste de 111 produits alimentaires a été établie. On a demandé à des membres du ménage, choisis au hasard, s'ils avaient consommé l'un de ces aliments le jour précédant l'enquête. Un simple décompte des aliments consommés fournit le Score de Variété Alimentaire (SVA) avec une fourchette théorique allant de 0 à 111. À partir de ces données, un Score de Diversité Alimentaire (SDA) a été aussi calculé en comptant le nombre de groupes de produits alimentaires que le ménage a consommé. Les produits étaient divisés en neuf groupes: féculents, viande, poisson, oeufs, légumes, salades, fruits et produits contenant beaucoup de calories (huile et sucre) (Graphique 14). Presque tous les ménages consomment des vivres alimentaires de base (principalement le riz, le pain et le maïs), certains aliments gras (essentiellement l'huile d'olive, de soja, de cuisine et du sucre raffiné) et des légumes (le plus souvent: haricots, ail, poireau, poivron rouge, oignon et tomate).

Graphique 14

Aliments consommés le jour précédant l'enquête,  
selon le quintile du revenu du ménage (n = 7186 ménages)



La fourchette théorique pour le DDS est de 0 à 9; l'alcool n'était pas compris dans le Score de Diversité Alimentaire. L'idée est qu'une plus grande variété de produits alimentaires apportera plus de nutriments et une meilleure alimentation.

La diversité des produits alimentaires et la qualité du régime alimentaire sont mieux balancées dans l'Aire métropolitaine et dans les zones urbaines que dans les zones rurales. La variété du régime alimentaire dépend du lieu de résidence du ménage et du niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage (Tableau 6 ). Plus le niveau d'éducation est élevé, plus le régime alimentaire est varié.



# Alimentation plus variée chez les personnes les plus éduquées dans tous les milieux de résidence

**Tableau 6**

Score de Variété Alimentaire (SVA) moyen et distribution de la population adulte selon le SVA par niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage et milieu de résidence.

Score de variété alimentaire	Aire métropolitaine			Autre urbain			Rural			Ensemble
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire ou supérieur	Aucun niveau	Primaire	Secondaire ou supérieur	Aucun niveau	Primaire	Secondaire ou supérieur	
Moyenne	15	17	19	12	14	16	11	13	15	13
Bas	24	11	10	44	29	21	43	28	23	32
Moyen	28	34	21	23	27	24	33	36	30	31
Elevé	48	54	70	33	44	55	24	36	47	38
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Échantillon	272	454	783	302	274	329	3237	1145	391	7186

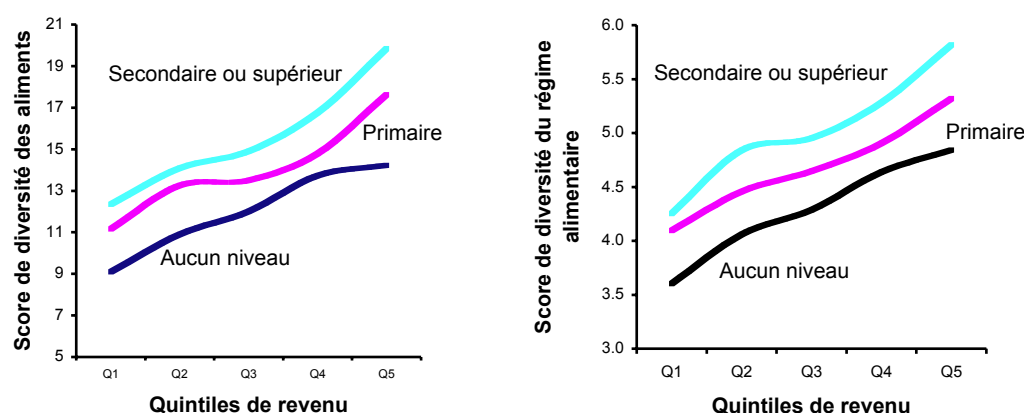
SVA : bas=1-9 produits, moyen = 10-14 produits; élevé = 15-82 produits

## Les personnes éduquées ont une alimentation plus variée, quel que soit le revenu

Comme on pouvait s'y attendre, les résultats de l'ECVH montrent que plus le revenu du ménage est élevé plus le régime alimentaire est varié en termes de SVA et de DDS. Mais, comme l'indique le Graphique 15, le niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage joue également un rôle très important dans une meilleure alimentation du ménage. Si le niveau d'éducation de ce dernier est plus élevé, la variété et la diversité alimentaire s'améliorent et sont comparables à celles d'un ménage appartenant aux deux quintiles supérieurs de revenus mais dont le principal apporteur de ressources est analphabète. Le choix des aliments est influencé à la fois par le revenu et par l'éducation.

**Graphique 15**

Diversité des aliments et diversité du régime alimentaire, par quintile du revenu total du ménage et par éducation du principal apporteur de ressources du ménage (n=7186 ménages)



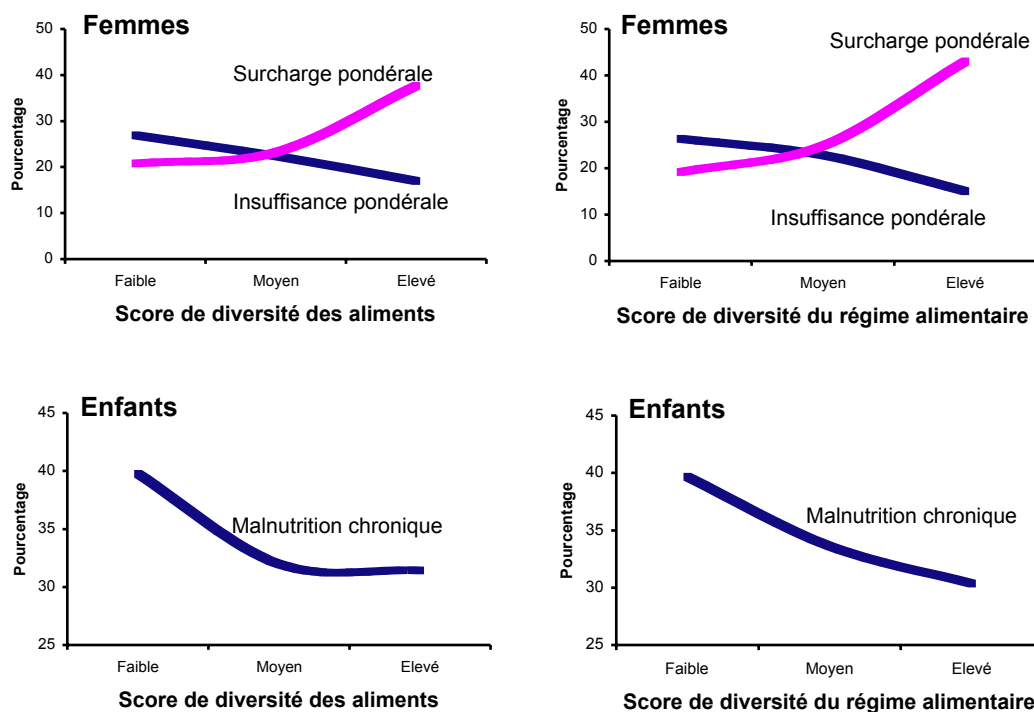
### Enfants et adultes mal nourris vivent dans des ménages où le régime alimentaire n'est pas varié

Si on répartit les ménages en groupes, par variété de régime alimentaire faible, moyenne et élevée, on remarque que davantage de femmes en-dessous du poids normal vivent dans des ménages avec un score faible en termes de variété de produits alimentaires et de diversité du régime alimentaire (Graphique 16).

Le pourcentage le plus élevé de personnes obèses se trouve dans les ménages ayant une riche variété de produits alimentaires et une diversité dans le régime alimentaire. Concernant l'état nutritionnel des enfants, 40% des ménages avec un DDS et un SVA faibles ont des enfants rachitiques tandis que 30 à 32% d'enfants le sont dans les ménages avec un DDS et un SVA élevés. Nous n'avons pas trouvé de liens entre la variété des aliments, la malnutrition aigüe, i.e malnutrition extrême. Une explication serait que l'extrême malnutrition est influencée par des facteurs autres que le régime alimentaire du ménage, par exemple les infections et surtout la diarrhée.

**Graphique 16**

La prédominance des ménages avec des femmes obèses (IMC>25) et des femmes en-dessous du poids normal (IMC<18.5). La malnutrition aigüe (HAZ < - 2) par Variété de Produits Alimentaires et Diversité du Régime Alimentaire (Bas=1-3, Moyen = 4-5, Elevé = 6-9) (échantillon de 6393 ménages avec des femmes, et 1821 ménages avec des enfants de moins de 5 ans)



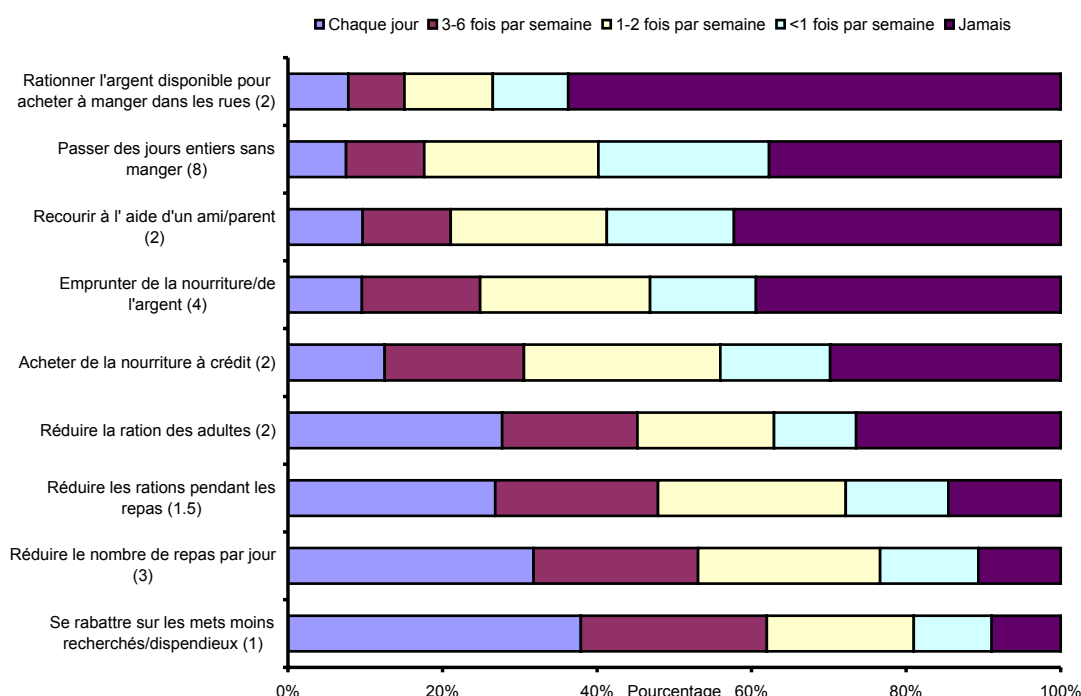
## Sécurité alimentaire et stratégie de consommation alimentaire

Des nouvelles recherches sur la nature multi-factorielle de la sécurité alimentaire montrent qu'il n'existe pas de "mesures standards" pour déterminer si un ménage fait face à l'insécurité alimentaire. Il n'existe pas non plus de définition unique. La plus fréquemment citée est celle de la Banque Mondiale: "accès par tous et tout le temps à une alimentation suffisante pour une vie active et saine" (Banque Mondiale, 1986: 1). Dans l'ECVH, nous avons utilisé un indice basé sur la fréquence et la sévérité des stratégies de consommation décrites par Maxwell et al. (1999), en vue de déterminer la sécurité alimentaire.

Neuf questions concernant les ménages ont été posées aux répondants du questionnaire afin d'identifier les stratégies de compensation alimentaire les plus fréquemment utilisées ainsi que la stricte application de ces stratégies (Graphique 17). En Haïti, plus de 60% des ménages achètent des aliments moins chers ou de second choix, plusieurs fois par semaine, par mesure d'économie.

**Graphique 17**

Distribution en pourcentage des ménages (n=6645 ménages) selon la fréquence de mise en oeuvre d'une stratégie donnée au cours du mois dernier à cause du manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture



Un indice de Stratégie de Consommation Alimentaire (SCA) a été calculé à partir de neuf questions en multipliant le nombre de jours par le poids donné à chaque question<sup>2</sup> (voir Graphique 17). Une SCA élevée indiquera alors un ménage en situation d'insécurité alimentaire et une SCA faible, un ménage ne connaissant pas cette insécurité.

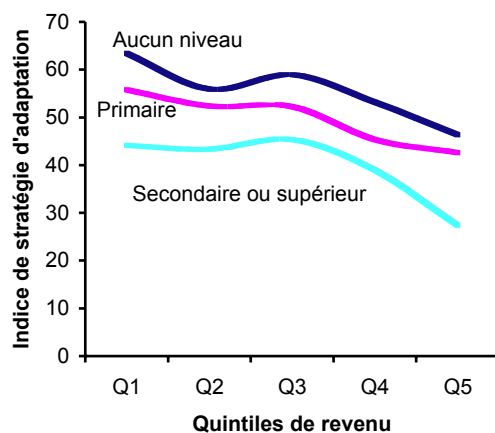
<sup>2</sup> Les chiffres indiquent la valeur donnée à chaque question dans l'élaboration de l'index de stratégie de consommation alimentaire.

***L'éducation aide à trouver une meilleure stratégie de consommation alimentaire***

Comme pour la variété des aliments et la diversité du régime alimentaire, la SCA est influencée non seulement par le revenu mais aussi par l'éducation du principal apporteur de ressources du ménage (Graphique 18). Dans toutes les tranches de revenus, les SCA sont 13 à 19 fois supérieures lorsque le principal apporteur de ressources du ménage est analphabète comparé au cas où il a au moins une éducation de niveau secondaire. Il est important de noter que la stratégie de consommation alimentaire du démuné ayant une éducation plus élevée est similaire à celle des personnes riches sans éducation.

**Graphique 18**

Indice de stratégie de consommation alimentaire par revenu des ménages (n=6646 ménages)

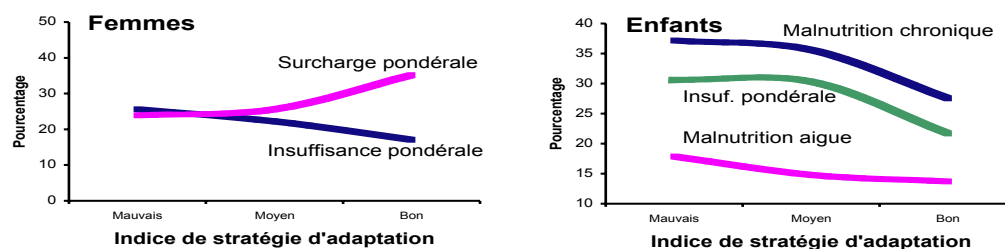
***Plus grande fréquence de malnutrition lorsque la SCA est inadéquate***

La SCA est divisée en trois parties: bonne (SCA=0-29), moyenne (SCA=30-57) et mauvaise (SCA=58-172). Comme l'indique le Graphique 19, le pourcentage de malnutrition chez les femmes et les enfants est plus élevé avec une mauvaise SCA. Contrairement aux scores de variété alimentaire et de diversité du régime alimentaire, ce pourcentage a été reconnu comme cause du sous-développement et du ralentissement de croissance chez les jeunes enfants.

**Graphique 19**

Pourcentage de ménages avec des femmes obèses (IMC>25) et des femmes souffrant d'insuffisance pondérale (IMC< 18.5), avec des enfants âgés de 5-59 mois de rachitisme, de sous-développement et d'insuffisance pondérale, selon l'Indice de Stratégie de Consommation

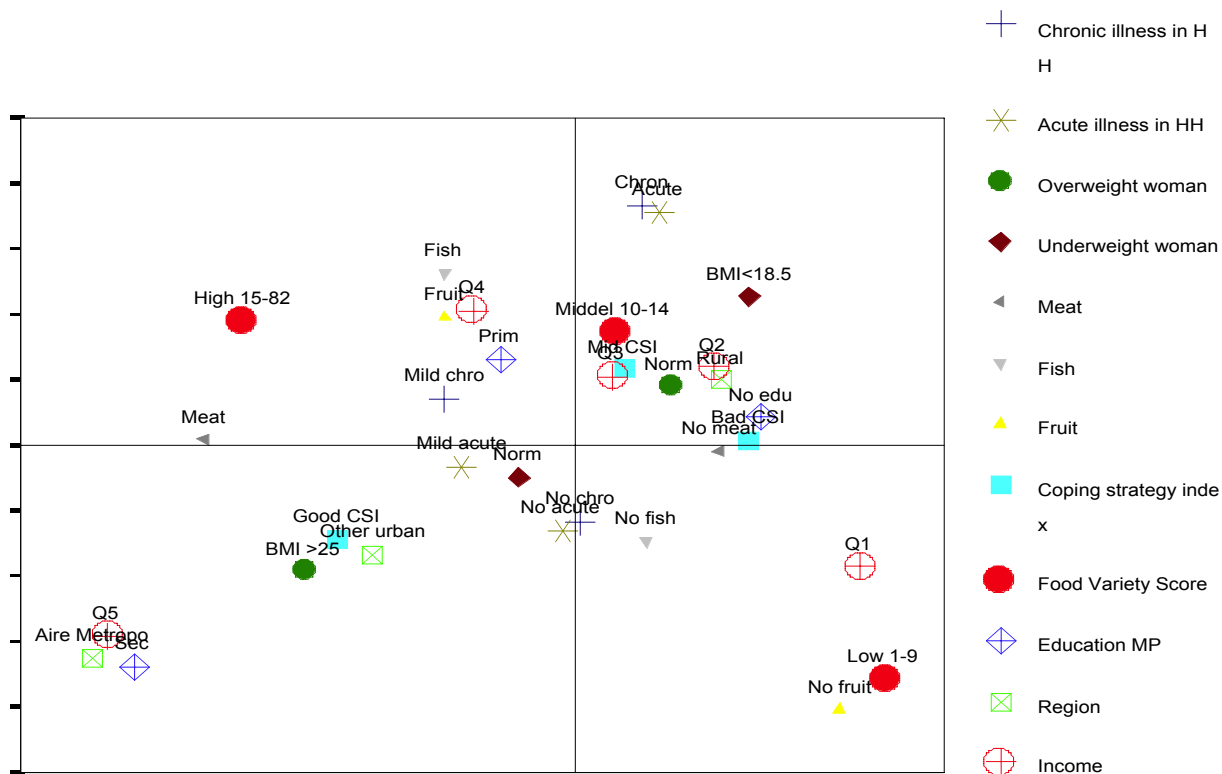
Alimentaire (Echantillon de 5942 ménages avec femmes, et de 1905 ménages avec enfants).



## Synthèse des comportements en matière de santé

Graphique 20

Analyses des correspondances comparatives des stratégies de consommation alimentaire, des variétés alimentaires, de la prévalence de l'insuffisance pondérale et de l'obésité chez les femmes dans les ménages, personnes souffrant de maladies aiguës dans les ménages, du revenu des ménages, du niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage et du milieu de résidence du ménage (Echantillon de 7186 ménages)



Dans le Graphique 20 sont illustrés, au niveau des ménages, les liens entre les éléments suivants : la variété des produits alimentaires, les stratégies de consommation alimentaire, le pourcentage de femmes obèses ou en situation d'insuffisance pondérale, le pourcentage de membres du ménage souffrant de maladies chroniques ou aiguës, le revenu et l'éducation du principal apporteur de ressources du ménage. Dans la partie gauche du graphique, on constate que les nantis sont les mieux éduqués, ont une meilleure stratégie de consommation alimentaire, une riche variété alimentaire et résident généralement dans l'Aire métropolitaine.. Dans la partie droite du graphique, se retrouvent les plus démunis, les analphabètes, les personnes à faibles revenus, une faible variété alimentaire, de mauvaises stratégies de consommation alimentaire et les femmes souffrant d'insuffisance pondérale. Toutefois, les résultats montrent que ces facteurs ne sont pas uniquement associés aux revenus des ménages. Le degré de connaissance joue un rôle prépondérant car, plus les personnes sont éduquées, plus elles trouvent de meilleures stratégies de consommation alimentaire, peu importe leurs revenus.

### Service de santé

#### *Une personne sur deux recherche une assistance médicale en dehors du foyer*

Comme l'indique le Tableau 4, environ 50% de la population a souffert d'une maladie aiguë au cours des deux semaines précédant l'enquête. De ce groupe, 50% a cherché une assistance médicale en dehors de son foyer. Parmi ceux qui fréquentent les services de santé, un tiers souffre de maladies aiguës et deux tiers de maladies graves (Tableau 7 ). Selon l'EMMUS 2001 (Ministère de la Santé Publique et de la Population 2001:327), parmi ceux qui ont fait état de maladies graves durant les 12 derniers mois, 84% ont cherché une aide médicale d'une façon ou d'une autre. Ceci est raisonnable vu que la période de référence est plus longue dans l'EMMUS.

**Tableau 7**

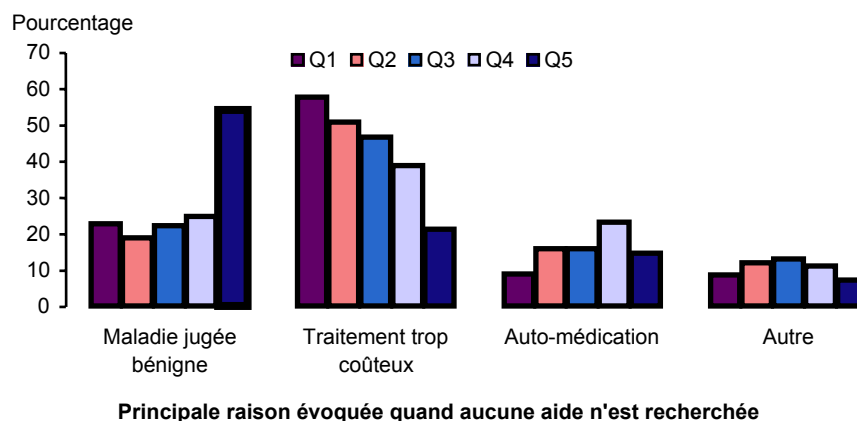
Pourcentage de personnes souffrant d'une maladie aiguë qui ont consulté une tierce personne en dehors de leur foyer

Visite médicale	Maladie au cours des deux semaines précédant l'enquête	
	Ont pu vaquer à leurs occupations	N'ont pas pu vaquer à leurs occupations
Oui	34	61
Non	66	39
Échantillon	1 449	2 477

43% des personnes interrogées déclarent que la raison principale les empêchant d'obtenir une aide médicale est que le ménage n'a pas les moyens de payer une consultation. Le graphique 21 montre que cette raison est étroitement liée au revenu du ménage. Environ 60% des ménages pauvres ne cherchent pas d'aide extérieure par manque d'argent, contrairement aux riches qui s'y abstiennent tout simplement parce qu'ils ne sont pas gravement malades.

**Graphique 21**

Distribution de la population de personnes ayant souffert de maladies graves au cours des deux semaines précédant l'enquête selon la raison principale les ayant empêché de solliciter une assistance médicale, par quintile du revenu total du ménage (n=1930)

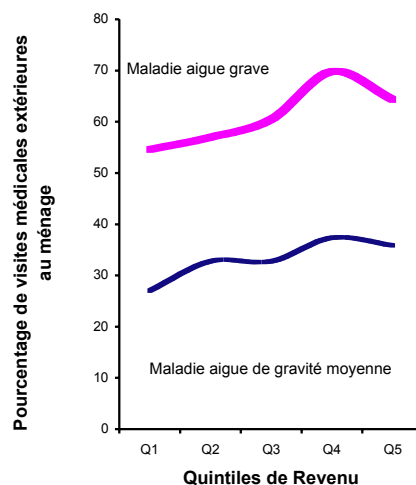


### ***Les plus riches recherchent une assistance médicale plus qualifiée lorsqu'ils sont malades***

Les résultats de l'ECVH indiquent que les membres des ménages aisés vont beaucoup plus souvent (ce n'est pas surprenant) consulter un médecin que les autres (Graphique 22). Ceci va dans le même sens que l'EMMUS. On remarque que les nantis recherchent un service de santé plus qualifié. 34% vont chez un spécialiste pour la première consultation tandis que seulement 8% des ménages pauvres le font (Graphique 23). Les démunis rechercheront plus souvent une aide non qualifiée pour leurs ennuis de santé.

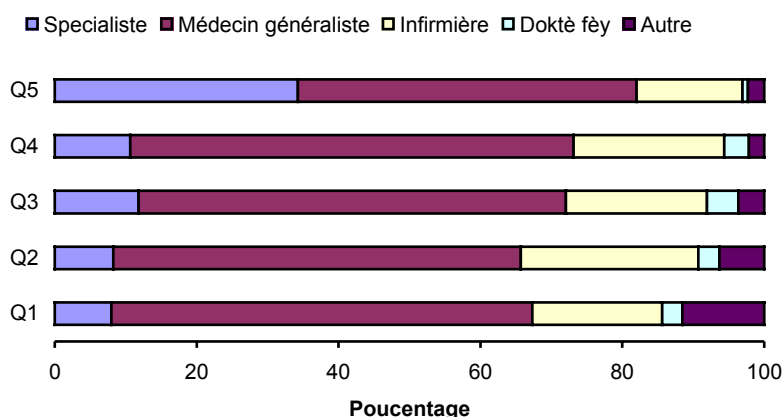
**Graphique 22**

Pourcentage de ceux qui cherchent une consultation médicale à l'extérieur lorsqu'ils sont malades, par revenu de ménages. L'état de gravité d'une maladie porte à chercher plus souvent une aide médicale.



Graphique 23

Répartition du personnel de santé consulté, par quintile du revenu total du ménage



**Les femmes d'âge moyen et les hommes âgés sont les plus insatisfaits des soins de santé reçus.**

La plupart des gens qui ont cherché une assistance médicale pour une maladie aiguë sont "très satisfaits" (58%) ou "assez satisfaits" (31%) des soins reçus. Cependant, comme l'indique le Tableau 8, les hommes de plus de 40 ans sont en général moins satisfaits que les plus jeunes. Il en est de même pour les femmes entre 15 et 59 ans. La plupart des répondants ont indiqué qu'ils étaient satisfaits de la consultation médicale pour leurs enfants.

Tableau 8

Distribution en pourcentage de la population malade selon le degré de satisfaction par rapport aux soins reçus par tranche d'âge

Satisfaction des soins reçus					
		Satisfaits	Assez satisfaits	Insatisfaits	Échantillon
Hommes	0-14	94	1	5	331
	15-39	88	3	8	229
	40-59	86	2	12	140
	60+	83	5	12	151
Femmes	0-14	93	1	6	323
	15-39	85	3	12	353
	40-59	82	4	14	223
	60+	88	4	7	236
Ensemble		88	3	9	1 986

**Les nantis dépensent autant que les pauvres en soins de santé**

En Haïti, les principales dépenses en soins de santé sont couvertes par les individus eux-mêmes. Seulement 4% des personnes interrogées ont déclaré avoir une assurance santé.

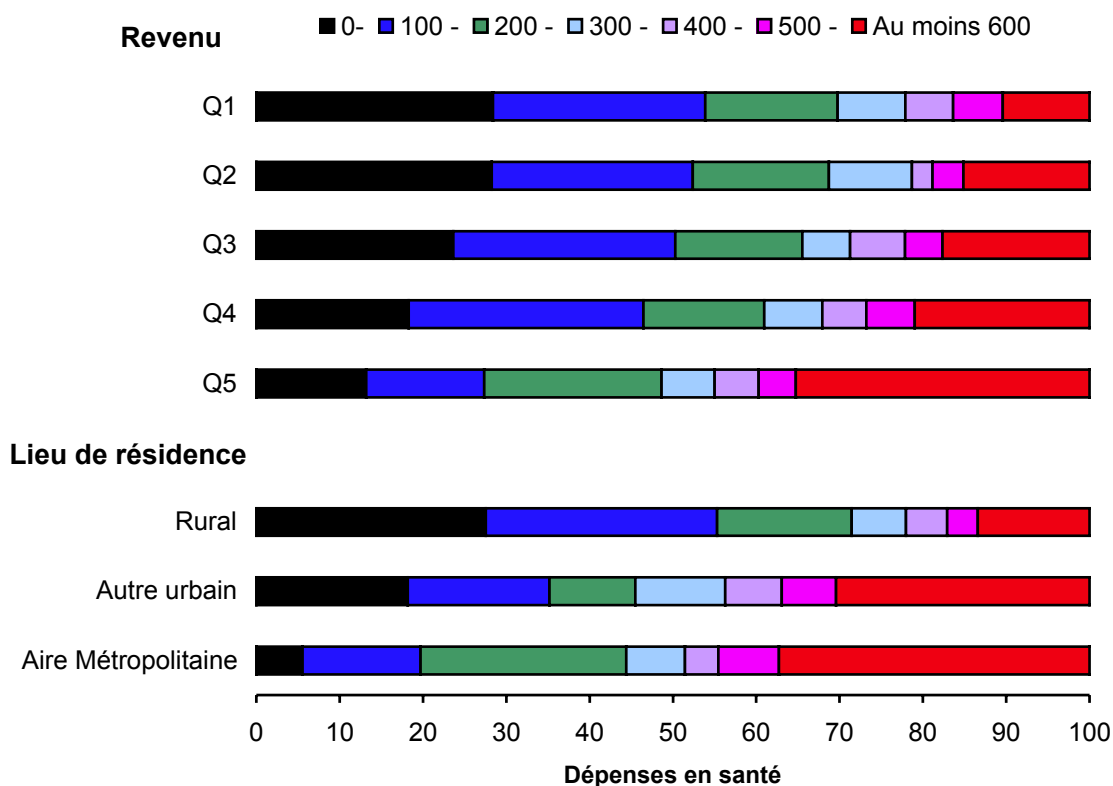


Une personne sur quatre, dans les zones rurales, dit avoir dépensé moins de 100 gourdes (5 US\$) pour la première consultation médicale, lors de sa dernière maladie. Ce montant couvre la consultation, les médicaments ou autres remèdes, et le transport. Comme l'indique le Graphique 24, il existe des différences énormes selon le lieu de résidence et le revenu des ménages.

Les dépenses pour les soins de santé sont très élevées comparées aux revenus annuels du ménage. Environ 50% des ménages appartenant au quintile des revenus les plus élevés ont indiqué que les frais d'une consultation médicale s'élevaient à plus de 200 gourdes. Ce montant, comparé à leur revenu mensuel, qui varie entre 10 et 290 gourdes, constitue une dépense égale à un mois de revenu pour une seule visite médicale. Dans les deuxième et troisième quintile, une seule consultation occasionnera aussi une dépense énorme pour le ménage. Le revenu mensuel du troisième quintile est de 650 à 1180 gourdes, signifiant ainsi qu'une consultation qui coûte 300 gourdes creuse un trou énorme dans le budget.

**Graphique 24**

Répartition des dépenses de santé en Gourdes, par revenu et lieu de résidence, pour les membres souffrant de maladies aiguës qui ont essayé d'obtenir un traitement médical à l'extérieur du ménage (n=1670)



## Conclusion

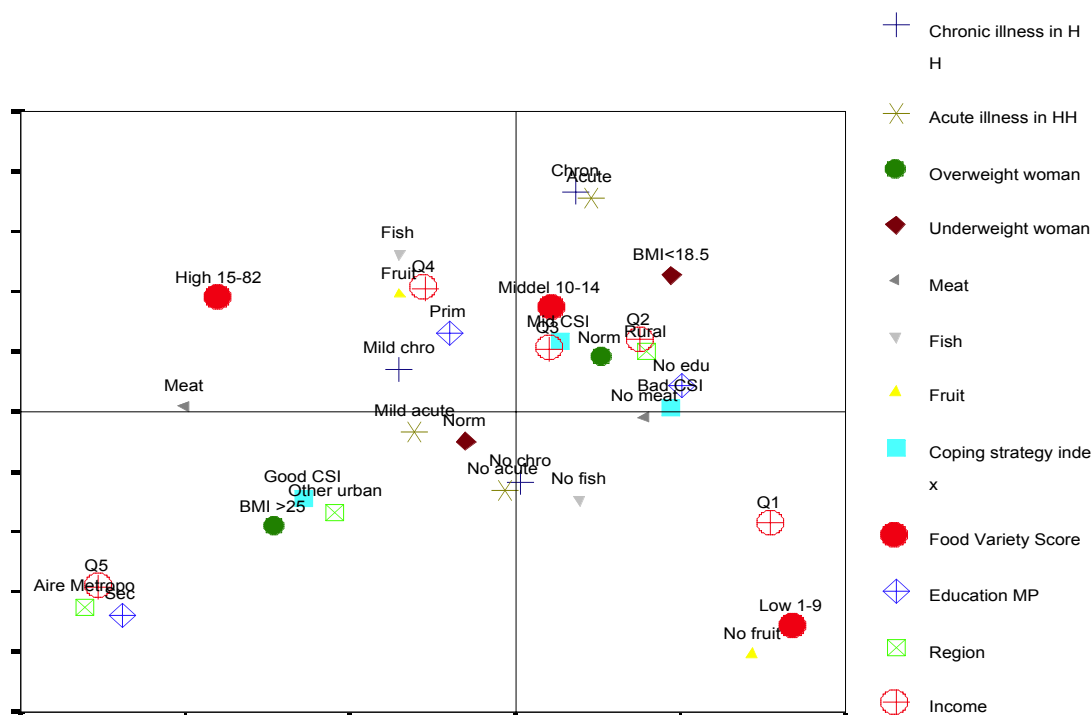
*En Haïti, les gens qui essaient d'obtenir une consultation médicale pour une maladie aiguë utilisent divers procédés. Comme l'indique le Graphique 25, ceux qui ont de faibles revenus et*

un principal apporteur de ressources du ménage analphabète ont tendance à se rendre à une clinique communautaire (dispensaire) auprès d'une infirmière et payer moins de 100 gourdes pour la consultation et les médicaments (à gauche du graphique). Les gens aisés vont dans des hôpitaux privés pour voir un spécialiste ou un médecin généraliste. Ils ont davantage tendance à laisser leurs communautés pour trouver l'aide dont ils ont besoin. Ils paient beaucoup plus pour les soins médicaux, plus de 300 gourdes (à droite du graphique).

Il est intéressant de noter que les nantis qui consultent le personnel le plus qualifié se plaignent beaucoup plus des soins reçus.

### Graphique 25

Analyses des correspondances des dépenses en soins de santé, du type de service de santé, du lieu de la consultation, de la satisfaction des soins reçus, l'âge, le sexe, le revenu du ménage, l'éducation du principal apporteur de ressources du ménage et du milieu de résidence (Echantillon de 2045 personnes souffrant de maladies aiguës durant les deux semaines précédant l'enquête)



## Références bibliographiques

- Aasland Aadne (ed.) 1996, *Lettonie: The impact of the transformation*, Fafo-Report 188, Oslo: Fafo
- Banque Mondiale, 1986, *Poverty and hunger: Issues and options for food security in developing countries*. Banque Mondiale, Washington, DC.
- Grogaard Jens (ed.) 1996, *Estonia in the grip of change*, Rapport-Fafo 190, Oslo: Fafo
- Hatloy Anne, Jesper Hallund, Modibo M. Diarra, Arne Oshaug 2000, « Rapport entre les scores de variété d'aliments, statuts socio-économiques et état nutritionnel. Un cas d'étude à Mali », *Public Health Nutrition*, 3 (1): 57-65.
- Hatloy Anne. Liv Elin Torheim, Arne Oshaug 1998, « Variété des aliments - un bon indicateur de nutrition adéquate? Un cas d'étude dans la zone urbaine au Mali, Afrique de l'Ouest ». *European Journal for Clinical Nutrition*, 52 : 891-898.
- Kharabesheh, Sa'ad, Age A. Tiltne 1998, « Health and health services », in Jon Hanssen-Bauer, Jon Pedersen, Age A. Tiltne (eds.), *Jordanian Society: Living Conditions in the Hashemite Kingdom of Jordan*, Fafo Report 253, Oslo : Fafo.
- Khawaja, Marwan, Age A. Tiltne (eds.) 2002, *On the margins: Migration and Living Conditions of Palestinian camp refugees in Jordan*, Fafo Report 357, Oslo : Fafo.
- Maxwell Daniel, Clement Ahiadeke, Carlo Levin, Margaret Armar-Klemesu, Sawudata Zakariah, Grace Mary Lamptey 1999, « Indicateurs de sécurité alimentaire alternative: réviser la fréquence et la stricte observance des "techniques de compensation alimentaire" », *Food Policy*, 24: 411-419.
- Moum Torbjon 1992, *Quality of life and health in the general population: Philosophical, methodological and empirical issues*. Ph.D dissertation, Department of Behavioural Science in Medicine, Oslo University.
- Ministère de la Santé Publique et de la Population 2001, *Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services*. EMMUS-III 2000, Pétiot-Ville: Institut Haïtien de l'Enfance, Maryland: Macro.
- Tambs K, T Moum 1993, « How well can a few questionnaire items indicate anxiety and depression? », *Acta Psychiatrica Scandinavica*, 97: 364-367.
- Organisation Mondiale de la Santé 1995. *The World Health Report 1995: Bridging the gaps*, Genève: OMS.
- Organisation Mondiale de la Santé 2001, *Mental and neurological disorders*, Fact Sheet No 265 Decembre 2001. <http://www.who.int/inf-fs/en/fact265.html>, downloaded 17-12.2002.
- Zapf Wolfgang et al 1987, *German Social report. Living conditions and subjective well-being 1978-1984*, Recherche sur les Indicateurs Sociaux, Vol. 19, Dordrecht/Boston/Lancaster/Tokyo: D. Reidel

--

## **Annexe du chapitre 3**

--

## **Annexe**

### **Définitions des indicateurs utilisés**

#### **Indice de Masse Corporelle (IMC)**

L'IMC établit une relation entre le poids et la taille qui est associée à la matière grasse du corps et au risque pour la santé. L'équation est  $IMC = \text{poids en kilogrammes} / \text{hauteur en mètres au carré}$ . Un IMC de plus de 25 est considéré excessif et un IMC de moins de 18.5 est considéré insuffisant. Cette mesure est prise sur la population adulte (à partir de 18 ans).

#### **Rachitisme/malnutrition chronique**

L'index du rachitisme est évalué à deux écarts-type en moins par rapport aux critères de référence: taille moyenne par âge de la population. Calculé pour les enfants de 6-59 mois.

#### **Rachitisme/malnutrition aigüe**

L'index du rachitisme est évalué à deux écarts-type en moins par rapport aux critères de référence, poids: taille moyenne de la population. Calculé pour les enfants de 6-59 mois.

#### **Insuffisance pondérale/malnutrition générale**

L'index de l'insuffisance pondérale est évalué à deux écarts-type en moins par rapport aux critères de référence: poids moyen par âge dans la population. Calculé pour les enfants de 6-59 mois.

#### **Score de Variété Alimentaire (SVA)**

La quantité de produits alimentaires consommés dans les ménages le jour précédant l'enquête. Calculé à partir d'une liste de 111 produits.

#### **Score de Diversité Alimentaire (SDA)**

La quantité de groupes de produits alimentaires (féculents, viande, poisson, lait, oeufs, légumes, salades, fruits, produits en haute énergie (huile et sucre). Le score maximum est de 9.

--



## **CHAPITRE 4**

### **Education**

--

## CHAPITRE 4

### Education

**Nathalie Lamaute-Brisson**

#### Introduction

*Longtemps la forte prévalence de l'analphabétisme a constitué un des indicateurs majeurs du sous-développement d'Haïti, de même que les faibles taux nets de scolarisation. La « ruée vers les écoles » (Locher 1991) commencée dans les années 70 a permis une réduction de la proportion de la population de 10 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire (IHSI 2000). La première section de ce chapitre est consacrée au taux d'alphabétisme de la population de 15 ans et plus et met en évidence les progrès intergénérationnels ainsi que les inégalités qui subsistent.*

*On sait que la massification relative de l'accès à l'éducation procède d'une forte demande portée par les ménages (Locher 1991, Fass 1991), augmentant l'offre scolaire privée, dominée par le secteur marchand, notamment au cycle primaire (Salmi 1998). La deuxième section de ce chapitre s'emploie à mesurer la fréquentation scolaire – encore en deçà de l'objectif de scolarisation universelle fixé pour 2004- en tenant compte non seulement des caractéristiques socio-démographiques de la population, mais aussi des conditions de vie des ménages. Les déterminants de la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école primaire sont ainsi explorés, après la mise à jour des principales tendances de la fréquentation scolaire, entre autres, la proximité entre les comportements des filles et ceux des garçons et la scolarisation tardive.*

*Les niveaux d'étude atteints constituent une des mesures des performances du système scolaire et des comportements individuels des élèves en articulation avec leur milieu. La troisième section révèle que si le niveau d'étude moyen a augmenté d'une génération à l'autre, si l'écart entre hommes et femmes s'est réduit à l'échelle intergénérationnelle, il y a encore d'importantes inégalités entre ménages et des difficultés propres au système éducatif qui obèrent les possibilités, pour les jeunes de 15-24 ans, de parvenir à achever l'école fondamentale.*

*L'analyse des perceptions qu'ont les parents de l'école est cruciale, eu égard aux efforts consentis par les ménages pour scolariser leurs enfants et les progrès encore modestes en termes de niveaux d'étude atteints. Cette analyse est centrée sur la satisfaction vis-à-vis de l'école exprimée par les parents et les personnes responsables des enfants fréquentant le préscolaire ou l'école fondamentale. La confrontation entre les opinions recueillies et les indicateurs de la qualité de l'école conduit à s'interroger sur les légitimités – liées ou non au champ des savoirs scolaires – attribuées par parents et personnes responsables à l'école.*

## Alphabétisme

### Plus d'un individu de 15 ans et plus sur deux sait lire et écrire

54% des personnes de 15 ans et plus déclarent savoir lire et écrire, quelle que soit la langue parlée à la maison. Ce taux est supérieur aux estimations de l'UNESCO qui publiait un taux d'analphabétisme de 50.2% pour l'année 2000, soit un taux d'alphabétisme de 49.8%<sup>1</sup>. Mais Haïti demeure loin derrière des pays comme la Jamaïque et la République Dominicaine où le taux d'alphabétisme dépasse les 80% de la population de 15 ans et plus (respectivement 86.9% et 83.7%), toujours selon les estimations de l'UNESCO pour 2000.

**Tableau 1**

Taux d'alphabétisme (%) des individus de 15 ans et plus selon le sexe par milieu de résidence

Sexe	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Homme	89.1	79.9	45.3	60.1
Femme	76.2	65.2	32.1	48.6
Deux sexes	82.0	71.8	38.6	54.1
Echantillon	3081	3452	13541	20074

Les disparités sont importantes entre les sexes (moins de la moitié des femmes savent lire et écrire contre six hommes sur dix), les milieux de résidence (près de neuf personnes sur dix savent lire et écrire dans l'Aire métropolitaine contre 45.3% seulement en milieu rural).

Il existe en outre des écarts considérables entre les niveaux de vie, c'est-à-dire selon le revenu per capita du ménage d'appartenance<sup>2</sup>. Les ménages ont été classés en fonction des quintiles du niveau de vie. Aux trois premiers quintiles de revenu per capita sont associés les plus faibles taux d'alphabétisme, en deçà de la barre des 50%. En revanche, trois individus sur quatre sont alphabétisés dans les ménages ayant le niveau de vie le plus élevé (dernier quintile). Au total, le taux d'alphabétisme des individus les plus riches vaut quasiment 2 fois (1.82) celui des individus les plus pauvres.

**Tableau 2**

Taux d'alphabétisme (%) des individus de 15 ans et plus selon le sexe par niveau de vie

Niveau de vie (revenu per capita du ménage)	Sexe		Ensemble	Indice de parité (F/M)*
	Homme	Femme		
20 % les plus faibles	47.4	36.0	41.3	0.76
Q2pc	50.3	37.6	43.5	0.75
Q3pc	55.2	43.4	49.0	0.79
Q4pc	60.4	50.2	55.1	0.83
20 % les plus élevés	79.9	70.8	75.3	0.89
Ensemble	60.1	48.6	54.1	0.81
Echantillon	9586	10488	20074	

\* Selon l'Institut de Statistiques de l'UNESCO (UIS), l'indice de parité entre les sexes pour un indicateur donné est le rapport entre la valeur correspondant au sexe féminin et celle correspondant au sexe masculin. Lorsqu'il y a parité entre les sexes, il est égal

<sup>1</sup> Unesco, Institute for Statistics, Institut de Statistique de l'Unesco, Estimations du taux d'analphabétisme et de la population analphabète âgée de 15 ans et plus, par pays, 1970-2015, Révision de juillet 2002.

<sup>2</sup> Le niveau de vie est obtenu en rapportant le revenu total du ménage à la taille du ménage.

à 1. S'il est inférieur à 1, c'est que la valeur de l'indicateur pour les femmes est inférieure à celle observée pour les hommes.

Reste que les inégalités entre les sexes sont transversales à celles existant entre les niveaux de vie. Quel que soit le niveau de vie, l'indice de parité entre les sexes pour le taux d'alphabétisme qui rapporte le taux d'alphabétisme des femmes à celui des hommes est toujours inférieur à 1. En d'autres termes, les femmes sont toujours moins alphabétisées que les hommes. Ceci étant, les écarts entre hommes et femmes ne sont pas toujours de même ampleur. Ainsi l'indice de parité entre les sexes tend à augmenter des plus faibles niveaux de vie (premier et second quintiles du revenu per capita du ménage) aux niveaux les plus élevés, passant de 0.76 à 0.89.

### **Des progrès en termes intergénérationnels**

Par-delà ce retard par rapport aux pays voisins et les disparités du moment, des progrès sont sensibles des plus vieux aux plus jeunes : le taux d'alphabétisme des jeunes de 15-29 ans est de 75%, soit le quadruple du taux d'alphabétisme des personnes de 60ans et plus (18.1%).

On peut tenter de mesurer les progrès entre les générations. L'idéal aurait été d'effectuer les comparaisons entre des générations entières reconstituées à l'aide d'enquêtes démographiques spécialisées. On peut néanmoins, avec l'ECVH, comparer les jeunes de 15-29 ans ou de 25-29 ans à ceux que l'on peut considérer comme leurs parents, à savoir les individus âgés de 50-54 ans. Cette démarche n'est pas exempte de troncatures: ces générations que l'on observe ne comptent que les individus qui ont survécu et ceux qui sont restés dans le pays. La troncature liée aux décès est vraisemblablement plus importante pour les 50-54 ans, sachant que l'espérance de vie à la naissance est particulièrement faible pour les anciennes générations. L'émigration joue un rôle non négligeable, surtout chez les plus jeunes, si l'on considère non seulement les migrations de travail mais encore celles liées au regroupement familial. Compte tenu de ces limites, il apparaît que près de sept personnes de 25-29 ans sur dix savent lire et écrire alors que moins d'un tiers de leurs parents de 50-54 ans déclarent pouvoir en faire autant. Bien plus, on observe une réduction des écarts entre les milieux de résidence, entre les sexes et entre les niveaux de vie.

### ***L'effort de rattrapage du milieu rural***

Des plus âgés (50-54 ans) aux plus jeunes (25-29 ans), le taux d'alphabétisme a été multiplié par trois en milieu rural tandis que dans l'Aire métropolitaine et dans les villes de province, le rythme de progression est bien plus faible (resp. 1.3 et 1.7). De sorte que le ratio entre le taux d'alphabétisme de l'Aire métropolitaine et celui du milieu rural a considérablement diminué, passant de 3.8 pour la génération des 50-54 ans à 1.7 pour la génération des 25-29 ans.

Tableau 3

Taux d'alphabétisme (%) par âge et selon le milieu de résidence

Tranche d'âge quinquennale	Milieu de résidence			Ensemble	Echantillon
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural		
15-19	91.0	91.1	69.6	78.6	3711
20-24	88.7	91.5	64.0	76.5	2749
25-29	88.1	84.3	52.2	68.7	2155
30-34	86.0	78.5	42.8	61.8	1701
35-39	83.2	70.3	34.4	51.5	1767
40-44	74.0	61.2	24.9	42.3	1561
45-49	67.9	58.2	22.0	35.7	1367
50-54	67.8	49.7	17.8	31.1	1077
55-59	68.1	36.2	13.5	21.9	978
60-64	65.8	47.1	14.1	25.9	833
65 ans et plus	42.9	26.3	8.6	15.1	2175
Ensemble	82.0	71.8	38.6	54.1	20074

**Les femmes rattrapent les hommes entre deux générations**

Près des deux tiers (64.4%) des femmes de 25-29 ans sont alphabétisées contre un quart (25.2%) de leurs mères (50-54 ans). La progression est particulièrement importante chez les femmes : le taux d'alphabétisme des femmes de 50-54 ans est multiplié par 2.5 tandis que celui des hommes du même groupe d'âge est multiplié par 1.9. Cette progression se traduit par un rattrapage des femmes par rapport aux hommes avec l'augmentation de l'indice de parité entre les sexes qui passe de 0.68 à 0.88 entre les deux générations. En clair, près de neuf femmes pour dix hommes savent lire et écrire dans la génération des 25-29 ans contre près sept femmes pour dix hommes dans la génération des 50-54 ans. Chez les plus jeunes de 15-19 ans, plus que d'un rattrapage, il faut parler d'un léger dépassement : le taux d'alphabétisme des filles (79.2%) est un peu plus élevé que celui des garçons (78%).

Tableau 4

Taux d'alphabétisme (%) des individus de 15 ans et plus par tranche d'âge quinquennale et par sexe

Tranche d'âge Quinquennale	Sexe		Ensemble	Indice de parité (F/M)
	Homme	Femme		
15-19	78.0	79.2	78.6	1.016
20-24	82.0	71.2	76.5	0.87
25-29	73.1	64.4	68.7	0.88
30-34	70.3	54.5	61.8	0.78
35-39	60.8	43.7	51.5	0.72
40-44	50.5	34.6	42.3	0.69
45-49	43.1	29.1	35.7	0.68
50-54	37.1	25.2	31.1	0.68
55-59	30.3	16.2	21.9	0.53
60-64	32.7	20.1	25.9	0.61
65 ans et plus	19.9	11.1	15.1	0.56
Ensemble	60.1	48.6	54.1	0.81

Par-delà les inégalités, les progrès en matière d'alphabétisme sont intrinsèquement liés à la « ruée vers les écoles », quoique que celle-ci débouche sur des résultats encore insatisfaisants, eu égard aux objectifs de scolarisation universelle au primaire, à l'achèvement universel de l'école primaire et la qualité de l'enseignement.

## Fréquentation scolaire

Près des deux tiers de la population des 6 ans et plus ont fréquenté ou fréquentent encore l'école (sans compter les 2.8% qui fréquentent le préscolaire si l'on en croit les déclarations des ménages). L'objet de cette section est, dans un premier temps, de mettre en évidence les principales tendances de la fréquentation scolaire des 6-24 ans par âge au cours de l'année académique 2000-2001. Ce, en considérant les milieux de résidence, les caractéristiques socio-démographiques des individus et celles de leurs ménages d'appartenance, les niveaux de vie de ces ménages et leur accès aux revenus de transfert, plus particulièrement aux transferts des émigrés. Puis l'analyse des taux nets de scolarisation selon les cycles d'études fait apparaître une forte concentration de l'effort de scolarisation sur le cycle primaire, avec la prégnance du phénomène, mis en évidence dès les années 70 de scolarisation tardive chez les enfants de 6-11 ans. Ce phénomène et plus généralement les limites de la demande scolaire selon les caractéristiques socio-démographiques ou socio-économiques des ménages font que la scolarisation universelle demeure un objectif à atteindre. Mais au-delà des caractéristiques « objectives », il importe également d'élucider le ou les sens de la demande scolaire.

## Principales tendances de la fréquentation scolaire

L'analyse de la fréquentation scolaire de la population scolarisable (6-24 ans) se fera en tenant compte de l'âge révolu au moment de la rentrée scolaire de l'année académique 2000-2001, c'est-à-dire en septembre 2000. On sait que l'âge d'entrée au primaire est de 6 ans, 12 ans pour le second cycle (de la 7ème à la 9ème année fondamentale) et 15 ans pour le troisième cycle (de la seconde à la terminale/philo)<sup>3</sup>.

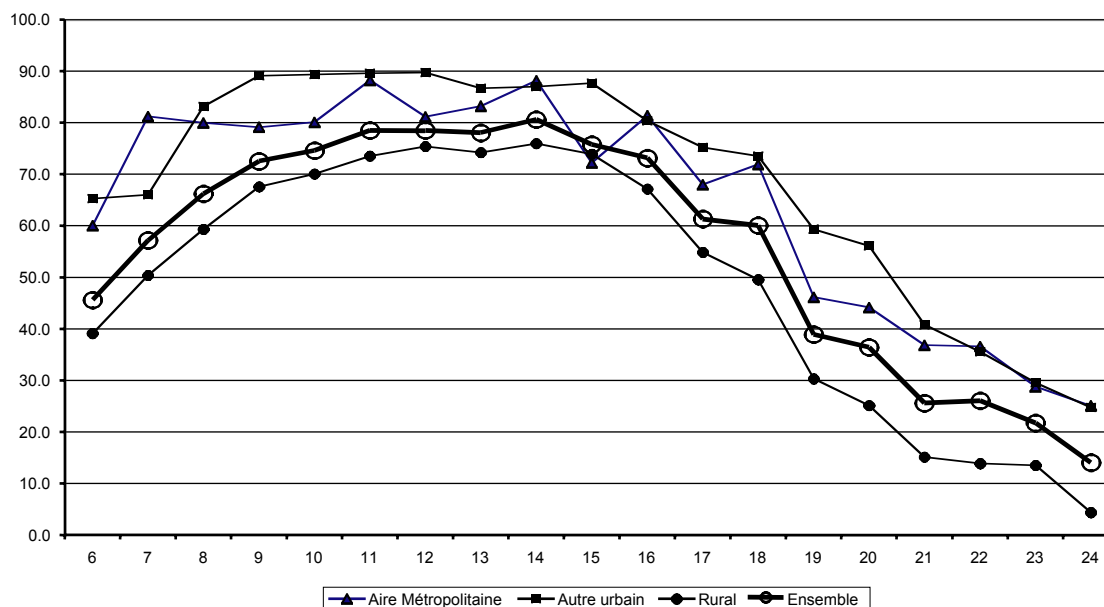
### *Le double retard du milieu rural en matière de fréquentation scolaire*

Dans l'ensemble, la fréquentation de l'école est relativement faible au jeune âge (6-7ans), puis elle progresse pour se situer entre 70 et 80% des enfants entre 8 et 16 ans. A partir de 17 ans, les « départs » de l'école sont assez nets. La proportion d'enfants en classe décline – de manière non régulière – jusqu'à atteindre moins de 20% des individus âgés de 24 ans, allant à l'école en septembre 2000

<sup>3</sup> Unesco / Institute for Statistics, Entrance Age and duration for pre-primary, primary, lower and upper secondary for the school-year 1999/2000. <http://www.unesco.org>

Graphique 1

Proportion (%) par âge simple de la population scolarisable fréquentant l'école selon le milieu de résidence



Tout ceci masque des disparités importantes entre les milieux de résidence. L'allure et le niveau de la courbe valant pour l'ensemble du pays sont déterminés par les comportements en milieu rural. Dans ce milieu, les proportions d'individus de 6-24 ans allant à l'école sont systématiquement plus faibles que celles observées dans l'Aire métropolitaine et les villes de province. Il n'y a pas de véritable tendance à la réduction des écarts entre le milieu rural, l'Aire métropolitaine et les autres villes à mesure que l'âge augmente. D'autre part, les enfants du milieu rural tendent à quitter l'école plus tôt que ceux de la capitale.

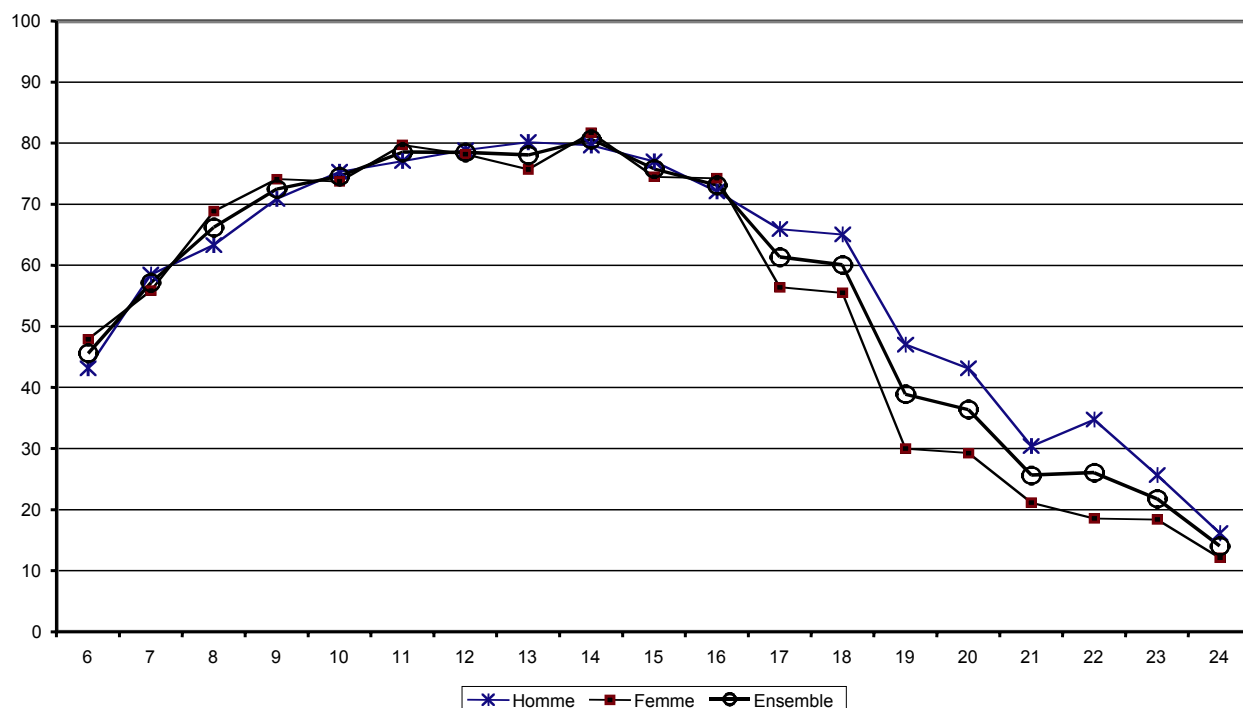
### Filles et garçons : des fréquentations scolaires proches

Les disparités selon le sexe sont beaucoup moins importantes. Tout d'abord, les comportements sont quasiment identiques entre 6 et 16 ans, avec une très forte proximité des proportions de filles et de garçons fréquentant l'école. Les écarts apparaissent à partir de l'âge de 17 ans, au détriment des filles dont la fréquentation scolaire devient inférieure à celle des garçons. Il y aurait là un double effet de "génération" et de "genre". Les parents des plus jeunes seraient davantage convaincus de la nécessité de scolariser indistinctement filles et garçons. En revanche à partir de 17-18 ans, les décisions de scolarisation ne sont plus les mêmes, dans la mesure où il y aurait une moindre valorisation sociale et économique (sur le marché du travail) des études relativement poussées chez les filles. Il est probable que dans le cas des âges les plus avancés la contrainte financière pousse au retrait des filles de l'école, ou encore qu'elles réussissent moins bien que les garçons.



Graphique 2

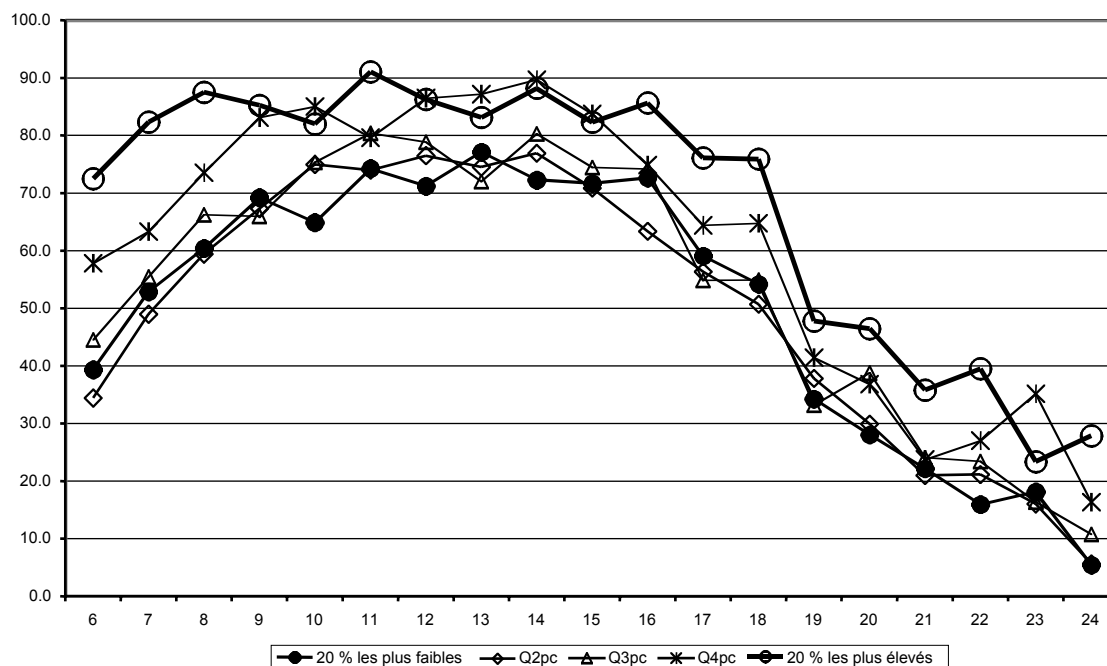
Proportion (%) par âge simple de la population scolarisable fréquentant l'école selon le sexe

**Un effort considérable chez les plus pauvres, mais un effet mitigé du niveau de vie**

Les écarts entre les enfants appartenant aux ménages les plus pauvres (premier quintile du revenu per capita) et ceux des ménages les plus riches (dernier quintile du revenu per capita) sont remarquables. Ils sont particulièrement importants aux jeunes âges (6-7 ans) : environ 40% des enfants de 6 ans les plus pauvres vont à l'école contre 70% des enfants du même âge issus des ménages les plus riches. Pourtant, un effort important est consenti chez les plus pauvres : entre 11 et 16 ans, en moyenne un peu plus de 70% des enfants pauvres vont à l'école. Aussi, le rapport entre la proportion des enfants les plus riches allant à l'école et celle des enfants les plus pauvres passe de 1.8 pour les 6 ans à 1.2 en moyenne. Les enfants les plus pauvres tendent à rester relativement longtemps à l'école : le décrochage commence à 17 ans - ce qui correspond à la moyenne nationale - même si ceux du dernier quintile tendent à quitter à partir de 19 ans. Ceci dépend en partie de l'intégration progressive dans le système scolaire et, éventuellement, des comportements d'acharnement de certains parents, malgré la fréquence des redoublements.

Graphique 3

Proportion (%) par âge simple de la population scolarisable fréquentant l'école selon le niveau de vie (quintile du revenu per capita du ménage)



Au-delà des disparités entre les niveaux de vie extrêmes, il semble que le niveau de vie aurait un effet mitigé sur la fréquentation scolaire. Il n'y a pas de profil bien net par niveau de vie mais des « évolutions » en dents de scie. Les comportements des enfants des deuxième et troisième quintiles sont relativement similaires à ceux du premier quintile, tandis que le quatrième quintile du revenu per capita se rapproche du dernier. De sorte que l'on pourrait considérer non pas des comportements distincts d'un quintile à l'autre mais plutôt une « coupure » entre, d'un côté, les trois premiers quintiles et, de l'autre, les deux derniers, sachant qu'il peut exister une hétérogénéité relativement importante dans le second pôle. Enfin, même dans les ménages les plus riches, la proportion de ceux qui fréquentent l'école ne dépasse guère les 90%.

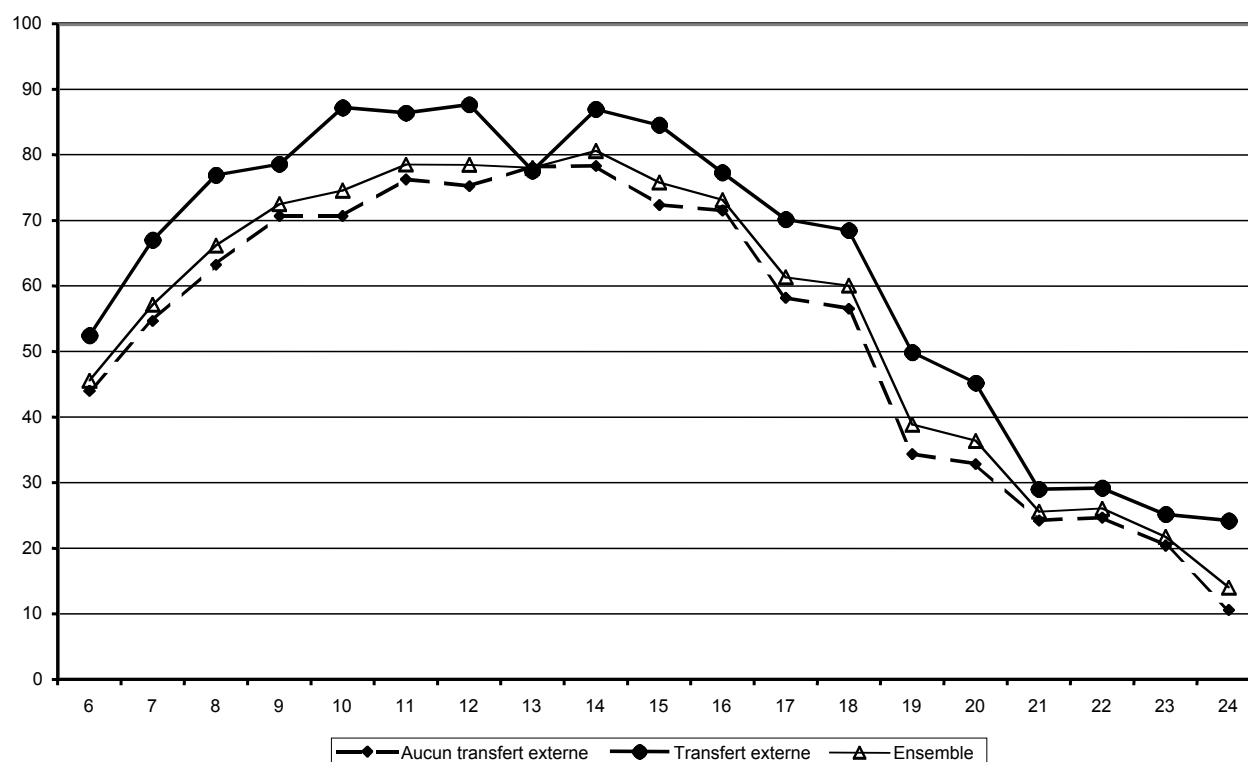
### **Une plus grande fréquentation des enfants des ménages bénéficiaires des envois de fonds des émigrés**

Bien que les revenus de transfert participent à la détermination du niveau de vie, il convient d'examiner les comportements de fréquentation scolaire selon que les ménages auxquels appartiennent les 6-24 ans reçoivent ou non des transferts des émigrés. Fass (1995) rapporte que les envois de fonds des émigrés financent la scolarisation. Ce financement peut être direct ou indirect. Direct, lorsque les fonds reçus sont affectés aux dépenses d'éducation (livres, uniformes et écolage) : dans l'Aire métropolitaine, 18.6% des ménages bénéficiaires de transferts en 1997 déclarent que ceux-ci sont principalement affectés au paiement de l'écolage (Lamaute-Brisson 2002 : 177). Indirect, lorsque ces fonds viennent compléter les ressources du ménage, lui permettant ainsi de financer la scolarisation une fois que les premiers besoins (alimentation, logement) sont satisfaits. Quel que soit le cas de figure,

il est un fait que la fréquentation scolaire des individus de 6-24 ans, issus de ménages bénéficiaires de transferts externes, est supérieure à la moyenne nationale, elle-même proche de la fréquentation scolaire de ceux vivant dans les ménages sans transferts externes.

**Graphique 4**

Proportion (%) par âge simple de la population scolarisable fréquentant l'école selon la réception de transferts externes



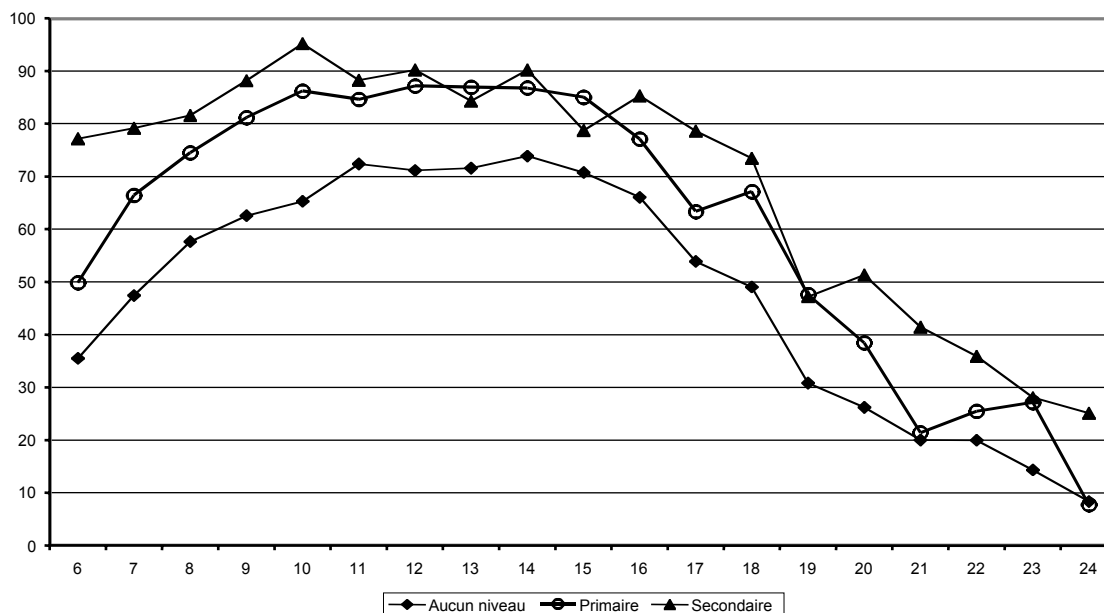
### ***Une moindre fréquentation scolaire chez les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'étude***

Cet effet mitigé du niveau de vie tient vraisemblablement aux rôles d'autres facteurs comme le milieu de résidence et le niveau d'étude du chef de ménage. Le graphique ci-dessous montre l'écart entre la courbe des enfants appartenant à un ménage où le chef de famille n'a aucun niveau d'étude et celui où il possède soit un niveau d'étude primaire, soit un niveau d'étude secondaire<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Les chefs de ménage ayant un niveau d'étude universitaire étant peu nombreux, la représentation graphique de la proportion des enfants de 6-24 ans de ces ménages fréquentant l'école est particulièrement heurtée, peu lisible, et n'est pas présentée ici.

**Graphique 5.**

Proportion (%) par âge simple de la population scolarisable fréquentant l'école selon le niveau d'étude du chef de ménage



Les écarts sont importants. Les enfants des ménages dont le chef n'a aucun niveau d'étude entrent progressivement, bien plus que les autres, franchissent difficilement le seuil de 70% d'enfants à l'école et ne s'en détachent pas de manière significative entre 12 et 16 ans. 90 % des enfants –dans la même tranche d'âge –vivant dans les ménages avec un chef ayant un niveau d'études primaires, vont à l'école. . L'effort de scolarisation est loin d'être négligeable dans la première catégorie et ouvre droit à une augmentation du niveau d'étude entre le chef de ménage et les enfants (aucun niveau – niveau primaire par exemple) et donc à une forme de mobilité intergénérationnelle ascendante. Pour autant, la logique de la reproduction est bien là, les « chances » d'une scolarisation plus étendue augmentant avec le niveau d'étude du chef de ménage

### La scolarisation au primaire

Les profils de fréquentation scolaire analysés plus haut ne renseignent pas sur les caractéristiques de l'engagement de la population scolarisable (6-24 ans) selon les cycles d'étude. On s'intéressera en particulier au taux net de scolarisation, défini comme le rapport entre le nombre d'individus scolarisés dans un cycle donné et la population en âge d'être scolarisée dans ce cycle<sup>5</sup>. Ainsi le taux net de scolarité au primaire par exemple renseigne sur la proportion des enfants en âge d'aller à l'école primaire fréquentant le cycle primaire.

<sup>5</sup> On distingue le taux net du taux brut de scolarisation. Ce dernier est le rapport entre le nombre d'individus scolarisés dans un cycle d'étude donné, indépendamment de leur âge, et la population en âge d'être scolarisée dans ce cycle. C'est ainsi que le taux brut de scolarité peut être supérieur à 100%, indiquant ainsi la présence d'enfants surâgés ou dont l'âge est inférieur à l'âge minimum pour un cycle donné.

***L'effort de scolarisation se porte d'abord sur le primaire***

Alors que 65% des enfants ayant entre 6 et 11 ans révolus en septembre 2000 vont effectivement à l'école primaire, 25% seulement des jeunes de 12-18 ans fréquentent l'école secondaire (de la 7ème année fondamentale à la terminale). L'effort de scolarisation se porte d'abord sur le primaire. Mais on peut aussi penser que la poursuite des études au cycle secondaire n'est pas ouverte à tous, compte tenu des parcours scolaires, de la barrière que constitue l'examen de fin d'études primaires, et des contraintes budgétaires telles que les parents ne parviennent pas à financer des études longues pour tous leurs enfants ou pour une partie d'entre eux.

***Contrastes importants entre milieux de résidence et niveaux de vie***

Là encore, les contrastes les plus importants apparaissent entre les milieux de résidence (six enfants sur dix en milieu rural, contre trois sur quatre dans l'Aire métropolitaine) et entre les niveaux de vie (81% chez les plus riches et 59% chez les plus pauvres). Tandis que les taux nets de scolarisation des filles et des garçons sont proches, avec un indice de parité entre les sexes (F/M) de 1.02. Toutefois, il existe des différences chez les filles et chez les garçons en fonction du niveau de vie.

Tout comme pour un même niveau de vie, les écarts entre les milieux de résidence sont loin d'être négligeables. Ainsi les enfants de 6-11 ans les plus pauvres de l'Aire métropolitaine sont davantage scolarisés au primaire (68%) que ceux du milieu rural (55%), mais moins scolarisés que ceux des autres villes de province (81%). Et il n'y a pas de vrai rattrapage des autres villes par l'Aire métropolitaine ou de celle-ci par le milieu rural à mesure que le niveau de vie "augmente".

***La scolarisation des filles proche de celle des garçons******De faibles disparités entre les sexes chez les plus jeunes (6-15 ans)***

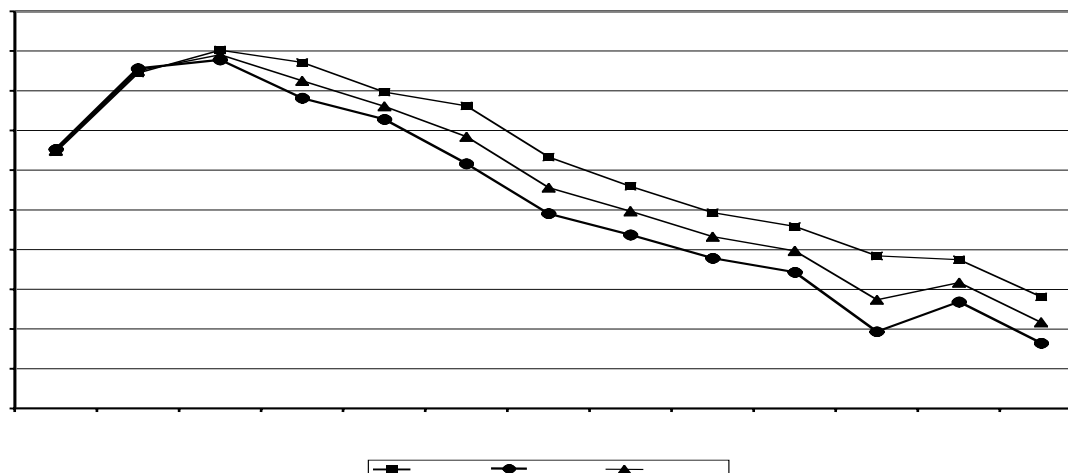
La fréquentation scolaire des garçons et celle des filles de 6-11 ans au primaire présente des profils similaires, tant en tendance (augmentation de 6 à 11 ans) qu'en niveau. Il s'agit là d'un phénomène récent.

En premier lieu, les disparités entre les sexes se sont considérablement réduites en termes intergénérationnels. 79% des jeunes femmes de 25-29 ans sont allées à l'école (ou la fréquentent encore) contre 34% de leurs mères (50-54 ans), soit un doublement (2.12) de la fréquentation scolaire des femmes en 25 ans. Tandis que la progression est un peu plus faible pour les hommes (1.7). Ce faisant, l'écart entre les sexes passe de 11.5 à 6.8 points de pourcentage entre ces deux générations.

En second lieu, la réduction des écarts est très rapide chez les 6-19 ans : moins de 3 points de pourcentage chez les 15-19 ans et moindre chez les filles âgées de 6 ans en septembre 2000.

Graphique 6

Proportion (%) par tranche d'âge quinquennale ayant fréquenté ou fréquentant l'école selon le sexe (Ensemble Pays)

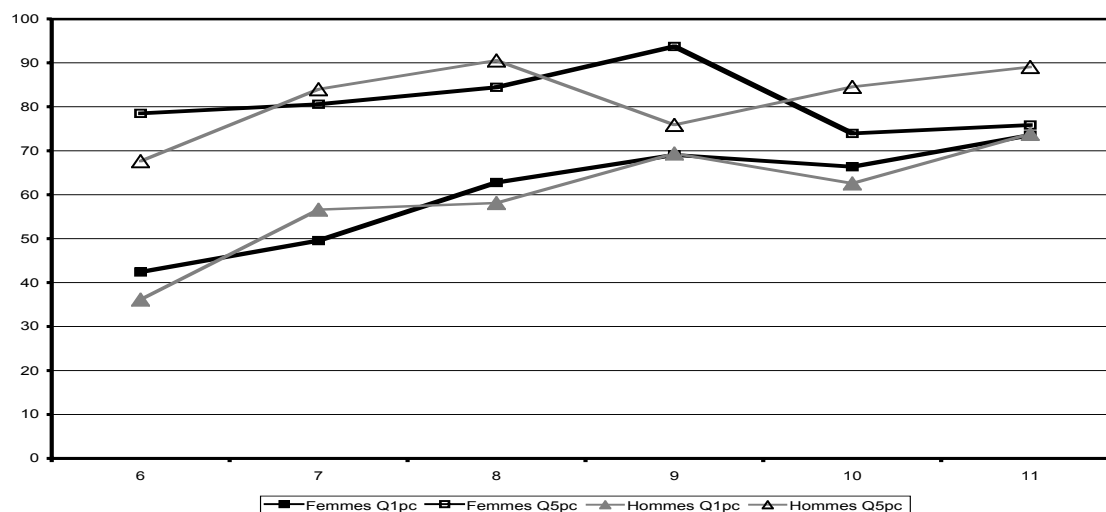


***Des taux nets de scolarisation proches, quel que soit le niveau d'étude du chef de ménage, le niveau de vie***

Par ailleurs, pour chaque niveau d'étude du chef de ménage, les taux de scolarisation des deux sexes sont très proches. On peut en dire autant pour les taux nets de scolarisation des filles et des garçons calculés en fonction du niveau de vie du ménage (graphique ci-dessous), par-delà les "évolutions" erratiques d'un âge simple à l'autre entre 6 et 11 ans.

Graphique 7

Taux net de scolarisation (%) par âge simple selon le genre et le niveau de vie (quintile du revenu per capita)

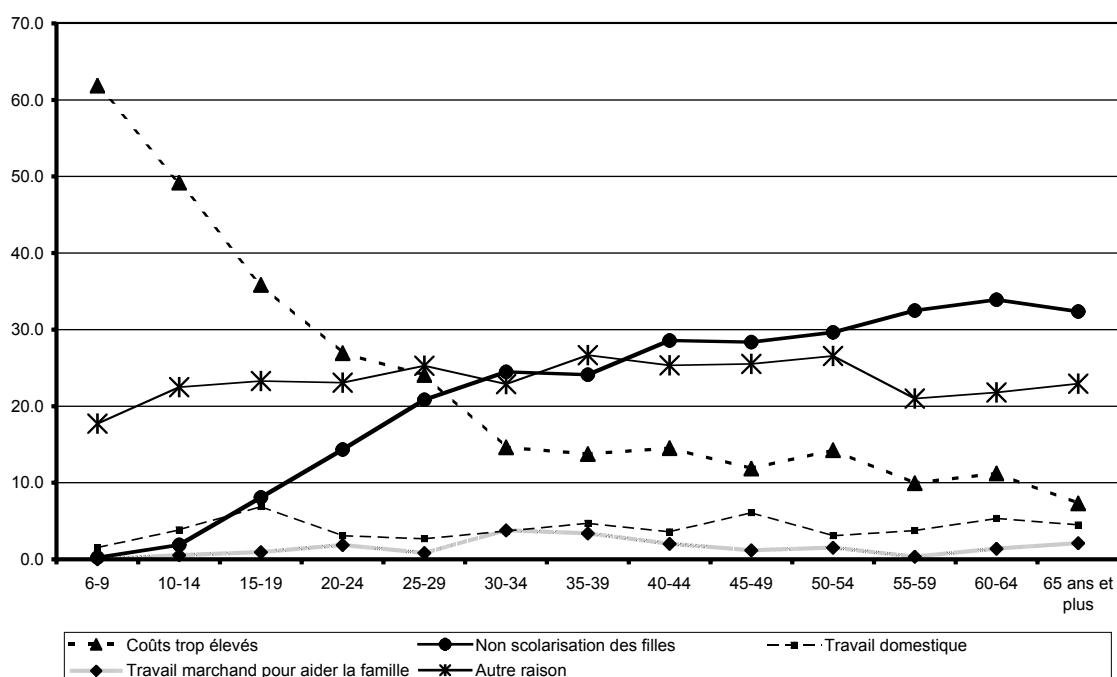


### Les traces d'un changement de mentalités : le refus de la scolarisation des filles en voie de disparition

Comment expliquer ceci ? L'analyse des motifs de la non-scolarisation des 6 ans et plus indique un très net recul, des plus vieux aux plus jeunes, de l'idée selon laquelle il ne faut pas scolariser les filles, surtout pour les plus jeunes. Entre les femmes 50-54 ans et leurs enfants de 25-29 ans, le poids de ce motif recule de manière significative, passant de 29.7% à 20.8%. Mais il y a une quasi disparition remarquable de ce motif entre les jeunes femmes de 25-29 ans et les filles de 6-9 ans : 0.9% seulement des filles qui n'ont pas été scolarisées ont été tenues en dehors de l'école en raison d'une discrimination à l'encontre des filles.

Les motifs de ce progrès méritent d'être clarifié car tant que les raisons positives justifiant la scolarisation des filles ne sont pas connues, l'explication de la non scolarisation des filles de 6-19 ans, plus particulièrement celles de 6-9 ans, continuera à être les barrières financières.

**Graphique 8**  
Raisons de la non-scolarisation chez les femmes  
(6 ans et plus) selon la tranche d'âge quinquennale



Par ailleurs, il convient de demeurer prudent quant aux déterminants des choix de la scolarisation des filles. Si le refus évident, déclaré, de la scolarisation des filles a quasiment disparu, d'autres raisons non avouées peuvent jouer au détriment des filles. La mobilisation de celles-ci comme main-d'œuvre dans la sphère domestique ou marchande apparaît mineure, selon les déclarations recueillies. Mais, dans un contexte de scolarisation massive, où les effets de mimétisme jouent très probablement (on scolarise ses enfants parce que ceux des autres adultes fréquentent l'école), il y a peut-être des réticences non négligeables à déclarer à un enquêteur le besoin de main-d'œuvre comme justification de la non scolarisation des filles. En tout état de cause, le contingent des "autres raisons", des raisons

non spécifiées, relativement stable d'une tranche d'âge à l'autre, demeure important, soit près de 20% des filles de 6-9 ans non scolarisées en 2001.

### ***Mais... les femmes chefs de ménage scolarisent un peu plus les filles***

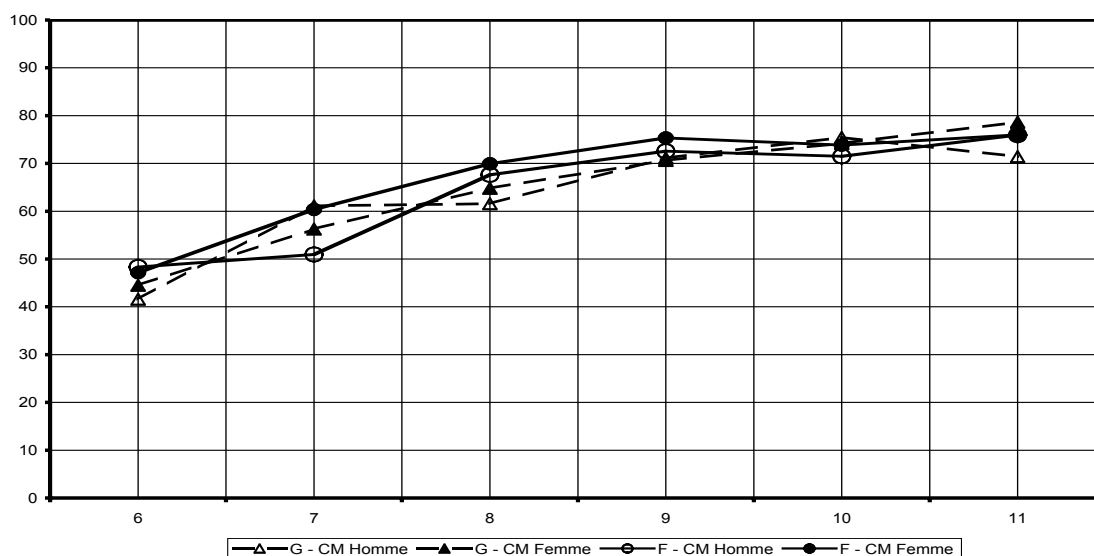
Enfin, les choix de scolarisation des filles tiennent peut-être au sexe du chef de ménage. Les filles de 6-11 ans vivant dans les ménages où le chef est un homme sont moins scolarisées (64%) que celles issues de ménages où le chef est une femme (67%). L'écart n'est pas énorme. Toutefois, le graphique 9 révèle qu'il est tangible pour la plupart des âges simples chez les filles de 6-11 ans. Alors que du côté des garçons, il n'y a pas de contrastes aussi marqués en fonction du sexe du chef de ménage.

En outre, il a été démontré que, dans certains pays africains, les enfants – des deux sexes – appartenant aux ménages dont le chef est une femme ont plus de chances d'être scolarisés que les autres (Kobiane, 1999 : 27), entre autres parce que les femmes chef de ménage procéderaient à une meilleure allocation des ressources en faveur des enfants que les hommes, et parce que les femmes chef de ménage dépendraient davantage de leurs enfants comme bâton de vieillesse, d'où la nécessité d'investir dans la formation des enfants.

Ces explications ne sont pas suffisantes, ici, puisqu'elles concernent filles et garçons. En admettant que les femmes ont compris la nécessité de scolariser les filles, c'est vraisemblablement le cas pour la plupart des hommes (puisque les écarts entre les taux de scolarisation des filles ne sont pas énormes, selon le sexe du chef de ménage). Une hypothèse serait que les chefs de ménage de sexe masculin privilégieraient la scolarisation des garçons lorsqu'ils ne sont pas en mesure de scolariser tous leurs enfants.

**Graphique 9**

Taux net de scolarisation (%) au primaire des filles et des garçons de 6-11 ans selon le sexe du chef de ménage





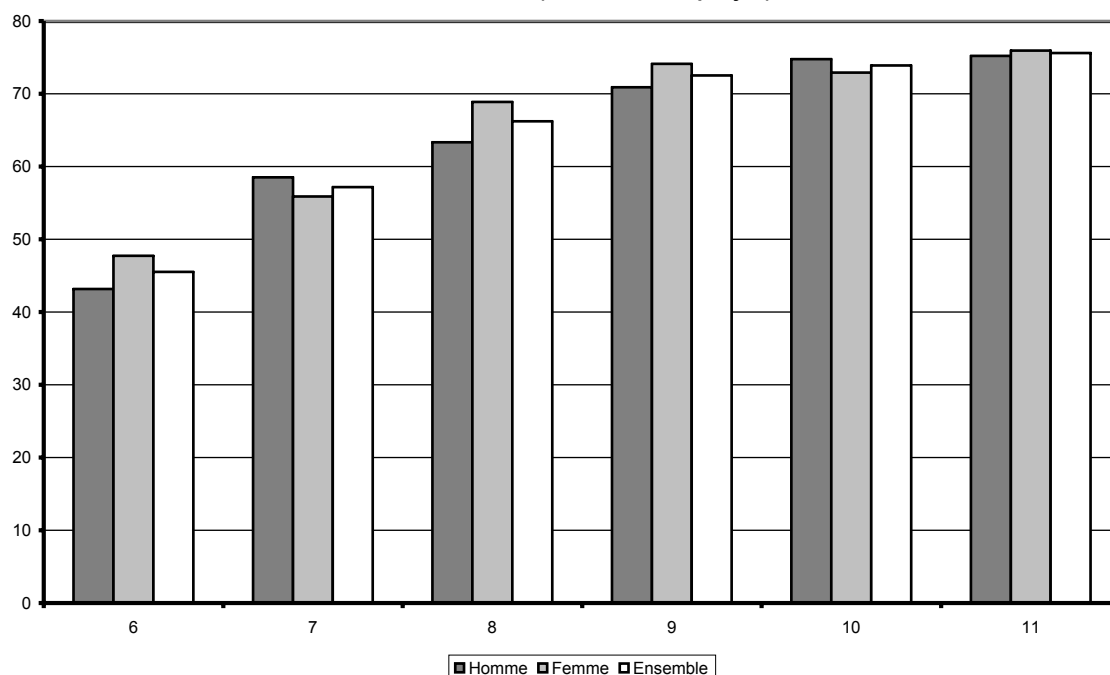
## La scolarisation tardive, entre l'ancien et le nouveau

### La progression des taux nets de scolarisation au primaire par âge simple

Si à l'échelle nationale, 65% des enfants ayant entre 6 et 11 ans révolus en septembre 2000 fréquentaient effectivement l'école primaire, le taux net de scolarisation des enfants en âge d'entrer en première année fondamentale (6 ans) est faible : 46 %. Le graphique 10 indique en outre que les taux nets de scolarisation par âge simple progressent à partir de 7 ans jusqu'à 11 ans, passant de 57% à 73%. La tendance à la hausse des taux de scolarisation avec l'âge vaut pour les deux sexes, à ceci près que les rythmes de progression ne sont pas identiques et qu'un léger recul se produit entre 9 et 10 ans chez les filles.

**Graphique 10**

Taux net de scolarisation (%) au primaire par âge simple des enfants de 6-11 ans selon le sexe (Ensemble pays)



Ceci est congruent avec les tendances, en termes de fréquentation scolaire, relevées à l'aide des proportions, par âge simple, des jeunes de 6-24 ans fréquentant l'école dans la population scolarisable. Les premiers indices d'une intégration progressive dans le système éducatif sont en effet donnés par l'allure des courbes de fréquentation scolaire.

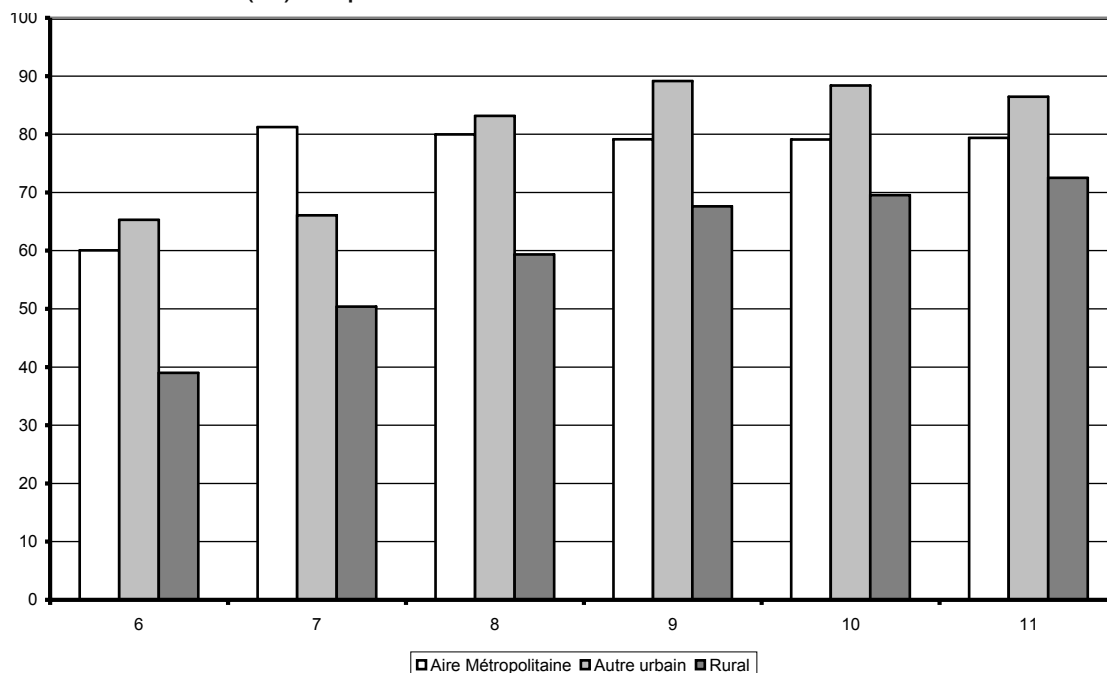
### Scolarisation tardive et sous-scolarisation en milieu rural

La progression des taux nets de scolarisation au primaire est tangible dans tous les milieux de résidence, urbains comme rural. Mais il existe des différences remarquables. Elle est bien plus nette en milieu rural et se produit d'âge simple en âge simple, de 6 à 11 ans. Alors que dans les milieux urbains, les profils sont contrastés. Dans l'Aire métropolitaine, il se produit un « bond » entre 6 et 7 ans,

le taux net de scolarisation passant de 60 à 81%, puis le taux se stabilise autour de 79-80%. Tandis que dans les villes de province, l'augmentation majeure se produit entre 7 ans (65%) et 8 ans (83%) et la progression continue, suivie d'une légère décroissance entre 9 ans (89%) et 11 ans (86%).

**Graphique 11**

Taux net de scolarisation (%) au primaire des enfants de 6-11 ans selon le milieu de résidence



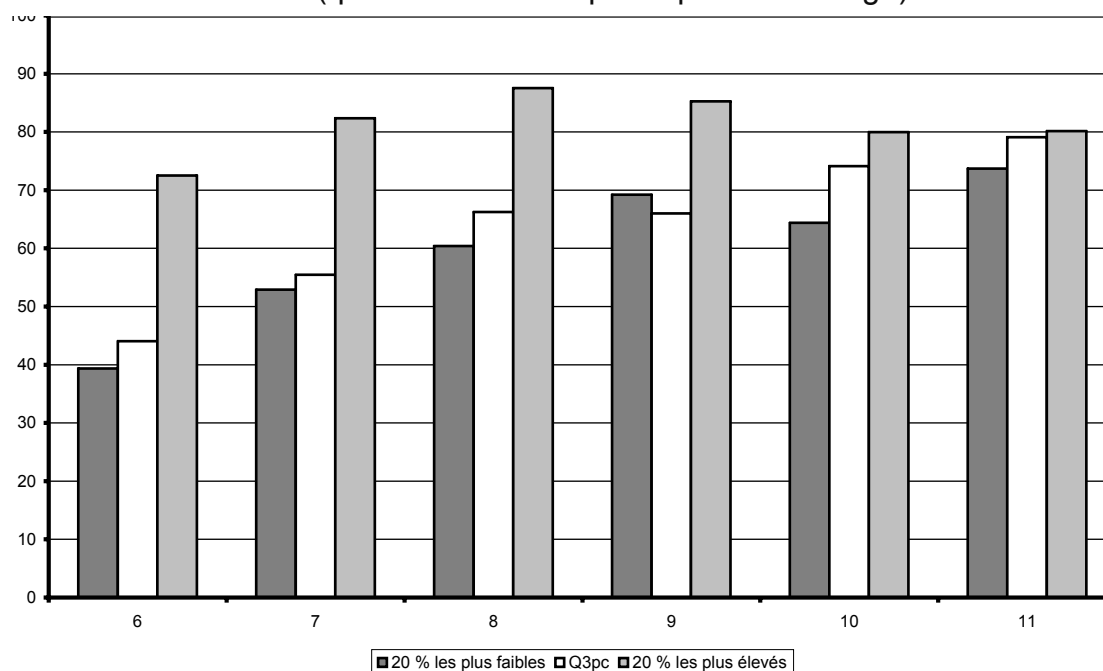
Par ailleurs, la scolarisation tardive en milieu rural s'articule à une sous-scolarisation relative des enfants de 6-11 ans puisque les taux nets calculés pour le milieu rural sont systématiquement plus faibles que ceux des milieux urbains. En particulier, la grande majorité des enfants du milieu rural âgés de 6 ans au moment de la rentrée scolaire de l'année académique 2000-2001 sont en dehors du système éducatif. Le taux net de scolarisation n'est que de 39% en milieu rural alors que 60% ou plus des enfants du même âge fréquentent l'école en milieu urbain.

### ***La scolarisation tardive chez les niveaux de vie les plus faibles***

La progression des taux nets de scolarisation est claire chez les ménages ayant les plus faibles niveaux de vie (premier quintile du revenu per capita du ménage), sauf une petite décroissance entre 9 et 10 ans suivie d'une remontée importante de l'ordre de 10 points de pourcentage entre 10 et 11 ans. On peut également parler d'une tendance à la scolarisation tardive chez les ménages à niveau de vie élevé, tout au moins pour les trois premières années (de 6 à 8 ans). Mais l'interprétation de ce fait est loin d'être évidente. En tout état de cause, le phénomène est bien plus marqué chez les plus pauvres. Les écarts entre les taux nets de scolarisation d'un âge à l'autre sont plus importants chez ces derniers que chez les enfants venus des ménages les plus riches.

Graphique 12

Taux net de scolarisation (%) au primaire des enfants de 6-11 ans au primaire selon le niveau de vie (quintile du revenu per capita du ménage)



### ***Des traces de la scolarisation tardive avec ou sans transferts externes***

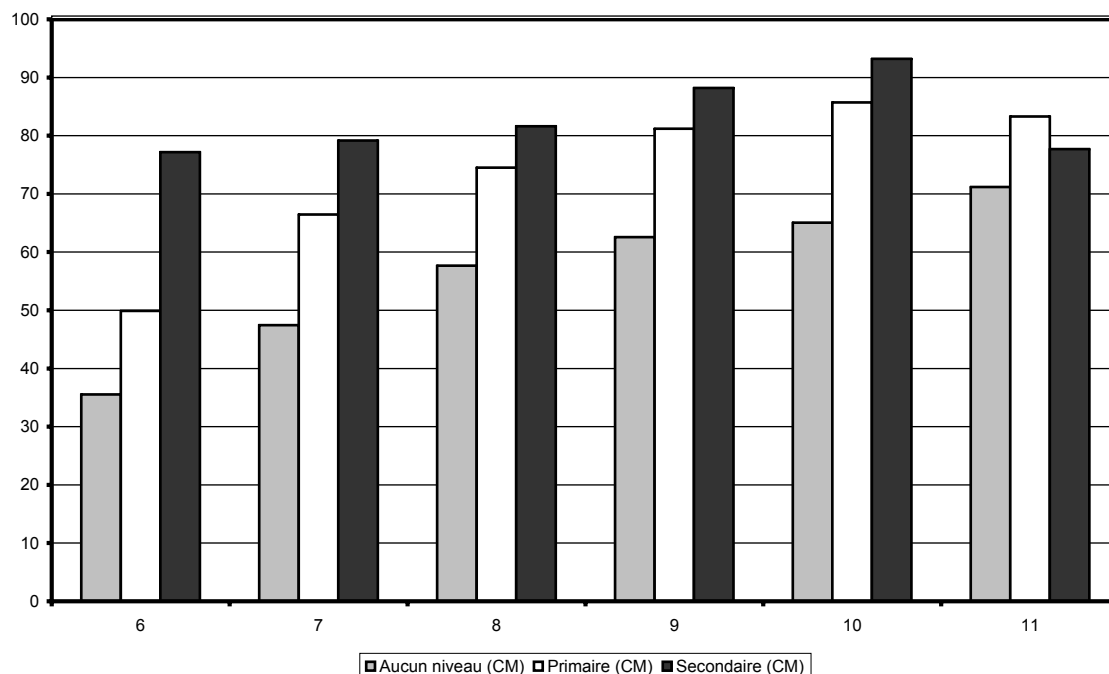
Il y a progression des taux nets de scolarisation aussi bien chez les 6-11 ans venant de ménages bénéficiaires de transferts externes que chez les autres. Ceci peut paraître surprenant. Mais il n'en est rien. D'une part, la tendance à la hausse est déjà manifeste dans les courbes retraçant la fréquentation scolaire pour les enfants des ménages avec transferts externes. D'autre part, et surtout, dans la mesure où on retrouve les transferts externes dans tous les déciles de revenus (Ovensen, Chapitre Migration, ce volume), dans tous les niveaux de vie, il est probable que certains ménages ne parviennent pas, malgré les transferts reçus, à financer la scolarisation.

### ***La scolarisation tardive avec des chefs de ménage peu ou prou scolarisés***

Parallèlement, le phénomène est particulièrement net chez les enfants issus des ménages où le chef n'a aucun niveau d'étude ou a réussi au moins une année de l'école primaire. Entre 6 et 7 ans, ce sont respectivement 12 et 17 points de pourcentage qui séparent les taux de scolarisation des enfants vivant dans ces deux catégories de ménages. Chez les ménages où le chef détient un niveau d'études secondaires, la tendance à la hausse des taux nets de scolarisation est moins prononcée, surtout entre 6 et 8 ans. Elle s'accroît entre 8 et 11 ans.

Graphique 13

Taux net de scolarisation (%) au primaire des enfants de 6-11 ans  
selon le niveau d'étude du chef de ménage



### ***De 1971 à 2001, un phénomène « ancien »,***

La scolarisation tardive des enfants de 6-11 ans est un phénomène ancien dans les rapports de la population avec le système éducatif haïtien. L'analyse du recensement de 1971 révèle que les taux de scolarisation par âge simple augmentaient de 5 à 11 ans et que les taux de scolarisation des 12-18 ans étaient plus élevés que ceux des 5-11 ans. De sorte que dans le groupe des 12-18 ans, on retrouvait beaucoup d'élèves du primaire (IHSI 1981 : 14). Les analyses les plus récentes (IDB 1992 : 171 ; IHSI 2000 : 74 ; EMMUS-II 1994-1995 : 16 ; EMMUS-III 2001) attestent encore de l'existence de ce phénomène, confortées par les descriptions qui précèdent.

### ***mais...de nouveaux comportements : la massification de la scolarisation et l'intégration au préscolaire d'enfants en âge d'être au primaire***

Toutefois, cette prégnance du phénomène à travers le temps n'est pas synonyme d'une absence de changement. Les comportements en matière de scolarisation ont changé, y compris dans la relation au préscolaire.

La scolarisation tardive de 1971 se situait dans un contexte de faible scolarisation générale de la population : moins d'un quart de la population d'âge scolaire fréquentait l'école. Alors qu'en 2001 59.6% des 6-24 ans (âge en septembre 2000) allaient à l'école, dans la continuité de la « ruée vers les écoles » entamée dans les années 70 (Locher 1991).

En second lieu, l'intégration au préscolaire était plutôt rare avant les années 80. En 2001, 26% des enfants de 6 ans se trouvent non à l'école mais au préscolaire (20.5% des enfants de 7 ans). La

fréquentation du préscolaire par les enfants de cet âge est plus forte en milieu rural qu'en milieu urbain (Aire métropolitaine et autres villes confondues), comme en atteste la comparaison des graphiques correspondants. Par delà les différences régionales, cette intégration d'enfants trop âgés au préscolaire est d'autant plus remarquable que 77% des enfants fréquentant le préscolaire en 2000-2001 ont entre 6 et 9 ans en septembre 2000. Pour l'essentiel, la présence de ces enfants de 6 ans au préscolaire indique que la scolarisation proprement dite (entrée au primaire) est retardée. A condition, bien entendu, que les enfants soient en mesure d'atteindre la première année fondamentale.

### ***...une nouvelle donne : la prédominance des barrières financières***

Les tentatives d'élucider la scolarisation tardive ont débouché sur l'identification de quelques facteurs-clés : l'insuffisance des infrastructures scolaires et leur éloignement par rapport au domicile des enfants notamment en milieu rural, les difficultés économiques des parents ou du ménage d'appartenance. A défaut de connaître les justifications positives de l'entrée tardive des enfants à l'école primaire (l'ECVH ne donne aucune indication à cet égard), l'analyse des raisons de la non scolarisation peut être utile. Il est à noter que la part des enfants non scolarisés décroît avec l'âge, passant de 23.4% chez les enfants de 6 ans à 11.6% chez les enfants de 11 ans. L'analyse sera centrée sur les enfants de 6 ans.

On peut distinguer plusieurs groupes motifs expliquant la non scolarisation :

- ceux liés au ménage d'appartenance (faible niveau d'éducation du chef de ménage, pauvreté, taille du ménage, le besoin de main-d'œuvre pour le travail domestique ou le travail marchand, problème de famille),
- - ceux propres aux individus (désir de scolarisation ou absence de motivation, échecs répétés, difficultés de réussite, maladie),
- - ceux liés à l'environnement scolaire (disponibilité des écoles, accessibilité des écoles, coût de l'école, mauvais traitements subis à l'école, etc.)
- - et enfin ceux qui se rapportent aux valeurs culturelles, en particulier aux représentations des rôles des genres dans la société (discrimination à l'encontre des filles).

Traditionnellement invoqués pour expliquer la scolarisation tardive, l'insuffisance de l'offre scolaire, la non disponibilité des infrastructures scolaires et d'une école de qualité, le manque de transport, de places sont des arguments mineurs (environ 5% des cas au total), si l'on en croit les déclarations des ménages pour l'ensemble des enfants de 6-11 ans et plus particulièrement pour ceux de 6 ans (moins de 3%).

Mais il faut noter que dans 14% des cas, les enfants de 6 ans sont considérés comme étant trop jeunes pour aller à l'école. On peut objecter que le fait d'être trop jeune n'a pas de sens en soi. L'enfant est peut-être trop jeune si la distance à parcourir du domicile à l'école est trop importante et qu'à cet âge l'enfant n'est pas en mesure d'aller à l'école seul. Dans la mesure où il n'y a personne pour l'accompagner, l'enfant reste à la maison, y compris pour s'acquitter d'une partie des tâches domestiques. En d'autres termes, un tel motif désignerait plutôt un problème de proximité, donc un problème d'aménagement du territoire en matière d'offre scolaire. Le fait que le motif « trop jeune » est d'ailleurs moins fréquemment invoqué à mesure que l'âge augmente est par ailleurs parlant à cet égard.

Tableau 5

Distribution en pourcentage (%) des enfants de 6-11 ans n'ayant jamais fréquenté l'école selon les raisons de la non scolarisation par âge simple

Raisons de la non scolarisation	Age simple						Ensemble
	6	7	8	9	10	11	
<b>Ménage</b>	<b>59.9</b>	<b>66.1</b>	<b>67.2</b>	<b>58.2</b>	<b>59.1</b>	<b>59.0</b>	<b>61.6</b>
Coûts trop élevés	58.5	63.5	63.8	54.1	57.0	56.4	59.1
Problème de famille	0.4	1.1	0.8	2.0	0.7	0.6	0.9
Travail domestique	0.4	1.6	2.5	2.1	1.3	1.9	1.5
Travail marchand pour aider la famille	0.6	-	-	-	-	-	0.1
<b>Individu</b>	<b>2.3</b>	<b>2.3</b>	<b>6.3</b>	<b>4.6</b>	<b>4.0</b>	<b>8.8</b>	<b>4.3</b>
Handicap	0.3	1.3	-	-	-	-	0.3
Absence de motivation	0.4	-	1.9	2.5	2.0	5.7	1.7
Raisons de santé	1.6	0.5	3.6	2.1	2.0	1.9	1.8
<b>Environnement scolaire</b>	<b>2.6</b>	<b>5.1</b>	<b>2.8</b>	<b>5.3</b>	<b>9.4</b>	<b>6.5</b>	<b>5.0</b>
Mauvais traitements à l'école	-	0.8	-	-	0.9	-	0.3
Pas d'école dans la zone	1.2	3.5	1.5	5.3	5.7	4.2	3.3
Pas de transport	0.8	0.8	0.7	-	0.9	-	0.6
Pas de place à l'école	0.6	-	-	-	0.9	1.1	0.4
Ecole de mauvaise qualité	-	-	0.5	-	1.0	1.2	0.4
Culturel	14.1	6.1	5.1	3.8	1.3	3.8	6.7
Trop jeune	14.1	6.1	4.4	3.8	0.4	0.9	6.1
Non scolarisation des filles	-	-	0.7	-	0.9	2.8	0.6
Autres	21.1	20.5	19.4	25.4	25.0	23.2	22.1
Insécurité	-	-	-	-	0.4	0.6	0.1
Autre raison	21.1	20.5	19.4	25.4	24.6	22.6	22.0
Ne sait pas	-	0.5	-	2.7	1.2	-	0.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	218	167	124	107	127	109	852

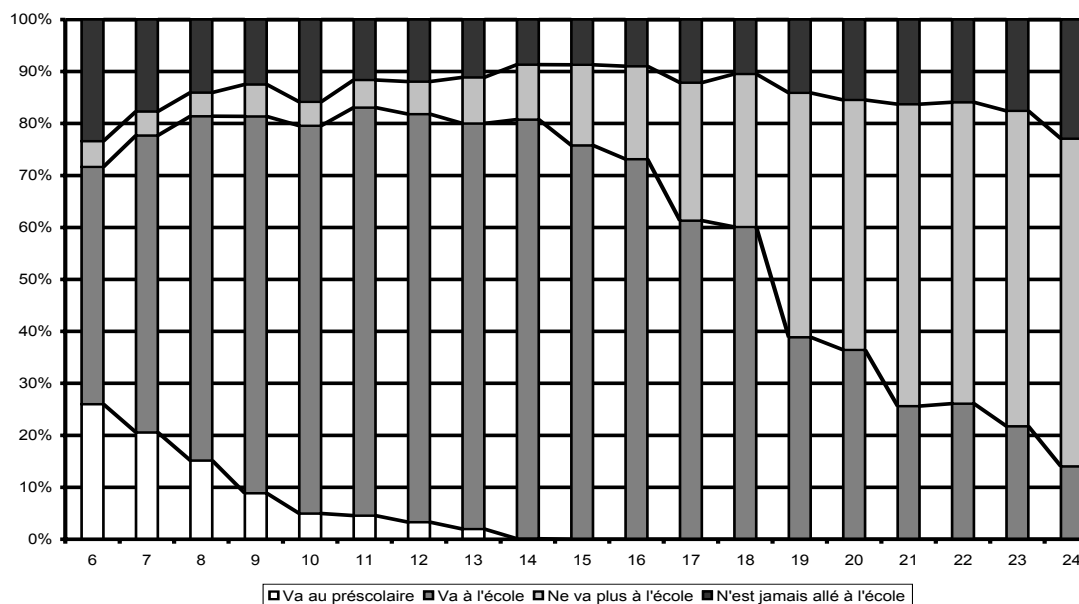
Une autre raison majeure généralement prise en compte dans l'explication de la scolarisation tardive est l'existence de barrières financières. De fait, le coût trop élevé de la scolarisation figure au premier rang des explications pour les enfants de 6 ans, mais aussi pour ceux de 7-11 ans. Plus de 80% des enfants de 6 ans, n'ayant pu aller à l'école à cause du coût, appartiennent aux trois premiers quintiles du niveau de vie. En outre, 69% vivent dans des ménages où aucun des jeunes de 6-24 ans (en septembre 2000) ne sont scolarisés (ou ne vont au préscolaire)<sup>6</sup>. Les autres sont issus de ménages où seule une partie des jeunes de 6-24 ans ont été scolarisés. On est donc en présence de plusieurs cas de figure. Soit les ressources du ménage sont exclusivement consacrées à la satisfaction des premiers besoins (alimentation, logement), et il n'existe pas de ressources pour scolariser les enfants. Soit les ressources disponibles ne permettent de financer qu'une scolarisation partielle des enfants, les parents devant alors opérer un choix entre ceux qui vont à l'école et ceux qui restent à la maison<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> En toute logique, les autres enfants jamais scolarisés (31%) viennent de ménages caractérisés par une scolarisation partielle de l'ensemble des jeunes d'âge scolaire.

<sup>7</sup> La question des coûts de l'éducation n'est pas à négliger. Une petite minorité des enfants âgés de 6 ans en septembre 2000 ne va plus à l'école (5%). La collecte des informations ayant eu lieu entre mars et mai 2001, on peut supposer qu'il s'agit des abandons qui ont pu se produire entre septembre 2000 et le passage des enquêteurs. Ces départs de l'école en cours d'année s'expliquent principalement par le coût de l'école (63.5% des cas), comme les cas de non-scolarisation.

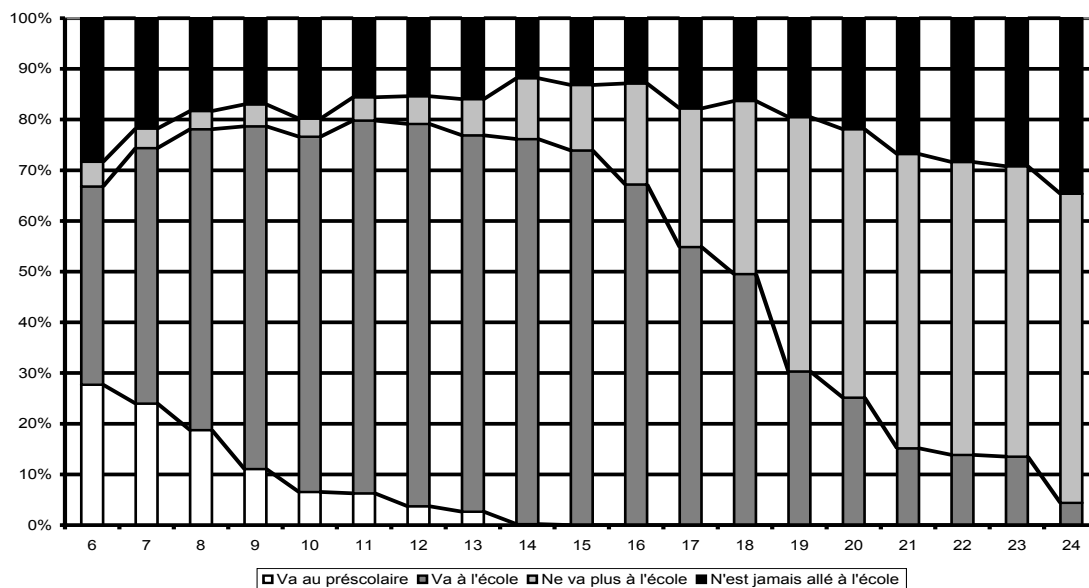
**Graphique 14**

Fréquentation scolaire de la population scolarisable (6-24 ans) Ensemble du pays



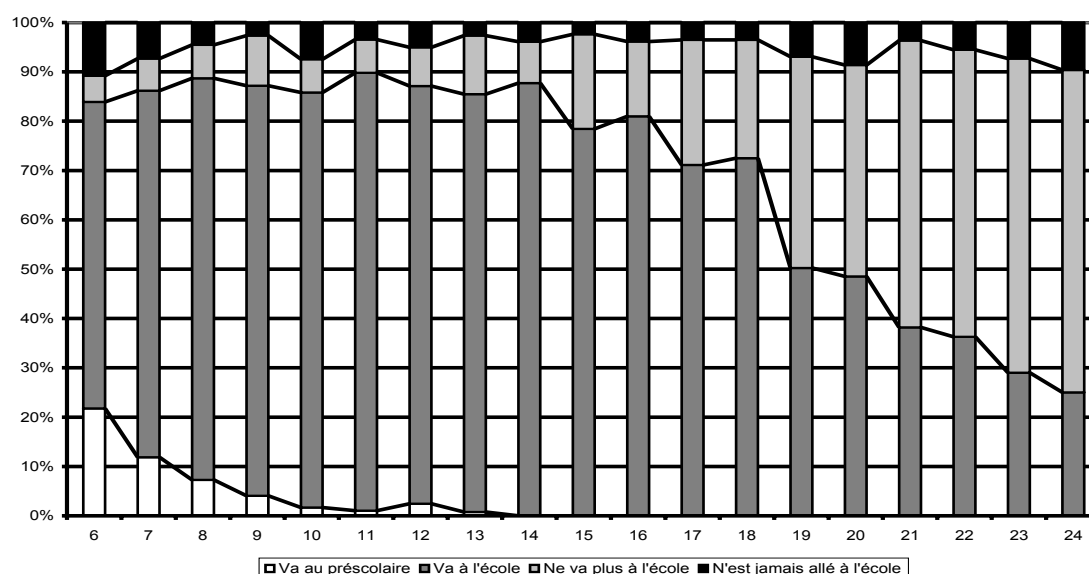
**Graphique 15**

Fréquentation scolaire (%) de la population scolarisable (6-24 ans) en milieu rural



Graphique 16

Fréquentation scolaire (%) de la population scolarisable (6-24 ans) en milieu urbain



## Les déterminants de la scolarisation des enfants au primaire

### *La scolarisation universelle, un objectif à atteindre*

Les retards du milieu rural, des ménages les plus pauvres, la scolarisation tardive et les limites de la scolarisation des enfants issus des ménages les plus riches contribuent, à un degré ou à un autre, à ce que la scolarisation universelle au primaire ne soit pas une réalité en Haïti. Pourtant, au vu de la ruée vers les écoles, un des experts de l'UNESCO avait prévu que l'objectif de la scolarisation universelle serait atteint en Haïti entre 1995 et 2000, le taux net global de scolarisation devant atteindre 100% en 1999 (Bensalah 1985). Il est vrai que d'aucuns avaient émis des réserves à cet égard en précisant que « (...) les derniers 10% des augmentations sont les plus difficiles à obtenir. Il s'agit en effet d'incorporer les populations les plus pauvres et les résidents des lieux les moins accessibles dans un système qui leur coûte cher et ne leur apportera pas beaucoup de bénéfices immédiats. (...) La base de l'extrapolation de 1981 à 1985 n'est pas typique de l'évolution générale depuis 1971 où l'activité était relativement bonne, le financement de système éducatif avait atteint un niveau très élevé (...) » (Locher 1991 : 360).

### *Pour élucider les déterminants de la scolarisation au primaire des enfants de 6-11 ans*

En fait, l'ECVH révèle que la scolarisation partielle des enfants d'âge scolaire (6-24 ans) touche tous les niveaux de vie, des plus pauvres aux plus riches. De sorte que les taux nets de scolarisation au primaire des enfants du dernier quintile du revenu per capita demeurent nettement en deçà de 100%. Les limites à la scolarisation des enfants tiennent, en partie, au fait que l'école coûte cher, selon les déclarations des ménages. Mais, a priori, il n'y a pas que cela : les différenciations mises en évidence plus haut exigent de s'interroger sur l'influence d'un certain nombre de caractéristiques propres aux individus ou à leurs ménages d'appartenance sur le fait d'être scolarisé.



***Le ménage, unité d'observation et d'analyse des "stratégies éducatives"***

La prise en compte des caractéristiques des ménages tient d'une part au fait que les enfants ne sont pas les premiers décideurs de la scolarisation. D'autre part, les enfants ne peuvent être appréhendés comme des atomes isolés des structures sociales, à commencer par les structures dans lesquelles ils vivent, familles ou ménages.

Il n'y a bien évidemment aucune équivalence théorique ou empirique entre familles et ménages (voir Lamaute-Brisson, chapitre Organisation sociale, ce volume). Mais, alors que la littérature théorique porte sur la demande scolaire des familles et donc sur les déterminants familiaux de la scolarisation, les données empiriques se rapportent aux ménages.

Il est cependant possible de partir des ménages dans la mesure où ceux-ci s'inscrivent dans les structures sociales et économiques, dans des réseaux sociaux. Ils adoptent alors des comportements façonnés en partie par ces modes d'inscription dans la société. Les ménages possèdent en outre une structure propre et une dynamique interne fondées sur les droits, les devoirs et plus généralement les rôles de chacun des membres du ménage. Ces rôles sont déterminés en fonction des liens de parenté éventuels, par rapport à l'activité économique du ménage, à la gestion des ressources et des revenus du ménage. En tant que structures rattachées au tissu socio-économique et structures autonomes porteuses de logiques particulières, les ménages « produisent » les opportunités en matière de scolarisation des enfants en faisant des choix – certes contraints – relatifs à l'école, aux pratiques éducatives (accompagnement des enfants dans leur parcours scolaire), etc.

***Les variables explicatives de la fréquentation scolaire des enfants de 6-11 ans : une exploration***

On modélise non pas la décision du ménage de scolariser (ou non) les enfants<sup>8</sup> mais le fait, pour les enfants âgés de 6-11 ans révolus en septembre 2000, de fréquenter l'école au cours de l'année 2000-2001<sup>9</sup>. La variable indicatrice de la fréquentation scolaire est dichotomique; elle prend la valeur 1 lorsque l'enfant est scolarisé et 0 lorsqu'il ne l'est pas. On choisit donc un modèle de type logit dichotomique<sup>10</sup> qui permet d'isoler l'effet propre de chacune des variables explicatives sur la probabilité de fréquenter l'école<sup>11</sup>.

Les variables explicatives sont choisies en fonction de la diversité des explications potentielles de

<sup>8</sup> La fréquentation scolaire dépend de la décision du ménage (y compris lorsque celui-ci a recours à un tiers pour financer la scolarisation). Le problème est que l'enquête ne fournit pas les paramètres de la décision. On ne dispose que des caractéristiques des ménages et des individus d'âge scolaire.

<sup>9</sup> Selon les déclarations recueillies auprès des ménages entre mars et mai 2001.

<sup>10</sup> Le modèle logit dichotomique est idoine pour identifier les « déterminants » des événements représentés par une variable indépendante dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1. En outre, dans la mesure où la décision de scolariser les enfants n'est pas observée, on cherche à connaître (à prédire) la probabilité de réalisation de cette décision (ou encore la probabilité de la fréquentation scolaire) en fonction d'un certain nombre de variables explicatives (x) qui peuvent être qualitatives (lien de parenté avec le chef de ménage) ou quantitatives (âge). En supposant que la variable non observée - la décision de scolariser - notée z est donnée par l'équation  $z = a + bx = \ln(p/(1-p))$ , où x représente l'ensemble des variables explicatives, b, l'ensemble des coefficients associés à ces variables et a, la constante, on estime la probabilité que l'événement correspondant à z, ici la fréquentation scolaire, se réalise :  $p = e^Z / (1 + e^Z)$ .

<sup>11</sup> Dans le cas d'une variable explicative de type qualitatif, on cherche à connaître l'effet, « toutes choses égales par ailleurs », d'une modalité donnée de ladite variable, par rapport à une modalité de référence. Par exemple, la variable « réception de transferts » compte 4 modalités : aucun transfert, transferts internes, transferts internes et externes, transferts externes. Le modèle détermine l'effet ceteris paribus de la réception des transferts externes par rapport au fait que le ménage d'appartenance ne reçoit aucun transfert.

la scolarisation, des données disponibles dans l'ECVH et des analyses effectuées plus haut. Outre les caractéristiques individuelles des enfants, à savoir le sexe et l'âge, toutes les autres variables se réfèrent au ménage. On compte ainsi :

- les variables décrivant les caractéristiques socio-démographiques du chef de ménage (sexe, niveau d'étude) ;
- la variable indicatrice de la réception de revenus de transferts externes ;
- la principale source de revenu du ménage ;
- le niveau de vie du ménage (quintile du revenu per capita).

Les commentaires qui suivent portent sur les variables dont la corrélation avec la fréquentation scolaire est statistiquement significative, et se focalisent sur l'âge de l'enfant, la principale source de revenu du ménage, la réception de transferts externes, le niveau d'étude du chef de ménage.

### ***La fréquentation augmente avec l'âge et est déterminée par le niveau de vie***

L'âge de l'enfant est un déterminant de la scolarisation et d'autant plus que la probabilité d'être scolarisé augmente avec l'âge. Parallèlement, les enfants vivant dans les ménages appartenant aux quatre premiers quintiles ont moins de chances d'être scolarisés que ceux vivant dans les ménages les plus riches. Ces deux résultats étant obtenus ceteris paribus, il semble que la scolarisation tardive ne tienne pas exclusivement au fait que les coûts de la scolarisation soient trop élevés comme le déclarent les ménages pour les enfants de 6-11 ans jamais scolarisés. L'âge semble être, en soi, une variable qui pourrait peser dans la décision des ménages.

### ***De plus faibles chances de fréquenter l'école quand le ménage vit principalement de l'agriculture***

Lorsque le ménage vit de l'agriculture, il y a moins de chances que les enfants aillent à l'école. En général, dans ce type de ménage, les parents/chefs de ménage déterminent « l'allocation des ressources- enfants entre diverses affectations possibles : travail domestique et agricole, apprentissage dans les milieux urbains, travaux informels divers, scolarisation, chacun devant contribuer, dans l'immédiat ou ultérieurement, à la survie du groupe, mais sans affecter la production agricole de subsistance et le travail domestique qui restent prioritaires » (Vinokur 1993 : 14). Il est difficile de faire le point ici sur la pertinence de cette affirmation dans la mesure où les variables relatives à la participation des enfants de 6-11 ans aux tâches domestiques ou à l'activité économique (agriculture ou activités connexes à l'agriculture) n'ont pas été introduites dans le modèle<sup>12</sup>.

On sait que Fass (1995) estime que les progrès de la scolarisation des enfants en milieu rural s'expliquent par le fait que la scolarisation serait une alternative par défaut pour les ménages vivant de l'agriculture. Les possibilités d'investissement dans l'agriculture sont limitées ou quasi nulles, la taille des exploitations agricoles est aujourd'hui trop petite pour que tous les enfants puissent y travailler ou en hériter. La scolarisation « est considérée comme une bonne chose et est valorisée parce qu'il n'y a pas autre chose à faire bien que les chances d'atteindre le but soient minces, la

<sup>12</sup> Etant donné que les enfants âgés de 10-11 ans ne participent que de manière marginale à l'activité économique si l'on se réfère aux taux d'activité inférieurs à 10% pour la tranche d'âge des 10-14 ans en milieu rural, l'affectation porterait davantage sur les travaux domestiques et éventuellement sur les activités connexes à l'agriculture (gardiennage des élevages) qui ne sont pas forcément déclarées par les ménages.

scolarisation est largement perçue comme la seule voie disponible pour échapper à la misère actuelle ou future » (Fass 1995 : 10 ; nos italiques). Bien évidemment, cette alternative par défaut ne vaut pas nécessairement pour « tous » les ménages vivant de l'agriculture mais « pour beaucoup de familles, peut-être la majorité » (Fass 1995 : 10). Elle ne vaut pas nécessairement pour « tous » les enfants de ces ménages. Il est possible que l'un des enfants prenne la succession des parents sur l'exploitation agricole, à moins que celle-ci ne soit vendue à l'avenir pour financer l'émigration ou dans le cadre d'un processus de décapitalisation. Ensuite, les limites de cette alternative par défaut ne sont pas nécessairement inconnues des ménages : les rendements de l'éducation sont généralement plus faibles en milieu rural que dans les milieux urbains. On peut penser que les ménages adoptent alors une diversité de « stratégies éducatives ». Certains scolarisent tous leurs enfants, d'autres ont recours à une scolarisation partielle, en choisissant au mieux les enfants qui auraient le plus de chances de réussir et de quitter l'activité agricole, voire le milieu rural.

### ***Les transferts externes déterminent une plus forte fréquentation scolaire***

La fréquentation scolaire augmente lorsque le ménage reçoit des transferts externes, toutes choses égales par ailleurs. En première analyse, les transferts externes peuvent influencer la scolarisation selon deux mécanismes. Soit les transferts viennent augmenter le niveau de vie du ménage, lui permettant non seulement de satisfaire les besoins premiers mais aussi de financer la scolarisation des enfants. Soit les transferts sont spécifiquement affectés au paiement des dépenses liées à la scolarisation, entre écolage, achat d'uniformes, de livres et de matériels.

Mais tous les ménages bénéficiaires de transferts externes ne reçoivent pas les mêmes montants, et le poids des transferts dans le revenu total du ménage diffère d'un ménage à l'autre. Il faut donc s'interroger, en amont des effets évoqués sur le niveau de vie du ménage, sur les règles sous-jacentes à l'envoi des fonds

Plusieurs cas de figure sont concevables :

- les émigrés effectuent des envois de fonds au bénéfice de leurs enfants, de leurs frères ou soeurs restés au pays,.
- il existe un « contrat » explicite entre le ménage d'origine et les émigrés qui feraient obligation à ces derniers de financer totalement ou en partie la scolarisation des enfants du ménage en contrepartie des dépenses consenties pour financer l'émigration.,
- les émigrés se rendent compte que l'éducation est un atout essentiel pour accéder à des postes bien rémunérés ou pour émigrer et fournissent de l'aide au ménage resté au pays.

Dans un cas comme dans l'autre, indépendamment de l'amélioration du niveau de vie que procurent les transferts externes, un effort particulier est consenti pour que les enfants soient scolarisés.

### ***La fréquentation scolaire est tributaire du niveau d'étude du chef de ménage***

En général, le niveau d'étude du chef de ménage est pris en considération dans l'analyse des performances des enfants en termes de niveau d'étude atteint. Ici, le niveau d'étude du chef de ménage est un déterminant de la scolarisation des enfants. Plusieurs mécanismes entrent en ligne de compte. En premier lieu, il est probable que les chefs de ménage sans bagage scolaire perçoivent moins l'intérêt de scolariser les enfants du ménage précisément parce qu'ils ne maîtrisent pas les codes scolaires et réduisent dès lors l'éducation à celle transmise dans la sphère familiale. En second

lieu, dans la mesure où la perception des opportunités de mobilité ascendante à l'aide de l'éducation entérine la faible porosité des frontières sociales, l'incitation à la scolarisation serait moindre.

**... entre autres, en raison de l'intériorisation de la stratification sociale par les parents**

De fait, les perspectives envisagées pour les enfants fréquentant le préscolaire ou l'école fondamentale en termes de poursuite des études sont différenciées selon le niveau d'étude du parent ou de la personne responsable (qu'il soit ou non chef de ménage). 40% seulement des parents n'ayant aucun niveau d'études estiment que leur enfant pourra faire des études secondaires. Alors que sept parents sur dix titulaires d'un niveau d'étude secondaire ou supérieur pensent autant. Le contraste est d'autant plus marqué que l'incertitude est forte chez les parents sans niveau d'études. 30% d'entre eux ne savent pas vers quoi orienter leurs enfants : entre faire des études secondaires, apprendre un métier, ou suivre une formation professionnelle. Tandis que 15% « seulement » des parents ayant un niveau secondaire ou supérieur n'ont aucune opinion claire. Au total, poursuivre les études secondaires apparaît, selon les déclarations des parents ou des personnes responsables, comme un véritable casse-tête.

**Tableau 6**

Distribution en pourcentage (%) des RSI ayant un enfant fréquentant le préscolaire ou l'école fondamentale et estimant que l'enfant achèvera le cycle fondamental selon les perspectives de l'enfant après l'école fondamentale par niveau d'étude atteint du RSI

Perspectives de l'enfant après l'école fondamentale	Niveau d'étude atteint du RSI			Ensemble
	Aucun	Primaire	Secondaire / Supérieur	
Poursuivre des études secondaires	40.1	55.9	73.4	52.7
Apprendre un métier	14.3	11.4	2.2	10.7
Suivre une formation professionnelle	5.6	5.2	4.5	5.2
Autres	9.4	6.2	4.3	7.2
NSP	30.6	21.3	15.6	24.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1140	731	411	2282

Les parents ou les personnes responsables ayant déclaré que l'enfant pourrait faire des études secondaires ont été interrogés sur le niveau d'étude le plus élevé que l'enfant pourrait atteindre. Là encore, les perspectives sont fortement différenciées selon le niveau d'éducation du parent ou de la personne responsable.

En particulier, 47% des parents ayant un niveau d'études secondaires ou supérieures pensent que leur enfant obtiendra un diplôme universitaire (de premier, second ou troisième cycle). Par contraste, 13.1% seulement des parents n'ayant aucun niveau envisagent la même chose pour leurs enfants.

**Tableau 7**

Distribution en pourcentage (%) des RSI ayant un enfant fréquentant le préscolaire ou l'école fondamentale et estimant que l'enfant achèvera le cycle fondamental selon le niveau d'étude le plus avancé que pourrait atteindre l'enfant par niveau d'étude atteint du RSI

Niveau d'étude le plus avancé probable de l'enfant	Niveau d'étude atteint du RSI			Ensemble
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire/ Supérieur	
Fin d'études secondaires	38.9	31.3	27.2	33.3
Formation professionnelle	32.1	28.8	14.9	26.7
Diplôme universitaire (1er cycle)	10.8	21.0	30.4	19.3
Diplôme universitaire (2ème ou 3ème cycle)	2.3	3.3	16.6	6.2
Autre	3.4	3.4	2.0	3.0
NSP	12.5	12.2	8.9	11.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	682	513	320	1515

D'une manière générale, ce sont des "destinées" différentes que les parents ou les personnes responsables envisagent pour leurs enfants en fonction de leur propre niveau d'étude ou de leur niveau de vie. En effet, les enfants de ceux qui n'ont aucun niveau s'arrêteraient aux études secondaires (38.9%) ou seraient orientés vers une formation professionnelle (32.1%), tandis que les enfants de ceux ayant un niveau secondaire ou supérieur achèveraient au pire une formation professionnelle (14.9%), au mieux leurs études universitaires (47%) et, entre les deux, achèveraient leurs études secondaires (27.2%).

Il ressort de tout ceci que les parents perçoivent l'existence de barrières ou d'obstacles divers qui freineraient la progression de leurs enfants dans le système éducatif. Tout se passe comme si les frontières de la stratification sociale (en termes d'éducation) étaient intériorisées : le parcours scolaire et le niveau de réussite des enfants dépendent des dotations des parents. En d'autres termes, il peut y avoir mobilité des parents aux enfants mais les trajectoires de mobilité ne sont pas les mêmes selon les dotations des parents.

## Niveaux d'étude atteints

Les choix actuels et passés de scolarisation des individus d'âge scolaire et les itinéraires de ceux-ci à l'intérieur du système éducatif dessinent les contours des ressources en éducation de la population. Le niveau d'étude atteint, exprimé en termes d'années d'études réussies en fonction des cycles d'études, est un indicateur-clé du "volume" de "capital scolaire" de la population. Plus de la moitié de la population de 6 ans et plus a réussi au moins une année du primaire. Derrière ce chiffre, des progrès se sont produits en termes intergénérationnels, que l'on compare les 25-29 ans aux 50-54 ans ou encore les enfants (15-29 ans) des chefs de ménage à leurs parents. Ces progrès ont permis une réduction significative des écarts entre hommes et femmes. Mais il existe encore des inégalités importantes selon le milieu de résidence, le niveau de vie, etc. Ces progrès sont encore modestes. La réussite de la 9ème année fondamentale qui boucle l'éducation de base est encore un horizon lointain. Et le chemin à parcourir vers l'achèvement universel du cycle primaire chez les 15-24 ans est encore long, en raison des inégalités entre les niveaux de vie et l'ampleur des « abandons ».

## Des progrès indéniables en termes intergénérationnels

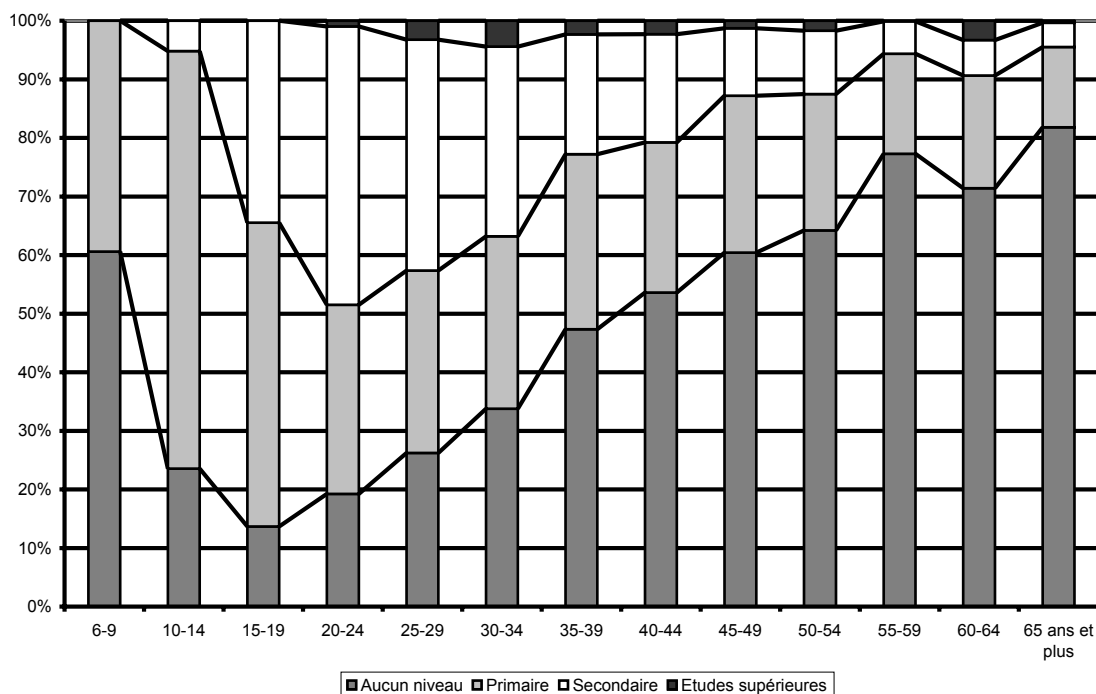
### *Des plus âgés aux plus jeunes : le recul de la population sans instruction*

Alors que 41% de la population de 6 ans et plus n'a aucun niveau d'étude, respectivement 38.4% et 19.4% ont réussi au moins une année du cycle primaire et du cycle secondaire (graphique 17). La population détentrice d'un niveau d'études supérieures constitue encore une très faible minorité : 1.2%. Si l'on exclut les 6-14 ans dont le parcours scolaire est court, notamment lorsqu'il y a scolarisation tardive, 26% des 15 ans et plus ont un niveau d'études secondaires, les universitaires étant toujours nettement minoritaires (1.6%).

Mais l'essentiel est de tenter d'observer les profils par âge ou tranche d'âge quinquennale de la population. Il s'est opéré, des plus âgés (65 ans et plus) aux plus jeunes (15-29 ans)<sup>13</sup>, un recul remarquable du groupe des personnes sans niveau d'étude au profit de celles disposant de niveaux d'étude primaire et secondaire et dans une moindre mesure de celles ayant déclaré un niveau d'études supérieures.

**Graphique 17**

Niveaux d'étude atteints (6 ans et plus) par tranche d'âge quinquennale (Ensemble pays)



### *L'augmentation des niveaux d'étude moyens des 50-54 ans aux 25-29 ans*

Il faut souligner les progrès réalisés d'une génération à l'autre. La génération des 25-29 ans (qui ne fréquente plus l'école dans son immense majorité) est nettement plus éduquée que celle de leurs parents (50-54 ans). Alors que près des deux tiers (64.2%) de ces derniers n'ont aucun niveau d'étude,

<sup>13</sup> Lire le graphique de la gauche vers la droite.



un peu plus d'un quart « seulement » des 25-29 ans n'ont aucun bagage scolaire. Bien plus, quatre individus de 25-29 ans sur dix ont réussi au moins une année du cycle secondaire contre moins de 10% de leurs parents.

En termes d'années réussies<sup>14</sup>, 50% des 25-29 ans ont un niveau d'étude équivalant à la cinquième année fondamentale alors que 50% de leurs parents n'ont aucune année académique à leur actif. D'où un niveau d'étude moyen de 5.5 années chez les 25-29 ans contre 1.8 années chez leurs aînés.

Au total, non seulement l'intégration dans le système éducatif s'est étendue au fil des ans mais encore davantage d'individus ont connu un allongement de la durée des études (en termes d'années réussies).

### ***Une progression intergénérationnelle entre les chefs de ménage et leurs enfants (15-29 ans) ...***

L'analyse de la mobilité intergénérationnelle, entre les chefs de ménages et leurs enfants, porte exclusivement sur la population des enfants des chefs de ménage âgés de 15 à 29 ans et ayant un niveau d'étude inférieur ou égal à la dernière année du secondaire ;. car le nombre d'années d'études est inconnu au-delà du baccalauréat pour ceux ayant déclaré un niveau post-secondaire ou des études supérieures. Par ailleurs, le nombre de chefs de ménage ayant un niveau d'études supérieures étant restreint, les enfants de ces chefs eux-mêmes en petit nombre ont été également exclus de l'analyse.

En premier lieu, il existe une très forte mobilité entre les chefs de ménages et leurs enfants puisque 28.6% « seulement » des enfants se situent dans la même « tranche » que les chefs de ménage, c'est-à-dire sur la diagonale de la table de mobilité globale.

Plus précisément, la comparaison des nombres d'années réussies indique que trois enfants sur quatre (75.3%) ont un niveau d'étude supérieur à celui du chef de ménage contre 17.3% ayant un niveau identique et 7.4% un niveau d'étude plus faible que celui du chef. La progression est particulièrement forte chez les enfants dont le chef n'a aucun niveau d'étude (78.3%), a achevé au moins une année du primaire (76.5%), ou au moins une année du troisième cycle de l'école fondamentale (67%). Pour ceux dont le chef a réussi au moins une année entre la seconde et la terminale, la progression est moins nette. Mais ceci est principalement lié à la présence des 15-19 ans qui n'ont pas nécessairement achevé leur parcours scolaire.

En second lieu, les niveaux de réussite sont remarquables, notamment pour ceux dont les parents n'ont aucun niveau d'étude et qui représentent 66% des jeunes de 15-29 ans. Respectivement 73% et 56% des jeunes qui ont achevé entre 1 à 6 ans et 7 à 9 ans ont des parents sans bagage scolaire (cf. tableau 8.1.2.). Les progrès peuvent paraître modestes : 50.8% des enfants des chefs de ménage sans niveau n'ont qu'un niveau d'étude primaire. Pourtant, dans l'ensemble, ces enfants ont réussi en moyenne les quatre premières années de l'école fondamentale. Ce qui est loin d'être négligeable. Bien plus, 27% des enfants de ces chefs de ménage sans niveau ont dépassé l'école primaire et réussi entre 8 et 11 années.

<sup>14</sup> Pour le calcul du nombre moyen et du nombre médian d'années d'études réussies, on exclut les individus ayant déclaré un niveau d'études universitaires ou un niveau correspondant aux formations professionnelles (ne requérant pas nécessairement la réussite de la philo) et aux formations post-secondaires - au demeurant fort peu nombreux - car le nombre exact d'années d'études en deçà du baccalauréat ou au-delà n'est pas connu.

Tableau 8

Mobilité en termes de niveaux d'étude entre les enfants des chefs de ménage et leurs parents

Niveau d'étude atteint (nombre d'années réussies) du chef de ménage	Niveau d'étude atteint (nombre d'années réussies) des enfants du chef de ménage				
8.1.1. Table de mobilité globale *	Aucun niveau (E)	1 à 6 ans (E)	7 à 9 ans (E)	10 à 13 ans (E)	Ensemble
Aucun niveau (CM)	14.2	33.3	11.3	6.7	65.6
1 à 6 ans (CM)	0.9	10.5	6.1	7.0	24.6
7 à 9 ans (CM)	0.0	1.0	1.7	3.0	5.8
10 à 13 ans (CM)	0.1	0.6	1.2	2.2	4.1
Ensemble (CM)	15.3	45.4	20.4	19.0	100.0
8.1.2. En termes d'origine**	Aucun niveau (E)	1 à 6 ans (E)	7 à 9 ans (E)	10 à 13 ans (E)	Ensemble
Aucun niveau (CM)	92.9	73.4	55.6	35.5	65.6
1 à 6 ans (CM)	6.2	23.1	30.1	37.1	24.6
7 à 9 ans (CM)	0.2	2.2	8.5	15.9	5.8
10 à 13 ans (CM)	0.7	1.3	5.8	11.6	4.1
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
8.1.3. En termes de destination***	Aucun niveau (E)	1 à 6 ans (E)	7 à 9 ans (E)	10 à 13 ans (E)	Ensemble
Aucun niveau (CM)	21.7	50.8	17.3	10.3	100.0
1 à 6 ans (CM)	3.8	42.6	24.9	28.6	100.0
7 à 9 ans (CM)	0.6	17.2	29.9	52.2	100.0
10 à 13 ans (CM)	2.7	14.6	29.1	53.6	100.0
Ensemble (CM)	15.3	45.4	20.4	19.0	100.0
Echantillon	628	1941	827	671	4067

Mode de lecture :

On trouve en colonne les niveaux d'étude des enfants (E) des chefs de ménage et en ligne les niveaux d'étude des chefs de ménage (CM).

\* Table de mobilité globale : les cases se trouvant sur la diagonale correspondent aux enfants « immobiles » par rapport à leur père ou à leur mère. Le taux d'« immobilité » est de 28.6%. Les cases au-dessus de la diagonale traduisent les mobilités ascendantes tandis que les cases au-dessous de la diagonale traduisent les mobilités descendantes.

\*\* En termes d'origine : 73% des enfants (15-29 ans) ayant un niveau d'étude primaire (1 à 6 ans) ont des parents dépourvus de tout bagage scolaire reconnu.

\*\*\* En termes de destination: 50.8% des enfants (15-29 ans) des chefs de ménage sans niveau ont atteint un niveau d'étude primaire contre 21.7% qui sont aussi dépourvus de bagage scolaire que leurs parents.

### ***Dans les limites des dotations en éducation des chefs de ménage***

Ceci étant, les progrès demeurent dans les limites des dotations en éducation des parents/chefs de ménage. 53% des enfants des chefs de ménage avec 10 à 13 ans d'études réussies se situent dans cette tranche contre 10% seulement des enfants des chefs de ménage sans niveau (cf. tableau 8.1.3). C'est dire que ces derniers ne parviennent pas à rattraper les enfants dont les parents sont relativement plus instruits. En d'autres termes, « l'allongement généralisé des études ne produit qu'une (...) translation des inégalités sociales » (Garcia, Poupeau 2003 : 75).

### **Une réduction significative des écarts entre les sexes**

#### ***Des disparités importantes entre les sexes chez les 15 ans et plus***

Sur la population de 15 ans et plus, il existe des disparités importantes entre les sexes. La proportion



de femmes détentrices d'un niveau d'études secondaires (23.1%) est relativement comparable à celle des hommes (29.3%). Pour autant, 46.6% des femmes n'ont aucun niveau d'étude contre 35.5% des hommes (soit un écart de 11 points de pourcentage).

**Tableau 9**

Distribution en pourcentage (%) des hommes et des femmes de 15-54 ans et de 15 ans et plus selon le niveau d'étude atteint par tranche d'âge

Niveau d'étude atteint	Hommes			Ensemble (15 ans et plus)	Niveau d'étude atteint	Femmes			Ensemble (15 ans et plus)
	15-19	25-29	50-54			15-19	25-29	50-54	
Aucun niveau	12.3	22.1	59.0	35.5	Aucun niveau	15.1	30.0	68.8	46.6
Primaire	52.6	29.6	28.0	32.8	Primaire	51.1	32.6	19.1	29.3
Secondaire	35.1	44.1	11.1	29.3	Secondaire	33.8	35.0	10.5	23.1
Supérieur	-	4.2	1.9	2.3	Supérieur	-	2.4	1.6	1.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	Total	100.0	100.0	100.0	100.0

***Des femmes de 50-54 ans à celles de 25-29 ans : un rattrapage inachevé du niveau d'étude des hommes***

Les femmes ont enregistré des progrès intergénérationnels. 69% des femmes de 50-54 ans n'ont aucun niveau d'étude alors que "seulement" 30% des femmes de 25-29 ans sont dépourvues de tout bagage scolaire, soit une division par 2.3.

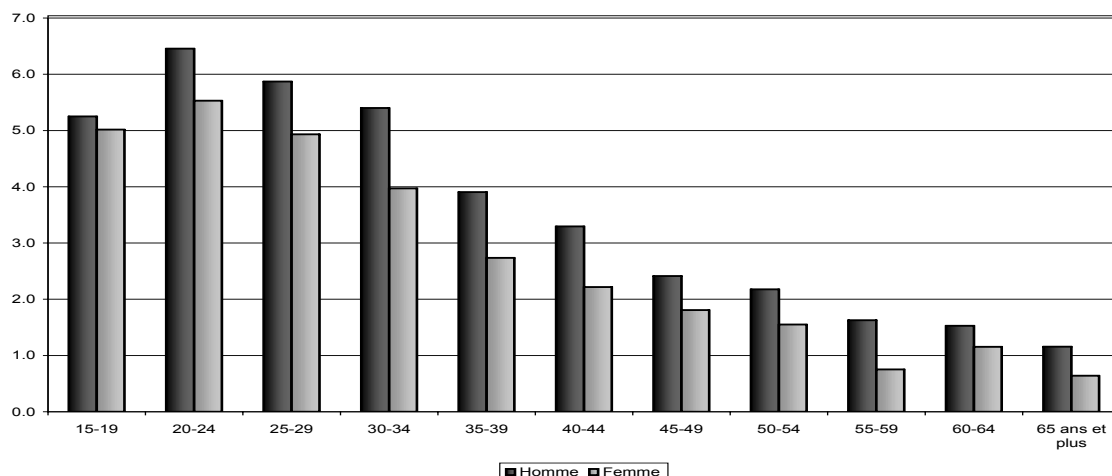
Mais, les différences entre les sexes persistent chez les 25-29 ans tout en se déplaçant entre les générations. La part des individus sans niveau est toujours plus faible chez les hommes que chez les femmes. Les hommes ont progressé plus vite et mieux que les femmes. Alors que le poids des individus avec un niveau d'étude secondaire sont proches chez les hommes et les femmes de 50-54 ans (respectivement 11.1% et 10.5%), 44% des hommes de 25-29 ans déclarent un niveau d'études secondaires contre 35% des femmes du même âge. Ainsi, les hommes de 25-29 ans sont toujours plus instruits avec un bagage scolaire de 5.9 années contre 4.9 chez les femmes du même âge.

***Un fort rapprochement des niveaux d'étude des filles et des garçons de 15-19 ans***

En réalité, si rapprochement il y a, celui-ci ne s'est produit que récemment. C'est ainsi que les distributions des hommes et des femmes de 15-19 ans selon le niveau d'étude atteint présentent de très fortes similitudes, à deux ou trois points de pourcentage près. Et, en termes d'années réussies, les femmes de 15-19 ans ont un niveau d'étude moyen de 5 années contre 5.3 pour les hommes du même âge. Mais, il faudra attendre que cette génération entre dans la tranche d'âge de 25-29 ans pour confirmer le rapprochement.

Graphique 18

Niveaux d'étude atteints (15 ans et plus) selon le sexe par tranche d'âge quinquennale.  
Nombre moyen d'années réussies



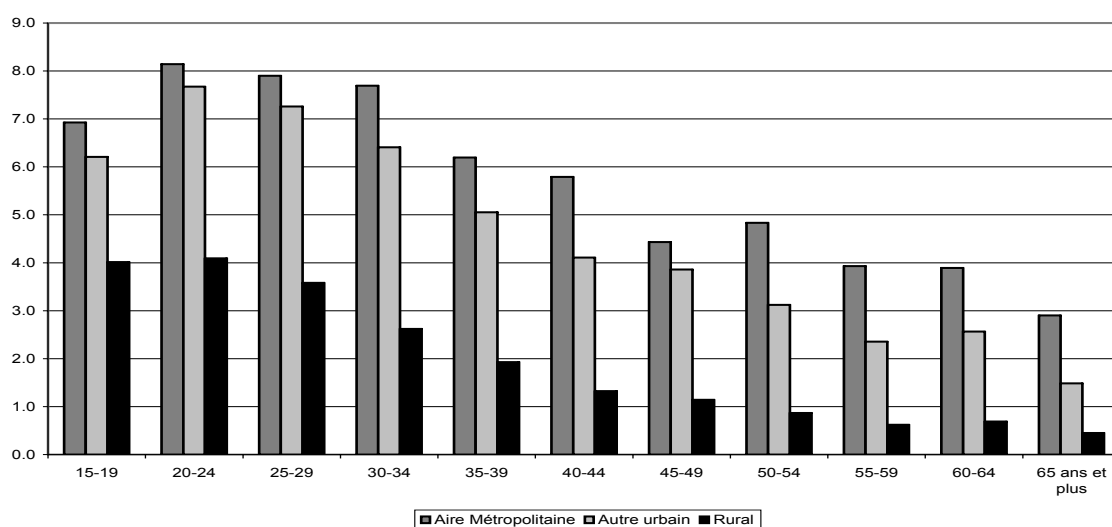
### Mais ... des inégalités importantes

*Le retard considérable du milieu rural en dépit des efforts de rattrapage par rapport aux milieux urbains*

Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous, les niveaux d'étude atteints par les jeunes des milieux urbains sont toujours nettement supérieurs à ceux des jeunes de milieu rural.

Graphique 19

Niveaux d'étude atteints (15 ans et plus) selon le milieu de résidence par tranche d'âge quinquennale. Nombre moyen d'années réussies



D'autant que la tendance n'est pas à la réduction des écarts, tout au moins entre l'Aire métropolitaine et le milieu rural. Entre les 50-54 ans et les 25-29 ans, l'écart est toujours de 4 années entre les niveaux moyens atteints par chacune de ces générations dans les deux milieux de résidence. Des progrès substantiels ont été réalisés en milieu rural, le niveau moyen passant de 0.9 chez les 50-54 ans à 3.6 années chez les 25-29 ans. Mais l'effort consenti n'a pas permis de rattraper les individus de l'Aire métropolitaine qui ont eux-mêmes poursuivi leur progression, passant de 4.8 chez les 50-54 ans à 7.9 années chez les 25-29 ans<sup>15</sup>.

### ***Les bénéficiaires des transferts externes sont toujours plus instruits***

Dans la mesure où le fait de recevoir des transferts externes joue un rôle en matière de scolarisation des enfants, il est intéressant de chercher à savoir si les profils en termes de niveaux d'étude atteints diffèrent selon que l'on serait bénéficiaire ou non des transferts externes. De fait, les niveaux d'étude moyens sont toujours plus élevés, dans l'ensemble ou quel que soit l'âge lorsque l'individu appartient à un ménage recevant des transferts externes (exclusivement ou en association avec des transferts internes). On trouve, chez les 15 ans et plus, deux années d'écart par rapport à ceux n'accédant pas aux envois de fonds des émigrés.

Mais il est préférable d'effectuer les comparaisons en référence à la population encore en âge scolaire (15-24 ans) en raison des problèmes d'interprétation des corrélations et du sens des causalités. Parmi les ménages bénéficiaires des transferts externes, il en est qui n'ont pas d'individu d'âge scolaire. Dans ces conditions il n'est guère évident de mettre en relation les transferts reçus au cours de l'année précédant l'enquête et les dotations en éducation. Soit les transferts externes vont aux ménages qui ont les plus fortes dotations (en moyenne) dans la mesure où ce sont les individus les plus instruits (relativement) qui émigrent. Soit des transferts antérieurs à l'année de référence de l'enquête ont contribué à l'augmentation (relative) des dotations en éducation.

S'agissant des jeunes de 15-19 et de 20-24 ans, ceux qui vivent dans les ménages avec transferts externes sont effectivement plus instruits que les autres. Ils réussissent l'école primaire et un peu plus (respectivement 6.2 et 7.6 années) tandis que les autres ne terminent pas l'école fondamentale (respectivement 4.7 et 5.3 années).

<sup>15</sup> La comparaison des niveaux d'étude d'une génération (50-54 ans) à l'autre (25-29 ans) entre les niveaux de vie valables pour les 12 mois précédant l'enquête est contestable. Puisque les niveaux d'étude des 50-54 ans sont déterminés – en partie – par les niveaux de vie des ménages auxquels appartenaient ces individus lorsqu'ils avaient entre 6 et 24 ans. On notera simplement, à titre indicatif, que les niveaux d'étude augmentent d'une génération à l'autre dans tous les quintiles du revenu per capita, et qu'il y a une forte réduction des écarts. Le niveau d'étude moyen des individus de 25-29 ans les plus riches est de 8 ans, soit le double de celui des individus du même âge vivant dans les ménages les plus pauvres (3.9 années). Alors que chez les 50-54 ans le niveau d'étude moyen des plus riches (5 années) vaut 7 fois celui des plus pauvres (0.7 années).

Tableau 10

Niveau d'étude moyen (nombre d'années réussies) des 15-24 ans et des 15 ans et plus selon la réception de transferts externes dans le ménage d'appartenance

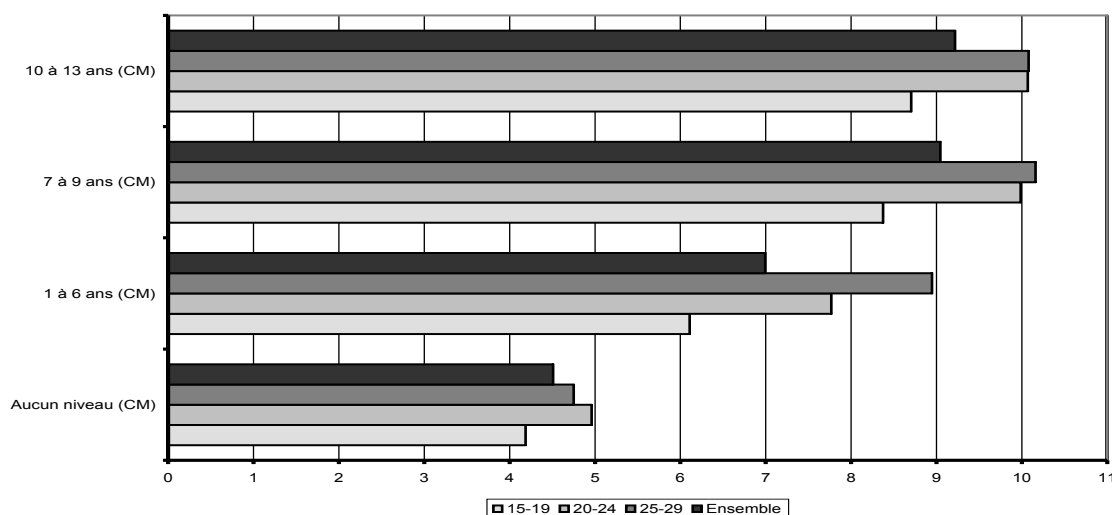
Tranche d'âge	Réception de transferts externes dans le ménage d'appartenance		Ensemble
	Aucun transfert externe	Transfert externe	
15-19	4.7	6.2	5.1
20-24	5.3	7.6	6.0
Ensemble 15-24	5.0	6.8	5.5
Ensemble 15 ans et plus	3.2	5.4	3.7

### ***Des performances inégales selon le niveau d'étude du parent/chef de ménage***

On a vu plus haut que la progression des niveaux entre les chefs de ménage et leurs enfants de 15-29 ans s'est effectuée dans les limites des niveaux d'éducation de ces chefs. L'examen des niveaux de réussite de ces jeunes de 15-29 ans par rapport à la borne que représente la 9<sup>ème</sup> année fondamentale indique, dans le prolongement du constat précédent, que, si la majorité des 15-29 ans ont pu obtenir un niveau d'étude supérieur à celui de leurs parents/chefs de ménage, leurs performances sont inégales selon le niveau d'étude du chef de ménage. Quelle que soit la tranche d'âge (15-19; 20-24; 25-29 ans), les enfants des chefs de ménage n'ayant aucun niveau d'étude parviennent en moyenne à achever tout au plus la 5<sup>ème</sup> année fondamentale. Alors que ceux dont le père ou la mère ont un niveau d'étude plus élevé franchissent largement l'entrée du secondaire (7<sup>ème</sup> année fondamentale), voire dépassent le troisième cycle de l'école fondamentale lorsque leurs parents ont entre 7 et 13 ans d'études réussies (graphique 20).

Graphique 20

Niveaux d'étude atteints (nombre moyen d'années scolaires réussies) des enfants des chefs de ménage (15-29 ans) selon le niveau d'étude du chef



## Des résultats modestes

### *Des niveaux d'étude moyens en deçà de la 9ème année fondamentale*

L'allongement de la durée des études constaté entre les générations est, compte tenu des inégalités recensées, loin d'être suffisant pour que le niveau moyen (en termes d'années d'études réussies) des jeunes 15-24 ans<sup>16</sup> soit équivalent à la 9ème année fondamentale, correspondant à l'éducation de base que doit acquérir la majorité de la population<sup>17</sup>.

En moyenne, les 15-24 ans ont réussi la 5ème année fondamentale, soit respectivement 1 an et 4 ans de moins que le nombre d'années requis pour terminer l'école primaire et l'école fondamentale. De tels résultats tiennent, entre autres, aux faibles performances des jeunes du milieu rural. Ceux-ci ne réussissent en moyenne que les quatre premières années de l'école fondamentale alors que ceux des villes de province achèvent le primaire (6.8 années) et ceux de la capitale réussissent au moins la première année du second cycle de l'école fondamentale (7.5 années). Ces résultats sont également liés aux écarts entre les niveaux de vie. On trouve entre les plus pauvres (premier quintile du revenu per capita) et les plus riches (dernier quintile du revenu per capita) un écart similaire à celui observé entre l'Aire métropolitaine et le milieu rural.

### *Des profils de réussite à l'école fondamentale fortement décroissants chez les jeunes de 15-24 ans...*

De tels constats conduisent à examiner de près les profils des 15-24 ans en termes de réussite de chacune des années de l'école fondamentale. On calcule, pour chaque année d'étude, la proportion des 15-24 ans qui ont réussi ladite année. Par exemple, 84% des 15-24 ans ont achevé la première année fondamentale. Le complément à 100 de cette proportion représente ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont fréquenté l'école mais n'ont jamais réussi la première année fondamentale (Filmer, Pritchett 1998 : 18).

Les courbes retraçant les proportions de la population de 15-24 ans ayant achevé chaque année de l'école fondamentale se caractérisent par une pente décroissante relativement forte. Alors que 84% des 15-24 ans ont réussi la première année fondamentale, 50% ont terminé l'école primaire et un quart seulement ont achevé les trois cycles de l'école fondamentale (9ème année).

<sup>16</sup> La tranche 15-24 ans a été choisie pour deux raisons. En principe, à l'âge de 15 ans, les individus sont censés avoir achevé l'école fondamentale (9ème année) ou tout au moins l'école primaire. A 19 ans, les individus sont censés avoir réussi la dernière année du cycle secondaire, c'est-à-dire la terminale. Compte tenu des éventuels redoublements, des abandons temporaires et surtout de la scolarisation tardive, la borne supérieure est de fait repoussée au-delà de 19 ans. On a donc retenu ici une nouvelle borne, celle de 24 ans ou encore l'âge maximum de la population scolarisable telle que définie par l'UNESCO.

<sup>17</sup> Selon le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports (MENJS), "face au taux de scolarisation et au nombre élevé d'abandons scolaires, l'école fondamentale acquiert le sens d'école "primordiale", considérée comme un cycle en soi. Un cycle auquel ont accès tous les élèves et à la fin duquel ils sont capables aussi bien de poursuivre des études que de s'insérer réellement dans la communauté pour devenir des acteurs du développement. Il s'agit là d'une conception globale de l'éducation de base (...)" (MENJS 2000 : 3).

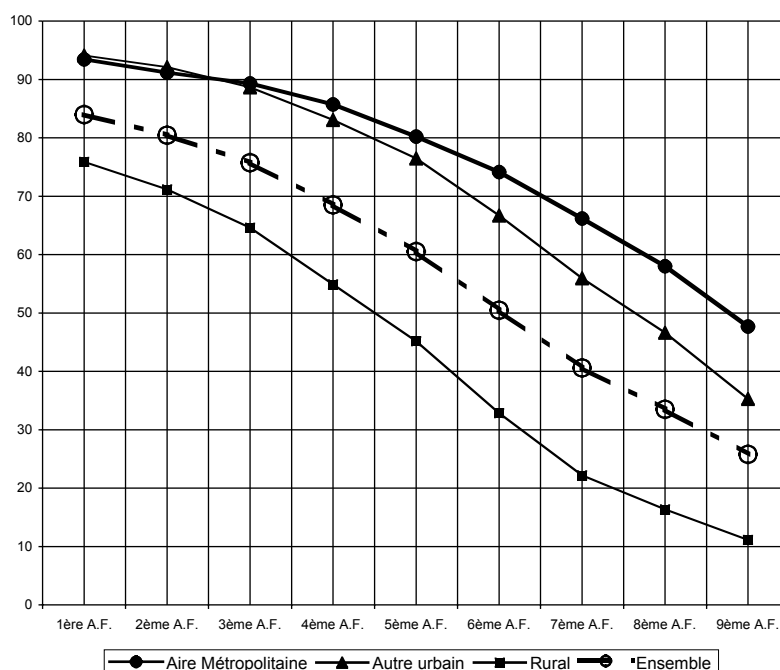
**Associés à des inégalités entre milieux de résidence...**

On trouve encore une fois des disparités importantes entre les milieux de résidence. Les courbes construites pour l'Aire métropolitaine et les villes de province sont toujours au-dessus de celle correspondant au milieu rural. L'écart tend à se creuser entre la capitale et le milieu rural, passant de 19 à 41 points de pourcentage entre la 2ème et la 8ème année fondamentale<sup>18</sup>, d'autant que la décroissance est plus rapide et plus forte en milieu rural, notamment à partir de la fin de l'école primaire.

**Graphique 21**

Niveaux d'étude atteints

Proportion % de la population totale des 15-24 ans ayant achevé chaque année de l'école fondamentale par milieu de résidence

**... entre sexes**

Les disparités entre les sexes demeurent. La courbe des hommes est toujours au-dessus de celle des femmes sur le graphique ci-dessous. En clair, les filles réussissent moins bien que les garçons. Toutefois, les écarts sont relativement faibles d'une année académique à l'autre (entre 4 et 6 points de pourcentage), eu égard aux fortes disparités entre les milieux de résidence. Ceci masque des

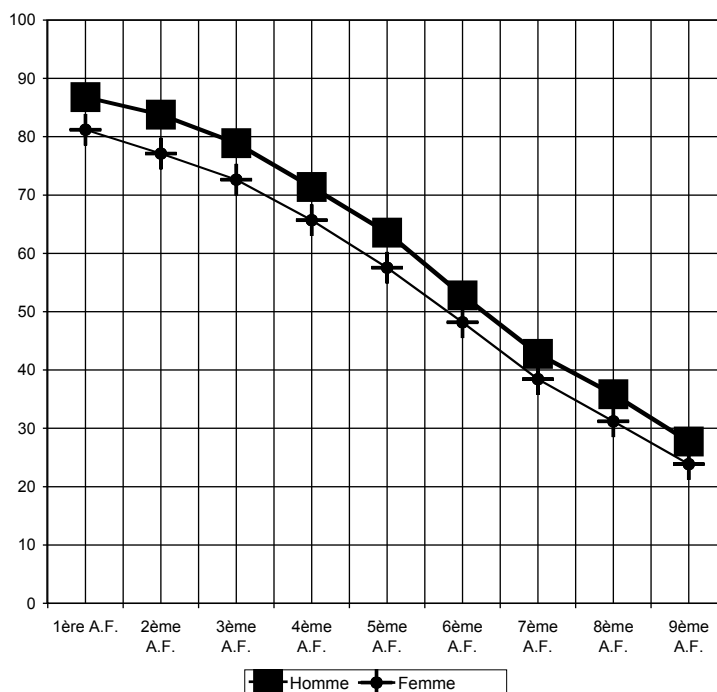
<sup>18</sup> L'écart se réduit pour la 9ème année fondamentale en raison d'une décroissance plus rapide de la proportion de ceux qui ont réussi entre la 8ème et la 9ème année dans l'Aire métropolitaine.

disparités entre les sexes plus ou moins importantes selon le milieu de résidence ou le niveau de vie.

### Graphique 22

#### Niveaux d'étude atteints

Proportion % de la population totale des 15-24 ans ayant achevé chaque année de l'école fondamentale par sexe

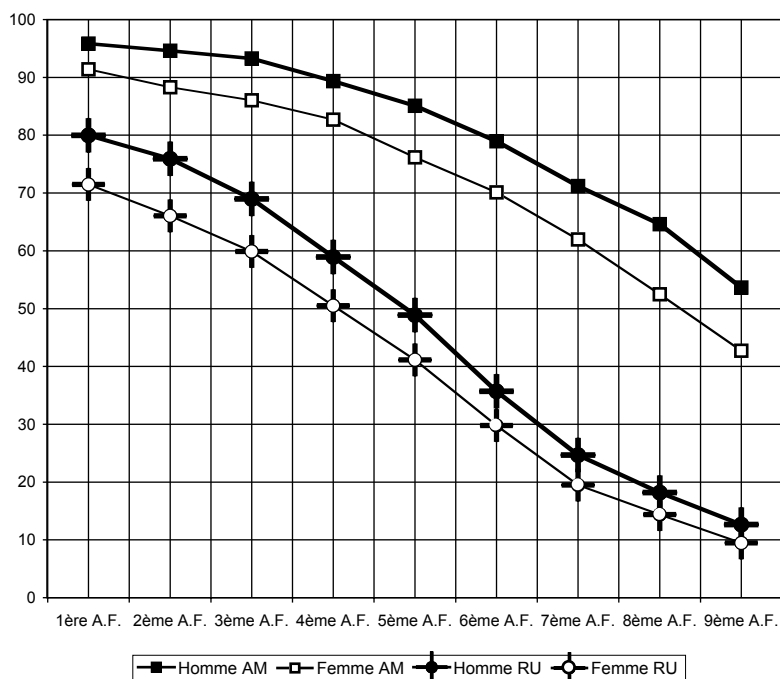


Les profils des disparités entre les sexes diffèrent sensiblement des milieux urbain et rural. En milieu urbain, les écarts sont d'abord très faibles, pour les premières années de l'école fondamentale, puis se creusent. Ceci est particulièrement marqué dans l'Aire métropolitaine où les écarts sont plus importants que dans les villes de province, spécialement pour les deux dernières années de l'école fondamentale. En revanche en milieu rural, les courbes des filles et de garçons sont fortement distancées dès la première année fondamentale (8 points de pourcentage) pour se rapprocher au fur et à mesure, mais très nettement à partir de la 6ème année, les garçons réussissant de moins en moins bien au second cycle de l'école fondamentale.

## Graphique 23

## Niveaux d'étude atteints

Proportion % de la population totale des 15-24 ans ayant achevé chaque année de l'école fondamentale par sexe et milieu de résidence



Les différences de comportement des garçons et des filles sont suffisamment marquées entre les milieux de résidence pour que l'on s'y arrête. Dans l'ensemble, les filles réussissent moins bien que les garçons. On peut penser que l'affectation des filles aux tâches domestiques ou leur mobilisation comme aides familiales (non déclarées) de leurs mères à mesure qu'elles grandissent réduit le temps qu'elles peuvent consacrer aux études. Mais ceci n'explique, sur un plan très général, que la décroissance plus rapide des proportions de filles ayant réussi. Or, il existe aussi des différenciations entre les filles du milieu rural et celles de l'Aire métropolitaine. La participation aux tâches domestiques des filles du milieu rural serait – en toute hypothèse – plus importante que dans la capitale au vu d'une décroissance plus rapide de la courbe retraçant le parcours des filles du milieu rural<sup>19</sup>.

Il n'en reste pas moins que les garçons du milieu rural tendent à « rejoindre » les filles puisque les écarts se réduisent à partir de la sixième année fondamentale. D'une part, les garçons sont peut-être davantage mobilisés comme main-d'œuvre familiale affectée à l'activité économique du ménage<sup>20</sup>. D'autre part, les garçons qui, nés en milieu rural, possèdent un meilleur potentiel pour poursuivre leurs

<sup>19</sup> L'examen des courbes retraçant les taux d'activité par sexe et par âge dans chacun des milieux de résidence révèle que les filles de 15-24 ans sont toujours plus présentes sur le "marché du travail" dans la capitale qu'en milieu rural. C'est la raison pour laquelle on présume que la participation aux tâches domestiques serait plus importante en milieu rural.

<sup>20</sup> De fait, les taux d'activité des garçons de 15-24 ans sont plus élevés que ceux des filles du même âge en milieu rural.

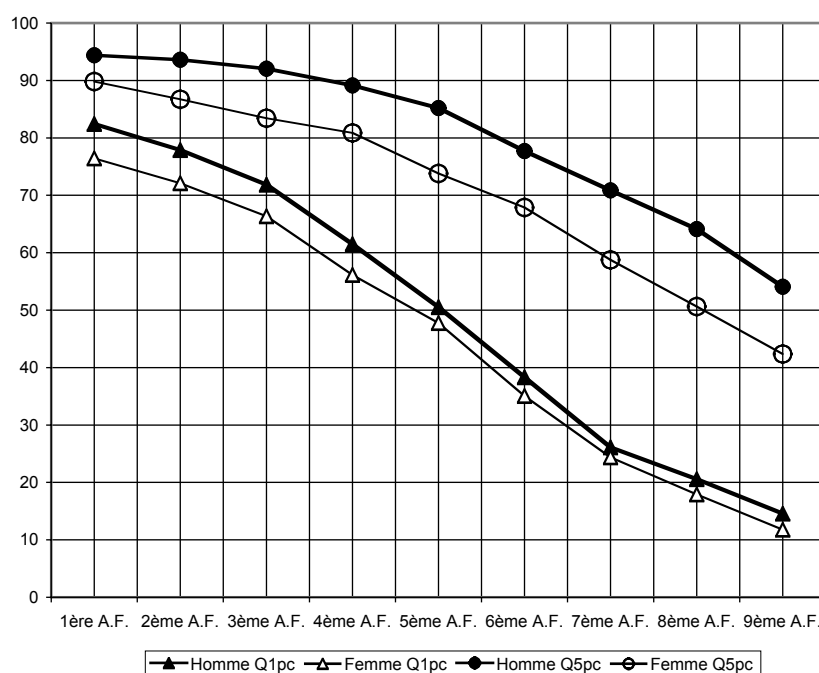


études, ont peut-être migré vers les centres urbains par ailleurs mieux dotés en écoles secondaires (à partir de la septième année fondamentale). De ce fait, les disparités entre les sexes observées en milieu rural sont celles qui existent entre les garçons qui sont restés et qui avaient / ont un potentiel moindre – ou considéré comme tel – que leurs frères ou autres parents d'une part et les filles d'autre part. En faisant l'hypothèse que les filles migrent moins que les garçons pour poursuivre leurs études en ville, du moins pour les tranches d'âge 15-24 ans<sup>21</sup>.

Ces explications ne tiennent pas compte des niveaux de vie. Alors que les profils des disparités entre les sexes diffèrent également selon le niveau de vie, avec un chevauchement des tendances entre l'Aire métropolitaine et les plus riches, entre le milieu rural et les plus pauvres.

**Graphique 24**  
Niveaux d'étude atteints

Proportion % de la population totale des 15-24 ans ayant achevé chaque année de l'école fondamentale par sexe et niveau de vie



Ce chevauchement serait lié à une concentration des plus riches dans les milieux urbains et des plus pauvres en milieu rural.

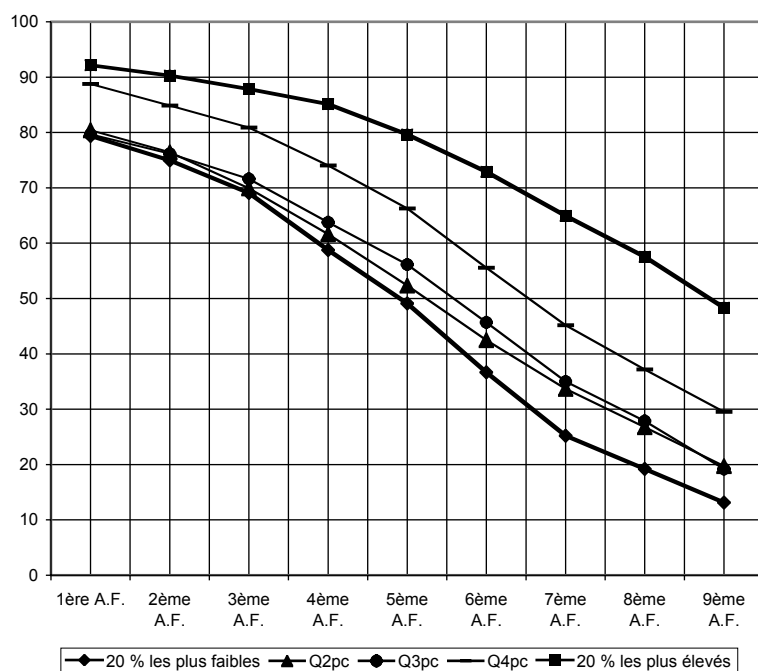
<sup>21</sup> Il faut rappeler à cet égard que le rapprochement, entre les sexes, des comportements de scolarisation et des niveaux d'étude est plus net pour les enfants de 6 à 14 ans. Pour les plus âgés, le refus de la non-scolarisation des filles est plus fréquent.

**... entre niveaux de vie**

En tout état de cause, les disparités entre les niveaux de vie, abstraction faite des autres facteurs susceptibles d'influencer le niveau d'étude atteint, sont loin d'être négligeables. 36% des jeunes les plus pauvres ont réussi la 6ème année fondamentale contre 72% de ceux du dernier quintile du revenu per capita, soit le double de la proportion des jeunes les plus pauvres qui ont réussi. Entre ces deux extrêmes, il existerait une « coupure » entre les trois premiers quintiles d'une part, les deux derniers d'autre part. Encore que les jeunes du quatrième quintile voient la distance par rapport aux plus riches croître à mesure que l'on progresse sur l'échelle de l'école fondamentale, avec une tendance à se rapprocher des niveaux du troisième quintile. Par ailleurs, s'il existe de fortes similitudes pour les 4 premières années de l'école fondamentale entre les trois premiers quintiles, les écarts vont ensuite grandissant, les plus pauvres accusant un retard plus important à partir de la 6ème année.

**Graphique 25****Niveaux d'étude atteints**

Proportion % de la population totale des 15-24 ans ayant achevé chaque année de l'école fondamentale par niveau de vie



On peut également apprécier les écarts entre niveaux de vie par rapport à l'année réussie médiane, c'est-à-dire celle qui rencontre la ligne représentant les 50% des enfants (Filmer, Pritchett 1998 : 18). 50% des enfants les plus pauvres n'ont achevé que la 5ème année fondamentale tandis que

le niveau d'étude médian atteint par les plus riches équivaut à la 8ème année, soit un écart de trois ans d'études<sup>22</sup>.

D'une manière générale, le niveau de vie influe sur la réussite des enfants dans la mesure où il détermine l'accès à un certain nombre de ressources telles que les livres et matériels scolaires. Il fixe aussi les limites des autres dépenses liées à la scolarisation, comme les dépenses en alimentation. Les disparités entre les sexes selon les niveaux de vie conduisent à faire intervenir d'autres facteurs. Ceux-ci sont peut-être d'ordre socio-culturel. L'obtention de niveaux d'étude relativement élevés serait moins valorisée (sur le « marché matrimonial » par exemple) dans les ménages les plus riches pour les filles.

Il n'en faut pas moins souligner que, dans l'ensemble, même les jeunes les plus riches n'achèvent pas massivement l'école fondamentale. Moins de la moitié (48%) ont réussi la 9ème année !

### ***... et selon le niveau d'étude du chef de ménage***

En fait, l'origine appréhendée en termes de niveau d'étude du chef de ménage joue un rôle très important. On trouve, dans la population des enfants (15-24 ans) des chefs de ménage, des écarts entre des tranches correspondant aux différents niveaux d'étude des chefs de ménage. En effet, la courbe correspondant aux enfants des chefs de ménage titulaires d'un niveau d'études secondaires se situe toujours au-dessus de celles des enfants des chefs sans aucun niveau d'études ou ayant un niveau d'études primaires. Bien plus, les profils diffèrent sensiblement selon le niveau d'étude du chef de ménage. Lorsque le niveau d'étude du chef est inexistant ou relativement faible (primaire), la tendance à la baisse de la proportion des enfants de 15-24 ans ayant réussi est bien plus marquée et plus rapide. Au bout du compte, alors que 68% des 15-24 ans dont les parents ont un niveau d'études secondaires ont réussi la 9ème année fondamentale, 13% seulement des enfants de ceux qui n'ont aucun niveau ont pu en faire autant. Soit un écart de 55 points de pourcentage pour la 9ème année contre 18 points pour la 1ère année fondamentale. L'existence de ces écarts tient à plusieurs mécanismes dont il faudra apprécier la pertinence et la hiérarchie à l'aide d'autres enquêtes.

Du côté des ménages, il existe des inégalités face à l'école en termes de « capital culturel » (Bourdieu 1979) des parents, ce capital étant repérable par les titres scolaires (ou niveaux d'étude). Les enfants acquièrent, dans le cadre de la socialisation familiale, des dispositions culturelles (savoirs et savoir-faire), « des habitudes corporelles, langagières, comportementales » (Lahire 1998 : 203) déterminées

<sup>22</sup> En utilisant, sur la base de l'EMMUS-1994/95 pour Haïti, un indice de possession des biens durables comme indicateur du niveau de richesse du ménage d'appartenance et en travaillant sur la population des 15-19 ans, Filmer et Pritchett révèlent que 50% des enfants du dernier quintile de richesse ont achevé la 6ème année fondamentale tandis que les enfants du premier quintile de richesse n'ont pu achever que la 2ème année fondamentale.

par le « capital culturel » de leurs parents, mais aussi et surtout par les pratiques éducatives des parents (« modes familiaux d'investissement pédagogique ») qui mobilisent leur « capital culturel »<sup>23</sup>. Dans cet ordre d'idées, les enfants des parents/chefs de ménage les plus instruits – et qui transmettent leur « capital culturel » – sont plus à même d'effectuer des parcours longs dans le système scolaire puisqu'il existe des affinités entre les dispositions acquises et l'école (exigences culturelles de l'école et savoirs transmis).

Ceci vaut notamment pour la connaissance du français comme langue d'apprentissage. Lundahl souligne que, dans les années soixante et soixante-dix, la langue « servait (...) de mécanisme de filtrage efficace qui limitait les avantages de l'éducation à la petite élite de la classe politique dont les enfants apprenaient à parler et à comprendre la langue française à la maison » (Lundahl 1979 : 484-488). S'il est vrai que l'accès à l'éducation s'est massifié depuis, au-delà de ce que Lundahl appelle la « petite élite politique », il n'en demeure pas moins que la langue d'apprentissage n'est pas toujours maîtrisée, surtout lorsque celle-ci n'est pas connue ou est peu connue des parents et donc peu pratiquée. Et ceci peut constituer un frein à la progression dans le système scolaire.

Ce que reconnaît implicitement le Ministère de l'Éducation Nationale (MENJS) dans son Cadre de référence du programme alternatif de base pour les sur âgés de l'école fondamentale en envisageant l'usage du créole comme langue d'enseignement : « il est important que l'enseignement s'appuie directement sur les expériences vécues par l'enfant. Il est donc essentiel qu'il se fasse dans une langue que l'enfant comprend, en l'occurrence le créole. L'utilisation du créole permet à l'enfant de développer les mécanismes mentaux qui sont à la base des différents savoirs et de développer les habiletés nécessaires à l'apprentissage des autres disciplines » (MENJS 2000 : 13). Mais, il ne faut pas perdre de vue que l'apprentissage de la langue – créole en l'occurrence – dans le champ scolaire est distancié par rapport à celui que les enfants connaissent dans la vie de tous les jours. De la famille à l'école, il y a passage de l'intériorisation des formes de langage contextualisées (échanges entre parents et amis) à l'apprentissage des règles qui structurent le langage. Il n'est pas sûr que, même dans le cas de l'usage du créole à l'école, que les enfants soient également armés, dans la socialisation familiale, pour construire ce nouveau rapport (scolaire) à la langue, compte tenu des niveaux d'étude des parents/chefs de ménage.

Les pratiques éducatives (rapport à l'écrit, suivi parental du travail des enfants, leçons particulières, orientation des enfants, etc.) sont déterminées en partie par les perceptions des parents (ou des personnes responsables) quant aux perspectives de leurs enfants dans le système éducatif. On a vu plus haut que les parents moins dotés en « capital culturel » estiment que les chances de réussite des enfants ou mieux, leurs chances de parvenir à tel niveau sont faibles. On peut penser que le fait que les niveaux de réussite dépendent effectivement des dotations en éducation des parents (cf. supra, p. 32 ; p. 35) nourrit les perceptions, du moins les différenciations constatées entre les perceptions selon le niveau d'étude des parents. Dès lors, il est possible que les parents les moins dotés en « capital culturel » tendent à orienter leurs enfants davantage vers l'apprentissage d'un métier ou vers une formation professionnelle plutôt que vers des formations supérieures. Encore que

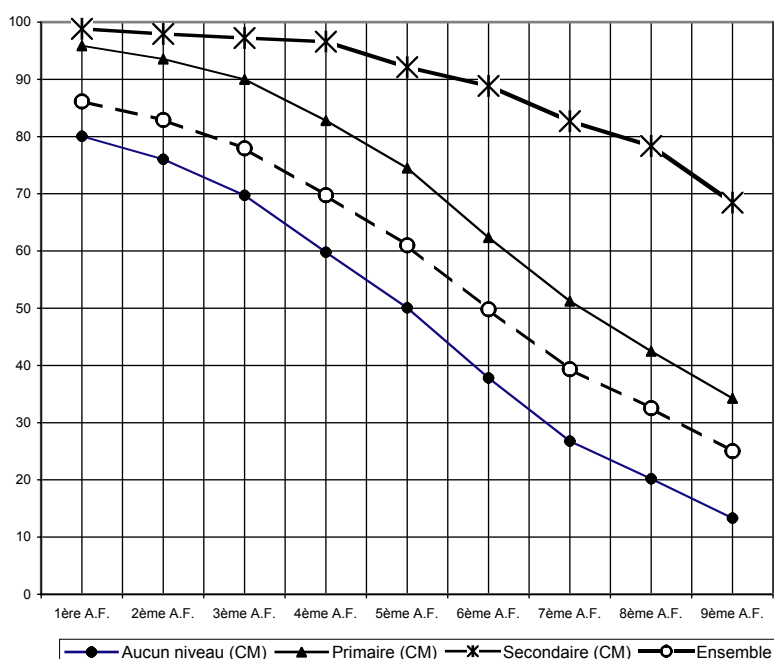
<sup>23</sup> D'une manière générale, ce sont les configurations familiales constituées par les « conditions et dispositions économiques », par l'« ordre moral domestique » (respect de l'autorité et de l'enseignant), les « formes de l'autorité familiale » qui jouent (ou non) dans le sens de l'adaptation aux règles de discipline de l'école, et par les « modes familiaux d'investissement pédagogiques », qui définissent le rapport des enfants à l'école (Lahire 1995 ; 1998). La mise en lumière de ces configurations suppose une analyse sociologique des comportements et des pratiques qui dépasse le champ de l'ECVH.

dans certains cas « les parents s'acharnent d'autant plus à maintenir leurs enfants dans le circuit scolaire qu'ils ont déjà procédé à une sélection et que la position d'élève reste associée au statut d'« intellectuel » » (Proteau 1995 : 651).

Parallèlement, l'école peut entériner et reproduire ces inégalités qui existent en dehors d'elle. Seule une analyse du fonctionnement de l'école - ou plutôt des écoles puisque tous n'ont pas accès au même type d'école - (recrutements, attitudes des enseignants vis-à-vis des élèves, modes d'orientation, d'évaluation et de sélection -ou de filtrage) peut livrer des informations à cet égard.

**Graphique 26**  
Niveaux d'étude atteints

Proportion % des enfants (15-24 ans) du chef de ménage ayant achevé chaque année de l'école fondamentale selon le niveau d'étude du chef



Si l'existence des différences en fonction de l'« origine » ne sont pas surprenantes en soi (on les retrouve partout ailleurs), l'importance de l'écart doit être soulignée. Pour ceux qui ont réussi la 9ème année, la proportion des enfants des chefs de ménage avec un niveau d'études secondaires vaut 5 fois celle observée chez les enfants des chefs de ménage sans niveau d'étude.

### Un important déficit en matière d'achèvement universel du cycle primaire chez les 15-24 ans

#### *Près de la moitié des jeunes de 15-24 ans n'ont pas terminé l'école primaire*

En deçà de l'école fondamentale, l'objectif d'achèvement universel du primaire est compromis. Le déficit en matière d'achèvement universel de l'école primaire (S) équivaut à la distance entre la ligne

horizontale indiquant que la totalité des 15-24 ans ont bouclé l'école primaire (100%) et la proportion des 15-24 ans qui ont effectivement réussi la 6ème année fondamentale. Dans le cas d'Haïti, 49.5% des jeunes de 15-24 ans n'ont pas réussi la 6ème année fondamentale. Il s'agit là d'un déficit particulièrement important. Il l'est davantage chez les 15-19 ans : 54%, soit environ 3 fois (2.7) le déficit enregistré en 1999 en République Dominicaine (20%) pour la sixième année d'études primaires<sup>24</sup>.

D'une part, il faut compter avec les examens officiels du Certificat d'Etudes Primaires (CEP) mis en place à la fin de la 6ème année fondamentale. D'autre part, les diverses inégalités décrites plus haut jouent, d'une manière ou d'une autre, un rôle dans l'ampleur de ce déficit. On s'intéressera exclusivement aux inégalités entre les niveaux de vie. Parallèlement, les difficultés qui marquent les parcours scolaires, se traduisant par des redoublements ou des abandons du système scolaire jouent également un rôle non négligeable dans la formation du déficit d'achèvement de l'école primaire.

### ***La sanction des examens officiels du Certificat d'Etudes Primaires***

Quel que soit le milieu de résidence, le niveau de vie, le sexe ou le niveau d'étude du chef de ménage, la décroissance des proportions de ceux qui ont réussi s'explique dans un premier temps par la barrière des examens officiels qui sanctionnent l'achèvement du primaire (6ème année fondamentale). Ainsi observe-t-on une diminution des proportions de l'ordre de 10 points de pourcentage entre la 5ème et la 6ème année fondamentale, supérieure aux diminutions observées d'une année sur l'autre entre la 1ère et la 5ème année fondamentale. Alors que 60% des 15-24 ans ont réussi la 5ème année, seuls 50% en font autant pour la 6ème année. En d'autres termes, 16% des 15-24 ans à avoir réussi la 5ème année n'ont pas achevé avec succès la 6ème année.

La chute est plus drastique en milieu rural (de 45% en 5ème année à 32.8% en 6ème année, soit une diminution de 27%) ou chez les plus pauvres (de 49% à 36%, soit une diminution de 25.4%). Les enfants les plus pauvres et ceux du milieu rural – ces deux populations se chevauchent partiellement – se présentent en situation défavorable face aux examens. Ils sont moins bien formés pour des raisons liées au fonctionnement du système éducatif (accès plus limité aux enseignants formés), et pour des raisons liées aux dotations ou aux ressources de leurs ménages d'appartenance (ressources financières, en termes d'éducation, de maîtrise de la langue d'apprentissage) et vraisemblablement à la scolarisation tardive plus marquée chez les plus pauvres et dans le milieu rural.

### ***Un déficit dû aux trois premiers quintiles du niveau de vie***

Au-delà de la sanction des examens du CEP inscrite dans le cursus scolaire, la question est de mesurer les sources du déficit en matière d'achèvement universel de l'école primaire. Filmer et Pritchett (1998 : 18) proposent une approche permettant d'évaluer la contribution des différents niveaux de vie au déficit. La contribution des plus pauvres est calculée à l'aide de la formule suivante :  $(Sp \times pp)/S$  : où S est le déficit total, Sp est le déficit constaté pour les plus pauvres et pp, le pourcentage des 15-24 ans vivant dans les ménages les plus pauvres (premier quintile du revenu per capita). En fait, cette formule peut être appliquée pour chacun des niveaux de vie, du premier au dernier quintile.

<sup>24</sup> Voir : <http://www.worldbank.org/research/projects/edattain/profiles/dom4/at1.htm>

Il ressort des calculs présentés dans le tableau ci-dessous que 26.9% de ce déficit “proviennent” des plus pauvres (premier quintile du revenu per capita). A l’opposé, les plus riches ne “contribuent” qu’à hauteur de 10.8% à ce déficit<sup>25</sup>.

**Tableau 11**

Ampleur du déficit d’achèvement universel du cycle primaire chez les 15-24 ans selon le niveau de vie et contribution du niveau de vie au déficit total

Niveau de vie	Déficit total (%)	Déficit par niveau de vie (%)	Distribution des 15-24 ans selon le niveau de vie (%)	Contribution au déficit total (Sp x pp)/S (%)
Q1pc 20% les plus faibles	49.5	63.3	21.0	26.9
Q2pc	49.5	57.5	19.6	22.7
Q3pc	49.5	54.3	20.3	22.3
Q4pc	49.5	44.4	19.3	17.3
Q5pc 20% les plus élevés	49.5	27.1	19.8	10.8

Si l’on considère, de manière arbitraire, que les deux premiers quintiles de revenu per capita représentent les pauvres (y compris les plus pauvres) tandis que le troisième et le quatrième quintile décriraient des niveaux de vie moyens, le déficit est surtout lié aux pauvres (49.6%) puis aux niveaux de vie moyens (39.5%). Ce qui signifierait qu’il faut porter les politiques publiques à agir d’abord en direction des pauvres : tout en ayant une politique de « rattrapage » pour les niveaux de vie moyens.

Dans la mesure où les comportements des enfants appartenant aux trois premiers quintiles sont généralement proches (tant en termes de fréquentation scolaire qu’en termes de niveaux d’étude atteints), on peut regrouper ces quintiles. Dès lors, 71.6% du déficit est “lié” aux pauvres (y compris aux plus pauvres) et la politique publique devrait être orientée en priorité et de manière massive vers les trois premiers quintiles.

### **... et aux « abandons »**

Le déficit d’achèvement universel du cycle primaire tient en principe aux limites en matière d’accès à l’école et aux abandons qui clôturent les parcours scolaires (Filmer, Pritchett 1998 : 19). A première vue, la décroissance plus ou moins forte des proportions de ceux qui ont réussi indique que l’un des problèmes majeurs en amont du déficit d’achèvement du cycle primaire serait le fait d’abandonner l’école.

<sup>25</sup> Filmer et Pritchett (1998 : 24, tableau 3) trouvent, pour les 15-19 ans de l’EMMUS-II 1994/1995, que le déficit d’achèvement universel de la 6<sup>ème</sup> année fondamentale (66%) se distribue comme suit : 44% dû aux pauvres, 39% dû à ceux dont le niveau de richesse est intermédiaire, et 15% dû aux riches. Les enfants considérés comme pauvres par Filmer et Pritchett appartiennent aux premiers 40% ménages du classement selon l’indice de possession des biens durables et des caractéristiques du logement. Les résultats que l’on trouve ici sont relativement proches de ceux de Filmer et Pritchett : en regroupant les deux premiers quintiles du revenu per capita sous la catégorie des pauvres, ces pauvres contribuent à hauteur de 49% du déficit d’achèvement universel de l’école primaire.



Pour Filmer et Pritchett, la différence entre la proportion d'individus qui ont achevé une année académique donnée (la 9<sup>ème</sup> année fondamentale par exemple) et la proportion de ceux qui ont achevé l'année académique précédente (la 8<sup>ème</sup> année fondamentale) représente la proportion de tous les enfants qui ont "abandonné" l'école entre ces deux années. Dans cet ordre d'idées, il est possible de calculer un taux « d'abandon » équivalant au rapport entre la différence entre la proportion des 15-24 ans ayant achevé le primaire (6<sup>ème</sup> année, P6AF) et celle des 15-24 ans qui ont réussi la première année du primaire (P1AF) d'une part, le déficit d'achèvement du cycle primaire d'autre part (Filmer, Pritchett 1998 : 30). Il s'agit bien évidemment d'un taux d'abandon fictif. Ce ne sont pas les trajectoires individuelles dans le système scolaire qui sont observées et les redoublements ne sont pas pris en compte. En réalité, l'intérêt d'une telle démarche réside dans l'interrogation sur les rôles respectifs de l'entrée dans le système éducatif et des abandons (et des échecs à l'intérieur du système scolaire) dans le déficit d'achèvement universel de l'école primaire.

**Tableau 12**

Part du déficit d'achèvement universel de l'école primaire « expliquée » par les abandons de l'école entre la 1<sup>ère</sup> et la 6<sup>ème</sup> années fondamentales

Niveau de vie	« Abandon » entre la 1 <sup>ère</sup> Année et la 6 <sup>ème</sup> année fondamentales P1AF-P6AF (%) (1)	Déficit d'achèvement universel de l'école primaire (%) (2)	Taux d'abandon fictif (1/2)
Q1pc 20% les plus faibles	42.7	63.3	0.67
Q2pc	37.9	57.5	0.66
Q3pc	34.0	54.3	0.63
Q4pc	33.2	44.4	0.75
Q5pc 20% les plus élevés	19.2	27.1	0.71
Ensemble	33.5	49.5	0.68

Ici, le taux d'abandon fictif du primaire chez les 15-24 ans est de 0.68 ou encore 68% du déficit d'achèvement universel de l'école primaire relèvent des « abandons » du système éducatif. Autrement dit, le déficit d'achèvement universel de l'école primaire est « expliqué » au premier chef – mais non exclusivement – par les abandons, à tous les niveaux de vie<sup>26</sup>. Reste bien évidemment à élucider les raisons de ces abandons. Ceux-ci tiennent à des problèmes financiers (lorsque les parents ne sont pas en mesure de financer la poursuite de la scolarisation) mais aussi à des problèmes d'efficacité interne du système éducatif déjà relevés ailleurs (IDB 1992 ; Locher 1991).

<sup>26</sup> On notera (tableau 12) que le taux d'abandon fictif est plus important dans les niveaux de vie les plus élevés (quatrième et cinquième quintiles du revenu per capita). Mais il faut mettre les taux d'abandon fictifs en rapport avec la mesure du déficit d'achèvement universel du primaire. L'association de taux d'abandon fictifs élevés avec des déficits relativement faibles pose un autre type de problème que l'association de taux d'abandon fictifs élevés avec des déficits importants en matière d'achèvement universel du primaire.



## Perceptions de l'école

L'analyse de la demande d'éducation à travers la fréquentation scolaire et les taux de scolarisation ne renseignent pas sur les perceptions de l'école portées par les parents. Une chose est d'exprimer une demande d'éducation relativement forte, autre chose est d'évaluer l'école comme institution.

Cette institution est une combinaison de relations entre instances de régulation et établissements scolaires, entre établissements scolaires et enseignants, entre enseignants et élèves, entre établissements scolaires, enseignants et parents qui interagissent. Ces relations déterminent la configuration de l'offre scolaire (types d'infrastructures et aménagement de la carte scolaire). Elles s'alimentent d'une « culture de l'école », aux perceptions et aux représentations portées par les différents acteurs, aux attentes et besoins en matière d'éducation. Façonnées par les objectifs et les contraintes des différents acteurs, ces relations s'organisent autour d'un (ou plusieurs) type(s) d'enseignement, l'espace des disciplines enseignées, du contenu des savoirs scolaires et des modes de transmission/acquisition de ces savoirs, ainsi que de principes civiques et de valeurs morales à inculquer.

Les parents et les personnes responsables des enfants fréquentant le préscolaire ou l'école fondamentale ont été interrogés quant à leur satisfaction vis-à-vis des principaux aspects de l'école : les locaux, les compétences des enseignants, les ouvrages, les connaissances transmises aux enfants, la pédagogie des enseignants, l'attitude de ceux-ci à l'égard des élèves, et la morale inculquée à l'école.

Parents et personnes responsables expriment pour la plupart une « très grande satisfaction » alors que la majorité des analyses du système éducatif montrent plutôt que la qualité de l'école laisse à désirer (Locher 1991). L'explication d'un tel paradoxe est loin d'être évidente. Il existe une distance entre les parents et l'école quant au contenu des savoirs scolaires (faute de moyens d'apprécier ce contenu). Par ailleurs, des légitimités autres que celles liées aux contenus des savoirs sont assignées à l'école, entre contrôle social, désir de mobilité socioéconomique et désir d'intégration dans la société par la maîtrise de la lecture et de l'écriture.

### Une évaluation paradoxale de l'école par les parents

#### *De prime abord, une satisfaction importante à l'égard des différents aspects de l'école*

Une échelle des degrés de satisfaction ou d'insatisfaction a été proposée aux personnes enquêtées, allant, par ordre décroissant, d'une très grande satisfaction (« très satisfait ») à la plus totale insatisfaction (« pas satisfait du tout »). Les individus n'ayant aucune opinion arrêtée ont pu déclarer qu'ils ne savaient pas comment apprécier les différents aspects de l'école.

Plus de la moitié des parents ou des personnes responsables (entre 52% et 59%) affirment être très satisfaits tandis que 29% à 33% déclarent être un peu satisfaits des différents aspects susmentionnés. A l'inverse, l'expression d'une franche insatisfaction est le fait d'une minorité (entre 2% et 5%).

#### *Des indicateurs pourtant « inquiétants » sur la qualité de l'école*

Ces résultats interpellent dans la mesure où les interrogations sur la qualité de l'école en Haïti sont nombreuses et persistantes, aussi bien dans le discours commun que dans les études sur le système éducatif (Fass 1991 ; Locher 1991 ; IDB 1992).

La qualité de l'école renvoie au contenu des savoirs transmis et aux modes de transmission de ces

savoirs entendus comme l'ensemble des méthodes d'enseignement, la formation des enseignants et les rapports entre élèves et enseignants. Ces derniers sont analysés par exemple à l'aide du ratio élèves/enseignant dans la mesure où ce ratio peut avoir un effet non négligeable sur le nombre d'années de fréquentation scolaire (UNFPA 2002 : 2).

La plupart des indicateurs relatifs à la qualité de l'école indiquent que des efforts importants sont encore à consentir, sur deux points au moins : le ratio élèves/maître et la formation des enseignants. Selon le rapport d'évaluation de l'éducation pour tous en l'an 2000 soumis à l'UNESCO (MENJS 1999), le ratio élèves/maître équivalait en 1997-1998 à 33 élèves par enseignant<sup>27</sup>, ce qui est relativement élevé. L'enseignant moyen ne peut donc prêter une attention aux cas individuels et contribuer ainsi – sur le long terme – à améliorer les performances scolaires des enfants. S'agissant de la formation des maîtres de l'école fondamentale, le premier recensement des écoles indique que 10% seulement des enseignants des premier et second cycles de l'école fondamentale sont issus des écoles normales préposées à la formation des maîtres. Et 74% des enseignants ont un niveau d'étude inférieur au baccalauréat (philo). La situation est plus grave dans le secteur privé qui accueille plus des trois quarts des enfants fréquentant l'école primaire : 80% des enseignants n'ont pas le baccalauréat contre 46% dans le secteur public (IHSI 2000b).

### **La distance à l'égard de l'école**

Ce décalage entre la très grande satisfaction exprimée par plus de la moitié des parents ou personnes responsables d'une part et les indicateurs « objectifs » de la qualité de l'éducation d'autre part peut s'expliquer par le fait qu'il existe une distance entre les parents et l'école.

#### ***Ecole et parents : des univers étrangers***

La nature des savoirs qui sont censés être transmis à l'école diffère de celle des savoirs transmis par les familles. De sorte que ces dernières ne disposent pas forcément des moyens leur permettant d'apprécier les connaissances acquises à l'école. Surtout lorsqu'il existe une distance entre le créole, idiome quotidien des parents (et des enfants) et le français, langue d'apprentissage. La capacité d'évaluation des parents ou des personnes responsables peut être limitée par le fait qu'ils ne connaissent pas ou ne maîtrisent pas la langue d'apprentissage. Tout ceci rend inconcevable toute contestation des enseignants à qui l'on confère de surcroît un statut particulier – celui « d'intellectuel » – puisqu'ils sont les détenteurs d'un savoir peu ou mal approprié par les parents.

#### ***ou une très grande satisfaction des parents par défaut***

Mais cela ne saurait suffire à expliquer le décalage constaté. Surtout lorsque l'on remarque que la proportion de parents ou de responsables se disant très satisfaits ne varie pas sensiblement avec le niveau d'étude du parent ou de la personne responsable en ce qui concerne la pédagogie, le contenu des connaissances, les compétences et les attitudes des enseignants envers leurs élèves.

En fait, les précédentes tentatives d'explication conduisent à repenser la très grande satisfaction des parents ou des personnes responsables comme étant une appréciation positive par défaut. Faute

<sup>27</sup> Les estimations de la FONHEP pour l'année 1995-1996 sont plus basses : 28 élèves par enseignant à l'échelle nationale.

d'avoir les moyens d'évaluer (et de faire des comparaisons lorsque l'on a accès à mieux), on affirme que l'on est très satisfait<sup>28</sup>.

### **Des légitimités de l'école hors du champ des savoirs**

Mais il est possible qu'il n'y ait pas d'interrogations sur le contenu des savoirs et leurs modes de transmission dans l'école, dès lors que l'éducation scolaire n'est pas valorisée pour elle-même. L'expression de l'insatisfaction est alors improbable, très faible ou nuancée (« un peu satisfait »).

### **Le désir de « contrôle social »**

Barthélemy (1996) relève une absence d'intérêt sur le contenu des enseignements du système éducatif et l'explique en invoquant sa conception du « marronnage ». Pour Barthélemy, le marronnage est le comportement de base de toute entité agressée, individu, groupe social ou société, devant une volonté exterminatrice (Barthélemy 1998). Le marronnage passe par la faculté de se rendre invisible ; les stratégies d'appropriation de la modernité consistent à « utiliser une forme que l'autre croit reconnaître et identifier facilement pour y dissimuler un contenu totalement différent » (Barthélemy 1998 : 69), des manipulations, lorsque l'esquive touche aux limites de son efficacité. La demande d'éducation observée en milieu urbain et plus précisément dans l'espace des bidonvilles créé par les migrants ruraux n'est que l'expression apparente d'une aspiration à la modernité. Elle est plutôt « stratégie de la part d'une société en crise » (Barthélemy 1998 : 75) qui demande à l'école de produire les « futurs adultes (...) pour les rendre à la fois intégrés et dociles en utilisant pour cela la mémorisation, la répétition et la coercition » (Barthélemy 1998 : 75).

En clair, la demande d'éducation ne serait que la manifestation d'un désir de contrôle social que l'école doit assurer en remplacement de la famille élargie rurale disloquée ou inexistante dans les villes (Barthélemy 1996b : 24). Plus généralement, il s'agirait donc moins d'une demande d'éducation scolaire qu'une demande d'éducation au sens large, c'est-à-dire de transmission de valeurs ou de principes valables dans la famille et transposables dans les autres sphères de socialisation.

Mais cette explication est contestable sur plusieurs points. D'une part, il n'est pas sûr qu'il y ait nécessairement « détournement » (et donc marronnage) des fonctions de l'école si l'on considère que celle-ci ne fait pas que transmettre des savoirs. Bien plus, l'explication de Barthélemy envoie *in fine* aux « affinités » ou aux passerelles entre l'école et les ménages (ou mieux les familles) dans la mesure où l'école n'est pas étrangère au reste du social ou aux valeurs prônées dans les diverses instances de socialisation, y compris la famille.

D'autre part, cette explication porte la marque d'un culturalisme peu convaincant. A supposer que l'espace des bidonvilles soit d'abord celui des ménages à très faibles niveaux de vie, il existe d'autres explications de l'effort de scolarisation. Par exemple, dans le quartier de Saint-Martin, l'école faisait principalement office de « garderie » dans les années soixante-dix, libérant ainsi un temps que les parents ou les personnes responsables peuvent alors consacrer à une activité économique génératrice de revenus (Fass 1991). Toujours à Saint-Martin, les écoles pourvues de cantine procuraient dans

<sup>28</sup> Ce qui ne veut pas dire que toute évaluation est impossible. Parents et personnes responsables peuvent estimer par exemple que les savoirs transmis ne sont nullement en adéquation avec l'activité économique qu'ils mènent, pointer du doigt le fait que les connaissances livresques sont « inutiles » dans leur propre univers.

l'immédiat des coûts d'opportunité positifs, ces mêmes écoles ou d'autres fournissaient également une assurance sociale pour les plus pauvres (Fass 1991). Dans ces conditions, il n'y a pas forcément de questionnement sur le contenu des savoirs.

Enfin, le propos de Barthélemy est trop globalisant. Dans la mesure où la société est loin d'être homogène, il existe vraisemblablement une diversité de demandes d'éducation, entre demandes des pauvres – évoquées plus haut – et demandes de mobilité sociale portées par différentes catégories sociales.

### ***Le désir de mobilité socioéconomique***

Plusieurs auteurs font état d'une demande de mobilité sociale ascendante par l'éducation (Laguerre 1982 ; Fass 1991 ; Lamaute-Brisson 2002 : 225). Laguerre (1982 : 90) affirme que « la stratégie de mobilité socio-économique à travers l'école est vue par la plupart des habitants (des quartiers urbains) comme la meilleure voie ouverte pour leurs enfants et ils font tout ce qu'ils peuvent pour faciliter l'accès à l'éducation ». Fass parle également d'une demande de mobilité sociale (Fass 1991 : 269). En précisant qu'il existe une croyance dans les possibilités de la mobilité. Autrement, la réussite scolaire et les revenus futurs "reposeraient uniquement sur le statut économique et social préalable des parents" (Fass 1991 : 311 (note 12)).

En fait, les titres scolaires ou en tout cas le constat du passage par l'école ouvrent la voie pour certains, soit dans la société bornée par les frontières nationales, soit à travers l'émigration dès lors que le passage par l'école constitue un viatique pour l'obtention d'un visa (Fass 1991). Cette mobilité n'est possible que si les titres scolaires (ou le constat du passage par l'école) sont reconnus socialement. Et si cette reconnaissance n'interroge pas les savoirs sanctionnés par les titres scolaires, alors tout questionnement sur le contenu et les méthodes de l'école est, une fois de plus, inconcevable pour les parents ou les personnes responsables. Une telle éventualité suppose, bien entendu, qu'une partie au moins des débouchés de ceux qui sont passés par l'école n'est d'abord accessible qu'à l'aide de codes extérieurs aux titres scolaires. C'est le cas lorsque l'insertion dans l'emploi dépend d'abord des relations que la famille ou les réseaux d'amis entretiennent avec les employeurs éventuels (Lamaute 2000 : 90).

### ***Une demande d'intégration sociale ?***

Mais, il y a plus important. On a vu plus haut que les parents et personnes responsables des enfants fréquentant le préscolaire ou le cycle primaire intériorisent les limites imposées à leurs enfants par leurs propres dotations en éducation. En d'autres termes, les parents perçoivent que les voies de la mobilité par l'éducation sont étroites. Dès lors, quel est le sens ultime de la demande d'éducation pour ceux qui savent ou qui pressentent que leurs enfants n'auront pas de parcours scolaires longs ? Deux cas de figure sont possibles.

La plupart des familles sont obligées de suivre le mouvement de scolarisation déjà amorcé pour ne pas se trouver en reste et réduire d'autant les capacités futures des enfants à soutenir leurs parents (Fass 1995 : 10). Et ceci, « indépendamment » de la stratification sociale.

Mais, plus généralement, on peut être en présence d'un désir d'intégration sociale dans la mesure où l'exclusion a longtemps reposé – et repose encore – sur le non accès à l'éducation, sur l'analphabétisme. L'accès aux savoirs scolaires à travers le système éducatif répondrait ainsi à une « volonté de ne pas

être marginalisé dans une société largement gouvernée, en ses institutions, par ces savoirs (...)» (Gérard 2001 : 72 ; nos italiques). Ceci reste bien sûr à étudier de manière systématique.

### **Conclusion : De multiples défis**

La conséquence de l'engagement croissant des enfants dans le système scolaire, des progrès en matière de niveaux d'étude atteints réduit de manière significative les écarts entre les sexes. Cependant, en raison d'inégalités persistantes en fonction du milieu de résidence et du niveau de vie, de la reproduction intergénérationnelle des inégalités selon le niveau d'étude des parents, et des abandons du système scolaire, les progrès demeurent modestes, notamment en deçà de l'achèvement universel du primaire.

De toute évidence, augmenter la scolarisation afin d'atteindre pour de bon et de manière durable la scolarisation universelle est le premier défi à relever. Ensuite, il faut assurer l'achèvement universel du primaire afin de « produire des adultes qui seront durablement alphabétisés » (Mingat 2002 : 2), puis celui de l'école fondamentale afin que la majorité de la population dispose d'une éducation de base consistante. Si l'hypothèse de la demande d'intégration sociale est vraie, ces objectifs sont d'une importance capitale. Pour les atteindre, il importe d'agir sur trois fronts majeurs : le coût de la scolarisation, la réduction des inégalités, les abandons du système scolaire.

En premier lieu, on sait que les coûts de la scolarisation pèsent avant tout sur les ménages. La décision d'agir directement sur les coûts ou d'agir de préférence sur la capacité des ménages à supporter ces coûts reste à discuter. Dans un cas comme dans l'autre, l'objectif est de casser les barrières financières qui expliquent en partie la scolarisation tardive, et bien évidemment les difficultés qu'éprouvent les ménages à faibles niveaux de vie à scolariser tous leurs enfants et à les maintenir dans le système scolaire. Surtout dans un contexte où l'évolution du pouvoir d'achat des ménages suit une tendance à la baisse.

En second lieu, la réduction des inégalités est centrale car l'existence de ces dernières est vraisemblablement un facteur non négligeable des déficits actuels en matière de scolarisation universelle et d'achèvement universel du primaire et de l'école fondamentale. Il faudrait aborder la question du côté des ménages comme de celui du système scolaire en tant que tel. Lorsque l'essentiel de l'effort de scolarisation est supporté par les ménages, les inégalités se reproduisent voire se creusent, car les ménages sont inégaux devant l'école. Dans la mesure où l'école ne prend pas en compte les inégalités entre ménages, notamment celles liées au niveau d'étude du chef de ménage, elle contribue à leur persistance. Encore que l'unicité de l'école soit loin d'être avérée. Il serait plus juste, en effet, de parler des écoles - entre écoles publiques et écoles privées - et de faire, parmi les écoles privées, le distinguo entre les fameuses « écoles-borlette » et les autres, etc. Et, par ailleurs, s'interroger sur le rôle de ces hétérogénéités dans la reproduction des inégalités<sup>29</sup>. En tout état de cause, le milieu rural mérite une attention particulière de même que les enfants issus des ménages vivant principalement de l'agriculture, plus généralement des ménages à faibles niveaux de vie et les enfants dont les parents sont les moins dotés en « capital culturel ». Pour ces derniers,

<sup>29</sup> Si les enfants des ménages à faibles niveaux de vie fréquentent des écoles de mauvaise qualité, alors ils ont peu de chances de réussir comme ceux des ménages à niveaux de vie élevés.

il faudrait envisager des mécanismes complémentaires permettant d'établir des passerelles entre la socialisation familiale et l'école.

Enfin, la question des abandons du système scolaire – au sens premier du terme – a été abordée de manière récurrente dans la littérature disponible sur l'éducation en Haïti. Un rapport de 1992 indiquait déjà que 30% des enfants abandonnaient l'école à la fin du cycle primaire (IDB 1992 : 171). Il faut bien évidemment identifier au mieux les raisons de ces abandons. La scolarisation tardive en est une puisqu'elle produit des enfants sur âgés qui présentent des difficultés d'apprentissage particulières. Mais il y a d'autres raisons, hormis les problèmes financiers des ménages, qui tiennent à la qualité des écoles.



## Références bibliographiques

Barthélemy Gérard 1996, *L'extension des lotissements sauvages à usage populaire en milieu urbain. Ou Paysans, Villes et Bidonvilles en Haïti. Aperçus et réflexions*, Port-au-Prince : Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET).

Barthélemy Gérard 1998, « *Le marron reconnu* », Conjonction, No. 203

Bensalah Kacem 1985, *Etat des projets de coopération externe*, Port-au-Prince : Haïti/PNUD/UNESCO

Banque Mondiale s.d., *Education fondamentale en Haïti*. Document de travail, Washington D.C. : Département du Développement humain/Région de l'Amérique Latine et des Caraïbes

Bommier Antoine, Shapiro David 2001, « *Introduction à l'approche économique de la demande d'éducation* », in Pilon Marc, Yaro Yacouba (dir) 2001, *La demande d'éducation en Afrique. Etat des connaissances et perspectives de recherche*, Réseau Thématique de Recherche de l'Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA) / Réseau sur la Famille et la scolarisation en Afrique, Yaoundé, pp. 49-62.

Camarena-Cordova Rosa Maria 1999, *Family and Education in Mexico*, communication au Séminaire du CICRED, Stratégies éducatives, familles et dynamiques démographiques, Ouagadougou, <http://www.cicred.org>

De Vreyer Philippe 1993, « *Une analyse économétrique de la demande d'éducation en Côte-d'Ivoire* », Revue d'Economie du Développement, 3, pp. 49-79.

Easton Peter A., Fass Simon M. 1989, « *Monetary Consumption Benefits and the Demand for Primary Schooling in Haïti* », Comparative Education Review, (33) : 2, pp. 176-193

Fass Simon M. 1991, *Economie politique de la pauvreté*, Montréal : Cidihca

Fass Simon M. 1995, *The cost of schooling : Overview of Findings from the Survey of Household Education Expenditure (January-July, 1991)*, Port-au-Prince : Fondation Haïtienne de l'Education Privée (FONHEP)

Filmer Deon, Pritchett Lant 1998, *The Effect of Household Wealth on Educational Attainment Around the World : Demographic and Health Survey Evidence*, Working Paper, World Bank

Filmer Deon 1999, *The structure of Social Disparities in Education : Gender and Wealth*, Background Paper for the World Bank Policy Research Report on Gender and Development (<http://www.worldbank.org/gender.prr.workingp.htm>).

Garcia Sandrine, Poupeau Franck 2003, « *La mesure de la « démocratisation » scolaire. Notes sur les usages sociologiques des indicateurs statistiques* », Actes de la Recherche en Sciences Sociales, No. 149.

Gérard Etienne 2001, « *La demande d'éducation en Afrique : Approches sociologiques* », in Pilon Marc, Yaro Yacouba (dir) 2001, *La demande d'éducation en Afrique. Etat des connaissances et perspectives de recherche*, Réseau Thématique de Recherche de l'Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA) / Réseau sur la Famille et la scolarisation en Afrique, Yaoundé, pp. 63-79.

InterAmerican Development Bank 1992, *Haïti. Socio-Economic Report*, Washington

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) 1981, *Etude de la population scolaire et du niveau*

*d'instruction de la main-d'œuvre*, Cahier de la Division d'Analyse et de Recherche Démographiques (DARD), Port-au-Prince : IHSI

IHSI 2000, *Recueil de statistiques sociales*

Lahire Bernard 1995, *Tableaux de famille*, Paris : Gallimard/Le Seuil, Coll. « Hautes Etudes »

Lahire Bernard 1998, *L'homme pluriel*, Paris : Nathan

Locher Uli 1991, « *L'évolution récente de l'enseignement primaire* », in Hector Cary, Jadotte Hérard, Haïti et l'après-Duvalier : Continuités et ruptures. Tome II, Port-au-Prince : Editions Deschamps, Montréal : Cidihca, pp. 357-376

Marcoux Richard 1995, « *Fréquentation scolaire et structure démographique des ménages en milieu urbain au Mali* », *Cahiers des Sciences Humaines*, (31) : 3, pp. 655-674

Mingat Alain 2002, *Quelques réflexions sur deux questions structurelles fondamentales pour l'éducation dans le contexte africain*, Document de travail.

Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports (MENJS) 1999, *Evaluation de l'éducation pour tous (EPT 2000)*, Port-au-Prince : [http://www2.unesco.org/wef/countryreports/country\\_all.html](http://www2.unesco.org/wef/countryreports/country_all.html)

MENJS 2000, *Cadre de référence du programme alternatif de base pour les sur âgés de l'école fondamentale*, Port-au-Prince : Direction de l'Enseignement Fondamental.

Ministère de la Santé Publique et de la Population 2001, *Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services*, EMMUS-III, Haïti 2000. Pétienville: Institut Haïtien de l'Enfance, Maryland: Macro

Pilon Marc, 1995 « *Les déterminants de la scolarisation des enfants de 6 à 14 ans au Togo en 1981 : apports et limites des données censitaires* », *Cahiers des Sciences Humaines*, (31) : 3, pp. 697-718.

Pilon Marc, Yaro Yacouba (dir) 2001, *La demande d'éducation en Afrique. Etat des connaissances et perspectives de recherche*, Réseau Thématique de Recherche de l'Union pour l'Etude de la Population Africaine (UEPA) / Réseau sur la Famille et la scolarisation en Afrique, Yaoundé : UEPA / FASAF.

Proteau Laurence 1995 : « *Stratégies éducatives en Côte-d'Ivoire* », *Cahiers des Sciences Humaines*, 31 (3) : 635-653.

Salmi Jamil 1998, « *Egalité des chances et qualité de l'enseignement privé : le paradoxe haïtien* », *Banque Mondiale, Haïti : les Défis de la Lutte Contre la Pauvreté*, Rapport No. 17242-HA, Washington : Banque Mondiale

Tardieu Charles 1989, *L'éducation en Haïti de la période coloniale à nos jours*, Port-au-Prince : Imprimerie Deschamps

UNESCO Institute for Statistics (UIS), *Education Indicators. Technical Guidelines*, Paris : UNESCO

UNESCO Institute for Statistics (UIS) 2001, *Latin America and the Caribbean Regional Report*, Paris : UNESCO

UNESCO *Statistiques et indicateurs des disparités entre les sexes dans l'éducation*, <http://portal.unesco.org/uis/>

UNFPA, *L'Etat de la population mondiale 2002 – Population, pauvreté et potentialités / Pauvreté et*



éducation, <http://www.unfpa.org/swp/2002/francais/ch7/page2.htm>

Wakam Jean 1999, *Structure démographique des ménages et scolarisation des enfants au Cameroun, communication au Séminaire du CICRED, Stratégies éducatives, familles et dynamiques démographiques*, Ouagadougou, [http : //www.cicred.org](http://www.cicred.org)

World Bank *Research Project on Educational Attainment and Enrollment around the World*, Educational attainment and enrollment around the world-Country page/Haïti, <http://www.worldbank.org/research/projects/edattain/profiles/hti3/ec.htm>,

<http://www.worldbank.org/research/projects/edattain/profiles/hti3/at1.htm>

--

## **Annexe du chapitre 4**

--

## Annexe

### Déterminants de la fréquentation scolaire des enfants de 6-11 ans (régression logistique)

Variables	B	S.E.	Wald	df	Sig.	Sig.2	Exp(B)
<b>Sexe</b>							
Homme	-0.091	0.063	2.045	1	0.153		0.913
Femme	modalité de référence						
<b>Age</b>	0.328	0.019	301.682	1	0.000	*	1.388
<b>Sexe du chef de ménage</b>							
Homme	-0.102	0.066	2.419	1	0.120		0.903
Femme	mod. Ref.						
<b>Niveau d'étude du chef de ménage</b>							
Aucun niveau	-2.074	0.572	13.148	1	0.000	*	0.126
Primaire	-1.360	0.573	5.634	1	0.018	*	0.257
Secondaire	-0.732	0.578	1.604	1	0.205		0.481
Supérieur	mod. Ref.						
<b>Principale source de revenu du ménage</b>							
Agriculture	-0.479	0.118	16.515	1	0.000	*	0.620
Commerce	-0.338	0.134	6.373	1	0.012	*	0.713
Artisanat	-0.199	0.220	0.820	1	0.365	*	0.819
Services	-0.081	0.156	0.269	1	0.604		0.922
Travail salarié	-0.119	0.145	0.674	1	0.412		0.888
Transfert	-0.005	0.159	0.001	1	0.977		0.995
Autres	mod. Ref.						
<b>Niveau de vie du ménage</b>							
20 % les plus faibles	-0.698	0.150	21.535	1	0.000	*	0.498
Q2pc	-0.787	0.150	27.605	1	0.000	*	0.455
Q3pc	-0.608	0.152	15.979	1	0.000	*	0.545
Q4pc	-0.329	0.157	4.378	1	0.036	*	0.720
20 % les plus élevés	Mod. Ref.						
<b>Réception de transferts</b>							
Transferts internes et externes	-0.037	0.193	0.037	1	0.847		0.963
Transferts externes	0.327	0.105	9.637	1	0.002	*	1.386
Transferts internes	0.147	0.097	2.279	1	0.131		1.159
Aucun transfert	Mod. Ref.						
<b>Constante</b>	-1.132	0.214	27.865	1	0.000		0.322

mod. Ref : Modalité de référence

B : coefficient estimé

S.E. : Standard Error associé au coefficient

Wald : Statistique de Wald qui indique la significativité de chaque variable ou modalité ceteris paribus

df : nombre de degrés de la Statistique de Wald

Sig : significativité du coefficient estimé au seuil de 5%

Exp (B) : «odds ratio» ou taux de probabilité



## **CHAPITRE 5**

### **Organisation sociale**





## CHAPITRE 5

# Organisation sociale

**Nathalie Lamaute-Brisson**

### Introduction

*L'objet de ce chapitre est de proposer une description globale de l'organisation sociale, en partant de la perspective selon laquelle les sphères de la vie sociale s'élargissent de la sphère privée à la sphère publique. Les frontières du public et du privé changent selon les auteurs, mais aussi selon les sociétés et les contextes historiques. La distinction du public et du privé à l'oeuvre dans la philosophie occidentale du XIX<sup>ème</sup> siècle a pu revêtir deux significations majeures. Comme le rapporte Okin Moller (2000 : 346), le clivage public/privé renvoie soit à la distinction entre l'Etat et la société, soit à la distinction entre vie non domestique et vie domestique. Dans un cas comme dans l'autre, il existe une "opposition" entre la famille, comme "cas paradigmatique" du "privé" (Okin Moller 2000 : 353) et le politique.*

*La famille, notion polysémique s'il en est, n'est pas inscrite en tant que telle dans l'enquête. L'unité statistique de base de celle-ci est le ménage. On sait qu'il n'existe pas de relations d'équivalence entre le ménage, objet issu d'une convention statistique et la famille, « institution » qui a fait l'objet de controverses importantes dans plusieurs disciplines (démographie, sociologie, anthropologie....). Néanmoins, il est possible de s'intéresser aux structures familiales des ménages et à ce qui se passe à l'intérieur de ces structures, dès lors que l'on fait l'hypothèse que les ménages peuvent être considérés comme une « expression résidentielle des logiques familiales » (Locoh 1997 : 15).*

*Entre la famille et le politique, il existe des espaces intermédiaires. Tout le problème est de les qualifier, de les ranger dans le public ou le privé. D'une part, les ménages (et donc les familles qu'ils contiennent) et leurs membres pris individuellement ne vivent pas en vase clos mais entrent en relation les uns avec les autres, contribuant ainsi à la formation de divers espaces de sociabilité privée hors ménage, participant à la vie de plusieurs lieux de sociabilité privée. Ce n'est pas tant la formation (que les processus de formation) et le fonctionnement de ces espaces de sociabilité qui importent ici ; mais l'identification des appartenances des ménages à ces espaces, la « qualité » de la vie dans les lieux de sociabilité sous le prisme des relations entre sentiment d'insécurité et insécurité vécue.*

*Par ailleurs, il existe diverses formes d'associations ou d'organisations telles que les syndicats, les coopératives, les partis politiques, etc... La distinction public/privé qui oppose l'Etat à la société inclut ces organisations dans la catégorie du privé (Okin Moller 2000 : 346). En cela, elle est difficilement recevable : les relations qui se nouent pour former et faire vivre ces organisations intermédiaires vont au-delà des relations propres à la famille et au-delà des espaces de sociabilité interpersonnelle. En revanche, on peut considérer que les organisations intermédiaires sont incluses dans la catégorie du "public" dans la mesure où elles se constituent à partir des ancrages ou des positions individuelles dans l'économie ou le social (organisations de femmes, organisations sportives, culturelles, etc.).*

*Bien entendu, ces organisations intermédiaires ne forment que l'un des espaces publics, l'espace politique demeurant à lui seul un espace particulier<sup>1</sup> à l'égard duquel la population semble garder quelque distance.*

## **Description des ménages**

Unité de base de l'enquête, le ménage procède d'une convention statistique particulière. Le chef de ménage est l'individu pivot qui sert d'identifiant principal du ménage. L'âge du chef est un indicateur du cycle de vie du ménage, et l'analyse de la distribution par sexe des chefs de ménage et des profils des femmes chefs de ménage en particulier permet d'interroger à tout le moins la distinction traditionnelle entre les femmes chefs de ménage de jure et les femmes chefs de ménage de facto (Moser 2000 [1989]).

### **L'objet ménage : une convention statistique**

#### ***Le ménage dans l'ECVH***

Le ménage est avant tout un outil de collecte relevant d'une convention statistique. Plusieurs critères peuvent être considérés pour définir le ménage : l'unité de lieu ou la co-résidence des individus, le fait de partager les repas, le fait de gérer un budget commun. Dans l'ECVH, le ménage est constitué des individus habitant un même logement de manière régulière depuis trois mois au moins, qui n'ont pas quitté le logement pendant une période de trois mois ou plus, qui partagent les repas et reconnaissent l'autorité d'un chef de ménage. Autrement dit, toute personne ayant intégré le logement depuis moins de trois mois n'appartient pas au ménage, de même que ceux qui ont habité le logement mais l'ont laissé depuis plus de trois mois (à la date de l'enquête)<sup>2</sup>.

#### ***La notion de chef de ménage***

La notion de chef de ménage a fait l'objet de multiples discussions (Budlender 1997). Plusieurs définitions existent qui renvoient soit à la personne qui exerce une autorité au sein du ménage et assume la pérennité de celui-ci, soit à la personne qui est le principal apporteur de ressources ou le soutien économique du ménage, soit à la personne qui s'identifie comme chef de ménage ou qui est désignée comme tel par les autres membres du ménage. Dans l'ECVH, c'est le troisième cas de figure qui prévaut. Ainsi, il n'y a pas systématiquement équivalence entre le fait d'être (désigné comme) chef de ménage et le fait d'être le soutien économique du ménage.

<sup>1</sup> Il importe de souligner que cette présentation, par étapes successives, de la famille, des espaces de sociabilité et des espaces publics ne signifie pas mécaniquement qu'il n'existerait aucun lien entre ces différents types d'espace. On sait par exemple que la famille est façonnée par l'Etat (Commaille 1997), que certains espaces de sociabilité sont aussi des lieux d'exercice de l'autorité publique (c'est le cas des marchés où sont prélevées les taxes), etc.

<sup>2</sup> Cette définition du ménage diffère de celle adoptée dans l'Enquête Budget-Consommation des Ménages (EBCM) de 1999-2000 réalisée par l'IHSI. Dans l'EBCM 1999-2000, un ménage compte les personnes résidant dans un même logement depuis douze mois ou plus, depuis moins de douze mois, les pensionnaires non locataires, les visiteurs de longue durée, et les anciens membres (ayant quitté le ménage au plus douze mois avant l'enquête (IHSI 2001a : 49).

**Le chef de ménage comme pivot**

La définition du ménage retenue pour l'ECVH fait abstraction ex ante des relations de parenté existant entre les membres du ménage et plus particulièrement entre le chef de ménage et les autres membres désormais dénommés « membres secondaires ». La connaissance des liens de parenté permet de mettre en évidence les principes de recrutement qui sous-tendent la formation des ménages. Le chef de ménage est retenu ici comme personne pivot. Il est donc à la fois un identifiant du ménage (comme peut l'être le principal apporteur de ressources), un critère de classement des ménages, et la personne-clé pour la mise en évidence des liens de famille pouvant exister au sein du ménage.

**Le cycle de vie des ménages**

Les ménages se constituent sur la base des cycles de vie individuels de leurs membres. Par commodité, le cycle de vie du ménage est appréhendé ici à l'aide de l'âge du chef.

**Des chefs de ménage relativement plus jeunes dans l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince**

16.9% des ménages ont un chef jeune, de moins de trente ans. 24.5% ont un chef vieux, âgé de 60 ans ou plus. Les milieux de résidence présentent des profils distincts : les chefs de ménage jeunes (moins de 30 ans) sont relativement plus nombreux à Port-au-Prince (28.8%), les autres villes et le milieu rural étant marqués par une plus forte présence de chefs de ménage vieux (28%).

**Tableau 1**

Distribution en pourcentage (%) des ménages selon l'âge de leur chef par milieu de résidence

Age du chef de ménage	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	
< 30	28.8	15.1	12.9	16.9
30-39	23.4	17.1	18.3	19.3
40-49	24.3	22.4	22.4	22.9
50-59	10.8	17.4	18.4	16.4
60 et +	12.7	28.0	28.0	24.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1002	1541	4643	7186

Les chefs de ménage des villes secondaires et du milieu rural sont en moyenne plus âgés (49 ans) que leurs homologues de la capitale (40.6 ans). Parallèlement, les femmes chefs de ménage sont légèrement plus jeunes (46.7 ans en moyenne) que les hommes (48 ans). Elles sont majoritaires chez les ménages dont le chef a moins de 30 ans (60.6%). Et 19.4% d'entre elles appartiennent à cette tranche d'âge contre 14.2% des hommes chefs de ménage.

Tableau 2

Distribution en pourcentage (%) des chefs de ménage selon la tranche d'âge par sexe et  
Distribution en pourcentage (%) des chefs de ménage selon le sexe par tranche d'âge

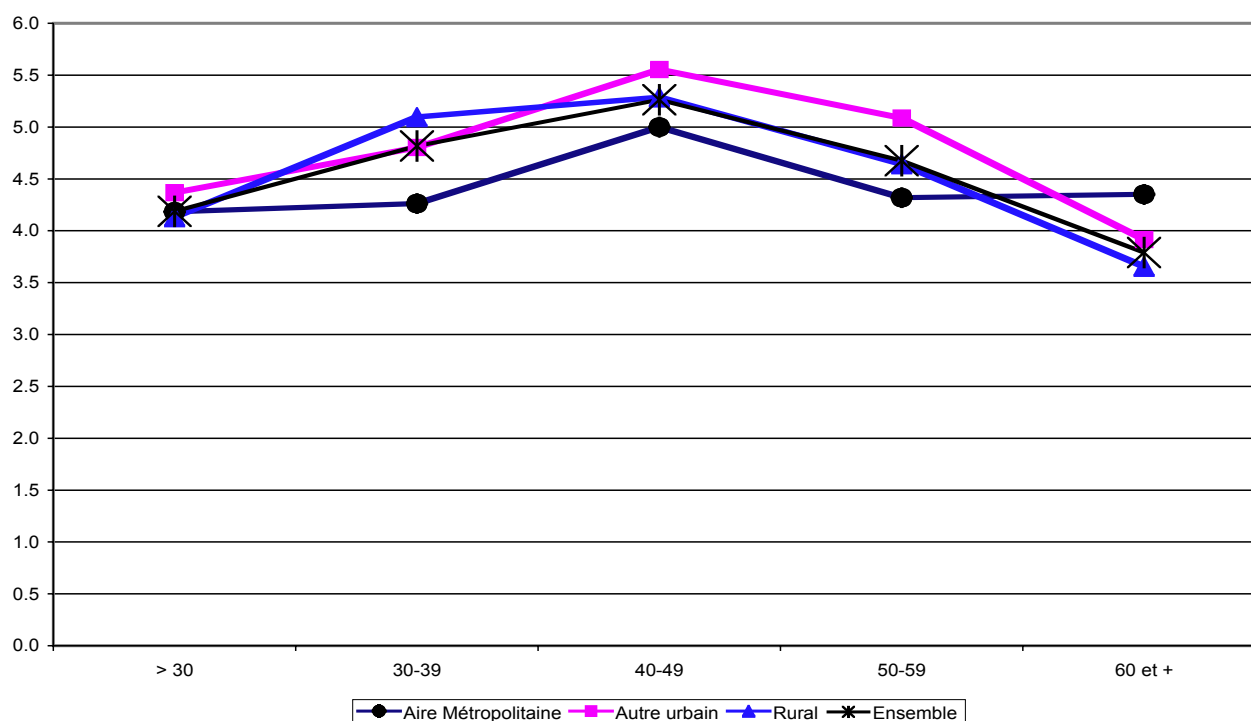
Tranche d'âge du chef de ménage	Sexe du chef de ménage		Ensemble		Tranche d'âge du chef de ménage	Sexe du chef de ménage		Total	Echantillon
	Homme	Femme				Homme	Femme		
< 30	14.2	19.4	16.9		< 30	39.4	60.6	100.0	1143
30-39	18.8	19.7	19.3		30-39	45.8	54.2	100.0	1345
40-49	24.9	21.1	22.9		40-49	51.1	48.9	100.0	1633
50-59	17.1	15.9	16.4		50-59	48.9	51.1	100.0	1231
60 et +	25.0	24.1	24.5		60 et +	47.9	52.1	100.0	1834
Total	100.0	100.0	100.0		Ensemble	47.0	53.0	100.0	7186
Echantillon	3393	3793	7186						

### La taille moyenne des ménages varie avec l'âge du chef

La taille moyenne des ménages tend, dans un premier temps, à augmenter, passant de 4.2 personnes chez les chefs les plus jeunes jusqu'à atteindre 5.3 personnes correspondant aux chefs de ménage d'âge intermédiaire (40-49 ans). Puis elle décroît jusqu'à 3.8 personnes. Cette « évolution » en deux phases de la taille moyenne des ménages selon l'âge du chef est tangible dans tous les milieux de résidence, à des rythmes divers. Mais l'Aire métropolitaine se démarque un peu des autres villes et du milieu rural dans la seconde phase. La taille moyenne reste stable lorsque l'on passe des ménages dont le chef se situe dans la tranche 50-59 ans à ceux où le chef a 60 ans ou plus alors que la décroissance est nette tant en milieu rural que dans les villes secondaires.

Graphique 1

Taille moyenne des ménages selon l'âge du chef de ménage par milieu de résidence



Dans l'ensemble, la diminution de la taille moyenne du ménage aux deux dernières étapes du cycle de vie tient, entre autres, à ce que les ménages unipersonnels sont relativement plus nombreux lorsque le chef est vieux. En effet, 16.2% des ménages où le chef a 60 ans ou plus sont unipersonnels contre moins de 10% dans les ménages plus jeunes. Ceci étant, la proportion de ménages d'une personne est quasiment identique d'un milieu de résidence à l'autre (autour de 16%).

**Tableau 3**

Distribution en pourcentage (%) des ménages dont le chef est vieux (60 ans ou plus) selon la taille par milieu de résidence

Taille du ménage	Milieu de résidence			Ensemble pays
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	
1 personne	16.5	16.4	16.1	16.2
2 à 3 personnes	27.9	34.9	41.6	38.6
4 à 6 personnes	33.8	32.6	30.2	31.1
7 à 9 personnes	19.0	13.2	9.9	11.6
10 personnes et plus	2.8	2.9	2.2	2.4
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	127	423	1284	1834

Mais les distributions des ménages ayant un chef vieux en fonction de leur taille sont plutôt contrastées selon le milieu de résidence. Près d'un cinquième des ménages dont le chef est vieux comptent entre 7 et 9 membres dans l'Aire métropolitaine, contre respectivement 13.2% et 9.9% dans les autres villes et en milieu rural. Ceci tire donc la taille moyenne des ménages de l'Aire métropolitaine vers le haut par rapport à celles des ménages des autres milieux.

### Les femmes chefs de ménage

Il existe une littérature abondante sur les femmes chefs de ménage. Dans de nombreux pays les hommes ont été considérés, par convention, comme étant « naturellement » le chef du ménage, masquant ainsi éventuellement les cas où la femme dirigeait le ménage. Ou encore, même lorsque cette convention ne s'appliquait pas, les femmes étaient sous-représentées dans la population des chefs de ménage. Les nombreux constats d'une augmentation de la catégorie des femmes chefs de ménage sont venus nourrir les discussions sur le genre des chefs de ménages (Pilon et al. 1997; Bisilliat 1992).

En Haïti, on trouve, dans plusieurs enquêtes ou recensements, des contingents plus ou moins importants de femmes chefs de ménage (IHSI 2000). L'ECVH confirme ces résultats en dépit de l'hétérogénéité des définitions du ménage retenues d'une enquête à l'autre. Dans les enquêtes antérieures et dans l'ECVH, aucune norme n'est imposée a priori quant au sexe du chef de ménage comme c'est le cas ailleurs (Budlender 1998 ; Pilon et al. 1997 : 169). Il est vrai également que, lors des opérations de collecte, des femmes sont classées dans certains cas comme chef de ménage parce qu'elles sont plus fréquemment présentes au domicile que les hommes, leurs conjoints. En tout état de cause, fortement présentes en milieu urbain, les femmes chefs de ménage connaissent des situations diverses relativement à la démarcation entre femmes chefs de ménage de jure et femmes chefs de ménage de facto.

### Les femmes chefs de ménage : un phénomène marqué en milieu urbain

53% des ménages sont dirigés par une femme et 53% de la population vivent dans ces ménages. Compte tenu de la prédominance des ménages ruraux, la majorité des femmes chefs de ménage résident en milieu

rural. Pour autant, 45.3% des femmes chefs de ménage vivent en ville contre 34.9% des hommes chefs de ménage. En fait, la présence des femmes jouant le rôle de chef de ménage – selon les déclarations recueillies – est d'abord un phénomène urbain, propre au premier chef à l'Aire métropolitaine. Près des deux tiers des ménages de la capitale ont une femme pour chef contre un peu moins de la moitié des ménages localisés en milieu rural (48.7%). Les autres villes du pays occupent une position intermédiaire entre la capitale et le milieu rural (53.2%).

**Tableau 4**

Proportion en pourcentage (%) de femmes parmi les chefs de ménage selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Proportion de femmes chefs de ménage	Echantillon
Aire métropolitaine	64.1	1002
Autre urbain	53.2	1541
Rural	48.7	4643
Ensemble	53.0	7186

Les femmes chefs de ménage vivent moins fréquemment seules que leurs pairs de sexe masculin : environ 8% d'entre elles constituent des ménages unipersonnels contre 12% des hommes chefs de ménage. D'ailleurs, les femmes isolées comptent pour 39% « seulement » des ménages unipersonnels.

Les femmes chefs de ménage se retrouvent tout au long de l'échelle des niveaux de vie (revenu per capita) des ménages. Elles comptent pour 56.4% des chefs des ménages les plus pauvres (premier quintile), et pour 53.1% des chefs de ménage les plus riches (dernier quintile). Entre ces deux extrêmes, les femmes chefs de ménage représentent entre 49% et 53% des chefs de ménage. Parallèlement, 21.3% des femmes chefs de ménage se rangent parmi les ménages les plus pauvres contre 18.3% de leurs pairs. Mais, dans l'ensemble, les distributions des chefs de ménage classés par sexe selon le quintile du niveau de vie ne présentent pas de différences majeures.

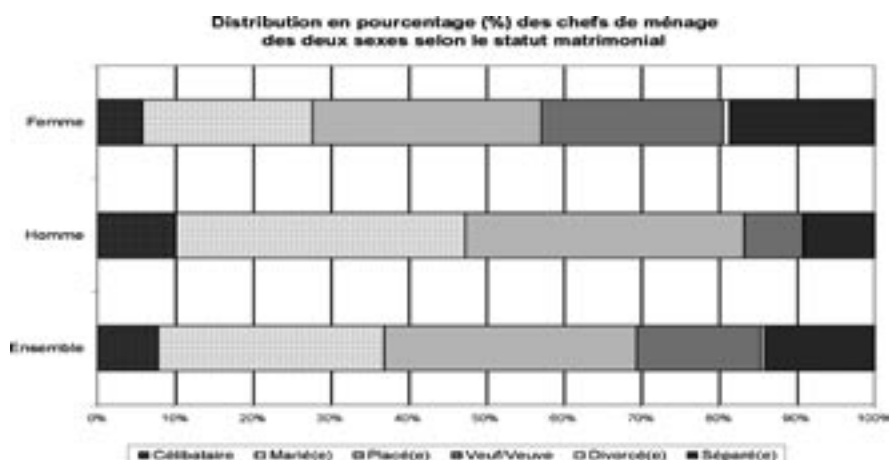
### **51% seulement des femmes chefs de ménage sont en union**

Les femmes chefs de ménage présentent un profil distinct de celui de leurs homologues masculin en fonction du statut matrimonial. Alors que près de trois hommes chefs de ménage sur quatre sont en union, 51% seulement des femmes chefs de ménage sont mariées ou placées, les règles du mariage émanant de l'instance étatique et celles du plaçage étant inscrites dans le droit coutumier<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Le plaçage ne saurait être assimilé au concubinage. Entre autres, Vieux (1989 : 125) précise qu'avant son premier plaçage, « le prétendant s'il a une relation est obligé d'y mettre fin. La distinction apparaît ainsi clairement entre la concubine et la femme placée. (...) La coutume fait obligation au placé de mettre fin à un lien coutumièrement illicite avant de contracter plaçage ».

## Graphique 2

Distribution en pourcentage (%) des chefs de ménage des deux sexes selon le statut matrimonial



### Des femmes chefs de ménage de jure

Le fait, pour une femme, d'être chef de ménage relève de déterminations multiples, qu'il s'agisse de la résultante d'un choix ou d'une situation subie. Plusieurs classifications de femmes chefs de ménage ont été proposées. L'une des principales classification distingue les femmes chefs de ménage de jure et les femmes chefs de ménage de facto (Moser 2000 [1989]). L'appartenance au premier groupe suppose le statut de célibataire ou l'absence permanente du conjoint en raison du décès de celui-ci, de la rupture d'une union antérieure (divorce), de la séparation des conjoints. Le second groupe compte les femmes en union dont le conjoint est temporairement absent, en raison de la migration par exemple (Moser 2000 [1989] : 136).

Cette classification pose problème. D'une part, où range-t-on les femmes en union dont le conjoint est absent au-delà du court terme ? C'est le cas notamment des femmes dont le conjoint est parti s'établir à l'étranger sans qu'il s'agisse à proprement parler d'une séparation<sup>4</sup>. Les informations relatives à la durée de l'absence du conjoint n'étant pas disponibles dans l'ECVH, il est impossible de trancher ici.

Ceci étant, on trouve bien des femmes chefs de ménage de jure. 48.6% des femmes chefs de ménage se rangent dans cette catégorie : elles sont veuves (23.3%), séparées (18.6%), célibataires (5.8%), divorcées (0.8%). Les autres sont mariées ou placées. 27% d'entre elles n'ont pas de conjoint cohabitant. Elles pourraient être classées comme femmes chefs de ménage de facto au sens de Moser. Sous réserve de connaître les raisons de la non-cohabitation et de s'assurer du caractère temporaire de celle-ci<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> Cette remarque n'invalide pas en soi l'absence du conjoint comme un facteur explicatif du fait d'être chef de ménage. Les femmes en union sans conjoint cohabitant sont relativement plus nombreuses (27% des femmes chefs de ménage en union) que les hommes en union sans conjointe résidant dans le ménage (8% des hommes chefs de ménage en union).



### ***Un groupe atypique : des femmes chefs de ménage en union cohabitant avec leur conjoint***

Il reste 73% des femmes chefs de ménage en union qui co-résident avec leur conjoint dans le ménage. Ce groupe est atypique eu égard à la classification de Moser. Ces femmes présentent-elles des caractéristiques particulières qui justifieraient leur statut de chef de ménage ?

**Tableau 5**

Proportion en pourcentage (%) de femmes chefs de ménage en union (mariées, placées) ayant un conjoint cohabitant dans le ménage selon le type d'union

Type d'union de la femme chef de ménage	Présence du conjoint	Echantillon
Mariée	71.3	881
Placée	74.2	1138
Femmes chefs de ménage en union	73.0	2019

Le fait d'être le principal soutien du ménage ou principal apporteur de ressources<sup>6</sup> pourrait justifier que les femmes se déclarent (ou soient déclarées) chef de ménage. Laguerre (1982 : 72) rapporte à cet égard qu'il existe une tendance à la formation de ménages de type matrifocal (« matricentric ») lorsque le conjoint/père des enfants ne travaille pas. Dans de telles circonstances, la femme devient celle qui assure la subsistance du ménage (« breadwinner ») et le chef économique du ménage. Une telle hypothèse n'a qu'une portée limitée ici : 38.5% « seulement » des femmes chefs de ménage avec conjoint cohabitant jouent le rôle de principal apporteur du ménage<sup>7</sup>. Alors que 77.7% des femmes chefs de ménage en union sans conjoint cohabitant sont le principal soutien de leur ménage.

<sup>5</sup> Les femmes en union deviennent chefs de ménage dans des circonstances diverses selon Laguerre (1982 : 72-73). Soit parce que le conjoint placé subit les pressions de sa famille pour ne pas vivre avec sa conjointe. Soit parce que le conjoint a eu un enfant d'une relation extra-conjugale. Soit parce que la femme décide, pour une raison ou pour une autre, de ne pas vivre avec son conjoint placé. Il faut bien sûr compter avec la migration ou l'émigration des conjoints.

<sup>6</sup> La référence au rôle de soutien du ménage repose sur une vision restrictive du ménage. Celui-ci est conçu comme une unité « économique » délimitée par le partage du pot commun (des repas). On fait abstraction du même coup des configurations intra ménages. Les rapports au sein du couple, les rapports entre les membres du couple et les autres membres du ménage en matière de prise de décision ne sont pas connus. Alors qu'ils sont de divers ordres (rapports d'autorité, rapports de genre), et se jouent sur plusieurs registres (allocation des ressources, décisions de consommation et d'investissement).

<sup>7</sup> Pour évaluer au mieux la proposition de Laguerre, il faudrait également examiner les insertions dans l'emploi des femmes chefs de ménage en union et de leur conjoint cohabitant.



Tableau 6

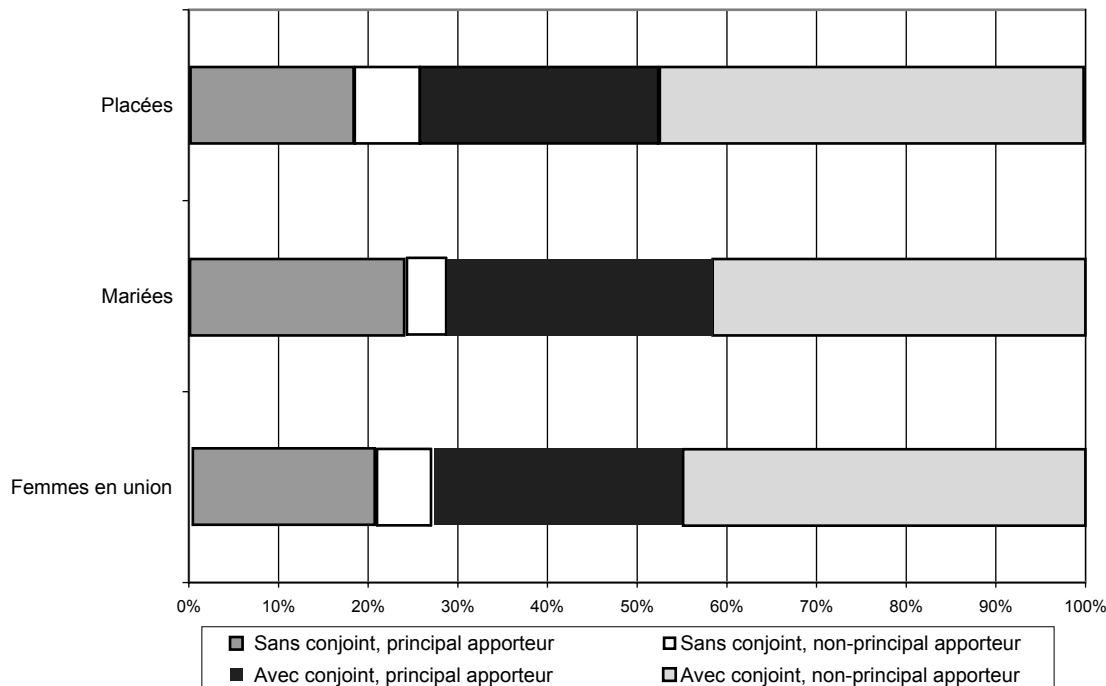
Poids en pourcentage (%) des principaux apporteurs de ressources chez les femmes chefs de ménage en union selon le type d'union et la présence du conjoint

Présence du conjoint du chef de ménage	Type d'union		Ensemble Femmes en union	Echantillon
	Femmes mariées	Femmes placées		
Conjoint absent	84.7	71.9	77.7	538
Conjoint présent	42.4	35.8	38.5	1481
Ensemble	54.5	45.1	49.1	2019

Reste à expliquer l'existence majoritaire (61.5%) de femmes chefs de ménage mariées ou placées, vivant avec leur conjoint, mais dont le rôle économique dans le ménage ne semble pas être déterminant. On peut concevoir les ménages comme des microcosmes où se nouent des rapports de coopération-conflit (Sen 1990). La nature de ces rapports et les représentations qui leur sont associées peuvent conduire une femme en union à s'auto-déclarer chef de ménage ou conduire les autres membres du ménage à reconnaître celle-ci comme tel. Même lorsque le conjoint de cette femme est présent dans le ménage et en est le principal soutien. La gestion du ménage au quotidien par la femme suffirait, par exemple, à justifier sa désignation en tant que chef de ménage.

Graphique 3

Distribution (%) des femmes chefs de ménage en union selon la présence du conjoint et le statut de principal apporteur

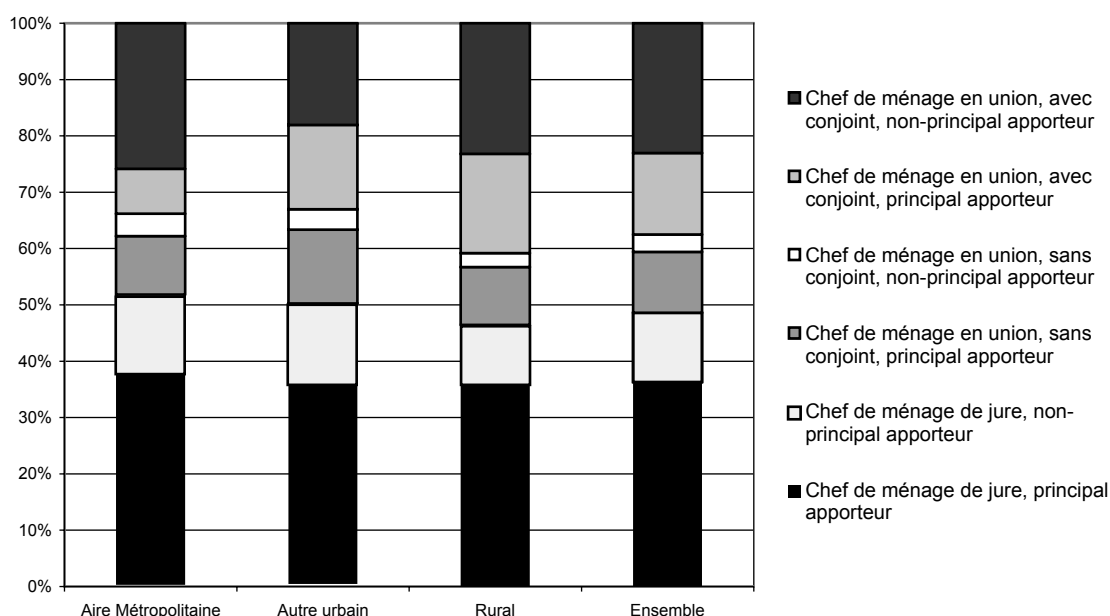


### Une très grande diversité des femmes chefs de ménage

L'existence de ce groupe atypique de femmes chefs de ménage en union avec conjoint cohabitant et l'hétérogénéité de ce groupe selon la contribution au revenu du ménage suggèrent de proposer trois critères de classement pour l'ensemble des femmes chefs de ménage : le statut matrimonial (en union/de jure), la présence (ou l'absence) du conjoint dans le ménage, la contribution au revenu du ménage (principal apporteur ou non). On observe alors une très grande diversité de situations comme en atteste le graphique suivant.

**Graphique 4**

Distribution en pourcentage (%) des femmes chefs de ménage selon trois critères (statut matrimonial, présence du conjoint, contribution au revenu du ménage) par milieu de résidence



Il faut toutefois souligner que six femmes chefs de ménage sur dix sont le principal soutien de leur ménage. Ceci tient notamment au fait que la majorité (74.6%) des femmes chefs de ménage de jure apportent la plus forte contribution au revenu de leur ménage. Encore que la proportion des principaux apporteurs varie avec le statut matrimonial des femmes chefs de ménage de jure. 58.2% des femmes chefs de ménage célibataires sont le principal soutien du ménage contre 73.1% et 81.9% des femmes chefs de ménage veuves ou séparées.

La prédominance des principaux apporteurs est particulièrement nette dans les villes secondaires et en milieu rural. Il y a en particulier plus de femmes chefs de ménage en union avec conjoint cohabitant classées comme principal apporteur en milieu rural (17%) et dans les villes secondaires (15%) que dans l'Aire métropolitaine (8%). Il est probable qu'il s'agisse surtout de ménages liés à l'agriculture où la femme chef de ménage déclare les revenus tirés de la vente des produits agricoles et éventuellement d'autres types de produits.

Tableau 7

Distribution en pourcentage (%) des femmes chefs de ménage selon la combinaison de trois critères (statut matrimonial, présence du conjoint, rôle de principal apporteur) par milieu de résidence

Femme chef de ménage	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Chef de ménage (CM) <i>de jure</i> , principal apporteur	37.7	36.4	35.5	36.3
CM <i>de jure</i> , non-principal apporteur	14.1	13.8	10.9	12.3
CM en union, sans conjoint, principal apporteur	10.4	13.1	10.3	10.8
CM en union, sans conjoint, non-principal apporteur	4.0	3.6	2.5	3.1
CM en union, avec conjoint, principal apporteur	8.0	15.0	17.6	14.5
CM en union, avec conjoint, non-principal apporteur	25.9	18.1	23.2	23.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	641	842	2310	3793

## Les structures familiales des ménages

Il n'existe pas de relation d'identité entre famille et ménage. Pour autant, si l'on admet avec Lévi-Strauss (1956) que la famille se structure à partir des relations d'alliance (la trame) et de relations de consanguinité (la chaîne), il est possible de mettre en évidence les structures familiales des ménages. Après avoir étudié les relations d'alliance dans leur diversité – on sait que coexistent en Haïti deux formes majeures d'alliance : le mariage et le plaçage – on procèdera à l'analyse de ces structures familiales construites en référence au chef de ménage. Mais ces structures ne disent rien sur le fonctionnement de la famille. La question de la violence conjugale abordée dans l'ECVH permet de s'interroger – sous un angle bien précis – sur ce qui se passe dans la famille existant à l'intérieur des frontières du ménage.

### Famille et ménage : l'absence d'une relation d'identité

#### De la définition de la famille ou les règles de la parenté

On n'est pas parvenu à une définition universelle de la famille (Pilon 1989 : 121 ; Héritier 2000 : 467 ; Zucker-Rouvillois 1997). De multiples débats ont porté sur la signification de la famille dans les représentations contingentes des sociétés humaines, sur le statut de celle-ci en tant que cellule de la société (Godelier 1973 : 8), sur la construction de l'objet famille par les scientifiques et par les Etats (Bourdieu 1993 : 36). Alors que, non seulement le terme « famille » apparaît dans toutes les sociétés connues (Héritier 2000 : 467), on ne trouve aucune société dépourvue d'une institution « remplissant partout les mêmes fonctions (unité économique, lieu privilégié de l'exercice de la sexualité, reproduction biologique, « élevage » et socialisation des enfants) et obéissant partout aux mêmes lois d'existence d'un statut matrimonial légal (prohibition de l'inceste, division du travail selon les sexes) » (Héritier 1975). En tout état de cause, les règles qui président à la formation de la famille, à son fonctionnement comme à sa dissolution, portent sur les relations d'alliance (la trame) et les relations de consanguinité (la chaîne) constitutives des formes familiales connues.

#### Famille et ménage : entre chevauchement et dissociation

L'application de ces règles ne conduit guère à une identité entre famille et ménage, compte tenu

du rôle de la notion de ménage comme outil de collecte et plus particulièrement du critère de co-résidence. Définie socialement, la parenté n'est pas subordonnée à l'unité de lieu. Ainsi, plusieurs cas de figure sont possibles. D'une part, il y a chevauchement entre famille et ménage dès lors que ces règles d'alliance et de consanguinité participent de la formation du ménage ; de sorte que l'on peut s'intéresser aux structures familiales des ménages. Mais ce chevauchement n'est pas exempt d'une extension des relations familiales au-delà du ménage en tant que tel. D'autre part, il y a dissociation entre famille et ménages lorsque la formation de ceux-ci ne répond ni aux règles d'alliance ni aux règles de parenté/consanguinité. C'est le cas pour les ménages unipersonnels (9.3% des ménages) ou les ménages regroupant des individus non-apparentés.

### ***Les principes de recrutement dans le ménage : la prise en compte des liens familiaux***

La formation des ménages repose sur un certain nombre de principes de « recrutement » des membres. Ici, seuls les principes de recrutement sous-jacents aux relations existant entre les membres secondaires des ménages et le chef de ménage seront explorés<sup>8</sup>. Ces principes renvoient

- aux relations de parenté telles que les relations d'alliance, la filiation (au sens large, des enfants aux petits-enfants), l'accueil de parents du conjoint ou de parents plus ou moins éloignés,
- à d'autres relations comme la domesticité associée au confiage (placement des enfants dans un ménage non-apparenté).

**Tableau 8**

Distribution en pourcentage (%) des membres secondaires des ménages selon le niveau de parenté avec le chef de ménage

Lien de parenté avec le chef de ménage	Sexe		Ensemble
	Homme	Femme	
Conjoint(e)	11.4	17.6	14.6
Fils/ Fille	56.6	50.8	53.7
Frère/Sœur	4.5	3.9	4.2
Parent/ Grand-parent	0.7	2.1	1.4
Petit-fils/ Petite-fille	10.1	8.4	9.2
Autre parent	10.3	10.1	10.2
Beau-parent	0.2	0.2	0.2
Non-apparenté(e)	5.6	5.8	5.7
Restavèk	0.6	1.1	0.8
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	12566	13255	25821

IHSI/Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (ECVH)

La distribution de la population selon le lien avec le chef de ménage indique que prédominent les principes d'alliance (14.6%)<sup>9</sup> et de filiation immédiate à l'échelle de deux générations. Pris ensemble,

<sup>8</sup> L'outil de collecte des informations contient des questions sur les liens de parenté (ou non) entre le chef de ménage et les membres secondaires d'une part, et d'autre part entre les membres secondaires eux-mêmes. La prise en compte des relations entre les membres secondaires devrait permettre de dresser un tableau plus complexe des liens familiaux au sein des ménages.

<sup>9</sup> Les relations d'alliance ne sont qu'imparfaitement saisies puisque la population de référence est celle qui réside dans les ménages : les conjoints absents du ménage où le chef est en union (marié ou placé) ne sont pas connus.

conjointes (14.6%), enfants (53.7%) et petits-enfants (9.2%) du chef de ménage représentent en effet plus des deux tiers de la population des ménages.

Les chefs de ménage accueillent aussi leurs ascendants (père, mère et grand-parents) et ceux de leur conjoint(e), ainsi que leurs frères et sœurs (au total, 5.8% de la population). On trouve également d'autres parents (neveux et nièces, beaux-frères et belles-sœurs, etc...). L'accueil des ascendants et des autres parents obéit à des règles non élucidées ici. Il existe par ailleurs des relations de domesticité dont la fréquence est marginale : 0.8% de la population sont classés, selon les déclarations recueillies, comme des *restavèk*, c'est-à-dire des personnes en situation de domesticité sans rémunération monétaire<sup>10</sup>.

### **Relations d'alliance : le mariage et le plaçage**

Selon Lévi-Strauss (1983), les relations d'alliance sont constitutives de la société humaine<sup>11</sup>. En dehors de celles-ci on se trouverait en présence de familles biologiques stricto sensu fermées sur elles-mêmes, se reproduisant en vase clos. L'alliance forme la trame qui relie les chaînes de consanguinité, c'est-à-dire les relations de filiation et la succession des générations consanguines. On s'intéressera ici aux deux types de relation d'alliance qui coexistent en Haïti : le mariage et le plaçage.

Les recherches sur ces deux modes d'alliance ont porté principalement sur l'évolution de leur fréquence respective. Pour certains, il y aurait tendance au déclin du plaçage. Pour d'autres, le déclin n'est pas avéré, loin de là. Vieux (1989) montre que le plaçage demeure une constante majeure dans la mise en union des individus. Mais les statistiques mobilisées par cet auteur s'arrêtent aux années soixante-dix. Si l'on tente une comparaison entre les données de l'ECVH et celles du recensement de 1971, il apparaît que le plaçage a reculé dans la population de 15 ans et plus en union. Toute la question étant d'évaluer la fiabilité de la mesure de ce recul. En tout état de cause, il n'est pas sûr que ce recul soit lié à une plus forte influence de l'urbain implicitement ou explicitement considéré par divers auteurs (Montalvo Despeignes 1976, Bastien 1985) comme l'univers du mariage par opposition au milieu rural, monde du plaçage. D'autres facteurs semblent intervenir, sinon pour expliquer le recul, du moins pour saisir l'inégale présence du mariage et du plaçage selon les catégories sociodémographiques ou socio-économiques. Des différenciations existent en effet en fonction du niveau d'éducation, des appartenances religieuses ou du niveau de vie. Reste que l'analyse en coupe transversale de la relation entre l'âge et les fréquences complémentaires du mariage et du plaçage dans la population en union fait apparaître un contraste marqué entre le milieu urbain et le milieu rural.

### **Le recul du plaçage...**

En 2001, 53.6% des individus (de 15 ans et plus) en union sont placés<sup>12</sup> contre 62% en 1971, soit un recul de près de 10 points de pourcentage. Par-delà les doutes sur une éventuelle sous-estimation de la population placée en raison de la perception du plaçage comme une union de seconde zone, l'écart

<sup>10</sup> Bien entendu, l'appréhension de la population des *restavèk* suppose d'aller au-delà des seules déclarations, en tenant compte des relations (de parenté ou non) existant entre le *restavèk* et le ménage dont il fait partie, des relations de travail et du rapport à l'éducation. Pour une analyse des contours de la population des enfants en domesticité en Haïti, voir Sommerfelt Tone (2002).

<sup>11</sup> L'analyse de la famille paysanne effectuée par R. Bastien (1951) précède la première publication (en anglais) de l'article de Cl. Lévi-Strauss (1956) sur la famille.

<sup>12</sup> Cette proportion est proche de celle calculée dans l'Enquête-Budget-Consommation des Ménages de 1999-2000, soit 55.5% (IHSI 2000 : 57).

est considérable entre les deux années. Le recul est tangible en milieu rural : la proportion d'individus placés s'élève à 55.7% de la population en union en 2001 contre 63.7% en 1971. Déjà, dans son étude sur la Vallée de Marbial réalisée à la fin des années quarante, Bastien (1985 : 100) évoque une « tendance à la discrimination sociale par le type d'union maritale » qui conduit à la diffusion du mariage dans la Vallée de Marbial, zone rurale par excellence, en raison de relations plus étroites entre milieu urbain et milieu rural d'une part, de la généralisation de l'éducation d'autre part.

### ***L'influence du milieu urbain ?***

Mais, l'influence du milieu urbain – assimilé implicitement au mariage par Bastien (1985) – est loin d'être évidente. Car, le plaçage est aussi un phénomène urbain. Il est vrai que certains ont pu affirmer que la diffusion du plaçage en milieu urbain tient à la migration du rural vers l'urbain. Les migrants ruraux « transporteraient » avec eux leurs valeurs et leurs coutumes, et imposeraient de la sorte le plaçage comme pratique matrimoniale majeure (De Ronceray 1979 : 120 ; Vieux 1989 : 63 ; Barthélemy 1996). Cette hypothèse n'est pas improbable, le recensement de 1971 révélant à la fois une progression notable de l'urbanisation depuis 1950 (le taux d'urbanisation passe de 8% à 20% entre ces deux années) et une forte présence du plaçage en milieu urbain (55.5% des individus en union contre 63.7% en milieu rural). De même, la poursuite de l'urbanisation – 36% de la population vit dans les villes selon l'ECVH – pourrait expliquer la prégnance du plaçage en milieu urbain. Ceci étant, il ne faudrait pas exclure a priori l'existence de formes urbaines du plaçage. Bien entendu, l'idéal aurait été de comparer les incidences du plaçage en 1971 et 2001 dans la population urbaine en union en distinguant les migrants des natifs, en faisant le départ entre les migrants en provenance du milieu rural et ceux issus des villes secondaires.

En l'état, le plaçage a aussi reculé – un peu moins vite – dans les villes, passant de 55.5% à 49% des individus en union sur la période 1971-2001. Encore que les profils de l'Aire métropolitaine et des autres villes diffèrent sensiblement : le mariage est majoritaire dans la population en union des villes secondaires à l'inverse de l'Aire métropolitaine. La mesure du recul est moins aisée en milieu urbain : il semble que les réticences à déclarer le plaçage y sont telles que les personnes enquêtées tendent à se classer parmi les célibataires, d'où une sous-estimation de la population en union d'une part, de la population placée d'autre part. En tout état de cause, il faudrait chercher d'autres facteurs explicatifs comme l'éducation, la religion et le niveau de vie. Dans la mesure où les variables correspondantes n'ont pas été croisées avec le statut matrimonial pour le recensement de 1971, il n'est pas possible de suivre l'évolution du plaçage en tant que telle selon ces facteurs. On peut toutefois examiner les contrastes révélés par l'ECVH.

**Tableau 9**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus en union selon le type d'union par milieu de résidence

Type d'union	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Marié(e)	47.9	55.6	44.3	46.4
Placé(e)	52.1	44.4	55.7	53.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1074	1390	6985	9449

***L'incidence du plaçage est plus faible à mesure que le niveau d'instruction augmente***

Bastien mentionne la généralisation de l'éducation. Il y a eu progression de la scolarisation aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, à ceci près que le milieu rural connaît encore des retards considérables par rapport aux villes (Lamaute-Brisson, Chapitre Education, ce volume). Par-delà ces contrastes, il est vrai que les études existantes montrent que l'incidence du plaçage est généralement plus faible lorsque les niveaux d'étude sont plus élevés (Vieux 1989 : 46). Entre autres, l'enquête haïtienne de 1977 sur la fécondité révélait déjà que 47% des femmes sans instruction étaient placées contre 24% des femmes instruites (Fortunat 1981 : 10).

**Tableau 10**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus en union selon le type d'union par niveau d'étude atteint

Type d'union	Niveau d'étude atteint				Ensemble
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes supérieures	
Marié(e)	39.9	47.2	61.1	88.7	46.4
Placé(e)	60.1	52.8	38.9	11.3	53.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	5329	2599	1410	111	9449

Ce résultat n'est pas remis en cause par l'ECVH. 60% des individus placés ne possèdent aucun bagage sanctionné par l'école et 60% des individus n'ayant aucun niveau d'étude sont placés. A l'opposé, chez les individus détenant un niveau d'étude secondaires (12.7% des personnes placées), le plaçage cède du terrain devant le mariage puisqu'il ne concerne plus que 38.9% des personnes de cette catégorie.

***Le mariage prédomine chez les confessions protestantes***

Le recul du plaçage est aussi expliqué, entre autres, par le dynamisme des églises protestantes (Sylvain 1974 : 24) dont l'option pastorale se porte sur le mariage comme mode d'union. Cette explication a pu être remise en cause, pour 1971, sous l'argument qu'un sixième seulement de la population était de confession protestante selon le recensement effectué la même année (Vieux 1989 : 55). Il n'en demeure pas moins qu'il peut être intéressant d'explorer les relations entre les types d'union (mariage, plaçage) et la religion déclarée par les individus, d'autant que les données recueillies sur la religion d'appartenance laissent apparaître une forte présence des églises protestantes toutes tendances confondues dans un pays longtemps considéré comme étant majoritairement catholique lorsque l'on s'en tient aux déclarations des personnes enquêtées. En 1971, 84% de la population se déclarait catholique contre 58.3% de la population en 2001. Les protestants comptaient en 1971 pour 14.4% de la population alors qu'en 2001, les différentes confessions protestantes (baptiste, adventiste, église pentecôtiste, église de Dieu, église wesleyenne) et les confessions apparentées (église épiscopale) totalisent 34.2% de la population ayant déclaré sa religion.



**Tableau 11**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus en union par type d'union selon la religion déclarée

Type d'union	Religion déclarée						Total	Echantillon
	Catholique	Baptiste, Pentecôtiste, Eglise de Dieu	Autres confessions protestantes	Témoin de Jéhovah	Vodouisant	Autres		
Marié(e)	45.5	41.0	7.4	0.5	0.8	4.9	100.0	4380
Placé(e)	70.8	17.7	2.2	0.2	3.8	5.3	100.0	5016
Ensemble	59.0	28.5	4.6	0.3	2.4	5.1	100.0	9396

Note : l'échantillon est ici de 9396 individus alors que la population en union compte 9449 individus. Ont été exclues les personnes dont l'appartenance religieuse n'est pas connue.

La distribution des personnes mariées se caractérise par la présence de deux forts contingents : celui des catholiques (45.5%) et celui des principales confessions protestantes - baptiste, pentecôtiste, église de Dieu – (41%). En comptant les autres confessions (adventiste, église épiscopale, église wesleyenne), les protestants représentent près de la moitié des personnes mariées (48.4%) devant les catholiques. Alors que sept personnes placées sur dix se déclarent catholiques<sup>13</sup>.

**Tableau 12**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus en union selon le type d'union par religion déclarée

Type d'union	Religion déclarée						Ensemble
	Catholique	Baptiste, Pentecôtiste, Eglise de Dieu	Autres confessions protestantes	Témoin de Jéhovah	Vodouisant	Autres	
Marié(e)	35.8	66.7	74.3	68.7	14.9	44.6	46.4
Placé(e)	64.2	33.3	25.7	31.3	85.1	55.4	53.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	5646	2648	413	29	212	448	9396

Note : l'échantillon est ici de 9396 individus alors que la population en union compte 9449 individus. Ont été exclues les personnes dont l'appartenance religieuse n'est pas connue.

En outre, le tableau ci-dessus indique clairement que le mariage prédomine chez les individus en union affiliés aux cultes protestants. Il compte respectivement pour deux tiers du groupe des baptistes, pentecôtistes et membres de l'église de Dieu et pour près des trois quarts des autres confessions protestantes. A l'inverse, le plaçage domine chez les catholiques (près des 2/3 des individus en union) et chez les vodouisants (85.1%).

Un tel contraste indique que le choix du type d'union dépend bien - pour partie - des croyances religieuses. D'autant que la différenciation entre catholiques et protestants est observable aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. On est donc loin du constat d'une « influence limitée de la religion sur le plaçage » avérée pour le recensement de 1971 (Vieux 1989 : 45). Même si les liens entre le

<sup>13</sup> Les réticences à déclarer le vodou comme religion première conduisent certains à se classer parmi les catholiques plutôt que parmi les protestants. Voir Hurbon (2002) à propos de la distance entre les cultes protestants et le vodou.



vodou et le plaçage ne peuvent être clairement établis à partir des enquêtes, en raison des réticences à déclarer l'affiliation au vodou.

Ceci étant, dans la mesure où il n'y a pas disparition du plaçage chez les protestants (entre un quart et un tiers des protestants en union sont placés), l'influence du protestantisme jouerait moins dans le sens d'un déclin réel ou d'un fort recul du plaçage que dans le sens d'une « recomposition » du paysage des types d'union en Haïti dans leurs relations avec les croyances religieuses.

### **“Plaçage de la misère” ?**

Par ailleurs, le plaçage est fréquemment représenté et perçu comme une union valant notamment pour les catégories sociales les moins pourvues (Bastien 1985 : 99). Vieux (1989 : 23) abonde également dans ce sens lorsqu'il écrit que « le plaçage constitue presque exclusivement la façon pour les paysans ainsi que pour les populations défavorisées des zones suburbaines de fonder un foyer ».

De fait, lorsque l'on examine les relations entre le plaçage et le niveau de vie (revenu per capita) des ménages, il est évident que l'incidence du plaçage dans la population en union est très forte chez les ménages de faible niveau de vie (60.6% dans le premier quintile) puis décroît jusque vers les ménages les plus riches (44.6% dans le dernier quintile).

**Tableau 13**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus en union selon le type d'union par quintile du niveau de vie (revenu per capita) du ménage

Type d'union	Niveau de vie					Ensemble
	Q1pc 20 % les plus faibles	Q2pc	Q3pc	Q4pc	Q5pc 20 % les plus élevés	
Marié(e)	39.4	41.4	46.5	52.4	55.4	46.4
Placé(e)	60.6	58.6	53.5	47.6	44.6	53.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	2347	2177	2019	1699	1207	9449

On a pu parler de « plaçage de la misère » (cité dans Vieux 1989). S'il est vrai que 48.4% des personnes placées appartiennent à des ménages des deux premiers quintiles du niveau de vie (contre 37.9%), il ne faut pas éluder le fait que trois personnes placées sur dix se retrouvent dans les ménages des deux derniers quintiles (contre 40% des personnes mariées).

### **En coupe transversale, la part des individus mariés « croît » avec l'âge**

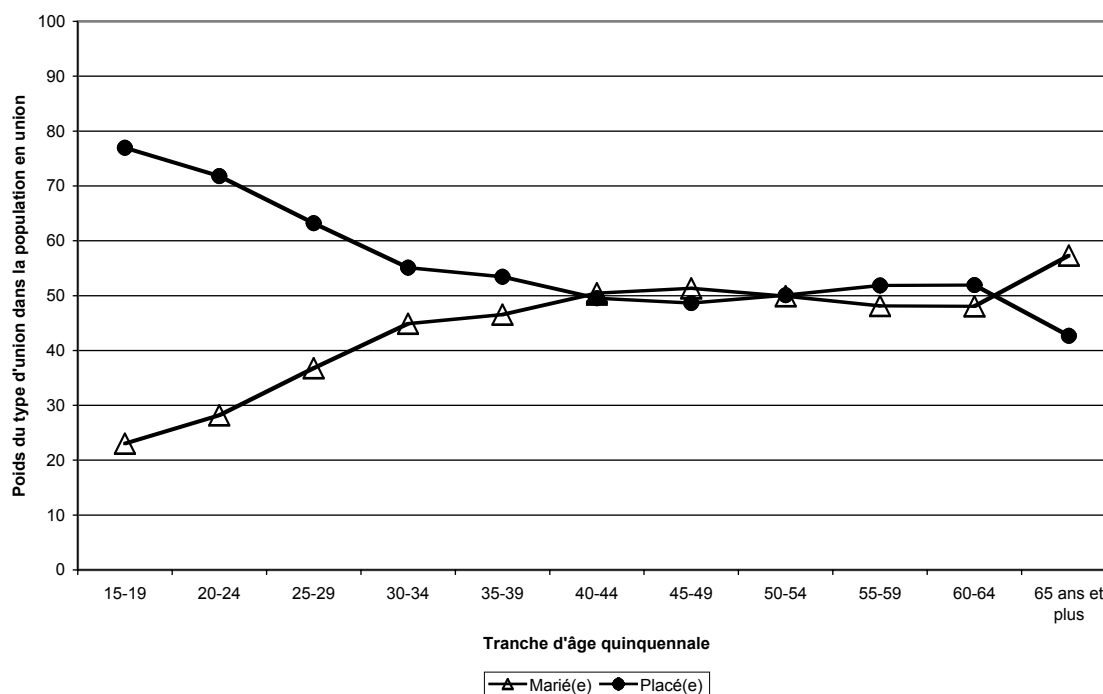
En coupe transversale, on observe que l'incidence du plaçage tend à « décroître » des plus jeunes aux plus vieux ou encore que la proportion d'individus mariés dans la population en union croît avec l'âge. En première lecture, les plus jeunes vivent en concubinage (plaçage), puis la tendance au mariage s'affirme à la hausse, faisant ainsi reculer le plaçage jusqu'à ce que vers 40 ans, les deux formes d'union tendent vers une situation d'équilibre où elles apparaissent presque à parité dans la population en union entre 40-44 ans et 60-64 ans<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> En revanche, le mariage l'emporte chez les 65 ans et plus (57% des personnes en union). Ceci serait lié à une plus forte espérance de vie des personnes mariées, celles-ci vivant en milieu urbain : 72% des personnes en union de l'Aire métropolitaine sont mariées contre 53% en milieu rural.

Mise en évidence par Vieux (1989 : 62) à partir des données du recensement de 1971, cette « tendance » au recul du plaçage avec l'âge est interprétée par cet auteur en ces termes : « ( ...) à l'âge où la condition pécuniaire des intéressés se stabilise et s'améliore, une fraction importante de cette population transforme leur plaçage en mariage ». Cette tentative d'explication est cohérente avec l'idée selon laquelle le plaçage est d'abord le mode d'union dominant de ceux qui ont les niveaux de vie les plus faibles.

### Graphique 5

Plaçage et Mariage dans la population de 15 ans et plus en union



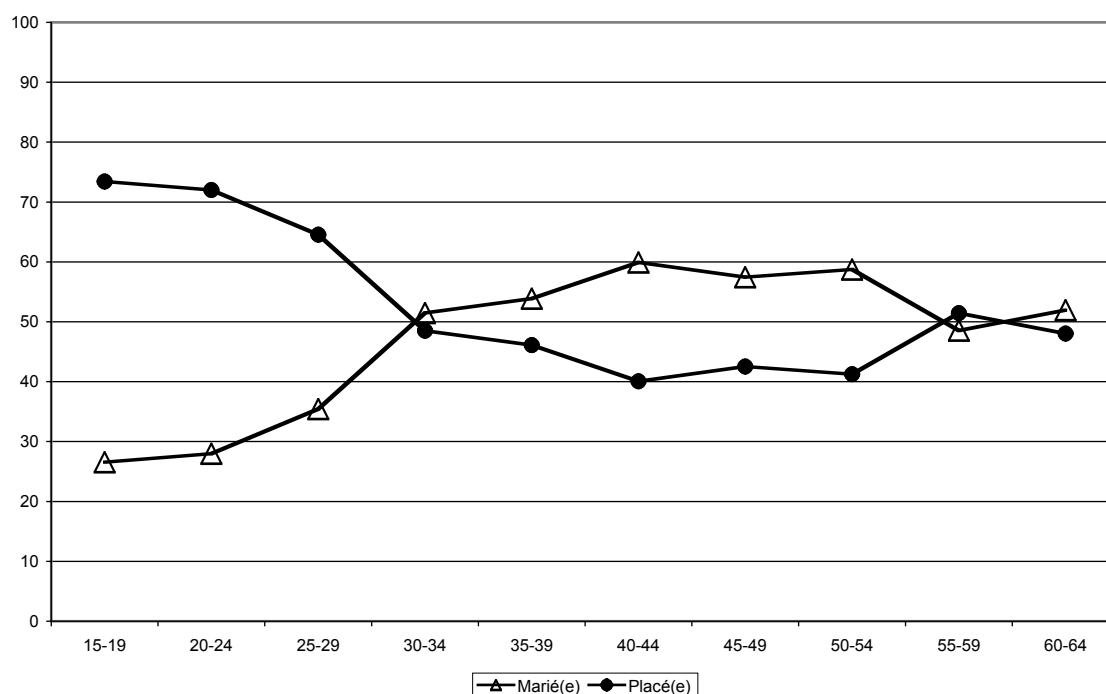
#### ***Du plaçage au mariage ?***

On sait que l'analyse en coupe transversale comporte une limite sérieuse : il est impossible de dissocier les effets d'âge des effets de génération. D'autant que, l'information sur le type d'union valant pour le moment de l'enquête, on ne sait pas à quel âge tel ou tel type d'union a été contracté. Il faudrait montrer l'amélioration du niveau de vie au long du cycle de vie, en coupe longitudinale. A supposer que l'hypothèse de Vieux puisse être retenue dans une analyse de ce type, il n'est pas sûr qu'elle explique à elle seule la progression du mariage, connaissant la multiplicité des facteurs – y compris les facteurs d'ordre culturel – qui interviennent dans le « choix » du mode d'union.

On note d'ailleurs que les « comportements » diffèrent en fonction du lieu de résidence, ce qui rend plus complexe la relation entre l'âge et la distribution de la population en union entre mariage et plaçage.

Graphique 6

Plaçage et Mariage dans la population urbaine de 15-64 ans en union en 2001 (ECVH)

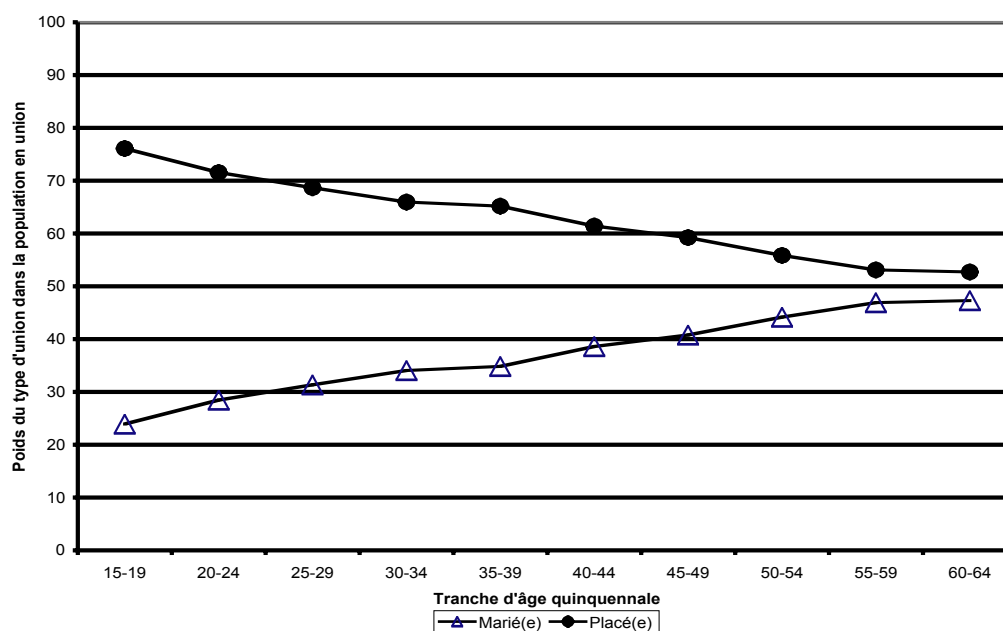


Certes, en milieu urbain comme en milieu rural, le plaçage est très nettement prédominant chez les jeunes de 15-24 ans en union (entre 70% et 80%) et « tend à décroître » relativement au mariage. Mais, alors qu'en milieu rural les courbes représentatives des parts relatives du mariage et du plaçage tendent à se rejoindre sans que le plaçage soit remis en cause comme mode d'union majoritaire, ces courbes se croisent à 30-34 ans en milieu urbain puis celle du mariage se situe au-dessus de la courbe du plaçage jusqu'à 50-54 ans. Au-delà, mariage et plaçage sont au coude à coude dans la population urbaine en union.

La mise en évidence de ces deux « modèles » requiert l'analyse de facteurs spécifiques au milieu urbain ou au milieu rural. Elle interpelle sur l'existence de formes proprement urbaines du plaçage. Surtout, il faut s'interroger sur le rapport à la norme étatique dans chacun de ces milieux. Non qu'elle ne soit pas présente partout – en témoignent l'existence du mariage et la « progression » de celui-ci en milieu rural – mais elle n'est pas forcément reçue ou perçue de la même manière, et n'a pas nécessairement les mêmes effets. Dans cet ordre d'idées, il est probable que la nécessité de se marier, notamment pour établir les filiations et clarifier les droits de propriété s'impose plus fortement en ville où le rapport aux autorités est plus fréquent.

**Graphique 7**

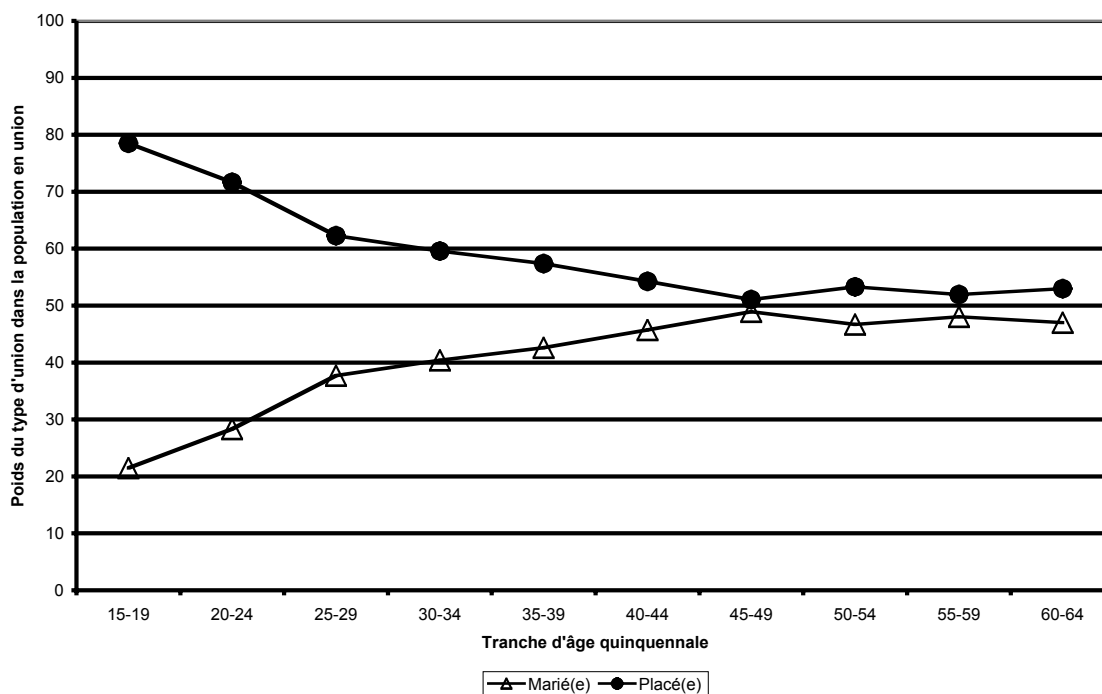
Plaçage et Mariage dans la population rurale de 15-64 ans en union en 1971



Source : IHS Recensement Général de la Population, 1971

**Graphique 8**

Plaçage et Mariage dans la population rurale de 15-64 ans en union en 2001 (ECVH)



Cet argument est d'autant plus important que les changements de comportement d'union qui se sont opérés depuis 1971 en milieu rural ne remettent pas en cause le caractère majoritaire du plaçage.<sup>15</sup> Certes, la « progression » du mariage des plus jeunes aux plus vieux était beaucoup plus « lente » en 1971 qu'en 2001 et le rapprochement des deux modes d'union autour de la ligne médiane se produit vers 55 – 59 ans. A 35-39 ans, l'écart est de 30 points de pourcentage entre le plaçage et le mariage en 1971, il n'est plus que de 14.7 points de pourcentage en 2001 et les deux courbes se rejoignent autour de la ligne médiane plus tôt, dès 45-49 ans. Pour autant, la part relative des personnes placées dans la population rurale en union est toujours supérieure à 50%.

## **Alliances, filiations et autres relations de parenté dans les frontières des ménages**

### ***Les structures familiales en Haïti : le lakou, du milieu rural au milieu urbain***

Les analyses sociologiques ou anthropologiques de la famille en Haïti sont peu nombreuses et plutôt anciennes (Bastien 1985 (1951) ; Laguerre 1982 ; Romain 1959). En fait, bien plus que la notion de famille c'est la notion de groupe domestique (Segalen 1990) qui prévaut dans ces analyses. Le groupe domestique relève d'une mise en cohérence des relations familiales (conjugales, parentales, fraternelles, etc.), du rapport au religieux, des activités économiques et l'appropriation/organisation de l'espace (des terres ou du logement). Ici, on s'intéresse plutôt aux relations de parenté existant dans les frontières des ménages. A l'aide d'une classification préétablie de structures familiales des ménages, on tentera de relever les principales caractéristiques de ces structures.

Hormis les ménages unipersonnels issus pour la plupart de ruptures d'alliances antérieures, les familles élargies et les familles nucléaires constituent deux pôles majeurs. Mais des contrastes apparaissent entre les milieux de résidence et en fonction du sexe du chef de ménage, les femmes chefs de ménage étant plus fréquemment à la tête de familles monoparentales par exemple. Ceci étant, les relations d'alliance, à savoir le mariage et le plaçage, ne sont pas strictement identifiées à telle ou telle structure familiale, en particulier au clivage « traditionnel » entre famille nucléaire et famille élargie. Ces deux types de famille coexistent, sans que l'on puisse trancher en faveur d'une tendance « dominante » à la nucléarisation des générations les plus anciennes aux générations récentes ou en faveur d'un élargissement systématique des familles nucléaires.

### ***La « trame », la « chaîne » et les autres relations : une classification des structures familiales des ménages***

Les ménages unipersonnels et ceux composés de personnes non-apparentées au chef de ménage sont des ménages sans famille. Les autres ménages peuvent être classés à partir des cinq types de famille suivants : la famille nucléaire, le couple sans enfants, la famille monoparentale, la famille élargie, et la famille complexe. Les relations d'alliance indiquées par la présence du conjoint du chef de ménage apparaissent dans la famille nucléaire, le couple sans enfants, et la famille élargie. On trouve les relations de filiation (la chaîne) dans la famille nucléaire, la famille monoparentale, la famille élargie et éventuellement dans la famille complexe. En clair :

<sup>15</sup> Les comparaisons avec 1971 sont bien entendu menées à titre « indicatif » dès lors que l'on fait intervenir le clivage rural/urbain car les frontières – administratives – entre l'urbain et le rural ne sont pas demeurées identiques sur la période.

- la famille nucléaire est composée d'un couple (chef de ménage et conjoint (e)) et de ses enfants,
- le couple sans enfants est constitué du chef de ménage et de son (sa) conjoint(e),
- la famille nucléaire monoparentale compte le chef de ménage et ses enfants,
- la famille élargie est composée du noyau comprenant le chef de ménage, éventuellement son (sa) conjoint(e), les enfants du chef, et de personnes apparentées de près ou de loin au chef de ménage,
- la famille complexe recouvre les cas où le chef de ménage co-réside avec des personnes qui ne lui sont pas apparentées, avec éventuellement la présence de personnes apparentées au chef, y compris le ou la conjoint(e)<sup>16</sup>.

Il importe de souligner que cette typologie<sup>17</sup> ne repose pas sur l'idée selon laquelle la famille nucléaire (couple et enfants) constitue la norme de référence comme c'est le cas dans les approches marquées par l'évolutionnisme (Parsons 1955). La représentation qui fait se succéder les formes familiales étendues ou élargies et la famille nucléaire a été battue en brèche par Laslett (1972). Bien plus, la famille nucléaire apparaît plutôt comme un moment dans le cycle de vie de la famille (Aymard 1995; Bastien 1985).

### ***Des ménages unipersonnels issus de ruptures d'alliances antérieures***

9.3% des ménages sont unipersonnels et sont donc sans famille. Ils regroupent 2% seulement de la population totale des ménages. Hormis les cas des individus/célibataires qui n'ont jamais contracté aucune alliance (20%) et de quelques personnes mariées ou placées sans conjoint cohabitant (11.8%), la formation de ces ménages sans famille tient en majeure partie à un événement venu rompre temporairement ou définitivement une alliance antérieure. En effet, 36.8% de ces personnes isolées déclarent être séparées de leur conjoint – les divorcés sont très rares (0.5%) – et 30.3% sont en veuvage. Avec des différences marquées selon le sexe. Près de la moitié (47.8%) des femmes isolées sont veuves (contre 18.7% des hommes)<sup>18</sup> et 35.4% sont séparées de leur conjoint. Si l'on trouve une proportion similaire d'hommes séparés (37.7%), les hommes isolés sont plus fréquemment célibataires (27.8%) que les femmes (9.8%)<sup>19</sup>.

<sup>16</sup> Cette typologie s'écarte un peu du propos de Lévi-Strauss qui considère qu'une structure élémentaire de parenté ne peut être construite à partir du noyau couple-enfants car cette structure élémentaire « implique toujours, donnée au départ, une relation d'alliance » (Lévi-Strauss 1996 [1973] : 104). Pour l'ethnologue, « une structure de parenté vraiment élémentaire – un atome de parenté si l'on peut dire – consiste en un mari, une femme, un enfant et un représentant du groupe dont le premier a reçu la seconde » (Lévi-Strauss 1996 [1973] : 104). C'est que, pour Lévi-Strauss, la formation du couple n'est que la résultante de l'alliance en tant que telle, c'est-à-dire de la relation qui détermine l'échange de femmes entre groupes. Mais les enquêtes comme l'ECVH ne sont pas les instruments idoines pour étudier ces structures au sens de Lévi-Strauss. De plus, on peut s'interroger, compte tenu des évolutions des structures familiales sur la persistance de la présence d'un représentant du groupe « donateur ».

<sup>17</sup> On peut adopter des typologies plus complexes. Par exemple, Laguerre (1982) propose une classification des ménages qui prend clairement en compte le côté de parenté, c'est-à-dire les liens de parenté unissant les membres du ménage avec le chef, et ceux existant entre les membres du ménage et le ou la conjoint(e) du chef. 5 catégories figurent dans cette classification : (1) le ménage verticalement étendu (couple avec enfants mariés), (2) le ménage étendu horizontalement du côté du père (couple avec les parents du père/conjoint), (3) le ménage étendu horizontalement du côté de la mère (couple avec les parents de la mère/conjointe), (4) le ménage étendu horizontalement des deux côtés du couple (couple avec les parents du père/conjoint et de la mère/conjointe), (5) le multi-ménage (unité domestique avec des membres ayant des relations de type « affinal » et de type consanguin).

<sup>18</sup> Et 62.9% des personnes isolées en situation de veuvage sont des femmes.

<sup>19</sup> Il faut souligner qu'il existe une désapprobation relativement forte quant au fait que les femmes vivent seules dans leur appartement (cf. infra). Ceci pourrait expliquer en partie le faible poids des célibataires chez les femmes qui occupent seules un logement. Pour une veuve, vivre seule est d'abord un fait subi – c'est moins évident pour les femmes séparées – alors que pour les femmes célibataires, vivre seule relèverait d'un choix allant à l'encontre des perceptions en vigueur.

**Tableau 14**

Distribution en pourcentage (%) des ménages  
selon la structure familiale par milieu de résidence

Structure familiale du ménage	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Personne seule	8.9	9.1	9.5	9.3
Famille nucléaire	15.4	23.5	30.4	25.7
Famille monoparentale	12.1	12.6	11.7	11.9
Couple sans enfant	3.2	4.4	5.5	4.8
Famille élargie	42.7	38.9	35.8	38.0
Famille complexe	17.7	11.5	7.1	10.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1002	1541	4643	7186

### **Deux pôles majeurs : la famille élargie et la famille nucléaire**

Deux structures familiales polarisent la distribution des ménages (tableau 14) : la famille élargie (38%) et la famille nucléaire (25.7%). Cette polarisation apparaît également dans la distribution de la population totale en fonction de la structure familiale du ménage d'appartenance (tableau 15) : 43% et 30% des individus vivent respectivement dans des familles élargies et dans des familles nucléaires. Si l'on exclut les ménages sans famille ou ménages unipersonnels, la famille élargie et la famille nucléaire comptent respectivement pour 41.8% et 28.3% des ménages avec famille.

**Tableau 15**

Distribution en pourcentage (%) de la population totale  
selon la structure familiale du ménage d'appartenance par milieu de résidence

Structure familiale du ménage	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Personne seule	2.0	1.9	2.1	2.1
Famille nucléaire	16.6	19.7	36.9	30.0
Famille monoparentale	9.5	9.0	9.5	9.5
Couple sans enfant	1.4	1.6	2.5	2.1
Famille élargie	47.5	48.1	41.1	43.5
Famille complexe	22.9	19.7	7.9	12.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	4476	5432	23099	33007

### **Des contrastes entre milieux urbains et milieu rural, une forte association de la famille complexe à l'urbain**

D'un milieu de résidence à l'autre, la famille élargie est bien plus fréquente en ville et plus

particulièrement dans l'Aire métropolitaine (42.7%) qu'en milieu rural (35.8%). Tandis que la famille nucléaire y est moins représentée (15.4% dans la capitale contre 30.4% en milieu rural).

Les villes présentent une autre particularité : les familles complexes y sont relativement plus nombreuses, surtout dans l'Aire métropolitaine où elles comptent pour 17.7% des ménages, 2.5 fois la proportion observée en milieu rural. De plus, la majorité (58.9%) des familles complexes vivent en milieu urbain, alors que dans tous les autres cas, la majorité des familles – et des ménages unipersonnels – se trouvent en milieu rural.

### ***Les femmes chefs de ménage : entre famille élargie et famille nucléaire monoparentale***

La distribution globale des ménages selon la structure familiale masque des contrastes importants selon le sexe du chef de ménage. Lorsque le chef est un homme, deux contingents d'égale importance ou presque dominant ensemble la distribution : celui de la famille nucléaire (34.2%) et celui de la famille élargie (33.7%). En revanche, lorsque le chef est une femme, la famille élargie est bien plus présente (41.6%), de même que la famille nucléaire monoparentale (18.4% contre 4.6%), "réduisant" ainsi le poids de la famille nucléaire (18.2% contre 34.2%).

### ***Mariage et plaçage : entre famille nucléaire et famille élargie***

Il est intéressant d'examiner la distribution des ménages selon leur structure familiale en fonction du statut matrimonial du chef de ménage. La famille élargie – qui compte pour 37.9% des ménages – conserve un poids substantiel, quel que soit le statut matrimonial du chef de ménage. En particulier, elle représente 57% et 48.7% des ménages où le chef est célibataire ou veuf.

La famille nucléaire l'emporte sur la famille élargie lorsque le chef de ménage est marié ou placé (autour de 40%). Symétriquement, 51.7% des familles nucléaires ont un chef marié, et 47.6% un chef placé. Le reste, soit 0.7% des familles nucléaires, ont un chef de ménage déclarant être célibataire, veuf, ou séparé. Il s'agit vraisemblablement d'unions de fait.

**Tableau 16**  
Distribution en pourcentage (%) des ménages  
selon la structure familiale par statut matrimonial du chef de ménage

Structure familiale du ménage	Statut matrimonial du chef de ménage						Ensemble
	Célibataire	Marié(e)	Placé(e)	Veuf/ Veuve	Divorcé(e)	Séparé(e)	
Personne seule	24.6	1.5	2.0	17.7	9.3	24.2	9.3
Famille nucléaire	2.1	42.0	40.9	0.1	0.0	0.1	25.7
Famille nucléaire monoparentale	1.7	5.1	6.0	22.8	29.0	32.4	11.9
Couple sans enfant	0.7	7.4	7.9	0.1	0.0	0.0	4.8
Famille élargie	57.0	30.5	35.7	48.7	37.3	35.6	37.9
Famille complexe	14.0	13.4	7.5	10.7	24.4	7.6	10.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	505	2181	2369	1182	31	918	7186

Il faut surtout noter qu'il n'y a pas d'équivalence stricte entre le mariage et la famille nucléaire d'un côté, entre le plaçage et la famille élargie de l'autre. On trouve des proportions similaires de



familles nucléaires selon que le chef de ménage est marié ou placé. Certes, 35% des ménages ayant un chef placé intègrent une famille élargie mais l'écart n'est pas énorme par rapport aux ménages où le chef est marié (30.5%). Par ailleurs, si l'on s'en tient uniquement aux ménages dont le chef est en union – selon la déclaration du statut matrimonial – les ménages dont le chef est placé sont majoritaires aussi bien dans les familles nucléaires (52%) que dans les familles élargies (56%).

### ***Familles et cycle de vie : élargissement des familles nucléaires ou nucléarisation ?***

La constitution des familles est liée aux âges de la vie. Ici, le cycle de vie du ménage – combinaison des cycles de vie individuels des membres du ménage – est appréhendé, par commodité, par l'âge du chef de ménage. Les données disponibles n'autorisent qu'une analyse en coupe transversale dont les limites ont déjà été rappelées. Les interprétations qui suivent ont essentiellement valeur de conjectures à tester dans le cadre d'une analyse en coupe longitudinale.

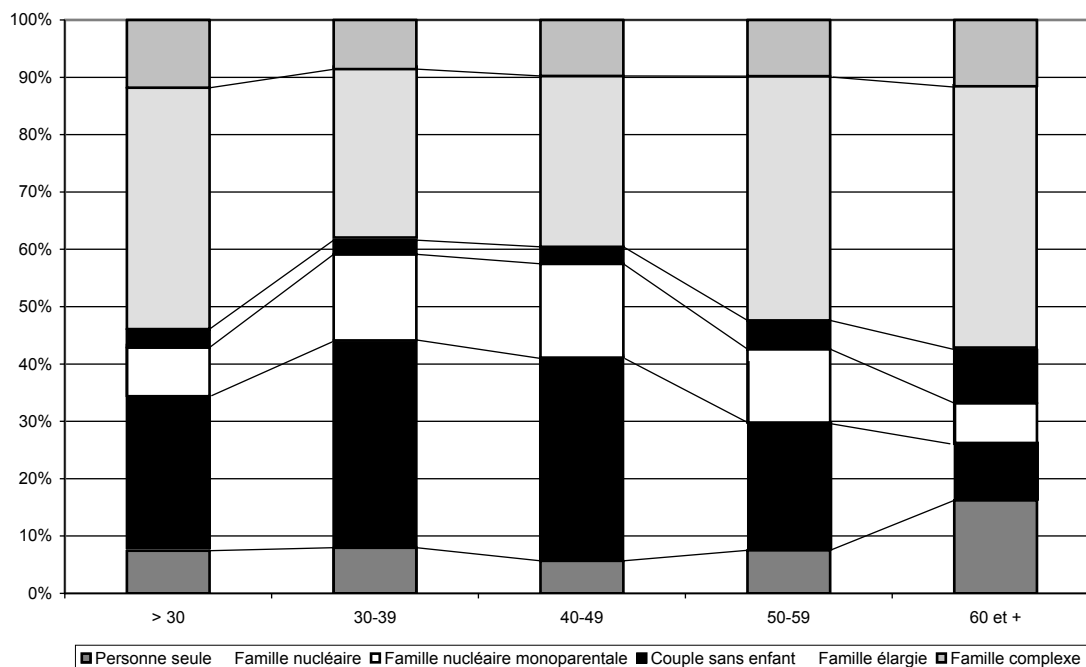
Les diverses structures familiales existent à tous les âges comme on peut le constater sur le graphique 9. Hormis les ménages unipersonnels dont la proportion tend à augmenter avec l'âge du chef – en cohérence avec la rupture des alliances antérieures –, le poids des familles nucléaires diminue avec l'âge du chef. Cette "tendance" pourrait être expliquée par le départ des enfants du noyau familial, à mesure que le chef avancerait en âge. De fait, la part des couples sans enfants tend à augmenter, passant de 3.2% là où le chef a moins de 30 ans à 9.4% pour les chefs les plus âgés.

Mais, la part des familles nucléaires recule en cédant du terrain plutôt devant les familles élargies dans les ménages où le chef est âgé de 50-59 ans ou de 60 ans et plus. Ces familles comptent en effet pour plus de 40% de ces ménages, contre 30% environ chez les ménages dont le chef a entre 30 et 49 ans.

Une première interprétation serait que, les ménages nucléaires tendent à s'ouvrir, à accueillir des personnes apparentées au chef de ménage mais extérieures au noyau. L'avancée en âge étant alors un signe que la situation socio-économique du ménage a pu s'améliorer, permettant ainsi la prise en charge de nouveaux membres. Une part non négligeable des familles élargies se rangerait parmi les ménages disposant des meilleurs niveaux de vie. De fait, 37% environ des familles élargies se trouvent dans le quatrième et le cinquième quintile du revenu per capita du ménage. Ceci est toutefois loin d'être suffisant : 42.7% de ces familles élargies ont un niveau de vie très faible (premier quintile du revenu per capita) ou faible (deuxième quintile).

Graphique 9

Distribution (%) des ménages selon la structure familiale par tranche d'âge du chef de ménage

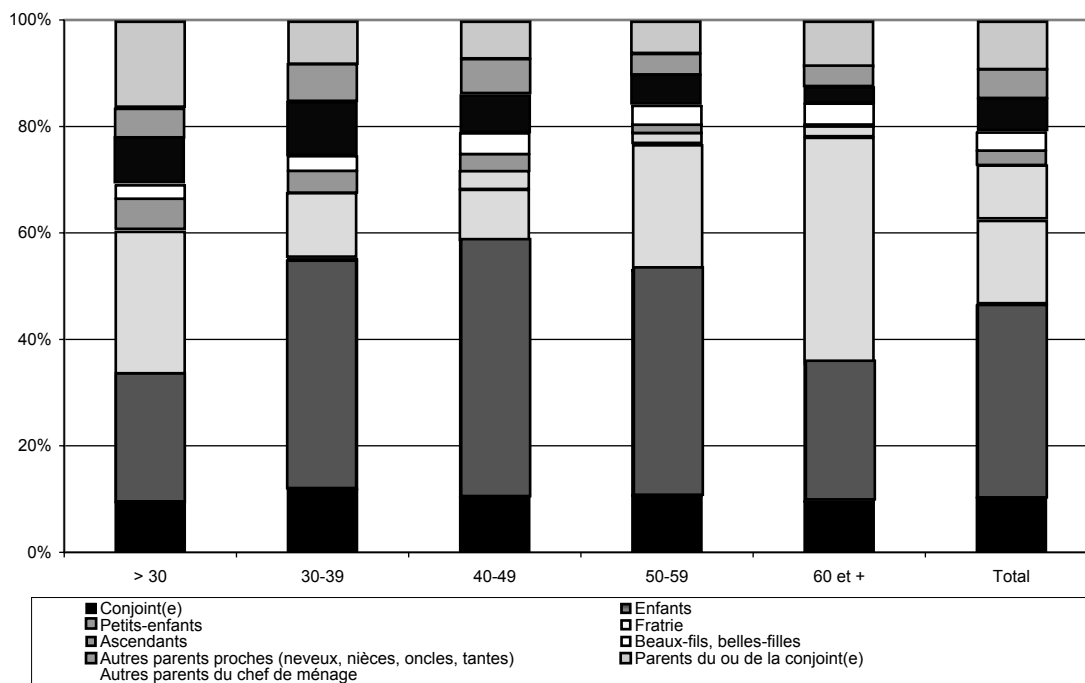


D'autres facteurs que le niveau de vie peuvent entrer en ligne de compte. La mise en évidence des relations de parenté existant entre personnes « accueillies » dans les familles élargies au-delà du noyau et le chef de ménage apporte quelques informations complémentaires. Les profils des populations secondaires – hors chefs de ménage – des familles élargies diffèrent sensiblement selon l'âge du chef. Lorsque celui-ci est jeune (moins de 30 ans), les personnes accueillies sont les membres de la fratrie du chef (27.5%) ainsi que quelques ascendants (5.7%), d'autres parents proches (oncles et neveux, 10%) et bien sûr d'autres parents du chef. En revanche, lorsque le chef a 50 ans ou plus, le principal contingent accueilli est celui des petits-enfants dont la part relative passe de 23.8% pour la tranche 50-59 ans à 43.2% chez les chefs de 60 ans et plus.

Ceci vient conforter – sous réserve d'analyses approfondies en coupe longitudinale – l'idée qu'une partie, non quantifiée, des ménages nucléaires pourrait se transformer, avec le temps, en familles élargies à travers l'accueil des petits-enfants. Il faut insister sur le fait qu'il s'agirait seulement d'une partie des ménages nucléaires. Car les familles élargies, ayant à leur tête un chef de ménage âgé, accueillent également d'autres parents (hors petits-enfants) qui représentent entre un cinquième et un quart des membres secondaires. Les femmes chefs de ménage de 50-59 ans et de 60 ans et plus sont relativement plus nombreuses à accueillir leurs petits-enfants (26.8% et 50.2% des populations de membres secondaires) que les hommes chefs de ménage appartenant aux mêmes tranches d'âge (20.3% et 34.3% des membres secondaires). Il peut s'agir d'un accueil contraint des petits-enfants, éventuellement en sus des enfants qui demeurent dans le ménage parce qu'ils n'ont pas les moyens d'établir un autre ménage.

Graphique 10

Distribution (%) de la population des familles élargies selon le niveau et le côté de parenté par tranche d'âge du chef de ménage



Une seconde interprétation, en lisant le graphique 9 de la droite vers la gauche ou encore des chefs de ménage les plus âgés aux chefs de ménage les plus jeunes, consisterait à dire que la part des familles élargies recule suite à un mouvement de nucléarisation des ménages. En d'autres termes, la famille nucléaire gagnerait du terrain chez la jeune génération, la famille élargie étant alors "l'apanage" des chefs de ménage âgés. Reste que 42% des ménages dont le chef a moins de trente ans comprennent encore des familles élargies ! Ce type de nucléarisation n'est pas improbable. Les difficultés économiques ont pu conduire à l'émergence de logiques de repli sur le noyau en vue de réduire la charge des parents accueillis dans la famille élargie. A ce stade, seule une analyse en coupe longitudinale peut évaluer la pertinence de l'une ou l'autre interprétation.

### Dans la famille : la violence (conjugale) faite aux femmes

La famille est un lieu de coopération et de conflits (Sen 1990). La violence faite aux femmes en union, mariées ou placées, est un indice de la nature des rapports qui s'instaurent au sein du couple. Longtemps occultée, elle a fait l'objet de dénonciations de la part des mouvements féministes qui la relie aux rapports de genre, plus précisément au statut subordonné des femmes. En fait, s'il est abusif d'affirmer que la violence masculine est inéluctable, il n'en reste pas moins que « les rapports de domination engendrent des actes de violence et la violence masculine peut être analysée comme un mécanisme fondamental du contrôle social des femmes » (Jaspard, 2000 : 2)<sup>20</sup>. Après la Convention

<sup>20</sup> Ceci n'exclut pas l'existence de la violence exercée par des femmes à l'encontre de leur conjoint ou de leur partenaire.

des Nations-Unies de 1980 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, la Conférence Mondiale des Droits de l'homme tenue à Vienne en 1993 reconnaît que la violence liée au sexe est une violation des droits fondamentaux des femmes. Récemment, la Quatrième Conférence Mondiale sur les femmes à Pékin (1995) a, dans cette perspective, affirmé la nécessité de prévenir et d'éliminer toutes les formes de violence contre les femmes.

Selon les Nations-Unies, les violences contre les femmes recouvrent « tout acte, omission ou conduite servant à infliger des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, directement ou indirectement (...) à toute femme et ayant pour but et pour effet de l'intimider, de la punir ou de l'humilier ou de la maintenir dans des rôles stéréotypés liés à son sexe ou de lui refuser sa dignité humaine, son autonomie sexuelle, son intégrité physique, mentale et morale » (ONU in Jaspard 2000 : 2).

Ces violences peuvent être exercées dans la famille ou dans l'espace de travail. L'ECVH s'intéresse exclusivement aux violences conjugales. Parmi les individus sélectionnés aléatoirement dans le ménage, on isole ceux qui sont en union (mariés ou placés). S'il s'agit d'une femme, la question est formulée comme suit : « est-ce que votre mari/conjoint (vous) a jamais ... poussée, essayé de vous étrangler (...) ? » ; l'enjeu étant d'identifier les formes et la fréquence des actes de violence subis par les femmes en union. S'il s'agit d'un homme, la question est la suivante : est-ce que vous avez jamais poussé, essayé d'étrangler (...) votre épouse/conjointe ? ». Le but est d'identifier les formes et la fréquence des actes de violence commis à l'encontre des femmes par leurs conjoints.

Dans la violence conjugale (comme dans celle exercée sur les lieux de travail, dans les institutions éducatives, etc.), on distingue plusieurs formes de violence :

- la violence physique ou ensemble de gestes qui portent atteinte à l'intégrité corporelle,
- la violence sexuelle, à savoir le viol et les autres pratiques sexuelles imposées),
- la violence psychologique incluant insultes et menaces verbales, pressions psychologiques - harcèlement moral compris – qui peuvent déboucher sur des troubles dépressifs, l'anxiété, la détérioration de l'estime de soi, etc.

L'ECVH s'intéresse à la violence physique et à la violence sexuelle exercée à l'encontre des conjointes. Ces formes de violence concernent le corps – des femmes – dont on sait qu'il est « au centre de toute relation de pouvoir » (Perrot, 1998 : 369). En particulier, la généalogie de l'histoire des rapports entre les sexes montre, du droit de cuissage féodal à la domesticité marquée par la servitude corporelle, que « le corps des femmes ne leur appartient pas » (Perrot, 1998 : 369) dans la famille comme au travail hors domicile<sup>21</sup>. Les données de l'enquête permettent de mesurer l'incidence de la violence en identifiant des événements précis (gifles, tentatives de strangulation, etc.) survenus avant l'enquête, au cours de la vie. Seule la question relative à la fréquence de ces événements vaut pour la période des 12 mois ayant précédé l'enquête. En outre, les répondants se sont exprimés sur les raisons pouvant justifier les actes de violence contre les conjointes.

La violence conjugale contre les femmes est institutionnelle dans la mesure où elle est liée aux règles, explicites ou implicites, sous-jacentes au fonctionnement de la famille. Sachant que la constitution des couples relève soit des règles du mariage édictées par l'instance étatique, soit des règles du

<sup>21</sup> Voir par exemple les témoignages d'ouvrières haïtiennes des industries de sous-traitance sur la contrainte aux rapports sexuels imposée par les superviseurs (Pierre-Louis 1991 : 93).

plaçage fondé sur le droit coutumier, on distinguera les hommes et les femmes en fonction du type d'union déclaré. Par ailleurs, les familles sont diverses de par leurs conditions de vie, leur position dans le cycle de vie, les dotations en éducation, la position dans la hiérarchie économique et sociale. De sorte que la violence conjugale peut être appréhendée en fonction de l'âge des auteurs et des victimes, ou être interprétée à l'aune des niveaux de revenus des ménages d'appartenance.

### ***Les hommes déclarent moins les actes de violence***

La comparaison entre les déclarations des hommes et des femmes est malaisée. Comme il n'y a qu'un seul individu sélectionné aléatoirement dans le ménage, on n'obtient pas de déclarations croisées des hommes et des femmes vivant en couple.

On observe que les hommes sont peu nombreux à déclarer avoir commis l'un ou l'autre des actes de violence physique (pousser, bousculer, rabrouer, gifler, lancer un objet susceptible de blesser, donner des coups de poings, frapper avec un objet susceptible de blesser, tenter d'étrangler) ou sexuelle (rapports imposés) envisagés par l'enquête. Entre 0.8% et 9.8% des hommes en union interrogés déclarent l'une ou l'autre des formes de violence. Du côté des femmes, le fait d'avoir subi l'une ou l'autre forme de violence est « plus » fréquent. Entre autres, 5.6% des femmes déclarent avoir été giflées, 13.3% ont été forcées à avoir des rapports sexuels. Tandis que 4% des hommes disent avoir giflé leur conjointe et 9.8% ont imposé des rapports sexuels à leur conjointe.

### ***Plus répandue, la violence sexuelle subie....***

Parmi les violences physiques subies, « être poussée, bousculée ou rabrouée » et « être giflée » sont les plus fréquentes (respectivement 7.2% et 5.6%). Les tentatives de strangulation par exemple ne sont déclarées « que » par 1.6% des femmes. On trouve un profil similaire selon les déclarations des hommes. Ceci étant, l'incidence de la violence sexuelle est plus forte, aussi bien chez les femmes qui la subissent (13.3%) que chez les hommes qui l'exercent (9.8%).

### ***... est plus fréquente dans l'Aire métropolitaine, chez les jeunes de 15-29 ans, chez les femmes placées et instruites***

La violence sexuelle subie est par ailleurs plus répandue dans l'Aire métropolitaine que dans les autres milieux de résidence : 16% des femmes de l'Aire métropolitaine disent en avoir été victimes contre 12% des femmes des autres villes et du milieu rural. Est-ce à dire que les hommes de l'Aire métropolitaine seraient plus violents que les autres ? 12.4% des premiers déclarent avoir contraint leur conjointe aux rapports sexuels contre respectivement 5.2% des hommes des autres villes et 9.9% de ceux du milieu rural. Mais il faut compter aussi avec les éventuels effets de déclaration, du côté des femmes comme du côté des hommes en fonction du milieu de résidence. Par exemple, les femmes du milieu rural peuvent être davantage réticentes à répondre par l'affirmative aux questions sur la violence subie.

En outre les femmes les plus jeunes (15-29 ans) sont plus fréquemment victimes que leurs aînées de la violence sexuelle comme des diverses modalités de la violence physique. De même, les hommes de 15-29 ans sont relativement plus nombreux à déclarer les violences exercées. Les jeunes seraient-ils plus violents que les individus plus âgés ? Ou est-ce là encore un effet de déclaration, en tout cas du côté des femmes, lié aux difficultés de lever les tabous dans les anciennes générations ?

Une plus forte incidence de la violence sexuelle subie est associée au plaçage. Encore que l'écart

entre femmes placées et mariées ne soit pas énorme (2 points de pourcentage). 14% des femmes placées ont subi des rapports sexuels contre 11.9% des femmes mariées.

L'incidence de la violence sexuelle est généralement plus élevée chez les femmes en union ayant un niveau d'étude, comme d'ailleurs celle des violences physiques. La contrainte aux rapports sexuels est subie respectivement par 18.1% et 14.8% des femmes ayant un niveau d'étude primaire et un niveau d'étude secondaire ou supérieur contre 10.7% des femmes sans bagage scolaire. Dans la mesure où les femmes relativement plus instruites pourraient acquérir ou acquièrent des marges d'autonomie plus importantes que les autres, il est possible que l'imposition des rapports sexuels marque « l'appropriation du corps et du temps de la femme par son compagnon » (Gautier 2000 : 4).

### ***... y compris dans les ménages les plus riches***

La part des femmes victimes de la violence sexuelle croît avec le niveau de revenu du ménage. L'incidence de cette forme de violence est particulièrement importante chez les femmes en union vivant dans les ménages appartenant au dernier quintile du revenu. La violence sexuelle touche en effet 18% de ces femmes, soit plus du double de la proportion de femmes ayant subi des rapports sexuels dans les ménages du premier quintile du revenu. En outre, la violence sexuelle est exercée par 13.9% des hommes vivant dans les ménages les plus riches (dernier quintile du revenu) contre 7.1% de ceux issus des ménages les plus pauvres (premier quintile du revenu).

### ***La relation extra-conjugale de la femme légitime la violence selon trois individus sur dix***

La violence exercée et subie est généralement justifiée, explicitement ou implicitement. Un ensemble de justifications ont été proposées aux répondants (RSI en union). Elles traduisent en partie les règles en vigueur dans la famille. Elles renvoient spécialement aux multiples rôles des femmes au sein de la famille comme conjointe, ménagère (le travail domestique est du ressort des femmes selon les représentations en vigueur), mère, belle-fille. En effet, les raisons envisagées touchent aux attitudes des femmes

- dans les rapports de couple. Il y a d'une part la relation à l'autorité de l'homme : les conjointes ne devraient pas adopter certaines attitudes face à leur conjoint (répliquer, désobéir, observer un comportement public désapprouvé par le conjoint, sortir seule.) Il y a d'autre part le lien sexuel au fondement du couple : le fait d'avoir un amant peut être invoqué comme une justification de la violence à l'encontre des femmes. Il est à noter que le lien sexuel et l'autorité de l'homme sont indissociables.
- dans l'entretien domestique (« n'exécute pas correctement les tâches domestiques »);
- dans la prise en charge des enfants ;
- dans leurs rapports avec leur belle-famille (respecter la famille du conjoint).

Toutes les raisons proposées sont rejetées par une vaste majorité (entre 80% et 90%) d'hommes ou de femmes en union. Toutefois, il importe de souligner que le fait, pour la femme, d'avoir un amant constitue pour trois personnes en union sur dix un motif légitime de la violence conjugale. Alors que entre 6% et 12% des hommes ou des femmes approuvent les autres raisons liées à l'entretien domestique, aux soins à donner aux enfants, etc. y compris aux autres dimensions des rapports de couple.

Il est vrai que le niveau d'étude introduit une différenciation : 22% de ceux qui ont un niveau secondaire



ou supérieur adhèrent à cette justification contre 30% de ceux qui n'ont aucun niveau d'étude. La proportion n'en est pas moins élevée chez les individus les plus instruits.

### ***Une légitimation ancienne,***

Selon Bastien (1985 : 131), le fait, pour la femme, d'avoir un amant porte préjudice à la réputation du conjoint. De plus, celui-ci est moins respecté lorsqu'il ne sévit pas. La sanction sociale, à travers les commentaires des autres, est plutôt sévère. Ne pas corriger sa conjointe est un signe de faiblesse, tel est le message inscrit dans le commentaire que rapporte Bastien (1985 : 62) : « Untel (...) n'a pas de scrupules, ce n'est pas un homme, il ne sait pas diriger sa maison et se faire respecter ». Du côté de l'homme, la violence est donc justifiée par l'impératif de conserver le respect des autres<sup>22</sup>.

Effectuée dans les années quarante à la Vallée de Marbial, cette analyse de Bastien est vraisemblablement encore valide aujourd'hui. En tout cas, la justification de la violence par la relation extra-conjugale de la femme a traversé le temps : elle est partagée, dans des proportions similaires (entre 26% et 33%) par tous les groupes d'âge, des personnes âgées de 60 ans et plus aux jeunes de 15-29 ans.

### ***....intériorisée par les femmes***

Les femmes partagent avec les hommes l'idée que la relation extra-conjugale de la femme justifie la violence. Trois femmes sur dix comme trois hommes sur dix approuvent cette idée. Toujours selon Bastien (1985 : 62), la réprobation et le mépris affiché à l'endroit de celui qui ne corrige pas sa conjointe sont généralisés : « Tout le monde, les femmes aussi bien que les hommes, était bien d'accord là-dessus ». Les femmes ont vraisemblablement intériorisé les raisons de la violence à leur rencontre et la transmission de cette intériorisation se fait des mères vers les filles. Sen (1987 : 3) souligne que ceci n'est pas surprenant : « l'histoire nous révèle que de profondes inégalités se perpétuent précisément en se faisant des alliés de ceux qui sont démunis. Celui qui est opprimé en vient à accepter la légitimité de l'ordre inégal et devient un complice implicite ».

### ***.... fondée sur le genre***

Ceci est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'une violence « fondée sur le genre » (Gautier 2000 : 1). En effet, l'opprobre est jeté exclusivement sur les femmes. Pour les hommes, avoir une relation extra-conjugale n'est pas considéré comme un acte à réprouver ou comme une source de scandale (Bastien 1985 : 131). En amont, le devoir de fidélité exigé de la femme est plus rigoureux que celui exigé de l'homme dans le droit coutumier comme dans le droit étatique. Dans le droit coutumier, il n'existe aucune circonstance atténuante pour l'infidélité de la femme (Vieux 1989 : 124) et celle-ci est susceptible d'entraîner la rupture de l'union (Vieux 1989 : 180-181), soit du point de vue de la règle du plaçage, soit en raison de la sanction sociale. Dans le droit étatique, si les violences physiques du conjoint ou du partenaire sont assimilées aux coups et blessures et doivent être punis (selon les articles 254 à 257 du Code Pénal), l'adultère de l'épouse a un caractère pénal. Il est puni d'un emprisonnement

<sup>22</sup> Badinter (1986 : 108) avance une autre justification qui n'a pas été testée dans les recherches sur la famille en Haïti : « L'adultère féminin est la hantise des hommes. L'idée de léguer son nom et ses biens à un enfant de sang étranger fait tellement horreur, qu'on en arrivera aux pires extrémités sur la personne des femmes, pour ne pas risquer un tel outrage ».

de trois mois au moins et de deux ans au plus (article 285 du Code Pénal). Parallèlement, le meurtre de l'épouse (ou de son complice) surprise en flagrant délit d'adultère commis par le mari de celle-ci est déclaré excusable (article 269 du Code Pénal haïtien)<sup>23</sup>.

## Espaces et lieux de sociabilité

Les individus ont une existence sociale au-delà des frontières du ménage. Ils entretiennent entre eux – les ménages aussi – des relations de toutes sortes : rapports de parenté (intra ou intergénérationnelle), d'amitié, de voisinage, de simple fréquentation ou connaissance, de travail, d'affaires, etc. et dessinent du même coup les contours plus ou moins flous ou marqués d'espaces de sociabilité<sup>24</sup>. Dans ces espaces se déploient des pratiques privées comme le « confiage » des enfants, les échanges de biens, les échanges de travail, les dons et les prêts d'argent, les dons en nature, les échanges de services (garde des enfants, aide scolaire), etc. Les principes au fondement de ces relations sont de divers ordres : réciprocité, symétrie<sup>25</sup>, mais aussi asymétrie liée aux rapports d'influence, aux rapports de pouvoir. Ces espaces de sociabilité se structurent en fonction des informations qui y circulent, de l'intensité, de la fréquence et de la durée des liens – horizontaux ou verticaux – qui unissent individus ou organisations.

Ces rapports s'instaurent, se développent de manière à constituer soit des points de contact plus ou moins réguliers entre individus, entre ménages (troc ou « boukantay ») ou entre les ménages et d'autres acteurs socio-économiques (accès au crédit), soit des organisations plus ou moins pérennes (groupes de travail).

Il ne s'agit pas tant de scruter la formation et la structure de ces points de contact ou de ces organisations, que d'appréhender l'appartenance des ménages – des familles le cas échéant – à ces divers espaces de sociabilité.

## Le troc chez les ménages agricoles

La pratique du troc est révélatrice de l'existence de relations non-marchandes entre ménages et indique les limites de la monétarisation. Il s'agit d'un « échange » de biens contre biens, sans qu'il y ait nécessairement équivalence entre les valeurs marchandes des biens transférés d'un ménage à l'autre.

## La mesure du troc dans l'ECVH

L'estimation du revenu des ménages prend en compte l'autoconsommation et le troc. Quelques questions sur le troc – entre ménages – des produits du ménage agricole (ayant accès à la terre) ont été posées en référence à la semaine précédant l'enquête. Ces questions portent sur les cultures

<sup>23</sup> On trouve des dispositions similaires dans le Code Civil de Napoléon comme le rappelle Fraisse (2000 : 98-99) qui écrit : « lorsqu'un des époux tue l'autre, pris en flagrant délit d'adultère, la pénalité pour l'homme diffère de celle de la femme (...) un homme est excusé, pénalement parlant, de tuer l'amant de sa femme ; l'inverse n'est pas vrai ». Gautier (2000) souligne que des dispositions similaires existent aussi au Paraguay concernant le meurtre de la femme si son adultère est prouvé et rappelle qu'au Venezuela l'adultère de l'épouse représente une circonstance atténuante.

<sup>24</sup> La notion de « sociabilité » recouvre l'ensemble des relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres (Degenne, Forsé 1994 : 38).

<sup>25</sup> Le contenu de la relation doit être identique dans les deux sens. Il existe des relations réciproques mais non symétriques.



déclarées par le ménage, les produits de l'élevage (œufs, lait, viandes) ou de la pêche (poissons et autres fruits de mer) et permettent de connaître la quantité de biens échangés dans le cadre du troc ainsi que le prix unitaire de ces biens sur les marchés. L'information sur les prix est donnée par le ménage et n'a pas été vérifiée sur les marchés avoisinants.

### ***Une pratique marginale***

Alors que l'autoconsommation représente 32% du revenu total des ménages agricoles, le troc ne compte que pour 0.4% de ce revenu. En fait, la pratique du troc est marginale. Moins de deux ménages agricoles sur dix (1.6%) ont déclaré avoir procédé à des échanges en nature. On trouve ces ménages à tous les niveaux de l'échelle des revenus monétaires (avant autoconsommation et troc) des ménages. Mais, le troc des produits agricoles ou des produits de l'élevage est plus fréquent chez les ménages agricoles les plus riches (3.7%) que chez les ménages agricoles les plus pauvres en termes de revenu monétaire (premier quintile, 1.1%).

### **Echanges de travail entre ménages agricoles : entraide locale et groupes de travail**

Pour les récoltes, les ménages agricoles peuvent mobiliser la main-d'œuvre familiale ou recourir à une main-d'œuvre extérieure. Hormis l'embauche d'une main-d'œuvre salariée, il existe deux cas de figure lorsque l'on fait appel à une main-d'œuvre extérieure. Soit on mobilise des travailleurs qui contribuent gratuitement au travail sur l'exploitation paysanne dans le cadre des « konbit » ou « corvées ». Soit on fait appel aux « eskwad » encore appelées « chaînes » ou « colonnes » qui mêlent travail gratuit et travail marchand. Dans un cas comme dans l'autre, des espaces de sociabilité se sont formés ou se forment sans qu'ils soient nécessairement pérennes : les « konbit » sont des associations occasionnelles, et les eskwad, en principe permanentes, peuvent se dissoudre dès lors que la demande en travail se fait plus rare. Concrètement, si l'ancrage dans les relations familiales est fort lors des récoltes, le recours aux « konbit » et aux « eskwad » est loin d'être négligeable.

### ***Un fort ancrage dans les relations familiales ou les relations intra ménages***

La main-d'œuvre familiale a été mobilisée pour la récolte sur près de la moitié (47%) des parcelles cultivées. Il existe des différences régionales importantes. La main-d'œuvre familiale est très nettement prédominante dans certains départements comme ceux du Nord-Est (71.2%), du Nord-Ouest (63.6%) et du Sud-Est (61.4%) ou majoritaire dans les départements de l'Ouest (53.3%) et du Centre (51%). En revanche, la main-d'œuvre familiale a pris en charge la récolte sur moins de 50% des parcelles du département du Nord et sur seulement un tiers des parcelles de l'Artibonite. Au-delà de ces différences, la mobilisation de la main-d'œuvre familiale décroît avec le niveau de revenu du ménage, passant de 58.7% dans le premier quintile à 36.5% dans le dernier quintile.

### ***Mais, une mobilisation des "konbit" sur près d'une parcelle sur cinq***

Parallèlement, la mobilisation des « konbit », entendus comme « forme de travail en commun où une invitation est lancée par un exploitant en échange d'un repas » (SACAD/FAMV 1993 : 293), n'est pas négligeable. Fondés sur le principe selon lequel la réciprocité de la prestation de travail n'est pas automatique, les « konbit » sont en effet déployés sur 19% des parcelles.

Si cette pratique est peu répandue dans certains départements comme le Sud et la Grande-Anse (autour de 7%), elle est particulièrement présente dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, au-delà de la moyenne nationale (28%).

**Tableau 17**  
Distribution en pourcentage (%) des parcelles cultivées  
selon le type de main-d'œuvre mobilisée pour la récolte par département géographique

Main-d'œuvre pour la récolte	Département géographique									Ensemble
	Ouest	Sud-Est	Nord	Nord-Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande-Anse	Nord-Ouest	
Membres du ménage	53.3	61.4	46.2	71.2	33.4	51.1	29.2	46.8	63.6	47.3
Konbit	28.4	21.0	21.6	19.7	28.0	11.7	7.5	7.3	20.7	19
Eskwad, Ranpono	12.8	23.9	11.4	0.7	5.8	3.6	50.7	41.9	6.2	18.6
Travailleurs agricoles	11.1	10.4	25.4	6.0	32.2	32.1	8.0	9.6	4.5	17.4
Pas de récolte	3.2	0.7	4.9	2.6	1.8	1.0	5.9	1.2	16.6	3.9
NSP	0.2	0.5	-	0.4	-	0.6	0.2	-	0.1	0.2
Echantillon	643	920	576	258	964	786	822	717	858	6544

**... et des associations de travail ("eskwad") sur près d'une parcelle sur cinq**

Sur 18.6% des parcelles, la récolte a été effectuée par les eskwad, c'est-à-dire « des associations mutualistes d'échange de travail qui regroupent un nombre limité de travailleurs ayant, en principe, les mêmes droits et les mêmes obligations les uns envers les autres » (SACAD/FAMV 1993 : 207). Plus que l'obtention de gains de productivité, c'est la formation d'un espace social ouvrant la possibilité d'échanges d'informations qui semble l'emporter lorsque les eskwad se constituent sur la base de rapports de voisinage plutôt que sur des relations familiales.

Le principe de réciprocité est premier dans le fonctionnement de l'eskwad. L'échange de travail est tel que chacun travaille tour à tour pour les autres membres jusqu'à ce que chacun ait reçu autant qu'il a donné. Mais, si les tâches requises ne sont pas équivalentes d'un tour à l'autre, les membres des eskwad peuvent « vendre leur tour ». Ainsi, les eskwad permettent non seulement à leurs membres de bénéficier du travail des autres mais encore peuvent être mobilisées par des acheteurs extérieurs au groupe. Cette dualité des eskwad n'est pas prise en compte dans l'enquête. Ce qui rend difficile l'interprétation – en termes d'organisation sociale - de leur mobilisation par les ménages agricoles. L'achat des services d'une eskwad n'est pas synonyme de participation à l'espace de sociabilité constitué par ladite eskwad.

En tout cas, le recours aux eskwad et aux groupes de travail dénommés « ranpono » est particulièrement fréquent dans certains départements. Respectivement 50.7% et 41.9% des parcelles des départements du Sud et de la Grande-Anse sont concernées. A l'opposé, les départements du Nord-Ouest, du Centre et de l'Artibonite connaissent un recours peu fréquent aux eskwad et aux ranpono (entre 3% et 6% des parcelles cultivées). Par ailleurs, la part des parcelles où ces groupes de travail ont effectué la récolte augmente avec le niveau de revenu.

En dépit de l'absence de données antérieures similaires qui eussent permis d'apprécier l'évolution dans le temps du recours aux échanges de travail en dehors du salariat ou de la main-d'œuvre familiale, il apparaît que ces formes de travail existent encore bel et bien. Toute la question étant de savoir comment elles ont évolué : les principes de fonctionnement mis en évidence par l'équipe de Madian-Salagnac sont-ils encore debout, seuls ou en articulation avec de nouveaux principes ? De plus, ces échanges de travail ont-ils nécessairement le même sens d'un département ou d'une région géographique à l'autre ? Par ailleurs,

l'enquête ne dit rien sur la nature des rapports sociaux à l'œuvre au sein des groupes de travail et donc sur la structuration des espaces de sociabilité correspondants

En tout état de cause, il semble qu'il y a des « modèles » de mobilisation de la main-d'œuvre dans les différents départements, liés éventuellement aux types de cultures, d'exploitation agricole et aux « modèles » de migration. Par exemple, les départements du Sud et de la Grande-Anse se caractérisent par une forte migration vers le département de l'Ouest et plus particulièrement vers l'Aire métropolitaine (Geir Ovensen, Chapitre Migration, ce volume). Ce qui expliquerait en partie un moindre recours à la main-d'œuvre familiale, particulièrement dans le Sud (29% des parcelles), à la main-d'œuvre salariée (entre 8% et 10% des parcelles) et une plus forte mobilisation relative des eskwad.

### **Les espaces de sociabilité dans l'accès des travailleurs indépendants au crédit**

La question de l'accès au crédit pour le financement de l'activité économique des travailleurs indépendants (commerce, achat ou location d'outils, de matériel, d'un local, ou pour toute autre transaction permettant de mener à bien l'activité économique) est d'importance. On connaît les difficultés d'accès au crédit des exploitations agricoles (références) ou des travailleurs à compte propre de l'informel (Lamaute-Brisson 2002 ; Lamaute-Brisson 2001 ; etc.)

L'ECVH s'intéresse à l'obtention d'un crédit par les ménages dont un membre au moins a exercé une activité indépendante (auto-emploi) au cours des douze mois précédant l'enquête et perçu en conséquence des revenus du travail indépendant. Et à tous ceux qui ont déclaré avoir bénéficié d'un crédit, une question a été posée sur la provenance de ce crédit. La sphère privée familiale joue un rôle non négligeable tandis que la présence des institutions financières et des coopératives/caisses populaires est particulièrement faible, voire marginale. Entre sphère familiale et institutions financières, deux types d'espace de sociabilité sont mobilisés et ont effectivement répondu aux demandes de crédit : celui des marchés publics et celui des relations de voisinage ou d'amitié.

#### ***Un accès limité au crédit***

A l'échelle nationale, 11.5% seulement des ménages ayant déclaré des revenus du travail indépendant ont obtenu un crédit auprès de personnes ou d'institutions extérieures au ménage. Il n'y a pas de différence majeure entre les milieux de résidence. La proportion de ménages bénéficiaires d'un crédit augmente avec le niveau de revenu du ménage, passant de 9.3% à 13% du premier au dernier quintile; soit une augmentation de 44%.

#### ***Le poids non négligeable des parents vivant hors du ménage et une très faible présence des institutions financières, des coopératives/caisses populaires***

L'accès au crédit dépend a priori d'une multitude d'acteurs, qu'il s'agisse des institutions financières formelles (banques, établissements de crédit), des institutions dites de crédit alternatif ou encore des institutions spécialisées dans la micro-finance, des usuriers, etc.

On observe, parmi les crédits accordés, une incidence marginale ou faible des institutions financières telles que les banques (0.6%), les institutions de micro-crédit (2%), des caisses populaires et des coopératives (4.0%)<sup>26</sup>.

À l'opposé, il y a une mobilisation non négligeable des relations familiales. Dans près d'un cas sur cinq (18.3%),

<sup>26</sup> On note par ailleurs que les crédits octroyés par les usuriers (« kout ponya ») sont très peu nombreux (4.0%). Ce qui est relativement surprenant. En fait, le recours (réussi) aux usuriers tend à augmenter avec le niveau de revenu du ménage, passant de 0.7% dans le premier quintile à 2% dans le quatrième quintile et à 8% dans le dernier.

le crédit est accordé par des parents vivant hors du ménage, résidant soit en Haïti (16.3%), soit à l'étranger (2.5%). L'obtention du crédit en provenance de parents vivant en Haïti est plus fréquente en milieu rural (18.2%) que dans les milieux urbains (autour de 13%), mais ne présente pas un profil différencié selon le niveau de revenu du ménage. Elle est aussi plus importante dans la capitale (5.3% contre 2.4% en milieu rural) et chez les ménages les plus riches (4.9% contre 0% chez les plus pauvres).

***La sociabilité entre ménages non-apparentés dans près de quatre cas sur dix : entre proximités géographiques et amicales***

Dans 38.2% des cas, le crédit a été accordé par des personnes non-apparentées au ménage. L'interprétation de ce fait n'est pas aisée de prime abord, car on ne dispose pas d'informations sur le profil de ces personnes. Elles se détachent, tout au plus, des agents économiques - individuels ou collectifs - spécialisés dans le crédit aux activités économiques. Il peut s'agir de personnes issues de ménages entretenant soit des relations de voisinage, soit des relations d'amitié (hors voisinage) avec les ménages bénéficiaires. Ces relations dessinent les contours d'espaces de sociabilité dans lesquels les individus ou les ménages se reconnaissent et peuvent s'entraider.

***La sociabilité sur les marchés publics est mobilisée dans trois cas sur dix***

31% des crédits obtenus proviennent des commerçants(es) exerçant leur activité sur les marchés publics (au sens large). On sait que les marchés publics sont des lieux de sociabilité pour le moins cruciaux. La rencontre entre les « producteurs » (agricoles) relativement dispersés ou leurs représentantes a lieu au marché hebdomadaire ou bi-hebdomadaire. De même, les commerçants(es), les artisans urbains et les prestataires de services se rencontrent, « vivent ensemble » dans les marchés de rue qui ont proliféré depuis les années 80, en particulier les marchés qui se sont structurés sur un mode sédentaire ou semi-sédentaire (Bazabas 1997 : 62) regroupant des activités généralement similaires. Les acteurs économiques présents sur ces marchés développent entre eux des relations de confiance qui servent, par exemple, de fondement à l'octroi de crédit (Lamaute 2000 : 415 ; CPFO 1989 : 34-35)<sup>27</sup>.

***La vie dans les lieux de sociabilité : violence, insécurité et sentiment d'insécurité***

L'existence mais surtout l'ampleur de l'insécurité traduisent dans une certaine mesure la « qualité » des relations qui tissent les espaces de sociabilité et agissent sur les comportements des individus. Il existe, en Haïti, peu de statistiques sur les actes de violence, sur les crimes perpétrés<sup>28</sup>. Mais on peut appréhender la « qualité » des relations à travers les perceptions de la sécurité ou de l'insécurité. C'est le point de vue adopté par l'ECVH : plutôt que de faire l'analyse de la criminalité en tant que telle, il s'agit de mettre en lumière la parole des individus déjà victimes de la violence., ainsi que celle des individus qui se perçoivent comme des victimes potentielles dans les lieux/espaces de sociabilité plus ou moins ouverts, de plus ou moins grande fréquentation (chez les voisins, au marché, dans l'arène des combats de coqs ou gaguère, à la banque de borlette, dans la boîte de nuit ou au bar, à la banque ou dans la maison de transfert, etc.).

***Le sentiment d'insécurité : entre risques objectifs et subjectivités***

Les perceptions de l'insécurité sont abordées à l'aide de la notion de sentiment d'insécurité. Celui-ci

<sup>27</sup> Il est à noter que le terme « commerçant » retenu dans l'enquête peut prêter à confusion. L'étude du Centre de Promotion de la Femme Ouvrière (CPFO 1989) montre que les restauratrices du Parc Industriel s'octroient mutuellement des crédits. Ces restauratrices dénommées « machann manje kwit » - et donc perçues par le sens commun comme des commerçantes - vendent en réalité un service.

<sup>28</sup> Corten (2000 : 127) rapporte une estimation du taux d'homicide pour 100 000 habitants publiée par la Caribbean News Agency en 1999 : il y aurait 7.2 homicides pour 100 000 habitants en Haïti. Ce qui classerait Haïti juste derrière les Etats-Unis (10.1) et loin derrière la Colombie (89.5) et la Jamaïque (33.1) si l'on en croit les estimations du taux d'homicide publiés par Ayres (1999) et rapportées par Corten (2000). Par ailleurs, les statistiques sur les petits délits (vol à la tire par exemple) font défaut.

peut être défini comme « un processus de lecture du monde environnant qui est saisi chez les individus comme un syndrome d'émotions (peur, haine, jalousie) cristallisées sur le crime et ses auteurs (Roché 1995). L'ECVH s'intéresse au sentiment d'insécurité entendu comme peur : on s'estime menacé par la violence, les crimes, on redoute d'être victime d'agressions, d'actes de violence.

Les personnes enquêtées ont donc été interrogées sur le fait d'avoir éprouvé, à un moment quelconque, un sentiment d'insécurité face à l'éventualité, hors domicile, d'une agression, de violences corporelles (passage à tabac), d'un vol de leurs biens ou de leur argent. Non sans préciser la fréquence du sentiment d'insécurité (« souvent », « parfois », « jamais »). Seules les personnes concernées par la fréquentation des lieux ou espaces proposés ont répondu aux questions.

Le sentiment d'insécurité renvoie partiellement à des réalités objectives : les actes de violence, les faits de délinquance subis personnellement, par ses proches ou par des personnes ou des groupes inconnus mais qui partagent un même milieu dont l'extension est variable (voisinage, lieux publics, la ville entière, etc.). Il est renforcé par la non-élucidation des faits ou l'absence de justice.

Parallèlement, le sentiment d'insécurité comporte une part plus ou moins importante de subjectivité puisqu'il se construit sur la connaissance plus ou moins exacte des faits liée aux modes de transmission ou de diffusion des informations (les nouvelles des médias, les rumeurs des réseaux sociaux), les préjugés, et l'évaluation personnelle du risque d'exposition à la violence en général ou dans des contextes spécifiques.

Les principaux lieux/espaces où le sentiment d'insécurité est le plus répandu, indépendamment de sa fréquence (« souvent », « parfois »), sont par ordre décroissant : le marché voisin (27.3%), la banque ou la maison de transfert (23.9%), chez le voisin (22%), le lieu de travail (19.7%), le bar (18.9%) et la borlette (15.4%).

### ***Un sentiment d'insécurité dans les lieux de sociabilité les plus immédiats : chez le voisin et au travail***

Les lieux de sociabilité les plus immédiats, chez le voisin et au travail, sont associés à un sentiment d'insécurité non négligeable. Plus d'un cinquième des individus qui se rendent chez leur voisin éprouvent un sentiment d'insécurité, la plupart précisant, il est vrai, que la crainte d'être agressé ne survient que rarement (13%). Est-ce à dire que le quartier ou la localité où résident les individus enquêtés et leurs voisins est peu sûr(e) ? Ou s'agit-il d'un sentiment de défiance qui s'applique précisément au domicile du voisin ou au voisin lui-même ? Se sentir menacé sur le lieu de travail tient peut-être à ce que l'exercice de l'emploi occupé se fait par exemple dans la rue où l'on est exposé à divers risques. Le sentiment d'insécurité dans le bar peut être lié au fait que l'on y rencontre des personnes inconnues.

### ***... et dans les lieux des transactions marchandes***

Sans surprise, les craintes d'agression sont importantes dans les lieux où sont effectuées des transactions marchandes mobilisant de l'argent (le marché, la banque/maison de transfert, la borlette). Les banques et les maisons de transfert sont des lieux de plus grande fréquentation aujourd'hui, avec l'implantation de plusieurs succursales dans l'Aire métropolitaine et dans les autres villes, avec la prolifération des points de remise des transferts des émigrés suite à l'augmentation du montant de ces transferts et vraisemblablement du nombre de ménages bénéficiaires. Le sentiment d'insécurité à la banque ou dans la maison de transfert n'est pas majoritairement fréquent : 8.7% des répondants - soit 40% de ceux qui ont répondu par l'affirmative - déclarent l'avoir souvent éprouvé.

Tableau 18

Proportion (%) des individus de 15 ans et plus ayant éprouvé (souvent, parfois) un sentiment d'insécurité dans les lieux de sociabilité par milieu de résidence

Lieu de sociabilité	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	
<b>Au Travail</b>				
Oui, souvent	18.9	6.4	6.5	9.0
Oui, parfois	14.2	13.5	9.1	10.7
Total	33.1	19.9	15.6	19.7
Echantillon	484	672	3198	4354
<b>Chez le voisin</b>				
Oui, souvent	8.3	7.8	8.3	8.2
Oui, parfois	18.0	14.6	12.0	13.8
Total	26.3	22.4	20.3	22.0
Echantillon	898	1082	4706	6686
<b>Au marché voisin</b>				
Oui, souvent	20.8	8.3	7.1	10.5
Oui, parfois	18.5	16.3	16.2	16.8
Total	39.3	24.6	23.3	27.3
Echantillon	944	1090	4712	6746
<b>Dans l'arène de combats de coq (gaguère)</b>				
Oui, souvent	1.0	3.7	3.8	3.3
Oui, parfois	5.9	11.8	13.2	11.8
Total	6.9	15.5	17.0	15.1
Echantillon	196	307	1680	2183
<b>A la borlette (Loterie)</b>				
Oui, souvent	3.3	2.6	4.3	3.8
Oui, parfois	13.5	9.8	11.2	11.6
Total	16.8	12.4	15.5	15.4
Echantillon	331	393	1589	2313
<b>Au bar</b>				
Oui, souvent	3.6	2.3	2.3	2.7
Oui, parfois	27.2	14.3	9.6	16.2
Total	30.8	16.6	11.9	18.9
Echantillon	570	616	1619	2805
<b>En boîte de nuit</b>				
Oui, souvent	6.5	3.1	2.0	3.4
Oui, parfois	10.9	8.5	6.0	7.8
Total	17.4	11.6	8.0	11.2
Echantillon	277	376	1047	1700
<b>A la banque ou dans la maison de transfert</b>				
Oui, souvent	15.5	5.0	4.2	8.7
Oui, parfois	19.3	17.7	10.4	15.2
Total	34.8	22.7	14.6	23.9
Echantillon	413	398	917	1728



### ***Un sentiment d'insécurité bien plus fréquent à domicile que dans les lieux/espaces de sociabilité***

Les proportions d'individus ayant éprouvé (au moins une fois) un sentiment d'insécurité dans les divers lieux de sociabilité ne sont pas négligeables. Toutefois, elles sont bien inférieures à la proportion d'individus qui ont connu, à un moment, à un autre ou de manière permanente, un sentiment d'insécurité à leur domicile, soit 61.3% des individus de 15 ans et plus.

Bien entendu, il faut tenir compte des degrés. Une palette de réponses a été proposée aux personnes enquêtées qui va du sentiment de sécurité (« toujours en sécurité ») à un sentiment d'insécurité permanent (« jamais en sécurité »), en passant par un sentiment d'insécurité diffus (« presque toujours en sécurité ») ou un sentiment d'insécurité important mais non permanent (« presque jamais en sécurité »).

**Tableau 19**

Distribution en pourcentage (%) des individus de 15 ans et plus selon la fréquence du sentiment d'insécurité à domicile par milieu de résidence

Fréquence du sentiment d'insécurité à domicile	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Toujours en sécurité	8.1	46.1	48.9	38.7
Presque toujours en sécurité	32.7	40.1	35.7	35.6
Presque jamais en sécurité	43.7	8.2	10.0	17.9
Jamais en sécurité	15.4	5.6	5.3	7.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	979	1127	4834	6940

Si près de quatre individus sur dix déclarent se sentir toujours en sécurité à domicile, le sentiment d'insécurité permanent, à l'extrême opposé, ne concerne que 7.8% de la population concernée. En fait, il existe un sentiment d'insécurité diffus (« presque toujours en sécurité ») déclaré par un peu plus d'un tiers (35.6%) des répondants, et un sentiment d'insécurité fort mais non permanent déclaré par 17.9% des répondants.

### ***Une forte association entre le sentiment d'insécurité (à domicile et hors domicile) et l'urbain***

Il faut souligner les contrastes entre l'Aire métropolitaine d'une part, les autres villes et le milieu rural d'autre part. 8.1% « seulement » des résidents de la capitale ont déclaré être toujours en sécurité contre 46.1% et 48.9% de ceux qui vivent dans les autres villes et en milieu rural. De plus, si le sentiment d'insécurité diffus est présent dans des proportions relativement comparables d'un milieu de résidence à l'autre, les proportions de ceux qui déclarent un sentiment d'insécurité permanent ou un sentiment d'insécurité fort dans l'Aire métropolitaine sont très nettement supérieures à celles enregistrées dans les autres milieux de résidence. Par exemple, le sentiment d'insécurité permanent est trois fois plus présent dans la capitale (15.4%) que dans les autres villes (5.6%) et en milieu rural (5.3%).

Il en est de même du sentiment d'insécurité éprouvé dans les lieux de sociabilité. Qu'il soit fréquent (« souvent ») ou ponctuel (« parfois »), ce sentiment est toujours plus répandu dans les villes et

plus particulièrement dans l'Aire métropolitaine, dans tous les lieux de sociabilité, à l'exception des gaguères<sup>29</sup> relativement plus nombreuses en milieu rural.

Par ailleurs, 60% des individus de 15 ans et plus vivant en milieu rural et concernés par les déplacements vers les villes disent avoir éprouvé un sentiment d'insécurité en se rendant à la ville. Toutefois, l'ensemble du monde urbain n'est pas touché de manière homogène. L'Aire métropolitaine apparaît comme un lieu auquel l'insécurité est associée pour plus d'un tiers des individus résidant dans les autres villes ou en milieu rural qui se rendent dans la capitale pour des raisons diverses. Certes, les habitants de Port-au-Prince sont bien plus nombreux (55%) à déclarer avoir éprouvé au moins une fois un sentiment d'insécurité dans leur propre ville. C'est que les informations, au sens large du terme, relatives à l'insécurité vécue ou ressentie dans l'Aire métropolitaine, sont peut-être plus accessibles aux résidents de la capitale, à travers les médias ou les réseaux de parents, d'amis, de voisins.

Au total, il y a une forte association entre le sentiment d'insécurité et les mondes urbains. Est-ce là un effet de « l'imaginaire de la criminalité » où « l'image du crime est associée à une image de l'urbain » (Corten 2000 : 128) ?

### ***L'insécurité vécue : une forte incidence dans l'Aire métropolitaine, des victimes riches et pauvres***

Les informations sur l'insécurité vécue au cours des deux années précédant l'enquête ont été collectées auprès des personnes âgées de 30 ans et plus faisant partie de l'échantillon des individus sélectionnés au hasard dans les ménages. Une liste pré-établie d'actes de délinquance ou de crimes a été proposée aux personnes interrogées : vol à la tire, vol à domicile, violences corporelles (coups et blessures), violences corporelles et vol, cambriolage du domicile, viol ou tentative de viol, autres violences. Compte tenu de la faible fréquence d'un certain nombre de modalités de cette liste, un regroupement des modalités suivantes a été effectué : cambriolage à domicile, violences corporelles, violences corporelles et vol, viol ou tentative de viol, autres violences<sup>30</sup>.

On a vu plus haut que le sentiment d'insécurité est plus fréquent dans l'Aire métropolitaine que dans les autres milieux de résidence. A ceci s'ajoute le fait que Port-au-Prince connaît une incidence relativement élevée de l'expérience de la violence. En effet, 27.6%% des individus de 30 ans et plus qui y résident ont déclaré avoir été victimes d'une agression ou d'un acte de violence quelconque au cours des vingt quatre mois précédant l'enquête contre respectivement 14.2% et 17.8% des individus vivant dans les autres villes et en milieu rural.

Les profils des victimes sont relativement différenciés selon les milieux de résidence. Dans l'Aire métropolitaine, elles sont en majorité des femmes (59.2%), âgées de 30 à 44 ans (72%), possèdent en premier lieu un niveau d'étude secondaire ou supérieur (45%) et appartiennent aux ménages les plus riches (50.9%). Alors que dans les autres villes, les victimes tendent à être plus âgées (46% ont entre 45 et 59 ans), n'ont aucun niveau d'étude (43.8%) ou ne possèdent qu'un niveau d'étude

<sup>29</sup> Où les paris peuvent être des motifs d'insécurité puisque sont en jeu des sommes d'argent ou éventuellement la réputation des éleveurs de coqs de combat.

<sup>30</sup> Il faut noter que la déclaration d'un viol ou d'une tentative est loin d'être aisée pour les victimes. Il peut donc y avoir une sous-estimation importante de ces crimes.



primaire (34.7%) et avec une distribution sur l'échelle des revenus moins concentrée sur le dernier quintile (34%). Enfin, en milieu rural, 55.9% des victimes sont des femmes, 32% sont âgées de 60 ans et plus, 72% n'ont aucun niveau d'étude, et appartiennent à tous les échelons de la hiérarchie des revenus, sans qu'il y ait de concentration marquée. En particulier, 15.6% des victimes en milieu rural sont issues des ménages les plus pauvres contre 3.8% et 7.8% dans la capitale et les autres villes.

Par ailleurs, il n'y a pas de liens très nets entre l'insécurité et la distribution de revenus des ménages d'un milieu à l'autre. Mais, il importe de souligner que les plus pauvres (du premier quintile) ne sont pas épargnés par l'insécurité. En effet, si les individus de 30 ans et plus des ménages les plus riches (y compris ceux du quatrième quintile de l'Aire métropolitaine) sont fortement touchés par les actes de violence (25%), 34% de ceux venant des ménages du premier quintile de l'Aire métropolitaine ont été victimes de l'insécurité.

### **Espace(s) public(s), vie(s) publique(s)**

L'opposition famille/politique évoquée plus haut comme équivalent du clivage public/privé a été longtemps associée au clivage hommes/femmes<sup>31</sup>. Il y a l'espace des hommes dont la politique est le centre et l'espace des femmes « dont le domestique et la maison forment le cœur » (Perrot 1998 : 386). Les femmes sont alors cantonnées aux fonctions de reproduction et de ménagère (Fraisie 2000 : 19), soumises à l'autorité du mari et exclues de la citoyenneté politique en raison de leur « nature ». Dans le droit formel haïtien, diverses dispositions ont, pendant longtemps, sanctionné un tel partage des rôles en reléguant les femmes au domaine privé (Brisson 1988 : 31).

Ce confinement passe, historiquement, par un refus du travail marchand des femmes hors domicile, ou, dans le cas haïtien, par l'octroi d'une autorisation maritale aux femmes mariées pour que celles-ci puissent s'engager dans un contrat de travail (Code du Travail de 1961). Il passe aussi par un refus de la « parole publique » des femmes (Perrot 1998 : 390) qui se traduit par l'absence du droit de vote pour les femmes haïtiennes jusqu'en 1950 (Brisson 1988 : 31). En d'autres termes, les femmes n'ont pas droit à des vies publiques, au travail comme dans le champ politique.

Dans les faits, les femmes ont investi très tôt le travail marchand (Bastien 1985 ; Neptune Anglade 1986). Certaines dispositions légales ont été modifiées ou supprimées. La puissance maritale a été abolie par le décret du 8 octobre 1982. L'exercice de tous les droits politiques est reconnu formellement depuis la Constitution de 1950 et le décret du 28 Août 1957.

Qu'en est-il aujourd'hui des perceptions des rôles privés et publics des femmes ? Quel est aussi le sens de ces perceptions eu égard aux comportements observés, aux valeurs transmises dans les diverses instances de socialisation, l'école en particulier ? Pour l'essentiel, les sphères publique et privée ne sont pas strictement perçues comme des équivalents des sexes, si l'on en croit les déclarations des enquêtés. Pour autant, les femmes sont peu présentes dans le champ politique en raison de la nature des rapports de genre.

<sup>31</sup> Diverses études féministes ont interrogé cette mise en équivalence public-hommes/privé-femmes ainsi que la séparation en des sphères étanches du public et du privé alors qu'il existe de multiples modalités d'articulations, d'interpénétration entre les deux sphères (Ballmer-Cao, Mottier, Sgier 2000).

Mais, plus généralement, la formation de l'espace public, entre organisations intermédiaires et espace politique est loin d'être généralisée en Haïti. On pourrait penser que, dans la mesure où la confiance dans les autres est restreinte, que la confiance envers les institutions est mesurée ou modérée, il n'y a pas d'espace public possible. En réalité, il y a un espace public intermédiaire, avec une « consommation non négligeable » des médias et une participation à la vie associative. Mais cet espace est relativement circonscrit. De plus, les distances à l'égard de la politique sont particulièrement marquées en dépit de la reconnaissance d'une forte influence des politiques gouvernementales en général sur la vie des uns et des autres.

### **De la famille à l'espace public : les perceptions des rôles privés et publics des femmes**

Dans la mesure où les attitudes des uns et des autres, mais aussi les comportements des femmes par rapport aux divers espaces publics sont en partie déterminés par les perceptions en vigueur dans la société, l'ECVH tente d'appréhender celles-ci en ce qui a trait :

- à l'engagement des femmes dans le travail marchand en général, et dans certains métiers ou professions en particulier,
- à l'entrée dans le champ politique.

#### ***La reconnaissance de l'importance du travail marchand des femmes***

Un certain nombre d'assertions exprimant des points de vue « traditionnels » sur le travail hors domicile des femmes ont été soumises à l'appréciation des individus sélectionnés aléatoirement (RSI) dans les ménages. Ces derniers devaient exprimer leur accord/désaccord ou leur indifférence à l'égard des assertions. En l'absence d'une opinion tranchée, les RSI ont choisi la modalité « ne sait pas » ou ont décidé de ne pas répondre.

72% des RSI sont d'accord avec le fait que les femmes travaillent hors du domicile. Pourtant, la conciliation de la maternité et du travail marchand n'est pas largement acceptée. 49% seulement des RSI ne sont pas d'accord avec l'énoncé suivant : « la femme ne doit pas tenter de concilier le fait d'avoir des enfants et l'exercice d'une activité professionnelle hors du domicile »<sup>32</sup>, tandis que 37.4% sont d'accord, la proportion des indifférents s'élevant à 12%. En dépit de cela, sept RSI sur dix déclarent être en désaccord avec l'idée selon laquelle « la majorité des femmes n'ont pas vraiment besoin de travailler ». Cette forte désapprobation doit être interprétée comme la reconnaissance - implicite - du fait que le travail des femmes participe de manière non négligeable à la reproduction des ménages. Soit lorsque celles-ci sont le principal soutien du ménage, soit lorsque le revenu tiré de leur travail constitue un apport dont l'absence pèserait sur les conditions de vie du ménage. Ainsi, dès lors que la prise en charge des enfants peut être assurée par une tierce personne, le travail marchand des

<sup>32</sup> En créole : « fanm pa ta dwe eseye mele zafè gen timoun ak al travay deyò kay la ».

femmes est admis par 79.1% des RSI. Même si deux tiers des RSI estiment que « l'enfant en bas âge peut souffrir du fait que sa mère travaille hors du domicile ».

La reconnaissance implicite de l'importance du travail des femmes trouverait ses racines selon Neptune Anglade (1986 : 52) dans le « contrat tacite entre les sexes » selon lequel « le masculin (en tant que groupe social) « a dû concéder » au féminin (en tant que groupe social) certains secteurs d'activité économique pour lui permettre d'assumer l'éducation des enfants et la survie de la famille ». Ce contrat aurait été établi dans le cadre d'une économie d'oppidum, économie de guerre permanente (1750-1950), du marronnage de la période coloniale, au marronnage-repli sur les mornes en passant par le soldat-cultivateur des années de l'indépendance<sup>33</sup>.

Mais faire de l'économie de guerre une donnée permanente dans l'histoire d'Haïti n'est pas convaincant. D'autant qu'elle ne constitue pas nécessairement l'explication de la présence importante des femmes (en général) sur le marché du travail (Charles 1991 : 480-481). Il faudrait s'interroger sur le rôle des structures et des évolutions économiques (en cas d'appauvrissement, le travail des femmes devient obligatoire), sur les changements de mentalités et leurs déterminants. En tenant compte des hétérogénéités respectives de l'ensemble des hommes et de l'ensemble des femmes sur le plan socio-économique.

### ***Infirmière : un métier féminin, mais six métiers sur douze conviennent aux femmes comme aux hommes***

Historiquement, on a pu penser qu'il existait – qu'il existe encore – des « métiers féminins » (Perrot 1998 : 203). Ces métiers sont censés permettre aux femmes de mener de front l'activité professionnelle et le travail domestique, et s'inscrivent dans le « prolongement des fonctions « naturelles, maternelles et ménagères » (Perrot 1998 : 201) attribuées aux femmes. Ils renvoient à des qualités féminines, c'est-à-dire « des qualités « innées », physiques et morales » (Perrot 1998 : 202) comme le doigté ou la discrétion. Une liste de métiers ou professions a été soumise aux individus sélectionnés aléatoirement dans les ménages (RSI) en vue de connaître leur opinion sur une éventuelle spécialisation selon le sexe de tel(le) ou tel(le) métier ou profession.

Il y a bien quelques métiers « sexués ». Etre mécanicien, ouvrier de chantier ou chauffeur de véhicule convient mieux aux hommes selon plus de 70% des RSI interrogés. Le métier de personnel soignant (infirmier/infirmière) est en revanche considéré comme un métier féminin par 73.5% des RSI. Par contraste 77.3% des RSI pensent que la profession de médecin convient aux hommes et aux femmes. Ainsi, les résultats de l'ECVH viennent brouiller l'image de l'opposition traditionnelle femme-infirmière / homme-médecin explicite dans les manuels scolaires haïtiens (Célestin-Saurel 2000 : 19).

<sup>33</sup> Bastien (1985 : 123) rapporte, dans cette perspective, que « la raison invariablement invoquée pour expliquer (la prise en charge des activités commerciales par les paysannes) était que l'homme ne pouvait aller à la ville ou au marché sans courir le risque d'être enrôlé dans l'armée. Pour échapper au service militaire obligatoire, il préféra donc envoyer sa femme au marché ».

Tableau 20

Distribution en pourcentage (%) de RSI selon leur conception de la division sexuée des postes de travail ou des professions

Poste ou profession	Conception de la division sexuée des postes ou des professions				Total	Echantillon
	Convient mieux aux hommes	Convient mieux aux femmes	Convient aux deux	NSP		
Travailleur(se) social(e)	11.7	14.7	64.7	9.0	100.0	7027
Policier(ère)	23.8	1.3	73.8	1.1	100.0	7087
Secrétaire	6.5	44.5	47.1	1.9	100.0	7073
Mécanicien	78.1	1.3	19.9	0.6	100.0	7085
Infirmier(ère)	2.4	73.5	23.6	0.5	100.0	7090
Directeur(rice) d'une banque	35.4	1.5	60.1	3.0	100.0	7076
Médecin	20.2	1.7	77.3	0.7	100.0	7088
Directeur(rice) d'une entreprise multinationale	37.1	1.7	56.8	4.3	100.0	7051
Ouvrier de chantier	73.2	2.0	23.4	1.4	100.0	7079
Personnel domestique	4.6	39.2	55.3	0.9	100.0	7027
Employé(e) de la voirie	9.4	24.1	65.7	0.8	100.0	7081
Enseignant(e)	12.0	2.0	85.7	0.3	100.0	7089
Cultivateur(rice)	46.2	1.3	52.0	0.6	100.0	7089
Chauffeur de véhicule	79.5	0.8	18.8	0.9	100.0	7083

Dans d'autres cas, les opinions sont relativement partagées, avec un biais moins marqué sur l'un ou l'autre sexe. Si respectivement 44.5% et 39.2% des RSI pensent que le métier de secrétaire et le fait d'être personnel de maison conviennent mieux aux femmes, ils sont 47.1% et 57.3% à dire qu'ils voient aussi bien les femmes que les hommes dans de telles occupations. De même, alors que 46% des RSI affirment que le métier de cultivateur(rice) convient mieux aux hommes, 52% l'attribuent aux deux sexes.

Ceci étant, pour les autres métiers ou professions proposés, il n'y a pas de connotation particulière à l'un ou l'autre sexe. La majorité des RSI (entre 65% et 90%) estiment que les femmes et les hommes peuvent exercer les métiers de travailleur social, de médecin, d'enseignant, d'employé de voirie et dans une moindre mesure être employé(e) de maison ou secrétaire. Cette appréciation vaut également pour le métier de policier(ère) (73.8%). Il s'agit, bien entendu, d'opinions globales, aucune question n'ayant été posée sur le niveau des postes que peuvent occuper les hommes et les femmes pour ces métiers ou ces professions-là. Reste qu'il n'y a pas forcément une opposition ouverte systématique à ce que les femmes occupent des postes de direction. En effet, être directeur(rice) d'une entreprise multinationale ou d'une banque convient aux deux sexes selon 60.1% et 56% des RSI. Il y a bien évidemment des irréductibles puisque 35.4% et 37.1% des RSI affirment que ces postes-là conviennent mieux aux hommes.

En somme, hormis quelques spécialisations bien marquées, il existe, dans les opinions exprimées, une ouverture non négligeable à l'égard de l'affectation des femmes aux divers métiers ou professions. Ceci

relève de la reconnaissance du travail marchand des femmes. Il faut aussi compter avec l'évolution des mentalités déjà perceptible à travers la quasi-disparition du refus de scolariser les filles, la scolarisation à parité des filles et des garçons (Lamaute-Brisson, Chapitre Education, ce volume), et l'acceptation fortement partagée du fait que les femmes poursuivent leurs études (89.6% des RSI). Sur ce dernier point, plus de 85% des RSI de 30-59 ans expriment leur accord tandis que l'acceptation est un peu moins répandue chez les 60 ans et plus (76.6%). Mais il ne faut pas manquer de souligner que l'énoncé « poursuivre ses études » est vague. Il ne dit pas jusqu'où les filles/les femmes peuvent aller<sup>34</sup>. Il n'en demeure pas moins que ces « évolutions » devraient être étudiées de près.

Il faut souligner que, dans les faits, les femmes sont encore majoritaires (55.7%) dans les professions peu qualifiées (ouvriers et employés non-qualifiés). Tandis qu'elles ne comptent « que » pour 43.9% des professions intellectuelles et scientifiques, 36.6% des professions intermédiaires et 32.3% des employés de type administratif. De plus, si 60% d'entre elles sont classées sous la rubrique « membres de l'exécutif et des corps législatifs, dirigeants et cadres de direction des entreprises », ceci ne doit pas faire illusion. Plus de 90% de ces femmes rangées (faute de mieux) sous cette rubrique sont en réalité des travailleurs à compte propre<sup>35</sup> – et à ce titre elles dirigent leur entreprise<sup>36</sup>. Ces femmes sont le plus souvent insérées dans des activités peu rémunératrices, notamment en milieu urbain. A supposer que l'évolution des mentalités concerne les femmes déjà présentes dans l'emploi, l'affectation des femmes aux postes de travail ou aux divers types d'emplois ne dépend pas uniquement de l'opinion des individus vivant dans les ménages. Des mécanismes de sélection opèrent dans le monde du travail, en particulier dans les entreprises de salariés, qui peuvent produire une discrimination à l'encontre des femmes. La discrimination prend appui, par exemple, sur les différences de niveaux d'études. Les femmes présentes sur le marché du travail sont généralement moins scolarisées que les hommes. Ce qui explique en partie l'affectation des femmes – ou le choix contraint – aux emplois de faible qualité, peu rémunérateurs. Bien entendu, en amont, les inégalités entre les hommes et les femmes en termes de niveaux d'étude relèvent de l'analyse de genre. A cet égard, l'offre de dotations identiques en éducation est un enjeu majeur.

### ***La participation des femmes à la vie politique : des opinions favorables mais... des conditions « objectives » peu propices***

La participation des femmes à la vie politique recueille l'assentiment d'une large majorité de la population. Respectivement 85.4%, 80.5% et 79.9% des RSI disent être d'accord pour que les femmes votent aux élections politiques, soient membres d'un conseil municipal, ministres ou parlementaires. Les RSI du milieu rural sont un peu moins ouverts puisqu'ils sont moins nombreux à donner leur approbation qu'en milieu urbain. Mais, les distributions des hommes selon leur appréciation des différentes formes de participation à la vie politique sont très proches de celles des femmes. Et cette ouverture exprimée à l'égard des rôles des femmes dans le champ politique est partagée par tous les âges, à ceci près que les individus de 60 ans et plus sont relativement plus nombreux à exprimer un désaccord explicite que les plus jeunes (15-29 ans).

En dépit de cette ouverture dans les perceptions, les femmes investissent peu la vie politique

<sup>34</sup> Il faut rappeler que la poursuite des études se fait à l'intérieur des frontières de la stratification sociale et est perçue comme telle par les parents ou les personnes responsables d'enfants fréquentant le préscolaire ou le primaire au moment de l'enquête (Lamaute-Brisson, Chapitre Education, ce volume).

<sup>35</sup> Elles représentent 70.6% des travailleurs à compte propre sur l'ensemble du pays.

<sup>36</sup> Ce fait est ouvertement reconnu et accepté par une large majorité de RSI (89%).

pour occuper des postes de responsabilité à plusieurs échelons ou pour siéger au parlement. L'autonomie économique éventuellement conquise par les femmes ne sert pas, vraisemblablement, de soubassement à l'intégration du politique (Charles 1991), comme d'ailleurs à la participation dans l'espace associatif (cf. supra). Plusieurs questions sont ici ouvertes.

En premier lieu, l'acceptation exprimée ouvertement peut être éventuellement démentie par les comportements des hommes dans la sphère privée. L'incidence – sous-estimée – des violences contre les femmes dans le couple et les justifications partagées de ces violences indiquent que les rapports de genre sont encore fortement asymétriques, et ceci au détriment des femmes. En second lieu, il est possible que l'acceptation ouverte soit une forme d'instrumentalisation des femmes. Il semble que dans certains cas, les femmes sont mises en avant afin de bénéficier des retombées de projets mettant l'accent sur la promotion des femmes, sans que les mécanismes de décision internes aux ménages ou à la famille soient remis en cause lorsqu'ils sont défavorables aux femmes. En troisième lieu, dans la mesure où la plupart des femmes exerceraient des emplois peu rémunérateurs, les marges d'autonomie réelle pour l'entrée dans le champ politique s'avèreraient in fine très faibles : la gestion de la survie l'emporterait sur l'engagement politique. En quatrième lieu, les femmes connaissent, à date, un handicap de taille. Souvent peu ou pas scolarisées, elles peuvent difficilement s'imposer, en tout cas pour les postes de responsabilité, y compris à l'échelon local. Les effets des avancées récentes dans la parité des sexes en matière de scolarisation des enfants ne se manifesteront que demain. Enfin, il n'est pas évident que le monde politique en tant que tel partage l'ouverture manifestée par une large majorité de la population.

Au total, l'expression ouverte d'un refus marqué, de la présence des femmes dans l'espace public n'est pas majoritaire ou systématique en Haïti. On ne peut cependant en inférer que l'analyse de l'espace public sous l'angle des rapports de genre n'est pas pertinente. Puisqu'il faut aller au-delà des réponses des enquêtés, creuser les mécanismes « objectifs » qui tiennent encore les femmes éloignées de l'espace public politique et produisent une insertion défavorable des femmes dans le travail marchand.

Ceci est d'autant plus important que les mécanismes de contrôle des femmes à l'intérieur de la sphère domestique ne sont pas systématiquement élucidés à date. On connaît, en partie, les raisons de la violence. Mais il n'y a pas que cela : qu'en est-il entre autres des mécanismes de prise de décision au sein des ménages, au sein du couple, entre coopération et conflit ? Cette question est d'importance lorsque l'on se rend compte que le désir de contrôle de la vie privée des femmes n'est pas absent des perceptions : si 40% des RSI interrogés manifestent leur accord quant au fait, pour une femme, de vivre seule dans son appartement, 44.7% expriment nettement leur désaccord. Cette polarisation laisse à penser que l'ouverture à la participation des femmes à l'espace public peut avoir pour contrepartie des mécanismes plus subtils de contrôle des femmes dans la sphère domestique. D'autant que la socialisation à l'école participe de la transmission d'un certain nombre de stéréotypes sexuels (Célestin-Saurel 2000).

Si le travail marchand des femmes est reconnu dans les manuels scolaires haïtiens, l'assignation des femmes aux tâches domestiques y est fortement prégnante, alors que les hommes sont très peu représentés dans ces tâches (Célestin-Saurel 2000 : 24). C'est dire que la double journée (de travail domestique et de travail marchand) des femmes est bien inscrite dans les manuels scolaires<sup>37</sup>.

<sup>37</sup> D'autre part, les femmes sont cantonnées dans certaines activités éducatives (jouer avec, soigner, réprimander les enfants) alors que les hommes aident plutôt les enfants à apprendre (Célestin-Saurel 2000 : 18).



Il est vrai que Célestin-Saurel (2000 : 43) reconnaît que « les livres reproduisent fréquemment des stéréotypes qui font écho à des préjugés qui ne correspondent plus à notre société en transformation. (...) les auteurs ne tiennent pas compte de l'évolution de notre société haïtienne », évolution que traduisent partiellement les réponses obtenues dans l'ECVH. Néanmoins, la persistance de ces stéréotypes dans les manuels expliquerait, en partie, la présence de contingents non négligeables de personnes en désaccord (entre 20% et 30%) avec la plupart des énoncés favorables aux vies publiques des femmes.

### **De la confiance interpersonnelle, au-delà du « capital social »**

Depuis quelques années, les débats autour de la formation du lien social et de l'instauration d'institutions favorables au développement économique mobilisent le concept de capital social. On trouve de multiples définitions du capital social. Pour Putnam, ce vocable désigne les « caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance, qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel ». En revanche, pour la Banque Mondiale, le capital social « se réfère aux institutions, aux relations et aux normes qui configurent la qualité des interactions sociales (...) ; le capital social n'est pas seulement la somme des institutions qui forment la société, il est la colle qui les fait tenir ensemble » (Banque Mondiale s.d.)<sup>38</sup>.

Par-delà la diversité des définitions, le capital social est communément considéré comme crucial pour la coopération entre les individus ou entre les groupes, cette coopération étant elle-même déterminante pour expliquer le développement économique, la réussite (prospérité) ou l'échec des nations (Fukuyama 1995 ; Putnam 1996). La coopération repose non seulement sur des normes et des valeurs partagées, mais aussi et surtout sur la confiance<sup>39</sup>. Putnam (1995) affirme le rôle central de la confiance. La participation associative – qui configure l'espace public – repose sur le capital social qui se rapporte pour sa part « aux relations entre individus, aux réseaux sociaux et aux normes de réciprocité et de confiance qui en émergent », ajoutant plus loin qu'une « société caractérisée par la réciprocité généralisée est plus efficiente qu'une société méfiante, de la même façon que la monnaie est plus efficiente que le troc » (Putnam, 1995).

Ces idées imprègnent aujourd'hui l'activité de conceptualisation et de mise en place d'indicateurs sociaux (Gadrey, Jany-Catrice 2003). Ainsi, l'OCDE préconise-t-elle – à la suite de Putnam – l'adoption d'un indicateur de confiance sociale. Il s'agit du pourcentage de personnes qui déclarent que l'on peut faire confiance à la plupart des gens pour appréhender l'existence du capital social dans les pays<sup>40</sup> (Gadrey, Jany-Catrice 2003 : 50).

L'ECVH comporte une question permettant de construire un tel indicateur. Deux modalités de réponse ont été proposées aux personnes interrogées, l'une indiquant une confiance plutôt généralisée (« on peut faire confiance à presque tout le monde »), l'autre indiquant la méfiance (« il faut faire attention / fòk ou veye sou zo w »). Si la méfiance l'emporte, on ne peut pour autant en inférer que la formation

<sup>38</sup> Voir : What is social capital ? (s.d.), <http://www.worldbank.org/poverty/scapital>

<sup>39</sup> Encore qu'il existe plusieurs raisonnements sur la relation entre capital social et confiance. Pour Putnam (1995), l'enchaînement est le suivant : relations – confiance – comportements coopératifs – résultats (sécurité, prospérité, démocratie, bonheur). Pour Fukuyama (1995), la séquence est la suivante : confiance – capacité de s'associer – grandes organisations (grandes entreprises privées) – productivité – compétitivité et puissance économique.

<sup>40</sup> Pour l'OCDE qui définit le capital social comme ce qui « correspond, (...) à des réseaux ainsi qu'à des normes, valeurs et convictions communes » (OCDE 2001 : 47), « on peut considérer la confiance à la fois comme une source de capital social et un résultat de ce capital, comme une valeur de remplacement très proche de nombreuses normes, convictions et valeurs qui sous-tendent la coopération sociale » (OCDE 2001 : 47).

de l'espace public est impossible. D'une part, le concept de capital social est hautement contestable. D'autre part, rendre service aux autres est considéré comme important ou très important par la majorité des RSI.

### ***Une méfiance généralisée : du "mauvais" capital social ?***

Près de neuf individus sur dix (88.8%) affirment qu'il faut être sur ses gardes, les autres expriment leur confiance (10%) ou déclarent ne pas savoir quelle attitude choisir (1.2%).

**Tableau 21**

Distribution en pourcentage (%) des RSI selon la confiance accordée à l'autre par milieu de résidence

Confiance accordée à l'autre	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Fait confiance à presque tout le monde	6.7	8.0	11.7	10.0
Fait attention	92.9	91.3	86.6	88.8
NSP	0.4	0.7	1.6	1.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	978	1136	4912	7026

Si la méfiance est un peu plus répandue dans les milieux urbains (entre 91% et 93%) qu'en milieu rural (86.6%), le sexe, l'âge, le niveau d'étude et le niveau de revenu du ménage d'appartenance n'introduisent pas de différenciations sensibles.

Une première interprétation, dans le droit fil des tenants du capital social évoqués plus haut, consisterait à affirmer que la société haïtienne ne dispose pas d'un stock de capital social (en termes de confiance) permettant la coopération entre les individus qui la composent. Si chacun ne fait pas confiance à l'autre, alors le lien social est impensable. Mais dans la mesure où les individus entretiennent des relations entre eux, d'aucuns affirment comme le rapporte Ponthieux (2003 : 78) que l'on est en présence d'un mauvais capital social (« perverse social capital »). Celui-ci rend impossible la construction de collectifs, la prospérité, ou débouche sur des solidarités fermées tendant à exclure (Portes, Landolt 1996 ; Ritaine 1998).

Les deux démarches sont contestables car le concept même de capital social est flou, insaisissable. On ne sait si le capital social est un bien privé ou un bien public, une « propriété de l'individu » ou une « caractéristique des relations sociales » (Méda 2002 : 41). De plus, la construction du concept procède d'une confusion entre les sources du capital social et les bénéfices qui en découlent (Portes, Landolt 1996). L'existence du capital social n'est repérée que par ses effets ou ses bénéfices<sup>41</sup>.

### ***Rendre service aux autres ou l'absence de clôture sur l'individu***

Le concept de capital social ainsi écarté, il importe de souligner que la méfiance ne débouche pas sur une clôture absolue sur l'individu. Interrogés sur leur perception du fait de rendre service aux autres comme forme de socialisation, les RSI déclarent dans leur grande majorité que ceci est important. 43.5% estiment en effet que rendre service aux autres est important et 42.5% le jugent très

<sup>41</sup> Par exemple, un individu qui aurait obtenu un crédit accordé par des amis est considéré comme un détenteur de capital social. Tandis que ceux qui n'auraient pas eu accès au crédit sont classés comme non-détenteurs de capital social, même s'ils ont des amis qui n'ont tout simplement pas les moyens de leur faire un crédit.



important. Et il n'y a pas de contrastes sensibles selon les caractéristiques socio-démographiques des individus ou selon le niveau de revenu du ménage. Ici, comme dans la question relative à la confiance interpersonnelle, les autres forment une catégorie très générale, qui n'appartiennent pas nécessairement aux instances ou aux lieux de socialisation fréquentés de près ou de loin par les personnes interrogées. D'où le caractère remarquable de l'appréciation portée sur le service rendu aux autres, sans préjuger de la « bonté » d'une telle démarche.

### **Entre le privé et le politique : un espace public intermédiaire**

Rendre service aux autres demeure du domaine du privé. D'autres informations attestent d'un fort attachement des individus à la sphère privée. Pour autant, l'usage des médias, la confiance dans certaines institutions et une participation associative non négligeable sont autant d'indices de l'existence d'un espace public intermédiaire entre le privé et le politique.

### **Un fort attachement à la sphère privée : entre famille, amis et église**

La famille et les amis constituent deux points d'ancrage majeurs des individus. Près de neuf personnes sur dix estiment que la famille est très importante dans leur vie. On est ici en plein cœur de la vie privée. Les caractéristiques socio-démographiques des individus ou les caractéristiques socio-économiques de leurs ménages d'appartenance ne viennent introduire aucun contraste marqué dans cette quasi-unanimité. Parallèlement, les amis sont importants (41.9%) ou très importants (47.5%) pour une très grande majorité de la population (89.4%).

**Tableau 22**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon l'importance accordée à la famille, aux amis et à la religion par milieu de résidence

Forme ou instance de socialisation	Degré d'importance accordé	Milieu de résidence			Ensemble
		Aire métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Famille	Très important	92.0	88.7	86.9	88.3
	Important	7.7	9.8	11.6	10.4
	Pas très important	0.1	0.9	0.9	0.7
	Pas important du tout	0.2	0.6	0.5	0.5
	NSP	-	-	0.1	0.1
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Amis	Très important	42.6	40.3	50.9	47.5
	Important	44.0	49.7	39.3	41.9
	Pas très important	8.6	6.7	7.6	7.7
	Pas important du tout	4.8	3.1	2.0	2.8
	NSP	-	0.1	0.2	0.1
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Religion	Très important	66.0	68.7	65.1	65.9
	Important	23.6	26.8	26.9	26.1
	Pas très important	7.8	3.4	5.9	6.0
	Pas important du tout	2.5	0.9	1.4	1.6
	NSP	0.1	0.2	0.6	0.4
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Ceci s'accompagne d'une forte valorisation de la religion : deux individus sur trois estiment que la religion – indépendamment des confessions – est très importante dans leur vie, et un quart pensent qu'elle est importante. Relevant par excellence du privé au sens de l'intimité individuelle, la religion donne aussi lieu à une socialisation particulière des individus, une socialisation fondée sur une foi commune, partagée.

**Tableau 23**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon le degré de confiance accordée à l'Eglise, aux hougans ou au vodou par milieu de résidence

Institution	Degré de confiance	Milieu de résidence			Ensemble
		Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Eglise	Beaucoup	68.0	82.2	76.4	75.2
	Une bonne dose	22.6	14.5	17.4	18.2
	Pas beaucoup	3.9	2.3	3.7	3.6
	Aucune	5.5	0.9	2.2	2.8
	NSP	-	0.1	0.3	0.2
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0
Hougans/Vodou	Beaucoup	2.3	2.1	4.4	3.6
	Une bonne dose	4.2	4.7	7.3	6.2
	Pas beaucoup	15.1	8.7	13.0	12.9
	Aucune	78.4	84.0	73.3	76.0
	NSP	-	0.5	2.0	1.3
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0

L'importance de cette vie privée est confortée par la grande confiance accordée par les individus à l'église. Trois quarts d'entre eux déclarent faire beaucoup confiance à l'église et 18.2% font confiance à l'église. Si l'église est d'abord une institution, le rapport entre celle-ci et les individus touche essentiellement à la vie privée de ceux-ci, qu'il s'agisse du choix et du vécu de la foi et des valeurs, ou de la célébration d'événements privés (naissance, mariage, décès, etc.).

On notera que la majorité (76%) des personnes enquêtées déclare ne faire aucune confiance aux hougans (prêtres vodou) ou au vodou en général. Ceci témoigne, encore une fois des réticences à déclarer les appartenances réelles à la religion vodou qui régit, elle aussi, la vie privée.

### ***Le rapport à la presse et aux médias : une confiance mesurée, un usage important mais circonscrit***

Ce fort attachement à la vie privée n'est pas exclusif d'une vie publique au-delà des appartenances familiales ou des croyances. La vie publique se tisse d'abord à travers les échanges d'informations sur les événements qui se produisent dans la société. Ces échanges se produisent sur les marchés, les guaguères, à l'église... Les médias tels que les journaux, la radio et la télévision participent de la production et de la diffusion des informations sur la vie politique, économique, culturelle qui viennent alimenter les espaces de sociabilité et éventuellement la formation d'une

ou de plusieurs « opinions publiques » dès lors que la population fait un usage plus ou moins étendu des médias.

D'un point de vue institutionnel, la confiance accordée à la presse est mesurée à l'échelle nationale. Dans l'ensemble, trois quarts des RSI font peu ou prou confiance à la presse. Mais, les nuances sont importantes.

**Tableau 24**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon le degré de confiance accordée à la presse par milieu de résidence

Degré de confiance envers la presse	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Beaucoup	7.7	12.8	12.6	11.5
Une bonne dose	41.3	36.2	32.5	35.1
Pas beaucoup	38.3	28.4	24.8	28.5
Aucune	9.0	14.9	15.2	13.7
NSP	3.7	7.7	14.9	11.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

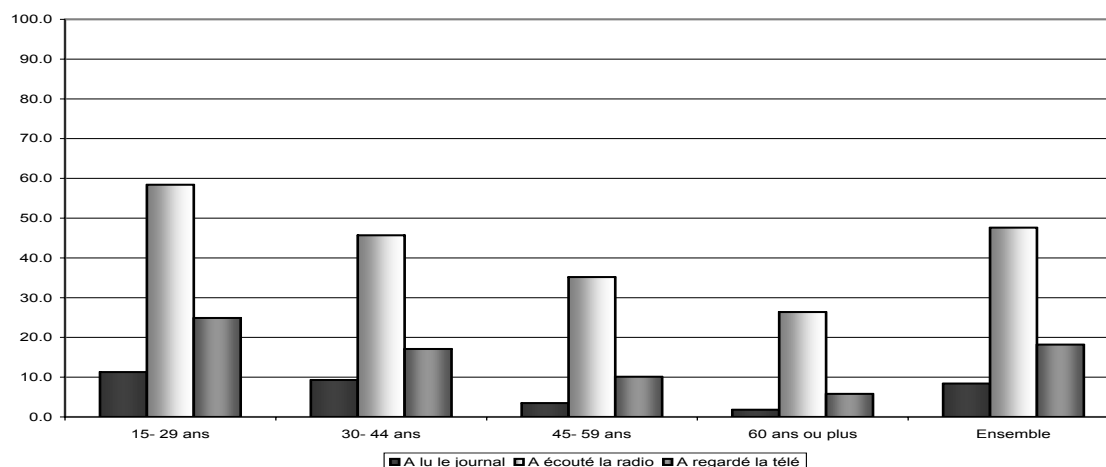
11.5% seulement des individus font beaucoup confiance et 28.5% n'ont pas une très grande confiance dans la presse. Entre les deux, un peu plus d'un tiers font simplement confiance à la presse.

Parallèlement, l'usage des médias est loin d'être négligeable<sup>42</sup>. Certes, il existe des contrastes importants selon le type de média. La radio - qui figure d'ailleurs comme l'un des biens durables les plus courants dans les ménages - fait l'objet d'un usage relativement étendu par les personnes de 15 ans et plus (47.6%), tandis que respectivement 18.2% et 8.4% de cette population ont regardé la télévision et ont lu un journal.

L'usage des médias est un phénomène plus urbain que rural. Par exemple, 75.5% et 60.2% des individus de 15 ans et plus de l'Aire métropolitaine et des autres villes ont écouté la radio contre 33.8% en milieu rural. Il est plus fréquent chez les hommes que chez les femmes, avec un écart important pour la lecture du journal (10% des hommes contre 6.2% des femmes). C'est aussi une question de génération : les jeunes de 15-29 ans lisent le journal, écoutent surtout la radio et regardent la télévision plus fréquemment que les individus appartenant aux tranches d'âge supérieures.

**Graphique 11**

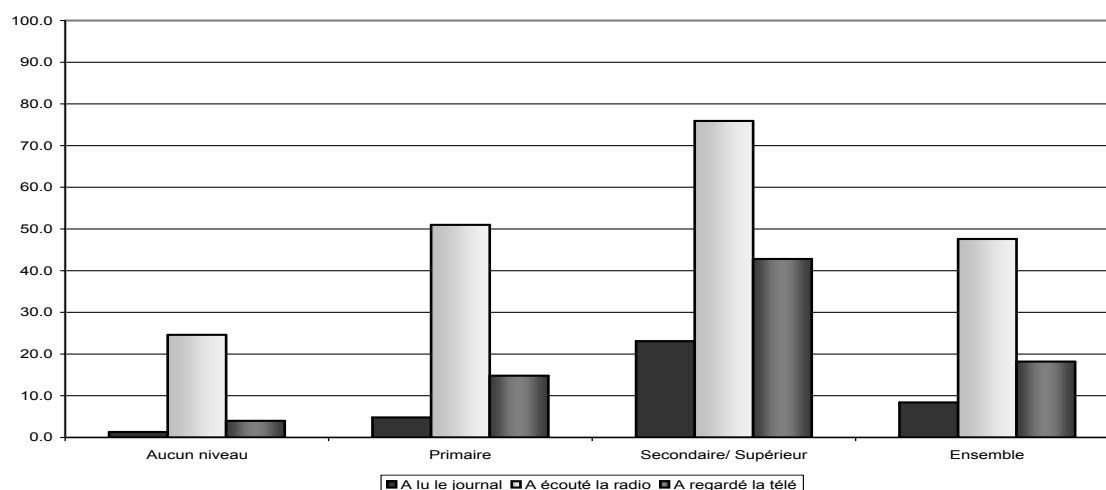
Proportion (%) des individus ayant lu le journal, écouté la radio, regardé la télé au cours de la semaine précédant l'enquête par tranche d'âge



C'est aussi une affaire d'éducation : respectivement 23.1%, 75.9% et 42.8% des individus ayant un niveau d'étude secondaire ou supérieur ont lu le journal, écouté la radio, regardé la télévision au cours de la semaine précédant l'enquête contre 1%, 24% et 4% des individus sans instruction. Enfin, la consommation des médias tient aussi au niveau de revenu du ménage : respectivement 18.2%, 70.1% et 42.2% des 15 ans et plus vivant dans les ménages les plus riches (dernier quintile du revenu) ont lu le journal, écouté la radio et regardé la télévision contre 2.9%, 25.2% et 4.9% de ceux vivant dans les ménages les plus pauvres (premier quintile du revenu).

**Graphique 12**

Proportion (%) d'individus ayant lu le journal, écouté la radio, regardé la télé au cours de la semaine précédant l'enquête par niveau d'étude atteint



En somme, l'accès aux informations de tout ordre est globalement important à travers la radio mais demeure relativement circonscrit puisque seules certaines catégories font, plus fréquemment que d'autres, usage des médias. La vie publique fondée sur l'accès aux informations est donc d'abord celle de ces catégories.

### ***Syndicats de travailleurs, coopératives agricoles et organisations populaires : une confiance partagée***

La "consommation" des informations n'est pas en soi synonyme d'un engagement plus ou moins fort dans la vie publique au sens de vie collective fondée sur la défense d'intérêts communs, qu'il s'agisse d'intérêts catégoriels (travailleurs, paysans) ou d'intérêts de portée plus générale (droits citoyens). La confiance envers les collectifs comme les syndicats de travailleurs, les coopératives agricoles et les organisations populaires est, à l'instar de celle exprimée à l'égard de la presse, mesurée.

**Tableau 25**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon le degré de confiance aux syndicats de travailleurs, aux coopératives agricoles et aux organisations populaires par milieu de résidence

Institution	Degré de confiance	Milieu de résidence			Ensemble
		Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
<b>Syndicats de travailleurs</b>	<b>Beaucoup</b>	<b>3.1</b>	<b>9.6</b>	<b>11.5</b>	<b>9.2</b>
	Une bonne dose	22.9	33.8	29.4	28.5
	Pas beaucoup	44.4	26.4	23.4	28.8
	Aucune	22.5	19.5	17.5	19.0
	NSP	7.1	10.7	18.2	14.5
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0
<b>Coopératives agricoles</b>	<b>Beaucoup</b>	<b>3.6</b>	<b>11.1</b>	<b>13.8</b>	<b>11.0</b>
	Une bonne dose	27.1	42.7	34.2	33.7
	Pas beaucoup	41.3	23.1	20.1	25.5
	Aucune	20.4	15.4	15.6	16.7
	NSP	7.6	7.7	16.5	13.1
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0
<b>Organisations populaires</b>	<b>Beaucoup</b>	<b>1.9</b>	<b>6.2</b>	<b>9.8</b>	<b>7.4</b>
	Une bonne dose	17.5	24.8	23.4	22.2
	Pas beaucoup	34.4	22.5	21.4	24.6
	Aucune	43.1	38.9	32.4	35.9
	NSP	3.1	7.6	13.0	9.9
	Total	100.0	100.0	100.0	100.0

64% et 66% des individus font confiance aux syndicats de travailleurs et aux coopératives agricoles. Mais les nuances sont là. 28% et 25% ne font pas beaucoup confiance à ces organisations tandis que 9% à 11% leur font beaucoup confiance. L'expression générale de la confiance, quel qu'en soit le degré, est moins forte pour les organisations populaires puisque 35.9% des RSI déclarent n'accorder aucune confiance à ce type de regroupement.

***Une participation restreinte mais non négligeable à la vie associative***

De la confiance à l'engagement dans l'un ou l'autre de ces collectifs, ou dans d'autres organisations (organisations paysannes, de femmes, de jeunes, organisations sociales, sportives, culturelles, groupes liés à l'église, organisations politiques), il y a bien sûr des choix. Ceux-ci ont déterminé l'appartenance de près d'un quart (24.4%) des individus de 15 ans et plus à l'une ou l'autre des organisations énumérées plus haut. C'est un chiffre inférieur à l'expression de la confiance, mais il est loin d'être négligeable.

L'appartenance à une organisation quelconque connaît des ampleurs comparables d'un milieu de résidence à l'autre ou selon le sexe. Ainsi, respectivement 23.4% et 25.3% des hommes et des femmes de 15 ans et plus (RSI) déclarent être membres d'une organisation.

Ceci étant, faire partie d'une organisation est plus fréquent chez les jeunes de 15-29 ans (26%), (24.3%) chez leurs aînés de 30-44 ans, (23.8%) chez ceux de 45-59 ans que chez les vieux de 60 ans et plus. Moins de 20% de ces derniers participent à la vie associative. Par ailleurs, la fréquence de l'appartenance aux organisations augmente avec le niveau d'étude et le niveau de revenu du ménage. Ainsi 31.7% des individus de niveau secondaire ou supérieur sont membres d'une organisation contre 17% de ceux sans instruction. De même, 30% des individus issus des ménages les plus riches sont membres d'une organisation contre 18% de ceux issus des ménages les plus pauvres.

Il ne semble pas que les individus s'engagent, pour la plupart, dans plusieurs organisations qui pourraient relever de domaines différents. En effet, les individus ne sont membres que d'une organisation en moyenne, quel que soit le milieu de résidence, le sexe ou le niveau de revenu du ménage.

***Les distances à l'égard du politique***

Alors que la participation à un espace public intermédiaire est plutôt remarquable, prendre de la distance à l'égard de la politique semble être un comportement partagé. On reconnaît que la politique gouvernementale a une influence sur l'individu et sa famille. Toutefois, la politique n'est guère perçue comme un champ d'engagement.

***La politique gouvernementale a une influence très importante sur l'individu et sa famille***

91.8% des RSI affirment que la politique gouvernementale a une influence très importante sur leur vie et celle de leur famille, et 7.7% pensent que l'influence de la politique gouvernementale est importante. Au total, la quasi-totalité des répondants reconnaissent que la sphère privée et la situation de leur famille sont déterminées par les choix de politiques publiques. Ceci est une constante, quel que soit le milieu de résidence, le sexe, l'âge, le niveau d'étude ou le niveau de revenu !

***Mais la politique n'est pas prisee***

Parallèlement, pour 55% des individus de 15 ans et plus, la politique n'est pas importante du tout dans leur vie et 20.1% pensent qu'elle n'est pas très importante. Ici, c'est la distance à l'égard de la politique comme forme de socialisation qui est exprimée, à côté d'un fort attachement à la famille ou aux amis (comme on l'a vu plus haut).

**Tableau 26**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon l'importance accordée à la politique comme forme de socialisation dans la vie par milieu de résidence

Degré d'importance accordée à la politique	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Très important	6.2	7.3	7.5	7.1
Important	18.9	12.1	11.7	13.4
Pas très important	27.7	18.0	17.6	20.1
Pas important du tout	46.2	58.9	57.9	55.3
NSP	1.0	3.7	5.4	4.1
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Cette distance est également marquée lorsque l'on s'enquiert de l'intérêt porté aux affaires politiques (« zafè politik »). 44.7% déclarent n'être nullement intéressés (« pas du tout ») et 24.4% ne sont pas beaucoup intéressés. Dans un cas comme dans l'autre, des clivages apparaissent. Les résidents de l'Aire métropolitaine sont plus ouverts à l'égard de la politique comme forme de socialisation et témoignent davantage d'intérêt que ceux du milieu rural ou des autres villes.

**Tableau 27**

Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon le degré d'intérêt porté aux affaires politiques (« zafè politik ») par milieu de résidence

Intérêt porté à la politique	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Beaucoup	11.2	5.3	5.6	6.9
Un peu	14.0	17.8	16.4	16.0
Pas beaucoup	31.7	21.5	22.3	24.4
Pas du tout	37.4	48.3	46.6	44.7
NSP	5.6	7.1	9.1	8.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Mais il est une autre distance : celle exprimée à l'égard des partis politiques. De toutes les institutions énumérées et soumises à l'appréciation des enquêtés, les partis politiques sont les seuls à faire l'objet d'un rejet pour le moins massif : 50% des individus de 15 ans et plus ne leur font aucune confiance.

**Tableau 28**  
Distribution en pourcentage (%) de la population de 15 ans et plus selon le degré de confiance accordée aux partis politiques par milieu de résidence

Degré de confiance accordée aux partis politiques	Milieu de résidence			Ensemble
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	
Beaucoup	1.1	3.4	4.4	3.5
Une bonne dose	12.6	14.8	14.8	14.3
Pas beaucoup	39.0	16.7	20.0	24.0
Aucune	45.0	60.0	50.7	50.7
NSP	2.3	5.1	10.1	7.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Cette défiance est partagée quelle que soit la caractéristique socio-démographique des individus. Elle doit être soulignée car l'énoncé de la question fait référence aux partis politiques en général, indépendamment des tendances ou des courants. Ceci en dit long sur l'existence d'un hiatus entre la population et les partis politiques dont la vocation première serait de représenter celle-ci et donc sur les difficultés d'existence d'un espace public politique.

### **Conclusion: Organisation sociale et conditions de vie**

Ce tour d'horizon des caractéristiques de l'organisation sociale, de la sphère privée à la sphère publique, renvoie principalement aux relations entre les liens sociaux d'une part et les conditions de vie d'autre part. Les conditions de vie déterminent-elles le choix (contraint) des liens sociaux, qu'ils soient d'ordre privé ou public ? Les liens sociaux déterminent-ils les conditions de vie ? Difficile de répondre d'un seul trait à ces questions. D'autant qu'individus et ménages sont ici des objets inertes, ou plutôt des sujets qui ne sont pas étudiés en mouvement, en action. On repère tout au plus des appartenances ou des actes passés. En tout état de cause, il semble bien que certaines appartenances ou certains actes sont plus ou moins fortement liés à certaines conditions de vie. Ainsi du plaçage plus fréquent chez les plus pauvres, les moins instruits, chez les catholiques déclarés. Ainsi du sentiment d'insécurité à domicile éprouvé plus fréquemment par les résidents des milieux urbains et de l'Aire métropolitaine en particulier. Ainsi de l'usage des médias circonscrit aux catégories urbaines, instruites, issues des ménages les plus riches.

Parallèlement, l'analyse révèle des enjeux tant en termes d'études – ultérieures – qu'en termes de politiques publiques et ceci sur trois thèmes : les types d'union, la place des femmes dans la société, la formation de l'espace public.

Le repérage de la fréquence des deux types d'union en vigueur en Haïti, c'est-à-dire le mariage et le plaçage, ne renseigne pas sur les processus sociaux et culturels qui ont conduit au recul du plaçage. Recul qui à date ne menace en rien la forte prégnance de cette forme d'alliance. Surtout, on ne sait pas si les règles du plaçage se sont modifiées, quand, pourquoi. Le changement des règles du plaçage mais aussi l'adaptation aux règles édictées par l'instance étatique peuvent jouer dans le sens du recul de cette forme d'alliance.

L'analyse renvoie une image relativement éclatée des femmes dans l'organisation sociale. Les femmes



sont chefs de ménage, le travail marchand hors domicile des femmes est généralement accepté avec, de surcroît, une ouverture non négligeable à la diversité des postes ou des professions exercées par les femmes. En même temps, l'intégrité physique et psychique des femmes n'est pas respectée dans le couple puisque l'incidence de la violence conjugale est tangible – bien que vraisemblablement sous-estimée – et les légitimations de la violence sont aussi partagées par des femmes. Entre la prise en charge d'une double journée (de travail marchand /domestique) et l'existence de rapports privés dégradants, les femmes n'investissent pas le champ de la politique, tout en participant, encore de manière relativement restreinte, à la vie associative.

Il est vrai aussi que, d'un point de vue très général, la formation de l'espace public semble être difficile. Déjà l'existence d'un espace public intermédiaire entre sphère privée et champ politique est confinée à des catégories particulières, instruites, urbaines et vivant dans les ménages les plus riches. Ensuite, les distances à l'égard de la politique sont marquées, généralisées, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, même si les hommes sont un peu plus nombreux à s'intéresser à la politique.

Mais, il serait utile, d'une part, de procéder à des analyses plus approfondies, plus minutieuses, de la place et des rôles des femmes en faisant apparaître l'hétérogénéité des situations, dans les milieux de résidence, en fonction des niveaux de vie, ou des niveaux d'instruction. D'autre part, la situation des femmes chefs de ménage devrait faire l'objet d'études de type anthropologique ou ethnologique afin de faire le point sur la réception de l'expression "chef de ménage" dans les enquêtes, d'élucider les mécanismes de décision et d'allocation des ressources à l'intérieur du ménage en fonction du genre.

De même, les contours des espaces publics doivent être précisés. Entre autres, l'espace public intermédiaire n'est ici qu'esquissé puisque l'on ne connaît pas précisément les types d'organisation dans lesquelles s'engagent les individus. Alors que certaines organisations – comme les groupements religieux – autorisent des chevauchements entre logiques privées et logiques publiques (Hurbon 2002) qui peuvent limiter l'extension des espaces publics en tant que tels.

## Références bibliographiques

- Aymard Maurice 1995, « Les familles, encore et toujours », in Attias-Donfut Claudine (éd.), *Les solidarités entre générations : Vieillesse, familles, Etat*, Paris : Nathan, pp. 145-154.
- Atria Raul, Siles Marcelo (comp.) 2003, *Capital social y reduccion de la pobreza en América Latina y el Caribe : en busca de un nuevo paradigma*, Santiago de Chile : CEPAL, Michigan : Michigan State University
- Badinter Elisabeth 1986, *L'un est l'autre. Des relations entre hommes et femmes*, Paris : Editions Odile Jacob
- Ballmer-Cao Thanh-Huyen, Mottier Véronique, Sgier Léa 2000, *Genre et politique. Débats et perspectives*, Paris : Gallimard, Folio Essais
- Bastien Rémy 1985, *Le paysan haïtien et sa famille*, Paris : ACCT-Karthala
- Bazabas Dignan 1997, *Du marché de rue en Haïti. Le système urbain de Port-au-Prince face à ses entreprises d' « espace-rue »*, Paris : L'Harmattan
- Bisilliat Jeanne 1996, *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris : Karthala
- Bourdieu Pierre 1993, « A propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, (100), pp. 32-36.
- Brisson Monique 1988, « Situation juridique et constitutionnelle de la femme haïtienne » in Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement (CRESFED), *Théories et pratiques de la lutte des femmes*, Port-au-Prince.
- Budlender Debbie 1997, *The debate about Household Headship*, South Africa Statistics
- Charles Carolle 1991, « Compte-rendu de *L'autre moitié du développement. A propos du travail des femmes en Haïti* » in Hector C. et al. *Haïti et l'après-Duvalier : Continuités et ruptures. Tome II*, Port-au-Prince / Montréal : Editions Henri Deschamps / Editions du Cidihca, pp. 476-482.
- Charles Carolle 1995, « Gender and politics in contemporary Haïti : The Duvalierist State, Transnationalism, and the Emergence of A New Feminism (1980-1990) », *Feminist Studies* 21 (1) : 135-164.
- Célestin-Saurel Myrto 2000, *Les stéréotypes sexuels dans les livres scolaires haïtiens*, Port-au-Prince
- Centre de Promotion de la Femme Ouvrière (CPFO) 1989, *Les entreprises de vente de nourriture cuite dans la zone industrielle de Port-au-Prince. Une étude sur la participation des femmes dans le secteur informel de l'économie urbaine*, Port-au-Prince
- Commaille Jacques 1997, « La régulation politique de la famille », in De Singly (dir.) *La famille. L'état des savoirs*, Paris : Editions La Découverte, pp. 265-277.
- Corten André 2000, *Diabolisation et mal politique. Haïti : misère, religion et politique*, Montréal : Cidihca, Paris : Karthala
- Crenner Emmanuelle 1996, « Insécurité et sentiment d'insécurité », *INSEE Première*, 501.

Degenne A., Forsé M. 1994, *Les réseaux sociaux : une analyse structurale en sociologie*, Paris : A. Colin.

Elson Diane 2000 [1991], « Les préjugés masculins dans le processus de développement : généralités », in Jeanne Bisilliat & Christine Verschuur (dir.), *Cahiers Genre et Développement*, No. 1, Le Genre : outil nécessaire. Introduction à une problématique, Paris : L'Harmattan, pp. 95-103.

Fraisse Geneviève 2000, *Les deux gouvernements : la famille et la Cité*, Paris : Gallimard (Folio Essais)

Fukuyama Francis 1995, *Trust : the social values and the creation of prosperity*, New York : The Free Press

Gadrey Jean, Jany-Catrice Florence 2003, *Les indicateurs de richesse et de développement. Un bilan international en vue d'initiative française*, Rapport de Recherche DARES, Paris : DARES / Ministère de l'emploi et de la solidarité

Gautier Arlette 2000, « Les violences contre les femmes » in Bozon M., Locoh Th., *Rapports de genre et questions de population. Rapport présenté à la Direction de la Population et des Migrations – Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, Paris, INED : 93-100.

Godelier Maurice 1973, *Horizons. Trajets marxistes en anthropologie*, Paris : Editions F. Maspéro

Héritier Françoise 1975, « Les mille et une formes de la famille », *Le Monde*, 24 Décembre.

Héritier Françoise 2000, « Anthropologie de la famille », in Michaud Y. (dir.), *Qu'est-ce que la société ? Université de tous les savoirs*, Paris : Editions Odile Jacob, pp. 467-480.

Hurbon Laënnec 2002, *Pour une sociologie d'Haïti au XXI<sup>e</sup> siècle. La démocratie introuvable*, Paris : Karthala

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) 2000, *Enquête Budget-Consommation des Ménages (EBCM 1999-2000). Volume I. Population, ménages et emploi*, Port-au-Prince

IHSI 2001, *Enquête Budget-Consommation des Ménages (EBCM 1999-2000). Volume II. Revenus, consommation, transferts*, Port-au-Prince

Jaspard Maryse 2000, *Violences envers les femmes et effets sur la santé. Présentation de l'Enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes en France (ENVEFF)*, Communication au Séminaire du CICRED « Les facteurs sociaux et économiques de la santé des femmes », Tunis, 1-17 p.

Jaspard Maryse et al. 2001, « Nommer et compter les violences envers les femmes : une première enquête nationale en France », *Population et Sociétés*, 364 : 1-4.

Lamaute Nathalie 2000, *L'économie informelle en Haïti. Le cas de l'Aire Métropolitaine d'Haïti*, Thèse pour le Doctorat ès Sciences Economiques, Paris, Université de Paris X-Nanterre

Lamaute-Brisson Nathalie 2002, « L'économie informelle urbaine en Haïti », in PNUD, *Situation économique et sociale d'Haïti. Mise à jour pour 2001*, Port-au-Prince, pp. 107-122.

Lamaute-Brisson Nathalie 2002, *L'économie informelle en Haïti. De la reproduction urbaine à Port-au-Prince*, Paris : L'Harmattan, Dunkerque : Innoval

Lamaute-Brisson Nathalie 2003, « L'économie des transferts entre ménages en Haïti. De la sphère domestique à la macro-économie », in PNUD, *Situation économique et sociale d'Haïti. Mise à jour pour 2002*, Port-au-Prince.

Lévi-Strauss Claude 1956, « The Family », in Shapiro H. (éd) *Man, Culture and Society*, New York : Oxford University Press

Lévi-Strauss Claude 1983, « La famille », in *Le regard éloigné*, Paris : Plon, pp. 65-92.

Lévi-Strauss Claude 1996 [1973], « Réflexions sur l'atome de parenté », in *Anthropologie Structurale Deux*, Paris : Plon, pp. 103-135.

Laslett Peter (1972), *Household and Family in past time. Comparative Studies in the Size and Structure of the Domestic Group*, Cambridge (UK) : Cambridge University Press

Locoh Thérèse 1997, « Structures familiales : l'apport de la démographie », in Marc Pilon et al. *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Paris : Centre Français sur la Population et le Développement (CEPED), 11-29.

Méda Dominique 2002, « Le capital social : un point de vue critique », *L'Economie Politique*, 14 : 36-45.

Ministère de la Santé Publique et de la Population 2001, *Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services, EMMUS-III, Haïti 2000*. Pétiion-Ville : Institut Haïtien de l'Enfance, Maryland : Macro International

Montalvo-Despeignes Jacquelin 1976, *Le Droit informel haïtien*, Paris : PUF

Moral Paul 2002 (1961), *Le paysan haïtien. Etudes sur la vie rurale en Haïti*, Port-au-Prince : Editions Fardin

Moser 2000 (1989), « Gender planning in the Third World : meeting practical and strategic gender needs » in Bisilliat Jeanne, Verschuur Christine, *Le genre. Un outil nécessaire. Introduction à une problématique, Cahiers Genre et Développement*, Paris, Montréal : L'Harmattan

Nations-Unies 1980 *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*

Neptune-Anglade Mireille 1986, *L'autre moitié du développement. A propos du travail des femmes en Haïti*, Port-au-Prince : Editions des Alizés, Montréal : ERCE

Parsons Talcott (1955), *Family, socialization and interaction process*, New York : Free Press

Péry Nicole 2001, *Conférence de presse sur les résultats définitifs de l'Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France. Intervention de la Secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle*, [http://www.social.gouv.fr/femmes/actu/discours/33\\_011004np.htm](http://www.social.gouv.fr/femmes/actu/discours/33_011004np.htm)

Perrot Michelle 1998, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris : Editions Flammarion (Champs)

Pierre-Louis Michèle D. 1991, « Regards sur l'entreprise (Témoignages d'ouvrières) », *Chemins Critiques*, 2 (1) : 91-102.

Portes Alejandro, Landolt Patricia 1996, « Unsolved Mysteries : The Tocqueville Files II. The downside of Social Capital », *The American Prospect*, 7 (26), May 1 – June 1

Ponthieux Sophie 2003, *Que faire du « social capital » ?*, Document de travail, Paris : INSEE, Direction des Statistiques Démographiques et Sociales

Putnam Robert 1995, « Bowling Alone. America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, 6(1), pp. 65-78

Putnam Robert 1996, « The Strange Disappearance of Civic America », *The American Prospect (TAP)*, Winter

Putnam Robert 2000, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York : Simon and Schuster

Requier-Desjardins Denis 2000, *On some contributions on the definition and relevance of Social Capital*, document de travail, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, C3ED,

Ritaine Evelyne 2001, « Cherche capital social, désespérément », *Critique Internationale*, 7 (12) : 48-59.

Roché Sébastien 1995, *La société incivile*, Paris : Editions du Seuil

SACAD/FAMV 1993, *Paysans, Systèmes et Crise. Travaux sur l'agriculture haïtienne. Tome 2 : Stratégies et logiques sociales*, Port-au-Prince, Pointe-à-Pitre

Sen Amartya K. 1990, « Gender and cooperative conflicts », in Irène Tinker, *Persistent Inequalities. Women and World Development*, New York : Oxford University Press

Swedberg Richard, Granovetter Mark 1994, « La sociologie économique. Les propositions fondamentales de la sociologie économique », *Revue semestrielle du MAUSS, Pour une autre économie*, 3 : 115-140.

Sommerfelt Tone (éd) 2002, *Les fondements de la pratique de la domesticité des enfants en Haïti*, Port-au-Prince : Ministère des Affaires Sociales, PNUD, UNICEF, OIT/IPEC, Save the Children Canada, Save the Children UK, Oslo : FAFO

Vandal Jean 1986, *Code pénal mis à jour*, Port-au-Prince : Les Editions Fardin

Vieux Serge-Henri 1989, *Le plaçage. Droit coutumier et famille en Haïti*, Paris : Publisud/ACCT

Wakam Jean 1997, « Différenciation socio-économique et structures familiales au Cameroun », in Pilon Marc, Locoh Thérèse, Vignikin Emilien, Vimard Patrice, *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines*, Paris : Centre Français sur la Population et le développement (CEPED), pp. 257-278.

Zucker-Rouvillois Elizabeth, Daguet Fabienne 1997, « La famille : quelle définition ? », *Problèmes Economiques*, No. 2.537, 8 Octobre : 1-6



## **CHAPITRE 6**

### **Economie des ménages en milieu rural**





## CHAPITRE 6

# Economie des ménages en milieu rural

Willy Egset

### Introduction

*Dans presque tous les pays en développement, la pauvreté est à la fois plus largement répandue et plus aiguë en milieu rural qu'en milieu urbain. Une majorité de pauvres à travers le monde vivent en milieu rural. A leurs faibles revenus de base s'ajoutent souvent un manque d'accès aux services publics et aux infrastructures en comparaison avec les zones urbaines (Khan 2000:6). Haïti n'est pas une exception en la matière: deux tiers de sa population et 80% des haïtiens pauvres vivent en milieu rural. De plus, ces derniers sont considérablement plus pauvres que ceux vivant en milieu urbain, étant donné que leur revenu se situe en dessous du seuil de pauvreté, en moyenne entre un et deux dollars par personne par jour, respectivement.*

*Ce chapitre décrit et explique la différenciation économique et sociale parmi les ménages ruraux, en se basant sur l'analyse des systèmes de vie dont les grandes lignes ont été développées tant dans le chapitre précédent que dans d'autres études sur le développement rural et la pauvreté. La question principale d'ordre analytique posée par l'approche des systèmes de vie est celle-ci : «dans un contexte particulier (élaboration des politiques, politique, histoire, agro écologie et conditions socio-économiques), quelles combinaisons de moyens d'existence (différents types de « capital ») permettent la mise en œuvre de quelles combinaisons possibles de stratégies de survie et avec quels résultats ?»*

*La deuxième partie du chapitre étudie des types et des niveaux de ressources variés, le capital<sup>1</sup> des individus, des ménages et celui de la communauté mis à la disposition des ménages ruraux, à partir desquels découlent les flux productifs servant à construire les moyens de survie» (Scoones 1998 : 7). L'analyse se penchera sur quatre principaux types de capital<sup>2</sup> : (a) le capital physique, y compris les ressources naturelles et les actifs physiques des ménages tels que la terre, les instruments et le bétail (b) le capital humain, ou la main d'œuvre que représente le ménage avec ses caractéristiques en termes de savoir-faire, d'âge, de santé et de sexe ; (c) le capital en termes d'infrastructures tel que moyens de transport et services publics ; et (d) le capital social, y compris les réseaux personnels, la liberté d'effectuer des transactions et la capacité d'influencer les décisions politiques touchant les moyens d'existence en milieu rural tant à l'échelle communale que nationale.*

<sup>1</sup> L'usage étendu du concept de capital est contesté. Par exemple, Michael Lipton (Scoones 1998:17), note que le capital est conventionnellement défini comme le stock de ressources productives construit par l'action humaine en investissant les revenus afin d'accroître les futurs bénéfices à tirer d'un intrant donné en main d'œuvre ou en matières premières; ce capital peut être déprécié, consommé ou vendu. Le capital humain et social par exemple, ne correspond pas strictement à cette définition du capital.

<sup>2</sup> Les quatre types de capital représentent une combinaison de Khan (2000 :9) et Scoones (1999 :7-8).

*Une troisième partie analyse les moyens par lesquels « les capitaux » disponibles sont combinés pour aboutir à une série d'activités génératrices de revenus au niveau<sup>3</sup> du ménage, ce qui est désigné ici par l'expression "moyens d'existence". Scoones (1998:9) identifie trois principales stratégies de survie en milieu rural: (a) l'intensification ou la diversification agricole (b) la diversification des sources de revenus entraînant soit une extension des sources de revenus ou un ensemble élargi de mécanismes de réponses; et (c) la migration, i.e. l'abandon du milieu rural.*

*La dernière section du chapitre analyse les résultats, dans le cadre des stratégies de vie mentionnées, en termes de différentes mesures de sécurité sociale, incluant (a) le revenu, la distribution des revenus et la pauvreté monétaire ; (b) le bien-être ; et (c) la vulnérabilité et la résilience.*

## **Les premières réformes agraires en Haïti**

Les importantes structures rurales et agricoles actuelles d'Haïti ont vu le jour durant les guerres révolutionnaires et les processus mis en place après l'indépendance, à la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième. En raison de l'impact durable de ces processus sur les conditions de vie dans le milieu rural contemporain, une brève introduction historique s'impose. Cette introduction s'inspire énormément de la thèse de Mats Lundhal (1979). Elle met l'accent sur la transition de la production des grandes plantations à la petite propriété au début du dix-neuvième siècle, les fondements juridiques faibles de cette transition et le découpage urbain rural qui en a résulté et qui a caractérisé l'histoire politique et sociale d'Haïti depuis cette époque.

### **La fin de la Grande Culture : les premières réformes agraires en Haïti**

Pendant la dernière partie de la période coloniale qui s'est achevée de manière formelle en 1804, Haïti était une économie de plantation basée principalement sur la production de sucre et de café bien que d'autres cultures telles que l'indigo, le coton et le cacao existaient également (Lundahl 1979 :259). Parmi ces cultures, seule la production de sucre, intensive en capital, était organisée sur de grandes plantations ayant une superficie moyenne de 150 à 300 hectares. D'autres denrées étaient également cultivées: le café et l'indigo sur des superficies inférieures à 100 hectares, le coton et le cacao sur des superficies de seulement 10 à 20 hectares (Lundahl 1979 :258). Néanmoins, la production agricole basée sur l'économie de plantation prédominait, lorsque cet aspect de l'ordre colonial - ainsi que d'autres - ont commencé à s'ébranler rapidement vers 1790.

Les guerres à partir de 1790 ont mis fin à l'économie de plantation. Vers la fin du siècle, près d'un tiers des esclaves avaient été tués et beaucoup d'autres avaient rejoint les marrons, la plupart des plantations étaient désertées par leurs propriétaires et la grande majorité des administrateurs avaient quitté l'île.

La production et les exportations de récoltes destinées à la vente se sont effondrées: vers 1795, la production s'est poursuivie sur quelques plantations isolées mais seulement avec des exportations atteignant 1 à 2 % des niveaux de 1789 (Lundahl 1979 :259-260). Ainsi, comme la victoire paraissait imminente pour les forces révolutionnaires, leur leader, Toussaint Louverture, réalisa que pour amener «Saint Domingue à sa splendeur d'antan» (cité dans Lundahl 1979:260), il fallait reconstruire l'appareil de production.

<sup>3</sup> Le niveau des ménages est un choix de niveau d'analyse: les stratégies liées aux sources de revenus peuvent être analysées au niveau des individus, des ménages, de la communauté et même au niveau de la nation.

Toussaint Louverture inaugura donc une politique visant à rétablir la structure des plantations coloniales, politique qui sera poursuivie par Dessalines après 1804 et par ses successeurs jusqu'en 1820. Afin d'empêcher le morcellement des terres, les propriétés de moins de 50 carreaux ne devaient pas être vendues ou achetées et la main d'oeuvre devait être fournie aux plantations par le système de fermage par lequel toute personne non enrôlée dans l'armée ou non enregistrée dans le commerce urbain étaient attachée à une plantation et devait y travailler sous stricte supervision et avec châtiments; personne ne pouvait quitter les plantations sans l'autorisation des autorités (Lundahl 1979 :261). Tandis que quelques propriétaires avaient gardé leurs plantations, beaucoup d'autres étaient expropriés par le gouvernement et leurs terres louées à des officiers et d'autres partisans. Après 1804, le président Dessalines expropria toutes les terres ayant appartenu aux blancs avant 1803 donnant ainsi à l'Etat le contrôle de quelque 66 à 90 % des terres cultivées, lesquelles furent louées aux officiers et à d'autres personnes (Lundahl 1979 :261)<sup>4</sup> L'objectif du rétablissement des plantations était de promouvoir les exportations de sucre, la plus importante et la plus rentable culture parmi les exportations traditionnelles d'Haïti, et également la plus intensive en capital.

Lors de la division d'Haïti en Royaume du Nord et République du Sud en 1806, le Nord a poursuivi la politique de rétablissement des plantations sous le roi Christophe (1806-1820). Néanmoins, au lieu d'affermir la terre, Christophe créa une aristocratie en allouant des terres et des titres aux sujets loyaux et importants, tout en préservant en général la taille des propriétés. En outre, au sein des plantations, les agriculteurs avaient leurs propres jardins où ils cultivaient des produits de subsistance tels que ignames, bananes, haricots et figues bananes (Lundahl 1979:261).

Dans la République de l'Ouest, le Président Alexandre Pétion (1806-1820) suivit une politique complètement différente : Pétion diminua les limites inférieures légales sur les transactions de terrain de 50 à 10 carreaux, distribua des terrains aux officiers et aux soldats à travers des dons et des ventes<sup>5</sup> et abrogea le système de fermage, ce qui eut des effets d'une grande portée. Les habitations furent subdivisées à travers des fermages et des dispositions de métayage, d'autres cultivateurs abandonnèrent les habitations pour s'établir comme squatters sur de petits terrains dans les zones reculées (Lundahl 1979 :264).

Le premier gouvernement d'Haïti, réunifiée sous le Président Boyer (1820-1845) a essayé, après une période initiale de distribution des terres, en échange d'appui politique, de réorganiser la «Grande Culture» sans aucun succès.

Les cultivateurs désertèrent les habitations en grand nombre pour s'établir comme squatters dans les montagnes loin de la supervision stricte et des sévices corporels liés aux plantations. En 1842, à la fin de la présidence de Boyer, toutes les propriétés avaient été morcelées et la population rurale était dispersée en un tiers de paysans possédant des terres de 3 à 10 carreaux, un tiers en squatters et un tiers (à statut non identifié) d'après les données de Lundahl (1979 :264).

La redistribution s'est poursuivie durant les guerres civiles généralisées qui ont caractérisé le reste du

<sup>4</sup> La politique de rétablissement des plantations connut au début des résultats économiques importants : en 1802, les exportations de sucre, de café et de coton atteignaient 38 (sucre), 45 (café) et 58 (coton) pour cent respectivement des niveaux de 1789, comparé à 1-2 pour cent en 1795 (chiffres de Lundahl 261, 262). Les exportations ont diminué encore une fois au cours de la recrudescence des conflits de 1802-1804.

<sup>5</sup> On estime que plus de 100.000 hectares de terre ont été redistribués à quelques 10.000 personnes dans le sud entre 1809 et 1818 (Lundahl 1979 :263).

XIX<sup>ème</sup> siècle, à la fois à travers d'autres programmes de redistribution des plantations et l'occupation des terres du gouvernement et des habitations abandonnées. Cependant, vers la fin du siècle, le processus était largement terminé, la plupart des aspirants paysans étaient établis sur des propriétés de petite taille tandis que les plus grandes propriétés étaient souvent la proie des fomentateurs de coups d'état et de leurs partisans. L'occupation américaine d'Haïti entre 1915 et 1934 a représenté une dernière et vaine tentative pour rétablir la production sur les grandes plantations, entre autres, à travers des concessions aux compagnies américaines de sucre et de fruit. A la fin de l'occupation, seulement deux des grandes plantations américaines sont demeurées en opération (Lundahl 1979 : 266)<sup>6</sup>. Depuis lors, la terre a continué à être morcelée à travers des mécanismes d'héritage qui, en vertu de la législation haïtienne (adaptée du code Napoléon), confère la terre en parts égales à tous les enfants (y compris les enfants reconnus nés hors des liens du mariage) (Lundahl 1979 :278).

### **Le cadre légal et institutionnel qui en résulte : le problème de la faiblesse des droits de propriété**

Le processus de réforme agraire en Haïti, durant le XIX<sup>ème</sup> siècle, a eu pour conséquence la redistribution des grandes propriétés – plantations – en fermes de petite taille exploitées par leurs propriétaires. Mais la nature du processus dans le cadre duquel s'est faite la redistribution a eu comme conséquence que les nouvelles structures de propriété n'étaient pas basées sur des titres légaux ni sur le respect public des droits de propriété.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette situation : tout d'abord, la première vague de redistribution a eu lieu dans un contexte dans lequel presque toute l'organisation juridique et politique, y compris le personnel de l'ancien régime, avait été entièrement détruite par les guerres de l'indépendance, tandis que les pouvoirs administratifs, en excluant l'armée, du nouveau régime étaient faibles et souvent arbitraires. Le royaume de Christophe dans le Nord représentait une exception. Cependant, ses politiques agraires ont été complètement modifiées à sa mort et n'ont pas eu des conséquences durables sur le régime foncier.

Tout aussi important, le processus de redistribution des terres, tel que poursuivi sous le nouveau régime, à l'exception de la réforme partielle de Pétion dans l'Ouest, n'était pas le résultat d'une politique publique déclarée ; il ne fut donc pas sanctionné par l'administration publique.

Sous le règne de Dessalines, la politique de restauration était accompagnée d'une conversion à grande échelle des propriétés privées en domaine public, en partie efficace à promouvoir le travail forcé mais inefficace pour établir un régime foncier formel.

Le grand mouvement de redistribution sous le règne de Pétion n'était pas non plus le résultat d'une politique agraire délibérée. Il était plutôt la conséquence d'une politique de facto, après une phase de restauration du domaine public ainsi que d'autres mesures d'appui (incluant des subventions aux propriétaires lésés par Dessalines). Il faut rappeler que le dernier morcellement des terres avait débuté avec les dons de parcelles aux soldats comme faveur politique (Leyburn 1941:34).

Fondamentalement, le nouveau régime haïtien était faible avec une présence très limitée en province, absorbé par des conflits internes de plus en plus nombreux, qui faisaient de la terre un enjeu, suite

<sup>6</sup> Les raisons de l'échec du rétablissement des plantations : Lundahl (1979 :269-71).

à des changements de fortunes politiques. En même temps, la terre était relativement abondante et après 1804, la majeure partie était propriété de l'Etat. Ainsi, lorsque les propriétaires de plantations ont essayé de recruter des travailleurs pour leurs terres, par la force ou autrement, la plupart des esclaves nouvellement libérés ont préféré la liberté tout en occupant des terres éloignées, difficilement accessibles aux propriétaires ou aux représentants de l'Etat. Et lorsque l'économie de plantation s'est effondrée, les grands propriétaires résidaient dans les villes, tout en lotissant leurs terres au profit de métayers ou en les laissant à la merci d'occupations sauvages (Lundahl 1979 :276). Dans la tradition du droit coutumier, qui s'était développé en lieu et place d'une réglementation foncière officielle, les terres occupées sans titre formel, en sont venues à être au moins aussi protégées que n'importe quelle terre autorisée par l'Etat (Smucker et al 2000 :3).

Le résultat a été un régime foncier complexe et obscur, que plusieurs présidents ont essayé d'amender à l'aide de programmes de cadastres fonciers. Cependant, le scepticisme des paysans par rapport à ces interventions officielles, associé aux coûts financiers et à la rupture potentiellement dangereuse des conventions communautaires, ont bloqué tout processus d'enregistrement complet des terres, depuis la tentative du Président Geffrard dans les années 1860, en passant par l'occupation américaine (1915-1934) et jusqu'à aujourd'hui (Lundahl 1979 :265 ; Smucker et al 200 :11-12).

L'effet potentiel de l'absence de titres officiels et les investissements dans la terre et dans la technologie sont examinés par la suite. Pour commencer, nous décrivons l'accès à la terre, la distribution de la terre et du patrimoine rural tels qu'ils sont de nos jours.

## **Les ressources des systèmes de vie en milieu rural**

### **Les ressources parmi la population rurale**

Le point de départ de l'analyse des systèmes de vie est l'accès des ménages aux différents capitaux naturels, physiques, financiers, humains ou sociaux. L'accès à une grande partie du patrimoine - que ce soit sous forme de propriété, de location, d'utilisation collective, de droits mutuels ou autres - définit la capacité du ménage, selon Ellis (2000 :31), « à entreprendre une production, être sur les marchés du travail, et à participer dans des échanges réciproques avec d'autres ménages », autrement dit, à construire leur système de vie

La section qui suit examine ainsi l'accès à quelques-uns des capitaux naturels, physiques, financiers, humains et sociaux du milieu rural haïtien et la nature de ces derniers.

Le capital naturel inclut «la terre, les ressources hydriques et biologiques » (Ellis 2000 :32) utilisées dans le maintien d'un système de vie. Dans le premier chapitre, qui porte sur l'environnement et les infrastructures, nous décrivons de manière approfondie la situation de l'environnement naturel, qui montre entre autres choses, un grave problème d'érosion. L'accent est mis sur la dotation sous forme de terre, telle qu'elle est disponible aux ménages en tant qu'intrant à la production agricole.

Le capital physique inclut le capital qui « est créé par les processus économiques de production tels que les constructions, les canaux d'irrigation, les routes, les outils, les machines » (Ellis 2000 :32). De plus, on peut inclure les produits chimiques achetés dans la catégorie du capital physique. Les données de l'ECVH couvrent de façon étendue les intrants en capital agricole ainsi que les schémas de base et d'autres plus avancés, permettant ainsi une analyse précise de la modernisation agricole, qui fait défaut dans les études réalisées dans le passé. Finalement, le capital physique inclut aussi



les infrastructures telles que les routes, l'électricité et les télécommunications. Ces biens publics sont cruciaux pour faciliter le mouvement des biens et des personnes, la production de biens et sont, par conséquent, particulièrement critiques pour le potentiel de diversification économique dans le commerce et dans toute production manufacturière.

Le capital financier se réfère aux stocks d'argent, ou à des substituts accessibles au ménage. Dans le cadre d'une économie monétaire non consolidée, l'épargne est détenue généralement sous des formes autres que l'argent liquide, particulièrement le bétail, l'or ou les bijoux, ou les provisions alimentaires (Ellis 2000 :34).

Le capital humain se réfère à la main-d'œuvre disponible pour le ménage, et à sa qualité mesurée par « l'éducation, les savoir-faire et l'état de santé » (Carney 1998, in Ellis 2000 :33). La capacité d'utiliser la main-d'œuvre domestique est particulièrement critique pour les ménages pauvres ayant un accès limité aux autres actifs.

Finalement, le capital social entre de plus en plus dans l'analyse des ressources utilisées par les ménages dans la construction de leurs systèmes de vie, bien que le concept soit plus flou et plus contesté que les autres formes de capital mentionnées précédemment. Une définition étendue fait référence au capital social comme « la réciprocité entre les communautés et les ménages sur la base de confiance dérivée de liens sociaux » (Moser 1998, in Ellis 2000 :36). De façon évidente, les actifs représentés par de tels liens sociaux sont de façon inhérente difficiles à décrire par des méthodes quantitatives, et les données de l'ECVH n'offrent que quelques variables substituts de base - bien qu'intéressantes - de capital social, en particulier l'évaluation de la sécurité par les personnes interrogées dans différentes catégories sociales.

### **Un accès étendu à la terre parmi les ménages ruraux, mais avec des droits de propriété non clairement définis**

Les données de l'ECVH montrent qu'environ 80% des ménages ruraux ont accès à la terre, et 70% d'entre eux ont cultivé leur terre au cours de l'année précédant l'enquête (Tableau 1).

Seulement 3% possèdent des terres qui sont entièrement louées aux autres, tandis que 6% ont accès à des terres qui n'étaient pas exploitées au moment de l'enquête. Le département du Sud-Est possède l'accès le plus étendu à la terre, avec seulement 5% des ménages sans accès à la terre.

La non utilisation de la terre est plus fréquente dans le Nord-Est, reflétant le terrible impact de l'érosion dans ce département.

L'accès à la terre peut se présenter de plusieurs façons. En tant que bien de capital le plus fondamental en milieu rural, une connaissance plus précise de la distribution des terres et des formes de tenure est cruciale pour comprendre les processus et les potentiels de développement rural puisqu'on associe la taille et la tenure des exploitations agricoles à des implications économiques importantes (Binswanger et Elgin 1998 ; Besley 1998 :374).

**Tableau 1**  
Pourcentage des ménages ruraux qui ont accès à la terre, par département

Accès et utilisation des parcelles	Ouest	Sud-Est	Nord	Nord-Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande-Anse	Nord-Ouest	Ensemble
Pas d'accès à la terre	38	5	24	22	16	7	16	20	12	20
Culture des terres	49	85	65	66	76	86	75	69	82	70
Aucune utilisation des terres	4	6	7	12	6	4	6	9	5	6
Location de toutes les terres	8	3	4	-	1	2	3	1	1	3
Régime inconnu	<1	<1	-	-	1	<1	<1	<1	-	<1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Echantillon	824	488	517	280	664	485	587	591	562	4998

L'analyse économique du statut d'occupation fait la distinction entre ces formes d'occupation où les utilisateurs reçoivent le produit de leur travail, et par conséquent, possèdent une forte incitation à maximiser la production, et celles où ils ne reçoivent que le produit marginal de leur travail et ont donc une incitation moindre. Les exploitants propriétaires et les locataires avec des frais de location fixes appartiennent à la première catégorie ; les métayers qui paient un pourcentage fixe de leur production aux propriétaires appartiennent à la deuxième catégorie. Il est généralement admis dans la littérature que « les locataires sont moins efficaces que les propriétaires, mais pas autant qu'on s'y attendrait » (Binswanger et Elgin 1998 :319).

Deuxièmement, le statut foncier de la parcelle exploitée par son propriétaire peut être essentiel pour permettre à celui-ci d'obtenir ou non un crédit pour des investissements. Alors que les locataires peuvent rechercher du crédit auprès de leurs propriétaires, les exploitants-proprétaires doivent de façon générale avoir recours aux marchés formels ou informels de crédit. En raison des revenus moyens plutôt faibles, des risques élevés et covariants de fluctuations des revenus, dues à des variations climatiques et aux prix des produits agricoles, les marchés formels de crédit rural requièrent généralement une garantie physique, dont le plus significatif pour les ménages agricoles est la terre. Théoriquement, si les droits de propriété de la terre ne sont pas bien établis, la garantie est difficilement accessible par le créancier dans l'éventualité d'un non remboursement, i.e. sa valeur de garantie est presque nulle (Besley 1998 :374-6).

De plus, l'absence de droits de propriété bien établis constitue un obstacle de taille aux transactions commerciales relatives à la terre. La question est alors la suivante : qu'est-ce qui constitue un droit de propriété adéquat, qui peut ne pas être uniquement formel ? : des titres légaux comme la théorie a tendance à l'assumer qui seront évoqués plus loin dans un chapitre sur les investissements dans la terre et la technologie.

### ***Huit parcelles sur dix appartiennent à leurs exploitants***

Les enquêtes précédentes, y compris le recensement de 1950 et l'enquête à buts multiples de 1970 ont révélé que la majorité des terres étaient cultivées par leur propriétaires, les estimations étant de 85% des terres en 1950 (Pierre Charles 1965, in Lundahl 1979 :48) et 60% des parcelles en 1970 (IHS 1975, Lundahl 1979 :48). Diverses études régionales et nationales concernant la sécurité alimentaire et celle de la terre, effectuées dans les années 80 et 90, ont trouvé un pourcentage, allant de 70 à 75%, de parcelles, propriété de leurs exploitants, lorsqu'on inclut les parcelles héritées indivises (cité dans Smucker et al. 200 : Tableau 1).

Cependant, des complications surgissent, pour deux raisons principales. La première, c'est la tradition d'usufruit par laquelle l'utilisation de terres par une famille pendant une longue période lui donne progressivement le droit de propriété à la terre, bien que souvent cela ne soit pas sanctionné par un document<sup>7</sup> officiel et légal. Deuxièmement, la terre héritée par les familles reste quelquefois indivise parce que les co-héritiers n'ont pas finalisé les procédures légales pour la sub-division, et le statut de la parcelle individuelle demeure alors légalement mal défini (bien que ce ne soit pas nécessairement le cas en pratique et selon le droit coutumier) (ADRA 1997 : 160).

Nos résultats confirment que la très grande majorité des parcelles agricoles sont exploitées par leurs propriétaires (Tableau 2). Lorsqu'on observe la superficie totale de la terre ou des parcelles, 82% des terres ou des parcelles appartiennent à leurs exploitants, incluant les terres héritées dans l'indivision (Tableau 2). Un pourcentage significatif, soit 34% des terres, a été acheté par le propriétaire actuel.

Il existe seulement de légères variations dans les modes de tenure entre les régions, le pourcentage de « propriétaires » le plus élevé se retrouve dans l'Artibonite, 90%, et le plus faible, dans le Centre. Le métayage est plus répandu dans le Sud où 17% des parcelles sont en métayage.

**Tableau 2**  
Mode de tenure: pourcentage des parcelles

	Ouest	Sud Est	Nord	Nord Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande Anse	Nord Ouest	Ensemble
Terres héritées en partage	31	24	10	23	34	27	17	17	6	22
Terres héritées en indivision	31	31	29	15	13	12	31	27	32	25
Terres achetées	19	28	47	41	42	42	26	29	41	34
Terres en usufruit	0	2	1	1	0	-	1	5	1	1
Terres "possédées"	81	85	87	81	90	81	75	78	80	82
Terres louées	6	3	4	4	5	13	5	5	6	6
Terres en métayage	12	8	7	13	4	4	17	14	13	10
Fermage à long terme	1	3	1	0	1	-	1	1	-	1
Autres	0	1	2	2	1	2	0	2	1	1
Terres non possédées	19	15	13	19	10	19	25	22	20	18
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Echantillon	839	1130	618	300	945	892	965	916	990	7595

\*N'implique pas nécessairement des titres de propriété, voir ci-dessous

### **Les statuts fonciers mixtes sont rares**

En raison du fait que la plupart des cultivateurs possèdent plus d'une parcelle, une caractérisation générale du mode de tenure ne peut être déduite directement à partir de la distribution des modes de tenure des parcelles ou du terrain pris globalement. On s'attendrait à ce que les petits propriétaires augmentent leurs terres, moyennant des accords de location ou de métayage avec des propriétaires plus importants, tel qu'indiqué par Lundahl (1979 :49). Ces mécanismes seront investigués au chapitre suivant, mais les données montrent que les combinaisons de modes de tenure sont moins courantes qu'escomptées. Les trois quart des ménages qui ont des terres sont « propriétaires » de toutes

<sup>7</sup> Théoriquement, un usager acquiert le droit légal à la terre après une utilisation ininterrompue de cette terre durant 20 ans (Lundahl 1979).



leurs terres, tandis que 12% sont des propriétaires ayant des parcelles additionnelles, louées ou en métayage tel qu'indiqué dans le Tableau 3 ci-dessous. Seulement 7% des ménages sont uniquement des métayers et 4% de plus possèdent une combinaison de parcelles en métayage et en location.

**Tableau 3**  
Combinaisons des modes de tenure au niveau du ménage

Mode de tenure	Ouest	Sud-Est	Nord	Nord-Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande-Anse	Nord-Ouest	Ensemble
Toutes possédées*	78	74	84	75	86	75	66	71	72	76
Possédées + en métayage	2	11	3	6	2	3	11	8	8	6
Possédées + louées	5	9	5	4	3	11	5	7	7	6
Toutes en métayage	11	3	6	11	3	2	12	9	9	7
Louées ou louées + en métayage	4	2	2	3	5	8	5	4	3	4
Autre	0	2	1	1	2	1	1	1	1	1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Echantillon	523	464	385	207	555	457	495	489	497	4072

\* Si toutes les parcelles ne sont pas héritées, en partage ou en indivision, achetées ou utilisées en fermage à long terme (et les combinaisons de ces derniers).

### ***Un tiers de l'ensemble des parcelles n'ont pas de titres de propriété***

Bien que la structure foncière en milieu rural soit clairement une structure d'exploitations agricoles gérées par leurs propriétaires et où le fermage et le métayage sont d'une importance secondaire, le statut juridique des parcelles « possédées » présente de grandes incertitudes.

Plus de la moitié des parcelles héritées n'ont pas de titres légaux attestant la propriété et 9 à 12% de plus font mention « d'autres » titres légaux qui sont probablement d'une valeur légale douteuse.

Cependant, la situation est bien meilleure en ce qui concerne les parcelles qui ont été achetées par le propriétaire actuel. Dans 91% de ces cas, la possession est établie par des titres de propriété ou des reçus de vente.

**Tableau 4**  
Titres légaux des parcelles possédées (% des parcelles)

	Terre héritée en partage	Terre héritée en indivision	Terres achetées	Ensemble
Titres de propriétés	34	24	55	40
Reçu de vente	4	7	36	19
Droit d'usage	0	0	1	0
Autres	9	12	3	7
Aucun	51	55	5	33
NSP	2	1	0	1
Total	100	100	100	100
Echantillon	1616	1879	2568	6063

### ***Environ la moitié des terres des cultivateurs sont divisées en deux parcelles ou davantage***

Sur la base du recensement de 1950, Moral (961 :183) a révélé que « 36% de toutes les familles en milieu

rural... travaillaient sur moins d'un carreau et 69% sur moins de deux carreaux» (cité in Lundahl 1979 : 50). Sur la base du recensement et des enquêtes régionales, Moral conclut que la superficie moyenne des terres était autour d'un hectare (0,77 carreau), en 1950. L'enquête réalisée par l'IHS en 1970 a révélé une exploitation agricole ayant une taille légèrement plus importante de 1.4 hectare (1.09 car.) tandis qu'on découvrait que « -33% de toutes les terres étaient des propriétés d'un carreau ou moins et 59% des propriétés de deux carreaux ou moins, tandis que seulement 14% se composaient d'exploitations agricoles de plus de cinq carreaux » (IHS 1973 »39, in Lundahl 1979 :51).

Les données de l'ECVH<sup>8</sup> confirment et contredisent à la fois les données de 1950 et de 1971 avec une moyenne globale plus élevée pour les tailles des exploitations agricoles mais avec une distribution plus faible en ce qui concerne les tailles moyennes. Selon nos données, la propriété moyenne, possédée par les ménages ayant accès à la terre, est de 1,8 hectare (1,4 car.), avec une médiane d'un hectare (0,74 car.) pour l'ensemble<sup>9</sup> du pays.

D'autre part, la distribution des propriétés est différente de celle dont font état les estimations de 1959 et de 1971: pas moins de 67% des exploitations agricoles ont une superficie totale de seulement un carreau ou moins, 86% ont deux carreaux ou moins, tandis que 6% seulement des exploitations ont cinq carreaux ou davantage.

Lorsqu'on regroupe les exploitations agricoles en cinq groupes avec des nombres égaux de ménages basés sur un classement selon la superficie de leur terre (Tableau 5)<sup>10</sup>, on découvre que la superficie moyenne des propriétés foncières pour les 20% des ménages possédant les plus petites exploitations agricoles est seulement de 0.3 hectares comparé aux 5.4 hectares parmi les 20% des ménages qui possèdent les plus grandes exploitations agricoles.<sup>11</sup>

**Tableau 5**  
Superficie et distribution des propriétés foncières

Groupe	%	Moy. (ha)	. Moyen	Etendue en hectares	Etendue en carreaux
1	21	0.3	0.2	0.13 – 0.39	0.10 – 0.30
2	20	0.6	0.5	0.40 - 0.71	0.31 – 0.55
3	16	1.0	0.7	0.71 - 1.28	0.55 – 0.99
4	23	1.6	1.2	1.29 - 2.26	1.00 – 1.75
5	20	5.4	4.3	2.26 - 65.79	1.75 – 51.00
Total	100	1.8	1.4		

### ***La majorité des ménages possèdent deux parcelles ou davantage***

Globalement, le nombre moyen de parcelles est de 1,8 avec une superficie moyenne de presque un hectare (0,99 ha / 0,77 car.) chacune. Le nombre de parcelles correspond au chiffre trouvé par

<sup>8</sup> Il faut noter que les données de l'ECVH sur les propriétaires fonciers reposent entièrement sur ce que rapportent les personnes enquêtées elles-mêmes sur la superficie des propriétés en carreaux ou en pieds carrés.

<sup>9</sup> Il faut noter que l'ECVH est une enquête sur les ménages et que les entreprises commerciales agricoles qui ne sont pas également des résidences ne figurent pas dans l'échantillon.

<sup>10</sup> Il faut noter que des groupes de superficies strictement de même taille ne peuvent être constituées sur la base de classement par rapport à la superficie en raison de cas d'égalité dans les données, i.e. la superficie des exploitations agricoles ont tendance à se grouper autour de 0,5, 1 et 1,5 etc.

<sup>11</sup> Un cas particulier se situant à la limite supérieure i.e une exploitation de 96 hectares, n'est pas inclus dans Tableau 11.

l'IHS en 1971 (IHS 1972 :37, in Lundahl 1979 :523), bien que la superficie de ces dernières parcelles était légèrement inférieure comme l'indiquent les différences dans la taille totale des terres. Près de la moitié (48% des exploitations agricoles ont seulement une parcelle, 32% en ont deux, 14% en ont trois, 4% en ont quatre, et 2% en ont cinq ou davantage de parcelles).

Au niveau régional, la variation du nombre de parcelles par ménage est plus importante que celle trouvée par l'IHS en 1971, dans laquelle aucun des départements n'avaient plus de deux parcelles en moyenne. D'après les données de l'ECVH, le morcellement des parcelles est plus important dans le Sud-Est où la moyenne atteint 2,5 parcelles et est plus faible dans le Nord-Est avec une moyenne de 1,5 parcelles.

**Table 6**

Superficie des propriétés foncières par département, tenure et quintiles ruraux, ménages ruraux propriétaires financiers uniquement

		Carreaux	Hectares	# parcelles	Echantillon
Département	Ouest	1.4	1.8	1.6	523
	Sud-Est	1.4	1.8	2.5	464
	Nord	0.8	1.1	1.6	385
	Nord-Est	1.0	1.3	1.5	207
	Artibonite	1.7	2.2	1.7	555
	Centre	1.5	2.0	2.0	457
	Sud	1.1	1.4	2.0	495
	Grande-Anse	2.0	2.6	1.8	489
	Nord-Ouest	1.5	2.0	2.0	497
Tenure	Toutes les parcelles possédées	1.4	1.8	1.8	3033
	Possédées + en métayage	1.6	2.1	2.8	250
	Possédées + louées	1.8	2.3	2.5	270
	Toutes en métayage	1.3	1.6	1.4	303
	Louées ou louées + en métayage.	1.3	1.6	1.5	173
	Autre	2.1	2.7	3.0	43
Nombre de parcelles	1	0.8	1.0	1	1854
	2	1.5	2.0	2	1323
	3	2.4	3.0	3	605
	4	3.1	4.0	4	196
	5 ou plus	3.8	4.9	5.6	94
Quintiles de revenu rural	Q1 (20 % les plus faibles)	0.9	1.2	1.5	703
	Q2	1.2	1.6	1.7	821
	Q3	1.3	1.7	1.8	850
	Q4	1.5	1.9	1.9	885
	Q5 (20 % les plus élevés)	2.1	2.6	2.2	813
Total		1.4	1.8	1.8	4072

**Les parcelles sont en moyenne à une distance de 30 à 50 minutes des lieux de résidence**

Un des problèmes avec la diversification des parcelles est le temps et l'effort additionnels nécessaires en vue d'exploiter plusieurs parcelles au lieu d'une. L'ampleur de ces coûts de transaction est déterminée, en particulier, par la distance entre les parcelles et le logement, et les coûts de transport.

En ce qui concerne la distance, les données de l'ECVH montrent que seulement une parcelle sur dix est située sur le lieu de résidence, les autres sont situées à une distance variant en moyenne de 29 minutes pour la première parcelle à environ 50 minutes pour la deuxième et la troisième parcelle, avec un temps moyen de trajet de 38 minutes entre le lieu de résidence et la parcelle.

**Tableau 7**

Distance aux parcelles par tenure, quintiles de revenu et quantité de parcelles

Distance aux parcelles, groupés en % de tous									
		Moyenne (minutes)	< 15 min	15 à 29 min	30 à 59 min	1 à 2 hrs	2 hrs ou plus	Total	Echan.
Parcelles acquises	Terres héritées en partage	36	42	17	16	16	9	100	1616
	Terres héritées en indivision	37	42	16	16	14	11	100	1879
	Terres achetées	36	41	18	16	14	11	100	2568
	Terres louées	43	34	16	20	16	14	100	475
	Terres en métayage	48	34	18	21	17	10	100	788
	Terres en usufruit	68	35	9	13	16	28	100	102
	Fermage à long terme	43	35	14	20	17	14	100	167
Quintiles Ruraux	Q1(20 % les plus faibles)	35	43	17	15	13	13	100	1076
	Q2	35	42	16	16	14	11	100	1396
	Q3	42	40	18	17	14	12	100	1575
	Q4	34	40	17	18	17	9	100	1756
	Q5 (20 % les plus élevés)	45	37	18	17	16	12	100	1824
Nombre de parcelles	1	29	51	15	14	11	9	100	4071
	2	47	29	20	19	19	13	100	2218
	3	50	25	20	19	20	15	100	895
	4 ou plus	58	20	13	21	27	19	100	442
Tous		38	40	17	17	15	11	100	7627

### ***Machette, houe, pioche sont les principaux intrants en capital de l'agriculture***

L'agriculture haïtienne est bien connue pour ses faibles niveaux d'intrants en capital, bien qu'il n'existe pas de statistiques au niveau national sur l'accès aux instruments et à d'autres intrants.

Un rapport de la mission de l'OEA de 1972 (OEA 1972 in Lundahl 1979:62) relève qu'en «règle générale, la trousse d'instruments du paysan se compose uniquement de deux instruments manuels multi usage, dont le plus important est la machette. Celle-ci est utilisée à des fins très variées : pour déblayer le terrain et creuser, lorsque le terrain est trop rocailleux ou trop escarpé pour permettre l'utilisation d'autres instruments. En deuxième lieu, on retrouve la longue houe qui dispose d'une lame très large, que l'on ne trouve pas partout et qui doit être souvent empruntée.»

Les données de l'ECVH confirment l'importance particulière de la machette et, quoiqu'à un degré moindre, de la houe dans l'agriculture haïtienne comme le montre le tableau 8 ci-dessous. Seulement 6% des ménages cultivateurs n'ont pas accès à une machette et les machettes appartiennent à presque tous ceux qui y ont accès. Il y a une baisse considérable par rapport au deuxième instrument le plus répandu, la houe à laquelle 76% des ménages ont accès. L'accès aux houes est également plus diversifié entre les régions qu'il ne l'est pour la machette, avec une couverture presque totale de 99% dans le Nord-Est et seulement une couverture de 64% dans le Nord-Ouest. Par ailleurs, beaucoup d'agriculteurs ont accès aux houes en les empruntant d'autres ménages au lieu d'avoir les leurs. Une majorité de ménages a

également accès à une pioche, quoiqu'un grand nombre d'entre eux les empruntent et ne possèdent pas leurs propres pioches.

Ainsi, tandis que 72% des ménages d'agriculteurs ont accès à la « trousse d'instruments de l'agriculteur », comprenant la machette et la houe, 60% des cultivateurs possèdent ces instruments de base. Environ moins de la moitié, soit 45% des cultivateurs ont accès à ce qu'on peut appeler « la trousse d'instruments élargie » qui se compose de machette, de houe et de pioche. Seuls 29% possèdent ces trois instruments. Une minorité de cultivateurs, entre 15 à 30%, ont accès à d'autres instruments manuels tels que la serpe, la hache ou les pelles.

L'accès à un quelconque instrument mécanique est extrêmement limité: les charrettes à traction animale sont les plus répandues, et 5% des cultivateurs y ont accès. Cependant, seulement 20% de ces derniers possèdent leur propre charrette (i.e. 1% de tous les cultivateurs) et 10% seulement peuvent les emprunter, tandis que la majorité des 5% doivent louer leur charrette. Un nombre similaire de ménages a accès aux brouettes. L'accès à de tels équipements mécaniques augmente avec les revenus, mais seulement de zéro- ou presque- dans le premier quintile, à 7 à 8% dans le quintile rural le plus élevé.

**Tableau 8**  
Pourcentage des ménages cultivateurs ayant accès aux instruments agricoles

	Accès	En pourcentage des instruments auxquels ils ont accès		
		Possédé	Loué	Emprunté
Machette	94	94	-	6
Houe	76	85	*	14
Pioche	59	74	*	25
Serpette	33	85	-	15
Hache	30	62	2	36
Pelle	17	53	2	45
Barre à mine	13	64	*	35
Râteaux	6	51	4	45
Charrette à traction animale	5	20	70	10
Brouettes	4	40	10	51
Faucilles	2	94	-	6
Tuyau d'arrosage	1	56	3	42
Charrette à traction manuelle	-	-	-	-
Pulvérisateur manuel	-	-	-	-
Semoir manuel	-	-	-	-
Tracteur à 2 roues	-	-	-	-
Tracteur à 4 roues	-	-	-	-
Charrue à traction mécanique	-	-	-	-
Semoir mécanique	-	-	-	-
Pulvérisateur mécanique	-	-	-	-
Total, mode d'accès		79	2	19

**Les investissements dans la terre sont limités principalement aux ouvrages de protection contre l'érosion, construits manuellement; très peu utilisent des engrais ou des produits chimiques**

En raison de la topographie montagneuse d'Haïti, des problèmes généralisés d'érosion, du morcellement

et de la faible superficie des parcelles, les mesures adoptées pour lutter contre l'érosion, les intrants utilisés pour améliorer les rendements (tels que l'irrigation, les engrais, les pesticides et insecticides) sont essentiels en vue de préserver et d'augmenter le potentiel productif du sol. Nos données montrent cependant une utilisation très limitée des différents types d'intrants agricoles mentionnés.

Les intrants agricoles les plus courants sont les murs secs, des rigoles construites à la main et d'autres mesures traditionnelles similaires de lutte contre l'érosion (voir Tableau 9).

Environ un quart des ménages appliquent une ou plusieurs de ces techniques traditionnelles en vue de préserver leur terre. D'autre part, les intrants destinés à améliorer les rendements ne sont pas utilisés dans presque neuf parcelles sur dix cultivées en Haïti. L'utilisation même limitée d'engrais naturels, i.e. provenant d'animaux domestiques, reflète le nombre peu élevé de bétails de grande taille.

**Tableau 9**

Pourcentage des parcelles cultivées selon les investissements dans la terre: améliorations physiques, irrigation, engrais et pesticides, insecticides

		Améliorations			Irrigation		Engrais		Pest. ou insecticides chimiques
		Murs secs	Terrasses	Autres*	Meca.	Manuelle**	Chim.	Naturel	
Département	Ouest	15	2	17	1	21	9	9	7
	Sud-Est	19	2	8	-	4	8	17	1
	Nord	25	1	15	-	4	2	5	1
	Nord-Est	5	0	4	-	5	2	0	2
	Artibonite	51	1	17	1	44	36	1	31
	Centre	29	1	8	1	9	2	23	5
	Sud	17	1	8	-	4	7	23	5
	Grande-Anse	14	2	11	-	4	0	18	1
	Nord-Ouest	41	2	28	-	2	0	2	1
Tenure	Terres héritées en partage	26	1	9	1	22	18	8	14
	Terres héritées en indivision	25	2	16	-	8	6	17	4
	Terres achetées	31	2	15	1	13	9	11	8
	Terres louées	26	1	10	-	13	6	12	5
	Terres en métayage	18	1	16	-	12	5	10	4
	Terres en usufruit	15	6	1	-	2	4	9	4
	Fermage à long terme	24	1	11	-	12	9	13	11
	Fermage à court terme	24	1	11	-	12	9	13	11
Quintiles	Q1( 20 % les plus faibles)	16	2	12	-	7	3	4	3
	Q2	20	1	10	-	8	5	5	4
	Q3	25	2	14	-	12	8	11	6
	Q4	33	1	16	-	15	10	15	9
	Q5 ( 20 % les plus élevés)	31	1	14	1	19	16	18	14
Total		26	1	14	-	13	10	12	8

\*D'autres améliorations comprennent les rigoles d'écoulement, les bordures d'arbustes et "autres" améliorations non spécifiées.

\*\*L'irrigation manuelle comprend la pompe manuelle (< 1%), le transport manuel de l'eau (<1%) et les rigoles d'écoulement donnant accès à l'eau (12%).

### **Les hameçons avec appâts et les bateaux non motorisés sont les capitaux clés du secteur de la petite pêche**

L'importance économique de la pêche pour la vente ou la consommation est marginale parmi les ménages haïtiens du milieu rural, tel qu'indiqué initialement. Seulement 3% des ménages du milieu

rural pêchent régulièrement des poissons pour la vente ou la consommation et seulement 1% d'entre eux fait de la pêche sa principale source de revenus, probablement un pourcentage inférieur à celui auquel on se serait attendu sur une île où la fourchette des opportunités économiques est vraiment limitée. L'instrument le plus répandu utilisé par les pêcheurs est simplement un hameçon tandis qu'une majorité, 60%, a également accès à un petit bateau sans moteur. Une minorité, entre 18 et 26%, ont accès à des instruments de pêche efficaces tels que les seines ou les filets. Alors que l'accès à un petit canot à moteur, la plupart du temps, loué ou emprunté n'est accessible qu'à 5% des pêcheurs.

**Tableau 10**  
Pourcentage de pêcheurs réguliers selon l'accès aux instruments de pêche

	Accès	Possédés*	Loués ou empruntés
Hameçon/appât	76	95	5
Petit canot défraîchi	60	69	31
Piège en bambou	34	90	10
Seine	26	86	14
Filet	18	87	13
Canot/voilier moyen	9	60	40
Canne à pêche	9	85	15
Grand canot	8	80	20
Pêche à la lumière	8	63	37
Epervier	8	76	24
Masque de plongée	8	93	7
Petit moteur	5	20	80
Palangres	4	63	38
Gros moteur	2	67	33
Pêche au drap	2	100	-
Total, mode d'accès		81	19

\*Seul ou avec d'autres

***L'accès des ménages aux biens de consommation et d'équipement est généralement faible, en particulier dans les zones rurales***

Les indicateurs relatifs aux intrants en capital des entreprises commerciales non agricoles n'étaient pas spécifiquement inclus dans l'enquête. Néanmoins les données tiennent compte d'un ensemble complet d'indicateurs sur les biens des ménages qui fournissent des informations sur l'accès des ménages à une large gamme de biens durables. Que ces biens soient utilisés ou destinés principalement à la consommation ou à la production n'a pas été envisagé dans l'enquête. Mais, étant donné que la grande majorité des entreprises haïtiennes sont des entreprises familiales de petite taille, la distinction est floue et un type d'utilisation d'un bien donné n'exclut pas un autre type, simultanément ou à des moments différents.

Par exemple, un four peut servir à préparer les repas du ménage et ceux d'un restaurant appartenant à des membres du ménage en question. En conséquence, le tableau ci-dessus relatif à l'accès des ménages à un certain nombre d'articles typiques fournit une bonne indication de la base en capital des entreprises familiales haïtiennes actuelles ou futures.

L'enquête révèle une base très modeste de biens de consommation durable, avec une concentration des actifs dans les ménages de l'Aire métropolitaine, comme le montre le Tableau 11. Par ailleurs, en milieu rural en particulier, à l'exception des articles les plus rudimentaires tels que lit et lampe à pétrole, très peu de ménages possèdent un type quelconque de biens de consommation durable.



Les moyens de transport de biens et de personnes, par exemple, représentent des conditions préalables essentielles à l'expansion du commerce de produits agricoles et non agricoles. Cependant, nous avons montré précédemment, que même les charrues manuelles ne sont accessibles qu'à un ménage rural sur vingt. De même, seulement un ménage rural sur dix a accès au moyen le plus courant de transport de personnes et de biens en Haïti, soit la bicyclette. Les véhicules motorisés de type quelconque - voitures, camions ou motocyclettes - sont accessibles à 1% des ménages ruraux.

Même les biens de capital qui sont généralement utilisés dans les micro-entreprises domestiques, offrant des services de confection de vêtements, de restauration, de vente de produits alimentaires, de textiles et autres, ne sont pas disponibles à la très grande majorité des ménages, ruraux pas plus qu'urbains. Par exemple, seulement 2% des ménages ruraux possèdent une machine à coudre, et 1%, un four ou une cuisinière.

De façon évidente, le caractère restreint de la base de capital physique représente une barrière importante au développement d'entreprises plus modernes et plus rentables en Haïti, de façon générale, et dans les zones rurales, en particulier.

Tableau 11

Biens de consommation des ménages selon leur milieu de résidence

	Milieu de résidence		
	Aire Metro.	Autre urbain	Rural
Lit	94	89	74
Lampe à kerosene	65	85	66
Horloge	73	55	26
Radio/cassette	69	53	24
Bicyclette	7	26	11
Télévision	69	27	3
Ventilateur électrique	62	24	2
Machine à coudre	12	8	2
Mixer	45	19	2
Réfrigérateur	37	14	1
Réchaud	35	10	1
Four	17	7	1
Voiture ou camion	10	4	1
Motocyclette	1	3	1
Lampe à gaz propane	3	2	1
Machine à laver	1	-	-
Aspirateur	1	-	-
Antenne parabolique	1	1	-
Appareil vidéo	20	9	-
Caméra photo	7	4	-
Air conditionné	1	-	-
Téléphone ordinaire	12	7	-
Téléphone mobile	10	2	-
Ordinateur personnel	3	1	-
Camera vidéo	1	1	-

### **Accès limité au capital financier et aux principaux animaux de ferme**

Comme mentionné précédemment, le capital financier se réfère au « stock d'argent auquel a accès le ménage » (Ellis 2000 :34), de façon générale, l'épargne propre ou les sources de crédit du ménage,



les produits de remplacement qui ne sont pas sous forme de liquidités tels que le bétail, l'or ou toute autre source de richesse courante dans une société, et pouvant être convertie facilement en capital productif ou en consommation.

Les données confirment l'hypothèse que l'épargne financière sous forme de compte en banque est marginale dans les zones rurales haïtiennes, ou 4% des ménages déclarent avoir accès à un compte d'épargne, comparé à 31% dans l'Aire métropolitaine (Tableau 12). Seuls les ménages appartenant au quintile le plus élevé en milieu rural ont un accès non négligeable à des comptes d'épargne, mais même dans ce cas, le pourcentage ne dépasse pas les 13%.

**Tableau 12**

Distribution des ménages selon l'accès à un compte d'épargne par milieu

Accès à un compte d'épargne	Milieu			Quintile du revenu des ménages ruraux				
	Aire Métro	Autre urbain	Rural	20% les plus faibles	Q2	Q3	Q4	20% les plus élevés
Oui	31	17	4	1	1	2	3	13
Non	69	83	96	99	99	98	97	87
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
Echantillon	971	1166	4936	989	987	985	994	981

### ***Le crédit ne compense pas le faible accès à l'épargne financière***

Le crédit ne compense pas l'absence d'épargne financière parmi les ménages qui ont des revenus provenant de l'auto emploi (90% des ménages ruraux) ; seulement 11% ont eu recours au crédit au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête (Tableau 13). Chose étonnante, le pourcentage est encore plus faible parmi les ménages de l'Aire métropolitaine.

Les résultats montrent que cette activité de crédit est limitée presque exclusivement aux agents du secteur informel, tels que les prêteurs sur gages, les parents et autres, tandis que les instituts du crédit formel ne représentent que 8% des transactions de crédit des ménages.

**Tableau 13**

Sources de crédit selon le milieu de résidence en pourcentage de ménages avec des revenus d'auto emploi

	Aire Métropolitaine	Autre Urbain	Rural	Ensemble
A obtenu un crédit l'an dernier	9	19	11	12
<b>Source de crédit</b>				
Parents	21	13	18	18
Marchand ou usurier	34	52	35	38
Autre personne sans lien de parenté	46	39	54	51
Institution de crédit formel	7	9	7	8
Echantillon	54	164	527	745

### ***Le bétail représente le capital préféré dans les systèmes de vie en milieu rural***

Bien plus important que les stocks de capital financier, dans les zones rurales et même urbaines,

autres que l'Aire métropolitaine, il y a le bétail. Le type le plus courant jusqu'ici - la volaille - est destiné à la consommation directe plutôt qu'à l'épargne.

Près de huit ménages ruraux sur dix possèdent au moins un type de bétail, et 62% possèdent des volailles.

Mais visiblement, moins de la moitié des ménages ruraux possèdent un bétail composé de gros animaux tels que porcs, cabris, vaches ou taureaux. En dépit de l'augmentation significative du nombre d'animaux appartenant aux ménages, des plus pauvres aux plus riches (ce qui montre une priorité à l'épargne sous forme de tels animaux), aucun de ces animaux n'appartient à une majorité de ménages, même parmi ceux à revenus élevés. De plus, ceux qui possèdent des animaux n'en possèdent que peu (ceci n'apparaît pas dans le tableau ci-dessous): par exemple, les propriétaires de porcs n'en possèdent que 2.2 en moyenne, et ce chiffre est identique en ce qui concerne les autres animaux, sauf les volailles.

Les animaux utilisés comme moyens de transport et de traction, tels que chevaux, mules et ânes, sont en quantité encore plus limitée.

**Tableau 14**

Pourcentage de ménage possédant du bétail par milieu de résidence et par quintile du revenu total du ménage en milieu rural

Type	Milieu de résidence			Quintile du revenu total du ménage ( milieu rural )				
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	Q1 (20 % les plus faibles)	Q2	Q3	Q4	Q5 (20 % les plus élevés)
Bétail quelconque	3	33	78	68	79	78	82	81
Volaille	2	21	62	54	62	64	65	64
Porc	0	14	45	33	42	43	52	54
Cabri	1	12	43	33	40	43	49	49
Vache	0	1	9	5	8	9	10	13
Dinde	0	5	13	8	12	12	15	19
Mulet	0	3	7	3	4	6	7	12
Cheval	1	4	12	6	8	11	15	19
Lapin	0	0	0	0	0	1	0	0
Echantillon	1006	1182	4998	1001	996	999	1003	999

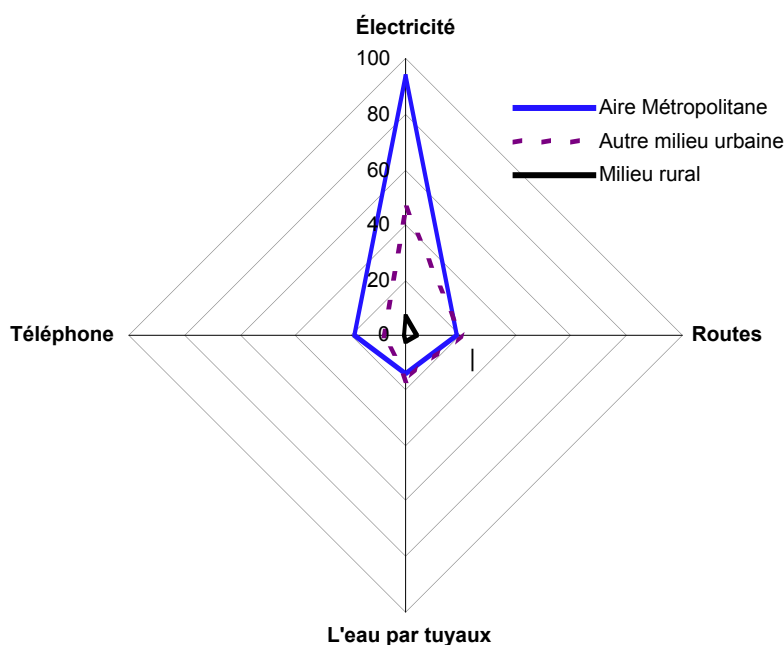
### ***La grande majorité des ménages dans les zones rurales n'ont pas accès à l'infrastructure publique de base***

Dans la catégorie du capital physique, le plus important patrimoine pour la croissance agricole et rurale, demeure une « infrastructure hautement développée » (Mellor 1998 :147), essentielle pour appuyer les augmentations dans la croissance sous-jacente des communications et de la production. Les infrastructures de base incluent les routes, l'électricité, le téléphone et l'eau courante, dont la nature en tant que biens publics et les coûts énormes d'investissement requièrent normalement un leadership<sup>12</sup> du secteur public. (Mellor 1998 :150).

Bien que les infrastructures publiques soient, de façon générale, limitées en Haïti, les données de

l'ECVH révèlent une absence quasi totale d'accès aux infrastructures de base dans les zones rurales, illustrée par la charte en araignée (Figure 1). Seulement 7% des ménages ruraux déclarent avoir accès au réseau d'électricité, indépendamment de la qualité du service, 4% ont accès à une route entièrement ou partiellement asphaltée, 2% ont accès à l'eau courante (jusqu'au logement ou aux appartements) et 0.4% des ménages ruraux ont le téléphone, incluant les téléphones cellulaires et les lignes fixes. La situation n'est pas meilleure dans les zones urbaines, sauf en ce qui concerne l'accès au réseau électrique.

**Figure 1**  
Accès aux infrastructures par milieu



Routes signifie ici routes partiellement ou entièrement pavées  
Téléphone  
Eau de robinet  
Electricité

### **Amélioration du capital humain : le niveau d'éducation de la population rurale augmente rapidement parmi les jeunes générations**

Indépendamment de l'accès à un éventail de biens mentionnés précédemment, la capacité des gens à en faire un usage productif dépend en définitive de leur savoir-faire et de leur capacité de travail. Les savoir-faire pertinents sont bien entendus intrinsèquement difficiles à évaluer de manière quantitative. Les indicateurs de substitution les plus courants pour le degré de savoir-faire sont l'éducation formelle et l'alphabétisation, bien qu'on puisse soutenir que la pertinence de ces indicateurs est plus grande dans une économie industrialisée ou en voie de développement que dans une économie agricole traditionnelle telle que celle du milieu rural haïtien. Cependant, historiquement, la croissance agricole est étroitement associée à l'introduction de nouvelles méthodes, les intrants et la formation formelle. La croissance de manière plus large est typiquement associée à la diversification économique de

<sup>12</sup> Bien qu'avec l'apparition des téléphones cellulaires, cette affirmation n'est plus tout aussi vraie comme il l'était précédemment pour ce secteur.

l'agriculture, incluant la migration du milieu rural vers le milieu urbain. Dans tous ces processus de modernisation, les ménages ont des chances de bénéficier largement de la capacité à lire et à écrire et de l'éducation de ses membres.

Peut-être en raison même de la propre appréciation des gens des bénéfices actuels ou potentiels, les données montrent que les niveaux d'éducation augmentent rapidement en Haïti, bien que beaucoup ne semblent pas avoir complété leur scolarité, comme l'indique le chapitre sur l'éducation. Seulement 19% des jeunes de 15 à 19 ans n'ont aucune éducation, comme le montre le Tableau 15. Au contraire, parmi les 50 ans et plus, seulement 20% ont eu une éducation quelconque.

Tandis que seulement 6% ou moins parmi les plus de 40 ans ont fréquenté une école secondaire, environ un quart des jeunes du milieu rural dans la tranche des 20-30 ans l'ont fait.

**Tableau 15**  
Niveau d'étude atteint par groupe d'âge en milieu rural

Age	Aucun niveau	Primaire incomplet*	Secondaire incomplet*	Total
15-19	19	64	16	100
20-24	28	44	27	100
25-29	40	38	23	100
30-34	51	32	17	100
35-39	60	29	11	100
40-44	71	24	6	100
45-49	73	22	5	100
50-54	79	18	3	100
55-59	85	13	2	100
60-64	82	16	2	100
65-70	88	11	1	100
70+	90	9	2	100
Total	55	33	12	100
Echantillon	7419	4479	1582	13480

\*Primaire et secondaire incomplet, signifie tous ceux qui ont commencé le cycle, même s'ils ne l'ont pas complété

Ces niveaux d'éducation parmi les jeunes se traduisent progressivement en un capital humain de base plus important pour les ménages ruraux. Avec le temps, on assistera à un changement dans la situation actuelle : une majorité de ménages ruraux ne possède aucun membre sachant lire et écrire, sauf en ce qui concerne les ménages appartenant au quintile de revenu le plus élevé. Seule une infime minorité possède un ou plusieurs membres ayant complété le cycle secondaire.

D'autre part, peu de résidents du milieu rural en Haïti ont déclaré avoir des problèmes de santé qui les affaiblit : environ 80% des ménages ruraux n'ont déclaré aucune maladie dans le ménage, et dans seulement 7% des cas, tous les membres du ménage sont malades. Ces chiffres indiquent peut-être des mécanismes d'adaptation sociale où les personnes malades et âgées sont prises en charge dans de nouveaux ménages, en l'absence de réseaux formels de sécurité sociale.

## **Les indicateurs de capital social montrent une cohésion sociale forte dans les zones rurales**

La société haïtienne est souvent décrite comme perturbée fondamentalement par le caractère répressif, brutal et exploiteur de la plupart de ses gouvernements.

En 1997, l'anthropologue Glen A. Perice (1997 :1) décrivait Haïti comme :

« .... un endroit très agité, parfois terrifiant, en proie à la violence, la peur et la répression despotique. En Haïti, la tonnelle est un endroit dangereux et hautement symbolique où les histoires de violence et de magie peuvent paralyser les gens de peur et de confusion ».

Il est évident que si cette description représentait bien la situation ; la « réciprocité au sein des communautés et entre les ménages sur une base de confiance provenant des liens sociaux » (Moser 1998 in Ellis 2000 :36), qui définit le capital social, serait faible au point d'empêcher des échanges sociaux et commerciaux en Haïti. En d'autres termes, « la peur et la confusion » représenteraient un obstacle majeur au développement, même si la situation politique s'améliorait à court terme.

Les sentiments de peur et de confiance et les constructions sociales telles que la « réciprocité » sont évidemment difficiles à étudier (Ellis 2000 :36). Cependant, avec cette importante mise en garde en tête, des données de l'enquête sur les dispositions liées au travail collectif, les relations migrants-ménages, les perceptions de la violence et la confiance dans les institutions indiquent que la cohésion sociale n'est pas aussi perturbée que le décrit Perice, et en particulier en milieu rural.

## **Le travail familial et les groupes traditionnels de travail contribuent aux pointes saisonnières**

Le milieu rural haïtien possède une tradition historique d'effectuer certains types de travaux qui requièrent un effort concentré à l'aide de différents types d'arrangements collectifs, en particulier le coumbite, l'escouade et la société de travail (Lundahl 1983 :215-217). Dans le cadre de l'ECVH, plusieurs questions ont été posées aux cultivateurs concernant les types de travaux utilisés lors de la dernière récolte, quatre options ayant été considérées tel qu'indiqué dans le Tableau 16, en plus des réponses « Autre » et « Des membres du ménage ». Les résultats montrent que les groupes traditionnels de travail sont utilisés dans au moins 40% des opérations de récolte.

Une invitation à joindre un coumbite, groupe d'environ 50 personnes en moyenne, n'est pas une obligation, et le travail n'est pas rémunéré ; les repas et les boissons sont fournis aux participants durant le coumbite qui dure en général un jour. La communauté s'attend à ce que l'organisateur prenne part à d'autres coumbites organisés par les participants aux premiers coumbites, mais la réciprocité peut se traduire sous forme d'autres services. Une escouade est un groupe plus petit de 5 à 15 personnes travaillant successivement sur les parcelles de tous les membres de l'escouade, plutôt que dans un seul travail concentré. La participation est une obligation dans ce cas, mais les personnes qui pour une raison ou une autre ne peuvent pas prendre part aux travaux, peuvent engager l'escouade en vue de travailler pour elles pour de l'argent (Lundahl 1983 :217).

Les différents usages que l'on fait des coumbites et escouades reflètent à la fois les différences régionales et économiques, comme le montre le Tableau 16 : les coumbites sont énormément utilisés dans la plupart des départements, mais plus souvent dans l'Ouest et très peu dans le Sud et la Grande

Anse où les escouades sont impliquées dans environ la moitié des récoltes. Les escouades sont rares dans le Nord-Est, l'Artibonite et le Centre. Elles sont également répandues, quel que soit la tranche de revenus, tandis que l'utilisation de coumbites augmente avec le revenu du ménage, reflétant le fait qu'un coumbite, bien qu'il ne soit pas rémunéré, doit servir et offrir généreusement des choses aux participants, étant donné qu'il représente un événement social et festif. Il est organisé par ceux dont la situation économique est plus prospère, qui utilisent l'occasion pour renforcer leur statut social. D'autre part, l'escouade répond davantage à des buts économiques plutôt que participatifs.

**Tableau 16**

Type de travail utilisé pour la récolte par département et par quintile du revenu en milieu rural

		Coumbite	Escouade	Travail rémunéré individuel	Echantillon
Département	Ouest	30	13	11	434
	Sud-Est	22	25	13	419
	Nord	23	12	19	328
	Nord-Est	17	1	5	176
	Artibonite	29	5	25	500
	Centre	13	3	29	428
	Sud	9	46	7	443
	Grande Anse	6	39	18	423
	Nord- Ouest	24	7	5	464
Quintile du revenu	20 % les plus faibles	14	15	9	537
	Q2	16	16	12	721
	Q3	21	19	15	779
	Q4	22	18	19	820
	20 % les plus élevés	24	19	22	758
	Total	20	18	16	3615

### ***Les migrants gardent les liens avec leur famille en Haïti***

Le degré de contact des migrants avec leur famille de départ représente un autre indicateur intéressant de la force de la « réciprocité entre les ménages », i.e. entre le nouveau ménage du migrant et celui qu'il a laissé. Dans la littérature économique, on tend à voir la migration comme un choix individuel (esp. Todaro 1969 et par la suite) motivé par des incitations économiques ou individuelles ou comme une stratégie de diversification du ménage réglée par un contrat familial inter temporel (esp. Stark 1980 et plus tard) (Ellis 2000 :71). Dans une perspective de développement rural, la possibilité de contrats familiaux inter temporels acquiert toute sa pertinence en raison du rendement potentiel en termes de capital financier (transferts) dans les zones rurales à travers de tels contrats.

Indépendamment de la motivation qui est à l'origine de la migration, les données de l'enquête montrent qu'il existe des liens forts entre les migrants qui vivent à l'étranger et leurs ménages en Haïti. En général, 77% des ménages qui ont des parents à l'étranger reçoivent des transferts, probablement des migrants (l'origine des transferts n'est pas indiquée dans les données). Dans les zones rurales, où 24% des ménages possèdent des parents à l'étranger, 20% reçoivent aussi des transferts (Tableau 17). En milieu urbain, il y a plus de ménages recevant des transferts de l'étranger que de gens ayant des parents à l'étranger, ce qui indique que des liens sociaux, autres que familiaux, sont maintenus après la migration. On ne connaît pas le pourcentage de parents de ménages ruraux résidant en milieu urbain qui envoie de l'argent dans leur famille, mais jusqu'à 26% des ménages ruraux reçoivent des transferts des parents en Haïti. Si on garde à l'esprit le degré relativement limité de migration interne

en Haïti, ces 26% représentent probablement un pourcentage significatif de migrants urbains avec des parents vivant dans les zones rurales.

**Tableau 17**  
Parents résidant à l'étranger et transferts selon le milieu de résidence

Milieu de résidence	Parents à l'étranger	Transferts externes		Transferts internes		Total
	% de ménages	% de ménages	% de revenu	% de ménages	% de revenu	% de revenu
Aire métropolitaine	43	46	22	41	9	31
Autre Urbain	38	33	20	28	11	32
Rural	24	20	10	26	5	15

### ***La peur du crime est limitée dans les zones rurales***

Les résultats de l'ECVH fournissent une mesure empirique plus directe de l'étendue de la peur telle que décrite par l'anthropologue mentionné précédemment. Le Tableau 18 présente les résultats à la question : vous sentez-vous en sécurité ou avez-vous peur dans certaines situations sociales données ? On note des différences remarquables entre les milieux urbain et rural : les gens se sentent plus en sécurité au quotidien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Jusqu'à 58% des résidents de l'Aire métropolitaine ne se sentent pas en situation de sécurité « souvent ou la plupart du temps » dans leur propre maison. Ceci indique un problème de sécurité dans la capitale d'une ampleur certaine. Dans les autres villes et en milieu rural, « seulement » 15% déclarent ne pas se sentir en sécurité chez eux.

La population rurale admet avoir beaucoup moins peur que l'urbaine, dans différents milieux. Un groupe plutôt stable d'environ 25% des personnes interrogées ont peur de visiter des voisins, des marchés locaux ou d'autres villes. Tandis que ces résultats traduisent un taux significatif de la peur dans la vie quotidienne, ils montrent par ailleurs, que pour les trois quarts de la population rurale, la peur n'est pas une préoccupation majeure et donc, ne devrait pas les empêcher de prendre part à des interactions sociales et commerciales.

### ***La population rurale a confiance dans l'appareil administratif***

Finalement, l'idée que la cohésion sociale a été détruite sous la pression des gouvernements répressifs n'est pas appuyée par l'évaluation que les gens font de l'appareil administratif, tels que les écoles, services de santé et police. Chose plutôt surprenante. Etant donné la portée limitée d'un grand nombre de ces services et leur mauvaise performance, une large majorité de la population exprime sa confiance envers ces institutions. Ceci montre aussi que l'évaluation subjective de ces services par la population ne fournit pas une mesure adéquate de la performance de ces services.

De préférence, les sentiments de la population sur les institutions clés ont un impact sur la capacité de ces institutions à atteindre leurs clients et à être acceptées par ces derniers.



**Tableau 18**  
Indicateurs de peur de la criminalité par région

	Aire Métropolitaine	Autre Urbain	Rural	Ensemble	Echantillon
<b>Se sent en sécurité ou ne se sent pas en sécurité à la maison?</b>					
Se sent toujours en sécurité	8	45	49	39	3048
La plupart du temps se sent en sécurité	33	40	36	36	2448
Souvent ne se sent pas en sécurité	43	9	10	18	1004
La plupart du temps ne se sent pas en sécurité	15	5	5	8	440
<b>A peur d'aller ...</b>					
<b>Chez les voisins?</b>					
Souvent ou parfois	25	21	19	21	1382
Jamais	67	74	76	74	5304
Pas pertinent	8	5	5	6	363
<b>Chez les résidents de la ville de résidence ou de la région?</b>					
Souvent ou quelquefois	35	23	22	25	1667
Jamais	57	72	73	69	4974
Pas pertinent	9	5	5	6	408
<b>Au marché local?</b>					
Souvent ou quelquefois	38	23	22	26	1710
Jamais	57	73	73	69	5036
Pas pertinent	5	4	5	4	308
<b>La grande ville la plus proche?</b>					
Souvent ou quelquefois	47	27	24	30	1923
Jamais	49	67	67	63	4559
Pas pertinent	5	6	9	7	536
<b>A Port au Prince?</b>					
Souvent ou quelquefois	54	31	24	32	2069
Jamais	43	52	45	45	3129
Pas pertinent	4	17	31	22	1742
Total	100	100	100	100	6940

Visiblement, toutes les institutions administratives et les églises obtiennent un « taux d'approbation » de plus de 60% de la population dans les zones rurales, et un peu moins dans les villes. Les écoles arrivent en tête : en général, 95% de la population exprime sa confiance dans les écoles. Ce pourcentage est de loin supérieur au taux actuel de scolarisation au niveau primaire dans les zones rurales.

Parallèlement, les institutions politiques ont reçu - en 2001 - un taux d'approbation nettement plus bas, incluant le Parlement, les organisations populaires et les partis politiques.

Comme précédemment, l'approbation est associée positivement à l'éloignement de ces institutions : l'approbation est presque le double dans les zones rurales comparativement à l'Aire métropolitaine. Les institutions religieuses traditionnelles, telles que le vodou, reçoivent les taux d'approbation les plus faibles de toutes les institutions énumérées dans le formulaire d'enquête.



Tableau 19

Evaluation de la confiance dans des institutions choisies par milieu de résidence

Confiance dans ...	Aire métropolitaine	Zone urbaine	Zone rural	Ensemble
Ecoles	94	97	94	95
Eglises	91	96	94	94
Services de santé publique	68	82	84	80
Police	55	70	71	67
Radio	54	63	63	61
ONG	50	58	63	59
Org. Internationales	46	60	63	58
Fonction publique	37	62	60	55
Adm. Municipale	23	45	54	45
Parlement	21	33	39	34
Organisations pop.	20	33	38	33
Partis politiques	14	19	21	19
Houngan, Vodou	6	7	12	10
Echantillon	993	1159	4949	7101

***La radio est la principale source d'informations de la population, mais seule une minorité l'a écoutée la semaine précédant l'enquête.***

Une interprétation critique de l'évaluation d'un grand nombre d'institutions nationales mentionnées précédemment pourrait faire ressortir que le fort taux d'approbation s'explique par l'absence d'expériences vécues avec des institutions plutôt que par une satisfaction de leur performance. Le faible taux d'accès de la population rurale aux nouvelles diffusées par les média vient appuyer cette interprétation : seulement 3 à 5% de la population rurale avait lu un journal ou regardé une émission de télévision au cours de la semaine ayant précédé l'enquête. Le média le plus important, et de loin, est la radio : un tiers des personnes interrogées en milieu rural a écouté une émission de radio au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

Tableau 20

Consommation des média par région

	Aire Métropolitaine	Autre urbain	Rural	Total	Echan
Lit le journal	20	11	3	8	405
Ecoute la radio	75	61	34	48	2851
Regarde la télé	55	19	4	18	850
Consommation quelconque de média au cours de la semaine ayant précédé l'enquête	80	62	34	49	2944

***La cohésion sociale est élevée au niveau des ménages et des communautés dans les zones rurales – les défis fondamentaux sont au niveau macro-social et macro-économique***

Ce survol des quelques indicateurs de capital social disponibles dans le cadre de l'ECVH suggère que la force sous-jacente du tissu social haïtien a été sous-estimée par quelques analystes. Au niveau des ménages, on a établi des preuves de liens inter temporels forts entre les migrants et leur famille. Au niveau des communautés, les coumbites en tant qu'institution sociale sont encore importants, bien que leur rôle ait pu être plus grand à d'autres moments de l'histoire d'Haïti ; l'escouade a peut-être tendance à remplacer progressivement le coumbite (Lundahl 1983 :225). La peur du crime est beaucoup plus limitée dans les zones rurales que dans les zones urbaines, bien que l'apparition de nouveaux troubles depuis la collecte de données ait pu avoir changé défavorablement la situation. L'augmentation des niveaux de scolarisation accroît le capital humain de la population rurale, bien qu'elle soit encore à un rythme qui la laisse loin derrière la population urbaine, en termes du niveau d'éducation atteint.

Bien qu'elle soit plus limitée que prévue, la peur du crime montre des tendances inquiétantes. A l'instar des résultats de l'enquête présentés précédemment, ceci montre bien que les principales faiblesses sont surtout liées aux infrastructures et se situe au niveau macro, quant à la disponibilité du capital social, humain, physique. En d'autres termes, une longue histoire de laxisme d'état vis-à-vis de la population rurale n'a pas détruit le tissu social au niveau interpersonnel. La population rurale fait plutôt preuve d'une résilience dans sa stratégie d'adaptation en l'absence de biens publics que l'Etat devait fournir. Dans la prochaine section, on examinera ces stratégies de manière plus détaillée.

## **Stratégies de vie en milieu rural**

Sur la base des principales ressources identifiées et examinées dans la section précédente, l'analyse aborde à présent la question de la combinaison des ressources utilisées comme moyens d'existence par les différents groupes de ménages. Scoones (1998 :9) identifie trois principales stratégies de survie en milieu rural, qui reposent sur le secteur économique prédominant dans ce milieu, c'est-à-dire l'agriculture. Ces stratégies sont les suivantes :

1. l'expansion agricole : une stratégie pour accroître la contribution relative de l'agriculture à l'ensemble des moyens d'existence soit par l'intensification (i.e. l'accroissement du rendement unitaire par des investissements en capitaux ou une augmentation des apports en main d'oeuvre) soit par l'extensification (la pratique d'une agriculture extensive i.e. l'accroissement de la quantité de terres cultivées),
2. la diversification des moyens d'existence: une stratégie pour diminuer l'importance relative de l'agriculture (traditionnelle) en entreprenant des activités génératrices de revenus hors du secteur agricole ou non liées à ce secteur,
3. la migration : une stratégie liée à la diversification.

Les stratégies ne sont pas mutuellement exclusives, puisque les ménages peuvent en poursuivre plusieurs, à différentes étapes du cycle de vie du ménage ou selon les saisons, et les membres individuels du ménage peuvent poursuivre différentes adaptations en même temps. En définitive, comme le note Ellis (2000 :41), la diversification peut aller à l'encontre des deux stratégies. Cependant, la typologie exprime des choix stratégiques réels d'allocation de ressources parmi les ménages ruraux avec des implications significatives pour la trajectoire de développement au niveau macro. Nous examinerons par la suite les données de l'enquête à la lumière de ces trois types de stratégies possibles.

## **L'intensification agricole**

### ***La terre comme déterminant clé du système de vie en milieu rural***

Alors que le non accès à la terre est « une caractéristique importante et une cause de la pauvreté rurale (Khan, 2000:8) dans beaucoup de pays en voie de développement, et en Amérique latine en particulier, le panorama précédent des ressources rurales a montré une distribution relativement équitable de la terre dans le milieu rural haïtien. Pas moins de 80% des ménages ruraux ont accès à la terre, et près de 90% de ceux-ci exploitent leur terre en totalité ou en partie. Tout compte fait, 70% des ménages ruraux participent à la production agricole sur leurs propres terres. L'accès à la terre est donc un facteur prédominant des stratégies de vie des ménages ruraux haïtiens, et le patrimoine clé dans la première catégorie de stratégie de vie mentionnée précédemment : l'expansion agricole. Dans cette perspective, la section qui suit analyse les facteurs qui peuvent faciliter l'intensification ou l'extensification du secteur agricole.

Néanmoins, un groupe significatif n'a pas accès à la terre, et les autres - qui y ont accès - ont diversifié leur portefeuille de revenus avec des revenus non agricoles. Quantitativement, près de la moitié du total des revenus des ménages ruraux sont générés par des sources non agricoles. Deux questions importantes sont analysées dans les prochaines sections. Tout d'abord, quels sont les liens entre la terre et les autres ressources, au sens large du terme, et les revenus non agricoles? C'est-à-dire, quelle combinaison de ressources, outre la terre, contribue à changer la balance agricole/non agricole dans le portefeuille de revenus en milieu rural? Deuxièmement, qu'est-ce que ces liens prédisent en termes de perspectives pour le développement rural et agricole en Haïti, et qui est plus susceptible de bénéficier ou de pâtir du processus?

### ***Exploitation intensive de la terre suite à des innovations induites ?***

Alors que la terre était abondante et facilement disponible en Haïti durant le processus de redistribution des terres au XIX<sup>ème</sup> siècle, par la suite l'accroissement démographique et l'érosion des terres ont fait du thème " rareté des terres" une préoccupation majeure présente dans toutes les études portant sur le milieu rural haïtien (i.e. Leyburn 1941 :268-271 ; Lundahl 1979 :55-57). Avec une population dont le taux de croissance est de 2,2 % l'an entre 1982 et 2003, la densité de la population rurale a continué à s'accroître rapidement malgré la migration des zones rurales vers les zones urbaines.

Dans de telles conditions, d'après les hypothèses du modèle d'innovation induite, « dans la plupart des pays en développement, l'agriculture est passée du stade d'agriculture « extensive » (augmentation de la production en consacrant plus de terres à la culture) à une agriculture « intensive » (augmentation de la production en augmentant la productivité des terres cultivées) » (Reardon & Glewwe 2000 : 130). D'autre part, les agriculteurs qui sont « incapables d'accroître la productivité de leur terres actuelles peuvent étendre leur culture ... afin de maintenir ou d'accroître leurs revenus ». (Reardon et Glewwe 2000 :139). Dans une situation où les terres sont rares, l'extensification de l'agriculture se fait généralement sur des terres de qualité inférieure, processus qui peut avoir des conséquences écologiques très défavorables.

En supposant que les interventions externes en matière de développement sont rares et insuffisantes (une hypothèse non controversée dans le cas haïtien), la stratégie agricole est essentiellement un choix sur la manière de combiner et d'investir dans trois types d'intrants: la terre, la main d'oeuvre et la

technologie<sup>13</sup>. On pourrait s'attendre à ce qu'une stratégie visant à accroître ou du moins à maintenir les revenus per capita d'une population en croissance implique « le remplacement graduel de facteurs relativement nombreux (donc peu coûteux) par des facteurs relativement rares (donc coûteux) dans l'économie. (...) Les techniques conçues pour faciliter le remplacement de la main d'œuvre par d'autres intrants peuvent être désignées sous l'expression d'économie de main d'œuvre » et celles conçues pour faciliter le remplacement de la terre par d'autres intrants peuvent être désignées sous l'expression « conservation du sol » (Ruttan & Hayami 1998 :164).

L'accroissement de la production par unité de surface peut être atteint à la fois en augmentant l'apport effectif de l'unité en main d'œuvre (par exemple en diminuant la période de jachère et/ou en augmentant les cultures intercalaires ou en régénérant la fertilité du sol à l'aide de systèmes de conservation basés sur une plus forte intensité de main d'œuvre ... les engrais chimiques, les pratiques d'élevage...et les intrants ... qui permettent un rendement optimum (Ruttan & Hayami 1998 :164)<sup>14</sup>.

Quelques études semblent indiquer que l'augmentation de l'intensification du capital agricole se fait souvent en deux étapes (Sanders, Shapiro et Ramaswamy (1996) in Reardon 1998 :451). La première étape impliquerait une application de fumier avec une forte intensité de main d'œuvre et l'application de méthodes traditionnelles de mise en valeur du sol (...). La deuxième implique l'usage accru d'engrais chimiques, de techniques améliorées de conservation des terres avec une plus forte intensité en capital » (Reardon 1998 :451).

### ***L'agriculture intensive à fort apport en capital se limite à l'Artibonite***

Les indicateurs relatifs à la technologie de conservation du sol pour la première et la deuxième étape figurent dans les données de l'ECHV. Le premier type simple d'intrant comprend les engrais naturels, l'irrigation manuelle et les techniques plus simples de conservation du sol telles que les rampes vivantes, les murs secs et les haies. Les formes les plus avancées de capital agricole comprennent les engrais chimiques et les pesticides ou insecticides et, dans le cas qui nous concerne, la culture en terrasse (conservation du sol à haute intensité de main d'œuvre) et l'irrigation mécanique. En dernier lieu, les données concernant la production au niveau de la parcelle fournissent des informations de base sur l'intensité de l'utilisation des terres.

Les données fournissent peu d'indication de mise en place d'une agriculture intensive à fort apport de capital à travers Haïti. Comme on peut le constater dans l'analyse statistique détaillée des investissements en terre au tableau 15 du chapitre précédent sur les ressources rurales, des investissements agricoles plus importants et plus intensifs en capital sont très rares dans la majeure partie du pays, à l'exception, comme d'habitude, du département de l' Artibonite. Dans le tableau 21 ci-dessous, ces résultats sont rapportés de manière plus générale en termes de pourcentage de ménages qui pratiquent une technologie basée sur la conservation du sol sur une ou plusieurs de leurs parcelles.

<sup>13</sup> La terre ne doit pas être analysée uniquement en tant que moyen de production, mais aussi comme épargne. Un économiste haïtien a ainsi avancé que l'échange des terres est étroitement lié au cycle de vie des ménages lesquels investissent dans la terre dès le moment où ils s'établissent comme un ménage cultivateur distinct jusqu'à ce qu'ils dépassent leur âge actif, et à ce moment la terre est vendue.

<sup>14</sup> Comme il a été constaté, seul un infime pourcentage de cultivateurs possède une technologie mécanique, excepté des instruments manuels de base. Comme l'a argumenté Lundahl, l'usage de ces instruments manuels ne constitue pas strictement une économie de main d'œuvre. Une machette ne remplace pas la main d'œuvre manuelle mais constitue plutôt une condition préalable pour la culture par la main d'œuvre manuelle.

**Tableau 21**  
Technologie de conservation des terres par département  
en pourcentage des parcelles rurales cultivées

Technologie	Ouest	Sud-Est	Nord	Nord-Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande-Anse	Nord-Ouest	Ensemble
Aucune	48	58	58	85	20	46	61	64	44	49
Simple	37	32	38	11	37	46	30	32	53	37
Avancé	15	10	4	4	42	8	9	4	4	14
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Echantillon	638	900	477	241	845	767	790	731	855	6244

Quoique 14% des parcelles aient été l'objet de méthodes d'intensification avancées telles que les engrais chimiques ou les pesticides, ces dernières sont circonscrites à la région agricole traditionnellement avancée de l'Artibonite, et à un degré moindre, au département de l'Ouest. La grande majorité des cultivateurs haïtiens n'appliquent pas ces méthodes pour accroître le rendement de leurs terres. Un pourcentage plus important utilise des techniques traditionnelles plus simples d'amélioration de la terre, excepté dans le département du Sud et du Nord-Est, où même ces techniques demeurent limitées. Cependant, parmi ces techniques traditionnelles, les plus répandues concernent la préservation de la terre, par exemple les rampes vivantes, les murs secs et sont dictées par des exigences topographiques (risque d'érosion). Les techniques de mise en valeur (les engrais naturels) sont appliquées sur seulement 12% des parcelles, principalement dans les départements du Centre et du Sud où la présence du bétail est également plus élevée.

### ***Des résultats peu concluants sur l'agriculture intensive basée sur la main d'œuvre***

Les données recueillies sur la production des parcelles indiquent que la main-d'œuvre remplace dans une certaine mesure le capital dans l'intensification des terres : les ménages qui n'indiquent aucune mesure de mise en valeur du sol de leur parcelles ou uniquement des mises en valeur traditionnelles simples réalisent en moyenne 2.9 à 3.1 de récoltes par parcelle, comparé à 2.5 parmi les ménages qui ont investi dans une technologie avancée de conservation du sol. Une telle augmentation de l'intensité des productions, quand elle n'est pas accompagnée par une augmentation de l'utilisation d'intrants agricoles (engrais, produits chimiques), épuise le sol de ses éléments nutritifs et est une cause de dégradation dans de nombreuses régions agricoles tropicales (Reardon 1998 :448).

D'autre part, le rapport entre les parcelles non cultivées et le nombre total de parcelles est plus faible chez les ménages qui font des investissements en capitaux sur leurs parcelles que chez les autres, ce qui montre qu'une augmentation du rendement par la diminution des périodes de jachère n'est pas courante<sup>15</sup>. En fait, 12% des ménages manquant de capital ont un mélange de parcelles cultivées et non cultivées comparé à 7% dans le groupe de ménages qui font des investissements en capital pour leurs terres.

<sup>15</sup> Le ratio varie entre 0.05 dans « le groupe qui n'a pas de capital » à 0.02 dans « le groupe qui dispose de capital ». Avec un ratio de 0.05 (0.02), une parcelle sur 20 (50) n'est pas cultivée.

**Un niveau de transactions très élevé concernant la terre**

Pour finir, les données sur les transactions foncières montrent que le marché de la terre est très actif en milieu rural haïtien (tableau 22). Ceci peut signifier simplement qu'avec un très faible accès au capital, le paysan défriche des zones considérées non cultivables dans le passé à cause de leurs caractéristiques topographiques ou organiques, comme l'affirment Reardon et Glewwe (2000 :139). Cela peut vouloir dire que la terre n'est pas aussi rare que le pouvait laisser supposer la croissance élevée de la population et la faible croissance de l'économie non agricole. Pour que quelqu'un achète une terre, d'autres doivent en vendre et si la terre était très rare, l'offre aurait été faible, les prix élevés et on s'attendrait à ce que le volume des échanges soit faible dans un marché caractérisé par des flux réduits de capitaux. En dernier lieu, les transactions foncières pourraient être également associées à un cycle de vie où la terre est acquise à un âge plutôt jeune et vendue par la suite.

**Tableau 22**

Investissements dans les parcelles par quintile de revenu rural

	Q1 (20 % les plus faibles)	Q2	Q3	Q4	Q5 (20 % les plus élevés)	Ensemble
N'a acheté aucune parcelle	68	61	57	58	46	57
A acheté au moins une parcelle	10	16	18	18	25	18
A acheté toutes les parcelles	21	23	24	24	29	25

Le fait que les achats de terre augmentent avec les revenus du ménage corrobore la deuxième explication: dans la fourchette de revenus plus élevés, plus de la moitié des cultivateurs ont acheté au moins une parcelle de terre et 29% ont acheté toutes leurs parcelles. Indépendamment du niveau de revenus, si la terre était vraiment le facteur le plus rare dans le secteur agricole, on ne pourrait expliquer que 43% de tous les ménages cultivateurs aient acheté au moins une parcelle, tandis que seulement 15% ont investi dans la technologie de conservation du sol à forte intensité de capital tels que les engrais chimiques ou les pesticides. Même dans la tranche des revenus les plus faibles, 21% ont acheté toutes leurs parcelles. Les arrangements alternatifs en termes de tenure et les changements dans le marché du travail, tels que le métayage et les jours de travail sur d'autres parcelles, sont toujours limités, comme on l'a vu précédemment. Ceci va à l'encontre du développement agraire attendu dans des conditions de rareté de la terre telles que suggérées, entre autres, par Murray (1997, in Lundahl [1980] : 78).

Finalement, bien que nous ne disposions pas de beaucoup de données sur la qualité de la terre, la pente des parcelles telle que déclarée par leurs propriétaires fournit une indication en ce sens. Ces données montrent que le pourcentage de parcelles à pente raide est le plus faible parmi celles qui ont été achetées. Les différences ne sont pas énormes, mais elles sont en général constantes, 31% de toutes les parcelles se trouvent sur une pente raide, selon les déclarations des personnes interrogées. Ce pourcentage varie de 37% pour les parcelles reçues en héritage dans l'indivision, à



30% des parcelles héritées séparément, louées ou en métayage ; il baisse à 26% pour les parcelles achetées. Cette tendance est la plus forte dans les tranches de revenus plus élevés, mais dans la tranche des revenus les plus faibles, les parcelles achetées ont aussi le pourcentage le plus faible de pente raide (21%). En fait, le pourcentage de parcelles achetées ayant une pente raide est moindre dans la tranche des revenus les plus faibles qu'il ne l'est dans la tranche des revenus les plus élevés ; dans ce dernier cas, il est de 25% des parcelles achetées. L'extensification des terres ne semble pas entraîner une culture de pire qualité.

### ***Vers une explication de la supposée intensification agricole de la terre en capital***

En dépit d'une rareté croissante présumée de la terre, les données de l'enquête ne montrent pas une innovation technologique induite à laquelle on s'attendrait généralement dans ce genre de situation. Une explication partielle de l'absence de progrès technologique dans l'agriculture haïtienne pourrait être, selon Lundahl (1983 :258), l'hypothèse que de tels changements viendraient simplement comme «la manne du ciel ». En réalité, « l'innovation requiert des intrants de différentes sortes » (Lundahl 1983 :264) qui ne sont pas nécessairement disponibles. Tout d'abord et le plus important, pour soutenir l'activité novatrice, l'économie doit produire un surplus par rapport au niveau de la consommation, en plus des dépenses liées à des buts non productifs tels que les cérémonies religieuses. Sinon, l'augmentation dans la consommation courante - par exemple, en augmentant l'échelle de la production traditionnelle de subsistance - sera préférée aux augmentations de productivité potentielles et futures.

Deuxièmement, le progrès technologique requiert la connaissance des méthodes « modernes » pertinentes (Lundahl 1983 :267). La nature de l'Etat haïtien, avec sa présence limitée en milieu rural et sa politique en matière d'éducation non professionnelle, suggère que la sensibilisation des paysans à de telles méthodes ne peut être prise pour acquise. Les données de l'enquête indiquent de préférence que l'accès des paysans aux méthodes modernes de production est freiné par une faible capacité à lire et à écrire et un niveau faible d'éducation formelle. On a aussi souligné, néanmoins, que la situation s'améliore de façon significative en termes de capital humain en ce qui concerne les générations plus jeunes.

### ***L'accès à des revenus non agricoles est important pour la promotion de l'intensification avec le capital agricole***

La détermination de l'ensemble des facteurs qui sont les plus importants pour l'amélioration de la terre à l'aide de nouvelles techniques peut être d'une grande importance pour le développement des priorités. Par exemple, est-ce que les progrès technologiques sont freinés davantage par l'offre de crédit insuffisant que par le manque d'infrastructures? En vue d'examiner l'importance relative d'un ensemble de facteurs potentiellement importants, incluant celle du ratio population - terre au niveau des ménages, nous avons considéré un modèle causal avec pour objectif de prédire la probabilité relative d'intensification par le capital agricole (pesticide, engrais chimique, terrasses). L'analyse inclut uniquement les ménages ruraux qui exploitent la terre. Nos variables de prédiction incluent l'accès aux infrastructures, les caractéristiques régionales, le capital humain du ménage (âge moyen des membres du ménage, niveau d'éducation du principal apporteur de ressources), l'accès au travail non domestique, le statut foncier et l'accès au financement des investissements (crédit, épargne, diversification de revenus), la diversification des cultures, l'acquisition de terres et le ratio taille du ménage – superficie de la terre accessible au ménage.

Les résultats montrent que les variables région et infrastructure ont des effets importants sur la probabilité que les cultivateurs investissent dans leur terre : les ménages avec une route d'accès en terre ou en gravier menant à leur logement ont plus de chances d'investir que ceux qui n'ont pas accès à une route.

De même, les facteurs régionaux ont un impact sur les investissements pour la mise en valeur des terres même lorsqu'on utilise les infrastructures comme variable de contrôle. En considérant le département de l'Ouest comme base, on trouve que les cultivateurs de l'Artibonite ont une chance beaucoup plus grande d'investir, tandis que le Nord, le Nord-Est, le Centre, la Grande Anse et le Nord-Ouest ont des probabilités réduites (comparé à l'Ouest) d'intensification de la production à l'aide de capital.

Dans le modèle, le mode de tenure a seulement un très faible impact sur la prédisposition à investir dans la terre. Le fait que les propriétaires détiennent ou non des titres de propriété légaux pour leurs terres n'a pas d'effet significatif dans la régression, tandis que le métayage de quelques-unes ou de toutes les parcelles est - comme prévu - associé à une probabilité réduite d'investissement, comparé aux ménages propriétaires.

D'autre part, l'accès à la main d'œuvre externe au ménage, à la fois rémunérée et non rémunérée augmente énormément la probabilité d'investissement en capital. Comme Reardon (1998 :451) l'a proposé, l'utilisation intensive de main d'œuvre pour le capital agricole peut jouer un rôle décisif, par exemple dans l'épandage d'engrais. Cependant, puisque ni le pourcentage de travailleurs par rapport à la taille du ménage, ni la taille du ménage en soi n'ont aucun effet sur les investissements ; il est donc possible que l'effet visible de l'accès à la main d'œuvre externe au ménage soit un corrélatif plutôt qu'un facteur explicatif des investissements en capital.

Le pourcentage de revenus non agricoles<sup>16</sup> dans la totalité des revenus du ménage a un impact positif sur la probabilité d'investissements en capital agricole et il en est de même du revenu total des ménages. D'autre part, l'accès au crédit n'a pas d'impact significatif.

En dernier lieu, le compromis attendu entre l'extensification et l'intensification est appuyé par la probabilité réduite des investissements associés à la fois à la taille totale des propriétés et par le fait que les parcelles ont toutes été achetées par le propriétaire actuel.

<sup>16</sup> L'indicateur utilisé est le pourcentage de revenus qui ne fait pas partie de la principale source de revenus. Dans ce contexte, les principaux revenus sont soit des revenus de l'exploitation agricole, à l'extérieur de l'exploitation agricole ou non agricole. Pour la grande majorité des cultivateurs, leur principal revenu est le revenu agricole et d'autres revenus non agricoles, des revenus provenant du commerce, des transferts, etc.



**Tableau 23**  
Résultats de la régression logistique relative à l'intensification agricole

	B (coeff.)	Erreur type	Wald	Degré de liberté	Signifiante	Exp(B)
Accès à une route (vs. pas d'accès)			22,40	4,00	0,00	
Route revêtue	-0,06	0,32	0,03	1,00	0,85	0,94
Route partiellement revêtue	-1,76	0,78	5,12	1,00	0,02	0,17
Route en graviers	0,45	0,27	2,80	1,00	0,09	1,56
Route en terre	0,48	0,13	14,26	1,00	0,00	1,62
<b>Département (vs. Ouest)</b>			<b>207,91</b>	<b>8,00</b>	<b>0,00</b>	
Sud Est	-0,36	0,21	2,92	1,00	0,09	0,70
Nord	-2,06	0,32	40,64	1,00	0,00	0,13
Nord Est	-1,36	0,36	14,69	1,00	0,00	0,26
Artibonite	0,85	0,18	21,75	1,00	0,00	2,34
Centre	-0,92	0,23	15,56	1,00	0,00	0,40
Sud	-0,09	0,21	0,20	1,00	0,65	0,91
Grand Anse	-1,43	0,29	24,47	1,00	0,00	0,24
Nord Ouest	-1,49	0,27	29,42	1,00	0,00	0,23
<b>Age moyen des membres du ménage</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,76</b>	<b>1,00</b>	<b>0,38</b>	<b>1,00</b>
<b>Ratio membres du ménage – terre</b>	<b>0,00</b>	<b>0,08</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,98</b>	<b>1,00</b>
<b>Niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage</b>			<b>4,72</b>	<b>3,00</b>	<b>0,19</b>	
Primaire	0,24	0,13	3,63	1,00	0,06	1,28
Secondaire	0,28	0,21	1,73	1,00	0,19	1,32
Supérieur	-0,66	1,47	0,20	1,00	0,65	0,52
Superficie des parcelles	-0,05	0,03	3,30	1,00	0,07	0,95
Tenure (vs. propriétaire sans titre légal)			9,83	6,00	0,13	
Propriétaire de toutes les parcelles avec tous les titres légaux	-0,16	0,15	1,11	1,00	0,29	0,86
Propriétaire + Métayer	-0,65	0,28	5,50	1,00	0,02	0,52
Propriétaire + Locataire	-0,18	0,23	0,58	1,00	0,45	0,84
Métayer sur toutes les parcelles	-0,41	0,24	2,81	1,00	0,09	0,66
Locataire ou Locataire + Métayer	-0,56	0,30	3,54	1,00	0,06	0,57
Autres	-0,10	0,48	0,04	1,00	0,84	0,91
Achat de parcelles			5,18	2,00	0,07	
Acheté au moins une parcelle	0,01	0,15	0,01	1,00	0,93	1,01
Acheté toutes les parcelles	-0,37	0,17	4,86	1,00	0,03	0,69
Epargne en liquide (vs. pas d'épargne)	0,37	0,26	1,99	1,00	0,16	1,45
Crédit (vs. pas de crédit)	-0,03	0,18	0,02	1,00	0,88	0,97
Coumbite (vs. Pas de coumbite)	0,94	0,13	49,16	1,00	0,00	2,56
Escouade (vs. pas d'escouade)	0,22	0,17	1,68	1,00	0,19	1,24
Recrutement de travailleurs (vs. Non)	0,63	0,15	17,57	1,00	0,00	1,87
Revenus du ménage (en '000 Gdes)	0,02	0,00	22,87	1,00	0,00	1,02
Transferts internes (en '000 Gdes)	0,04	0,03	1,75	1,00	0,19	1,04
Transferts externes (en '000 Gdes)	-0,02	0,01	4,03	1,00	0,04	0,98
Cultures intercalaires	-0,13	0,04	12,17	1,00	0,00	0,88
Constante	-1,84	0,59	9,74	1,00	0,00	0,16

***Le développement agricole est fortement associé au capital – les secteurs non agricoles sont des sources potentielles d'aide***

L'analyse a montré que la croissance de la population vivant en milieu rural n'a pas entraîné une

intensification importante des terres par le capital moderne ou même une plus grande utilisation des méthodes traditionnelles de mise en valeur des terres telles que le fumier naturel. Les apports plus importants en capitaux sont principalement limités à des régions spécifiques et le manque d'infrastructures figure probablement parmi les principaux obstacles à une dissémination plus étendue de ces apports.

Un pourcentage beaucoup plus important de cultivateurs ajoute des terres plutôt que des intrants en capital à leurs exploitations agricoles. L'analyse statistique montre de plus que l'achat des parcelles est négativement associé à la probabilité d'adopter des capitaux agricoles – i.e. il y a un compromis entre les deux options comme on pourrait s'y attendre puisque les deux impliquent des coûts financiers. De plus, la description des parcelles et des modes de tenure a montré que la superficie moyenne des exploitations agricoles n'a probablement pas diminué depuis les années 50 et 70 et a possiblement augmenté légèrement bien que les données comparatives ne soient pas claires à ce sujet.

Ces faits suggèrent, sans le prouver, que le manque de terres peut ne pas être un problème aussi fondamental en milieu rural haïtien qu'on le pensait<sup>17</sup> auparavant. Pour que quelqu'un achète des terres, d'autres personnes doivent les vendre et les ventes ne peuvent être ni uniquement ni même principalement attribuées à des transactions de terres de mauvaise qualité (antérieurement non utilisées) ou à des ménages nouvellement établis qui achètent les terres des propriétaires retraités. Une explication probable est que nous sommes simplement en train d'observer les effets de l'importance décroissante de l'agriculture dans l'économie nationale et que la terre est vendue au fur et à mesure que les gens cherchent d'autres opportunités. L'expansion des activités non agricoles peut finalement bénéficier au secteur agricole si elle canalise à nouveau le capital financier (et d'autres) vers le secteur agricole. Comme cela a été débattu précédemment, ceci est particulièrement important en l'absence d'un engagement public solide dans le développement rural. La forte corrélation positive entre les investissements et la proportion croissante des revenus non agricoles dans le revenu total, montre également que ce mécanisme est à l'œuvre au niveau empirique, bien que son ampleur n'ait pas été étudiée jusqu'à présent.

Cependant, le faible impact observé globalement au niveau des intrants de capital suggère que les rentrées en dehors du travail agricole, dans l'ensemble, ne sont pas canalisées dans l'agriculture de manière significative. Dans la prochaine section, on examine de façon détaillée la relation entre les secteurs agricole et non agricole et les sources de revenus.

## **Diversification des moyens de subsistance en milieu rural – un adieu aux exploitations agricoles ?**

### ***Diversification pour la survie, diversification pour l'accumulation***

La diversification des systèmes de survie en milieu rural pourrait généralement être définie comme un processus par lequel « les familles rurales constituent un portefeuille contenant un large éventail d'activités et une capacité d'entraide sociale afin de survivre et d'améliorer leurs niveaux de vie » (Ellis 1998 :1). Les doubles objectifs de survie versus amélioration des conditions de vie nous amènent à ce qui souvent apparaît comme une ambiguïté dans la littérature, i.e. la distinction entre la diversification "comme une stratégie mûrement réfléchie ou comme une réponse involontaire à la crise » (Ellis

<sup>17</sup> Voir Heyer 1976 tiré in Ellis 1998. Les facteurs relatifs à la localisation (manque d'accès aux services et aux opportunités) constituent les principales raisons de la pauvreté en Afrique, et non le manque de terre.

1998 :2). Par conséquent, les stratégies de diversification pourraient, d'une part, être associées aux ménages qui investissent leurs ressources (importantes) dans des activités nouvelles et potentiellement rentables, à des fins d'accumulation, et d'autre part, aux ménages qui répartissent leurs (maigres) ressources entre de multiples activités pour diminuer le risque de se retrouver sans aucun revenu afin de protéger leurs moyens d'existence (Ellis 1998 :12-12). Bien que les deux peuvent atténuer les « risques » (Banque Mondiale 2000 :141) liés à leurs moyens et modes de subsistance, les buts et les effets de ces stratégies sont très différents comme il sera évoqué dans la section suivante. Dans ce contexte, les ménages les plus vulnérables sont ceux qui manquent de moyens pour gérer les risques, même à des « fins de survie » et dont la maigre dotation en actifs (par exemple, terre marginale, faible accès aux services de santé) les expose également aux risques les plus grands (Banque Mondiale 2000 :146).

Définie ainsi, la diversification des moyens de subsistance ne se réfère pas nécessairement à la multiplication des revenus mais couvre toute la gamme des revenus, des actifs physiques et non physiques, les relations et les activités qui constituent un genre de vie. A des fins analytiques, on établit une distinction entre la diversification des cultures sur l'exploitation agricole et celle des revenus non agricoles. De plus, la migration du rural vers l'urbain est analysée comme un cas spécial de la diversification<sup>18</sup> hors agriculture. Tout d'abord, les deux types tendent à avoir des effets différents sur la diminution des risques. La diversification agricole, y compris les cultures intercalaires et le morcellement des terrains, aboutit seulement à une diminution modérée des risques, parce que beaucoup de chocs (sécheresse, inondations) sont susceptibles d'affecter toutes ou la plupart des composantes en même temps (Banque Mondiale 2000).<sup>19</sup> La diversification agricole est également caractéristique d'une intensification de l'exploitation due à l'absence de capital par laquelle on augmente la production sans l'utilisation d'intrants additionnels en capital.

D'autre part, la diversification via des revenus non agricoles est susceptible de contribuer davantage à réduire « le risque de corrélation entre les composantes des modes et moyens d'existence » (Ellis 1991 :13) en raison d'une exposition aux risques plus particulières. De plus, la diversification non agricole est potentiellement une importante source de financement des investissements en capital agricole.

### ***La diversification agricole augmente avec les revenus du ménage, mais les paysans de l'Artibonite sont plus spécialisés que les autres***

Des indicateurs clés sur la diversification agricole présents dans l'enquête (les cultures associées et le morcellement des terrains) décrivent bien l'ambiguïté analytique inhérente de la diversification comme une stratégie de gestion des risques (Tableau 24). Le nombre moyen de cultures par parcelles, le nombre de parcelles par exploitation agricole et par conséquent, le nombre total de cultures par exploitation augmentent avec les revenus du ménage tandis qu'on pourrait s'attendre à une spécialisation accrue dans les groupes de revenus plus élevés. Cependant, le niveau de diversification de cultures est clairement le plus faible dans l'Artibonite avec une forte présence d'intrants en capital, cas unique comparé à toutes les autres zones agricoles.

<sup>18</sup> Les distinctions sont en partie tirées d'Ellis 1998.

<sup>19</sup> Cependant, les cultures associées et le morcellement des terrains peut diminuer considérablement le risque de chocs.

Comme prévu, le nombre de cultures par parcelle est le plus faible chez les agriculteurs qui n'utilisent pas de technologie de conservation du sol dans leurs parcelles, et parmi ceux qui apportent des intrants en capital plus modernes. Des niveaux plus élevés de cultures intercalaires constituent une forme caractéristique de diversification agricole déficiente en capital et de stratégie d'intensification associée à un niveau moyen de ressources. Ceci signifie, que même si la stratégie n'est pas nécessairement durable à plus long terme (i.e. à cause de la dégradation du sol), le groupe de cultivateurs dont les terres ne font l'objet d'aucune mise en valeur et qui ont moins de cultures (et de parcelles) est clairement le plus vulnérable, à court et à moyen terme, avec une production qui est en même temps faible et très exposée aux risques.

**Tableau 24**  
Diversification des parcelles et des cultures

		Nombre de parcelles par exploitation	Nombre de cultures par parcelle	Nombre de cultures par exploitation	Echantillon
Département	Ouest	1.6	2.7	3.7	434
	Sud-Est	2.5	2.1	4.3	419
	Nord	1.7	2.8	3.9	328
	Nord Est	1.5	2.0	2.7	176
	Artibonite	1.7	1.7	2.5	500
	Centre	2.0	2.5	4.2	428
	Sud	2.0	2.1	3.5	443
	Grande-Anse	1.9	2.4	3.9	423
	Nord-Ouest	2.0	2.3	3.9	464
Quintile rural	Q1(20 % les plus faibles)	1.6	2.1	2.9	537
	Q2	1.7	2.3	3.4	721
	Q3	1.9	2.2	3.5	779
	Q4	2.0	2.3	3.8	820
	Q5 (20 % les plus élevés)	2.2	2.3	4.3	758
Technologie de conservation du sol	Aucune	1.8	2.9	3.5	1710
	Simple	2.0	3.1	3.9	1393
	Avancée	2.0	2.5	3.2	512
Total		1.9	2.3	3.6	3615

***La production de cultures vivrières reflète les besoins de subsistance : les combinaisons de maïs, haricots, sorgho, bananes plantains, et de racines comestibles maximisent la sécurité nutritionnelle via la production domestique.***

Le maïs, une culture indigène d'Hispaniola, pierre angulaire traditionnelle de l'alimentation en milieu rural, est encore aujourd'hui la culture la plus importante, produite par environ les trois quart des ménages cultivateurs (voir Tableau 54; Lundahl 1979:45). Le maïs est généralement combiné aux haricots, ce qui donne une combinaison nutritionnelle valable de pseudo protéine et de graisse ; les deux sont utilisés pour l'auto consommation et la vente sur les marchés locaux. Le haricot est cultivé par une grande majorité de cultivateurs dans tous les départements, à l'exception de l'Artibonite, et

est également moins répandu dans les départements du Nord et du Nord-Est. Les deux cultures sont fréquemment combinées avec le petit mil ou sorgho, une culture qui, contrairement au maïs, peut être plantée même dans les « plaines sèches et les coteaux rocheux avec un sol pauvre » (Lundahl 1979 :45). Moins de la moitié des agriculteurs (41%) cultivent le petit mil, davantage le cultivent dans le Centre (69%) et une majorité dans le Sud-Est, le Sud et l'Ouest<sup>20</sup>. Les bananes vertes plantains, ont été introduites au seizième siècle et contrairement aux bananes douces, elles sont importantes dans l'alimentation en milieu rural et sont cultivées partout en Haïti, en particulier dans le Nord, la Grande-Anse et le Sud-Est. Finalement, trois catégories principales de racines comestibles sont répandues à travers Haïti, comprenant des variétés de patates douces, de manioc (utilisé dans la préparation de la cassave) et l'igname. La production de ces cultures de base est limitée aux départements de l'Artibonite et de l'Ouest.

Il existe néanmoins des différences régionales dans les combinaisons de cultures. Ainsi, la combinaison maïs et haricot est pratiquée par une majorité de cultivateurs dans l'Ouest, le Centre, le Sud et la Grande-Anse, en particulier, dans le Sud-Est où 82% des cultivateurs combinent les deux cultures. Un quart à un tiers des ménages de ces régions ajoute également du petit mil à ces deux cultures. Dans le Nord, la banane plantain est la culture numéro un, généralement combinée au haricot et au maïs, très souvent avec de l'igname, du malanga ou du manioc.

Les seuls mono producteurs sont les cultivateurs de riz de l'Artibonite qui représentent 42% de l'ensemble des cultivateurs de cette région. Dans ce groupe, environ deux tiers (63%) n'ajoutent pas de cultures additionnelles, et les autres cultivateurs combinent le riz avec le maïs principalement.

Par contre, la majorité des agriculteurs de l'Artibonite qui s'adonnent à d'autres cultures ne produisent pas le riz, mais cultivent plutôt le maïs, souvent en combinaison avec le petit mil et le haricot. Par ailleurs, les producteurs de riz en dehors de l'Artibonite cultivent pour la plupart plusieurs denrées.

Ce fait indique dans l'Artibonite, et dans quelques autres endroits dans le Sud et le Nord, que le riz cultivé est du riz irrigué, vendu dans les zones urbaines tandis que le riz cultivé ailleurs est principalement un riz de montagne, non irrigué et destiné à la consommation personnelle ou au marché local (Lundahl 1979 :46).

***La production de cultures de rapport montre une diversification réussie à des fins de subsistance – non pas une spécialisation ni une intensification en capital***

Parmi les cultures traditionnelles d'exportation telles que la canne à sucre, le café et le cacao, seule la canne à sucre est cultivée à travers tout le pays; elle est cultivée par 7% des cultivateurs à l'échelle nationale, et par davantage de cultivateurs dans le Nord (16%), le Nord-Est (10%) et le Centre (13%). Le café est cultivé par 3% des cultivateurs, mais jusqu'à 9% dans le Sud Est, 7% dans le Nord et 6% dans la Grande-Anse. 5% des paysans du Nord cultivent également le cacao qu'on retrouve rarement à un autre endroit. Les cultures d'exportation plus nouvelles telles que la mangue a une importance relative dans certaines régions, particulièrement, le Nord et le Centre, où elle est cultivée par 11% des cultivateurs. La mangue n'est pas exclusivement une culture de rapport ; elle est également un

<sup>20</sup> Lundahl rapporte que le petit mil remplace le maïs dans les zones où celui-ci n'est pas cultivable. Cependant, nos données trouvent plutôt une corrélation entre les deux cultures : 49 pour cent des cultivateurs de maïs cultivent également le petit mil comparé à 14 pour cent de ceux qui ne cultivent pas le maïs.

fruit de consommation très populaire souvent cultivé près des résidences et épargné lorsque d'autres forêts sont défrichées pour la culture (Lundahl 1979 :47).

La production de la plupart des cultures de rapport, dont les plus importantes sont celles qui viennent d'être mentionnées, n'est pas associée à un niveau plus élevé de spécialisation que la moyenne, si on exclut la production de riz de l'Artibonite. Au contraire, la production des cultures de rapport fait presque toujours partie d'un système de culture associée, combinant les cultures de subsistance et les cultures de rapport. Dans le cas de la canne à sucre par exemple, dans 98% des cas, elle est seulement une parmi les multiples cultures des exploitations agricoles qui ont plus de parcelles et une taille totale plus importante que la moyenne. En termes statistiques, le cultivateur de canne à sucre moyen cultive 5.2 denrées sur une exploitation de 2.2 parcelles d'une superficie totale de 2.6 hectares. En moyenne, le cultivateur de canne à sucre cultive 3.8 denrées par parcelle. Un cultivateur de café cultive 6.5 denrées sur une exploitation de 2.8 parcelles d'une superficie totale de 2.8 hectares. Il cultive en moyenne 4.2 denrées par parcelle. Des chiffres très similaires décrivent les producteurs de cacao et, à un degré moindre, les producteurs de mangues. En comparaison, les agriculteurs qui ne cultivent pas la canne à sucre, le café, le cacao ou la mangue, cultivent 3.3 denrées sur une exploitation de 1.9 parcelles d'une superficie totale de 1.8 hectares, avec 2.7 denrées par parcelle en moyenne. Ainsi, la valeur et la signification relatives de l'auto consommation dans l'économie domestique sont en fait plus importantes parmi les « cultivateurs de produits commerciaux » que chez les autres, représentant 42% versus 36% du revenu total dans les deux groupes respectivement.

Néanmoins, les producteurs de ces denrées (canne à sucre, café, cacao, mangue, aubergine) réalisent un revenu total qui est 42% plus élevé que celui des producteurs qui ne cultivent pas de cultures de rapport, soit 18.182 gourdes versus 12.778 gourdes. En dépit de cela, leur niveau d'intrants en capital n'est pas plus élevé que celui des autres, mais pratiquement le même.

Par contre, un pourcentage plus important de cultivateurs de produits commerciaux investissent dans de nouvelles parcelles : 28% des « cultivateurs de produits commerciaux » ont un mélange de parcelles héritées et achetées, comparé à 16% parmi les autres.

### **La diversification non agricole : atténuation des risques ou renforcement des inégalités rurales?**

Cette section décrit d'abord la principale composante du revenu total des ménages ruraux en terme de contribution ainsi que l'incidence des groupes de revenus principaux et secondaires tels que définis conventionnellement dans la littérature spécialisée. Deuxièmement, les caractéristiques associées aux indicateurs de diversification des revenus sont analysées au niveau du ménage. Troisièmement, une tentative d'analyse de la structure du ménage en tant qu'unité est entreprise afin de mettre en évidence la portée des contributions individuelles, et plus particulièrement les contributions qui seraient spécifiques à l'un ou l'autre sexe. Quatrièmement, la migration est analysée de façon détaillée comme un cas spécial de diversification possible des revenus du ménage. Une dernière partie résume le débat sur la diversification des revenus en présentant une ventilation des effets distributifs associés aux revenus non agricoles.

### ***Les revenus non agricoles contribuent à près de la moitié des revenus des ménages ruraux – les autres proviennent principalement de l'agriculture familiale***

Les documents publiés sur la structure économique des ménages ruraux établissent une distinction



entre plusieurs types de revenus principaux et secondaires au moment de l'analyse de la composition des portefeuilles de revenus. Les catégories ne sont pas arbitraires mais se réfèrent plutôt « aux différents marchés du travail ayant des caractéristiques de périodicité, de durabilité, de barrières à l'entrée, de localisation, de croissance potentielle des revenus, etc. » (Reardon 1997 in Ellis 1998 : 5). Les principales catégories de revenus en milieu rural sont les suivantes (i) les revenus agricoles ; (ii) les revenus hors de l'exploitation agricole (revenus provenant du travail et des services offerts aux exploitations agricoles rémunérés en liquide ou en nature) et (iii) les revenus non agricoles (Saith 1992 in Ellis 1998 : 5). L'accès à ces trois sources de revenus et leur poids total fournissent un premier aperçu de la composante générale des revenus au niveau global, bien que pour divers objectifs les analyses doivent porter sur de nouvelles catégories plus restreintes comme nous le verrons ci-dessous.

Dans l'ensemble, les revenus non agricoles représentent près de 49% du total des revenus en milieu rural, comparé à seulement 3% pour les revenus réalisés à l'extérieur de l'exploitation agricole, comme le montre le tableau 25. Parmi les ménages qui ont accès à la terre, les revenus non agricoles représentent 38% du revenu total.

Parmi ceux qui n'ont pas de terres, les revenus générés à l'extérieur de l'exploitation agricole<sup>21</sup> réalisés dans le cadre de travaux effectués sur des exploitations autres que celui du ménage contribuent tout simplement à hauteur de 1% du revenu total, ce qui montre le peu d'importance de la main d'œuvre salariée dans la structure agraire basée principalement sur la famille en Haïti. 19% des ménages d'agriculteurs continuent d'indiquer l'accès à des revenus générés à l'extérieur de l'exploitation familiale, ce qui indique que le travail hors de celle-ci peut être important durant des périodes limitées de pointes saisonnières.

**Tableau 25**  
Composition des revenus par quintile du revenu

	Revenus agricoles	Revenus à l'extérieur de l'exploitation agricole	Revenus non agricoles	Total des revenus	Echantillon
<b>Accès à la terre</b>					
Oui	58	3	38	100	4072
Non	8	1	91	100	926
<b>Quintiles ruraux</b>					
Q1 (20 % les plus faibles)	40	4	55	100	1001
Q2	47	4	49	100	996
Q3	55	4	42	100	999
Q4	56	3	41	100	1003
Q5 (20 % les plus élevés)	44	3	53	100	999
Total	48	3	49	100	4998

<sup>21</sup> Les revenus générés hors de l'exploitation agricole incluent spécifiquement, des salaires perçus par les membres du ménage employés dans l'agriculture et les revenus de l'auto emploi provenant des services agricoles (transport de l'eau, garde des animaux, abattage d'animaux de boucherie)

Alors que les revenus agricoles proviennent souvent des ventes, de l'auto consommation des récoltes et de la viande, la catégorie de revenus générés à l'extérieur de l'exploitation agricole est d'origine plus variée. Au moins cinq types de revenus secondaires non agricoles sont généralement identifiés: (1) ceux provenant des salaires non agricoles en milieu rural; (2) les revenus d'auto emploi non agricoles en milieu rural (3) les revenus provenant des biens ; (4) les transferts d'argent du milieu urbain vers le milieu rural; et (5) les transferts internationaux (Ellis 1998 :5). Parmi ces catégories de revenus, le groupe des revenus d'auto emploi en particulier contient une variété presque illimitée de sources spécifiques.

Les revenus provenant de l'auto emploi sont les plus importants parmi les revenus non agricoles. Ils représentent 22% du revenu total des ménages (et 45% des revenus non agricoles). Les transferts viennent en deuxième position, représentant 15% du revenu total (31% des revenus non agricoles). Les salaires non agricoles représentent 6% des revenus en milieu rural ; seulement 7% des ménages ont eu accès à ces salaires au cours de l'année précédant l'enquête.

### ***Les groupes avec des revenus plus élevés possèdent les portefeuilles les plus diversifiés***

Dans quelle mesure la diversification peut-elle être considérée comme une stratégie de gestion de risques plutôt qu'une simple stratégie de maximisation des revenus? Une manière simple et largement utilisée (de façon indirecte) de mesurer ce risque covariant est d'évaluer la contribution des différentes sources de revenus au revenu total du ménage, en particulier la contribution des revenus non agricoles chez les ménages d'agriculteurs (voir Reardon 1997 dans Banque Mondiale 2000 :142)<sup>22</sup> Un autre indicateur de la diversité des revenus est le nombre de sources de revenus auxquelles les ménages ont eu accès au cours de l'année écoulée.<sup>23</sup> L'indicateur cerne bien un aspect qui n'est pas inclus dans le pourcentage des revenus secondaires, i.e. le nombre total de sources de revenus<sup>24</sup>.

Premièrement, les résultats montrent que la part des revenus secondaires dans le revenu total est très stable à travers la distribution des revenus, à l'exception du quintile de revenu le plus faible dans lequel la part est plus réduite (Tableau 26). Deuxièmement, le nombre de sources de revenus augmente de manière uniforme avec les plus élevés, ce qui suggère par ailleurs que l'accès à des sources multiples de revenus est une cause de différenciation de ces derniers en milieu rural. Troisièmement, la corrélation est faible entre les autres stratégies agricoles tels que les investissements dans le capital agricole, la terre d'une part, et les indicateurs de diversification de revenus, d'autre part. Ceux qui ont investi, à la fois, sous forme de capital et acquis de nouvelles terres possèdent des portefeuilles de revenus légèrement plus diversifiés que ceux qui n'ont pas investi dans leurs exploitations.

<sup>22</sup> Ceci est une mesure indirecte de vulnérabilité parce que la diversification des revenus en soi ne fournit pas nécessairement des moyens de vie résilients et dans la typologie de la Banque Mondiale, une mesure de « diminution des risques » (Banque Mondiale 2000 :142)

<sup>23</sup> Deux de ces indicateurs sont des interprétations d'analyses basées sur la définition analytique des catégories de sources de revenus. Bien que ces derniers soient conçus de manière indépendante, chaque « catégorie » de revenus peut contenir une très grande complexité interne. Le problème s'applique particulièrement aux revenus d'auto emploi non agricoles, à cause des multiples composantes de cette catégorie.

<sup>24</sup> Il faut noter que la composition des revenus d'un ménage moyen diffère des moyennes globales de la composition des revenus. La moyenne globale est pondérée par la totalité des revenus des ménages qui ont des compositions de revenus différents, ce n'est pas le cas pour la moyenne des ménages.



En général, les données indiquent que la diversification de revenus est largement associée à une stratégie d'amélioration des conditions de vie, plutôt qu'une stratégie de sécurisation d'une survie minimale au prix de maximiser les revenus futurs. Dans la prochaine section, on utilisera la régression et l'analyse en composantes principales en vue d'examiner de façon détaillée la relation entre les ressources et les revenus agricoles versus non agricoles.

**Tableau 26**  
Indicateurs de vulnérabilité des systèmes de vie

		Pourcentage de revenu subsidiaire dans le revenu total	# de sources de revenu (1-8)
<b>Quintile du revenu</b>			
	Q1 (20 % les plus faibles)	0,19	1,8
	Q2	0,24	2,5
	Q3	0,25	2,6
	Q4	0,25	2,9
	Q5 (20 % les plus élevé)	0,26	3,1
<b>Technologie de conservation de sol (paysans seulement)</b>			
	Aucune	0,24	2,5
	Simple*	0,23	2,8
	Moderne **	0,25	2,8
<b>Extensification (paysans seulement)</b>			
	N' a pas acheté de parcelle	0,23	2,5
	A acheté au moins une parcelle	0,24	2,9
	A acheté toutes ses parcelles	0,25	2,7
Ensemble		0,24	2,6

\*Murs secs, grass lines, rigoles, etc.

\*\* Fertilisants chimiques, pesticides, insecticides, terrasses

### **Les ressources rurales et les sources de revenus : le panorama**

L'objectif de l'analyse en composantes principales est de détecter les structures sous-jacentes parmi les variables de données complexes en extrayant les dimensions principales ou « composantes » (deux ou plus), avec lesquelles les variables sont mises en corrélation de façon systématique. Les variables « indépendantes » incluent l'accès à la terre, l'éducation du principal apporteur de ressources du ménage, l'âge du chef de ménage, le capital financier (épargne bancaire, crédit, transferts internes et externes) et les principaux revenus du ménage (agricoles, non agricoles, hors agriculture). L'objectif est de mettre en évidence les schémas systématiques d'association entre ces ressources rurales de base et les orientations générales des systèmes de vie, dont la principale source de revenu est un indicateur de substitution.

Les résultats de l'analyse en composantes principales montrent que les variables considérées se regroupent en deux dimensions tout à fait distinctes, une dimension définie principalement par les dotations physiques, financières en capital (dimension dite dotation en capital) et une autre dimension définie principalement par l'âge du principal apporteur de ressources, reflétant le cycle de vie du ménage (dimension dite cycle de vie). Le ménage rural haïtien moyen se trouve parmi des personnes d'un certain âge, chef de ménage sans éducation, travaillant leur propre terre, tirant leurs revenus de l'agriculture et ne recevant pas de transferts.

Un niveau de ressources plus élevé que la moyenne, incluant un niveau d'éducation secondaire ou supérieure, une épargne bancaire et des transferts externes, est clairement associé au principal revenu non agricole. La dimension du cycle de vie met en relief deux autres groupes qui ont une probabilité plus faible de compter sur les revenus agricoles : les ménages qui ont des chefs jeunes, avec un niveau d'éducation primaire et les personnes âgées qui ont tendance à compter sur les transferts internes (et qui ont été cultivateurs auparavant).

Le fait que les jeunes soient aussi associés à l'accès au crédit peut indiquer que ceux-ci ont tendance à travailler dans le commerce avant d'entrer dans l'agriculture.

***En ce qui concerne les revenus, la majorité des personnes qui n'ont pas accès à la terre supportent bien la comparaison avec les propriétaires fonciers***

Une désagrégation fine des revenus montre que les ménages qui dépendent des revenus non agricoles ont des revenus plus importants que la moyenne rurale, qu'ils aient accès ou non à la terre. Dans l'ensemble, les ménages qui n'ont pas de terre et qui dépendent des revenus non agricoles ont un revenu total de 13.900 gourdes, montant légèrement plus élevé que le revenu total de 13.500 gourdes parmi les ménages propriétaires fonciers dont le principal revenu est d'origine non agricole. En raison du fait que la taille du ménage est beaucoup plus faible parmi les sans terre, l'écart entre les revenus per capita est plus élevé en faveur des ménages qui n'ont pas de terre, soit 4.400 gourdes comparé à 3.800 Gourdes (en comparaison, les propriétaires fonciers qui dépendent des revenus agricoles atteignent un revenu per capita de 3.400 gourdes)

Les revenus totaux les plus faibles se retrouvent chez 9% des ménages ayant un revenu non agricole comme revenu principal, accès à la terre mais ne l'utilisent pas ou la louent à d'autres ménages. Cependant, des différences marquées existent au sein de ce groupe : les ménages qui ont des terres louées à d'autres sont des ménages de faible taille dont les membres ont un âge moyen plus avancé. Ainsi, le revenu per capita dans ce groupe qui est de 4.300 gourdes, est considérablement plus élevé que le revenu moyen en milieu rural.

Il s'agit du groupe qui apparaît dans les parties inférieures des diagrammes de dispersion mentionnés plus haut. Ce groupe comprend des ménages dont les chefs sont âgés, possèdent des terres et dont les ressources sont relativement faibles, à l'exception de leur accès à des transferts, ce qui leur permet d'abandonner l'agriculture et d'augmenter leurs revenus grâce à la location des terres. Dans ce groupe, les transferts représentent en moyenne 37% du revenu total.

Comme le montrent les diagrammes de dispersion, la principale différence dans la composition des revenus entre, d'une part, les plus pauvres qui n'ont pas de terre et d'autre part, ceux qui ont une meilleure situation, repose sur leur accès aux transferts externes. Parmi ceux qui n'ont pas de terre dans le quintile de revenu le plus élevé, les transferts représentant 28% du revenu total, avec 7.500 gourdes pour les transferts externes uniquement. Parmi ceux qui n'ont pas de terre dans la tranche de revenu la plus faible, les envois externes représentent 8% du revenu total qui s'élève à seulement 1.300 gourdes. Cependant, tous ceux qui n'ont pas de terre ont davantage accès aux transferts que les propriétaires fonciers. La distribution des revenus considérée transversalement montre que les transferts représentent 10 à 12% du revenu total parmi les propriétaires fonciers, comparé aux 28 à 34% parmi les sans terre. Malheureusement, les données ne contiennent pas d'informations permettant de savoir si ceux qui sont actuellement sans terre ont possédé (ou ont eu accès) à la terre auparavant.

Les résultats ci-dessus indiquent clairement que même parmi ceux qui sont actuellement sans terre, les facteurs d'attraction ont été plus importants que ceux de répulsion dans leur orientation vers le secteur non agricole.

***Les revenus non agricoles sont associés à la dotation élevée en capital et à un faible attachement à la terre***

Lorsqu'on se penche sur le groupe de ménages propriétaires fonciers, on s'attend à ce que les facteurs d'attraction qui déterminent l'accès aux revenus non agricoles incluent le capital humain (comme un indicateur de la capacité des ménages à poursuivre des activités non agricoles) et le capital physique (comme un indicateur d'orientation vers le marché de capitaux), tandis que les facteurs de répulsion incluront principalement une capacité inadéquate de pratiquer l'agriculture. Quelques études rapportent que les revenus non agricoles ont un effet régulateur en milieu rural en raison de leur relation inversement proportionnelle à la superficie de la terre (Adams 2001:2).

On essaiera d'examiner les rapports entre ces facteurs potentiels de répulsion et d'attraction, en développant une régression entre d'une part, les revenus non agricoles et d'autre part, les indicateurs relatifs aux parcelles de terres (taille), le régime foncier, le capital physique (biens de consommation durable des ménages, investissements en capital), le capital humain (membres du ménage, nombre d'adultes, formation du principal apporteur de ressources, l'âge moyen des membres du ménage). La région figure également comme une variable de contrôle.

Le fait indéniable est que la plupart des catégories de ressources du ménage, incluant la terre, augmentent également avec les revenus non agricoles du ménage. Visiblement, les ménages qui ont investi dans les intrants visant à la mise en valeur des terres sont aussi associés à des revenus non agricoles plus élevés.

Toutes les formes de tenure de la terre, à l'exception de la propriété formelle avec titre légal, sont associées à des revenus non agricoles plus faibles, bien que seule la catégorie qui combine la propriété et le métayage montre un impact net négatif important. Le niveau des revenus non agricoles est aussi clairement associé à la situation du ménage en termes de capital humain, incluant sa taille et le niveau d'éducation du principal apporteur de ressources du ménage : les deux facteurs contribuent de manière significative à l'augmentation des revenus non agricoles.

Les résultats vont dans le sens de la conclusion pour le moment provisoire que les activités économiques non agricoles sont de façon prédominante l'initiative volontaire d'individus et de ménages ayant une base de ressources plus grande que la moyenne, particulièrement en termes de capital humain. Ces résultats infirment aussi la thèse que les revenus non agricoles nivellent les différences économiques résultant d'une distribution inégale de la terre. Au contraire, l'augmentation de la taille des parcelles détenues par le ménage va de pair avec des revenus non agricoles plus élevés du ménage.

**Tableau 27**  
Régression sur le revenu non agricole (pour les propriétaires uniquement)

	Résumé du modèle				
	Modèle	R	R carré	R carré ajusté	Erreur standard de l'estimation
	1	0,39	0,15	0,15	11486
	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
	B	Erreur type	Beta		
(Constante)	-2363	1126		-2,10	0,04
Taille de la parcelle, en hectares	145	53	0,04	2,75	0,01
Intrant simple	-650	407	-0,03	-1,60	0,11
Intrant moderne	1257	605	0,03	2,08	0,04
Possède, sans titre légal	-1049	422	-0,04	-2,48	0,01
Possède et a en métayage	-2116	797	-0,04	-2,65	0,01
Possède et a en location	-318	764	-0,01	-0,42	0,68
En métayage	-1817	736	-0,04	-2,47	0,01
En location ou en location + en métayage	-1202	930	-0,02	-1,29	0,20
Epargne bancaire	17633	982	0,27	17,95	0,00
Crédit	832	586	0,02	1,42	0,16
Taille du ménage	667	97	0,13	6,90	0,00
Age moyen des membres du ménage	53	18	0,07	3,02	0,00
Age du principal apporteur de ressources	819	480	0,03	1,71	0,09
Age du principal apporteur de ressources	469	505	0,02	0,93	0,35
Le niveau d'étude du principal apporteur de ressources est le primaire	2517	443	0,09	5,68	0,00
Le niveau d'étude du principal apporteur de ressources est plus élevé	6766	781	0,13	8,66	0,00
Le principal apporteur de ressources est une femme	873	377	0,03	2,31	0,02
Ouest	2145	730	0,06	2,94	0,00
Sud -Est	2039	749	0,05	2,72	0,01
Nord	2348	792	0,06	2,96	0,00
Nord- Est	-2497	972	-0,04	-2,57	0,01
Artibonite	-1156	747	-0,03	-1,55	0,12
Centre	-967	756	-0,02	-1,28	0,20
Sud	1258	744	0,03	1,69	0,09
Grande- Anse	-563	741	-0,01	-0,76	0,45
Variable dépendante: Revenu non agricole					

## Migration

La migration, vers les zones urbaines ou vers un pays étranger, représente une forme particulière très importante de diversification des moyens de vie. Il s'agit de façon prédominante d'une forme de diversification non agricole puisque toute la migration interne a pour destination l'Aire métropolitaine et le gros de la migration externe concerne les villes nord-américaines. L'essentiel de la migration haïtienne est aussi permanente, avec un taux faible de retour et une incidence limitée de la migration saisonnière (voir le chapitre sur la migration dans ce volume).

Si les migrants entretiennent des relations avec leur ménage d'origine et leur envoient des transferts, ce qui est confirmé par les données de l'ECVH, la migration se révèle donc pour le ménage rural une composante du système de vie dont le risque d'échec n'a aucune corrélation avec les risques associés à toutes les autres composantes du système de vie rural.

L'analyse antérieure des indicateurs de capital social (voir Tableau 17) avait montré que l'analyse de l'unité qu'est le ménage en ce qui concerne la migration mérite notre attention: 24% des ménages ruraux ont des parents à l'étranger et 83% de ces derniers reçoivent des transferts. On ne connaît pas la proportion de ménages ruraux ayant des parents proches dans les zones urbaines, mais 26% des ménages ruraux reçoivent des transferts internes, très probablement de parents vivant en ville. La question est maintenant de savoir quels types d'individus et quelles caractéristiques des ménages ont permis le choix de la migration comme stratégie et comment l'accès aux transferts affecte de façon plus générale les stratégies de vie des ménages.

### ***Les migrants sont mieux dotés que les non migrants vivant en milieu rural***

Un résultat clé auquel parvient le chapitre sur la migration dans ce rapport est que l'éducation fait augmenter considérablement la mobilité géographique : plus une personne est éduquée, plus grande est la probabilité qu'elle ait effectué un déplacement à l'intérieur de sa région d'origine. Il est difficile de dire sur la base des données de l'ECVH si l'éducation des migrants a été acquise avant ou après la migration. Cependant, comme le note Ovensen, « étant donné que le schéma de déplacement va presque exclusivement des autres régions vers l'aire métropolitaine (A.M), et que l'enseignement à un certain niveau et les emplois hautement qualifiés ne sont disponibles dans la pratique que dans l'A.M, il est probable que les migrants ayant un niveau d'éducation élevé aient été éduqués dans l'A.M ».

Ovensen montre de plus que, bien que les migrants des zones rurales vers les centres urbains, spécialement les femmes, n'atteignent pas tout à fait les mêmes niveaux moyens d'éducation que ceux nés dans la capitale, ils accèdent à un niveau plus élevé que ceux du même groupe d'âge, qui sont restés dans les zones rurales. De plus, les migrants diminuent l'écart avec les résidents permanents de la capitale en termes de revenus des ménages, avec un niveau de loin supérieur à la moyenne des revenus dans leur communauté rurale d'origine.

L'analyse d'Ovensen identifie les mécanismes d'attraction qui sont la force motrice de la migration du milieu rural vers le milieu urbain, malgré les «sinistres bidonvilles» dans lesquels vivent beaucoup de résidents urbains, incluant les migrants. Etant donné les différences énormes de revenus entre les zones urbaines et rurales, il est probable qu'une majorité parmi les jeunes aurait préféré travailler dans les zones urbaines, ou encore mieux aux Etats-Unis. Seuls quelques-uns y arrivent, et il est vraisemblable que le milieu socio culturel du ménage ait facilité leur succès relatif.

Avant d'examiner ces ménages, mentionnons un avertissement méthodologique important : les données de l'ECVH ne permettent pas d'établir un lien entre le comportement du migrant et son ménage d'origine. On utilise plutôt les transferts comme variable de substitution (Proxy) en vue d'identifier les ménages d'où sont partis les migrants. De plus, une autre variable indique si le ménage a des parents proches à l'étranger ou pas. Toutefois on ne sait pas si les anciens membres du ménage ou d'autres personnes envoient effectivement des transferts internes ou externes. On ne sait pas non plus si les parents proches avaient été des membres du ménage. On suppose, cependant, que le

ménage qui reçoit des transferts peut avoir contribué à la décision et à l'opportunité de migrer de celui qui envoie des transferts.

### Ménages, migration et transferts

On ne saurait sous-estimer l'importance des transferts dans l'économie des ménages haïtiens : 48% des ménages reçoivent des transferts, bien que ce pourcentage soit moindre dans les zones rurales (40%) comparé aux zones urbaines (62%). Dans les zones rurales, un plus grand nombre de ménages reçoit des transferts domestiques (26%) que des transferts externes (20%), et les deux sources de transferts ne sont pas destinées de façon générale à des groupes différents de ménages : 27% de ceux qui reçoivent des transferts externes reçoivent aussi des transferts domestiques. Inversement, 20% des bénéficiaires de transferts domestiques reçoivent aussi des transferts externes.

Figure 3

Pourcentage des transferts internes et externes dans le revenu total des ménages ruraux

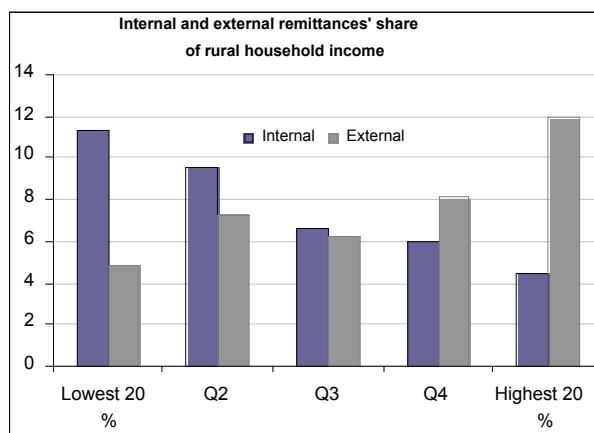
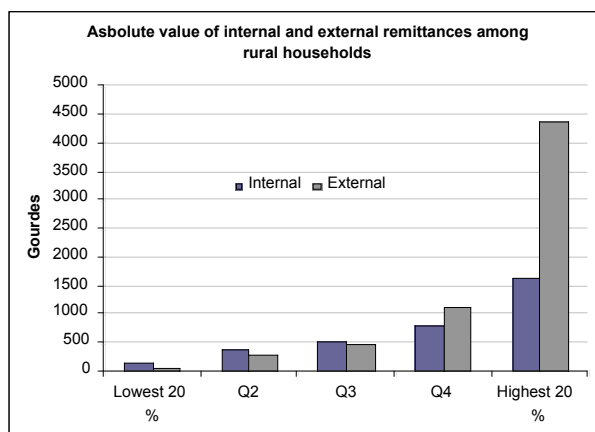


Figure 4

Pourcentage des transferts internes et externes dans les ménages ruraux



Un profil des ménages qui reçoivent des transferts externes et domestiques montre une distribution différente des deux sources de transferts.

Les transferts domestiques bénéficient relativement davantage aux tranches de revenus les plus faibles, avec une contribution aux revenus du ménage variant de 11% pour le quintile inférieur (rural), 4% pour le premier quintile (tel qu'indiqué dans la Figure 3). Les transferts externes indiquent une distribution contraire, contribuant pour 5% des revenus du quintile inférieur et 12% du quintile supérieur. Par ailleurs, alors que la proportion de ménages ayant accès aux transferts domestiques est stable, entre 26 et 28%, quelque soit le quintile, l'accès aux transferts externes augmente de 8% pour le quintile le plus faible et atteint 32% pour le quintile des revenus les plus élevés.

Néanmoins, en termes d'argent, les deux types de transferts bénéficient davantage aux riches qu'aux pauvres (Figure 4). Ainsi, alors que les plus riches reçoivent seulement dix fois plus que les plus pauvres, en ce qui concerne les transferts domestiques, ils reçoivent 66 fois plus en ce qui concerne les transferts externes.

Les résultats de l'ECVH permettent d'affiner la description des deux groupes de bénéficiaires de transferts : les ménages dont le principal apporteur de ressources est éduqué ont un accès légèrement plus grand aux transferts domestiques que les autres. Ces derniers possèdent néanmoins des chances beaucoup plus élevées de recevoir des transferts externes. Alors que la présence d'au moins un membre du ménage sachant lire et écrire n'affecte pas l'accès aux transferts domestiques, cela augmente l'accès aux transferts externes de 15 à 25%.

Les caractéristiques démographiques mettent en évidence d'autres différences : l'âge du chef du ménage n'affecte pas l'accès aux transferts externes. En effet, 19% des ménages dont le chef a moins de 35 ans en reçoivent contre 23% des ménages dont le chef a 55 ans et plus. Quant aux transferts domestiques, les ménages dont les chefs sont âgés ont un taux d'accès nettement supérieur aux autres.

De même, les ménages composés de parents célibataires, les ménages monoparentaux ou ceux composés de couples sans enfant bénéficient le plus des transferts internes. Tous ces types de ménages ont des besoins particuliers, soit parce qu'un parent et apporteur de revenus est manquant, ou dans le cas des célibataires ou couples sans enfant, parce que l'âge avancé est typique de ces types de ménage. D'autre part, les ménages nommés complexes, ceux composés de parents et de non parents, dont l'âge moyen des membres est de 28 ans, sont les plus grands bénéficiaires des transferts externes.

On peut conclure sans grand risque de se tromper que la migration externe en milieu rural considérée comme une stratégie de diversification des moyens de vie est l'option principale pour les ménages qui ont des ressources particulières plutôt rares en milieu rural, telles que l'éducation et des qualités non observées (réseau à l'étranger). Les deux ressources sont aussi associées à des ménages à revenus élevés. Comme dans d'autres pays, le seuil est plus faible quand il s'agit de migrer vers la capitale que vers un pays étranger. Mettre en œuvre des ressources telles que celles mentionnées pour la migration externe est dès lors moins essentiel. Les bénéficiaires de la migration sont néanmoins plus grands dans les groupes à revenus élevés que dans ceux à revenus faibles.

Finalement, comment la migration et les transferts qui en résultent affectent-ils les stratégies de vie des ménages de façon large, à part le rôle ipso facto des transferts en tant que composante de la diversité des revenus ? On ne peut que formuler une première réponse, en plus des conséquences des transferts qui ont déjà été discutées.



Tout d'abord, on associe les transferts à une diminution des taux d'activité économique des bénéficiaires, très probablement comme résultat et cause de l'accès aux transferts. Globalement, l'accès aux transferts domestiques (indépendamment du montant) « réduit » le taux d'emploi des principaux apporteurs de 73 à 56%, tandis que les transferts externes « réduisent » le même taux de 71 à 60%. Chez les personnes âgées, l'accès aux transferts domestiques « réduit » le taux d'emploi des principaux apporteurs âgés de 55 ans et plus, de 65 à 41%. Cependant, globalement, seulement 10% des ménages ruraux ont pris leur retraite pour vivre principalement de transferts. En moyenne, les ménages ruraux ayant les principaux apporteurs actifs reçoivent environ la moitié des transferts reçus par les ménages ayant les principaux apporteurs inactifs, soit 1600 gourdes contre 3000 gourdes par an respectivement.

En outre, les transferts vers les zones rurales ne vont pas vers le secteur agricole dominant : les ménages sans accès à la terre ne perçoivent que 40% des transferts reçus par ceux ayant accès à la terre. La distribution est, bien entendu, le résultat partiel des conséquences liées au cycle de vie : les personnes âgées, et probablement les personnes malades, peuvent vendre leurs terres lorsqu'elles ne sont plus en état de les travailler.

Parmi les ménages ayant accès à la terre, les transferts ont également tendance à faire diminuer, plutôt qu'augmenter, les activités et les investissements agricoles. Le pourcentage de ménages ne cultivant plus la terre augmente et le taux d'investissement dans de nouvelles terres diminue, lorsqu'on compare les ménages qui reçoivent un type quelconque de transferts à ceux qui n'en reçoivent pas. Par rapport aux investissements dans des techniques de mise en valeur des terres – comme nous l'avons vu antérieurement – (tableau 24) toutes choses étant égales par ailleurs, les transferts externes réduisent la probabilité que les cultivateurs fassent de tels investissements.

Comme stratégie de diversification, la migration apporte de façon non équivoque des bénéfices aux migrants ainsi qu'à la majorité des ménages d'origine. Les migrants, du milieu rural vers le milieu urbain, réussissent à rattraper presque les niveaux de revenus et d'éducation des autres résidents des villes, qui sont nettement plus élevés que ceux de leur communauté rurale d'origine. Bien qu'on ne doive pas s'attendre à ce qu'ils réussissent un rattrapage similaires en émigrant vers les Etats-Unis d'Amérique, leurs revenus nets leur permettent néanmoins des envois en Haïti substantiellement élevés, selon les standards locaux. Et il existe des indications que les migrants maintiennent des liens serrés et durables avec leurs familles, fournissant un filet de protection unique et crucial à une population vulnérable, bien que ce filet tende à ne pas inclure les plus pauvres. En ce qui concerne leur impact potentiel en termes de changement technologique dans l'agriculture haïtienne, les transferts n'ont pas d'effet positif tangible.

## **Evaluer les résultats des systèmes de vie : pauvreté, bien-être et vulnérabilité**

### ***Une typologie des systèmes de vie***

Dans cette dernière partie du chapitre, on essaie d'évaluer les résultats obtenus en termes de sécurité sociale suite aux adaptations des ménages ruraux à leur base d'actifs. Pour ce faire, on utilise les données de l'enquête de l'ECVH, parallèlement à des études qualitatives (ADRA 1997 :140 et passim). Ceci a pour but d'identifier un ensemble de types principaux d'adaptation ou de systèmes de vie, à partir desquels on mesure ou compare les indicateurs de résultats. En combinant les données



concernant l'accès à la terre, la structure des revenus du ménage et l'emploi avec les résultats de l'étude de l'ADRA, on a construit la typologie suivante des systèmes de vie :

1. Agriculture : il s'agit des ménages qui ont accès à la terre, même si elle est actuellement affermée ou non utilisée, dont les principales sources de revenus proviennent de l'agriculture, c'est-à-dire la vente de produits agricoles, le bétail, l'auto consommation, l'affermage des propriétés ou les revenus connexes (voir note 12).
2. Commerce et Artisanat : il s'agit des ménages dont le principal revenu provient de la vente de divers produits non agricoles ou d'artisanat, les ménages qui n'ont pas accès à la terre dont le principal revenu provient de la vente des cultures, du bétail ou de produits connexes.
3. Production de charbon de bois : il s'agit des ménages dont le principal revenu provient de la vente de charbon de bois et de bois.
4. Pêche : il s'agit des ménages dont les revenus proviennent de la vente du poisson ou des produits de la pêche.
5. Salaires : il s'agit des ménages dont la principale source de revenus provient de salaires, en espèces ou en nature sans faire de différence entre les salaires agricoles et les salaires non agricoles.
6. Transferts: il s'agit des ménages dont aucun membre ne travaille actuellement et dont le principal revenu provient des transferts internes et/ou externes ou d'autres rentrées incluant l'héritage, les gains dans le cadre de jeux de hasard et autres. Le groupe peut être divisé en deux sous-groupes :

a. Transferts - internes : Les ménages du groupe dont les transferts internes sont plus importants que les transferts externes

b. Transferts - externes : Les ménages du groupe dont les transferts externes sont plus importants que les transferts internes

Le tableau qui suit présente la distribution des ménages selon les huit groupes de systèmes de vie, par département. Tandis que la majorité des ménages appartiennent encore au secteur agricole, presque la moitié (46 %) des ménages ruraux ne vivent pas directement des activités agricoles. 9% des ménages (16 % des ménages agricoles) appartiennent au groupe des paysans utilisant des intrants modernes en capital sur leurs terres. Ce groupe agricole est le plus important dans l'Artibonite. Le commerce et les transferts sont moins importants dans ce département que dans les autres.

C'est aussi dans ce département qu'on trouve la plupart des ménages agricoles dits modernes, avec un total de 28% des ménages de l'Artibonite dans ce groupe. Au total, 56% de tous les ménages agricoles modernes sont dans l'Artibonite, un département qui ne compte que 17% de tous les ménages ruraux.

Le second système de vie le plus important, le commerce et l'artisanat, recoupe le groupe agricole en partie, étant donné qu'il inclut les ménages dont le principal revenu provient de la vente de produits agricoles mais qui n'ont pas accès à la terre (28% des ménages du groupe), i.e des intermédiaires dans le commerce des produits agricoles. 10% des ménages comptent directement sur les transferts, un groupe qu'on a subdivisé en deux étant donné les différences entre ceux qui vivent des transferts internes et ceux qui vivent des transferts externes. Seulement 6% des ménages ruraux vivent principalement de salaires, dont aucun comme travailleur dans le secteur agricole. Finalement, la pêche, la production et la vente de charbon, qui représentent des activités importantes dans

certaines communautés, constituent des groupes marginaux au niveau national, ainsi qu'au niveau des départements. Les deux types d'adaptation sont les plus fréquents dans la Grande-Anse, tandis que la fabrication et la vente de charbon sont aussi importantes dans le Nord-Ouest. Il importe de signaler que seulement 2% des ménages en Haïti vivent de la pêche.

**Tableau 28**  
Moyens d'existence de base par département

	Ouest	Sud-Est	Nord	Nord- Est	Artibonite	Centre	Sud	Grande- Anse	Nord- Ouest	Total
Agriculture traditionnelle	34	48	47	47	40	59	50	50	57	45
Agriculture moderne	6	7	2	2	28	6	1	1	2	9
Commerce, artisanat	28	24	19	25	20	23	21	20	16	22
Charbon de bois	2	4	2	2	2	2	3	8	7	3
Pêche	2	3	1	-	-	-	1	6	-	2
Salaire	8	7	6	4	5	5	8	6	2	6
Transferts internes	9	5	6	13	4	3	9	4	4	6
Transferts externes	7	2	6	3	1	1	3	3	6	4
Autres	4	2	10	3	1	1	3	2	7	4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Echantillon	824	488	517	280	664	485	587	591	562	4998

### **Le choix des indicateurs de résultats**

La question des résultats des stratégies de vie a été abordée généralement en termes de durabilité des différentes adaptations des systèmes de vie. Tandis que la durabilité était plutôt considérée antérieurement sur une base écologique, les indicateurs de résultats sociaux et économiques font maintenant partie intégrante de la question de la durabilité des systèmes de vie ruraux, et sont plus largement acceptés que les mesures écologiques, particulièrement au niveau des ménages (Ellis 200 :124-130 ; Scoones 1998 :6-7).

Par la suite, on discutera des adaptations des systèmes de vie ruraux en termes des trois classes d'indicateurs de résultats suggérés par Scoones (1998 :6), incluant la pauvreté monétaire, le bien-être et la vulnérabilité.

### **La pauvreté monétaire est très répandue en milieu rural et les ménages du secteur agricole traditionnel sont parmi les plus pauvres.**

La pauvreté monétaire est répandue dans le milieu rural haïtien, avec 67 pour cent de la population rurale en dessous du niveau de pauvreté extrême de \$1 par jour per capita , et 88 pour cent en dessous du niveau de pauvreté de \$2. En comparaison, 23 pour cent des personnes de l'Aire Métropolitaine et 57 pour cent des résidents des villes hors Aire Métropolitaine sont extrêmement pauvres. Aucun des systèmes de vie ruraux n'échappe à la pauvreté ; à l'exception du groupe négligeable des ménages vivant de la pêche, plus de la moitié des ménages de tous les groupes sont dans une pauvreté extrême, comme le montre le Tableau 29 ci-dessus.

L'examen du patrimoine rural ne montre pas d'inégalité significative dans l'accès aux biens tels que la terre. De préférence, le secteur agricole est caractérisé par une différenciation interne très faible parmi les paysans petits propriétaires exploitants leur parcelle avec une absence remarquable d'intrants

technologiques à l'exception de la machette et de la houe. Il existe une exception représentée principalement par un groupe d'exploitants agricoles de l'Artibonite parmi lesquels on utilise plus fréquemment les fertilisants, pesticides et autres intrants modernes sur les parcelles qui sont, par ailleurs, légèrement de plus grande taille que la moyenne. Ces exploitants, les « agriculteurs modernes » dans notre typologie, possèdent des revenus plus élevés et des taux nettement plus faibles de pauvreté par rapport aux autres exploitants traditionnels et aux autres groupes.

On retrouve quelques uns des taux les plus élevés de pauvreté dans le secteur économique, c'est-à-dire les paysans du secteur agricole traditionnel. Avec les personnes d'âge mûr vivant des transferts et le groupe minuscule des producteurs de charbon, ils se retrouvent dans la catégorie des ménages et des revenus per capita en dessous de la moyenne en milieu rural.

On retrouve les taux les plus faibles parmi les ménages vivant de salaires et de transferts externes, et dans le petit groupe des ménages vivant de la pêche. Ce dernier est de taille trop faible pour une analyse significative, tandis que les deux autres sont caractérisés, comme on l'a vu, par des niveaux plus élevés de capital humain que les autres groupes.

**Tableau 29**  
Pauvreté en % de ménages et revenus annuels en gourdes

	Très pauvre	Pauvre	Revenu du ménage	Revenu per capita	Echantillon
Aire Métropolitaine	23	45	64.328	12.385	1.006
Autre urbain	57	76	29.223	5.724	1.182
Rural	67	88	14.839	2.916	4.998
Agriculture traditionnelle	71	91	13.046	4.006	2.330
Agriculture moderne	52	86	18.995	4.006	377
Commerce et artisanat	67	87	15.838	2.976	1.085
Production de charbon	80	95	9.120	1.617	176
Pêche	46	80	24.234	4.005	70
Salaires	55	76	24.282	4.611	288
Transferts internes	73	86	8.391	2.415	291
Transferts externes	58	82	18.402	4.604	190
Autre	69	90	10.398	2.547	191
Ensemble	67	88	14.839	2.916	4998

**Les résultats sous forme d'indicateurs de bien-être sont en étroite corrélation avec le revenu du ménage**

Tandis que le revenu n'est qu'une mesure indirecte du bien-être (théorique) vécu par l'individu, l'approche du bien-être vise à mesurer de manière plus directe, différents indicateurs de développement humain tels que : une nourriture adéquate, un logement, la scolarisation au cycle élémentaire et la capacité à lire et à écrire (Lok-Dessallien 1999 :11). De tels indicateurs sont aussi des capacités au sens d'Amartya Sen, i.e. qui habilite les gens à participer à la vie sociale à la poursuite de leurs propres objectifs (Lok-Dessallien 1999 :4). Il n'existe pas de consensus sur le type de capacités le plus porteur dans des contextes variés, mais l'accès à une nourriture adéquate et à une éducation de base est considéré comme étant fondamental.

Les indicateurs relatifs au bien-être confirment l'écart entre milieu rural et urbain en ce qui concerne le revenu. Pour les trois indicateurs examinés, les populations de l'Aire métropolitaine et des autres zones urbaines obtiennent des résultats nettement meilleurs que la population rurale (Tableau 30). Cependant l'écart urbain/rural en éducation est beaucoup plus grand en ce qui concerne les personnes

alphabétisées comparé au taux net de scolarisation au primaire, ce qui indique que l'écart diminue dans le cas de nouvelles générations.

Parmi les ménages ruraux, la catégorie des ménages d'agriculteurs traditionnels affiche les pires résultats, avec le taux net de scolarisation au primaire le plus faible parmi les jeunes du groupe d'âge correspondant, le taux le plus faible d'alphabétisme parmi les adultes, à l'exception des fabricants de charbon, et la fréquence la plus élevée de malnutrition chez les adultes, à l'exception de ceux qui vivent de transferts internes. Et encore une fois, les ménages qui vivent principalement de revenus salariaux, de transferts externes ou d'agriculture « moderne » ont un taux de fréquentation du cycle primaire et un taux d'alphabétisme parmi les adultes qui correspondent à un niveau de capital humain associé à des systèmes de vie plus élevé que la moyenne. Quant à la malnutrition des adultes, les résultats tendent à s'écarter des autres indicateurs en raison de l'effet important de l'âge sur l'état nutritionnel. Autrement dit, les systèmes de vie des ménages qui ont des membres très âgés, par exemple ceux qui dépendent des transferts, ont tendance à avoir de toute façon des taux plus élevés de malnutrition.

***L'accès à des revenus non agricoles est important pour promouvoir l'intensification agricole par le capital***

Le modèle statistique n'a pas mis en évidence une propension plus grande d'investir dans le terre parmi les ménages dont les principaux apporteurs de ressources sont plus éduqués, quand on tient compte des revenus. Néanmoins, on ne devrait pas minimiser l'importance du savoir dans l'adoption de nouvelles techniques agricoles, bien que le niveau primaire d'éducation en soi ne semble pas faire une différence significative.

**Tableau 30**  
Quelques indicateurs de bien-être

		Fréquentation scolaire au primaire	Alphabétisme des adultes	Malnutrition des adultes
Milieu de résidence	Aire métropolitaine	72	71	6
	Autre urbain	75	61	11
	Rural	53	28	18
Système de vie	Agriculture traditionnelle	49	24	20
	Agriculture moderne	57	32	16
	Commerce, artisanat	56	33	14
	Charbon de bois	52	20	15
	Pêche	51	26	11
	Salaire	64	44	15
	Transferts internes	63	25	27
	Transferts externes	59	33	18
	Autres	60	28	21

- Le tableau n'inclut pas les effectifs parce que les variables incluent des populations différentes (enfants, adultes, etc.)
- Au moins un cas de malnutrition d'adulte dans le ménage

***La vulnérabilité monétaire est la plus élevée dans les groupes à faibles revenus, mais la diversification agricole, la propriété de la terre et de la parcelle renforcent les systèmes de vie des paysans***

Le revenu en liquide est un indicateur ambigu de la sécurité du système de vie en milieu rural pour plusieurs raisons, entre autres, la difficulté à mesurer les revenus de manière correcte. Un autre

problème particulier vient du fait que la population rurale, spécialement les fermiers, sont exposés à des risques élevés et complexes pour leurs systèmes de vie (climatiques, environnementaux, saisonniers). En conséquence, ils mettent en œuvre différentes stratégies en vue de réduire les risques, ce qui implique un « compromis soit des revenus plus élevés et une plus grande probabilité de perte de revenus, ou des revenus plus faibles avec une probabilité plus faible de perte de revenus » (Ellis 1998 : 12). On ne peut donc pas considérer des revenus plus faibles (et une plus grande pauvreté monétaire) comme une preuve directe de l'échec du système de vie, si cela est associé à une vulnérabilité plus réduite à des impacts négatifs sur le système de vie.

La vulnérabilité, telle que définie par la Banque Mondiale, « mesure la résilience face à un choc, la probabilité qu'un choc mènera à un déclin du bien-être » (Banque Mondiale 2000 : 139). Cela implique qu'il n'existe pas un indicateur unique qui peut exprimer la vulnérabilité d'une population en ce sens. De plus, tout comme la diversification peut être une stratégie d'accumulation aussi bien qu'une stratégie de survie (Ellis 1998 : 7), le fait de compter sur une seule source de revenu peut être la preuve soit d'un portefeuille de revenus limité et faible, ou d'un portefeuille spécialisé et fiable (par exemple, les revenus salariaux du secteur public). Cependant, pour autant que la vulnérabilité monétaire est concernée, il est clair que « l'une des caractéristiques critiques de la diversification monétaire, pour des raisons liées aux risques, est la constitution d'un portefeuille avec un risque covarié faible entre les composantes » (Ellis 1998 : 13).

Dans ce chapitre, on utilise deux indicateurs simples de diversité monétaire : le pourcentage des sources de revenus subsidiaires dans le revenu total et le nombre de sources de revenus auxquelles a eu accès le ménage au cours des 12 derniers mois (parmi un ensemble de huit sources définies). Dans la gamme étendue d'autres indicateurs possibles de vulnérabilité de système de vie, on a inclus la propriété de la terre, le nombre moyen de récoltes et de parcelles par exploitation agricole dans le cas des deux groupes associés à l'agriculture, la propriété du logement dans le cas de tous les types de systèmes de vie (Tableau 31).

Les résultats ne montrent pas un compromis entre la diversification et la maximisation de revenus. Le groupe le plus important et celui avec les revenus les plus faibles, les ménages agricoles traditionnels, possèdent un accès légèrement supérieur au nombre moyen de sources de revenus. Les ménages qui comptent sur les transferts externes, un groupe avec des revenus relativement élevés, possèdent un nombre de sources parmi les plus faibles. Cependant, le groupe avec les revenus les plus élevés, les ménages qui vivent principalement de salaires, possède le nombre de sources de revenus le plus faible. De plus, les ménages agricoles ont la diversité de revenus la plus faible telle que mesurée par le pourcentage que représentent les revenus subsidiaires dans le revenu total, avec 19 et 20% dans le cas des exploitants agricoles traditionnels et modernes respectivement. Les ménages qui vivent principalement de salaires, avec des revenus relativement élevés, ont le pourcentage le plus élevé de revenus subsidiaires, avec 34%.

Mais, bien que la vulnérabilité découlant de revenus faibles ne soit pas compensée par une diversité de revenus, d'autres mécanismes diminuent les risques associés à des systèmes de vie et renforcent la capacité des ménages à récupérer face à des chocs. Tout d'abord, tandis que la diversification agricole et non agricole mise en œuvre par les paysans est limitée, comparé à d'autres systèmes de vie et à celle des paysans dans d'autres parties du monde, la diversification des parcelles et des récoltes protège contre certains types de chocs naturels et saisonniers, bien qu'à un degré moindre que les sources de revenus non agricoles. Néanmoins, cette diversification agricole est aussi plus

faible parmi les producteurs traditionnels qui possèdent des revenus réduits que parmi les producteurs modernes qui ont des revenus plus élevés.

En outre, le fait d'avoir un pourcentage très élevé de propriétaires de leur maison et de leurs parcelles contribue à réduire les effets des pertes de production. Autrement dit, même si le flux de revenus du ménage est interrompu temporairement, le ménage a moins de chances de perdre sa terre ou son logement que ce ne serait le cas si ces actifs étaient loués. Au contraire, le fait de posséder ces actifs peut permettre au ménage de maintenir sa production, même après une saison ratée. L'absence de titres légaux relatifs à la terre et au logement peut réduire leur valeur comme collatéral pour obtenir un crédit, mais comme on l'a vu, les droits d'accès négociés sur une base locale peuvent représenter une sécurité de tenure au moins aussi élevée que les arrangements plus formalisés définis par l'Etat.

## Conclusion

On a examiné dans le cadre de cette analyse des systèmes de vie en milieu rural haïtien, l'accès des ménages au capital physique, financier, humain et social ; de plus, on a aussi analysé les stratégies par lesquelles ces ressources sont combinées en systèmes de vie. A la suite de cette analyse, on a identifié un ensemble de huit principaux systèmes de vie selon lesquels on a évalué les résultats des systèmes de vie en termes de revenus des ménages , per capita , la pauvreté monétaire, indicateurs de bien-être social, et la résilience des ménages.

L'examen de la base capitaliste du milieu rural a confirmé que la terre agricole est distribuée de manière large et relativement équitable en Haïti. 80% des ménages ruraux ont accès à la terre : généralement, une ou deux parcelles totalisant un peu moins de deux hectares en moyenne.

Le milieu rural, en général, le secteur agricole en particulier, est caractérisé par une rareté remarquable de capital physique, incluant outils et machines, fertilisants et autres intrants chimiques, moyens de transport et infrastructures telles que routes, lignes téléphoniques, électricité. A l'exception d'un groupe d'agriculteurs principalement concentrés dans la région de l'Artibonite, les paysans haïtiens travaillent leurs terres uniquement avec leurs mains, une machette et une houe.

D'autre part, la population rurale diminue l'écart qui le sépare des résidents urbains en termes de capacité à lire et à écrire et de niveau d'éducation. Tandis que seulement un résident de 60 ans ou plus sur cinq a fréquenté l'école en milieu rural, un adolescent sur cinq n'a pas fréquenté l'école, bien qu'il subsiste des problèmes d'abandon et de qualité. En dépit d'une histoire d'instabilité politique et d'absence des autorités publiques, beaucoup d'indicateurs suggèrent que la cohésion sociale reste solide en milieu rural.

Les forces potentielles de changement dans le milieu rural incluent, entre autres, la croissance de la population, la rareté de la terre et sa dégradation, la migration et les transferts envoyés par les migrants, et un accès croissant à l'éducation pour la génération plus jeune. L'analyse a montré qu'aucun de ces facteurs n'a contribué à un virage technologique vers une intensification agricole en capital, comme on pourrait s'y attendre. Il y a beaucoup plus de chances que les paysans investissent dans une nouvelle parcelle que dans la technologie en vue d'améliorer la productivité des parcelles existantes. Il y a aussi de fortes chances pour que les ménages, ayant un accès supérieur à la moyenne, à certains types de capital, tels que l'éducation et les transferts, quittent l'agriculture et intègrent d'autres secteurs ou deviennent inactifs au point de vue économique. Le secteur agricole reste « stagnant » en termes d'accès à la technologie et au capital humain.



Alors que l'agriculture est encore le principal système de vie des ménages ruraux, l'analyse de la dynamique de changement et l'évaluation des résultats des systèmes de vie suggèrent que le rôle de l'agriculture est en train de diminuer. Presque la moitié de la population rurale vit maintenant d'activités autres que l'agriculture, notamment du commerce et de l'artisanat, en tant qu'employés salariés, de transferts ou de la pêche, de la fabrication de charbon, etc.

L'agriculture traditionnelle est l'adaptation du système de vie, associé aux pires résultats en termes de bien-être, qu'ils soient mesurés par la pauvreté monétaire traditionnelle ou par les indicateurs de capacité tels que la capacité à lire, à écrire et l'état nutritionnel. Les ménages qui comptent principalement sur les salaires ou les transferts externes, sont les mieux placés, selon les mêmes indicateurs. Les revenus des paysans sont aussi moins diversifiés que ceux des autres. Leurs systèmes de vie sont néanmoins résistants face aux récessions dues à un taux très élevé de propriété de la terre et du logement.

Parmi les paysans, les ménages à très faibles revenus posent un obstacle clé à l'activité novatrice qui doit initier un virage technologique dans l'agriculture. De plus, les facteurs liés à la localisation tels que la quasi absence d'infrastructures découragent les investissements, probablement beaucoup plus que le caractère informel du système foncier haïtien.

Ceci et les perspectives de changement significatif dans le secteur agricole à court et moyen termes, de même que les améliorations continues dans l'éducation et l'immigration continue hors du milieu rural, diminueront probablement encore plus le rôle de l'agriculture dans l'économie haïtienne, malgré les faibles taux de croissance dans les secteurs non agricoles.

## Bibliographie

Adams, Richard H. Jr. (2001): *"Nonfarm Income, Inequality and Poverty in Rural Egypt and Jordan"*, Working Paper 2572, Washington D.C.: World Bank

ADRA (1997): *Adventist Development and Relief Agency(ADRA) and Interim Food Security Information System: A Baseline Study of Livelihood Security in the Departments of the Artibonite, Center, North, Northeast, and West*. Tucson: Bureau of Applied Research in Anthropology, University of Arizona

Besley, Timothy J. (1998): "How do market Failures Justify Interventions in Rural Credit Markets?", Ch. 23 in *Carl. K. Eicher and John M. Staatz: International Agricultural Development*. 3rd Edition. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.

Binswanger, Hans. P. and Miranda Elgin (1998): "Reflections on Land Reform and Land Size", Ch. 19 in *Carl. K. Eicher and John M. Staatz: International Agricultural Development*. 3rd Edition. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.

Carney, Diana (1998): "Implementing the Sustainable Rural Livelihoods Approach", Ch. 1 in D. Carney (ed), *Sustainable Rural Livelihoods: What Contribution Can We Make?* London: Department for International Development, cited in F. Ellis (2000)

Deininger, Klaus, Jin Songquin, Adenew Berhanu, Samel Gebre-Selassie and Berhanu Nega (2003): *"Tenure security and land-related investment: Evidence from Ethiopia"*. Working Paper, Washington D.C. World Bank.

Ellis, Frank (2000): *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford; Oxford University Press

Ellis, Frank (1998): "Household Strategies and Rural Livelihood Diversification", in *The Journal of Development Studies*, Vol. 35, No. 1, October 1998, pp. 1-38.

FAO (1998): *The State of Food and Agriculture. Part 3: Non-farm income in developing countries*. [www.fao.org/docrep/w9500e/w9500e12.htm](http://www.fao.org/docrep/w9500e/w9500e12.htm)

IHS (1973): Institut Haïtien de Statistique. Département des Finances et des Affaires Economiques. *Résultats préliminaires du recensement général de la population, du logement et de l'agriculture*. Port au Prince: IHS, cité dans Lundahl (1979):51.

IHS (1975): Institut Haïtien de Statistique. Département des Finances et des Affaires Economiques. *Enquête socio-économique* (avril 1970). Premiers résultats. Port-au-Prince:IHS, cité dans Lundahl (1979): 48

Khan, Mahmood Hasan (2000): "Rural Poverty in Developing Countries", *Finance & Development*, December 2000: 26-29

Leyburn, James G. (1941). *The Haitian People*. New Haven: Yale University Press.

Lok-Dessallien, Renate (1999): *"Review of Poverty Concepts and Indicators"*, published on UNDP website for poverty reduction [http://www.undp.org/poverty/publications/pov\\_red/](http://www.undp.org/poverty/publications/pov_red/)

Lundahl, Mats (1979): *Peasants and Poverty: A study of Haiti*. London. Croom Helm.

Lundahl, Mats (1983): "Co-operative structures in the Haitian Economy", Ch. 12 in Mats Lundahl: *The Haitian Economy: Man, Land and Markets*. New York: St. Martin's Press



Lundahl, Mats (1983): "Intergenerational Sharecropping in Haiti: A Re-interpretation of the Murray Thesis", Ch. 6 in Mats Lundahl: *The Haitian Economy: Man, Land and Markets*. New York: St. Martin's Press

Lundahl, Mats (1983): "Peasants, Government and Technological Change in Haitian Agriculture", Ch 14 in Mats Lundahl: *The Haitian Economy: Man, Land and Markets*. New York: St. Martin's Press

Mellor, John W. (1998): "Agriculture on the road to industrialisation", Ch. 8 in Carl. K. Eicher and John M. Staatz (eds): *International Agricultural Development*. 3rd Edition. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.

Moral, Paul (1961): "*Le paysan haïtien*". Paris, cited in Lundahl (1979): 5.

Moser, C.O.N (1998): "The Asset Vulnerability Framework: Reassessing Urban Poverty Reduction Strategies", in *World Development*, Vol. 26, No. 1, pp. 1-19, cited in F. Ellis (2000): 36.

Perice, Glen A. (1997): "Rumors and Politics in Haiti", in *Anthropological Quarterly*, Vol. 70, No. 1, pp. 1-10.

Pierre-Charles, Gérard (1965): "*La economica haitiana y su via de desrollo*", Mexico. D.F., cited in Lundahl (1979):48.

Reardon & Glewwe (2000): "Agriculture", Ch. 19 in Margaret Grosh and Paul Glewwe (eds): *Designing Household Survey Questionnaires for Developing Countries. Lessons from 15 years of the Living Standards measurement Study*. Volume Two.

Reardon, Thomas (1998): "African Agriculture: Productivity and Sustainability Issues", Ch. 27 in Carl. K. Eicher and John M. Staatz (eds): *International Agricultural Development*. 3rd Edition. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.

Ruttan, Vernon W. and Yujiro Hayami (1998): "Induced Innovation Model of Agricultural Development", Ch, 10 in Carl. K. Eicher and John M. Staatz (eds): *International Agricultural Development*. 3rd Edition. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.

Scoones, Ian (1998): "Sustainable Rural Livelihoods. A Framework for Analysis", *IDS Working Paper 72*. International Development Studies: Sussex.

Smucker, Glenn R., T. Anderson White and Michael Bannister (2000): "Land tenure and the adoption of agricultural technology in Haiti". *CAPRI Working Paper No. 6*. Washington D.C: International Food Policy Research Institute.

Stark, Joe (1980): "On the role of Urban-to-Rural Remittances in Rural Development", *Journal of Development Studies*, Vol. 16, pp. 369-374

Todaro, M.P (1969): "A model of Labour Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries", *American Economic Review*, Vol. 59, No. 1, pp. 138-48.

World Bank (2000): *World Development Report 200/2001. Attacking Poverty*. New York: Oxford University Press.

World Bank (2003): "*Haiti at a glance*". World Bank: Washington D.C.



## **CHAPITRE 7**

### **Economie des ménages en milieu urbain**



## CHAPITRE 7

# Économie des ménages en milieu urbain

**Nathalie Lamaute-Brisson**

### Introduction

*Les conditions de vie et plus particulièrement l'économie des ménages dans les villes haïtiennes n'ont pas fait l'objet d'une littérature dense et variée ; la plupart des études étant focalisées sur le milieu rural où vivait et vit encore la majorité de la population.*

*A la question « comment vivent les habitants des villes ? » plusieurs auteurs tentent de fournir des réponses à partir de prismes divers. Ainsi Locher (1978) s'intéresse-t-il à l'insertion des migrants ruraux dans la ville du point de vue de l'emploi, des recompositions familiales liées à la migration, de l'appartenance aux divers espaces de sociabilité et de la mobilité sociale intergénérationnelle. Lamaute-Brisson (2002) analyse le système d'emploi de l'Aire métropolitaine et ses composantes formelle et informelle. Fass (1988 ; 1991) se démarque de ces approches en étudiant à la loupe les stratégies de survie des ménages du quartier – relativement pauvre – de Saint-Martin à Port-au-Prince. Pour cet auteur, les ménages produisent leur vie en mettant en place des stratégies rationnelles, en évaluant les coûts et les avantages de la mobilisation de leurs ressources dans un contexte déterminé. Les stratégies sont examinées en intégrant les différentes dimensions des conditions de vie, qu'il s'agisse de l'alimentation, du logement, de l'approvisionnement en eau, de l'accès au crédit, de l'éducation.*

*Il n'est pas aisé de construire une cohérence globale à partir de cet ensemble d'études, non en raison de la diversité des disciplines convoquées (économie, sociologie), mais parce qu'il s'agit, dans la plupart des cas, d'études localisées. Locher et Fass travaillent sur des quartiers bien précis de Port-au-Prince. En outre, les études sont parfois circonscrites à certains niveaux de vie. Fass se focalise sur les ménages pauvres de Saint-Martin afin de restituer l'économie de la survie des « gens ordinaires ». Certes, Locher fait ressortir la diversité des conditions de vie dans la ville en étudiant trois quartiers différents : un quartier à la jonction du rural et de l'urbain (Savane Salée), un « bidonville » (Portail Léogâne) et un quartier de classes moyennes principalement liées à l'emploi public (Carrefour-Feuilles). Malheureusement l'auteur assigne des questions différentes à chacun des quartiers, cloisonne en quelque sorte les études des quartiers, renforçant ainsi le caractère localisé de l'analyse. Lamaute-Brisson (2002) aborde d'un seul tenant les différentes formes d'emploi – à l'échelle des individus et à l'échelle des ménages – sur l'ensemble de l'Aire métropolitaine, sans considération a priori sur les niveaux de vie ou sur les quartiers. Mais les facettes, hors emploi, de l'économie des ménages ne sont pas analysées. Enfin, il y a une discontinuité entre les études ponctuelles, aggravée par une très forte distance temporelle entre celles menées au cours de la décennie soixante-dix (Locher, Fass) et l'analyse du système d'emploi vers la fin des années quatre-vingt-dix, alors que beaucoup de changements se sont produits sur la période.*

*Ce chapitre est une tentative de construire une image récente, à la fois globale et différenciée, des*

systèmes de vie urbains (« urban livelihood system »). Par-delà la diversité des définitions disponibles qui seront discutées plus bas, le système de vie consiste en l'ensemble des articulations entre les ressources, les stratégies des ménages et les résultats obtenus en termes de niveaux de revenus, de consommation et de bien-être ; le tout dans des contextes particuliers façonnés aussi bien par les politiques publiques, les actions des entreprises privées et celles des individus et des ménages.

On tiendra compte, autant que possible, de l'hétérogénéité des milieux urbains polarisés entre l'Aire métropolitaine et les villes de province. Car la centralisation qui a donné naissance à la République de Port-au-Prince (Anglade 1982) a contribué à occulter de fait les villes de province dans les rares études sur les conditions de vie urbaines. On sait en effet peu de choses sur les configurations propres à ces "autres villes" qui font figure de lieux intermédiaires entre un milieu rural peu équipé, relativement plus pauvre, et Port-au-Prince qui concentre les équipements publics, et les populations relativement les plus riches (IHSI 2000; IHSI 2001; Blome-Jacobsen, chapitre Environnement, ce volume).

Après avoir fait le point sur la notion de système de vie en vue d'appréhender l'économie des ménages urbains, on procèdera à l'analyse des ressources disponibles, des stratégies de mobilisation et d'allocation de ces ressources, et enfin à l'étude des résultats obtenus.

## Le « système de vie » et ses composantes

D'une manière générale, l'expression "système de vie" renvoie aux activités productives des populations (Beall, Kanji 1999 : 7). Mais il existe de nombreuses définitions des systèmes de vie, associées à de multiples approches établies soit dans la littérature académique (Chambers, Conway 1992 ; Beall, Kanji 1999), soit dans la littérature des organisations internationales comme le PNUD ou des organisations non gouvernementales comme Oxfam ou CARE (Carney et alii, 1999).

L'une des définitions les plus courantes est celle proposée par Chambers et Conway (1997). Pour ces deux auteurs, "un système de vie comprend les capacités (au sens de capabilities), les actifs (magasins, ressources, claims, accès), et les activités requises pour produire la vie »<sup>1</sup>; (Chambers, Conway 1992 : 7-8). Prise telle quelle, cette définition est quelque peu sommaire puisqu'elle n'indique pas en quoi les différents éléments énumérés font système. Scoones est plus explicite lorsqu'il écrit que la question centrale permettant de cerner les systèmes de vie est la suivante :

"Etant donné un contexte particulier (constitué de politiques publiques, de structures politiques, d'histoire, d'écologie et de conditions socio-économiques), quelles sont les combinaisons de ressources (différents types de « capital »<sup>2</sup>) permettant l'articulation des stratégies de vie et de leurs résultats ? » (Scoones 1998 : 3)<sup>3</sup>.

Autrement dit, les stratégies sont au cœur des systèmes de vie : elles déterminent les formes de mobilisation – ou la non mobilisation – des (multiples) ressources et elles débouchent sur des résultats particuliers, en fonction des combinaisons de ressources retenues. Pour bien saisir la construction du système de vie, il importe donc de décrire ses trois composantes majeures : les ressources

<sup>1</sup> Traduction de: « a livelihood comprises the capabilities, assets (stores, resources, claims and access) and activities required for a means of living ».

<sup>2</sup> Les guillemets sont de l'auteur (Scoones 1998 : 3).

<sup>3</sup> Traduction de: "given a particular context (of policy setting, politics, history, agroecology and socio-economic conditions), what combinations of livelihood resources (different types of "capital") result in the ability to follow what combinations of livelihood strategies with what outcomes?"

disponibles, les stratégies qui mobilisent ces ressources, seules ou en combinaison selon le cas, et les résultats qui en découlent.

## Les ressources

Les ressources – des individus ou des ménages – sont appréhendées sous plusieurs angles selon les approches. Les ressources ou actifs peuvent être classées selon leur nature, définie à partir des différentes dimensions de la société.

Ainsi, on peut affirmer à l'instar du PNUD que les actifs dont disposent les individus et les ménages sont humains (compétences, savoirs et santé), naturels (terre, eau, environnement naturel), physiques (routes, infrastructures de santé, écoles, ponts), sociaux (réseaux sociaux, appartenances communautaires, etc.), économiques, voire politiques.

Pour sa part, Chambers distingue les ressources matérielles ou tangibles (qui peuvent être en grande partie stockées) des ressources en termes de droits (« claims ») ou d'accès à, c'est-à-dire des ressources intangibles. Cette distinction tient de la différence entre le contrôle sur les ressources (cas des ressources tangibles) et l'accès aux ressources (cas des ressources intangibles). Les ressources intangibles permettent d'assurer l'accès à d'autres actifs sur lesquels les ménages n'ont aucun droit de propriété ou d'usage. La terre, le bétail, le logement, le travail sont des ressources tangibles. Par ailleurs, les relations intra-ménages définissent l'accès à d'autres ressources ou des revenus, compte tenu de la division du travail entre les sexes et entre les générations au sein du ménage et aussi du niveau d'étude des hommes et des femmes, etc.

Par-delà ces divers classements, les ressources sont généralement considérées comme du capital. Mais Scoones lui-même rappelle que l'emploi du vocable « capital » relève plutôt d'une « métaphore économique » (Scoones 1998 : 7). Une telle démarche fait référence, en réalité, à la notion de capital développée par I. Fischer. Pour celui-ci, tout stock de biens générateur de revenus peut être considéré comme du capital (Lautier, Tortajada 1978)<sup>4</sup> ; pourtant le capital renvoie plutôt à une relation sociale entre les individus ou les groupes, plutôt que d'être un attribut des individus ou des ménages riches ou pauvres (Murray 2001 : 7). La raison en est que la détention d'un stock de biens ou l'appartenance à un réseau social, à un groupe ou à une communauté ne permettent pas, en soi, d'appréhender les processus relationnels qui permettent de passer de la détention ou de l'accès aux ressources aux résultats observés et donc d'expliquer l'échec ou la réussite des stratégies ou des comportements (Lahire 1995).

On parlera donc ici de dotations – des individus ou des ménages – en ressources. La question n'est pas tant celle de la disponibilité, au sens de l'existence des ressources, mais bien de la nature du rapport à celles-ci, entre propriété et contrôle, entre possession et capacité de mobilisation<sup>5</sup>.

## Les stratégies

### *Les ménages acteurs : des hypothèses fortes*

L'analyse des systèmes de vie se fera à l'échelle des ménages. Autrement dit, on suppose que les ménages sont les sujets, les acteurs des stratégies. Ceci repose sur deux hypothèses fortes. La première est que les ménages possèdent une configuration « unitaire » ou encore qu'ils sont

<sup>4</sup> Cette démarche a été étendue aux rapports sociaux entre individus et groupes pour construire la notion de capital social.

<sup>5</sup> Par exemple, on ne possède pas les relations sociales (encore appelées capital social) qui permettent, par exemple, d'avoir accès au crédit.

des entités consensuelles de sorte que les stratégies n'ont qu'un (seul) sujet et qu'elles ne sont ni discutables ni discutées. Cependant, nous savons que les ménages sont le lieu de relations de pouvoir, de coopération/conflit entre leurs membres (Sen 1990), que les stratégies des membres des ménages peuvent être séparées (au lieu d'être concertées) et ne sont donc pas nécessairement complémentaires (SIDA 2002 : 36). Nous avons également que tout ceci configure les prises de décision dans les ménages à l'égard des usages des ressources.

La seconde hypothèse se rapporte à l'emploi du terme stratégie. Ce vocable fait l'objet de controverses sérieuses. Entre autres, on peut s'interroger sur la relation entre la notion de choix implicitement contenue dans la stratégie et le fait de subir les événements. Ainsi, Francis (1997 : 6) se demande jusqu'à quel point les individus ou les ménages sont en mesure « d'agir stratégiquement plutôt que de lire le scénario ». Cette question est d'importance, car les actions des individus et des ménages se déroulent dans un ensemble de contraintes dont il n'est pas toujours possible de s'affranchir.

### ***Une analyse a posteriori des stratégies***

En tout état de cause, la "reconstitution" des systèmes de vie urbains (et ruraux) réalisée à partir des données de l'ECVH procède d'une analyse ex post des stratégies des ménages. On n'observe pas celles-ci dans leur processus d'élaboration, dans leur déroulement sous contrainte. C'est que l'enquête ne renseigne que sur les stratégies "achevées", "abouties", qui ont donné lieu à un résultat observable. On ne connaît pas les stratégies éventuellement abandonnées en cours de route parce qu'elles n'étaient pas efficaces, parce que des événements ont obligé à faire d'autres choix, etc.

### ***Une image statique des systèmes de vie***

Par ailleurs, l'enquête ne saisit les individus et les ménages qu'à un moment précis de leur cycle de vie. D'où une image statique des systèmes de vie, alors que ceux-ci sont dynamiques : ils changent de forme non seulement en fonction des évolutions de l'environnement qui les entoure et qu'ils contribuent à construire, mais aussi en fonction des changements de position des individus et des ménages sur leurs cycles de vie respectifs. Ce caractère dynamique rend plus difficile la tâche qui consiste à « décomposer » le système de vie en ressources, stratégies, et résultats. Les ressources d'aujourd'hui ont été produites par les stratégies d'hier. De plus, il existe des chevauchements entre ces différents éléments. En particulier, les revenus et plus précisément la structure des revenus sont à la fois des résultats ("outcomes") des stratégies et un indicateur des stratégies mises en œuvre, notamment en ce qui a trait à la diversification des activités.

## **Les ressources disponibles en milieu urbain**

L'éventail de ressources concevable diffère selon le milieu, urbain ou rural. En milieu urbain, les actifs tangibles des ménages urbains sont : la main-d'œuvre, le logement et les actifs financiers. La santé et l'éducation sont des ressources transversales aux milieux urbains et ruraux<sup>6</sup>. De même, les liens familiaux ou les appartenances aux réseaux sociaux, « ressources » intangibles, déterminent l'accès à des ressources tangibles (capital financier, etc.). On procèdera ici à la description des actifs physiques et financiers, des dotations des ménages en éducation, puis à l'actif principal des ménages urbains : leur main-d'œuvre.

<sup>6</sup> Alors que pour les systèmes de vie ruraux, on trouve : la terre, l'eau, le travail, le bétail, l'éducation, la santé, et la famille, les réseaux sociaux (UNDP 1999b : 2-3).



## Actifs physiques et financiers

### *Un fort contingent de ménages urbains occupe le logement à titre de locataire*

Alors qu'en milieu rural, l'immense majorité des ménages se déclarent propriétaires de leur logement, 56.7% des ménages urbains en font autant. Mais il faut souligner le contraste existant entre l'Aire métropolitaine et les autres villes : un peu plus des trois quarts des ménages de ces villes déclarent être propriétaires soit de l'ensemble constitué du terrain et des bâtisses, soit des bâtisses seulement contre 41.5% des ménages de l'Aire métropolitaine.

**Tableau 1**

Distribution en pourcentage (%) des logements urbains selon le statut d'occupation déclaré par le ménage par milieu de résidence

Statut d'occupation du logement	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Propriétaire (terrain et bâtisses)	28.0	68.6	45.4
Propriétaire (bâtisses)	13.5	8.2	11.3
Locataire/Fermier	52.8	19.0	38.3
Autres	5.6	4.2	5.0
NSP	0.1	0.0	0.1
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	996	1534	2530

Bien entendu, il ne suffit pas d'être propriétaire. Encore faut-il que le droit de propriété soit établi au mieux. Pour les logements possédés - en tout (terrain et bâtisses) ou en partie (bâtisses) – on s'est enquis du titre de propriété disponible. Si plus de six ménages sur dix évoquent un acte notarié ou l'existence d'un reçu de vente, près de 20% des ménages urbains n'ont aucun titre de propriété, surtout dans les villes de province (25.3%). Il faut noter en outre que 11.6% des ménages ne précisent pas le type de titre de propriété.

**Tableau 2**

Distribution en pourcentage (%) des logements urbains possédés selon le titre de propriété déclaré par le ménage par milieu de résidence

Titre de propriété du logement possédé	Milieu de résidence		
	Aire métropolitaine	Autre urbain	Ensemble urbain
Acte notarié	66.5	55.1	59.9
Reçu de vente	7.5	4.7	5.9
Occupant depuis plusieurs générations	1.1	4.1	2.8
Autre	14.1	9.8	11.6
Aucun	10.1	25.3	18.9
NSP	0.7	1.0	0.9
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	404	1175	1579

### *La détention d'un compte d'épargne : une pratique peu répandue*

Il existe plusieurs types d'actifs financiers. Dans l'ECVH, les ménages ont été interrogés sur la

détention d'un compte d'épargne. Un peu plus de 10% des ménages urbains ont déclaré avoir un compte d'épargne. C'est dire que ce type d'actif financier est loin d'être courant.

**Tableau 3**

Proportion (en pourcentage) de ménages urbains détenant un compte d'épargne par milieu de résidence

	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Proportion de ménages détenant un compte d'épargne	29.8	9.7	13.2
Echantillon	1002	1541	2543

Les disparités sont importantes entre les villes de province et l'Aire métropolitaine où le processus de bancarisation de la population a progressé ces dernières années avec l'implantation de réseaux de succursales des banques ou groupes financiers. Près d'un ménage sur dix de l'Aire métropolitaine affirme en effet détenir un compte d'épargne contre moins d'un ménage sur dix dans les autres villes.

### **Dotations des ménages en éducation<sup>7</sup>**

Les dotations des ménages en éducation peuvent être appréhendées de diverses manières. On détermine ici le plus haut niveau d'étude atteint par les individus de 15 ans et plus d'un ménage donné. Le niveau est exprimé en terme de cycle d'études, que le cycle soit achevé ou non. On observe que le plus haut niveau d'étude atteint dans le ménage est lié au niveau d'étude du principal apporteur de ressources<sup>8</sup>.

### **Une majorité de ménages avec au moins un individu de niveau secondaire**

54.5% des ménages urbains comptent au moins un individu détenteur d'un niveau d'études secondaires. Sans surprise, la proportion correspondante est bien plus forte dans l'Aire métropolitaine (près des deux tiers des ménages) que dans les villes de province (41.7%). C'est aussi dans l'Aire métropolitaine que les ménages avec un individu ayant un niveau d'études universitaires sont relativement plus nombreux (10.7% contre 1.5%). A l'opposé, 20% des ménages des villes de province ne comptent que des individus n'ayant aucun niveau d'études (contre 5.6% dans l'Aire métropolitaine).

<sup>7</sup> L'expression dotation en éducation se réfère à l'idée selon laquelle l'instruction acquise est une ressource mobilisable par les individus pour produire leur vie, pour se positionner par exemple sur le « marché du travail ».

<sup>8</sup> La référence au principal apporteur de ressources comme « identifiant » du ménage s'inscrit dans la perspective de ce chapitre : étudier l'économie des ménages. Elle met en évidence le « rôle » des individus dans la formation du revenu du ménage. Tandis que la notion de chef de ménage retenue pour l'enquête n'intègre aucune dimension économique. Est considérée comme chef de ménage toute personne qui s'identifie ou qui est désignée comme tel par les autres membres du ménage. Dans les faits, 71% des apporteurs de ressources repérés dans l'ECVH sont aussi chefs de ménage, et la majorité d'entre eux (plus de 60%) sont des actifs occupés.

**Tableau 4**

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains selon le plus haut niveau d'étude atteint dans le ménage par milieu de résidence

Plus haut niveau d'étude atteint dans le ménage par les individus de 15 ans et +	Milieu de résidence		Ensemble
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Aucun niveau	5.6	18.0	10.9
Au moins un individu de niveau primaire	19.5	38.9	27.8
Au moins un individu de niveau secondaire	64.2	41.7	54.5
Au moins un individu de niveau supérieur	10.7	1.5	6.8
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1002	1541	2543

***Le niveau d'étude du principal apporteur de ressources, une "proxy" (variable de substitution) de la dotation des ménages en éducation***

Cette mesure de la dotation du ménage en éducation est assez bien corrélée avec le niveau d'étude du principal apporteur de ressources. Hormis les cas de la diagonale principale qui renvoient à l'identité entre le niveau d'étude du principal apporteur et le niveau d'étude le plus élevé existant dans le ménage, il y a une "progression" des niveaux d'étude en fonction de celui du principal apporteur.

**Tableau 5**

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains selon le plus haut niveau d'étude atteint dans le ménage par niveau d'étude atteint du principal apporteur de ressources

Plus haut niveau d'étude atteint dans le ménage par les individus de 15 ans et +	Niveau d'étude atteint du principal apporteur de ressources				Ensemble
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes Supérieures	
Aucun niveau	36.1	0.0	0.0	0.0	10.9
Au moins un individu de niveau primaire	34.6	56.8	0.0	0.0	27.8
Au moins un individu de niveau secondaire	28.8	41.0	96.1	0.0	54.5
Au moins un individu de niveau supérieur	0.5	2.2	3.9	100.0	6.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	908	787	758	90	2543

Par exemple, la proportion de ménages dont le plus haut niveau d'étude observé est le niveau secondaire augmente avec le niveau du principal apporteur, passant de 28.8% lorsque le principal apporteur n'a aucun niveau à 41% et 96.1% quand celui-ci détient soit un niveau d'études primaires, soit un niveau d'études secondaires. En ce sens, le niveau d'étude du principal apporteur de ressources peut être considéré comme une *proxy* de la dotation en éducation du ménage<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> En soi, le niveau d'étude du principal apporteur ne saurait refléter la dotation en éducation du ménage car il fait abstraction des acquis des autres membres du ménage. Dans la mesure où le plus haut niveau d'étude dans le ménage est lié à celui du principal apporteur, on fait l'hypothèse que la dotation en éducation du ménage peut être approchée par le niveau d'instruction du principal apporteur.

### La force de travail disponible : engagement dans l'activité économique et profil démographique

Les ressources en travail sont appréhendées à l'aide de la notion de population active, composée des actifs occupés et des chômeurs. Ce faisant, on traite d'une population déjà mobilisée dans l'emploi ou pour l'exercice d'un emploi. Cette section porte sur l'évaluation du degré d'engagement de la population en âge de travailler dans la population active et le profil démographique des actifs occupés et des chômeurs.

#### Un engagement mesuré dans l'activité économique

Le taux net d'activité (rapport entre la population active et la population en âge de travailler) n'est pas particulièrement élevé : 53.3% seulement des personnes de 10 ans et plus sont présentes sur le « marché du travail » en milieu urbain. Il faut souligner que le contraste entre l'Aire métropolitaine et les autres villes est marqué : le taux d'activité dans l'Aire métropolitaine est bien plus élevé (58.8%) que dans les villes de province (44%).

**Tableau 6**

Taux d'activité (en pourcentage) de la population de 10 ans et + par sexe et selon le milieu de résidence

Sexe	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Homme	63.3	48.8	58.0
Femme	55.1	40.0	49.5
Deux sexes	58.8	44.0	53.3

#### De très faibles taux d'activité chez les jeunes de 10-14 ans

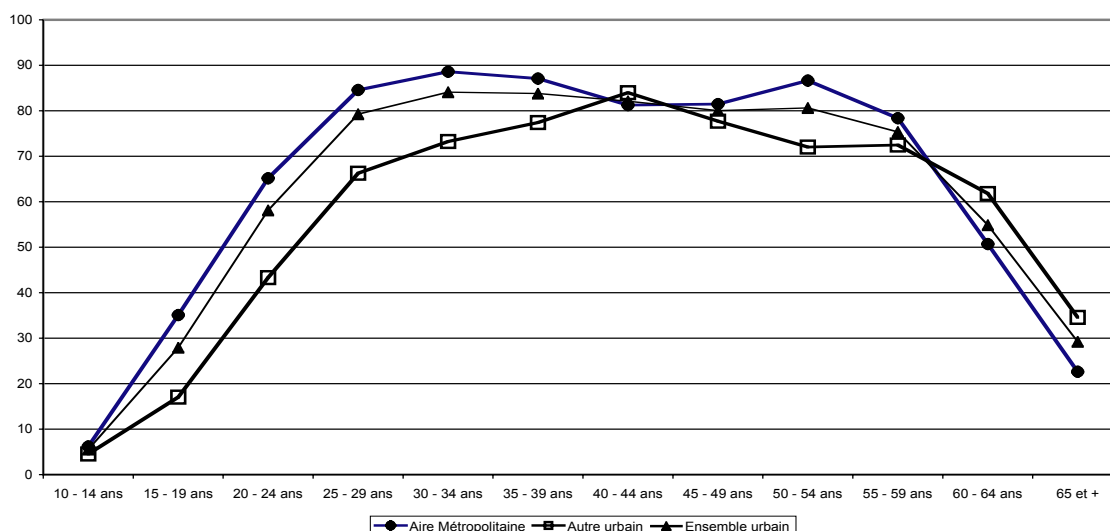
Les profils d'activité par âge et par sexe observés dans les villes de province sont plutôt erratiques d'une tranche d'âge quinquennale à l'autre. Dans l'Aire métropolitaine on trouve une décroissance des taux d'activité des femmes entre 30-34 ans et 45-49 ans sans que l'on puisse l'expliquer par la conciliation des obligations professionnelles et domestiques. Il est donc malaisé d'établir des modèles d'activité. On notera à tout le moins que dans l'Aire métropolitaine, comme dans les autres villes, l'activité est extrêmement faible aux âges jeunes (10-14 ans). Ceci reflète vraisemblablement l'intégration des jeunes à l'école, en particulier le phénomène de la scolarisation tardive (Lamaute-Brisson, chapitre Education, ce volume). Mais il faut compter aussi avec les réticences à déclarer le travail marchand des enfants lorsqu'il existe. La majorité des jeunes de 10-14 ans étant déclarés inactifs, les interrogations demeurent également sur leur participation aux tâches domestiques.

#### Une intégration plus rapide et plus importante des jeunes dans l'Aire métropolitaine

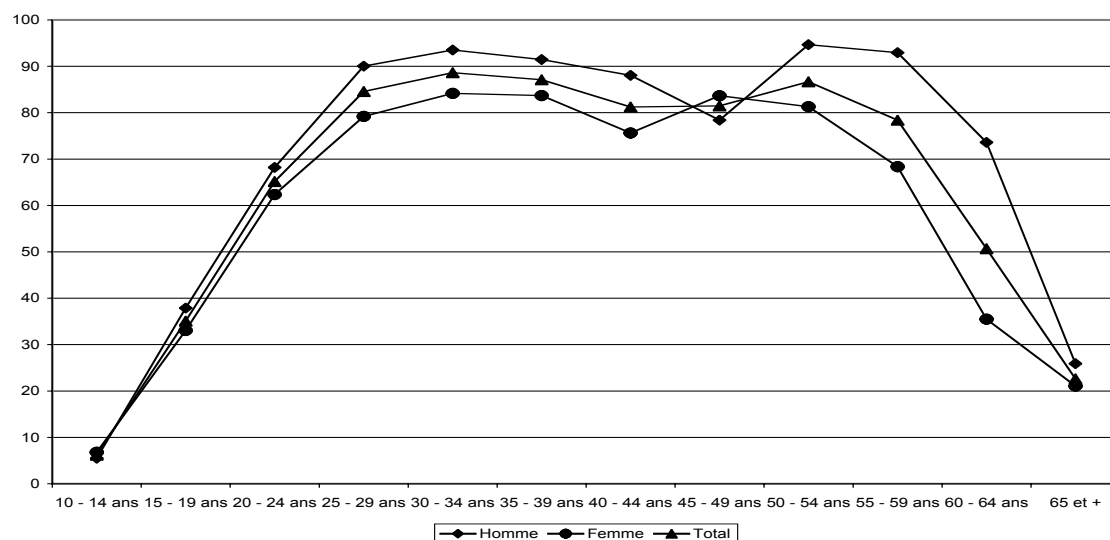
L'intégration au « marché du travail » est plus rapide et plus massive entre 10-14 ans et 25-29 ans dans l'Aire métropolitaine. Ces différences de comportement d'activité tiennent éventuellement aux spécificités de l'emploi d'un milieu de résidence à l'autre. On trouve relativement plus de chômeurs à Port-au-Prince que dans les autres villes, ceux-ci venant « gonfler » les effectifs de la population active de l'Aire métropolitaine en raison d'une plus forte présence de l'emploi salarié (comme on

le verra plus loin). En tout état de cause, le taux de chômage s'élève, dans l'Aire métropolitaine, à 45.5% contre 28.2% dans les autres milieux urbains. Le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans est particulièrement élevé dans l'Aire métropolitaine (74%), soit 1.2 fois le taux de chômage observé dans les villes de province pour la même tranche d'âge.

**Graphique 1**  
Taux d'activité (%) urbains par âge et par milieu de résidence

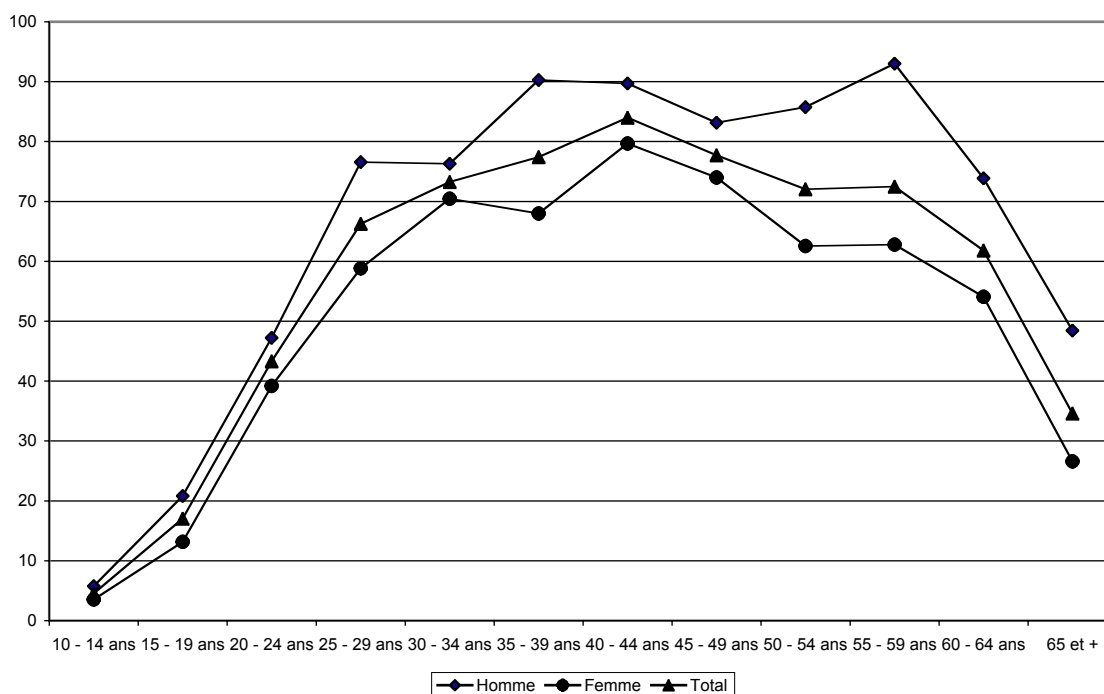


**Graphique 2**  
Taux d'activité (%) par sexe et par âge dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince



Graphique 3

Taux d'activité (%) par sexe et par âge dans les villes de province



### ***Un retrait plus rapide de l'activité des 55 ans et plus dans l'Aire métropolitaine***

A l'opposé, du côté des personnes âgées de 55 ans et plus, on trouve une décroissance plus rapide des taux d'activité dans l'aire métropolitaine, passant de 78% chez les 55-59 ans à 20% chez les 65 ans et plus ; alors que 35% des individus du même âge résidant dans les villes de province sont encore actifs (exercent un emploi ou sont, plus rarement, au chômage). Il est probable que la prise en charge des « vieux » par les membres de la famille résidant en Haïti ou à l'étranger soit plus importante à Port-au-Prince, et que les jeunes des villes de province, ayant migré vers celle-ci, n'aient pas toujours les moyens de prendre en charge leurs parents laissés dans leur ville d'origine. On peut aussi penser que les plus âgés des villes de province se retirent moins vite de l'activité économique lorsqu'ils ont la charge de jeunes qui, en l'absence d'opportunités d'emploi, demeurent inactifs.

### ***Aux âges intermédiaires, des modalités distinctes d'intégration selon les milieux***

Entre 25-29 ans et 50-55 ans, les taux d'activité sont bien plus élevés dans l'Aire métropolitaine eu égard aux villes de province. D'autre part, l'allure des courbes d'activité reflète des modalités distinctes de participation à la force de travail (occupée ou au chômage). Hormis les chutes ponctuelles de taux d'activité – vraisemblablement « accidentelles »- chez les hommes et chez les femmes, il y a une tendance globale à la stabilité des taux d'une tranche d'âge quinquennale à l'autre dans l'Aire métropolitaine, ce qui se traduit par un « plateau ». En revanche, les villes de province se caractérisent par une intégration croissante – à des niveaux plus faibles – des âges intermédiaires à l'activité économique, avec quelques heurts difficilement explicables. Mais il n'y a pas de continuité réelle car une inflexion se produit après 40-44 ans, avec une décroissance des taux d'activité.

**Des actifs jeunes, des chômeurs plus jeunes que les actifs occupés**

Les actifs sont relativement jeunes : 50% d'entre eux ont moins de 31 ans et l'âge moyen est de 34 ans. Les chômeurs sont généralement plus jeunes que les actifs occupés. 50% des chômeurs ont moins de 25 ans alors que l'âge médian des actifs occupés s'élève à 37 ans. La tendance est similaire lorsque l'on compare chômeurs et actifs occupés en fonction de l'âge moyen : les premiers ont 27.9 ans en moyenne contre 38.4 ans chez les seconds.

**Tableau 7**

Age moyen et âge médian de la population active  
selon la situation d'activité par milieu de résidence

Situation d'activité	Milieu de résidence				Ensemble urbain	
	Aire Métropolitaine		Autre urbain			
	Age moyen	Age médian	Age moyen	Age médian	Age moyen	Age médian
Actif occupé	36.8	35.0	41.3	40.0	38.4	37.0
Chômeur	27.7	25.0	28.6	25.0	27.9	25.0
Population active	32.6	30.0	37.7	35.0	34.2	31.0

**Les femmes comptent pour la moitié de la population active**

Le poids des femmes sur le « marché du travail » est considérable : elle représentent 51.1% de la population active urbaine, 48.6% des actifs occupés et 54.9% des chômeurs. Ceci est d'autant plus remarquable que les taux d'activité des femmes sont généralement plus faibles que ceux des hommes. En effet, un peu moins de la moitié des femmes de 10 ans et plus vivant en milieu urbain sont actives (exercent un emploi ou sont en quête d'un emploi) contre 58% des hommes.

**Tableau 8**

Distribution en pourcentage (%) de la population active urbaine  
selon le sexe par milieu de résidence

Sexe	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Homme	48.4	50.0	48.9
Femme	51.6	50.0	51.1
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	2128	1869	3997

Il faut toutefois noter que les femmes des villes de province sont moins engagées sur le « marché du travail » que celles de l'Aire métropolitaine avec un taux net d'activité particulièrement faible, soit 40% contre 55%.

D'autre part, les allures des courbes d'activité par âge des femmes diffèrent sensiblement entre les milieux de résidence. Alors que les femmes de l'Aire métropolitaine se situent globalement dans le modèle de l'activité continue – abstraction faite de la diminution « accidentelle » du taux d'activité entre

35-39 ans et 40-44 ans –, celles des villes de province semblent intégrer (en tendance) progressivement le « marché du travail », sans pour autant y demeurer longtemps puisque la décroissance du taux d'activité est amorcée après le pic enregistré à 40-44 ans.

***Une majorité d'actifs de niveau primaire et secondaire, mais des contrastes selon les milieux ou le sexe***

La part des individus sans aucun niveau d'étude dans la population active urbaine est minoritaire, quoique non négligeable, soit 17.2%. En fait, près de la moitié des actifs (47.9%) possèdent un niveau d'études secondaires et 29.5% ont un niveau d'études primaires, sans que l'un ou l'autre des cycles d'étude soit nécessairement achevé.

Sous ce profil existent, d'une part, des contrastes importants entre l'Aire métropolitaine et les villes de province. En effet, la force de travail occupée ou disponible/en quête d'emploi des villes de province est globalement moins instruite que celle de l'Aire métropolitaine. Le niveau d'étude moyen de 5.3 années réussies dans les villes de province, en deçà de l'achèvement du cycle primaire (6 ans) tandis que ceux de l'Aire métropolitaine ont franchi la barre de la 6ème année fondamentale avec 7.8 années réussies.

**Tableau 9**

Distribution en pourcentage (%) de la population active urbaine selon le niveau d'étude atteint par sexe et par milieu de résidence

Niveau d'étude atteint :	Milieu de résidence						Ensemble urbain		
	Aire Métropolitaine			Autre urbain					
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Aucun niveau	7.9	18.5	13.4	20.2	31.7	25.9	11.7	22.4	17.2
Primaire	24.2	30.9	27.7	33.6	34.0	33.8	27.1	31.8	29.5
Secondaire	58.1	46.6	52.2	42.6	33.2	37.9	53.3	42.7	47.9
Etudes supérieures	9.7	3.9	6.7	3.6	1.1	2.4	7.9	3.1	5.4
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1027	1101	2128	918	951	1869	1945	2051	3997
Niveau d'étude moyen	7.8	6.3	7.0	5.9	4.7	5.3	7.2	5.8	6.5

Les femmes sont généralement moins bien loties que les hommes. Elles sont plus fréquemment dépourvues de tout bagage scolaire (22.4% contre 11.7%) et rares sont celles qui ont pu atteindre le cycle supérieur (3.1% contre 7.9%). En résumé, le niveau d'étude moyen (en terme d'années réussies) des femmes (5.8 années) est toujours inférieur à celui des hommes (6.5 années), les écarts étant plus ou moins grands selon le milieu de résidence.

***Des chômeurs plus instruits que les actifs occupés***

Il faut aussi distinguer les actifs occupés des chômeurs. Ceux-ci sont en général plus instruits. Non seulement la fréquence de ceux qui n'ont aucun niveau d'étude est toujours plus faible chez les chômeurs que chez les actifs occupés, mais encore six chômeurs sur dix possèdent un niveau d'études secondaires contre quatre actifs occupés sur dix.



**Tableau 10**

Distribution en pourcentage (%) des actifs occupés et des chômeurs selon le niveau d'étude atteint par milieu de résidence

Niveau d'étude atteint	Milieu de résidence						Ensemble urbain		
	Aire Métropolitaine			Autre urbain					
	Actif occupé	Chômeur	Ensemble	Actif occupé	Chômeur	Ensemble	Actif occupé	Chômeur	Ensemble
Aucun niveau	17.6	8.4	13.4	30.1	15.5	25.9	22.1	9.9	17.2
Primaire	29.2	25.9	27.7	34.7	31.5	33.8	31.2	27.0	29.5
Secondaire	43.8	62.1	52.2	32.6	51.5	37.9	39.7	59.9	47.9
Etudes supérieures	9.4	3.6	6.7	2.7	1.6	2.4	6.9	3.2	5.4
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1156	972	2128	1348	521	1869	2504	1493	3997

Ainsi le niveau d'étude médian des chômeurs est de 8 années d'études contre 6 années seulement chez les actifs occupés. L'écart est plus faible lorsque l'on compare les niveaux moyens : 1.6 années entre des actifs occupés ayant achevé avec succès 6.2 années et des chômeurs ayant réussi 7.8 années.

**Tableau 11**

Niveau d'étude (en nombre d'années d'études réussies) moyen et médian de la population active selon la situation d'activité par milieu de résidence

Situation d'activité	Milieu de résidence				Ensemble urbain	
	Aire métropolitaine		Autre urbain			
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Actif occupé	6.2	6.0	4.9	5.0	5.7	6.0
Chômeur	7.8	9.0	6.4	7.0	7.5	8.0
Population active	7.0	7.0	5.3	5.0	6.5	7.0

### La main-d'œuvre dans l'emploi urbain

Les frontières de l'emploi « urbain » sont encore floues puisque le secteur primaire est encore assez fortement présent dans les villes de province. Ceci étant, la prédominance du secteur tertiaire est nette. Emploi indépendant et emploi salarié coexistent, le premier étant majoritaire à des degrés divers selon les milieux de résidence. Ces deux formes de mise au travail connaissent des spécialisations différenciées selon les branches d'activité mais aussi selon les milieux de résidence, et des polarisations des niveaux d'étude.

### Une frontière poreuse avec le milieu rural agricole

Les activités du secteur primaire mobilisent 22.6% des actifs occupés des villes de province (soit 8.7% de l'ensemble des actifs occupés urbains). Il s'agit essentiellement d'activités agricoles, la pêche et les activités extractives comptant pour 2% au plus des actifs occupés. Ceci est remarquable et interpelle quant aux frontières établies entre milieu urbain et milieu rural. S'agit-il d'actifs occupés qui résideraient en ville et pratiqueraient une agriculture péri-urbaine ? Ou s'agit-il d'individus appartenant

effectivement à des ménages proprement urbains et qui exerceraient des emplois dans l'agriculture au-delà de la périphérie de la ville ?

**Tableau 12**

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée selon la branche d'activité par milieu de résidence

Branche d'activité	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture, Pêche, Activités Extractives	0.8	22.6	8.7
Industries manufacturières, Electricité, Construction	20.2	12.2	17.3
Commerce de gros et de détail	38.4	37.2	38.0
Services à la collectivité, services domestiques, autres services	40.5	28.0	36.0
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1156	1348	2504

***Une très forte présence de l'emploi tertiaire en milieu urbain, notamment dans l'Aire métropolitaine***

Près de 3 actifs occupés sur quatre travaillent dans le secteur tertiaire. En fait, l'urbanisation du pays est globalement associée à un processus de tertiatisation de la population active occupée plutôt qu'à un processus d'industrialisation (Cadet 1996). Ceci vaut tout particulièrement pour l'Aire métropolitaine depuis les années soixante-dix (Lamaute-Brisson 2000), de sorte qu'en 2001, près de 8 actifs occupés sur dix y exercent un emploi tertiaire. Parallèlement, 65.2% des actifs occupés des autres villes en font autant.

***Le tertiaire partagé entre commerce et services à la collectivité***

Les actifs occupés du tertiaire sont d'abord dans le commerce (38%) puis dans les autres services (36%), notamment les services à la collectivité. Mais les configurations de l'Aire métropolitaine et des autres villes se distinguent assez clairement. Si les activités de commerce de gros et de détail ont un poids comparable d'un milieu à l'autre, les services à la collectivité mobilisent un très gros contingent d'actifs occupés dans l'Aire métropolitaine (40.5% contre moins d'un actif occupé sur trois dans les villes de province).

**Tableau 13**  
Distribution en pourcentage (%) des actifs occupés  
selon la branche d'activité par milieu de résidence

Branche d'activité	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
<b>Agriculture, Pêche, Activités Extractives</b>	<b>0.8</b>	<b>22.6</b>	<b>8.7</b>
Agriculture	0.5	20.6	7.8
Pêche	0.1	1.7	0.7
Activités extractives	0.2	0.3	0.2
<b>Industries manufacturières, Electricité, Construction</b>	<b>20.2</b>	<b>12.2</b>	<b>17.3</b>
Activités de fabrication	15.3	8.3	12.7
Production d'électricité, de gaz et d'eau	0.6	0.1	0.4
Construction	4.4	3.7	4.1
<b>Commerce de gros et de détail</b>	<b>38.4</b>	<b>37.2</b>	<b>38.0</b>
Commerce de gros et de détail, réparations de véhicules	38.4	37.2	38.0
<b>Services à la collectivité, domestiques, autres services</b>	<b>40.5</b>	<b>28.0</b>	<b>36.0</b>
Hôtels et restaurants	3.2	1.9	2.7
Transports, entreposage et communications	5.5	2.5	4.4
Intermédiation financière	0.8	0.1	0.6
Immobilier, locations et activités de services aux entreprises	4.5	1.3	3.3
Administration publique, Sécurité sociale obligatoire	5.6	3.1	4.7
Education	6.6	9.2	7.5
Santé et action sociale	2.6	2.6	2.6
Autres services collectifs, sociaux et personnels	5.5	4.3	5.1
Autres services	6.2	2.9	5.0
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1156	2348	2504

Les services non-marchands de l'administration publique ou de la sécurité sociale obligatoire occupent une petite place dans la distribution avec 5.6% seulement des actifs occupés de l'Aire métropolitaine.

***Les niveaux d'études secondaires et universitaires sont associés aux services à la collectivité***

La mobilisation de la main-d'œuvre dans l'emploi dépend en général du niveau d'étude atteint. L'analyse des distributions des branches d'activité révèle des configurations « traditionnelles ». On trouve une forte présence des individus sans aucun niveau d'étude ou de niveau primaire dans les branches du secteur primaire. L'industrie recrute pour sa part de fortes proportions d'individus ayant achevé au moins une année du cycle primaire (37.1%) ou du cycle secondaire (43.9%).

Tableau 14

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée selon le niveau d'étude atteint par branche d'activité

Branche d'activité	Niveau d'étude atteint				Total	Echantillon
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes supérieures		
Agriculture, Pêche, Activités Extractives	41.7	39.5	18.4	0.5	100.0	309
Industries manufacturières, Electricité, Construction	15.2	37.1	43.9	3.8	100.0	385
Commerce de gros et de détail	31.1	34.3	32.6	2.0	100.0	961
Services à la collectivité, services domestiques, autres	11.3	23.1	50.5	15.2	100.0	849
Total	22.1	31.2	39.7	6.9	100.0	2504

Il y a un « déplacement » vers les niveaux d'étude plus élevés dans les services à la collectivité : près des deux tiers des actifs occupés qui y sont engagés ont achevé au moins une année du secondaire (50.5%) ou une année d'études universitaires (15.2%). Symétriquement, 45.7% et 78.8% des actifs occupés de niveau secondaire et universitaire travaillent dans les services à la collectivité. Une configuration qui se démarque de celle du commerce de gros et de détail. Cette branche recrute des actifs de niveau secondaire (32.6%) mais elle compte encore 31.1% d'individus sans niveau, soit 53.4% des actifs occupés sans niveau.

***La prédominance du travail indépendant, mais une forte présence du travail salarié dans l'Aire métropolitaine***

61.5% des actifs occupés sont pour l'essentiel des travailleurs à compte propre<sup>10</sup>. Ceci tient notamment à la forte présence des travailleurs indépendants dans les villes de province (72.6%). Ces derniers sont également majoritaires dans l'Aire métropolitaine mais leur présence est moins massive dans la mesure où l'emploi salarié compte pour 43.3% des actifs occupés de l'Aire métropolitaine.

Tableau 15

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée selon le statut dans l'emploi par milieu de résidence

Statut dans l'emploi	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Salarié/Employé	43.3	24.1	36.3
Patron, Travailleur indépendant	55.2	72.6	61.5
Apprenti non rémunéré, aide familial, autre	1.6	3.3	2.2
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1156	1348	2504

<sup>10</sup> Le poids des patrons est marginal : moins de 1% de la main-d'œuvre occupée.

### **Emploi salarié et emploi indépendant : des spécialisations différenciées selon les branches et les milieux de résidence**

Le salariat est principalement lié au tertiaire : il y a une forte concentration des salariés dans les services à la collectivité et autres services (68%). A l'inverse, les travailleurs indépendants se retrouvent plutôt dans le tertiaire, d'abord le commerce (56.9%), les services à la collectivité ensuite (17%). Bien entendu, il importe de séparer l'Aire métropolitaine des villes de province où plus du quart des travailleurs indépendants sont engagés dans les activités du secteur primaire, un contingent comparable exerçant des emplois dans les services à la collectivité dans l'Aire métropolitaine.

**Tableau 16**

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée selon la branche d'activité par statut dans l'emploi par milieu de résidence

Branche d'activité	Milieu de résidence				Ensemble urbain	
	Aire Métropolitaine		Autre urbain			
	Salarié /Employé	Patron, Travailleur indépendant	Salarié /Employé	Patron, Travailleur indépendant	Salarié /Employé	Patron, Travailleur indépendant
Agriculture, Pêche, Activités Extractives	0.4	1.0	1.5	27.9	0.7	12.5
Industries manufacturières, Electricité, Construction	25.7	15.1	13.2	11.6	22.7	13.6
Commerce de gros et de détail	9.0	62.3	4.0	49.7	7.8	56.9
Services à la collectivité, services domestiques, autres	64.9	21.7	81.4	10.7	68.9	17.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	487	652	327	979	814	1631

### **Le travail salarié et les niveaux d'études secondaires et universitaires**

Les travailleurs indépendants sont très fortement majoritaires parmi les actifs occupés sans bagage scolaire (81.2%) ou titulaires d'un niveau d'études primaires. Leur poids se réduit, tout en demeurant important, lorsque les actifs occupés ont un niveau d'études secondaires (50.2%) ou supérieures (23%), cédant ainsi du terrain devant les salariés. Ces derniers sont en majorité de niveau secondaire (52.6%) et 14.5% d'entre eux possèdent un niveau d'études universitaires. Des proportions inégales, tant chez les travailleurs indépendants que chez les autres non salariés.

**Tableau 17**

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée selon le niveau d'étude atteint par statut dans l'emploi

Statut dans l'emploi	Niveau d'étude atteint				Total	Echantillon
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes supérieures		
Salarié/Employé	10.3	22.6	52.6	14.5	100.0	814
Patron, Travailleur indépendant	29.2	35.7	32.5	2.7	100.0	1631
Apprenti non rémunéré, aide familial, autre	19.8	48.5	30.4	1.3	100.0	59
Total	22.1	31.2	39.7	6.9	100.0	2504

Au total, s'agissant des ressources en travail, on est en présence d'une force de travail (actifs occupés et chômeurs) relativement peu nombreuse, avec des spécialisations traditionnelles connues depuis les années quatre-vingts (tertiarisation partagée entre commerce et autres services). La porosité de la frontière entre les autres villes et le milieu rural est également connue (IHSI 2000). Elle indique aussi que les individus et les ménages liés aux activités agricoles ont accès à des ressources particulières (terres, outils) qui devraient être comparées de préférence avec celles des ménages du milieu rural. Cette porosité ne sera pas traitée ici.

Parallèlement, l'existence de taux de chômage élevés, en particulier dans l'Aire métropolitaine, s'inscrit dans une longue séquence de taux de chômage plus ou moins importants dans cette dernière, non sans tenir compte de l'hétérogénéité des mesures du chômage à travers le temps. Cette forte présence du chômage et des inactifs interpelle quant aux moyens de subsistance de ces populations.

## Les stratégies des ménages

Il existe plusieurs approches qui classent, selon divers critères, les stratégies des ménages. Une approche consiste à partir des objectifs spécifiques des stratégies comme l'augmentation du revenu, la réduction des dépenses de consommation, etc. (Tacoli 1999 ; SIDA 2002 : 33). L'augmentation du revenu passe, soit par la location d'une partie du logement, soit par l'augmentation des heures travaillées individuellement, la mise au travail d'un nombre plus grand de membres du ménage ou pluri-activité du ménage (De Miras 1991 : 97). La réduction des dépenses de consommation connaît elle aussi plusieurs variantes (réduction du nombre de repas, achat de biens et services à meilleur marché, etc.).

Une autre approche fait référence à l'horizon temporel des stratégies. On distingue les stratégies de vie qui relèvent de la routine et sont plus ou moins durables ("livelihood strategies"), les "coping strategies" qui sont des réponses de court terme à des chocs spécifiques et les stratégies adaptatives qui peuvent déterminer des changements durables dans les modèles de comportement des ménages (SIDA 2002 : 32-33). Il peut y avoir transformation ou passage d'une stratégie à l'autre : les réponses de court terme peuvent devenir des stratégies adaptatives si les situations de crise durent, et des stratégies adaptatives deviennent routinières (ADRA 1995).

Une troisième approche met l'accent sur la nature des activités portant sur la "gestion" des ressources et distingue ainsi les stratégies d'investissement (y compris dans la sécurisation des actifs disponibles), les stratégies de vente des actifs disponibles (afin de faire face à des dépenses imprévues et importantes, ou afin de financer un investissement), les stratégies dites de sacrifice lorsque les choix effectués obèrent les potentialités futures : la mise au travail des enfants limite ou empêche d'augmenter leurs dotations en éducation (Rakodi 1999; SIDA 2002 : 33).

Ces points de vue sont fort intéressants, mais les données de l'enquête commandent de procéder autrement. On ne connaît pas a priori l'objectif ultime des stratégies et la reconstitution ex post ne permet au mieux que d'énoncer des conjectures à ce propos, surtout lorsque l'on ne dispose que d'une enquête ponctuelle. D'autre part, les chocs subis par les ménages ne sont pas connus. Et plus généralement, l'horizon temporel connu correspond aux périodes de référence utilisées pour la collecte des données : les 12 mois précédant l'enquête pour les revenus déclarés et la semaine précédant l'enquête pour la participation des membres des ménages à l'activité économique. Dans ce cadre, et en l'absence d'informations sur les changements éventuels de comportement liés ou

non aux chocs, sur les mobilités professionnelles de court terme (3 à 6 mois), on fait l'hypothèse que l'on se trouve pour l'essentiel en présence de stratégies de type routinier. Toute la question est alors de savoir quels sont les sous-types de stratégies mises en oeuvre par les ménages.

Scoones envisage trois types majeurs de stratégies pour les ménages du milieu rural : l'usage intensif ou l'usage extensif des ressources agricoles, la diversification des activités génératrices de revenu et la migration temporaire ou définitive (Scoones 1998 : 9). Plus généralement, au-delà du clivage rural/urbain, plusieurs stratégies sont concevables : celles qui tiennent à l'insertion de la force de travail disponible sur le « marché du travail », l'investissement, l'épargne, la constitution du « capital social », les changements des modèles de consommation (Grown, Sebstad 1989 : 941), l'adaptation des technologies de production (Okhoya, Wanmali 1999 : 8) ainsi que la détermination de la palette des sources de revenus.

L'analyse des pratiques de la migration interne (Ovensen, Chapitre Migration, ce volume) montre, d'une part, que l'essentiel des migrants internes vont du milieu rural vers l'urbain et plus particulièrement vers Port-au-Prince. D'autre part, aucun natif de l'Aire métropolitaine ne migre vers d'autres villes. De sorte que la migration interne ne fera pas l'objet d'une analyse ici<sup>11</sup>. Il en est de même pour l'émigration en tant que telle et ceci pour plusieurs raisons : l'enquête porte exclusivement sur les individus résidant dans les ménages au moment de l'enquête, des informations limitées ont été recueillies uniquement sur le "stock" des proches parents émigrés et leurs comportements en matière de transferts. En tout état de cause, les effets de l'émigration sont perceptibles à travers la réception, par les ménages, des envois en espèces ou en nature en provenance de l'étranger.

L'analyse des ressources disponibles ainsi que celle des premiers indices de la mobilisation de ces ressources conduisent à mettre en évidence d'un côté, le rôle central des ressources en travail, et, de l'autre, la place non négligeable des revenus de transfert dans la formation du revenu des ménages.

Partant, l'accent est d'abord mis sur la mobilisation des ressources en travail des ménages sous quelque forme qu'elle se décline, entre pluri-activité (ou non) des ménages et diversification des branches d'activité et des statuts dans l'emploi. Ceci étant, quelle que soit leur relation avec le "marché du travail" au moment de l'enquête, la plupart des ménages procèdent à une diversification de leurs sources de revenu, selon des profils relativement différents, avec une plus ou moins forte dépendance à l'égard des revenus de transfert selon les cas. D'où la nécessité d'appréhender les rôles que jouent les revenus de transfert dans les stratégies des ménages, sachant que pour l'essentiel ces revenus relèvent de la redistribution entre ménages<sup>12</sup> et proviennent des ménages émigrés comme des ménages résidant dans le pays. Encore que les transferts des émigrés occupent une place déterminante.

### **Le rôle central des ressources en travail et le rôle secondaire des revenus de transfert**

Les ressources sont diverses mais elles n'ont pas toutes la même importance si l'on examine l'ampleur

<sup>11</sup> Néanmoins, il serait intéressant d'étudier les tendances de la migration des villes de province vers Port-au-Prince.

<sup>12</sup> On peut s'interroger sur le statut des émetteurs des transferts de revenu : s'agit-il d'un individu ou d'un ménage pris comme entité collective ? La question est loin d'être anodine. Les ménages ne sont pas des collectifs unitaires mais des microcosmes où les prises de décision tiennent aux relations de pouvoir entre les individus qui en sont membres. Dans cette optique, un individu peut transférer une partie de son revenu et le transférer à un autre vivant dans un autre ménage soit pour ses besoins individuels soit pour les besoins du ménage en tant que tel. Sans que cette fraction du revenu ait été comptabilisée en première instance dans le ménage du donateur. En l'absence d'informations sur les donateurs en général, on adopte ici le point de vue de la comptabilité nationale. Tant que les transferts proviennent de la famille ou des amis, ils s'inscrivent dans la sphère des ménages.



et les modes de mobilisation de celles-ci. Ainsi, le patrimoine disponible, les actifs physiques sont peu mobilisés et lorsque c'est le cas, les revenus correspondants sont relativement faibles<sup>13</sup>. En fait, ce sont les ressources en travail qui jouent un rôle central : les revenus d'activité constituent la composante majeure du revenu total des ménages urbains, et la majorité de ces ménages vivent principalement des revenus d'activité.

### **Une faible mobilisation du logement comme source de revenus**

Le logement peut être mobilisé comme source de revenus additionnels ou principaux (Moser 1996). Toutefois, si l'on en croit les déclarations des ménages enquêtés, 5.8% seulement des ménages urbains louent une ou plusieurs pièces du logement qu'ils occupent. Ils sont relativement plus nombreux dans l'Aire métropolitaine. Ceci tient en grande partie au statut d'occupation du logement, la proportion de ménages locataires ou fermiers louant une partie de leur logement étant infime (0.2%) alors que 10% en moyenne des ménages propriétaires en font autant. La location à des tiers tient aussi au niveau de revenu (encore que le revenu tiré de cette location entre précisément dans la formation du revenu total du ménage). La proportion de ménages louant une partie de leur logement augmente en effet du premier au dernier quintile du revenu. Toutefois, même chez les ménages les plus riches, la location d'une partie du logement occupé est une pratique peu répandue (7%).

Une explication transversale résiderait dans le fait que la capacité d'absorption des logements est limitée, compte tenu de la dimension du logement et de la taille du ménage qui l'occupe ; à moins qu'il n'y ait sous-déclaration des locations (cas des ménages propriétaires) ou des sous-locations (cas des ménages locataires ou fermiers).

**Tableau 18**

Proportion (en pourcentage) de ménages urbains louant une partie du logement occupé à des tiers selon le milieu de résidence, le statut d'occupation du logement et le quintile du revenu du ménage

	Proportion (en pourcentage) de ménages louant le logement occupé
<b>Milieu de résidence</b>	
Aire métropolitaine	7.4
Autre urbain	3.7
<b>Statut d'occupation du logement</b>	
Propriétaire (terrain et bâtisses)	9.5
Propriétaire (bâtisses seulement)	11.2
Locataire/Fermier	0.2
Autres	3.4
<b>Quintile du revenu du ménage</b>	
Q1 (les 20% les plus faibles)	3.9
Q2	4.6
Q3	6.3
Q4	5.4
Q5 (les 20% les plus élevés)	7.0
<b>Ensemble urbain</b>	<b>5.8</b>

<sup>13</sup> On ne dispose pas d'informations sur la mobilisation de l'épargne disponible chez les ménages ayant déclaré avoir un compte d'épargne.



Ceci étant, il ne faut pas perdre de vue qu'une partie du logement peut être affectée à l'exercice d'une activité économique, notamment informelle par un membre du ménage (Lamaute-Brisson 2002 : 125), ce qui ne laisserait alors aucune place pour la location à des tiers. En tout état de cause, les revenus du patrimoine incluant les loyers perçus ne représentent que 3% du revenu total des ménages urbains.

### **Les revenus d'activité, première source de revenu des ménages urbains**

En revanche, près de 60% du revenu total des ménages urbains proviennent de leur participation à l'activité économique. La situation des ménages des villes de province est particulière puisque l'autoconsommation représente à elle seule environ 13.3% du revenu total, ce qui réduit la part des revenus d'activité (49.6% contre 62.3% dans l'Aire métropolitaine).

**Tableau 19**

Distribution en pourcentage (%) des revenus des ménages urbains selon la source de revenu par milieu de résidence

Source et type de revenu	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
<b>Revenus d'activité</b>	62.3	49.6	59.6
Agriculture	2.1	10.1	3.8
Commerce	12.1	10.9	11.8
Artisanat	5.6	3.1	5.1
Services	13.0	10.9	12.5
Travail salarié	29.6	14.7	26.5
<b>Revenus de transfert</b>	30.0	31.6	30.3
Transfert (entre ménages) externe	21.5	22.3	21.6
Transfert (entre ménages) interne	7.2	3.3	6.4
Autres transferts	1.3	6.1	2.3
<b>Revenus du patrimoine</b>	3.4	1.6	3.0
<b>Autres revenus</b>	4.2	3.9	4.1
<b>Autoconsommation et troc</b>	0.1	13.3	2.9
Total	100.0	100.0	100.0
<b>Revenu annuel moyen (avec autoconsommation et troc), en gourdes</b>	<b>56337.3</b>	<b>19955.9</b>	<b>40736.9</b>

Mais dans la mesure où l'autoconsommation découle de l'activité de production des ménages – la part du troc étant quasiment nulle –, il apparaît clairement que les ménages urbains vivent principalement du travail de leurs membres.

Tableau 20

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains selon la principale source de revenu par milieu de résidence

Principale source de revenu du ménage	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	2.1	18.9	9.3
Travail indépendant non-agricole	31.9	23.1	28.1
Travail salarié	24.9	11.1	18.9
Transfert	34.5	18.9	27.8
Autres	6.4	6.8	6.6
Autoconsommation	0.2	21.3	9.3
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	1002	1541	2543

De fait, lorsque l'on classe les ménages selon la principale source de revenu, on trouve que 56.3% d'entre eux vivent d'abord du travail, qu'il s'agisse du travail indépendant dans l'agriculture, du travail indépendant non-agricole ou du travail salarié. Ceci est particulièrement flagrant dans les autres villes (74.4% contre 58.9% à Port-au-Prince) en comptant les ménages dépendant d'abord de l'autoconsommation. C'est dire que la mobilisation des ressources en travail est essentielle en milieu urbain.

### ***Les revenus de transfert, seconde composante majeure du revenu des ménages***

Parallèlement, 30% du revenu total des ménages urbains correspondent aux diverses modalités de redistribution du revenu mises en place par les ménages entre eux (transferts internes et transferts externes) et, dans une moindre mesure, aux modalités de redistribution des organismes publics ou privés vers les ménages. De plus, 27.8% des ménages urbains vivent principalement des transferts, qu'ils soient externes ou internes. Les transferts peuvent être compris comme la résultante de la mobilisation des liens familiaux ou amicaux existant entre les ménages, et souvent associé aux migrations, qu'il s'agisse des migrations internes ou de l'émigration.

### **De l'analyse des stratégies de mobilisation de la main-d'œuvre et des parents/amis à l'aide de la principale source de revenu du ménage**

Entre revenus d'activité et revenus de transfert, il est essentiel d'explorer les stratégies de mobilisation de la main-d'œuvre disponible dans les ménages ainsi que la mobilisation des parents/amis émigrés ou résidant en Haïti.

### ***Le choix de la principale source de revenu du ménage comme critère premier de classement***

Une démarche pourrait être de distinguer les ménages liés au « marché du travail », en raison de la présence d'actifs occupés ou de chômeurs des ménages déconnectés du « marché du travail » (comprenant des inactifs seulement). Mais, ceci supposerait que l'on donne la priorité à l'engagement de l'activité économique, alors que celle-ci n'est mesurée que pour la semaine précédant l'enquête et est donc moins « robuste » que la mesure des revenus valant pour les douze mois précédant l'enquête. D'une part, la structure des revenus des ménages – ainsi que les niveaux de revenu – portent davantage la marque de la multiplicité – éventuelle – des insertions de la main-d'œuvre potentielle des ménages

dans l'activité économique, tant en terme de pluri-activité du ménage qu'en terme de pluri-activité individuelle, compte tenu de la saisonnalité de certaines activités ou des orientations particulières attribuées à certaines activités (le changement de types de produits vendus par les commerçants de rue par exemple). D'autre part, il est possible qu'un ménage soit, au moment de l'enquête, dépourvu d'actifs occupés, tout en déclarant, sur l'année écoulée, des revenus d'activité.

Le premier critère de classement des ménages en vue d'en analyser les stratégies sera donc le revenu et plus précisément la principale source de revenu du ménage. Celle-ci fait abstraction, en soi, de l'existence éventuelle, d'une palette de revenus et donc des combinaisons possibles. Mais, la combinaison des revenus à l'échelle du ménage n'est pas nécessairement ou systématiquement lisible, et peut donc davantage brouiller les pistes. De toutes façons, il est tout à fait possible d'explorer, non seulement la diversité des combinaisons de revenus, mais aussi les liens du ménage avec le « marché du travail » en partant de la principale source de revenu.

### **Les ménages selon leur principale source de revenu : un aperçu**

Une fois classés en fonction de leur principale source de revenu, les ménages peuvent être comparés, de prime abord, à l'aide d'un certain nombre de caractéristiques économiques ou socio-démographiques. Pour tenir compte de l'hétérogénéité du travail indépendant non-agricole en milieu urbain, on fait apparaître les principaux revenus des individus en trois sous-catégories : ceux qui sont générés par le commerce, l'artisanat et les autres services (y compris les services à la collectivité). La nomenclature des revenus établie dans le questionnaire de l'ECVH ne permet pas d'opérer une distribution similaire pour les ménages vivant du travail salarié.

**Tableau 21**

Principales caractéristiques des ménages urbains selon la principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Pourcentage de ménages	Revenu annuel total du ménage (gourdes)	Revenu per capita du ménage (gourdes)	Taille moyenne du ménage	Taux de féminisation des chefs de ménage	Taux de féminisation du principal apporteur du ménage	Age moyen du principal apporteur	Proportion de ménages ayant un individu de niveau secondaire	Proportion de ménages ayant des parents émigrés	Echantillon
Agriculture	9.3	14048	3692	4.7	41.9	39.4	46.1	35.5	19.3	308
Travail indépendant non-agricole :	28.1	44627	11166	4.7	62.5	46.4	40.0	56.5	30.7	678
Commerce	13.6	35660	9518	4.5	70.9	72.9	41.2	51.7	27.2	334
Artisanat	4.5	49772	13567	4.6	51.1	19.2	39.6	60.7	25.9	100
Services	10.0	54419	12308	5.1	56.4	22.9	38.6	60.9	37.6	244
Travail salarié	18.9	64068	18455	4.6	52.4	29.1	37.3	64.2	41.1	396
Transfert	27.8	41287	11671	4.1	71.0	70.7	45.4	62.2	59.9	638
Autres	6.6	29910	7525	4.4	64.8	54.5	44.3	56.2	22.8	188
Autoconsommation	9.3	14125	3659	5.2	43.3	43.6	47.2	23.8	21.7	335
Ensemble	100.0	40737	11055	4.6	59.4	49.5	42.5	54.5	38.4	2543

D'une part, les catégories de ménages occupent des positions différentes sur l'échelle des niveaux de vie moyens – ce qui ne doit pas occulter les différentiels de revenus au sein des catégories constituées. Les ménages vivant du travail salarié ont le niveau de vie moyen le plus élevé, suivis des ménages dépendant des revenus de transfert, des revenus du travail indépendant non-agricole, des autres

revenus, et enfin des revenus de l'agriculture marchande ou de l'autoconsommation. Les niveaux de vie atteints sont-ils liés à l'exercice d'emploi plus ou moins rémunérateurs, à la pluri-activité dans les ménages, à la diversification des allocations de la main-d'oeuvre en fonction des branches d'activité, des statuts dans l'emploi, etc. ou à la conjonction de ces différents phénomènes ?

D'autre part, il est remarquable que les ménages vivant des transferts disposent d'un niveau de vie moyen relativement élevé (en troisième rang), comparable à tout le moins à ceux des ménages vivant du travail indépendant non-agricole. Ceci est d'autant plus important qu'il existe, entre les ménages dépendant des transferts et les autres, des contrastes non négligeables en fonction des caractéristiques socio-démographiques du chef de ménage ou du principal apporteur de ressources. Les ménages vivant des revenus de transfert affichent, avec ceux vivant du commerce, les plus forts taux de féminisation des chefs de ménage et des principaux apporteurs (70% et plus). De plus, s'il existe dans toutes les catégories des ménages déclarant des parents émigrés, environ 60% des ménages vivant des revenus de transfert comptent au moins un parent installé à l'étranger.

### **Une mobilisation restreinte des ressources en travail dans l'emploi**

L'engagement dans l'emploi en tant que tel est restreint, entre un taux d'activité peu élevé et un fort taux de chômage. C'est que la mobilisation de la main-d'oeuvre est fortement différenciée selon l'âge et le statut dans le ménage avec un sur-chômage des jeunes et de la main-d'oeuvre secondaire des ménages. Ceci se traduit par un nombre moyen d'actifs occupés par ménage faible et donc par des ratios de dépendance économique élevés. Le nombre limité d'actifs occupés réduit également les possibilités de diversification dans l'affectation des actifs occupés aux branches d'activité et aux statuts dans l'emploi.

#### ***Un taux d'emploi particulièrement faible***

On a vu plus haut que le taux d'activité global n'est pas particulièrement élevé (53.3%). Il faut souligner au passage que les degrés de mobilisation pour la participation effective ou potentielle à l'activité économique sont très fortement différenciés selon le statut dans le ménage. Ainsi, les chefs de ménage connaissent un taux d'activité bien plus élevé que celui des membres secondaires (71.4% contre 46.4%).

Pris isolément, les taux d'activité renseignent peu sur l'affectation de la main-d'oeuvre aux emplois. Le taux d'emploi, c'est-à-dire le rapport entre le nombre d'actifs occupés et la population en âge de travailler, est seulement de 31.8%.

**Tableau 22**

Taux net d'activité (en pourcentage), taux de chômage (en pourcentage) et taux d'emploi (en pourcentage) selon la principale source de revenu du ménage

Principale source de revenu du ménage	Taux net d'activité	Taux de chômage	Taux d'emploi
Agriculture	51.5	25.1	38.6
Travail indépendant non-agricole :	57.3		38.8
Commerce	54.9	27.5	39.8
Artisanat	62.4	34.8	40.7
Services	58.2	37.1	36.6
Travail salarié	59.7	29.5	42.1
Transfert	48.6	61.5	18.7
Autres	43.8	57.2	18.7
Autoconsommation	40.7	16.0	34.2
Ensemble urbain	53.3	40.3	31.8

### ***Le sur-chômage des jeunes et de la main-d'œuvre secondaire des ménages***

Ceci tient pour partie au fait que le taux de chômage urbain est particulièrement élevé: 40% de la population active sont chômeurs au cours de la période de référence (la semaine précédant l'enquête). Les jeunes et la main-d'œuvre secondaire des ménages sont les plus touchés par le chômage. Le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans s'élève à 70.6%, soit 2.4 fois le taux de chômage des adultes (25 ans et plus). Et le taux de chômage des membres secondaires des ménages (49.5%) vaut le double de celui des chefs de ménage (24.8%).

**Tableau 23**

Taux de chômage (en pourcentage) des jeunes, des adultes, et taux de chômage global par milieu de résidence

Taux de chômage	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Taux de chômage des 15-24 ans (C1)	74.0	60.0	70.6
Taux de chômage des 25 ans et + (C2)	33.6	19.1	28.9
Taux de chômage des 15 ans et + (C3)	44.9	27.5	39.6
Ratio C1/C2	2.2	3.1	2.4
Ratio C1/C3	1.6	3.1	2.4

Dans un cas comme dans l'autre, ces différenciations sont tangibles aussi bien dans l'Aire métropolitaine que dans les autres villes, et dans toutes les catégories de ménages fondées sur la principale source de revenu.

Tableau 24

Taux de chômage (en pourcentage) selon le statut dans le ménage par milieu de résidence

Statut dans le ménage	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Chef de ménage (CM)	30.1	14.9	24.8
Membres secondaires (MS)	53.7	38.2	49.5
Ensemble	45.5	28.2	40.3
<b>Ratio CM / MS</b>	<b>1.8</b>	<b>2.6</b>	<b>2.0</b>
Echantillon	2128	1869	3997

On peut considérer que le sur-chômage qui affecte les jeunes et la main-d'œuvre secondaire, constituée en grande partie des enfants des chefs de ménage, tient à des raisons propres aux ménages. C'est le cas notamment des représentations du bon emploi portées par les jeunes relativement plus instruits que leurs parents (Lamaute-Brisson, Chapitre Education, ce volume).

Tableau 25

Taux d'activité (en pourcentage), taux de chômage (en pourcentage) et taux d'emploi (en pourcentage) selon la principale source de revenu du ménage par statut dans le ménage

Principale source de revenu du ménage	Taux d'activité		Taux de chômage		Taux d'emploi	
	Chef de ménage	Membres secondaires	Chef de ménage	Membres secondaires	Chef de ménage	Membres secondaires
Agriculture	80.4	41.0	16.1	31.5	67.4	28.1
Travail indépendant non agricole	85.3	46.8	16.3	43.6	71.4	26.4
Commerce	91.4	40.4	9.6	43.6	82.6	22.8
Artisanat	85.1	53.1	22.9	42.6	65.6	30.5
Services	76.9	51.8	23.7	43.9	58.7	29.0
Travail salarié	78.8	52.6	15.2	37.6	66.8	32.8
Transfert	54.5	46.3	46.7	68.4	29.0	14.6
Autres	57.1	38.5	47.2	62.9	30.2	14.3
Autoconsommation	66.7	32.2	7.1	21.9	62.0	25.2
Ensemble	71.4	46.4	24.8	49.5	53.7	23.5

L'écart est si important entre les jeunes et les adultes, entre les membres secondaires et les chefs de ménage, qu'il faut s'enquérir du fonctionnement du « marché du travail » et du marché des biens et services. Il y a vraisemblablement des difficultés importantes d'insertion dans l'emploi pour les jeunes et pour la main-d'œuvre secondaire. Elles sont liées à un faible rythme de création nette d'emploi en milieu urbain, du moins dans le « secteur formel » (Montas 1995).

### ***Moins de deux actifs occupés en moyenne par ménage***

Il résulte de ce qui précède qu'il existe, à l'échelle des ménages, un contingent non négligeable (24.9%) de ménages dépourvus d'actifs occupés, soit 12.8% qui comptent des inactifs et des chômeurs et 12.1% qui ne renferment que des inactifs.

Il existe bien sûr des situations contrastées en fonction de la principale source de revenus. Pour

l'essentiel, un clivage plutôt net se fait jour entre les ménages tirant leur subsistance de l'activité économique d'un côté, les ménages vivant des revenus de transfert de l'autre (y compris les ménages vivant des "autres revenus" ou des revenus du patrimoine). Plus de la moitié des ménages dépendant des transferts n'avaient aucun actif occupé au cours de la semaine précédant l'enquête, alors que plus de 4 ménages sur 5 comptent au moins un actif occupé lorsque la principale source de revenu est l'agriculture, le travail indépendant non-agricole ou le travail salarié.

**Tableau 26**

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains selon le lien avec le « marché du travail » par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Lien avec le « marché du travail »			Total	Echantillon
	Au moins un actif Occupé	Aucun actif occupé, au moins un chômeur	Inactifs seulement		
Agriculture	86.2	7.2	6.6	100.0	308
Travail indépendant non agricole :					678
Commerce	93.7	3.0	3.3	100.0	334
Artisanat	85.0	13.7	1.3	100.0	100
Services	85.1	12.3	2.6	100.0	244
Travail salarié	94.4	2.9	2.7	100.0	396
Transfert	46.1	26.4	27.6	100.0	638
Patrimoine, autres	48.9	24.9	26.2	100.0	188
Autoconsommation	87.0	3.4	9.6	100.0	335
Ensemble urbain	75.0	12.8	12.2	100.0	2543

Parallèlement, les ménages ayant au moins un actif occupé – dorénavant les ménages actifs – ne comptent pas beaucoup d'actifs occupés. En effet, il y a moins de deux actifs occupés en moyenne par ménage.

**Tableau 27**

Principales caractéristiques de la mobilisation de la main-d'œuvre des ménages urbains ayant au moins un actif occupé par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Taille moyenne du ménage	Nombre moyen d'actifs occupés dans le ménage	Ratio de dépendance économique moyen	Echantillon
Agriculture	4.7	1.7	3.1	264
Travail indépendant non agricole	4.7	1.6	3.4	597
Commerce	4.5	1.5	3.4	308
Artisanat	4.7	1.6	3.4	86
Services	5.1	1.7	3.4	203
Travail salarié	4.6	1.6	3.2	369
Transfert	4.9	1.4	3.9	305
Autres	5.1	1.3	4.2	91
Autoconsommation	5.3	1.8	3.3	290
Ensemble	4.8	1.6	3.4	1916

**Une charge importante pèse sur les actifs occupés**

Il s'ensuit que, dans les ménages actifs, le ratio de dépendance économique – rapport entre les chômeurs et les inactifs d'une part, les actifs occupés d'autre part – est en moyenne plutôt élevé. 3.4 personnes sont à la charge d'un actif occupé. Le ratio est un peu plus élevé lorsque les ménages vivent principalement des revenus de transfert (3.9 personnes) ou des autres revenus (4.2 personnes).

**Tableau 28**

Ratio de dépendance économique moyen dans les ménages actifs selon le statut de pluri-activité par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Statut de pluri-activité du ménage		Ensemble des ménages actifs
	Ménages mono-actifs	Ménages pluri-actifs	
Agriculture	3.7	2.4	3.1
Travail indépendant non-agricole :	4.4	3.9	4.2
Commerce	4.0	2.4	3.4
Artisanat	4.5	2.2	3.4
Services	4.4	2.5	3.4
Travail salarié	4.0	2.2	3.2
Transfert	4.4	2.6	3.9
Autres	4.8	2.8	4.2
Autoconsommation	4.3	2.5	3.3
Ensemble	4.2	2.4	3.4

Il existe bien évidemment des différences en fonction du nombre d'actifs occupés. Ainsi le tableau ci-dessus indique que les ménages mono-actifs (1 actif occupé) ont un ratio de dépendance économique nettement supérieur à celui des ménages pluri-actifs (4.2 contre 2.4 personnes par actif occupé). Ceci vaut pour toutes les catégories de ménages.

**Des possibilités restreintes de diversification dans l'allocation des ressources en travail**

Le fait que le nombre moyen d'actifs occupés par ménage soit relativement faible laisse peu de place à la diversification dans l'allocation des ressources en travail ou plus précisément dans l'affectation de celle-ci aux différentes branches d'activité ou en fonction des statuts dans l'emploi.



Tableau 29

Potentiel de diversification de l'allocation de la main-d'œuvre occupée ou Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains selon le nombre d'actifs occupés dans le ménage

Principale source de revenu du ménage	Aucun actif occupé	Un actif occupé	Deux actifs occupés	Trois actifs occupés ou +	Total	Echantillon	Proportion de ménages pluri-actifs (2 actifs occupés & +)
Agriculture	13.8	43.9	29.3	13.0	100.0	308	42.3
Travail indépendant non-agricole :	10.8	49.7	29.6	9.9	100.0	678	39.5
Commerce	6.3	58.5	27.6	7.6	100.0	334	35.2
Artisanat	15.0	42.4	32.7	9.9	100.0	100	42.6
Services	14.9	41.1	30.9	13.2	100.0	244	44.0
Travail salarié	5.6	52.2	29.0	13.2	100.0	396	42.2
Transfert	53.9	33.2	9.1	3.8	100.0	638	12.9
Autres	51.1	34.9	12.0	2.0	100.0	188	14.0
Autoconsommation	13.0	35.2	38.1	13.7	100.0	335	51.8
Ensemble	24.9	42.7	23.4	9.0	100.0	2543	32.3

Si notre raisonnement se base sur la population des seuls ménages actifs, 56.9% des ménages actifs n'ont qu'un actif occupé (soit 42.7% du total des ménages), les autres étant des ménages pluri-actifs (soit 32.3% du total des ménages). Là encore des contrastes apparaissent. Par exemple, les ménages vivant des transferts ou des autres revenus se distinguent par le fait que moins de 15% d'entre eux comptent deux actifs occupés ou plus, alors que dans les autres catégories au moins 35% des ménages sont pluri-actifs.

### Les diversifications dans l'allocation de la main-d'œuvre chez les ménages pluri-actifs

Les ménages pluri-actifs peuvent, soit diversifier les branches d'activité, soit diversifier les statuts dans l'emploi, le tout sous contrainte des règles et des conjonctures propres au fonctionnement du « marché du travail » et du marché des biens et services<sup>14</sup>.

#### *Incidences de la diversification de la force de travail occupée*

Plus de la moitié (59%) des ménages pluri-actifs ont diversifié les branches d'activité, 35% seulement ont diversifié les statuts dans l'emploi. Mais les deux types de diversifications ne vont pas toujours de pair. En effet, seuls 20% des ménages pluri-actifs ont diversifié l'allocation de la main-d'œuvre selon la branche d'activité et selon le statut dans l'emploi.

<sup>14</sup> Bien entendu, les deux stratégies ne sont pas exclusives, mais elles seront abordées séparément.

**Tableau 30**

Nombre moyen d'actifs occupés, ratio de dépendance économique moyen, incidences de la diversification des branches d'activité et des statuts dans l'emploi dans les ménages pluri-actifs par principale source de revenu du ménage

Principale source de revenu du ménage	Nombre moyen d'actifs occupés	Ratio de dépendance économique moyen des ménages pluri-actifs	Proportion de ménages pluri-actifs ayant diversifié les branches d'activité	Proportion de ménages pluri-actifs ayant diversifié les statuts dans l'emploi	Echantillon
Agriculture	2.5	2.4	60.4	15.0	132
Travail indépendant non agricole :	2.3	2.4	63.5	38.1	267
Commerce	2.3	2.4	53.6	32.1	121
Artisanat	2.2	2.2	64.5	22.9	45
Services	2.4	2.5	73.7	51.2	101
Travail salarié	2.5	2.2	52.8	49.1	169
Transfert	2.5	2.6	57.6	39.8	87
Autres	2.2	2.8	57.4	33.8	29
Autoconsommation	2.4	2.5	64.3	22.5	173
Ensemble	2.4	2.4	59.8	35.7	857

### **La diversification des branches d'activité**

La distribution des ménages pluri-actifs dont les actifs occupés sont insérés dans deux ou plusieurs branches d'activité en fonction des combinaisons de branches reflète la forte spécialisation des activités urbaines dans le secteur tertiaire. Plus de 6 ménages pluri-actifs sur 10 ont au moins deux actifs occupés dans le commerce ou les services (à la collectivité et autres services). Ceci étant, près de 40% des ménages pluri-actifs combinent l'agriculture avec d'autres branches dans l'industrie et les services. Ces combinaisons sont majoritaires parmi les ménages vivant principalement de l'agriculture et de l'autoconsommation.

**Tableau 31**

Distribution en pourcentage (%) des ménages pluri-actifs ayant diversifié les branches d'activité selon la combinaison de branches d'activité par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Combinaison de branches d'activité dans le ménage			Total	Echantillon
	Agriculture et autres branches	Industrie, commerce, services	Commerce, services		
Agriculture	82.8	8.3	9.0	100.0	79
Travail indépendant non agricole :	17.7	42.7	39.6	100.0	166
Commerce	28.0	30.1	41.9	100.0	63
Artisanat	12.0	69.8	18.3	100.0	32
Services	11.8	42.2	46.0	100.0	71
Travail salarié	15.1	47.2	37.7	100.0	92
Transfert	17.5	49.1	33.4	100.0	52
Autres	31.2	31.5	37.4	100.0	15
Autoconsommation	92.4	2.4	5.3	100.0	111
Ensemble	37.4	33.4	29.2	100.0	515

Il faut noter cependant que l'agriculture est présente aussi dans les autres catégories de ménages : 33% des ménages ayant des actifs occupés dans l'agriculture vivent principalement du travail indépendant non agricole, du travail salarié ou des revenus de transfert. Ceci confirme la porosité de la frontière entre le milieu urbain et le milieu rural tels que définis dans l'enquête. En définitive, cette porosité se décline sur deux registres majeurs : soit l'insertion dans l'agriculture est déterminante dans la configuration du ménage et de ses activités économiques (c'est le cas pour les ménages vivant principalement de l'agriculture), soit les activités agricoles jouent un rôle d'appoint - plus ou moins important - chez un contingent non négligeable de l'ensemble des ménages pluri-actifs (30% environ).

### ***La diversification des statuts dans l'emploi : la coexistence du salariat et du non-salariat dans les ménages***

La diversification des statuts dans l'emploi est appréhendée en fonction du clivage majeur entre salariat et non-salariat. Les emplois non salariés englobent les travailleurs indépendants, les patrons (très peu nombreux), les aides familiales et les apprentis dont la présence est également marginale. 35.7% des ménages pluri-actifs comptent à la fois des salariés et des travailleurs indépendants ou d'autres non-salariés. Ces ménages se rangent en deuxième position après les ménages pluri-actifs comptant exclusivement des travailleurs indépendants (48.5%), et bien avant les ménages où tous les actifs occupent des emplois salariés (14.9%).

**Tableau 32**

Distribution en pourcentage (%) des ménages pluri-actifs selon la combinaison de statuts dans l'emploi par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Combinaison de statuts dans l'emploi dans le ménage				Total	Echantillon
	Salariés seulement	Indépendants seulement	Autres non-salariés	Diversification salariés-indépendants-non-salariés		
Agriculture	0.0	83.5	1.5	15.0	100.0	132
Travail indépendant non agricole :	7.8	54.1	0.0	38.1	100.0	267
Commerce	0.0	67.9	0.0	32.1	100.0	121
Artisanat	6.0	71.1	0.0	22.9	100.0	45
Services	17.1	31.7	0.0	51.2	100.0	101
Travail salarié	38.9	10.9	1.1	49.1	100.0	169
Transfert	18.2	41.5	0.5	39.8	100.0	87
Autres	16.0	50.2	0.0	33.8	100.0	29
Autoconsommation	1.2	74.4	1.9	22.5	100.0	173
Ensemble des ménages pluri-actifs	14.9	48.5	0.8	35.7	100.0	857

On ne sait pas comment s'opère la diversification, du salariat vers l'emploi non salarié ou de l'emploi non salarié vers le salariat. En tout état de cause, près de la moitié (49.1%) des ménages vivant principalement du travail salarié comptent à la fois des salariés et des travailleurs indépendants. Près d'un tiers de ceux qui vivent principalement des revenus du travail indépendant non-agricole ont au moins un de leurs actifs occupés inséré dans le salariat.

### Les spécialisations de la main-d'œuvre des ménages mono-actifs

Relativement plus nombreux que les ménages pluri-actifs, les ménages mono-actifs (42.7% du total des ménages urbains) sont nécessairement spécialisés dans telle ou telle branche, tel ou tel statut ou catégorie socioprofessionnelle. Ils se concentrent dans le secteur tertiaire (davantage que les ménages pluri-actifs), et sont très fortement spécialisés sur le travail à compte propre.

### La concentration des ménages mono-actifs dans le secteur tertiaire

Deux tiers des ménages mono-actifs sont engagés dans le tertiaire, entre commerce (36.6%) et services à la collectivité (30%). Dans l'ensemble, il y a coïncidence entre la principale source de revenu et la branche d'activité de l'actif occupé chez les ménages vivant de l'agriculture ou du travail indépendant non agricole. Ceux qui vivent principalement du travail salarié se retrouvent, pour leur part, d'abord dans les services à la collectivité (59.3%) puis dans l'industrie (25.9%).

**Tableau 33**

Distribution en pourcentage (%) des ménages mono-actifs selon le secteur d'activité de l'actif occupé par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Secteur d'activité de l'actif occupé du ménage				Total	Echantillon
	Agriculture, Pêche, Mines	Industrie	Commerce	Services à la collectivité		
Agriculture	60.0	1.2	30.9	7.9	100.0	132
Travail indépendant non-agricole :	2.5	22.4	51.3	23.9	100.0	330
Commerce	1.0	5.2	82.2	11.6	100.0	187
Artisanat	3.9	72.6	22.2	1.3	100.0	41
Services	4.7	31.9	5.3	58.0	100.0	102
Travail salarié	4.0	25.9	10.8	59.3	100.0	200
Transfert	8.8	14.9	52.3	23.9	100.0	218
Autres	13.0	11.8	35.0	40.1	100.0	62
Autoconsommation	76.4	2.7	15.4	5.5	100.0	117
Ensemble des ménages mono-actifs	15.9	17.5	36.6	30.0	100.0	1059

### Une très forte coïncidence entre la principale source de revenu et le statut dans l'emploi

Plus des deux tiers (67.4%) des ménages mono-actifs ont un travailleur indépendant. Cette prédominance est marquée chez les ménages dépendant de l'agriculture (92%) et chez ceux vivant du travail indépendant non agricole. Parallèlement, 86.6% des ménages mono-actifs vivant principalement du travail salarié comptent un salarié. Il y a donc là une forte correspondance entre la principale source de revenu et le statut dans l'emploi. Les décalages entre ces deux variables tiennent à l'hétérogénéité des périodes de référence retenues pour les revenus et l'activité économique et recouvrent plusieurs cas de figure. On peut prendre, par exemple, le cas des ménages mono-actifs vivant principalement du travail salarié et comptant un travailleur à compte propre (12.3%) ou un autre non-salarié (1.1%) au moment de l'enquête. Soit il y a eu mobilité professionnelle d'un emploi salarié à l'établissement à son propre compte, l'emploi salarié antérieur ayant effectivement contribué pour l'essentiel à la formation du revenu des ménages. Soit, il s'agit de ménages qui avaient opéré une diversification salariat/non-salariat et qui, au moment de l'enquête, n'avaient pu conserver qu'un seul actif indépendant. Soit, il y a eu, au moment de l'enquête ou peu avant l'enquête, départ vers un autre ménage ou migration/émigration de l'actif salarié.

**Tableau 34**

Distribution en pourcentage (%) des ménages mono-actifs selon le statut dans l'emploi de l'actif occupé par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Statut dans l'emploi de l'actif occupé du ménage			Total	Echantillon
	Salarié	Travailleur indépendant	Autre non-salarié		
Agriculture	7.2	92.0	0.8	100.0	132
Travail indépendant non agricole :	11.7	87.5	0.8	100.0	330
Commerce	2.6	96.7	0.7	100.0	187
Artisanat	7.8	92.2	0.0	100.0	41
Services	31.0	67.6	1.5	100.0	102
Travail salarié	86.6	12.3	1.1	100.0	200
Transfert	23.2	74.6	2.2	100.0	218
Autres	25.3	73.7	1.0	100.0	62
Autoconsommation	6.7	93.3	0.0	100.0	117
Ensemble des ménages mono-actifs	31.4	67.4	1.1	100.0	1059

### **L'embauche d'une main-d'œuvre extérieure par les ménages ayant perçu des revenus du travail indépendant**

Hormis la mobilisation des ressources en travail des ménages en tant que tels, le recours à une main-d'œuvre extérieure au ménage est une stratégie qui participe de la formation du revenu des ménages. Dans l'ECVH, les questions relatives au recrutement d'une main-d'œuvre extérieure ont été posées aux ménages ayant déclaré des revenus du travail indépendant pour la période des 12 mois précédant l'enquête.

### ***La fréquence de l'embauche d'une main-d'œuvre extérieure au ménage augmente avec le nombre d'actifs occupés***

La proportion de ménages ayant déclaré l'embauche d'une main-d'œuvre extérieure augmente des ménages sans actifs occupés aux ménages pluri-actifs, passant de 8.0% à 20.4%. Si le fait de ne pas compter d'actifs occupés au moment de l'enquête est le signe d'un éloignement plus ou moins durable des ménages par rapport à l'emploi, on peut comprendre que l'embauche d'une main-d'œuvre externe soit peu fréquent. Autrement dit, la main-d'œuvre externe ne vient pas remplacer, pour l'essentiel, la main-d'œuvre du ménage.

**Tableau 35**

Proportion des ménages urbains bénéficiaires de revenus du travail indépendant ayant embauché de la main-d'œuvre extérieure au ménage selon le statut de pluri-activité par milieu de résidence

Statut de pluri-activité	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Ménage sans actif occupé	1.3	12.8	8.0
Ménage mono-actif	5.4	23.5	13.8
Ménage pluri-actif	10.7	29.4	20.4
Ensemble	7.0	24.3	15.7

### **Une pratique plus fréquente chez les ménages liés à l'agriculture, notamment dans les villes de province**

Ce sont surtout les ménages vivant de l'agriculture et de l'autoconsommation liée à l'agriculture qui sont les plus nombreux à embaucher de la main-d'œuvre extérieure (respectivement 28.5% et 31.9%), suivis par ceux qui vivent du travail indépendant non agricole (13.7%). En l'absence de données fiables sur la durée de la mobilisation de cette main-d'œuvre, et le nombre d'heures travaillées, on suppose qu'il s'agit de recrutements ponctuels, de type saisonnier.

**Tableau 36**

Proportion en pourcentage des ménages urbains bénéficiaires de revenus du travail indépendant ayant embauché de la main-d'œuvre extérieure au ménage selon la principale source de revenu par milieu de résidence

Principale source de revenu	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	8.5	27.8	25.3
Travail indépendant non-agricole :	9.2	18.2	12.4
Commerce	9.5	17.8	12.6
Artisanat	13.8	24.1	17.4
Services	6.8	16.0	9.8
Travail salarié	5.7	15.4	8.9
Transfert	2.8	22.1	8.9
Autres	7.2	20.2	13.4
Autoconsommation	-	31.9	31.9
Ensemble	7.0	24.3	15.7

\*Parmi les ménages ayant perçu des revenus du travail indépendants. La période de référence pour l'embauche équivaut aux 12 mois précédant l'enquête

Le recours à une main-d'œuvre externe est bien plus fréquent dans les villes de province (24.3% contre 7% seulement dans la région de Port-au-Prince). Ceci est lié au fait que la majorité des ménages de ces villes ont accès à la terre et qu'ils perçoivent, à des degrés divers, des revenus de l'agriculture. Par exemple, dans le cas où l'artisanat est la principale source de revenu, il est plausible que le temps requis par l'exercice de l'artisanat est tel que, celui qui a une ou deux parcelles doit recourir à la mobilisation saisonnière de travailleurs n'appartenant pas au ménage.

### **Une pratique plus "urbaine" dans l'Aire métropolitaine**

En revanche, l'appel aux travailleurs externes serait plus spécifiquement « urbain » dans le cas de Port-au-Prince. Plusieurs cas de figure sont envisageables. Soit certains membres des ménages (des aides familiales potentielles) sont dans l'incapacité de travailler et la main-d'œuvre extérieure vient les remplacer, ne serait-ce que temporairement (encore faudrait-il avoir les moyens d'embaucher). Soit la main-d'œuvre extérieure est recrutée au moment où le besoin s'en fait sentir, lorsque les commandes reçues dépassent la capacité de production du ou des travailleurs indépendants du ménage.

Au total, le recrutement de travailleurs extérieurs au ménage s'inscrit globalement dans une logique d'appoint, il vient renforcer la disponibilité en travail des ménages le cas échéant.

### Les diversifications des revenus des ménages

La diversification des revenus est une stratégie adoptée par près des deux tiers des ménages urbains (64.6%), mais il existe des contrastes en fonction de la présence d'actifs occupés dans le ménage. La majorité des ménages pluri-actifs (73.1%) et des ménages mono-actifs (67.2%) ont deux sources de revenus au moins tandis que moins de la moitié (48.5%) des ménages sans actifs occupés ont diversifié les sources de revenu.

### Ménages pluri-actifs : des combinaisons de divers revenus d'activité ou du patrimoine et de revenus de transfert

Le revenu total des ménages pluri-actifs provient du travail indépendant non agricole (37.9%), du travail salarié (31.8%) et des diverses modalités de redistribution (17.3%). Bien entendu, il faut distinguer l'Aire métropolitaine des villes de province où l'agriculture contribue à hauteur de 12.7% (contre 2.9%) du revenu total de ces ménages.

**Tableau 37**

Distribution en pourcentage (%) du revenu total des ménages pluri-actifs selon la source de revenu par milieu de résidence

Source de revenu	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	2.9	12.7	4.9
Travail indépendant non agricole :	40.1	29.4	37.9
Commerce	16.1	12.5	15.4
Artisanat	7.1	3.3	6.3
Services	16.9	13.5	16.2
Travail salarié	34.6	20.9	31.8
Transferts	17.5	16.6	17.3
Revenus du patrimoine	2.5	0.6	2.1
Autres revenus	2.3	3.3	2.5
Autoconsommation	0.0	16.4	3.5
Total	100.0	100.0	100.0

Mais la structure du revenu total ne renseigne que partiellement sur la diversification des revenus. Si l'on tient compte des diverses combinaisons de revenu observées à l'échelle du ménage, entre revenus salariaux, revenus du travail indépendant, revenus de transfert, revenus du patrimoine, il apparaît deux « modèles » majeurs de diversification.

Parmi les ménages pluri-actifs ayant diversifié leurs sources de revenu, 20% (soit 13.9% du total des ménages pluri-actifs) combinent exclusivement revenus salariaux et revenus du travail indépendant ; et 64% (soit 46.8% du total des ménages pluri-actifs) opèrent des combinaisons diverses : d'une part, de revenus d'activité (salariaux ou indépendants), de revenus du patrimoine ou d'autres revenus et d'autre part, de revenus de transfert.



Tableau 38

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains pluri-actifs selon la combinaison de revenus par principale source du revenu du ménage

Principale source de revenu du ménage	Combinaison de revenus dans le ménage							Total	Echantillon
	Revenus salariaux seulement	Revenus du travail indépendant seulement	Revenus de transfert seulement	Revenus de la propriété ou autres revenus seulement	Revenus salariaux et revenus du travail indépendant	Combinaisons diverses avec revenus de transfert	Combinaisons diverses sans revenus de transfert		
Agriculture	0.0	37.8	0.0	0.0	16.9	27.2	18.1	100.0	132
Travail indépendant non agricole :	0.0	32.5	0.0	0.0	12.5	44.7	10.2	100.0	267
Commerce	0.0	34.6	0.0	0.0	13.3	39.5	12.7	100.0	121
Artisanat	0.0	42.1	0.0	0.0	8.6	38.4	10.9	100.0	45
Services	0.0	26.2	0.0	0.0	13.5	53.1	7.2	100.0	101
Travail salarié	17.6	0.0	0.0	0.0	19.4	54.1	9.0	100.0	169
Transfert	0.0	0.0	8.3	0.0	0.0	91.7	0.0	100.0	87
Autres	0.0	0.0	0.0	11.7	0.0	31.4	56.9	100.0	29
Autoconsommation	0.7	35.0	0.0	1.9	18.8	24.7	18.9	100.0	173
Ensemble des ménages pluri-actifs	4.4	21.0	0.9	0.6	13.9	46.8	12.4	100.0	857

Il existe des différenciations en fonction de la principale source de revenu du ménage. Les ménages vivant de l'agriculture ou de l'autoconsommation connaissent une moins forte incidence des combinaisons de revenus incluant les revenus de transfert (entre 25% et 30%). En outre, les ménages pluri-actifs vivant principalement des transferts perçoivent aussi dans leur majorité (91.7%) d'autres types de revenus.

***Ménages mono-actifs : un profil similaire à celui des pluri-actifs mais un poids plus important des revenus de transfert dans le revenu total***

À l'instar des ménages pluri-actifs, la majorité des ménages mono-actifs connaissent des combinaisons de revenus incluant les revenus de transfert (51%). Mais l'incidence de l'articulation entre revenus salariaux et revenus du travail indépendant est relativement plus faible chez les mono-actifs (4.5% contre 13.9%). Ce qui indiquerait, sous réserve d'une analyse des mobilités professionnelles des individus de 10 ans et plus, que les ménages mono-actifs le sont, dans leur majorité, d'une manière relativement « durable ».



Tableau 39

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains mono-actifs selon la combinaison de revenus par principale source du revenu du ménage

Principale source de revenu du ménage	Combinaison de revenus dans le ménage							Total	Echantillon
	Revenus salariaux seulement	Revenus du travail indépendant seulement	Revenus de transfert seulement	Revenus de la propriété ou autres revenus seulement	Revenus salariaux et revenus du travail indépendant	Combinaisons diverses avec revenus de transfert	Combinaisons diverses sans revenus de transfert		
Agriculture	0.0	46.5	0.0	0.0	7.6	24.5	21.3	100.0	132
Travail indépendant non agricole	0.0	46.4	0.0	0.0	1.8	42.6	9.2	100.0	330
Commerce	0.0	46.7	0.0	0.0	0.9	42.9	9.5	100.0	187
Artisanat	0.0	53.4	0.0	0.0	0.0	42.7	3.9	100.0	41
Services	0.0	42.4	0.0	0.0	4.4	41.9	11.3	100.0	102
Travail salarié	28.1	0.0	0.0	0.0	11.8	50.2	9.9	100.0	200
Transfert	0.0	0.0	13.0	0.0	0.0	87.0	0.0	100.0	218
Autres	0.0	0.0	0.0	13.3	0.0	31.5	55.3	100.0	62
Autoconsommation	0.0	41.9	0.0	0.0	5.2	34.0	18.9	100.0	117
Ensemble des ménages mono-actifs	6.5	22.8	2.8	0.7	4.5	51.0	11.8	100.0	1059

Bien plus, la structure du revenu total perçu par les ménages mono-actifs se différencie de celle des ménages pluri-actifs. On trouve les trois composantes majeures, à savoir le travail indépendant non agricole, le travail salarié et les revenus de transfert ; mais ces derniers occupent une place plus importante chez les ménages mono-actifs, soit 26.3% du revenu total contre 17.3% chez les ménages pluri-actifs.

Tableau 40

Distribution en pourcentage (%) du revenu total des ménages mono-actifs selon la source de revenu par milieu de résidence

Source de revenu	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	1.7	9.5	3.3
Travail indépendant non agricole :	28.5	28.2	28.4
Commerce	11.2	11.7	11.3
Artisanat	5.1	4.0	4.8
Services	12.3	12.6	12.3
Travail salarié	35.1	12.6	30.5
Transferts	25.0	31.2	26.3
Revenus du patrimoine	3.9	2.5	3.6
Autres revenus	5.8	3.7	5.3
Autoconsommation	0.1	12.2	2.6
Total	100.0	100.0	100.0

Ces revenus de transfert occupent la première place dans le revenu des ménages mono-actifs des autres villes (31.2% du revenu total), juste avant les revenus du travail indépendant non agricole. Mais ils cèdent le pas, dans l'Aire métropolitaine, devant le travail salarié (35.1%) et le travail indépendant non agricole (28.5%).

**Ménages sans actifs occupés : une moindre fréquence de la diversification et une plus forte dépendance à l'égard des revenus de transfert**

On sait que moins de la moitié des ménages sans actifs occupés ont diversifié leurs sources de revenu. Un bon tiers des ménages sans actifs occupés n'ont que des revenus de transfert (soit 55% du total des ménages vivant principalement des revenus de transfert), alors que la dépendance exclusive à l'égard des transferts n'est le fait que d'une infime minorité chez les ménages mono-actifs (2.8%) ou est marginale (0.9%) chez les ménages pluri-actifs. D'une manière générale, la présence des revenus de transfert est marquée chez les ménages sans actifs occupés : 73.6% de ces ménages disposent de ce type de revenu, soit seuls, soit en combinaison avec d'autres revenus.

**Tableau 41**

Distribution en pourcentage (%) des ménages sans actifs occupés selon la combinaison de revenus par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Combinaison de revenus dans le ménage							Total	Echantillon
	Revenus salariaux seulement	Revenus du travail indépendant seulement	Revenus de transfert seulement	Revenus de la propriété ou autres revenus seulement	Revenus salariaux et revenus du travail indépendant	Combinaisons diverses avec revenus de transfert	Combinaisons diverses sans revenus de transfert		
Agriculture	0.0	70.0	0.0	0.0	0.0	13.3	16.7	100.0	44
Travail indépendant non agricole :	0.0	53.3	0.0	0.0	1.7	29.2	15.8	100.0	81
Commerce	0.0	61.3	0.0	0.0	2.8	29.3	6.6	100.0	26
Artisanat	0.0	75.6	0.0	0.0	4.0	12.4	8.0	100.0	14
Services	0.0	38.6	0.0	0.0	0.0	36.7	24.7	100.0	41
Travail salarié	49.6	0.0	0.0	0.0	5.2	40.1	5.1	100.0	27
Transfert	0.0	0.0	55.5	0.0	0.0	44.5	0.0	100.0	333
Autres	0.0	0.0	0.0	36.1	0.0	41.6	22.3	100.0	97
Autoconsommation	0.0	22.1	0.0	1.9	5.1	41.0	30.0	100.0	45
Ensemble des ménages sans actifs occupés	2.1	11.2	33.3	5.0	0.7	40.3	7.5	100.0	627

De plus, 60.1% des ménages sans main-d'oeuvre effectivement engagée dans l'activité économique vivent principalement des transferts. Il s'agit là d'une situation tout à fait particulière, eu égard aux ménages ayant un actif occupé ou plus: seuls 10% et 21.6% des ménages pluri-actifs et des ménages mono-actifs dépendant des transferts. En outre, le niveau de vie moyen de ces ménages sans actifs occupés est le plus élevé lorsqu'ils dépendent des transferts (13276 gourdes), dépassant ainsi le niveau de vie moyen de l'ensemble des ménages dépourvus d'actifs occupés (9817 gourdes per capita).

Tout ceci se traduit, dans la structure du revenu total des ménages sans actifs occupés, par une très forte présence des revenus de transfert. Ceux-ci représentent à eux seuls 72.8% du revenu total de ces ménages ! L'écart est relativement faible entre l'Aire métropolitaine (73.7%) et les villes de province (69.5%).

**Tableau 42**

Distribution en pourcentage (%) du revenu total des ménages urbains sans actifs occupés selon la source de revenu par milieu de résidence

Source de revenu	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	1.0	4.8	1.8
Travail indépendant non agricole :	9.7	7.2	9.1
Commerce	3.1	5.1	3.5
Artisanat	2.6	0.8	2.2
Services	4.0	1.3	3.4
Travail salarié	4.9	3.3	4.5
Transfert	73.7	69.5	72.8
Patrimoine	4.9	2.0	4.3
Autres	5.8	5.5	5.8
Autoconsommation	0.1	7.7	1.8
Total	100.0	100.0	100.0

En définitive, les diversifications des revenus concernent les trois grandes catégories de ménages, identifiées en fonction de la présence d'actifs occupés au cours de la période de référence. Mais il existe un clivage entre les ménages connectés à l'emploi d'une part et ceux dépourvus d'actifs occupés d'autre part : les premiers dépendent d'abord des revenus d'activité tandis que les seconds dépendent avant tout des revenus de transfert. Il y a bien sûr un continuum : la proportion de ménages bénéficiaires de transferts et le poids des transferts dans le revenu total des ménages augmentent à mesure que l'on va des ménages pluri-actifs aux ménages sans actifs occupés, en passant par les ménages mono-actifs. Autrement dit, les transferts prennent de l'importance lorsque le ménage s'éloigne de l'emploi.

### Les revenus de transfert dans les stratégies des ménages

Le résultat précédent exige d'aborder de manière systématique la question du rôle des transferts dans les stratégies des ménages. On a déjà noté que ces revenus représentent 30% du revenu total des ménages urbains et que toutes les catégories de ménages établies en fonction de la principale source de revenus reçoivent des revenus de transfert. On s'intéressera ici principalement aux ménages qui dépendent principalement des revenus de transfert. 75.5% du montant total des transferts perçus par les ménages urbains vont précisément à ces ménages qui ne reçoivent par ailleurs que 28% du revenu total en milieu urbain.

Il importe tout d'abord de cerner la nature des transferts perçus, entre les transferts relevant de mécanismes de redistribution publique (à travers l'Etat et ses institutions) ou privée passant par

les institutions caritatives (églises, etc..) d'une part, les transferts entre ménages d'autre part. Pour l'essentiel, on est en présence de transferts entre ménages, en provenance de ménages vivant en Haïti (transferts internes) ou de ménages établis à l'étranger (transferts externes). La réception des transferts externes traduit la mobilisation en amont des liens familiaux existant entre les ménages résidant en Haïti et leurs proches parents émigrés. Les principaux bénéficiaires de ces transferts sont des ménages dirigés par des femmes sans conjoint de jure ou de fait. Ce sont aussi des ménages où les taux de chômage sont les plus élevés. En fait, ces ménages connaissent un éloignement plutôt durable par rapport à l'emploi. Ceci étant, les transferts entre ménages, et plus précisément les transferts externes, jouent trois rôles majeurs dans l'économie des ménages urbains : ils améliorent le niveau de vie des ménages actifs dont les revenus d'activité sont faibles, opèrent comme des revenus de remplacement pour les ménages sans actifs occupés, et constituent des revenus d'appoint pour les ménages actifs vivant d'abord des revenus d'activité.

### ***La prédominance des transferts entre ménages et notamment des transferts des émigrés***

La distribution du montant total des transferts perçus par les ménages en fonction des sources de transferts (ménages, organismes de sécurité sociale, fonction publique, organismes caritatifs ou non, etc.) révèle que la quasi-totalité de la valeur des transferts reçus (92.4%) provient d'autres ménages, qu'il s'agisse de ménages vivant en Haïti ou de ménages résidant à l'étranger. Ceci vaut pour toutes les catégories de ménages.

**Tableau 43**

Distribution en pourcentage (%) du revenu total de transfert des ménages urbains selon le type de transfert perçu par principale source de revenu

Type de transfert reçu	Principale source de revenu du ménage								Ensemble
	Agriculture	Commerce	Artisanat	Services	Travail salarié	Transfert	Autres	Auto-consommation	
Transfert des émigrés (transfert externe)	58.9	58.3	55.0	77.8	71.8	72.0	65.9	67.5	71.3
Transfert des ménages résidents (transfert interne)	40.8	39.7	44.9	21.4	20.1	19.4	32.8	26.0	21.1
<b>Total transferts entre ménages</b>	<b>99.7</b>	<b>98.1</b>	<b>99.9</b>	<b>99.2</b>	<b>91.9</b>	<b>91.5</b>	<b>98.7</b>	<b>93.5</b>	<b>92.4</b>
Revenu de sécurité sociale	0.0	0.0	0.0	0.3	0.0	4.9	0.0	0.0	3.7
Pension	0.0	0.3	0.0	0.1	6.3	2.9	0.0	0.0	2.9
Aide publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0
Aide des ONG	0.0	0.0	0.0	0.0	1.6	0.0	0.0	0.5	0.2
Aide des Eglises	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1	0.5	1.2	1.2	0.4
Autres transferts	0.2	1.6	0.1	0.3	0.1	0.2	0.1	4.7	0.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Revenu de transfert (total) moyen	667	4166	2552	5370	7734	33624	3362	612	12363
Echantillon	308	334	100	244	396	638	188	335	2543

Mais il faut préciser que les transferts des émigrés ou transferts externes l'emportent largement sur les autres : ils représentent 71.3% du montant total des transferts (toutes provenances confondues) contre 21.1% pour les transferts internes.

Par ailleurs, il semble qu'il existe deux circuits de transferts. L'essentiel des montants des transferts internes et externes va aux ménages vivant des transferts (respectivement 69.4% et 76.3%). Toutefois, le poids des transferts internes est relativement plus fort dans les revenus de transfert perçus par les ménages vivant principalement de l'agriculture, du commerce ou de l'artisanat (entre 39% et 45% de la valeur totale des transferts). Par contraste, les ménages vivant principalement des transferts et ceux vivant du travail salarié dépendent bien plus des transferts externes (entre 71% et 77% de la valeur totale des transferts).

### ***La prédominance des transferts externes et la mobilisation des parents émigrés***

En amont des transferts externes, il y a bien sûr les liens des ménages avec les émigrés. Les envois de fonds ou les envois en nature peuvent être effectués par les parents ou les amis établis à l'étranger. L'ECVH a recueilli des informations sur l'existence de parents proches du ménage établis à l'étranger ainsi que sur les comportements de ceux-ci en matière d'envois en nature ou en espèces.

Outre le fait que 60% environ des ménages vivant principalement des transferts déclarent des parents émigrés, 88.4% de ces ménages disent que l'un ou l'autre de ces parents effectue des transferts à leur bénéfice, loin devant les ménages vivant du travail salarié qui se distinguent pourtant des autres ménages par une forte présence des parents émigrés (41.1% des ménages) et une importante mobilisation de ces parents (63.1%).

**Tableau 44**  
Présence et mobilisation des parents émigrés  
par principale source de revenu des ménages urbains

Principale source de revenu du ménage	Proportion de ménages ayant des parents émigrés	Proportion de ménages ayant des parents travaillant à l'étranger	Proportion de ménages ayant des parents en quête d'emploi à l'étranger	Proportion de ménages déclarant des envois de parents émigrés	Echantillon
Agriculture	19.3	66.3	18.1	42.3	308
Travail indépendant non agricole :	30.7	74.5	11.8	60.8	678
Commerce	27.2	73.5	13.6	61.4	334
Artisanat	25.9	82.1	6.1	49.7	100
Services	37.6	73.2	11.7	63.6	244
Travail salarié	41.1	82.6	5.8	63.1	396
Transfert	59.9	83.1	9.4	88.4	638
Autres	22.8	80.0	2.9	55.5	188
Autoconsommation	21.7	61.5	22.6	51.7	335
Ensemble	38.4	79.1	10.1	71.7	2543

Les logiques sous-jacentes à cette mobilisation des parents émigrés doivent être élucidées, d'autant qu'il existe des contrastes importants. Par exemple, parmi les ménages vivant principalement de l'agriculture, 19.3% seulement ont des parents émigrés (21.7% pour ceux qui vivent de l'autoconsommation). Et moins de la moitié de ces ménages (42.3%) déclarent que ces parents envoient de l'argent ou effectuent des transferts en nature. Il est vrai qu'il peut y avoir des difficultés particulières pour les parents émigrés liés aux ménages vivant de l'agriculture ou de l'autoconsommation. La proportion de

ces ménages déclarant qu'ils ont des parents émigrés en quête d'emploi dans le pays d'accueil est bien plus importante (respectivement 18.1% et 22.6%) que dans les autres catégories de ménages. Il est aussi fort probable que les individus émigrés apparentés aux ménages vivant de l'agriculture sont moins bien dotés en éducation, ce qui limite d'autant les possibilités d'insertion dans des emplois dont la rémunération permet à la fois d'assurer sa propre survie en pays d'accueil et de soutenir les parents restés au pays.

Au-delà de ces circonstances particulières, l'enjeu est de connaître les logiques qui justifient sinon l'envoi de fonds ou d'objets – on ne dispose pas des caractéristiques des émetteurs des transferts (externes ou internes) – du moins la réception de ces transferts par les ménages bénéficiaires qui ont fait l'objet de l'enquête. Il importe donc de saisir les caractéristiques des ménages vivant principalement des transferts, en faisant ressortir, le cas échéant, les spécificités respectives des transferts externes et des transferts internes<sup>15</sup>.

***Vivre des revenus de transfert : une majorité de femmes chefs de ménage, de jure ou sans conjoint cohabitant***

On a vu plus haut que les ménages vivant des transferts présentent quelques particularités de taille en ce qui concerne le sexe du chef de ménage ou celui du principal apporteur de ressources.

Le taux de féminisation des chefs de ménage et des principaux apporteurs est élevé chez ces ménages (respectivement 71% et 70.7%). On ne retrouve des taux comparables que chez les ménages vivant du travail indépendant dans le commerce, branche dont on connaît la forte féminisation (IHSI 2000 ; Lamaute-Brisson 2002). D'un autre côté, 33.2% des ménages dont le chef est une femme vivent des transferts contre 19.9% des ménages dirigés par un homme.

Qui sont les femmes à la tête de ces ménages ? Si l'on utilise la typologie des femmes chefs de ménage construite lors de l'analyse des ménages dirigés par une femme (Lamaute-Brisson, chapitre Organisation sociale, ce volume), il apparaît que l'immense majorité de ces femmes n'ont pas de conjoint (86% contre 66% du total des femmes chefs de ménage urbain) ; soit en raison des ruptures d'union (veuvage, séparation, divorce) et du célibat (65.7%), soit en raison de la non cohabitation du conjoint (20.3%) liée aux migrations externes<sup>16</sup>, aux pratiques familiales (lorsque les hommes maintiennent plusieurs ménages), aux désertions du foyer<sup>17</sup>.

<sup>15</sup> En l'absence d'information sur la provenance des transferts internes (clivage urbain/rural, transferts en provenance de ménages résidant dans la même section communale ou dans le même quartier que le ménage déclarant, transferts en provenance de ménages résidant ailleurs, etc.), l'analyse est limitée en ce qui concerne les logiques sous-jacentes aux transferts internes.

<sup>16</sup> Selon Ovensen (chapitre migration, ce volume), les femmes participent plus aux migrations locales tandis que les hommes sont relativement plus nombreux dans l'émigration.

<sup>17</sup> Il est à noter que dans les ménages vivant principalement de transferts et dirigés par un homme, plus de 50% de ces hommes n'ont pas de conjointe cohabitant dans le ménage.

Tableau 45

Distribution en pourcentage (%) des ménages vivant des revenus de transfert et dont le chef est une femme selon le statut du chef de ménage par milieu de résidence

Statut de la femme chef de ménage	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Femmes chefs de ménage de jure, principal apporteur	51.0	51.2	51.0
Femmes chefs de ménage de jure, non principal apporteur	16.0	11.3	14.7
Femmes en union, sans conjoint, principal apporteur	15.4	20.0	16.7
Femmes en union, sans conjoint, non principal apporteur	3.8	3.1	3.6
Femmes en union, avec conjoint, principal apporteur	5.2	5.8	5.3
Femmes en union, avec conjoint, non principal apporteur	8.6	8.6	8.6
Total	100.0	100.0	100.0
<b>Conjoint absent de jure ou de fait</b>	<b>86.2</b>	<b>85.6</b>	<b>86.0</b>
<b>Femme chef de ménage principal apporteur</b>	<b>71.5</b>	<b>77.0</b>	<b>73.1</b>
Echantillon	240	207	447

Les femmes dirigeant les ménages dépendant des transferts sont également, dans leur grande majorité (73.1% contre 60% environ des femmes chefs de ménage urbain) le principal apporteur de ressources. Ce qui laisse à penser que dans la majorité des cas, elles sont les bénéficiaires directes des transferts<sup>18</sup>.

### ***En présence des transferts, des taux de chômage plus élevés et des taux d'emploi plus faibles***

Les membres des ménages dépendant des revenus de transfert<sup>19</sup> ont à la fois un taux d'activité en-dessous de 50%, un taux de chômage très élevé (61.5%, soit 1.52 fois le taux de chômage global), en fait le plus élevé de l'ensemble des ménages. Dès lors, le taux d'emploi est extrêmement faible (18.7% contre 31.8% à l'échelle de l'ensemble urbain). A l'opposé, les membres des ménages dont la principale source de revenu est la participation à l'activité économique ont des taux d'activité relativement plus élevés (entre 51% et 60%), des taux de chômage relativement faibles (entre 25% et 30%) et des taux d'emploi de l'ordre de 38% à 43%.

Il faut souligner que, au-delà des seuls ménages vivant des transferts, le taux d'activité des 10 ans et plus est toujours plus élevé en l'absence de transferts, à l'exception du cas des individus membres de ménages recevant à la fois des transferts internes et des transferts externes. En outre, lorsqu'il y a transfert, les taux de chômage sont les plus élevés (plus de 40% contre 28.5%) et les taux d'emploi sont les plus faibles (moins de 30% contre 38.8%).

<sup>18</sup> Il ne faut pas oublier qu'il n'y pas dans tous les cas coïncidence entre la principale source de revenu et les revenus perçus par le principal apporteur. Il peut y avoir plusieurs personnes dans le ménage à recevoir des transferts, au-delà du principal apporteur.

<sup>19</sup> 29.4% de la population urbaine totale vit dans ces ménages. A Port-au-Prince, la proportion est proche du tiers (32.6% contre 24.1% dans les autres villes).



Tableau 46

Taux d'activité (en pourcentage), de chômage (en pourcentage) et d'emploi (en pourcentage) de la population en âge de travailler selon la réception de transferts internes ou externes

Réception de transferts internes ou externes	Taux d'activité	Taux de chômage	Taux d'emploi
Transferts internes et externes	58.6	60.6	23.1
Transferts externes	51.9	42.4	29.9
Transferts internes	49.4	43.7	27.8
Aucun transfert	54.2	28.5	38.8
Ensemble	53.3	40.3	31.8

***Un éloignement relativement durable par rapport à l'emploi chez la moitié des ménages dépendant des transferts***

Si l'on raisonne à l'échelle des ménages vivant principalement des transferts, la moitié d'entre eux n'ont aucun actif occupé. Ce groupe comprend d'une part les ménages ayant au moins un chômeur et d'autre part les ménages où les individus en âge de travailler sont tous inactifs, c'est-à-dire déconnectés du "marché du travail"<sup>20</sup>.

Dans la mesure où la période de référence retenue pour les statistiques du travail est la semaine précédant l'enquête, on pourrait penser que l'absence d'actifs occupés est un phénomène temporaire. L'analyse des combinaisons des revenus perçus au cours de l'année précédant l'enquête révèle plutôt une certaine déconnexion « durable » du marché du travail pour ces ménages vivant des transferts.

Tableau 47

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains selon la combinaison des revenus d'activité, de transfert et des autres revenus

Principale source de revenu du ménage	Combinaison des revenus d'activité, de transfert et des autres revenus						Total	Echantillon
	Aucun revenu d'activité*	Revenus d'activité seulement	Revenus d'activité, du patrimoine ou autres, hors transferts	Revenus d'activité et de transfert	Revenus d'activité, du patrimoine ou autres, avec transferts	Revenus de transfert seulement		
Agriculture	0.0	56.6	19.3	17.5	6.6	0.0	100.0	308
Travail indépendant non agricole :	0.0	47.7	10.3	26.9	15.1	0.0	100.0	678
Commerce	0.0	48.7	10.4	27.9	13.0	0.0	100.0	334
Artisanat	0.0	56.2	7.5	16.7	19.6	0.0	100.0	100
Services	0.0	42.4	11.5	30.1	15.9	0.0	100.0	244
Travail salarié	0.0	39.5	9.2	35.9	15.3	0.0	100.0	396
Transfert	14.3	0.0	0.0	28.4	22.0	35.3	100.0	638
Autres	47.1	0.0	35.2	0.0	17.7	0.0	100.0	188
Autoconsommation	2.1	48.3	20.3	17.2	11.9	0.0	100.0	335
Ensemble	7.3	30.6	10.7	25.5	16.2	9.8	100.0	2543

\*Cette catégorie comprend les cas où diverses combinaisons entre revenus du patrimoine, autres revenus et revenus de transfert sont possibles, à l'exclusion de tout revenu d'activité.

<sup>20</sup> Dans le sous-groupe des ménages inactifs, le principal apporteur de ressources est en moyenne plus âgé (54.5 ans) que celui des ménages avec actifs occupés (42.7 ans) ou des ménages sans actifs occupés ayant au moins un chômeur (40.7 ans).



Près de la moitié (49.6%) de ceux-ci n'ont déclaré aucun revenu d'activité. Ils dépendent exclusivement des revenus de transfert (35.5% équivalent à 9.8% du total des ménages urbains), ou ils ont pu mettre en place des combinaisons assez diverses entre revenus du patrimoine, autres revenus et éventuellement revenus de transfert ; alors que la quasi-totalité ou la totalité des ménages issus des catégories dépendant d'un revenu d'activité ont déclaré des revenus d'activité, seuls ou en combinaison avec d'autres types de revenu.

De manière plus précise, la déconnexion concerne clairement les ménages vivant principalement des transferts et dépourvus d'actifs occupés au moment de l'enquête. 19.7% seulement de ces ménages ont pu déclarer des revenus d'activité pour la période des 12 mois précédant l'enquête contre 86% des ménages dépendant des transferts mais ayant au moins un actif occupé.

**Tableau 48**

Distribution en pourcentage (%) des ménages urbains vivant principalement de transferts selon la combinaison des revenus d'activité, de transfert et des autres revenus par présence d'actifs occupés dans le ménage

Présence d'actifs occupés dans le ménage	Combinaison des revenus d'activité, de transfert et des autres revenus				Total	Echantillon
	Revenus d'activité et de transfert	Revenus d'activité, du patrimoine ou autres, avec transferts	Revenus de transfert seulement	Aucun revenu d'activité, revenus du patrimoine, autres, avec transferts		
Ménages sans actifs occupés	13.4	6.3	55.5	24.7	100.0	333
Ménages avec actifs occupés	46.0	40.4	11.7	2.0	100.0	305
Ménages des revenus de transfert	28.4	22.0	35.3	14.3	100.0	638

### ***Trois rôles pour les transferts : amélioration du niveau de vie, revenu d'appoint et revenu de remplacement***

On peut penser, en fonction de ce qui précède, que les revenus de transfert financent le retrait du "marché du travail" (pour les ménages d'inactifs) ou le chômage (pour les ménages sans actifs occupés ayant au moins un chômeur). Une telle conclusion reste à démontrer dans la mesure où il importe de déterminer le sens des causalités : est-ce parce qu'il y a chômage ou inactivité que les transferts sont mobilisés ou alors est-ce parce que les transferts sont disponibles que l'on s'enlise plus ou moins durablement dans l'inactivité ou le chômage ? Ces questions font abstraction du fonctionnement du "marché du travail" en tant que tel. On peut aussi envisager une séquence temporelle : les transferts sont reçus dans un premier temps en raison des difficultés (perte d'emploi, limites à l'insertion des primo-demandeurs d'emploi, etc.), puis la dégradation du "marché du travail" est telle que la sortie du chômage ou de l'inactivité est impossible ("il n'y a pas d'emploi") ou peu "rentable" dans la mesure où l'emploi procurerait un niveau de vie inférieur ou égal à celui obtenu avec les transferts issus d'autres ménages.

**Tableau 49**

Distribution en pourcentage (%) du montant total des transferts externes, internes, des transferts totaux et du revenu total des ménages urbains selon la présence d'actifs occupés dans le ménage

Présence d'actifs occupés dans le ménage	Transfert externe	Transfert interne	Revenus de transfert	Revenu total
Au moins un actif occupé	57.1	59.2	57.7	82.4
Aucun actif occupé	42.9	42.4	46.0	36.8
Au moins un chômeur	25.7	26.7	28.7	29.7
Inactifs seulement	17.2	15.7	17.3	7.1
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

En tout état de cause, il ne faut pas perdre de vue que les transferts vont aussi – et surtout – aux ménages pourvus d'actifs occupés : plus de la moitié du montant total des transferts déclarés (57%) est capté par les ménages ayant au moins un actif occupé. D'où la nécessité d'élargir la perspective: au lieu d'étudier les seuls ménages vivant des transferts, il convient de repérer la diversité des rôles que peuvent jouer les transferts entre ménages, tant internes qu'externes.

La démarche retenue consiste à évaluer la place des transferts dans la formation du revenu per capita des ménages classés en fonction de deux critères : la présence d'actifs occupés et la dépendance (ou non) à l'égard des revenus de transferts. On obtient quatre catégories : les ménages actifs vivant principalement des revenus d'activité, les ménages actifs dépendant des revenus de transfert, les ménages dépourvus d'actifs occupés vivant des transferts et les ménages sans actifs occupés vivant principalement de revenus autres que les transferts.

**Tableau 50**

Revenus de transfert, d'activité per capita moyens, Revenu total per capita moyen des ménages urbains selon la présence des actifs occupés et la principale source de revenu

Présence des actifs occupés et principale source de revenu	Transfert externe per capita moyen	Transfert interne per capita moyen	Transfert per capita moyen	Revenu du travail salarié per capita moyen	Revenu du travail indépendant per capita moyen	Revenu d'activité per capita moyen	Revenu per capita moyen
Ménages actifs vivant des revenus de transfert	4882	1529	6410	771	1444	2214	9794
Ménages actifs vivant de revenus autres	728	263	990	4709	4767	9476	11810
Ménages sans actifs occupés vivant des R de transfert	8943	2383	11326	97	243	340	13276
Ménages sans actifs occupés vivant de revenus autres	460	130	590	744	1664	2408	4616
Ensemble	2463	729	3192	3119	3355	6475	11055

On peut identifier trois rôles majeurs.

***L'amélioration du niveau de vie procuré par des revenus d'activité relativement faibles chez les ménages actifs vivant principalement de transferts***

Le premier concerne les ménages actifs vivant des revenus de transfert : les transferts internes

et externes per capita moyens représentent 2.9 fois le revenu d'activité per capita moyen de ces ménages ou encore 70% du niveau de vie total. Dans la mesure où il existe des actifs occupés et des revenus d'activité, tout se passe comme si les transferts venaient pallier, et au-delà, à la faiblesse relative des revenus d'activité. On note en effet que les revenus d'activité per capita moyens de ces ménages (2214 gourdes) sont bien inférieurs à ceux des ménages actifs vivant de revenus autres que les transferts (9476 gourdes). Autrement dit, les transferts contribuent à l'amélioration du niveau de vie des ménages tirant de faibles revenus de leur participation à l'activité économique.

**Tableau 51**

Ratio des transferts entre ménages per capita moyens et des revenus d'activité, du revenu total per capita moyens des ménages urbains selon la présence des actifs occupés et la principale source de revenu

Présence des actifs occupés et principale source de revenu	Ratios					
	T.E.pc / R.A.pc	T.I.pc / R.A.pc	Tpc / R.A.pc	T.E.pc / R.T.pc	T.I.pc / R.T.pc	Tpc / R.T.pc
Ménages actifs vivant des revenus de transfert	2.2	0.7	2.9	0.5	0.2	0.7
Ménages actifs vivant de revenus autres	0.1	0.0	0.1	0.1	0.0	0.1
Ménages sans actifs occupés vivant des revenus de transfert	26.3	7.0	33.3	0.7	0.2	0.9
Ménages sans actifs occupés vivant d'autres revenus	0.2	0.1	0.2	0.1	0.0	0.1
Ensemble	0.4	0.1	0.5	0.2	0.1	0.3

T.E.pc : Transfert Externe per capita moyen ; T.I.pc : Transfert Interne per capita moyen ; Tpc : Transfert total (externe et interne) per capita moyen ; R.A.pc : Revenu d'Activité per capita moyen du ménage ; R.T. pc : Revenu per capita moyen ou niveau de vie moyen du ménage ;

### ***Des revenus d'appoint chez les ménages actifs et sans actifs occupés vivant des revenus autres que les transferts***

Le second rôle vaut pour les ménages actifs dont la principale source de revenu n'est pas les transferts. Ici, les transferts externes et internes (per capita) jouent essentiellement un rôle d'appoint, puisqu'ils ne représentent que 10% du revenu d'activité per capita comme du revenu total per capita du ménage. Ce rôle de revenu d'appoint est également tangible chez les ménages sans actifs occupés vivant de revenus autres que les transferts. Il s'agit de ménages qui n'ont pas de parents émigrés, dont les parents émigrés n'ont pas les moyens d'envoyer de l'argent ou se sont éloignés en transférant de petits montants.

### ***Des revenus de remplacement en l'absence d'actifs occupés, devant la faiblesse des revenus d'activité***

Le troisième rôle concerne les ménages sans actifs occupés et vivant principalement des transferts. Les transferts per capita moyens représentent 33 fois le revenu d'activité per capita moyen et 90% du revenu total per capita moyen. Parallèlement, les revenus d'activité per capita moyens de ces ménages se situent au bas de l'échelle de ce type de revenus (340 gourdes par personne et par an), et sont bien plus faibles que ceux des ménages sans actifs occupés qui ne dépendent pas pour autant des transferts (2408 gourdes). En clair, dans la mesure où la main-d'œuvre potentielle du ménage n'est

pas effectivement mobilisée dans l'emploi, les transferts jouent très nettement le rôle de revenus de remplacement par rapport à des revenus d'activité quasiment inexistants.

Enfin, on notera que les divers rôles esquissés sont essentiellement joués par les transferts externes : ceux-ci sont généralement plus élevés en valeur (moyenne, per capita) que les transferts internes. Une analyse plus fine requerrait la catégorisation des ménages selon qu'ils reçoivent soit des transferts internes, soit des transferts externes, soit les deux types de transferts.

## Résultats

Les stratégies mises en œuvre débouchent en premier lieu sur des résultats monétaires, sur une échelle de niveaux de vie entendus comme étant les revenus per capita des ménages. Ce point de vue est d'autant plus important que l'économie urbaine est très fortement monétarisée, hormis quelques ménages se trouvant en marge de l'économie marchande lorsqu'ils dépendent principalement de l'autoconsommation. La monétarisation a un corollaire : l'exclusion par les prix de ceux qui ne disposent pas des ressources monétaires pour se procurer les biens et services nécessaires.

L'analyse des niveaux de vie atteints par les différentes catégories de ménages fondées sur la principale source de revenu s'inscrit essentiellement dans le court terme. A moyen et à long terme, on peut s'interroger sur la viabilité des systèmes de vie ou mieux sur le caractère durable ou soutenable des systèmes de vie.

Pour Chambers et Conway (1992 : 7-8) « un système de vie est dit soutenable lorsqu'il peut faire face aux stress, aux chocs et se redresser, maintenir ou améliorer ses capacités et ses actifs, fournir des opportunités soutenables à la génération suivante, lorsqu'il contribue à la formation de bénéfices nets pour d'autres systèmes de vie tant au niveau local qu'au niveau global, dans le court ainsi que dans le long terme »<sup>21</sup>. En d'autres termes, les systèmes de vie soutenables ne sont pas vulnérables dès lors que la vulnérabilité renvoie aux capacités de réduire les risques ou de faire face aux chocs. Et ils sont socialement équitables : la promotion des opportunités pour un groupe donné ne saurait obérer les opportunités actuelles ou futures des autres groupes. (UNDP 1999a : 6; Okhoya, Wanmali 1999 : 2).

Le caractère soutenable ou durable des systèmes de vie ne sera pas abordé ici dans son intégralité. Les informations pertinentes relatives aux chocs et à la résilience des ménages ne sont pas disponibles. On ne connaît pas non plus les stratégies qui ont des effets directs sur le stock et la qualité des ressources (investissement, sécurisation des actifs, substitution d'un actif à un autre, vente des actifs, etc.). Il n'est pas non plus évident d'apprécier les effets des stratégies identifiées sur les actifs et les potentialités futures des ménages.

On peut tout au plus tenter d'apprécier la vulnérabilité potentielle des systèmes de vie. Il s'agit plus de relever les manques qui peuvent éventuellement obérer la viabilité des systèmes de vie que d'analyser les processus – inconnus ici – par lesquels la cohérence et la pérennité des systèmes de vie sont battues en brèche.

Enfin, le bien-être des ménages est loin de se résumer aux niveaux de vie. Le revenu n'est au mieux

<sup>21</sup> Traduction de : « a livelihood is sustainable which can cope and recover from stress and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets, and provide sustainable livelihood opportunities for the next generation and which contributes net benefits to other livelihoods at the local and global levels in the long and short term (Chambers, Conway 1992 : 7-8).

qu'un moyen – parmi d'autres – de parvenir au bien-être au sens du développement humain. A cet égard Sen (2003 : 123) souligne le caractère instrumental du revenu par rapport aux capacités, entendues comme les « libertés substantielles qui permettent à un individu de mener le genre de vie qu'il a raison de souhaiter ». L'évaluation du bien-être intégrera trois dimensions majeures : l'alimentation, la santé et l'éducation.

### Niveaux de vie

L'enjeu ici est d'appréhender ce sur quoi débouchent les diverses stratégies mises en place par les ménages, qu'il s'agisse de la pluri-activité et de son corollaire éventuel (la diversification de l'allocation des ressources en travail), de la diversification des revenus, ou de la mobilisation des parents émigrés ici traduite par la réception de transferts externes.

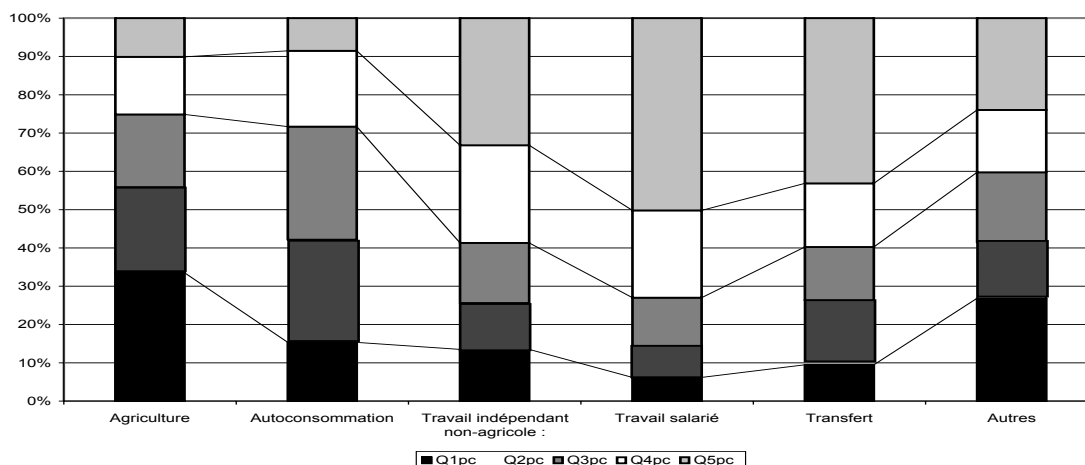
### Entre chevauchement des distributions de revenus per capita et polarisations

Il y a chevauchement des distributions du niveau de vie d'une catégorie de ménages à l'autre : toutes les catégories de ménages établies en fonction de la principale source de revenu sont présentes dans tous les quintiles du revenu per capita des ménages, à des degrés divers bien entendu.

Quelques polarisations sont toutefois observables. Respectivement 55.9% et 42.1% des ménages vivant principalement de l'agriculture ou de l'autoconsommation se situent dans les deux premiers quintiles du niveau de vie (une concentration sur le bas de l'échelle des niveaux de vie que l'on ne retrouve pas dans les autres catégories de ménages); tandis que la majorité des ménages vivant principalement du travail indépendant non agricole, des revenus de transfert et du travail salarié se rangent dans les deux derniers quintiles. Non sans quelques contrastes puisque la proportion de ménages classés dans le quatrième et le cinquième quintile du niveau de vie passe de 60% environ chez les deux premières catégories contre 72.9% chez les ménages vivant des revenus du travail salarié. Ce qui est tout à fait cohérent avec le fait que le niveau de vie moyen des ménages vivant du travail salarié soit le plus élevé. Encore qu'il ne faille pas perdre de vue qu'il existe des ménages vivant du travail salarié dans les deux premiers quintiles (14.4%), comme c'est également le cas pour les ménages vivant principalement des transferts (26.3%).

**Graphique 4**

Distribution (%) des ménages selon les quintiles de revenu per capita par principale source de revenu du ménage



Par ailleurs, des différenciations apparaissent dans le groupe des ménages liés au travail indépendant non agricole. En tant que principale source de revenu, l'artisanat ou les services semblent être plus rémunérateurs et assurer un niveau de vie plus élevé que le commerce. En effet, respectivement 35.8% et 40.7% des ménages dépendant des deux premières branches se trouvent dans le dernier quintile du niveau de vie contre 26.9% seulement chez les ménages vivant du commerce.

**Tableau 52**  
Distribution en pourcentage (%) des ménages  
selon le quintile du niveau de vie par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Quintile du niveau de vie du ménage					Total	Echantillon
	Q1pc (20 % les + faibles)	Q2pc	Q3pc	Q4pc	Q5pc (20 % les + élevés)		
Agriculture	33.5	22.3	19.0	15.0	10.1	100.0	308
Travail indépendant non agricole :	13.5	12.1	15.7	25.5	33.2	100.0	678
Commerce	15.7	11.7	19.2	26.5	26.9	100.0	334
Artisanat	10.2	13.3	12.9	27.9	35.8	100.0	100
Services	12.1	12.1	12.1	23.0	40.7	100.0	244
Travail salarié	6.2	8.2	12.6	22.8	50.2	100.0	396
Transfert	9.5	16.8	14.0	16.6	43.2	100.0	638
Autres	26.9	14.6	18.3	16.3	24.0	100.0	188
Autoconsommation	15.3	26.8	29.5	19.8	8.5	100.0	335
Ensemble	13.9	15.1	16.4	20.4	34.1	100.0	2543

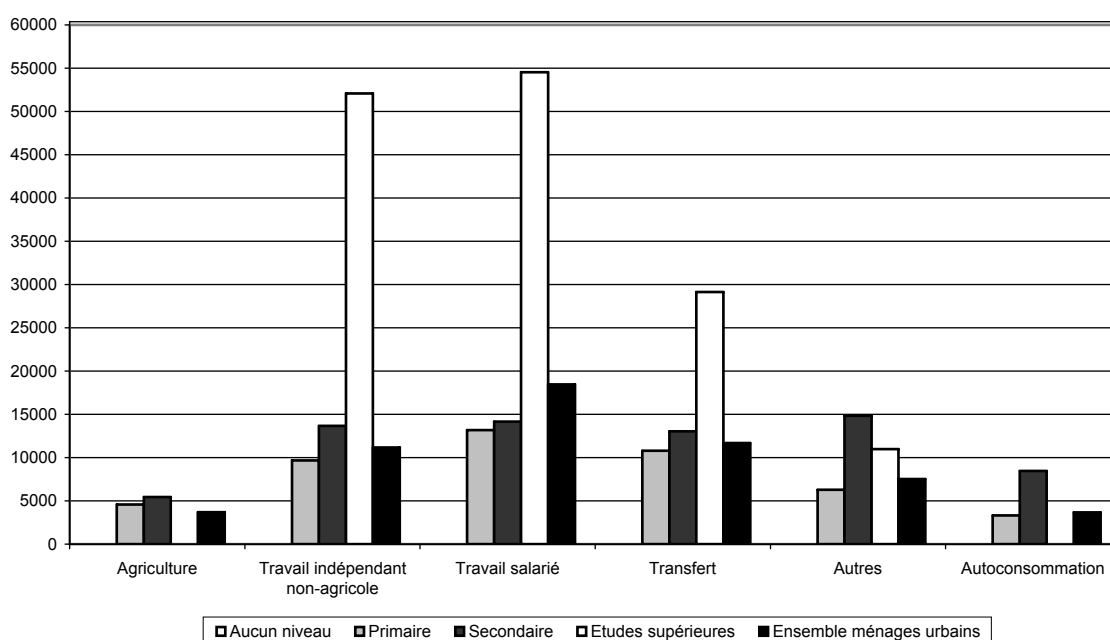
### ***Le niveau de vie moyen augmente avec le niveau d'étude du principal apporteur de ressources***

Quelle que soit la principale source de revenu, il y a augmentation du niveau de vie avec le niveau d'étude du principal apporteur. Le niveau de vie moyen passe du simple au double (ou presque), voire du simple au triple des ménages où le principal apporteur est dépourvu d'un bagage scolaire à ceux dont le principal apporteur possède un niveau d'études primaire ou secondaire. Il est ensuite multiplié par 3.6 entre le niveau d'études secondaires (13203 gourdes l'an) et le niveau d'études universitaires (47105 gourdes l'an). Au total, le revenu moyen per capita passe de 4850 gourdes l'an à 47105 gourdes l'an lorsque l'on compare les principaux apporteurs sans aucun niveau d'étude à ceux détenteurs d'un niveau d'études universitaires<sup>22</sup>. Il faut préciser que les écarts sont très élevés – un véritable fossé – chez les ménages vivant du travail indépendant non agricole, du travail salarié, des transferts. Alors que tel n'est pas le cas chez les ménages vivant de l'agriculture ou de l'autoconsommation où l'on ne retrouve aucun apporteur ayant un niveau d'études universitaires.

<sup>22</sup> Soit une multiplication du niveau de vie des ménages sans niveau d'étude par 9.7.

Graphique 5

Niveaux de vie (revenu per capita en gourdes) moyens des ménages urbains selon la principale source de revenu du ménage par niveau d'étude du principal apporteur de ressources



### ***La pluri-activité des ménages ne conduit pas nécessairement aux niveaux de vie (moyens) les plus élevés***

Les ménages comptant au moins un actif occupé ont un niveau de vie moyen plus élevé que ceux dépourvus d'actifs occupés. Mais il n'y a pas de « progression » systématique du niveau de vie moyen des ménages sans actif occupé aux ménages pluri-actifs en passant par les ménages mono-actifs. Ceci tient d'une part au fait que la pluri-activité peut consister soit en un cumul, au sein du ménage, d'emplois de bonne qualité en termes de rémunérations, soit en un cumul de plusieurs emplois peu rémunérateurs pris individuellement. D'autre part, il existe des cas où les emplois exercés par l'actif du ménage mono-actif sont particulièrement rémunérateurs et permettent dès lors à cet individu d'assurer un niveau de vie relativement élevé au ménage d'appartenance. Ceci vaut notamment pour les emplois salariés requérant des qualifications importantes correspondant à la fin du cycle secondaire et surtout au niveau universitaire. Enfin, il faut tenir compte de la situation particulière des ménages vivant principalement des transferts : ceux-ci connaissent un niveau de vie plus élevé que celui des ménages ayant au moins un actif occupé.



**Tableau 53**

Niveaux de vie (revenu per capita en gourdes) moyens des ménages urbains selon le statut de pluri-activité du ménage

Principale source de revenu du ménage	Statut de pluri-activité du ménage			Ensemble des ménages urbains
	Aucun actif occupé	Mono-actif	Pluri-actif	
Agriculture	2173	4030	3837	3692
Travail indépendant non agricole	4884	9724	14692	11166
Commerce	6024	8564	11733	9518
Artisanat	7295	11042	18291	13567
Services	3134	11344	16311	12308
Travail salarié	8416	20525	17225	18455
Transfert	13276	9241	11221	11671
Autres	4489	10555	11043	7525
Autoconsommation	3556	4689	2986	3659
Ensemble	9818	11237	11769	11055

***La diversification des branches d'activité ou des statuts dans l'emploi n'est pas toujours synonyme d'un meilleur niveau de vie chez les ménages pluri-actifs***

La diversification des branches d'activité chez les ménages pluri-actifs n'équivaut pas à l'obtention d'un meilleur niveau de vie relativement aux autres ménages pluri-actifs. A y regarder de plus près, les ménages qui profitent de la diversification des branches sont ceux qui vivent principalement de l'agriculture ou de l'autoconsommation, du commerce. Tout se passe comme si pour ces ménages la diversification permet de pallier la faiblesse relative connue des revenus issus de l'agriculture ou du commerce sans que l'écart soit particulièrement énorme en ce qui concerne les ménages agricoles. Ce faisant, la diversification jouerait un rôle correctif eu égard à la mauvaise qualité, en termes de rémunérations, des insertions dans l'emploi correspondant à la principale source du revenu des ménages.

En revanche, dans les autres cas, la spécialisation de tous les actifs occupés dans la même branche procure un meilleur niveau de vie. Deux explications sont à envisager : soit la diversification se résume à un cumul d'insertions de mauvaise qualité, soit la spécialisation s'opère sur des emplois de bonne qualité.



Tableau 54

Niveaux de vie (revenu per capita en gourdes) moyens des ménages urbains pluri-actifs selon la diversification des branches ou la diversification des statuts dans l'emploi

Principale source de revenu du ménage	Diversification des branches d'activité		Diversification des statuts dans l'emploi		Ensemble des ménages pluri-actifs
	Aucune diversification des branches d'activité	Diversification des branches d'activité	Aucune diversification des statuts dans l'emploi	Diversification des statuts dans l'emploi	
Agriculture	3430	4103	3926	3334	3837
Travail indépendant non agricole :					
Commerce	9426	13729	7172	21402	11733
Artisanat	31302	11115	13481	34480	18291
Services	29316	11665	18463	14256	16311
Travail salarié	21847	13101	21739	12544	17225
Transfert	10793	11537	12234	9691	11221
Autres	11395	10782	13665	5904	11043
Autoconsommation	2617	3191	2961	3070	2986
Ensemble	14555	9894	11085	12999	11769

La diversification des statuts dans l'emploi conduit à des niveaux de vie supérieurs à ceux obtenus sans diversification des statuts. Reste que, une fois de plus, il y a hétérogénéité des situations. En particulier, les profils des ménages vivant du travail salarié et des ménages vivant du travail indépendant non agricole tendent à s'opposer. Les premiers tirent un meilleur profit de la spécialisation sur un seul statut dans l'emploi (21739 gourdes contre 12544 gourdes avec diversification). En revanche, les seconds tirent un meilleur parti de la diversification, notamment ceux vivant du commerce et de l'artisanat.

### ***La diversification des revenus n'est pas toujours payante***

Les considérations précédentes sur les relations entre les deux modalités de diversification de l'allocation de la main-d'œuvre se limitent aux ménages pluri-actifs. Dans la mesure où la diversification de revenus – par ailleurs plus "parlante" puisqu'elle porte sur les 12 mois précédant l'enquête – concerne toutes les catégories de ménages, il convient d'analyser les niveaux de vie obtenus par les ménages en fonction des différents indicateurs de diversification.

En premier lieu, on peut classer les ménages selon qu'ils ont diversifié ou non leurs sources de revenus. L'indicateur est construit à partir des catégories fonctionnelles de revenu (revenu d'activité, revenu de transfert, revenu du patrimoine ou de la propriété, autres revenus), en distinguant les revenus salariaux des revenus du travail indépendant. Il y a diversification lorsque deux types de revenus d'activité (revenus salariaux et revenus du travail à compte propre) ou lorsque deux catégories fonctionnelles au moins (revenus d'activité et revenus de transfert par exemple) coexistent dans le revenu total du ménage.

Le niveau de vie moyen augmente de 30%, des ménages sans diversification des sources de revenu

aux ménages avec diversification. Les situations sont bien évidemment contrastées en fonction de la principale source de revenu du ménage. D'un côté, il existe des cas où la diversification procure des niveaux de vie moyens inférieurs ou identiques à ceux obtenus sans diversification. C'est le cas notamment pour les ménages vivant principalement du travail salarié ou des transferts. D'un autre côté, la diversification n'est pas toujours payante dans les mêmes proportions. Par exemple, il y a un écart de +30% entre les niveaux de vie moyens des ménages vivant principalement de l'agriculture sans et avec diversification, mais le niveau de vie moyen double quasiment lorsqu'il s'agit du travail indépendant non agricole.

**Tableau 55**

Niveaux de vie (revenu per capita en gourdes) moyens des ménages urbains selon la combinaison de revenus par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Combinaison de revenus dans le ménage						Ensemble
	Revenus d'activité seulement	Revenus d'activité et de transfert	Revenus de transfert seulement	Revenus d'activité, du patrimoine ou autres revenus hors transferts	Revenus d'activité, du patrimoine ou autres revenus avec transferts	Aucun revenu d'activité, revenus du patrimoine, autres revenus, avec transferts	
Agriculture	3112	6472	-	2799	3881	-	3692
Travail indépendant non agricole	8259	14786	-	13217	12501	-	11166
Commerce	5839	16119	-	7334	10914	-	9518
Artisanat	11393	10027	-	49667	9010	-	13567
Services	10138	14314	-	9681	16191	-	12308
Travail salarié	15750	17453	-	31254	20063	-	18455
Transfert	-	12589	12584	-	9465	10988	11671
Autres	-	-	-	8741	11619	5072	7525
Autoconsommation	3393	3934	-	3462	5037	1631	3659
Ensemble	8491	13605	12584	11721	11809	8204	11055

En second lieu, on peut adopter un classement des ménages selon les combinaisons de revenus établies à partir des catégories fonctionnelles de revenus. La diversité des revenus d'activité n'est pas prise en considération. De sorte que l'on trouve, sous la rubrique "revenus d'activité seulement", les ménages ne percevant que des revenus salariaux, que des revenus du travail indépendant, ou une combinaison de ces deux types de revenus. L'essentiel est plutôt le clivage entre les revenus d'activité (voire les revenus du patrimoine) d'une part et les revenus de transfert d'autre part.

Les revenus d'activité constituent, on le sait, la première composante du revenu total des ménages urbains. Pourtant, les ménages vivant exclusivement des revenus d'activité affichent, avec ceux qui vivent de diverses combinaisons de revenus du patrimoine, d'autres revenus et des revenus de transfert, les plus faibles niveaux de vie (respectivement 8491 et 8204 gourdes l'an). En revanche, l'articulation des revenus d'activité à d'autres revenus procure des niveaux de vie plus élevés. Ceci vaut notamment pour la combinaison "revenus d'activité – revenus de transfert" (13605 gourdes l'an).

Ceci étant, là encore, la diversification n'est pas toujours "payante" : les ménages où coexistent revenus d'activité et revenus du patrimoine, avec ou sans transferts, ont des niveaux de vie moyens plus faibles (respectivement 11809 et 11721 gourdes l'an) mais globalement comparables à ceux qui recourent exclusivement aux revenus de transfert (12584 gourdes l'an).

***Le niveau de vie des ménages recevant des transferts externes est plus élevé que celui des ménages recevant exclusivement des transferts internes ou des ménages sans transfert***

Ce qui précède confirme le rôle crucial des revenus de transfert dans leur articulation avec les revenus d'activité (rôle d'amélioration du niveau de vie). Mais il s'agit là d'une perspective globale qui ne tient pas compte des différences entre les transferts externes et les transferts internes. Le tableau ci-dessous informe sur les niveaux de vie des ménages selon que ceux-ci reçoivent ou non des transferts, tout en faisant la distinction entre transferts internes et transferts externes.

**Tableau 56**

Niveaux de vie (revenu per capita) moyens des ménages urbains selon la réception de transferts en provenance des émigrés ou de ménages résidents par lien du ménage avec le « marché du travail »

Lien du ménage avec le " marché du travail "	Réception de transferts internes ou externes				Ensemble
	Transferts internes et externes	Transferts externes	Transferts internes	Aucun transfert	
Au moins un actif occupé	15241	15336	7427	10342	11466
Sans actif occupé :	12182	15488	5314	5217	9818
Au moins un chômeur	10178	14608	5968	5584	9635
Inactifs seulement	16222	16408	4935	4818	10010
Ensemble	14055	15384	6813	9533	11055

Les ménages qui reçoivent des transferts externes, seuls ou en combinaison avec des transferts internes, ont les niveaux de vie les plus élevés (entre 14000 et 15400 gourdes), dépassant non seulement les ménages n'ayant perçu aucun transfert (9533 gourdes) mais encore et surtout les ménages ayant reçu uniquement des transferts internes (6813 gourdes). En effet, il y a doublement (et plus) du niveau de vie moyen lorsque l'on compare les ménages avec transferts internes seulement et les ménages avec transferts externes.

Ces tendances sont accentuées chez les ménages sans actifs occupés. En effet, le niveau de vie moyen double, triple même lorsque l'on passe des ménages sans transferts, avec transferts internes aux ménages bénéficiaires des transferts des émigrés. A l'inverse, les ménages sans actifs occupés ayant reçu des transferts internes affichent des niveaux de vie plus élevés mais très proches de ceux des ménages sans transfert.

### **Vulnérabilités**

La vulnérabilité est appréhendée ici à travers la diversification des revenus d'une part, la propriété et le contrôle du logement comme actif physique d'autre part. Il est communément admis que la diversification des activités et des revenus est portée par une logique de réduction des risques liés

à la dépendance à l'égard d'une source de revenu ou d'une activité. En outre, on a montré que le logement peut être mobilisé par les ménages en vue de faire face à des chocs tels que la perte d'un emploi relativement rémunérateur, la maladie ou le décès des apporteurs de ressources.

***Des degrés de vulnérabilité selon l'engagement dans l'emploi et le niveau d'étude atteint du principal apporteur de ressources***

La diversification des revenus est mesurée autrement ici : il s'agit de connaître le nombre moyen de sources de revenu par ménage sur la base d'une palette de 10 sources possibles de revenus monétaires, à savoir : les revenus de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, des services, du travail salarié, les transferts internes et externes et les transferts en provenance d'institutions publiques ou privées, les revenus du patrimoine et les autres revenus.

Le nombre moyen de sources par ménage n'est pas particulièrement élevé : 2.4 sur les 10 énumérées. Il n'y a d'ailleurs pas de différences majeures entre les catégories de ménages fondées sur la principale source de revenu ou entre les milieux de résidence.

**Tableau 57**

Nombre moyen de sources de revenu déclarées par les ménages urbains selon la principale source de revenu par milieu de résidence

Principale source de revenu du ménage	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire Métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	2.4	2.1	2.2
Travail indépendant non agricole	2.4	2.3	2.3
Commerce	2.2	2.1	2.2
Artisanat	2.3	2.5	2.4
Services	2.6	2.4	2.6
Travail salarié	2.4	2.3	2.4
Transfert	2.5	2.2	2.4
Autres	2.4	2.2	2.3
Autoconsommation	1.5	2.5	2.5
Ensemble	2.4	2.3	2.4

Toutefois, le nombre moyen des sources de revenu par ménage augmente avec la présence des actifs occupés, passant de 1.9 chez les ménages sans actifs occupés à 2.8 chez les ménages pluri-actifs, au-delà de la moyenne globale (2.4). En outre le nombre moyen de sources de revenu augmente avec le niveau d'étude du principal apporteur de ressources dans la plupart des cas.

Tableau 58

Nombre moyen de sources de revenu déclarées par les ménages urbains selon la principale source de revenu par niveau d'étude atteint du principal apporteur de ressources

Principale source de revenu du ménage	Niveau d'étude atteint du principal apporteur de ressources				Ensemble urbain
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes supérieures	
Agriculture	2.2	2.2	2.2	-	2.2
Travail indépendant non agricole	2.1	2.3	2.5	2.8	2.3
Travail salarié	2.1	2.3	2.3	2.8	2.4
Transfert	2.4	2.5	2.3	3.0	2.4
Autres	2.2	2.3	2.5	2.6	2.3
Autoconsommation	2.4	2.7	2.9	-	2.5
Ensemble	2.3	2.4	2.4	2.8	2.4

Autrement dit, les ménages tendanciellement les moins vulnérables seraient ceux qui connaissent le plus fort engagement dans l'emploi (les pluri-actifs) et ceux dont le principal apporteur serait détenteur d'un niveau d'études secondaires ou universitaires.

Mais il ne faut pas manquer de signaler que l'assimilation de la diversification à la réduction des risques associés à une seule activité n'est, bien évidemment, qu'une interprétation parmi d'autres de la diversification. Et ceci d'autant plus qu'il importe de distinguer l'objectif (la réduction des risques) des conditions concrètes de mise en place de la diversification (nombre et types d'activités, types de revenus). Il arrive en effet que l'engagement dans un nombre trop grand d'activités réduise le temps et les ressources qui pourraient être allouées à une ou deux activités plus rentables qu'un portefeuille d'activités plus étendu (SIDA 2002 : 34) et les ressources générées par ces activités pourraient éventuellement être mobilisées à leur tour pour sécuriser les actifs disponibles, augmenter les dotations ou en améliorer la qualité et donc promouvoir une logique de promotion du système de vie (Carney et al. 1999).

### ***Vulnérabilité des ménages propriétaires de leur logement à la frontière rural-urbain et vulnérabilité des ménages locataires urbains***

Dans la mesure où le ménage est propriétaire de son logement, sa vulnérabilité aux chocs est moindre. D'une part, les chocs inflationnistes, se traduisant par une augmentation des loyers, ne l'affectent pas sur le poste logement de son budget. De même, il n'y a pas de risque d'éviction qui menacerait par exemple l'exercice des activités économiques à domicile. D'autre part, le ménage dispose d'un actif physique qu'il peut mobiliser plus aisément en cas de choc affectant sa survie : soit le logement est loué à des tiers en partie ou en tout (auquel cas le ménage va lui-même louer un logement à meilleur marché), soit le logement est vendu, en ultime recours<sup>23</sup>. Encore faut-il que le droit de propriété soit clairement établi.

<sup>23</sup> Encore que la vente du logement détermine l'entrée dans une autre forme de vulnérabilité puisqu'elle induit une diminution du patrimoine et donc du stock de ressources du ménage.

Tableau 59

Statuts d'occupation du logement et absence de titre de propriété  
par principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Proportion des ménages propriétaires du terrain et des bâtisses	Proportion des ménages propriétaires du terrain ou des bâtisses	Proportion des ménages propriétaires du terrain ou des bâtisses sans titre de propriété
Agriculture	69.9	81.0	37.8
Travail indépendant non agricole	37.2	49.0	11.3
Travail salarié	34.8	48.1	13.4
Transfert	40.6	48.8	10.9
Autres	45.5	62.3	16.0
Autoconsommation	80.8	91.9	35.6
Ensemble	45.3	56.6	19.0

Majoritairement propriétaires de leur logement (terrain ou bâtisses), les ménages vivant principalement de l'agriculture ou de l'autoconsommation (entre 80% et 92%) apparaissent comme les moins vulnérables. A ceci près que 35% à 38% des ménages se déclarant propriétaires reconnaissent n'avoir aucun titre formel de propriété sur le logement occupé. Parallèlement, les ménages plus urbains sont bien moins fréquemment propriétaires de leur logement (moins de 50% d'entre eux, à l'exception des ménages vivant des autres revenus et des revenus du patrimoine). De sorte que les risques d'éviction du logement sont plus importants, et les marges de manœuvre (pour disposer du logement au moyen de la sous-location d'une ou de plusieurs pièces) sont plus minces, voire inexistantes.

### Bien-être des ménages

Le bien-être des ménages est appréhendé ici dans trois domaines : l'alimentation, la santé et l'éducation. Trois indicateurs sont mobilisés en conséquence : l'un se rapporte aux stratégies alimentaires en cas de difficultés, l'autre à la santé des adultes et le dernier à la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école primaire.

#### ***Plus de la moitié des ménages urbains ont dû passer au moins une journée sans repas***

L'ECVH a collecté des informations sur les stratégies mises en place pour faire face au manque de nourriture ou au manque de ressources monétaires requises pour se procurer de la nourriture. Plusieurs stratégies ont été identifiées : acheter de la nourriture moins chère, emprunter pour acheter de la nourriture, acheter de la nourriture à crédit, passer des journées sans manger, etc.

Sans opérer une hiérarchisation des stratégies, on a calculé la proportion de ménages qui ont dû passer au moins une journée sans repas. Elle s'élève à 56% pour l'ensemble des ménages urbains.

**Tableau 60**  
Principaux indicateurs du bien-être des ménages

Principale source de revenu du ménage	Proportion de ménages ayant passé au moins une journée sans repas en cas de manque de ressources monétaires	Proportion de ménages où tous les adultes sont en bonne santé	Proportion de ménages où tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire sont scolarisés
Agriculture	56.7	68.3	60.3
Travail indépendant non agricole	58.2	69.2	69.5
Travail salarié	55.0	67.6	82.5
Transfert	53.5	64.8	68.5
Autres	66.1	64.0	80.7
Autoconsommation	51.4	64.7	41.3
Ensemble	56.0	66.8	67.4

On trouve des proportions similaires d'une catégorie de ménages à l'autre. Ceci tient, entre autres, au chevauchement des distributions du niveau de vie dans les catégories. Les ménages vivant des autres revenus ou des revenus du patrimoine sont particulièrement touchés : 66.1% d'entre eux ont dû se priver de repas pendant une journée au moins. Il est possible que certains de ces ménages vivent plutôt d'expédients. Il faut rappeler que cette catégorie affiche un niveau de vie moyen relativement faible (7525 gourdes per capita l'an), certes plus élevé que celui des ménages vivant de l'agriculture ou de l'autoconsommation, mais bien inférieur à ceux des autres catégories de ménages.

En outre, il est remarquable que plus de la moitié des ménages vivant principalement de l'agriculture ou de l'autoconsommation ont dû passer au moins une journée sans se nourrir. En raison de l'insuffisance de la production réalisée ou de la faiblesse relative de leur pouvoir d'achat.

### **Santé des adultes**

A partir des informations recueillies sur l'état de santé des membres des ménages, on a calculé la proportion des ménages où tous les adultes (15 ans et +) sont en bonne santé. Elle équivaut, pour l'ensemble des ménages urbains, à 67.4%. Autrement dit, près d'un tiers des ménages comptent au moins un adulte malade. Ce fait est loin d'être négligeable, d'autant qu'il concerne toutes les catégories de ménages.

### **Scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école primaire**

L'ampleur de la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école primaire peut être lue comme un indice du bien-être des ménages dans la mesure où l'éducation fait partie des besoins de base, et que la scolarisation universelle de ces enfants au primaire a été considérée, dans le concert des nations, comme un objectif primordial.

L'indicateur retenu est la proportion de ménages où tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire sont effectivement scolarisés parmi les ménages ayant des enfants de 6 à 11 ans. Il s'agit bien entendu d'un indicateur quelque peu "grossier" puisqu'il fait abstraction des problèmes posés par la scolarisation tardive (Lamaute-Brisson, chapitre éducation, ce volume) et de la qualité de l'éducation.



Il n'en est pas moins parlant. 67.4% seulement des ménages concernés sont parvenus à scolariser tous leurs enfants de 6-11 ans au cours de l'année académique 2000-2001. De plus, il existe des disparités importantes entre les catégories de ménages. Alors que 82.5% des ménages vivant principalement du travail salarié scolarisent leurs enfants, 41.3% seulement des ménages vivant de l'autoconsommation ont pu faire de même. Là se manifeste une fois de plus l'exclusion – même partielle – de ces ménages des échanges marchands puisque l'immense majorité des enfants scolarisés au primaire fréquentent des écoles privées; d'où le contraste particulièrement marqué entre les ménages vivant de l'autoconsommation et ceux vivant des revenus de l'agriculture. Dans la mesure où l'ampleur de la scolarisation des enfants d'âge primaire est aussi un indice indirect des capacités ("capabilities") que les individus et les ménages peuvent construire en ayant accès à l'éducation, de telles proportions sont plutôt alarmantes.

## Conclusion

*Ce chapitre ne fournit qu'une vue partielle de l'économie des ménages en milieu urbain dans la mesure où des informations essentielles sur le travail indépendant - composante majeure de l'emploi urbain - font défaut, en particulier les données sur le "capital", les lieux d'exercice des travailleurs à compte propre ainsi que leurs relations avec fournisseurs et clients.*

*Pour autant, l'analyse des ressources, des stratégies et des résultats obtenus par les ménages en fonction de leur principale source de revenu, fait apparaître des milieux urbains où la principale ressource dont disposent les ménages est le travail. Encore que cette ressource n'est pas très fortement mobilisée. Ceci n'est pas dû à la seule scolarisation des jeunes. Il y a des indices d'une dégradation du "marché du travail" mais aussi des comportements propres aux membres des ménages, notamment en matière de recherche d'emploi, qu'il faudra analyser de manière plus fine.*

*Lorsqu'elle est mobilisée, la ressource travail s'inscrit dans les spécialisations "traditionnelles". Il y a une très forte association entre le travail indépendant proprement urbain, le commerce et l'artisanat, entre le salariat et les services à la collectivité. On peut aussi distinguer, hormis les ménages vivant à la frontière du milieu rural<sup>24</sup>, les ménages vivant principalement du travail salarié de ceux dont la principale source de revenu est le travail indépendant (toutes branches confondues). Les premiers connaissent le plus fort taux d'emploi, affichent le revenu annuel moyen et le niveau de vie les plus élevés et l'immense majorité (plus de 80%) d'entre eux ont pu scolariser tous leurs enfants en âge d'aller à l'école primaire. Les seconds se situent au troisième rang de l'échelle des niveaux de vie, et près de 70% d'entre eux ont scolarisé tous leurs enfants d'âge primaire. Il serait toutefois excessif de parler d'une dichotomie entre travail indépendant et travail salarié. On trouve des combinaisons de ces deux formes d'emploi dans les ménages pluri-actifs ainsi que des combinaisons des revenus correspondants dans l'ensemble des ménages, quel que soit leur lien avec le marché du travail. Surtout, il y a chevauchement des échelles de niveaux de vie entre les ménages vivant du travail salarié et ceux vivant du travail indépendant.*

*La mobilisation de la ressource travail se décline selon plusieurs modalités, entre ménages mono-actifs et ménages pluri-actifs. Les seconds ont pu, dans les limites de la main-d'oeuvre disponible*

<sup>24</sup> Ceux qui vivent principalement de l'agriculture ou de l'autoconsommation.



*et des opportunités, diversifier l'allocation de la main-d'oeuvre dans les branches d'activité ou dans les statuts socioprofessionnels. Ceci étant, ces diversifications, de même que les diversifications de revenus, ne sont pas toujours "payantes". Elles ne se produisent pas dans les mêmes conditions d'un ménage à l'autre. Et, dans le cas où elles favoriseraient la réduction de la vulnérabilité des ménages, le prix à payer peut être l'obtention d'un niveau de vie relativement faible.*

*La deuxième ressource des ménages, révélée par l'existence des revenus de transferts, est la famille (voire les amis), que celle-ci se trouve en Haïti ou à l'étranger (parents proches). La mobilisation de cette ressource est déterminante lorsqu'il y a déconnexion plus ou moins durable du "marché du travail" : les transferts fonctionnent alors comme de véritables revenus de remplacement (des revenus d'activité). Le recours aux transferts donne accès, aux ménages qui en vivent principalement, à un niveau de vie moyen se situant entre celui des ménages dépendant du travail salarié et celui des ménages vivant du travail indépendant. Il permet aussi, selon toute vraisemblance, de scolariser tous les enfants d'âge primaire de près de 70% des ménages vivant de transferts, loin devant les ménages liés à l'agriculture et à l'autoconsommation.*

*Mais si la fonction de "protection sociale" que jouent les transferts entre ménages - en tant que revenus de remplacement - est cruciale en l'absence de mécanismes publics de redistribution, il n'en faut pas moins souligner qu'il existe des inégalités importantes entre les ménages selon la provenance des transferts. Les niveaux de vie procurés par les transferts internes seuls sont toujours bien inférieurs à ceux observés chez les ménages bénéficiaires de transferts externes (seuls ou avec des transferts internes). Et tous les ménages déconnectés de l'emploi n'ont pas accès aux transferts, internes ou externes. Car il peut y avoir, en amont, une "distribution" inégalitaire de la ressource "famille" elle-même liée à des opportunités différenciées de migration par exemple.*

*Au total, il y a deux enjeux majeurs immédiats pour les milieux urbains. Le premier est la création d'emplois rémunérateurs pour une plus grande participation des individus en âge de travailler à l'activité économique et l'amélioration des niveaux de vie. Le second est l'établissement de mécanismes publics de protection sociale orientés vers la réduction des inégalités. Les ménages se trouvant à la frontière avec le milieu rural devraient, pour leur part, bénéficier des mesures requises pour la revitalisation du milieu rural. Bien entendu, les politiques publiques ne doivent pas s'en tenir aux résultats monétaires des systèmes de vie, la question de la vulnérabilité et celle du bien-être des ménages devant également être posées de manière plus systématique.*

## Références bibliographiques

ADRA / The Bureau of Applied Research in Anthropology 1997, *A baseline study of livelihood security in the departments of the Artibonite, Center, North, Northeast and West. Republic of Haïti*, Tucson, Arizona : University of Arizona

Anglade Georges 1982, *Atlas critique d'Haïti*, Montréal : Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal

Beall Jo, Kanji Nazneen 1999, *Households, Livelihoods and Urban Poverty*, London : Department of Social Policy and Administration, London School of Economics

Carney Diana, Drinkwater Michael, Rusinow Tamara, Neefjes Koos, Wanmali Saminr, Singh Naresh 1999, *Livelihoods approaches compared. A brief comparison of the livelihoods approaches of the UK Department for International Development (DFID), CARE, Oxfam and the United Nations Development Programme (UNDP)*, London : UK Department for International Development

Carter Michael R., May Julian 1997, *Poverty, livelihood and class in rural South Africa*, Madison / USA : Agricultural & Applied Economics Staff Paper Series No. 408, University of Wisconsin-Madison

Chambers Robert, Conway G 1992, *Sustainable rural livelihoods : Practical concepts for the 21<sup>st</sup> century*, IDS Discussion Paper 296 Brighton : IDS (pp. 7-8).

De Miras Claude 1991, « L'informel, un mode d'emploi » in LAUTIER Bruno, De MIRAS Claude, MORICE Alain, *L'Etat et l'informel*, Paris : L'Harmattan, Paris, pp. 77-142.

Farrington John, Ramasut Tamsi, Walker Julian 2002, *Sustainable Livelihoods Approaches in Urban Areas : General Lessons with Illustrations from Indian Cases*, Stockholm : Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA)

Fass Simon M. 1988, *Political Economy in Haïti. The Drama of Survival*, New Brunswick : Transaction Books.

Girault Christian, Godard Henry-R. 1983, « Port-au-Prince : dix ans de croissance (1970-1980). La métropole comme reflet de la crise haïtienne », in Birckel M. et alii., *Villes et nations en Amérique Latine. Essai sur la formation des consciences nationales en Amérique Latine*, Paris : Editions du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pp. 155-179.

Grown C.A., Sebstad J. 1989 « Introduction. Toward a Wider Perspective on Women's Employment », *World Development*, Vol. 17, No. 7.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) 2000, *Enquête-Budget Consommation des Ménages 1999-2000. Volume I*, Port-au-Prince : IHSI

Lahire Bernard 1995, *Tableaux de familles*, Paris : Gallimard/Le Seuil, coll. « Hautes études »

Lamaute-Brisson Nathalie 2002, *L'économie informelle en Haïti. De la reproduction urbaine à Port-au-Prince*, Paris : L'Harmattan, Dunkerque : Innoval

Lautier Bruno, Tortajada Ramon 1978, *Ecole, force de travail et salariat*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble

Locher Huldrych Caspar 1978, *The fate of migrants in urban Haïti. A survey of three Port-au-Prince Neighbourhoods*, Ph.D., Yale University

Manigat Sabine 1992, « La urbanizacion de Puerto Principe durante los años de la crisis », in A. Portes, M. Lungo, *Urbanizacion en el Caribe*, San José (Costa-Rica) : Flacso, , pp. 37-89.

Ministère de la Santé Publique et de la Population 2001, *Enquête mortalité, morbidité et utilisation des services, EMMUS-III, Haïti 2000*. Pétienville: Institute Haïtien de l'Enfance and Maryland: Macro

Moser Caroline 1996, *Confronting Crisis : A comparative Study of Household Responses to Poverty and Vulnerability in Four Poor Urban Commuities*, Environmentally Sustainable Development Studies and Monograph, Series No. 8, Washington D.C. : World Bank

Murray Colin 2001, *Livelihoods research : some conceptual and methodological issues*, Background Paper 5, Chronic Poverty Research Centre (CPRC), downloaded from [http : //www.chronicpoverty.org](http://www.chronicpoverty.org)

Okhoya Nelima C., Wanmali Samir 1999, *Sustainable Urban Livelihoods Concept Paper*, Sustainable Livelihoods Unit of UNDP, downloaded from : [http : //www.undp.org](http://www.undp.org)

Rakodi Carole 1999, « A Capital Assets Framework for Analysing Household Livelihood Strategies”, *Development Policy Review*, 17 (3), pp. 315-342.

Sen Amartya K. 1990, « Gender and cooperative conflicts », in Tinker Irène, *Persistent Inequalities. Women and World Development*, New York : Oxford University Press

Sen Amartya K. (2003), « La pauvreté comme privation de capacités », in Sen A., *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris : Odile Jacob, pp. 123-152.

Scoones Ian 1998, *Sustainable Rural Livelihoods. A Framework for analysis*, IDS Working Paper 72, London : Institute for Development Studies (IDS)

UNDP 1999a, *Sustainable Livelihoods : Concepts, Principles and Approaches to Indicator development*, Sustainable Livelihoods Unit of UNDP, downloaded from : [http : //www.undp.org](http://www.undp.org)

UNDP 1999b, *Rural and Urban Poverty : Similarities and Differences*, Sustainable Livelihoods Unit of UNDP, downloaded from : [http : //www.undp.org](http://www.undp.org)

UNDP 1999c, *Entitlements*, Sustainable Livelihoods Unit of UNDP, downloaded from : [http : //www.undp.org](http://www.undp.org)



## Annexe

## Annexe

Tableau A1

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée  
selon la branche d'activité par niveau d'étude atteint

Branche d'activité	Niveau d'étude atteint				Ensemble
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes supérieures	
Agriculture, Pêche, Activités Extractives	16.4	11.0	4.0	0.6	8.7
Industries manufacturières, Electricité, Construction	11.9	20.6	19.1	9.5	17.3
Commerce de gros et de détail	53.4	41.8	31.1	11.1	38.0
Services à la collectivité, services domestiques, autres services	18.3	26.6	45.7	78.8	36.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	611	810	946	137	2504

Tableau A2

Distribution en pourcentage (%) de la population active occupée  
selon le statut dans l'emploi par niveau d'étude atteint

Statut dans l'emploi	Niveau d'étude atteint				Ensemble
	Aucun niveau	Primaire	Secondaire	Etudes supérieures	
Salarié/Employé	16.8	26.3	48.1	76.0	36.3
Patron, Travailleur indépendant	81.2	70.3	50.2	23.6	61.5
Apprenti non rémunéré, aide familial, autre	2.0	3.4	1.7	0.4	2.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Echantillon	611	810	946	137	2504

Tableau A3

Distribution en pourcentage (%) de la population urbaine  
selon la principale source de revenu du ménage par milieu de résidence

Principale source de revenu du ménage	Milieu de résidence		Ensemble urbain
	Aire métropolitaine	Autre urbain	
Agriculture	2.1	14.4	6.7
Travail indépendant non agricole	34.0	29.5	32.3
Travail salarié	24.7	16.3	21.5
Transfert	32.6	24.1	29.4
Autres	6.4	6.8	6.5
Autoconsommation	0.3	8.9	3.5
Total	100.0	100.0	100.0
Echantillon	4476	5432	9908

**Tableau A4**  
Principales caractéristiques des ménages de Port-au-Prince  
selon la principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Distribution en pourcentage (%) des ménages	Revenu annuel total du ménage (gourdes)	Revenu per capita du ménage (gourdes)	Taille moyenne du ménage	Taux de féminisation des chefs de ménage	Taux de féminisation du principal apporteur du ménage	Age moyen du principal apporteur	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant au moins un individu de niveau secondaire	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents émigrés	Echantillon
Agriculture	2.1	45076	12033	4.4	55.8	65.5	40.1	73.7	22.1	23
Travail indépendant non agricole :	31.9	56466	14187	4.7	66.0	43.2	38.6	60.1	32.0	326
Commerce	14.9	46561	11997	4.5	74.0	72.1	39.5	55.0	28.3	156
Artisanat	5.2	66791	18262	4.6	52.7	17.8	37.6	62.7	24.7	50
Services	11.8	64451	15162	5.1	61.8	17.8	38.0	65.4	39.9	120
Travail salarié	24.9	76521	22273	4.4	53.2	28.0	36.0	64.3	42.9	230
Transfert	34.5	44723	12620	4.2	70.8	71.3	42.3	66.3	61.3	347
Autres	6.4	45339	11484	4.4	63.7	50.9	43.0	72.0	23.9	74
Autoconsommation	0.2	4976	916	5.5	52.1	52.1	44.7	0.0	0.0	2
Total	100.0	56337	15409	4.4	64.1	50.1	39.6	64.2	44.0	1002

**Tableau A5**  
Principales caractéristiques des ménages des villes de province  
selon leur principale source de revenu

Principale source de revenu du ménage	Distribution en pourcentage (%) des ménages	Revenu annuel total du ménage (gourdes)	Revenu per capita du ménage (gourdes)	Taille moyenne du ménage	Taux de féminisation des chefs de ménage	Taux de féminisation du principal apporteur du ménage	Age moyen du principal apporteur	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant au moins un individu de niveau secondaire	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents émigrés	Echantillon
Agriculture	18.9	9443	2454	4.7	39.9	35.5	47.0	29.8	18.9	285
Travail indépendant non agricole :	23.1	22793	5595	4.8	56.1	52.4	42.6	49.7	28.4	352
Commerce	11.7	17184	5317	4.6	65.7	74.5	44.2	46.2	25.5	178
Artisanat	3.6	17405	4638	4.7	48.0	22.0	43.4	56.9	28.1	50
Services	7.7	33908	6472	5.1	45.4	33.3	39.8	51.6	33.0	124
Travail salarié	11.1	26789	7026	5.1	50.1	32.6	41.1	64.1	35.7	166
Transfert	18.9	32913	9360	4.0	71.3	69.3	52.9	52.3	56.7	291
Autres	6.8	10466	2535	4.3	66.1	59.0	45.9	36.3	21.3	114
Autoconsommation	21.3	14246	3695	5.2	43.2	43.5	47.2	24.1	22.0	333
Ensemble	100.0	19956	5255	4.7	53.2	48.8	46.4	41.7	30.9	1541

Tableau A6

Principales caractéristiques des ménages urbains mono-actifs

Principale source de revenu du ménage	Distribution en pourcentage (%) des ménages	Revenu annuel total du ménage (gourdes)	Revenu per capita du ménage (gourdes)	Taille moyenne du ménage	Taux de féminisation des chefs de ménage	Taux de féminisation du principal apporteur du ménage	Age moyen du principal apporteur	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant au moins un individu de niveau secondaire	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents émigrés	Echantillon
Agriculture	9.6	9987	4030	3.7	47.6	38.3	47.2	36.4	17.5	132
Travail indépendant non agricole :	32.7	31927	9724	4.2	68.6	55.3	41.4	52.4	27.8	330
Commerce	18.6	24714	8564	4.0	78.8	79.9	42.4	45.6	25.4	187
Artisanat	4.5	36957	11042	4.5	46.5	17.2	41.6	63.7	26.1	41
Services	9.6	43472	11344	4.4	59.3	25.6	39.4	60.2	33.2	102
Travail salarié	23.2	52648	20525	4.0	53.4	26.1	38.4	65.5	37.6	200
Transfert	21.6	37447	9241	4.4	74.8	74.4	43.2	71.7	55.5	218
Autres	5.4	35880	10555	4.8	61.5	52.1	46.8	61.0	21.3	62
Autoconsommation	7.6	12916	4689	4.3	44.0	50.3	46.3	24.9	19.2	117
Ensemble	100.0	34582	11237	4.2	62.2	50.5	42.3	56.4	34.0	1059

Tableau A7

Principales caractéristiques des ménages sans actifs occupés au moment de l'enquête

Principale source de revenu du ménage	Distribution en pourcentage (%) des ménages	Revenu annuel total du ménage (gourdes)	Revenu per capita du ménage (gourdes)	Taille moyenne du ménage	Taux de féminisation des chefs de ménage	Taux de féminisation du principal apporteur du ménage	Age moyen du principal apporteur	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant au moins un individu de niveau secondaire	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents émigrés	Echantillon
Agriculture	5.2	10072.6	2173.0	4.5	52.0	54.2	41.7	27.3	12.0	44
Travail indépendant non agricole	12.1	19835.2	4884.0	4.8	71.4	45.4	35.4	44.4	15.2	81
Commerce	3.4	18407.1	6024.4	4.7	79.1	56.4	37.5	52.1	14.6	26
Artisanat	2.7	27335.1	7294.8	4.2	61.7	47.2	37.1	29.7	7.5	14
Services	6.0	17231.9	3134.0	5.1	71.4	38.2	33.4	46.6	19.1	41
Travail salarié	4.3	31476.8	8416.3	4.5	63.0	60.2	44.8	54.0	37.5	27
Transfert	60.1	36051.2	13276.1	3.5	72.0	71.2	47.8	57.0	62.2	333
Autres	13.5	16811.6	4489.0	3.7	68.9	62.2	43.6	48.0	21.1	97
Autoconsommation	4.8	12681.2	3556.4	4.7	51.4	51.8	49.9	28.4	27.6	45
Total	100.0	28812.7	9817.9	3.8	69.1	64.6	45.3	51.2	45.6	627



**Tableau A8**

Distribution en pourcentage (%) des ménages vivant des revenus de transfert et dont le chef est une femme selon le statut du chef de ménage par lien du ménage avec le « marché du travail »

Statut de la femme chef de ménage	Lien du ménage avec le « marché du travail »			Ensemble urbain
	Au moins un actif occupé	Aucun actif occupé, au moins un chômeur	Inactifs seulement	
Femmes chefs de ménage <i>de jure</i> , principal apporteur	38.6	52.6	69.9	51.0
Femmes chefs de ménage <i>de jure</i> , non principal apporteur	21.3	10.3	8.0	14.7
Femmes en union, sans conjoint, principal apporteur	14.6	25.6	11.6	16.7
Femmes en union, sans conjoint, non principal apporteur	2.6	4.9	3.9	3.6
Femmes en union, avec conjoint, principal apporteur	9.2	1.6	2.8	5.3
Femmes en union, avec conjoint, non principal apporteur	13.8	5.0	3.8	8.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0
<b>Conjoint absent <i>de jure</i> ou de fait</b>	<b>77.1</b>	<b>93.4</b>	<b>93.4</b>	<b>86.0</b>
<b>Femme chef de ménage principal apporteur</b>	<b>62.3</b>	<b>79.8</b>	<b>84.3</b>	<b>73.1</b>
Echantillon	211	97	139	447

**Tableau A9**

Distribution en pourcentage (%) des revenus de transfert externe, interne, total et du revenu annuel total des ménages selon la principale source de revenu du ménage

Principale source de revenu du ménage	Transfert des émigrés (transfert externe)	Transfert des ménages résidents (transfert interne)	Revenu de transfert total	Revenu annuel total des ménages
Agriculture	0.4	1.0	0.5	3.2
Travail indépendant non agricole :	9.2	15.0	9.9	30.8
Commerce	3.7	8.6	4.6	11.9
Artisanat	0.7	2.0	0.9	5.5
Services	4.8	4.4	4.4	13.4
Travail salarié	11.9	11.3	11.8	29.8
Transfert	76.3	69.4	75.5	28.2
Autres	1.7	2.8	1.8	4.8
Autoconsommation	0.4	0.6	0.5	3.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

**Tableau A10**

Principales caractéristiques des ménages vivant principalement de revenus de transfert et connexion au « marché du travail »

Présence d'actifs occupé dans le ménage	Taux de féminisation (en pourcentage) des chefs de ménage	Taux de féminisation (en pourcentage) du principal apporteur de ressources	Age moyen du principal apporteur de ressources	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents émigrés	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents travaillant à l'étranger	Proportion (en pourcentage) de ménages ayant des parents en quête d'emploi à l'étranger	Proportion (en pourcentage) de ménages déclarant des envois de parents émigrés	Echantillon
Au moins un actif occupé	69.7	70.1	42.7	57.2	83.7	9.5	85.2	305
Ménages sans actif occupé :	72.0	71.2	47.8	62.2	82.7	9.3	90.9	333
Au moins un chômeur	72.8	72.5	40.7	67.0	83.1	11.1	88.8	142
Inactifs seulement	71.2	70.0	54.5	57.6	82.3	7.4	93.2	191
Ensemble	71.0	70.7	45.4	59.9	83.1	9.4	88.4	638

**Tableau A11**

Distribution en pourcentage (%) du revenu total des ménages urbains selon la source de revenu par principale source de revenu du ménage

Source de revenu	Principale source de revenu du ménage								Ensemble urbain
	Agriculture	Commerce	Artisanat	Services	Travail salarié	Transfert	Autres	Auto-consommation	
Agriculture	69.8	2.0	0.4	2.4	0.6	0.9	1.3	14.0	3.8
Commerce	5.4	70.2	9.5	5.0	2.4	3.6	5.3	4.3	11.8
Artisanat	1.0	1.0	71.1	2.4	0.6	1.4	0.6	1.2	5.1
Services	6.8	4.9	4.1	69.6	3.7	2.6	5.1	2.6	12.5
Travail salarié	2.7	7.2	7.8	5.4	75.9	5.0	5.6	3.3	26.5
Revenus de transfert	4.7	11.7	5.1	9.9	12.1	81.4	11.2	4.3	30.3
Revenus du patrimoine	0.5	0.7	0.4	0.7	1.6	1.8	37.6	0.6	3.0
Autres revenus	1.8	1.8	1.1	3.8	2.7	2.9	32.8	1.8	4.1
Autoconsommation et troc	7.3	0.6	0.3	0.7	0.4	0.4	0.5	67.8	2.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

**Tableau A12**

Transferts externe, interne per capita moyen et revenu per capita moyen (en gourdes)

Lien du ménage avec le marché du travail	Transfert externe per capita	Transfert interne per capita	Transfert entre ménages per capita	Revenu per capita du ménage
Au moins un actif occupé	1436	479	1915	11466
Aucun actif occupé, au moins un chômeur	5180	1475	6654	9635
Inactifs seulement	5951	1493	7444	10010
Total	2463	729	3192	11055

**Tableau A13**

Poids (en pourcentage) des transferts externes et internes dans le revenu total du ménage par lien du ménage avec le « marché du travail »

Lien du ménage avec le marché du travail	Transfert externe	Transfert interne	Transfert entre ménages
Au moins un actif occupé	12.5	4.2	16.7
Aucun actif occupé, au moins un chômeur	53.8	15.3	69.1
Inactifs seulement	59.5	14.9	74.4
Total	22.3	6.6	28.9

**Tableau A14**

Niveaux de vie (revenu per capita en gourdes) moyens des ménages urbains selon la diversification des sources de revenu par principale source de revenu du ménage

Principale source de revenu du ménage	Aucune diversification des sources de revenu (R1)	Diversification des sources de revenu (R2)	Ensemble des ménages urbains	R2/R1
Agriculture	3227	4089	3692	1.3
Travail indépendant non agricole :	7814	13559	11166	1.7
Commerce	5368	12696	9518	2.4
Artisanat	12028	15229	13567	1.3
Services	9096	14014	12308	1.5
Travail salarié	17816	18667	18455	1.0
Transfert	12584	11174	11671	0.9
Autres	3013	9006	7525	3.0
Autoconsommation	3679	3647	3659	1.0
Ensemble	9277	12039	11055	1.3



## CONCLUSION GÉNÉRALE

*De l'environnement aux système de vie ("livelihood systems"), ce rapport propose une vue d'ensemble des conditions de vie en Haïti (2001). La confrontation des principaux résultats des analyses aux savoirs constitués permet d'insister sur les changements repérés.*

*En majorité rurale, la population vit dans un espace où la terre est la principale ressource. C'est aussi un espace fortement dégradé en raison des avancées de l'érosion, et peu aménagé lorsque l'on considère la plupart des indicateurs d'accès aux infrastructures de base.*

*La composition du stock de population et sa répartition dans l'espace sont modifiées par les migrations internes et externes. Les migrations internes entre les départements sont restreintes : 85% de la population vivent dans leur département d'origine. Ceci dit, la majorité des migrants se dirigent ou se sont dirigés vers l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, notamment en provenance des départements de la presqu'île Sud du pays. L'émigration est également d'importance : un tiers des ménages haïtiens ont des parents à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en République Dominicaine. Les déplacements dans l'espace géographique s'accompagnent de déplacements dans l'espace social. Ceux qui ont migré vers la capitale ont accès à de meilleurs niveaux de vie relativement à ceux de leur département d'origine. Il en est de même pour une importante fraction des ménages ayant des parents à l'étranger.*

*La population se modifie également par une intégration importante dans le système d'éducation en raison des efforts des ménages en matière de scolarisation des enfants. On est passé d'une population fortement marquée par l'analphabétisme à une population où celui-ci a régressé, sans que pour autant savoir lire et écrire soit un acquis pour tous. Les efforts se sont aussi traduits par l'augmentation des niveaux d'étude d'une génération à l'autre. La réduction récente des écarts entre les filles et les garçons de 6-11 ans en matière de fréquentation scolaire de l'école primaire est également remarquable, sans que l'on sache encore si cela débouchera, vers la fin de l'école fondamentale, sur une proximité des niveaux d'étude entre filles et garçons.*

*Les problèmes de santé demeurent importants : l'incidence de la malnutrition parmi les enfants et les adultes observée en Haïti est la plus élevée dans la région Caraïbes-Amérique Latine. En outre, une proportion importante de la population considère qu'elle n'est pas en bonne santé. D'autant que l'accès aux services est coûteux pour les plus pauvres. Par ailleurs, il faut souligner le problème de l'obésité chez les plus riches.*

*L'organisation sociale se caractérise par le fait que l'ancrage des individus demeure avant tout privé, dans la famille ou dans les institutions liées à la vie privée (comme l'Eglise). Divers espaces de sociabilité privée sont repérés à travers les échanges de travail encore vivaces en milieu rural, à travers les modalités d'accès des travailleurs indépendants au crédit. Mais la sphère privée au sens large connaît des problèmes importants : la violence conjugale à l'encontre des femmes, une perte de cohésion sociale enregistrée essentiellement en milieu urbain avec les problèmes d'insécurité et le sentiment d'insécurité éprouvé dans les principaux lieux de sociabilité. Au-delà, l'espace public, au sens d'espace d'exercice de la citoyenneté, est tout de même le lieu d'un investissement restreint mais non négligeable : l'appartenance à divers groupes ou associations concerne un cinquième de la population adulte.*

*Les fondements de l'économie des ménages haïtiens sont analysés à l'aide de la notion de système de vie. Ils diffèrent bien évidemment selon les milieux de résidence. En milieu rural, il y a une forte diversité des combinaisons d'activités économiques mises en place pour assurer la subsistance. Certes, l'agriculture peu capitalistique et exercée sur de très petites parcelles généralement possédées par les ménages est encore déterminante pour bon nombre de ménages ruraux. Mais les stratégies de diversification des activités et des cultures attestent de l'existence d'un milieu rural non figé. L'ECVH confirme en outre les résultats de l'enquête ADRA (1995) sur les ménages ruraux et ceux de l'EBCM 1999-2000 quant au rôle secondaire des revenus agricoles dans le revenu rural total. Entre autres, le retrait de certains ménages des activités agricoles est fortement associé aux transferts des émigrés.*

*Parallèlement, l'engagement de la force de travail dans l'emploi est le premier déterminant de la formation du revenu des ménages dans une économie urbaine fortement tertiaisée. Le travail indépendant est la première forme de mise au travail de la population, suivi par le travail salarié. Les ménages urbains, eux aussi, combinent plusieurs activités génératrices de revenu pour leur subsistance. Mais, la faible participation de la population en âge de travailler à l'activité économique et les taux de chômage élevés, notamment chez les jeunes et les membres secondaires des ménages, se traduisent par l'existence de ménages n'ayant aucun lien avec l'emploi. Ceux-ci vivent, pour la plupart, principalement des transferts entre ménages (la deuxième source de revenu de l'ensemble des ménages urbains), et plus particulièrement des transferts des émigrés. Ces derniers opèrent pour la plupart des ménages exclus de l'emploi comme de véritables revenus de remplacement, tandis qu'ils améliorent le niveau de vie des ménages actifs. Ces résultats viennent informer le propos de Lundahl (1992 : 389) qui avait affirmé que les transferts des émigrés représentaient « le plus important mécanisme de protection sociale dans l'Haïti contemporaine » sans disposer encore de données d'enquête sur un large échantillon de ménages.*

*En amont, l'émigration expliquée par le différentiel de rémunérations entre Haïti et les pays d'accueil, semble répondre au modèle du contrat où les émigrés s'engagent explicitement ou non à soutenir le ménage ou la famille d'origine. Mais cela déborde les limites de la « protection sociale » comme telle puisque les transferts sont aussi mobilisés pour l'éducation. La scolarisation des enfants en âge de fréquenter le cycle primaire est plus importante en présence des transferts externes.*

*Il faut souligner que l'ensemble des changements repérés – à savoir la progression des niveaux d'étude et la réduction des écarts entre filles et garçons, l'apparition de problèmes de santé particuliers pour les riches, l'émergence d'un espace public « intermédiaire » lié à un engagement encore limité mais non négligeable dans les associations ou groupes d'intérêt divers, le recul des revenus des activités agricoles dans la formation du revenu des ménages ruraux, le rôle des transferts des émigrés dans la vie des ménages urbains et dans une moindre mesure dans celle des ménages ruraux – se sont produits sur fond de crise.*

*La faiblesse relative des niveaux de vie en milieu rural et le recul des revenus agricoles dans le revenu rural attestent de l'acuité de la crise agricole dont les fondements ont déjà été analysés (Lundahl 1979, 1992; Cadet 1991). D'autre part, le manque d'investissement pour renouveler le stock de ressources en milieu rural – qui tient à la fois de la faiblesse des résultats des systèmes de vie ruraux et des contraintes subies par ceux-ci – et l'érosion menacent la viabilité de ces systèmes de vie.*

*En milieu urbain, les faibles taux de participation et d'emploi et les taux de chômage élevés témoignent aussi de l'existence d'un « marché du travail » dégradé, par-delà les choix individuels en matière d'offre de travail. L'éducation des enfants est perçue aujourd'hui comme l'une des voies majeures de sortie des difficultés rencontrées par les ménages, notamment en milieu urbain, mais le problème de l'absorption d'une quantité croissante d'individus plus instruits que leurs parents sur le « marché du travail » demeure entier. Le chômage urbain touche d'abord les jeunes et les chômeurs sont en général plus instruits que les actifs occupés. Une situation qui peut alimenter à la fois l'insécurité en tant que telle et le sentiment d'insécurité comme autant d'indices d'une perte de cohésion sociale.*

*Ces changements se sont également produits sur fond de reconduction de phénomènes ou de mécanismes économiques et sociaux déjà anciens (bien qu'insuffisamment documentés). Il y a maintien d'importantes disparités entre milieu urbain et milieu rural. L'idée de la dichotomie urbain-rural résiste peu devant les interrelations qui se greffent sur les flux migratoires internes principalement à destination de l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince, sur la frontière poreuse entre les villes de province et le milieu rural avec la prégnance des activités agricoles exercées par les résidents de ces villes. Il n'en demeure pas moins que le milieu rural demeure historiquement le parent pauvre des politiques publiques, lorsque celles-ci sont mises en place. C'est notamment le cas pour l'aménagement du territoire : les infrastructures de base à couverture restreinte en milieu urbain sont quasiment inexistantes en milieu rural.*

*Il y a également persistance des inégalités en matière d'accès à l'éducation et à la santé. Les inégalités de dotations en éducation des ménages devant le système éducatif sont importantes. Elles obèrent les capacités des enfants à progresser à l'intérieur du système. De sorte que la mobilité intergénérationnelle (des chefs de ménage à leurs enfants) en termes de niveaux d'étude s'accompagne en quelque sorte d'une translation des inégalités des parents vers les enfants. Et les parents intériorisent ces inégalités lorsqu'ils doivent se prononcer sur le futur de leurs enfants dans le système éducatif. En outre, les inégalités de niveaux de vie jouent un rôle capital dans le déficit d'achèvement du primaire. Ce qui, à terme, pose problème. Les ménages les plus pauvres investissent autant que faire se peut dans l'éducation de leurs enfants mais les résultats obtenus sont relativement trop faibles. D'où des chances limitées d'impulser de vraies dynamiques de mobilité sociale pour tous.*

*Enfin, si le travail des femmes, hors tâches domestiques, est globalement reconnu, si les filles sont scolarisées au même titre que les garçons suite au recul des préventions contre l'éducation des filles, si l'on trouve des femmes en union, avec conjoint cohabitant, qui exercent le rôle de chefs de ménage, la situation des femmes est encore loin d'être facile. Dans la famille, les femmes sont victimes de la violence conjugale, en référence à des représentations anciennes, encore vivaces, identifiées par Bastien (1985) dans les années quarante dans la Vallée de Marbial. Les femmes sont globalement toujours moins instruites que les hommes. La majorité d'entre elles exercent encore des emplois relativement moins rémunérateurs. Et elles investissent peu l'espace public.*

*Il ressort de ce qui précède des enjeux cruciaux. La revitalisation du milieu rural en est un. Cette revitalisation doit aller au-delà de la relance de l'agriculture qui demeure, à date, un pilier de l'économie rurale en termes d'organisation socio-économique et socio-spatiale. Entre autres, la très forte dégradation des ressources naturelles et des sols en particulier pose des limites au potentiel de*

*relance, au potentiel d'amélioration substantielle des niveaux de vie par l'agriculture en milieu rural. Il importe donc de penser la diversification de l'économie rurale. Un second enjeu est la création d'emplois rémunérateurs en milieu urbain. Ce, en tenant compte de la diversité des villes sous-jacente au clivage instauré dans les enquêtes entre l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince et les « autres villes ». Cette diversité tient entre autres aux mutations démographiques qui ont pu se produire depuis les années quatre-vingt, aux interrelations entre ces « autres villes » et le milieu rural, entre cet « autre urbain » et les marchés internationaux dans le cas des villes-port ou des villes frontalières. Un troisième enjeu est une vraie démocratisation de l'école, d'une école de qualité qui produise à la fois une main-d'œuvre qualifiée à la hauteur des enjeux économiques et des citoyens. Tout ceci requiert un fort engagement public en ce qui a trait aux infrastructures, à la réduction des inégalités entre les niveaux de vie, entre les dotations des ménages en éducation, entre milieu rural et milieu urbain, entre genres.*



# CONCEPTION DE L'ÉCHANTILLON

## Introduction

*Ce document décrit l'échantillon de l'Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (ECVH) menée par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) en coopération avec Fafo. Son principal but est de documenter les procédures d'échantillonnage et celles de traitement des non-réponses dans l'enquête.*

## Exigences quant à l'échantillon

La conception de l'échantillon de l'ECVH était sujette comme tout autre échantillon à un certain nombre de contraintes. Les principales caractéristiques de la conception de l'échantillon étaient les suivantes :

1. La population de référence pour cette étude est l'ensemble des ménages résidant en Haïti.
2. Le budget permet un échantillon de 7000 ménages.
3. Le questionnaire fait appel à un répondant par ménage, à toutes les femmes composant le ménage et à une personne âgée de 15 ans ou plus sélectionnée aléatoirement.
4. L'échantillon- maître d'Haïti devait être utilisé.
5. Un découpage en domaine d'analyse constitué d'un département ou deux au maximum devait être possible.
6. L'enquête devrait pouvoir être utilisée en vue de créer des cartes socio-économiques d'Haïti.

## La base de sondage et l'échantillon- maître

La base de sondage est la liste des Sections d'Enumération (SDE) utilisée pour le Recensement d'Haïti de 1982 telle que définie dans l'échantillon- maître d'Haïti. L'échantillon- maître (EMEM- Echantillon- Maître d'Enquêtes Multiples, IHSI, 1997) définit une stratification globale et l'allocation aux strates. La structure de l'échantillon- maître est donnée à la Figure 1.

Plusieurs éléments de l'échantillon- maître méritent d'être mentionnés. Le territoire est divisé en domaines correspondant aux départements géographiques et à l'Aire Métropolitaine. Chacun de ces domaines est ensuite divisé en strates urbaines et rurales. L'allocation de base de l'échantillon est donnée par la racine carrée de la population d'individus dans chaque domaine. Ainsi les grands domaines (départements) sont sous-représentés comparé à l'allocation proportionnelle et les petits, sur-représentés. Toutefois ceci rend possible l'analyse au niveau des départements, du moins pour quelques variables.

Chaque strate est divisée en unités territoriales qui sont soit les Sections d'Enumération (SDE) du Recensement de 1982 ou des unités nouvellement délimitées dans l'Aire Métropolitaine. L'échantillon- maître spécifie que cette dernière devra être découpée en nouvelles unités territoriales ayant une taille d'environ 1.000 à 2000 ménages.

Dans les zones définies comme rurales dans l'échantillon- maître, la sélection des SDE s'est généralement faite en deux étapes en vue d'éviter l'énumération des ménages dans l'ensemble des

5000 SDE du Recensement de 1982. Une liste de sections communales considérées comme une liste implicite de SDE a été dressée. Ensuite les sections communales ont été sélectionnées avec probabilité proportionnelle à la taille en utilisant un échantillonnage linéaire systématique. La mesure de la taille considérée était la population des sections communales en 1997. Si la mesure de la taille de la section communale était plus grande que l'intervalle d'échantillonnage, on décompose la section communale en SDE, en utilisant la définition de 1982 de la SDE et en distribuant la variation estimée de la population proportionnellement entre les SDE. On choisit alors directement la SDE. Sinon, on sélectionne une section communale, puis une SDE avec probabilité proportionnelle à la taille (PPT) dans la SDE.

Etant donné que quelques unités territoriales ainsi sélectionnées peuvent être assez larges, une étape supplémentaire d'échantillonnage est souvent nécessaire. Il s'agit de segmenter ces UP en unités plus petites, désignées sous le nom de segments. Ceci implique la réalisation d'un dénombrement rapide de chaque UP et son découpage en plusieurs segments d'environ 200 ménages chacun. On sélectionne alors un des segments avec PPT. Dans l'échantillon- maître, les segments sont dénommés « unités du premier degré » ou UPE tandis que les unités sélectionnées précédemment sont dénommées « unités supérieures » (US). Dans l'échantillon- maître, une SDE peut être soit une US soit une UPE, selon qu'elle ait été segmentée ou non. Ainsi une UPE est l'unité territoriale à partir de laquelle on construit une liste de ménages.

Dans ce document, une terminologie standardisée sera utilisée en rapport avec les différentes étapes de l'échantillonnage. La correspondance avec la terminologie de l'EMEM est établie dans le tableau qui suit :

**Tableau 1**  
Correspondance terminologique

Terme ECVH	Terme EMEN	Notes
Domaine	Domaine	Pour les besoins de la notation, les domaines et les strates seront traités comme une seule entité.
Strate	Strate	
UPE	US/UPE	Une Section d'Enumération (SDE) de 1982, une section communale ou une SDE (grappe) nouvellement créée dans l'Aire métropolitaine.
2SU	US/UPE	SDE ou segment de SDE (pas toujours utilisé)
3SU	UPE	Un segment d'une SDE (pas toujours utilisé)
UPE	UPE	La dernière étape de sélection d'une unité territoriale
Logement		Utilisée seulement en rapport avec la cartographie
Ménage	Ménage	
RSI		Individu sélectionné aléatoirement parmi les membres du ménage

En principe, l'EMEM définit le processus jusqu'à la sélection des segments dans le cadre de l'échantillon- maître. Cependant une partie du travail actuel reste à faire parce que l'Enquête sur le Budget Consommation des Ménages (EBCM) n'a utilisé qu'un sous-ensemble de l'échantillon- maître.

L' EBCM a réalisé une liste de ménages et cartographié toutes les SDE rurales. Dans la plupart des

cas, on n'a pas dressé de cartes ni de listes complètement nouvelles pour l'ECVH. On a plutôt procédé à une vérification sur le terrain des outils existants et apporté les modifications appropriées.

## Conception de l'échantillon

Les éléments-clés de l'échantillonnage sont les suivants :

1. l'échantillon est stratifié explicitement en domaines et strates urbaines/rurales,
2. l'allocation de chaque domaine est égale à la racine carrée de la population du domaine. L'échantillon n'est pas auto-pondéré,
3. l'allocation de chaque strate d'un domaine est proportionnelle au nombre de ménages de la strate,
4. les résultats du Recensement de 1982 tels qu'ils ont été mis à jour par l'IHSI en vue de refléter la situation de 1996 ont été utilisés comme mesure de la taille pour l'allocation d'une strate et pour la sélection d'une UPE,
5. dans chaque strate, on sélectionne les unités territoriales avec probabilité proportionnelle à la taille (PPT). Cette sélection peut être faite en une, deux ou trois étapes,
6. on découpe quelques UPE en plusieurs segments UPE et on en sélectionne une avec PPT,
7. on réalise un croquis pour chaque UPE sélectionnée en montrant la segmentation,
8. un croquis est réalisé pour chaque UPE sélectionnée et une liste des unités de logement de l'UPE dressée,
9. on réalise la sélection des ménages avec PPT à partir de la liste des UPE mises à jour,
10. un individu âgé de 15 ans ou plus est sélectionné aléatoirement comme répondant du questionnaire « individuel ».

## Procédures de sélection de l'échantillon

### Sélection des UPE

La sélection des UPE a déjà été exécutée dans le cadre de l'EMEM. à l'intérieur de chaque strate ; cette sélection se fait sur la base d'un échantillonnage PPT. Au total, 502 UPE ont été sélectionnées.

### Sélection des UPE (segmentation)

La segmentation des SDE a été (mais pas toujours) exécutée conjointement avec l'EBCM. Dans plusieurs cas, la liste des ménages des UPE de grande taille est entièrement dressée et la segmentation effectuée au bureau. Cependant, ceci n'est pas vraiment nécessaire, étant donné qu'une étape supplémentaire de segmentation devrait être effectuée uniquement en vue d'éviter l'établissement d'une liste complète. À l'avenir, il serait préférable de faire une liste rapide, d'exécuter la segmentation sur le terrain, avant d'établir une liste complète de ménages du segment.

### Cartographie et liste des ménages des UPE

On établit la cartographie et la liste des ménages dans les UPE sélectionnées. L'objectif de la cartographie et de la liste est, d'une part de permettre la sélection des ménages et d'autre part, la localisation des ménages sélectionnés par les enquêteurs.

Tous les ménages d'une UPE sélectionnée (l'UPE étant dans ce cas une SDE ou un segment) sont établis sur une liste, indépendamment de la taille de l'UPE.

En fait, la plupart des SDE rurales ont été entièrement cartographiées et des listes de ménage dressées. Il n'est pas nécessaire de segmenter dans ces cas, étant donné que cela ne ferait qu'introduire une étape supplémentaire dans l'échantillon. Les coordonnées géographiques exactes des UPE devraient être déterminées à l'aide d'un récepteur GPS, conjointement avec la cartographie. La mesure devrait être effectuée approximativement au centre de l'UPE. La procédure est décrite dans le manuel GPS pour l'ECVH.

### **Sélection des ménages**

Le résultat de la cartographie et du comptage des UPE est une liste de ménages. La sélection de ménages est plus pratique sur cette base. La situation spécifique d'un grand "lakou" (ensemble de logements) sera traitée comme celles de plusieurs unités de logement.

On choisit les ménages à enquêter par échantillonnage linéaire systématique au bureau central à partir des listes de ménages de la base de données.

L'allocation cible pour chaque UPE est de dix ménages dans les zones urbaines et de vingt dans les zones rurales.

### **Sélection aléatoire d'une personne âgée de 15 ans ou plus**

L'enquêteur a la responsabilité de la sélection du RSI. Celui-ci déterminera d'abord l'appartenance au ménage à partir de la liste des membres du ménage dans le questionnaire Ménage.

Consulter le document "Sélection aléatoire d'un individu dans le ménage".

### **Substitution**

Aucune substitution des unités sélectionnées ne devrait avoir lieu. Si pour une raison quelconque, un ménage ou une personne ne peut être interviewée, un autre ménage ou une autre personne ne devrait pas le remplacer. Néanmoins, il faut noter que la liste et la sélection seront considérées comme étant constituées d'unités de logement. Ceci signifie qu'au cours de la période entre l'établissement de la liste et l'entrevue, une famille a déménagé d'une unité de logement et une autre famille y a emménagé, la nouvelle famille devrait être interviewée.

### **Sur-échantillonnage**

On devrait sur-échantillonner en vue de compenser la réduction de la taille effective de l'échantillon à cause de diverses sources de non-réponse. Étant donné qu'il y a peu d'informations antérieures pouvant être utilisées pour déterminer le degré de sur-échantillonnage nécessaire, le nombre de ménages supplémentaires a été fixé arbitrairement à 740 portant l'échantillon total à 7740. Le nombre 740 vient du fait que l'échantillon comprend 230 UPE urbaines et 272 rurales et que l'allocation est de dix ménages par UPE dans les zones urbaines et de vingt dans les zones rurales. En tout, cela représente 2000 ménages en milieu urbain et 5540 en milieu rural, soit 7740.

### **Allocation**

Sur la base des considérations précédentes, on aboutit à l'allocation de l'échantillon telle qu'elle apparaît au tableau ci-dessous :

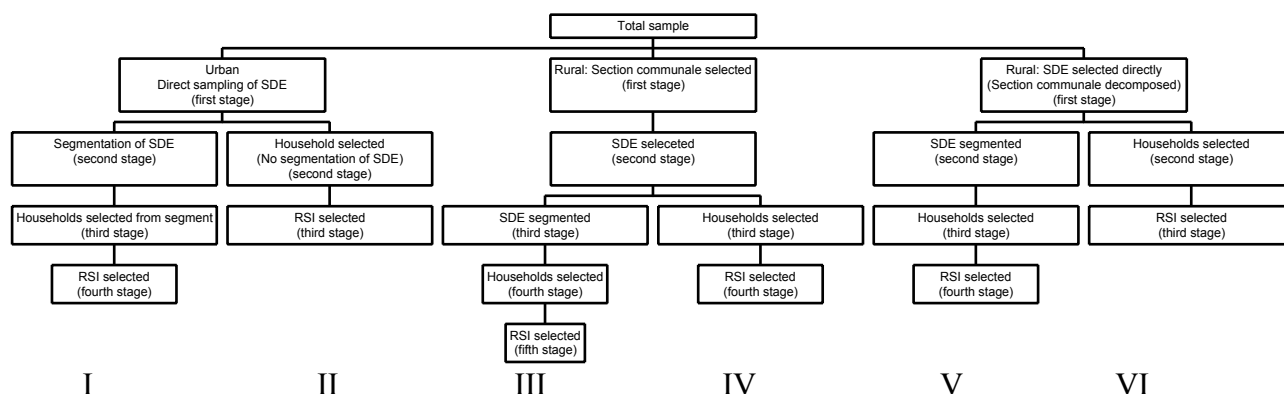
**Tableau 2**  
Allocation de l'échantillon

Domaine	Strate	Strate ID	Population estimée		Somme	Rac. Carrée	Allocation		# de UPE	Ménages
			Absolue	Proportion			Domaine	Strate		
Aire métropolitaine	Faible densité	11	401,151	0.055	1,489,988	1,221	1,100	296	28	280
	Moyenne densité	12	243,556	0.033	1,489,988	1,221	1,100	180	17	170
	Forte densité	13	272,209	0.037	1,489,988	1,221	1,100	201	19	190
	Zones établies	14	243,556	0.033	1,489,988	1,221	1,100	180	17	170
	Zones d'extension	15	329,516	0.045	1,489,988	1,221	1,100	243	23	230
Reste Ouest	Urbain	21	78,545	0.011	1,082,507	1,040	938	68	10	100
	Rural	22	1,003,962	0.137	1,082,507	1,040	938	870	44	880
Sud-Est	Urbain	31	39,054	0.005	461,998	680	613	52	10	100
	Rural	32	422,944	0.058	461,998	680	613	561	28	560
Nord	Urbain	41	210,765	0.029	772,576	879	792	216	24	240
	Rural	42	561,811	0.077	772,576	879	792	576	28	560
Nord-Est	Urbain	51	63,798	0.009	252,220	502	453	114	12	120
	Rural	52	188,422	0.026	252,220	502	453	338	16	320
Artibonite	Urbain	61	239,652	0.033	1,033,370	1,017	916	212	24	240
	Rural	62	793,718	0.108	1,033,370	1,017	916	704	36	720
Centre	Urbain	71	72,739	0.010	499,538	707	637	93	12	120
	Rural	72	426,799	0.058	499,538	707	637	544	28	560
Sud	Urbain	81	94,383	0.013	662,357	814	733	105	12	120
	Rural	82	567,974	0.077	662,357	814	733	629	32	640
Grand-Anse	Urbain	91	83,362	0.011	650,997	807	727	93	12	120
	Rural	92	567,635	0.077	650,997	807	727	634	32	640
Nord-Ouest	Urbain	101	61,593	0.008	430,476	656	591	85	10	100
	Rural	102	368,883	0.050	430,476	656	591	507	28	560
Total			7,336,027	1.000	Sums of sqrt	8,322	7,500	7,500	502	7740

### Probabilités d'inclusion et Poids

D'après ce qui précède, l'échantillon a un nombre de strates variables. Elles sont énumérées dans la figure ci-dessous:

**Figure 1**  
Vue d'ensemble des strates d'échantillonnage



Comme on peut le constater, il existe six pistes distinctes (numérotées de I à VI) par lesquelles les ménages (et les personnes choisies sur une base aléatoire) peuvent être sélectionnées. Lorsque les ménages constituent la dernière unité d'échantillonnage (ou les individus du ménage), l'échantillon est de deux à quatre étapes. Dans le cas des Individus Sélectionnés sur une Base Aléatoire, l'échantillon est de trois à cinq étapes. Dans les pistes I et II, c'est-à-dire les zones urbaines, les estimations de 1982 pour la taille des SDE sont utilisées pour la sélection et de nouvelles frontières sont définies après sélection. La SDE (UPE) est rapidement dénombrée et souvent segmentée (piste II). Dans les pistes III et IV, les tailles des populations estimées en 1996 dans les Sections Communales sont utilisées comme mesure de la taille pour la sélection avec PPT. Ainsi les SDE sont sélectionnées au cours d'une deuxième étape à partir des sections communales, encore une fois avec PPT en utilisant le nombre de ménages dans les SDE et dans la section communale en 1982 comme mesure de la taille. Les Pistes V et VI sont décrites dans la documentation de l'EMEM mais ne semblent pas avoir été utilisées dans la pratique. Ces méthodes de sélection doivent être utilisées lorsqu'une section communale a une taille impliquant que plus d'une SDE doit être sélectionnée. Ainsi, un découpage de la section communale selon la taille de la SDE (en 1982) doit être effectué avant la sélection et la SDE sélectionnée directement au cours de la même étape comme les sections communales. Cependant, les grandes sections communales ont été sélectionnées et la sous-sélection des SDE réalisée.

### Notation

Afin de décrire l'échantillon de manière précise et de calculer les probabilités d'inclusion, il nous faut introduire des éléments de notation. Ceci est fait au Tableau 3.

**Tableau 3**  
Notation utilisée

Symbole	Signification
N	Dénombrement de ménages ou de personnes (estimation initiale)
N <sup>l</sup>	Dénombrement sur la base de liste
N <sup>q</sup>	Dénombrement rapide
N	Taille de l'échantillon (sur la base de l'allocation de l'échantillon)
M	Nombre d'UPE dans l'échantillon
K	Dénombrement dans le cas des 2UE
P	Probabilité d'inclusion
s	Indice relatif à la strate
c	Indice relatif aux unités territoriales (UPE, 2UE, 3UE (les sous indices-1 2 ou 3 sont utilisés pour indiquer les étapes d'échantillonnage (on omet le sous-indice 1 pour la première étape)
k	Indice d'UPE utilisé pour la simplification lorsque l'unité se réfère à un des c, c, c <sub>2</sub> , or c, c <sub>2</sub> c <sub>3</sub>
h et i	Indice relatif au ménage (h est utilisé pour indiquer le ménage dans la phase d'échantillonnage, i variant de 1 à n dans l'échantillon pour la liste de tous les ménages)
d	Indice relatif aux personnes au sein du ménage

### Sélection des PSU, 2 SU et des ménages

Les probabilités d'inclusion pour un PSU c dans une strate s sont les suivantes :

**Equation 1**

$$p_{s,c} = \frac{N_{s,c}}{N_s} \cdot m_s$$

Cette probabilité d'inclusion est valable pour toutes les sélections de première étape, indépendamment du type d'unité choisi. Les unités peuvent donc être des Sections Communales (zones rurales) ou des Sections d'Enumération (zones urbaines). Dans les zones rurales, la mesure utilisée pour la taille était la population en 1996. Dans les zones urbaines, la mesure utilisée pour la taille était le nombre de ménages en 1982.

La probabilité d'inclusion pour un 2SU contient deux variantes. Si une SDE est choisie à partir d'une Section communale (i.e. dans les zones rurales), dans ce cas l'équation suivante s'applique :

**Equation 2**

$$p_2 = \frac{N_{s,c,c_2}}{N_{s,c}} m_{s,c}$$

Dans la plupart des cas, le terme  $m_{s,c}$  est égal à 1, i.e. une seule sélection.

(La documentation EMEM n'est pas tout à fait claire sur ce point. Dans les cas où une SDE a été directement sélectionnée, l'exemple donné dans le texte (IHSI 1997, tableau 6) suggère la procédure décrite comme piste V et VI ci-dessus. La liste de l'échantillon suggère cependant que les Sections Communales sûres avaient été choisies avec « une probabilité » de plus de 1, et que, en conséquence, on retrouve une deuxième étape de sélection où plus d'une SDE provenant de la Section Communale retenue est sélectionnée).

Si la sélection de l'unité de deuxième étape (2SU) fait suite à une opération de segmentation, la probabilité est :

**Equation 3**

$$p_2 = \frac{N_{s,c,c_2}^q}{N_{s,c}^q}$$

où q se réfère au fait que les dénombrements rapides de ménages avec énumération devraient être utilisés. L'équation est similaire à l'Equation 2, la différence étant que le terme m dans l'Equation 2 est toujours 1 et par conséquent n'est pas inclus.

Dans les deux cas de sélection de 2SU, l'équation est une équation traditionnelle de sélection proportionnelle à la taille avec m (nombre de grappes sélectionnées) étant toujours 1. Il en est de même pour la sélection de 3SU.

La probabilité d'inclusion 3SU est actuellement similaire à celles qui viennent d'être présentées (mais le terme m n'est pas présent parce qu'il y a toujours seulement un segment sélectionné) :



**Equation 4**

$$p_3 = \frac{N_{s,c,c_2,c_3}^q}{N_{s,c,c_2}^q}$$

Bien sûr, l'Equation 3 et l'Equation 4 devraient être utilisées seulement lorsqu'il y a une sélection de 2SU, i.e. dans les cas où l'UPE devait être segmentée. Cependant, elle devrait être utilisée indépendamment du fait que la sélection ait été exécutée par l'ECVH ou réalisée antérieurement par une autre enquête.

Dans chaque UPE, un nombre fixe de ménages doit être choisi (voir ci-dessus). La probabilité d'inclure un ménage h dans une UPE k (indépendamment du nombre d'étapes qu'il y a eu i dans le choix de l'UPE) dans la strate s est alors ce qui suit :

**Equation 5\***

$$p_h = \frac{n_{s,k}}{N_{s,k}^l}$$

Il faut noter que le nombre de ménages énumérés est utilisé au lieu de l'estimation initiale de ménages à partir du recensement. La probabilité globale d'inclusion pour un ménage i devient donc

**Equation 6**

$$p_i = p_1 p_2 p_3 p_h \text{ lorsque toutes les étapes sont présentes, ou}$$

$$p_i = p_1 p_2 p_h \text{ lorsque trois sont présentes, et finalement}$$

$$p_i = p_1 p_h \text{ lorsque l'échantillon est à deux étapes.}$$

Dans la documentation de l'EMEM les probabilités, p1 et p2, lorsque cela est applicable, sont données. (Dans la feuille de calcul qui décrit l'échantillon de l'ECVH, les probabilités qui ne sont pas applicables ont été fixés à 1 de telle sorte que la première forme de l'Equation 6 puisse être utilisée).

**Probabilités pour les individus**

La probabilité d'inclusion pour le RSI d parmi les N adultes du ménage h est la suivante :

**Equation 7**

$$p_r = p_d = \frac{1}{N_{h,d}^{\geq 15}}$$

puisque seulement un RSI est sélectionné. Cependant, comme il sera évoqué plus loin, il existe des



raisons de croire que les enquêteurs n'ont pas choisi les répondants au questionnaire individuel selon la procédure prévue.

**La probabilité d'inclusion totale pour un RSI est alors  $p_i$  pr..**

Les probabilités pour l'inclusion d'autres individus (toutes les femmes, tous les enfants, etc.) qui ne sont pas sous-échantillonnés au sein du ménage sont les mêmes que les probabilités des ménages. Il existe cependant une exception à cette règle, principalement les hommes qui ont plus d'une femme. Dans ce cas, les femmes résident habituellement dans des ménages différents et toutes les femmes signaleront l'époux comme résident si la question leur est posée. Ceci entraîne une situation où la probabilité d'inclusion d'un homme dépend de son nombre de femmes, puisqu'il aura une chance supplémentaire d'être sélectionné pour chaque femme. Ainsi, les hommes qui n'ont pas de femme ou qui en ont une ont la même probabilité d'inclusion que les autres personnes du ménage, mais les hommes qui ont plus d'une femme ont une probabilité différente. Cette probabilité d'inclusion peut être calculée comme l'inverse de la probabilité qu'aucun des ménages où il a une femme ne soit sélectionné. Une approximation est donnée plus bas (Equation 8) :

**Equation 8**

$$p_{i,m} = 1 - (1 - p_h)^{n_w}$$

où  $p_h$  est la probabilité d'inclusion du ménage et  $n_w$  le nombre de femmes. Ceci est seulement une approximation, parce qu'il assume que la probabilité d'inclusion pour les ménages de femmes qui n'ont pas été sélectionnés peut être estimée comme égale à la probabilité d'inclusion de ceux qui ont été sélectionnés.

En résumé, les probabilités d'inclusion sont calculées telles que définies dans le tableau suivant. Les « numéros de piste » sont ceux qui figurent dans le tableau 1.

Piste	Equation décrivant la sélection de l'unité et (la mesure de la taille)					
	Section Communale	SDE	Segment	Ménage	RSI	Hommes avec + de 2 femmes
1 (urbain)		1 (H82)		5 (L)	7 (HR)	5+8 (L,HR)
2 (urbain)		1 (H82)	3 (Q)	5 (L)	7 (HR)	5+8 (L,HR)
3 (rural)	1 (P96)	2 (H82)	4 (Q)	5 (L)	7 (HR)	5+8 (L,HR)
4 (rural)	1 (P96)	2 (H82)		5 (L)	7 (HR)	5+8 (L,HR)
5 (rural)		1 (P96/H82)	3 (Q)	5 (L)	7 (HR)	5+8 (L,HR)
6 (rural)		1(P96/H82)		5 (L)	7 (HR)	5+8 (L,HR)

Mesures de la taille: H82: Ménages tirés du Recensement de 1982, P96: Population estimée (personnes) en 1996, Q: Dénombrement rapide, L: Liste des Ménages, R: liste des membres du ménage

**Poids de sondage**

Il existe deux types de poids de sondage. Les poids d'expansion génèrent des estimations équivalentes aux chiffres réels de la population, tandis que les poids relatifs retiennent la taille de l'échantillon et ajustent uniquement la contribution relative de chaque unité d'analyse (ménage ou individu). Les poids d'expansion sont calculés comme l'inverse de la probabilité d'inclusion tandis que les poids relatifs sont calculés comme le poids d'expansion divisé par la moyenne de tous les poids d'expansion.

Ainsi le poids de sondage pour le ménage  $i$  est :

**Equation 9**

$$W_i^e = \frac{1}{p_i}$$

Le poids relatif de sondage est alors :

**Equation 10**

$$W_i^r = \frac{W_i^e}{\sum W_i^e}$$

Les poids de sondage ne seront pas utilisés tels quels dans l'estimation des résultats de l'enquête parce que les poids de l'échantillonnage sont ajustés pour non réponse comme on le verra plus loin.

Les poids de l'échantillonnage pour le RSI suivent la même logique. Il y aura donc deux jeux de poids d'échantillonnage, un pour le ménage et un pour le RSI.

**Documentation d'échantillonnage nécessaire**

L'échantillon et les différentes mesures de taille connexes doivent être documentées de manière précise. Ceci est nécessaire pour être en mesure de calculer correctement les poids. L'utilisation d'une feuille de calcul s'avère pratique pour cette tâche. Une liste de variables pour le fichier de documentation est présentée ci-après, parallèlement aux sources d'information.

**Tableau 4**  
Structure du fichier de documentation relative à l'échantillon

Nom de la Variable	Signification	Source d'information	Nom de la variable dans le questionnaire
C01	Département	Standard IHSI	AI1
C01Name	Nom du Département	Standard IHSI	
CNO	Numéro unique PSU de l'Unité d'Echantillonnage	Standard IHSI (nouveau nom)	AI6
CODEGEO	Code géographique	Standard IHSI	AI5
STRATUM	Strate/identificateur de domaine (voir tableau d'allocation pour la numérotation)	EMEM	
SNAME	Nom descriptif de la strate	EMEM	
COMMUNE	Commune (nom). Seulement pour les zones rurales	EMEM	
SECTION	Section communale (nom) Seulement pour les zones rurales	EMEM	
VILLE	Ville. Seulement pour les zones urbaines	EMEM	

# Enquête sur les conditions de vie en Haïti

PSU	Numéro de la SDE ancien style	EMEM
Secteur	Secteur d'une SDE	EMEM
EMEMNo	Numéro séquentiel pour les grappes dans l'EMEM (de 1 à SMALLM)	EMEM
SMALLM	Nombre de grappes dans une strate	EMEM
UCNUM	Numéro final de grappe	Voir discussion sur l'estimation des erreurs d'échantillonnage
MEN82	Ménages énumérés lors du recensement de 1982 dans une SDE	EMEM.SAV
PEMEM	Probabilité d'inclusion calculée	EMEM.SAV
MENDEPT	Ménages dénombrés lors du recensement de 1982 dans la strate	EMEM.SAV
POP96	Population estimée dans la section communale en 1996	EMEM.SAV
POPDEPT	Population estimée dans la strate (Département) en 1996	EMEM.SAV
P1SPSS	Probabilité d'inclusion à la première étape comme dans EMEM.SAV	EMEM.SAV
MENSCOM	Ménages dans la strate (section communale) en 1982	EMEM.SAV
P2SPSS	Probabilité d'inclusion à la deuxième étape telle que donnée dans EMEM.SAV	EMEM.SAV
P1	Probabilité d'inclusion à la première étape. Dans les zones rurales, c'est la probabilité d'inclusion de la section communale. Dans les villes, c'est celle d'une SDE	
SMALLM2	Nombre de SDE choisies dans une section communale (indiqué seulement s'il est différent de 1)	EMEM.SAV
P2	Probabilité d'inclusion à la deuxième étape. Dans les villes, elle est égale à 1 puisqu'il n'y a pas de deuxième étape de choix de SDE. Dans les zones rurales, c'est la probabilité d'inclusion de la SDE.	EMEM
NQPSU	Nombre de ménages tel qu'estimé par décompte rapide dans les SDE segmentées	Travail de segmentation sur le terrain
NQ2SU	Nombre de ménages tel qu'estimé par décompte rapide dans les segments choisis d'une SDE segmentée	Travail de segmentation sur le terrain
K2SU	Nombre de segments dans les SDE segmentées. Est égal à 1 s'il n'y a pas de segmentation. Seulement pour information (non utilisé dans les calculs sauf pour déterminer si la probabilité d'inclusion doit être fixée à 1 ou calculée)	Travail de segmentation sur le terrain
MODELIST	Mode d'énumération A : re-énumération complète, V: Vérification	
SEL2SU	Type de sélection d'une 2SU, 1: aléatoire simple, 2=PPT, 3= Certitude	

AI7

P3SEG	Probabilité d'inclusion d'un segment. Calculé selon la formule $(NQ2SU*1)/NQPSU$ (le facteur 1 indique qu'il y a un seul segment choisi). S'il n'y a pas de segmentation, elle est fixée à 1.	Calculé dans la feuille de calcul
N2SUL	Ménages tels qu'énumérés dans l'UPE c de la strate s	Cartographie et liste
SMALLN	Taille de l'échantillon (tel que fixé par l'allocation d'échantillonnage)	Déterminé au bureau
P4	Probabilité d'inclusion d'un ménage au sein de la grappe. Calculée selon la formule $SMALLN/N2SUL$	Calculé dans la feuille de calcul
PFINAL	Probabilité globale d'inclusion d'un ménage au sein de la grappe. Calculé selon la formule $P1*P2*P3SEG*P4$	Calculé dans la feuille de calcul
EW	Poids d'Expansion de l'échantillon (calculé selon $1/PFINAL$ )	Calculé dans la feuille de calcul
PAVER	Probabilité d'inclusion moyenne dans la strate	Voir Annexe 1 (calculé dans la feuille de calcul)
ADJUSTNA	Allocation intermédiaire ajustée $SMALLN*(PAVER/PFINAL)$	Voir Annexe 1 (calculé dans la feuille de calcul)
SUMADJ	Calcul intermédiaire en vue de l'ajustement final de l'allocation dans la grappe	Calculé dans la feuille de calcul
NESMALLN	Allocation ajustée finale	Voir Annexe 1 (calculé dans la feuille de calcul)
PADJU	Probabilité d'inclusion étant donné l'allocation ajustée (voir PFINAL mais avec P4 remplacé par NESMALLN/N2SUL)	Calculé dans la feuille de calcul
EXPWSAMP	Poids de sondage étant donné les probabilités d'inclusion avec ajustement d'allocation	Calculé dans la feuille de calcul
LATITUDE	Latitude de l'UPE	Cartographie (GPS)
LONGITUDE	Longitude de l'UPE	Cartographie (GPS)

### **Vérification de l'Echantillon au cours de la saisie des données**

Il convient d'entrer toute l'information concernant l'identification de l'échantillon sélectionné dans un fichier. Celui-ci peut être utilisé comme un fichier de vérification au cours de la saisie des données. Ceci garantit qu'il n'y a pas de duplication des codes d'identification et que toute incohérence entre l'allocation de l'échantillon et les entrevues est mise en évidence le plus tôt possible.

### **Non-réponse et corrections aux non-réponses**

Le taux de réponse obtenu au cours du travail de terrain est crucial pour la qualité des résultats de l'enquête. Lorsque les taux de réponse sont faibles, on peut raisonnablement suspecter des biais dans les résultats.

En général, on peut distinguer entre deux types de non-réponse : non-réponse d'une unité et non-réponse à une question. Le premier concerne la non-réponse d'une unité entière, tel qu'un ménage. Dans ce cas, on ne sait quasiment rien du ménage.

La non-réponse à une question fait référence au manque d'information concernant spécifiquement

une unité ; par exemple, une personne ne répond pas aux questions sur les revenus. On ne considère dans ce document que la non-réponse d'une unité.

### **Non-réponse d'une unité : Le ménage**

Les résultats des entrevues ou des tentatives d'entrevues peuvent être analysées en utilisant une classification assez détaillée des non-réponses dans le questionnaire, tiré de Hidirolou, Drew et Gray (1993). Le tableau 5 indique les catégories de réponses.

Le cadre a été élaboré sur la base de l'observation qu'une entrevue peut être manquante pour deux raisons. Tout d'abord, il est possible que le ménage sélectionné n'appartienne pas à la base de sondage. C'est le cas, par exemple, des diplomates. De plus, un ménage sélectionné qui existe en fait et est éligible, peut refuser ou peut être absent de chez lui. La classification doit aussi tenir compte de situations éventuelles où l'enquêteur ne peut pas déterminer si un ménage existe ou pas. Les enquêteurs se trouvent quelquefois dans la situation où le ménage est disponible pour l'entrevue, mais qu'il n'arrive à obtenir aucune information parce que le répondant est malade ou autrement incapable de répondre.

**Tableau 5**  
Catégories de réponses

Catégorie	Type de réponse
1 Entrevue terminée	L'entrevue est possible (réponse)
2 Refus converti par le superviseur (le répondant a refusé initialement, mais a coopéré après une visite du superviseur)	L'entrevue est possible (réponse)
3 Partiellement terminée	L'entrevue est possible (réponse)
4 Statut indéterminé (L'équipe de terrain n'a pas pu déterminer si un ménage résidait à cette adresse)	Imprécise, en général réparti entre des entrevues possibles et impossibles
5 Pas d'information utilisable (par exemple, parce que le répondant était malade, mentalement malade, pas vraiment coopératif)	L'entrevue est possible, non-réponse
6 L'unité de logement n'existe pas	Aucune entrevue possible
7 L'unité de logement est vide	Aucune entrevue possible
8 L'unité de logement est en construction	Aucune entrevue possible
9 Non éligible	Aucune entrevue possible
10 Pas de contact (le ménage existe, mais n'était pas présent)	L'entrevue est possible, non-réponse
11 Refus	L'entrevue est possible, non-réponse

### **Correction pour non-réponse**

Les non-réponses se produisent toujours. Cependant, étant donné que le degré et la gravité de la situation de non-réponse varient, le plan de la correction pour non-réponse doit être examiné à nouveau après le travail de terrain.

**Ajustement de poids et poids estimés**

Dans le cas de non-réponse d'une unité, l'utilisation directe des poids de sondage aboutira à des estimations biaisées. De façon générale, celles-ci prennent deux formes. Dans le premier cas, lorsqu'on doit estimer les totaux à l'aide des poids d'estimation de sondage, le total sera trop petit parce que la non-réponse implique que des unités qui devraient être ajoutées au total sont manquantes. Dans l'autre cas, l'estimation peut être biaisée parce que les unités n'ayant pas répondu peuvent avoir des caractéristiques particulières.

Une manière de réduire les biais produits par les non-réponses d'unité est d'ajuster les poids de sondage. La méthode de correction des poids pour tenir compte des non-réponses utilisées dans le cadre de cette enquête est celle désignée sous le nom de « méthode d'ajustement des cellules » (voir par exemple, Lehtonen et Pahkinen 1995; Little et Rubin 1987). Dans le cadre de cette approche, on identifie les ménages considérés comme étant assez similaires et le taux de non-réponse calculé pour chaque groupe de ménages, désignées sous le nom de cellules d'ajustement. Dans ce sens, lorsque les taux de non-réponse sont calculés, on ne considère que les non-réponses de ceux qui auraient pu répondre mais, pour une raison quelconque, ne l'ont pas fait.

L'inverse du taux de non-réponse dans chaque cellule d'ajustement était alors utilisée en vue d'ajuster les poids de sondage (à la fois d'expansion et relatifs) pour chaque ménage. On obtient alors ce qu'on appelle les poids estimés, à la fois d'expansion et relatifs. La taille de l'échantillon pondéré correspond à la situation où tous les ménages avaient répondu. Il en résulte une augmentation de la contribution relative aux estimations des unités similaires à celles manquantes.

Dans notre cas, les cellules d'ajustement utilisées seront constituées probablement d'UPE adjacentes géographiquement.

En utilisant la notation du Tableau 6, le facteur de correction aux poids pour tenir compte des non-réponses est donné pour l'Equation 11.

**Tableau 6**  
Notation pour l'ajustement aux non-réponses

Symbole	Explication
C	Facteur d'ajustement (correction)
a	Indice d'ajustement de cellule
hr	Ménages ayant répondu
hf	Ménages n'ayant pas répondu

Le nombre d'entrevues possibles (i.e. le dénominateur dans le taux de non-réponse) est la somme des catégories 1,2,5,10 et 11 dans le Tableau 5. Le nombre d'unités n'ayant pas répondu est la somme des catégories 5, 10 et 11. La catégorie « Statut indéterminé » peut être répartie à travers les autres catégories.

**Equation 11**

On ajuste alors les poids selon les équations suivantes :

**Equation 12**

$$W_i^{estimation} = C_i W_i^e$$

**Equation 13**

$$W_i^{r, estimation} = \frac{W_i^{e, estimation}}{\sum_{i=1}^n W_i^{e, estimation}}$$

L'effet des corrections est d'augmenter les poids d'expansion de telle sorte que la somme de ces poids correspond à la somme des unités dans la base de sondage (moins les unités non existantes ou non éligibles). Les poids relatifs sont normalisés. Cela signifie que la somme des poids est égale à celle des ménages dans le fichier de données.

**Problèmes de Sélection et les RSI**

L'examen des fichiers de données après le travail de terrain a révélé que les RSI ont été sélectionnés différemment de ce qui a été prévu. En particulier, les enquêteurs ont sélectionné les femmes plus souvent que les hommes, et il existe aussi des biais en ce qui concerne l'âge. De tels problèmes sont courants et peuvent également être corrigés dans une certaine mesure. Une procédure similaire à celle de la correction pour non-réponse aurait pu être appliquée. Cependant, cela pourrait facilement mener à un très grand nombre de cellules d'ajustement, avec des totaux de cellules correspondants de faible valeur. Les procédures de sélection apparemment utilisées par les enquêteurs ont été plutôt modélisées en estimant une régression logit où la variable dépendante est la probabilité d'être sélectionnée.

**Equation 14**

$$\log\left(\frac{p}{1-p}\right) = \beta_0 + \sum_{i=1}^p \beta_i x_i$$

A partir de ce modèle, la probabilité d'inclusion des RSI dans les ménages avec deux personnes ou plus éligibles comme RSI a été estimée en résolvant l'équation, avec  $p$  comme inconnu. Les variables dépendantes ( $x_i$ ) sont le nombre de personnes éligibles comme RSI dans le ménage, l'âge, l'âge au carré et le genre. Les résultats de la régression sont indiqués au Tableau 7.

**Tableau 7**  
Régression Logit des poids relatifs aux RSI

	B	S.E.	Wald	Sig.	Exp(B)
Sexe (Homme)	-.274	.032	71.648	.000	.760
Age	-.012	.004	8.869	.003	.988
Age au carré	.011	.004	6.052	.014	1.011
Nombre éligible/100	-.396	.012	1061.900	.000	.673
Constant	1.034	.099	108.093	.000	2.812

La figure ci-dessus montre la relation entre les poids tels que calculés directement en utilisant le

nombre de membres éligibles et les poids tels que modélisés. Comme on peut le voir, les femmes sont, de façon générale, modélisées avec des poids plus élevés que dans le cas hommes.

Etant donné les probabilités d'inclusion inégales des ménages et le fait que la sélection d'une personne parmi les membres éligibles produise des probabilités d'inclusion plutôt variables (de 1 à 0.08), la variation totale des poids relatifs aux RSI est considérable.

Figure 1: Estimations approximatives et intervalles de confiance pour différentes corrections de poids relatifs aux RSI

Une grande variation dans les poids contribue à la variance totale d'une estimation; en général, la variance augmente par un facteur  $1+CV^2$ , où CV est le coefficient de variation, i.e. l'écart-type du poids divisé par sa moyenne (Groves et Couper 1998:318). Dans le cas des poids relatifs aux RSI calculés tel qu'indiqué précédemment, ce facteur est égal à 2.46. Autrement dit, les poids augmenteront la taille d'un intervalle de confiance d'environ 57%.

En raison de l'augmentation comparativement grande, la valeur des poids les plus extrêmes a été réduite. Ceci a pour effet de créer un biais léger, mais la diminution de l'intervalle de confiance de l'estimation a pour conséquence un gain net en précision. La figure ci-dessous montre l'effet de quelques schémas dans la réduction de la variabilité des poids, numérotés de 1 à 4 sur trois variables : le fait d'avoir participé à des élections, d'avoir écouté une émission de radio et l'indication par un enquêteur de difficulté de vision nocturne.

Les schémas de poids étaient : 1 pas de correction, 2 : fixer les cinq valeurs les plus extrêmes de part et d'autre de la distribution à la cinquième valeur la plus extrême de part et d'autre, 3 et 4 :

Corriger en fixant le nouveau poids à l'aide de la formule :

$$W_c = \begin{cases} W, W < z \\ z + \log(W - z), W > z \end{cases}$$

où z est une limite fixée à 2400 dans le cas de la méthode 3 et à 1200, pour la méthode 4. On a utilisé la méthode 3, étant donné qu'elle semble donner un compromis entre biais et variance.

### Utilisation de poids

Etant donné que l'enquête n'est pas auto-pondérée, les poids évalués doivent être utilisés pour toutes les tabulations et estimations. De façon générale, les règles d'utilisation des poids sont les suivantes:

- Les poids d'expansion devraient être utilisés lorsqu'on désire obtenir les chiffres de la population totale, par exemple le nombre de chômeurs, le nombre d'enfants de moins de 5 ans ou des paramètres similaires.
- On peut utiliser les poids d'expansion ou les poids relatifs lorsqu'on calcule des pourcentages et des moyennes.
- On doit utiliser les poids relatifs pour les analyses multi variées avec SPSS, mais il est préférable d'utiliser un programme tel que SUDAAN ou Stata pouvant gérer le plan d'échantillonnage complexe et aussi parce que l'échantillon est loin d'être auto-pondéré. Soulignons qu'avec SPSS, les poids relatifs donnent le nombre total de cas de façon



correcte lorsque le fichier complet est utilisé, mais pas nécessairement pour les sous-groupes. En particulier, le nombre de cas utilisés pour SPSS pour le calcul des biais-type sera imprécis si on considère uniquement les zones urbaines ou les zones rurales. Avec SUDAAN ou STATA, on peut utiliser les poids d'expansion ou les poids relatifs, mais il est plus facile de travailler avec les premiers.

- d) Le poids relatif au ménage (d'expansion ou relatif) devrait être utilisé pour les analyses liées au ménage.
- e) Le poids relatif aux membres du ménage devrait être utilisé pour des membres du ménage.
- f) Le poids relatif au RSI (d'expansion ou relatif) devrait être utilisé pour les analyses liées à l'Individu Sélectionné aléatoirement.

Le tableau suivant fournit les noms des variables utilisées pour les différents poids dans les différents fichiers.

Nom	Pour le fichier	QUOI
expweigh	MAIN	Poids d'expansion lié au ménage
relweigh	MAIN	Poids lié au ménage
expweigr	Roster	Poids d'expansion lié aux membres du ménage
relweigr	Roster	Poids d'expansion lié aux membres du ménage
expwrsi	Fichier RSI	Poids d'expansion lié au RSI
relwrsi	Fichier RSI	Poids d'expansion lié au RSI

De façon générale, les fichiers constitués d'enregistrements qui découlent du ménage sans sous-échantillonnage devraient utiliser les poids liés au ménage. Le seul cas impliquant un sous-échantillonnage est le fichier RSI. Cependant, comme mentionné précédemment, il y a quelques complications concernant la liste des membres du ménage à cause des épouses multiples.

### Erreurs d'échantillonnage

Les erreurs d'échantillonnage dans le cas d'une enquête avec une conception complexe, ne peuvent être calculées en utilisant les logiciels statistiques ordinaires tels que SPSS, parce que de tels logiciels supposent un échantillonnage aléatoire simple.

Cependant les erreurs d'échantillonnage peuvent être calculés en utilisant SUDAAN (Shah, Barnwell et Bieler 1997) ou STATA. Ces logiciels prennent en compte le plan de sondage dans le calcul des erreurs d'échantillonnage, en utilisant (dans ce cas) une approche de linéarisation à l'estimation.

La spécification de l'échantillon, de façon à pouvoir calculer correctement l'estimation de la variance, « va de soi ». Il est pratique de considérer l'échantillon comme un échantillon en grappes stratifié avec remise lors de la première étape. Ceci n'est pas strictement exact, mais simplifie considérablement les calculs. La conséquence la plus importante de cette hypothèse est que les variances calculées sont légèrement supérieures aux variances réelles. L'inflation est néanmoins négligeable. Une deuxième hypothèse simplificatrice consiste à ignorer les étapes de l'échantillonnage, autre que la première, en utilisant l'approche dénommée « grappe ultime ». Une fois encore, ceci affecte légèrement la précision des résultats. On considère l'unité choisie lors de la première étape de sélection aléatoire comme étant la grappe ultime.

Trois éléments d'information sont nécessaires en vue de spécifier la conception de l'échantillon : l'identification de la stratification de l'échantillon, la définition de la grappe ultime et les poids. Lorsque le RSI est l'unité d'analyse, on doit utiliser les poids estimés relatifs aux RSI ; si l'unité d'analyse est le ménage ou l'individu, on doit utiliser les poids estimés relatifs aux ménages. La spécification des strates et des grappes ultimes n'est pas affectée par le choix de l'unité d'analyse.

Les grappes ultimes dans l'échantillon de l'ECVH sont soit des sections communales (dans les zones rurales) soit des SDE. En pratique, cela signifie que la grappe ultime est toujours une UPE, sauf dans quelques cas lorsqu'on choisit plus d'une UPE à partir d'une même section communale. L'ajout de la variable UCNUM dans le fichier d'allocation de l'échantillon reflète cela.

Pour estimer les erreurs d'échantillonnage, on doit trier le fichier de données par les variables STRATUM et UCNUM, et appliquer les poids appropriés. Si on désigne par RELWEIGH le poids estimé lié au ménage, la syntaxe correcte SUDAAN serait:

```
/* ===== */
/* Fichier: ECVH01.SUD */
/* But: Example: Erreurs d'échantillonnage pour le fichier de ménages ECVH */
/* Tabulation croisée */
/* Projet: ECVH */
/* Ecrit par: Jon Pedersen */
/* Date: 10 MAR 2001 */
/* Fichiers utilisés: ECVH_HH.SAV (nom de l'exemple) */
/* ===== */
PROC CROSSTAB DATA=ECVH_HH FILETYPE=SPSS DESIGN=WR DEFT1;
  NEST STRATUM UCNUM ;
  WEIGHT RELWEIGH;
  SETENV LINESIZE=132 PAGESIZE=72;
  TITLE "Sampling errors for ECVH household file";
  SUBGROUP HA4 C01;
  LEVELS 2 9;
  TABLES HA4 * C01 ;
  PRINT COLPER="Percent" SECOL="Standard Error" DEFFCOL="Design effect" NSUM="Observations"
  /COLPERFMT=F5.1 STYLE=NCHS;
  Le programme génère des écarts-type pour l'électricité (HA4) par département (C01).
  (Les commandes PROC, NEST et WEIGHT incluent les spécifications de l'échantillon).
  La syntaxe correspondante STATA serait alors:
```

```
/* ===== */
/* Fichier: ECVH01.DO */
/* But: Example: Erreurs d'échantillonnage le fichier de ménages ECVH */
/* Tabulation croisée */
/* Projet: ECVH */
/* Ecrit par: Jon Pedersen */
/* Date: 10 MAR 2001 */
/* Fichier utilisé: ECVH_HH.DTA (nom de l'exemple) */
/* ===== */
clear
set memory 4m
use "D:\Haiti\ECVH\data\ECVH_HH.dta",clear
svyset strata stratum
svyset psu UCNUM
svyset pweight relweigh
generate elect=0
replace elect=100 if HA4==1
svymean elect,by(C01) ci deff
(La syntaxe Stata suppose qu'il n'y a pas de valeurs manquantes pour les variables)
```

**Écarts-type et les départements comme domaines d'analyse**

Le nombre observé de ménages dans les départements varie entre 385 et 1985. Ceci rend difficile l'analyse au niveau des départements dans certains cas, à cause des écarts-type élevés. Ceci est particulièrement vrai pour quelques variables pour lesquelles on doit s'attendre à ce que la corrélation inter grappes soit très grande. Le tableau suivant relatif à l'accès à l'électricité illustre le fait que pour les variables liées aux infrastructures, il faut prendre beaucoup de précaution. Les écarts-types sont très grands. Pour les autres variables, où on s'attendrait à des corrélations inter grappes faibles, il devrait être possible de faire des analyses au niveau du Département.

**Tableau 8**  
Écarts-type et effets de conception pour avoir l'électricité.

Département	Pourcentage	SE	Effet de conception	Observations
Tous les départements	27.3	1.80	11.65	1727
Aire métropolitaine	58.9	4.32	19.80	1117
Sud-Est	8.4	2.93	3.76	54
Nord	11.6	2.75	4.84	119
Nord-Est	4.3	1.32	1.22	23
Artibonite	9.2	2.35	9.71	155
Centre	10.5	2.73	2.77	63
Sud	14.4	3.47	4.91	86
Grand-Anse	7.7	3.38	10.20	63
Nord-Ouest	8.6	2.23	2.05	47

## Références

- Groves, R.M. et M.P. Couper. 1998. *Nonresponse in Household Interview Surveys*. New York: John Wiley.
- Hidiroglou, M., J. Drew og G. Gray. 1993, *The measurement of non-response in surveys*. Survey Methodology 19: 81-94.
- IHSI. 1997, *Echantillon-Maître d'Enquêtes Multiples (EMEM)*. Port-au-Prince: IHSI
- Kish, L. 1965, *Survey sampling*. New York: Wiley.
- Lehtonen, R. and E. J. Pahkinen. 1995, *Practical methods for design and analysis of complex surveys*. Chicester: Wiley.
- Little, R. and D. Rubin. 1987, *Statistical analysis with missing data*. New York: Wiley.
- Shah, B.V., B. Barnwell, G.S. Bieler 1997, *SUDAAN User's Manual, Release 7.5*. Research Triangle Park, NC: Research Triangle Institute.

## Annexe 1

### Détermination des allocations d'échantillon de ménages dans les UPE

Dans le cas d'un échantillon à deux degrés avec échantillonnage PPT lors de la première phase (ou à 3 degrés avec échantillonnage PPT lors des première et deuxième phases), il peut arriver qu'on tire un nombre constant d'unités à la dernière phase. Ceci mènera en pratique à des probabilités d'inclusion inégales si la mesure de la taille (MDT) initiale de l'UPE est différente de celle de la liste d'unités d'échantillonnage de la deuxième phase. Une façon de conserver l'auto-pondération est d'ajuster l'allocation initiale des unités secondaires par un facteur au ratio du nombre d'unités de la liste à la mesure de la taille initiale. L'équation qui suit présente la formule correspondante. En utilisant la notation définie précédemment, en y ajoutant l'exposant t pour indiquer l'allocation cible, on obtient

#### Equation 15

$$n_{s,t} = n_{s,c} \cdot \frac{N_{s,t}^t}{N_{s,c}}$$

Par exemple, si l'allocation cible pour l'unité secondaire d'échantillonnage 2SU était de 20, et la MDT originale de cette unité de 130 et si la taille de la liste était de 136, le taille de l'UPE sera de 20 136/130 ou 21 en arrondissant.

Le problème est que l'application de cette formule mènera à changer globalement la taille de l'échantillon de l'enquête. Une façon d'éviter ce problème est donnée par l'équation ci-dessous, dans laquelle la correction est ajustée en référence au changement de la taille totale de la population.

#### Equation 16

$$n_{s,t} = n_{s,c} \cdot \frac{N_{s,t}^t}{N_{s,c}} \cdot \frac{\sum N_{s,c}}{\sum N_{s,t}^t}$$

Par exemple, si la taille totale initiale de l'UPE sélectionnée est de 120356 ménages, et la somme des tailles selon les listes est de 125301 ménages, l'équation devient (en utilisant les chiffres de l'exemple précédent):

$$n_{s,t} = 20 \cdot \frac{136}{130} \cdot \frac{120356}{125301}$$

ou 20, en arrondissant le résultat. L'allocation reste inchangée dans ce cas. Ceci s'explique du fait que la différence proportionnelle entre l'estimation initiale et la taille selon la liste de l'UPE est proche de l'augmentation relative moyenne de la taille de l'univers des ménages. (On peut utiliser alternativement la somme des allocations des nouvelles cellules non corrigées divisée par la somme des cellules corrigées comme facteur de correction).

Une façon équivalente et alternative d'obtenir le même résultat comme dans l'Equation 13 est d'utiliser les probabilités d'inclusion au lieu des tailles de population. On a dans ce cas

**Equation 17**

$$n_{i,c} = n_{i,c}^i \cdot \frac{p_{n,c,h}}{\frac{1}{m} \sum p_{n,c,h}}$$

qui représente l'allocation initiale multipliée par le résultat de la division de la probabilité d'inclusion initiale des ménages de l'UPE par la moyenne de ces probabilités dans la strate. Ceci est préférable en ce qui concerne l'EMEM, parce que les mesures de taille initiales n'ont pas été conservées dans la documentation de l'échantillon.

Cependant, l'Equation 17 partage avec l'Equation 15 la caractéristique qu'elle change l'allocation globale de l'échantillon. Ceci peut être rectifié comme dans le schéma précédent, à l'aide de l'équation suivante:

$$n_{i,c} = n_{i,c}^a \cdot \frac{\sum n_{i,c}^i}{\sum n_{i,c}^a}$$

où l'exposant a indique la valeur initiale ajustée.

**Annexe 2****Abréviations**

SDE Section d'énumération

US Unité Supérieure

UPE Unité du premier degré

PSU Unité Primaire d'Echantillonnage (US, SDE)

2SU Unité d'Echantillonnage du 2ème degré

3SU Unité d'Echantillonnage du 3ème degré

MOS Mesure de la taille

PPT Probabilité Proportionnelle à la Taille

RSI Personnes Sélectionnées sur une base Aléatoire

**Annexe 3:****Echantillonnage linéaire systématique de ménages à l'aide de l'ordinateur**

Il existe plusieurs façons de tirer des échantillons linéaires systématiques. De façon générale, elles consistent à :

- disposer d'une liste d'unités à être sélectionnées avec la taille N,
- connaître le nombre (n) d'unités à être sélectionnées,
- calculer un intervalle d'échantillonnage  $k = N/n$ ,

- d) tirer un nombre aléatoire (  $r$  ) compris entre 0 et  $k$ ,
- e) sélectionner la première unité comme étant celle sur la liste d'ordinal  $o$  vérifiant la condition  $o-1 < r \leq o$ ,
- f) ajouter séquentiellement l'intervalle  $k$  à  $r$  de telle sorte que la prochaine unité sélectionnée vérifie la condition  $o-1 < (r+k) \leq o$ , la suivante  $o-1 < (r+k+k) \leq o$  et ainsi de suite. (En général, une unité est sélectionnée si  $o-1 < (r + (i-1)k) \leq o$ ,  $i$  variant de 1 au nombre d'unités à être sélectionnées.

La procédure marche avec des nombres réels ou des entiers, mais l'avantage d'un ordinateur est de permettre d'utiliser facilement les nombres réels. Ceci élimine le problème rencontré couramment dans l'échantillonnage linéaire systématique utilisant des entiers, à savoir que le processus de sélection dépasse la longueur de la liste ou est plus court.

### Traitement sur Access

Ce qui suit décrit une méthode de traitement de la sélection de l'échantillon sur Microsoft Access 2000. Le résultat de la sélection peut être présenté sous forme d'une liste de tous les ménages choisis parmi chaque grappe. Cela présuppose que les résultats de l'énumération des ménages sont stockés dans une base de données relationnelle. En ce qui concerne notre exemple, on suppose qu'il y a deux tableaux à l'intérieur de la base de données:

- a) Un tableau au niveau de la grappe (UPE) fournissant l'information relative à la grappe dans son ensemble. Chaque enregistrement inclut l'identification, la localisation, le nombre de ménages et la taille de l'échantillon (le nombre de ménages à être sélectionnés)
- b) Un tableau au niveau du ménage donnant l'information relative à chaque ménage. Chaque enregistrement inclut l'identification de la grappe, celle du ménage et des variables relatives au ménage telles que le nom du chef de ménage et le nombre de personnes dans le ménage.

Le traitement général consiste à créer un rapport de la base de données, puis d'utiliser les événements mFormat qui sont exécutés lorsque chaque enregistrement du tableau au niveau du ménage est lu de façon à décider si un ménage est choisi ou pas. A la fin du processus, seules les informations relatives aux ménages qui sont sélectionnés sont imprimées dans le rapport.

Une fois le rapport généré, il peut être imprimé, sauvegardé dans un tableau Access ou converti en feuille de calcul Excel.

### Exemple de traitement détaillé

Les deux bases de données sont dénommées SDE Info (niveau grappe) et SDE Level (niveau ménage), dont voici les structures:

SDEInfo (Tableau niveau grappe)

Champ	Type	Description
ID	Auto généré	Séquence numérique
Nom de la Localisation	Texte	Nom de la localisation
SDE (Key)	Nombre	Clé unique – Numéro de la grappe, lien au niveau SDE
Ménages	Nombre	Nombre de ménages
Echantillon	Nombre	Taille de l'échantillon

La base de données SDELevel des ménages contient

Champ	Type	Description
ID	Auto généré	Séquence numérique
HHNO	Nombre	Numéro du ménage au sein de la grappe, doit être séquentiel de 1 aux Ménages SDEInfo.
SDE	Nombre	Numéro de la grappe, lien aux SDELevel
Personnes	Nombre	Nombre de personnes dans le ménage
Nom	Texte	Nom du chef de ménage

Le rapport dénommé CreateSample possède les propriétés importantes suivantes:

- Il doit être un rapport relationnel qui contient les SDE, les Ménages et l'Echantillon issus de la base de données SDEInfo (les variables de localisation et autres variables d'information, s'il y a lieu, sont optionnelles).

La base de données SDELevel doit inclure les variables HHNO, SDE et de façon optionnelle, des variables d'information tels que des noms de personnes,

- Le SDELevel Detail band doit être trié selon la variable HHNO au moment de la constitution du rapport (il convient aussi de trier selon la SDE en général),
- Dans le Detail band il y a une autre textbox dénommée SelSeq, utilisée pour emmagasiner la séquence numérique de sélection.
- Il existe un gestionnaire d'événement onFormat associé au Group header band et le detail band et optionnellement au report header. Le code est le suivant:

### Option Compare Database

Rem Ci-après les variables utilisées pour la sélection

Rem Elles doivent être publique ((de telle sorte que detail Format puisse les utiliser de manière répétée)

Public interval ' selection interval

Public start ' random start

Public NumSelected As Integer ' Counter for selected

Private Sub Detail\_Format(Cancel As Integer, FormatCount As Integer)

Rem la selection a lieu ici

Rem Logic: verifier si le ménage doit être sélectionné

Rem si oui, imprimer et augmenter le décompte des ménages sélectionnés

Rem si non, aller au prochain enregistrement sans imprimer



```

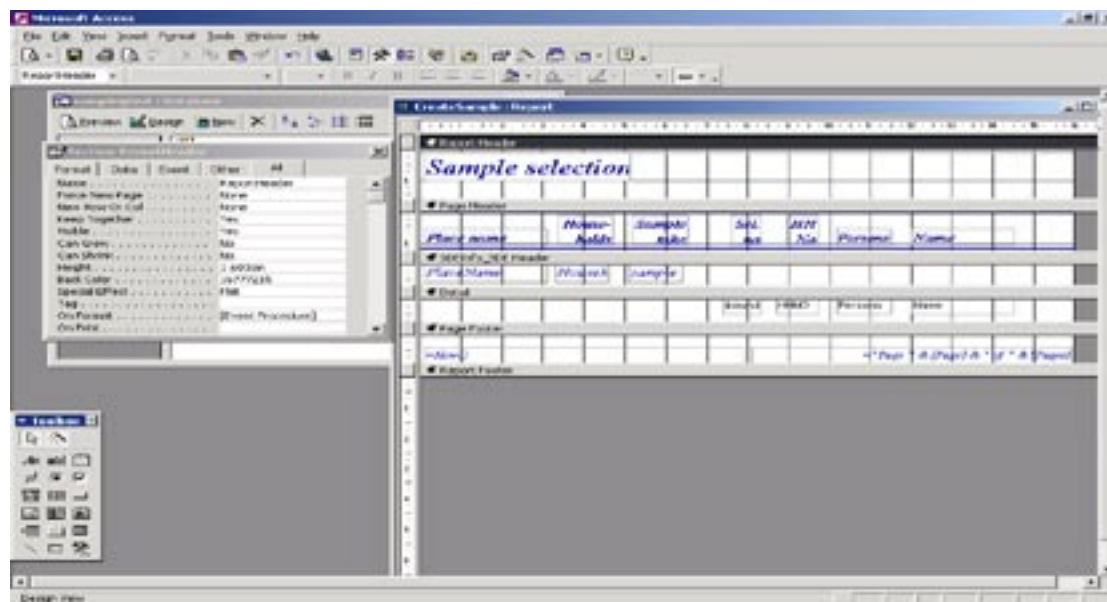
seqnum = Report_CreateSample.HHNO
cnum = start + interval * NumSelected
If (seqnum - 1) < cnum And cnum <= seqnum Then
    NumSelected = NumSelected + 1
    Report_CreateSample.SelSeq = NumSelected
Else
    With Report_CreateSample
        .MoveLayout = False    ' Does not advance one line on the page
        .NextRecord = True     ' moves to next record
        .PrintSection = False  ' Does not print current
    End With
End If
End Sub

Private Sub GroupHeader0_Format(Cancel As Integer, FormatCount As Integer)
    Rem Ce code est execute lorsqu'on initialize une nouvelle grappe
    Rem Les variables necessaires pour la selection initialisées ici
    Rem Initialisés ici
    interval = Report_CreateSample.Households / Report_CreateSample.sample
    start = Rnd * interval
    NumSelected = 0
End Sub

Private Sub ReportHeader_Format(Cancel As Integer, FormatCount As Integer)
    Rem Ce code n'est pas essentiel, il initialize le générateur de nombre aléatoire
    Rem seed generator
    Rem Eliminer le commentaire de l'énoncé pour fixer la sélection
    Rem (la valeur du nombre n'est pas importante)
    Rem Randomize (0.234)
End Sub

Screen dump of report design

```



Le tableau est le rapport produit par Access :

Sélection de l'échantillon

Nom du lieu	Ménages	Echantillon	No. Sel	No Ménage	Personnes	Noms
Pétion Ville	81	19				

The following is the report produced by Access:

Figure 2: Probabilités d'inclusion prévues et estimées

Figure 3: Approximate estimates and confidence intervals for different RSI-weight corrections 22

Annexe 1 : Détermination de l'allocation de l'échantillon de ménage dans

les UPE

23

Annexe 2 : Echantillonnage linéaire systématique de ménages par ordinateur 26

Mise en œuvre dans Access

26